



# John Adams Library.

IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

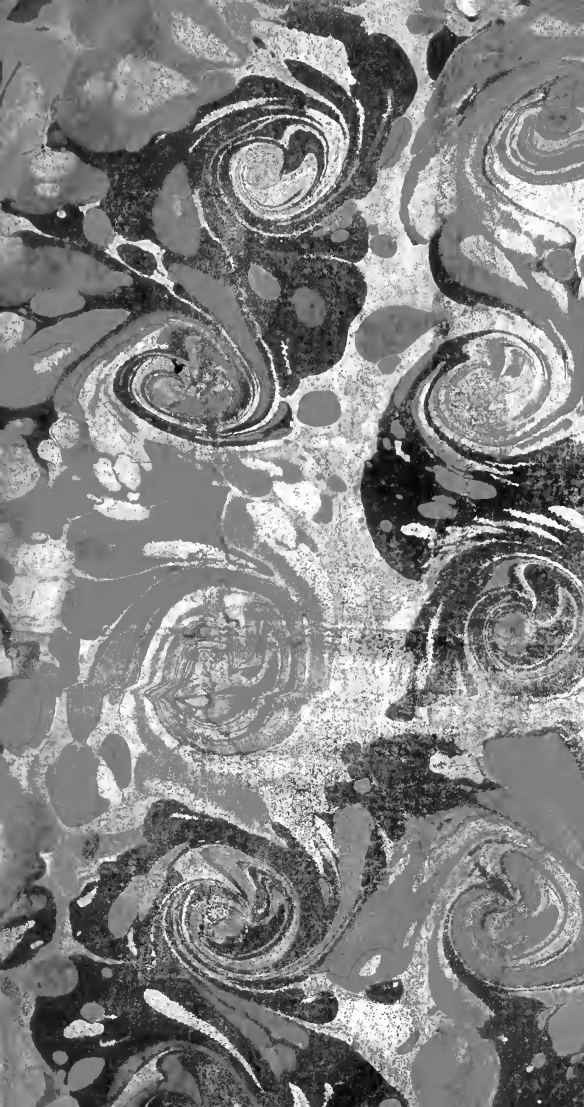


SHELF N<sup>o</sup>:

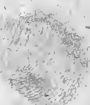
★ ADAMS ★

215.2

v.2



5-7



5-7



# LETTRES ET NEGOCIATIONS entre M<sup>r</sup>. JEAN DE WITT,

CONSEILLER PENSIONNAIRE & GARDE  
DES SCEAUX DES PROVINCES DE HOL-  
LANDE ET DE WEST-FRISE.

ET

MESSIEURS LES PLENIPOTENTIAI-  
RES DES PROVINCES UNIES  
DES PAIS-BAS.

Aux Cours

DE FRANCE, D'ANGLETERRE,  
DE SUEDE, DE DANEMARC  
DE POLOGNE &c.

*Depuis l'Année 1652. jusqu'à l'an 1669.*

Traduites du Hollandois.

**TOME SECONDE.**

Contenant

LES NEGOCIATIONS DE  
M<sup>rs</sup>. G. BOREEL ET C. VAN BEUNINGE.

En France, depuis l'an 1660. jusqu'à l'an 1664.



A AMSTERDAM,  
Chez les JANSSENS-WAESBERGE.

---

M. DCC. XXV.

X ADAMS 215.2  
K.2

# LETTRES

ET NEGOCIATIONS

ENTRE

M<sup>r</sup>. JEAN DE WITT,

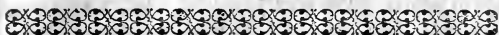
Conseiller Pensionnaire de Hollande  
& de West-Frise,

ET DE Mr.

CONRARD VAN BEUNINGEN,

Ministre Extraordinaire à la Cour  
de France.

*Depuis le 19. Mars 1660. jusqu'en 1664.*



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 19. Novembre 1660.*

MONSIEUR,

Je vous envoie ci-jointe Copie de celle  
que j'écris à Leurs HH. PP.; je tiens ce que  
j'y dis du Mariage du Roi d'Angleterre, de  
*Tome II.* A *piu-*

plusieurs Personnes de distinction qui sont tous les jours à la Cour & qui nous l'ont assuré, en nous le racontant en confidence. Cependant, je crois qu'on doit n'en parler qu'avec discrétion, en sorte que, si la chose devient publique, il ne paroisse pas qu'on la tient de nous, puis que s'il se trouvoit que la nouvelle ne fût pas véritable, nous n'en retirerions ni honneur, ni avantage, bien loin de-là: ainsi, je vous prie instamment d'y prendre garde. Aussi-tôt que nous serons en état de voir & d'être vûs, je ne doute pas que nous n'ayons plus de choses importantes à vous mander. Mr. le Cardinal est si bien rétabli qu'il a monté à cheval & a été à la Chasse. Plusieurs Marchands m'ont assuré, que le droit de Tonneau se lève absolument dans tous les Ports, & que toutes les oppositions qu'on y a faites de diferens endroits ont été très inutiles. La Cour a projeté un Edit contre le luxe des habits, & l'on assure qu'il sera publié au premier jour. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Novembre 1660.*

**M** O N S I E U R,

Ce que j'écris aujourd'hui à Leurs N. & G. P., que nous sommes encore informez qu'il

qu'il y a sur le tapis une Négociation pour le Mariage du Roi d'Angleterre avec une Nièce de Mr. le Cardinal, peut passer, suivant toutes les apparences, pour une nouvelle certaine; & j'ai même appris que les premières ouvertures se sont faites de la part des Anglois; mais avant le rétablissement de ce Roi, & dans le tems que ce Prince étoit obligé de rechercher la Protection d'un Ministre de la Couronne de France, aussi puissant que le Cardinal, qui pût ménager ses intérêts dans la conclusion de la Paix avec l'Espagne.

Leurs N. & G. P. feront sans doute les premières informées, avec certitude & à droiture, de la Cour d'Angleterre même, des mesures que l'on prendra ici pour surmonter les obstacles que pourra apporter à la conclusion de cette affaire, le rétablissement de la fortune du Roi d'Angleterre, sans doute que l'on aura recours à quelques grosses sommes d'argent, ou à quelques autres offres fort avantageux. Il y a ici des Personnes à la Cour qui croient & qui voudroient persuader aux autres, que cette affaire réussira à la satisfaction de son Eminence; ils se fondent sur les derniers avis du Comte de *Soissons*, qui mande que le Roi d'Angleterre a reçu très favorablement toutes les Propositions qu'il lui avoit fait de la part de cette Cour-ci: mais il y a à la Cour des Raisonneurs d'un autre sentiment, & qui soutiennent qu'on ne doit pas faire fond sur la bonne mine apparente de la Reine d'Angleterre, ni sur ces marques extérieures de disposition favorable

que le Roi auroit laissé entrevoir : selon eux on fera traîner cette affaire en Angleterre, & le Roi en tirera tout l'avantage qu'il pourra ; mais jamais il ne viendra à la conclusion, que la Famille Royale, les Ministres & toute la Nation ne verroient qu'avec une espèce d'indignation.

On a parlé du Mariage du Duc de Savoye avec Mademoiselle, Fille unique de Monsieur le Duc d'Orleans du premier Lit ; mais comme le Marquis de *Ville*, quel'on croyoit n'être venu ici que pour cette affaire n'en a seulement point fait mention dans une Conférence qu'il a eüe avec le Cardinal, on commence à douter que ce Mariage ait lieu : on ne peut aussi rien dire de certain du Mariage du Duc d'Anjou avec la Princesse d'Angleterre : mais celui du Duc de Toscane avec la Fille aînée du Duc d'Orleans du premier Lit, est certain, & le Roi y a donné son consentement Dimanche passé. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Novembre 1660.*

**M** O N S I E U R ,

A notre arrivée en cette Ville, nous avons trouvé un Gentilhomme d'âge & expérimenté, qui, au rapport de ceux qui le connoissent,

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 5

noissent, & autant que j'ai pû en juger par ses discours, a une connoissance parfaite du Commerce de France; fréquente ceux qui sont dans les affaires, & paroît fort intrigant pour découvrir certaines choses que l'on ne peut savoir que des autres; enfin, cet homme est tel qu'il me semble que nous pourrions en tirer de grands secours dans les affaires de notre Ambassade & dans d'autres occasions; c'est ce qui a déterminé les Ambassadeurs de Leurs HH. PP. à engager ce Gentilhomme qui étoit sur son départ, à rester encore ici quelque tems: il ne seroit pas difficile de l'y déterminer, & l'on pourroit le mettre en œuvre pour le service de Leurs HH. PP., sans qu'il prétende d'autre récompense que d'être indemnisé des dépenses qu'il seroit obligé de faire ici plus qu'ailleurs. Nous avons parlé à Mr. Boreel, qui juge qu'il n'y a pas de comparaison entre le peu que cet homme coûtera à entretenir pendant quelques mois, & les services que l'on en pourra tirer. Je vous prie de me faire savoir si l'on peut m'autoriser secrètement à déboursier quelque argent pour cet effet: il n'est pas nécessaire que je vous dise, que le nom de cet Homme & toute cette affaire doit être sous le seau du secret; je puis cependant vous dire en confidence que c'est *Wentilot*; je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 2. Décembre 1660.

MONSIEUR,

L'on a reçu ici vos Lettres du 19. & du 26. du passé, en mon particulier j'en ai reçu une de la première date & deux de l'autre.

On est ici généralement de votre opinion, ou pour mieux dire, de celle qui est contenuë dans une de vos dernières Lettres, touchant le Mariage en question, & l'on est fort persuadé que la Famille Royale, les Ministres & toute la Nation, verroient ce Mariage de mauvais œil.

On est présentement occupé ici de trois affaires, pour lesquelles Mr. l'Ambassadeur de *Thou* sollicite fort. 1. Celle d'un prétendu Bâtiment François commandé par le Capitaine *Du Pré*, que quelques Armateurs Zeelandois ont conduit en Zeelande comme Prise Portugaise.

2. Celle d'un Vaisseau nommé le *S. Louis* équipé à Amsterdam & destiné pour la Chine. Mr. l'Ambassadeur avoit demandé un Passeport pour quelques Habitans de ce Pais-ci, afin qu'ils puissent servir sur ce Vaisseau; & ensuite il s'est réduit à une simple permission de mettre à la voile pour le Havre-de-Grâce.

3. Enfin, cet Ambassadeur a fait des plain-  
tes



tes de l'impression de quelques Livres injurieux à la France & à la Famille Royale, sans exprimer quels Livres ce sont, on croit qu'il en veut aux *Amours d'Alcandre*, au *Divorce Satyrique*, &c.

Par rapport au premier Article, on a écrit très sérieusement aux Conseillers de l'Amirauté de Zeelande, de rendre sur cette affaire une prompte & bonne Justice; & l'on a fait remettre en main à cet Ambassadeur la Réponse par écrit, dont je vous envoie Copie, N. 1. conforme à la Déclaration du Fiscal de ce Colége de l'Amirauté. Les Conseillers de cette Amirauté ont prié Leurs HH. PP. de leur communiquer le Mémoire que Mr. l'Ambassadeur leur a présenté sur ce sujet, & où ils ont appris que leur Colége étoit traité d'une manière peu avantageuse, afin de se justifier & de faire connaître la vérité. Je ne sache pas que depuis que l'on a remis cette réponse à son Excellence, elle ait fait aucune instance nouvelle sur ce sujet.

Quant au second Article, on avoit découvert que le Vaisseau le *S. Louis* destiné pour la Chine ne devoit pas seulement y conduire des Religieux pour la Propagation de la Foi, ainsi que Mr. l'Ambassadeur l'avoit prétexté; mais que le véritable dessein étoit d'établir un nouveau Commerce sous le nom des François, dans les Païs dépendans de la Compagnie des Indes établies en ce Païs-ci. Il y a aparence que le premier Plan en a été jetté ici, & que ce sont des Hollandois qui y sont les plus intéressez, d'au-

tant plus que le Pilote & les principaux Officiers sont tous Hollandois, ce qui est défendu par les Edits de Leurs HH. PP., sous peine de la vie & confiscation des biens. C'est pourquoi, après avoir reçu les avis du Colége de l'Amirauté d'Amsterdam ci-joint, N. 2. Leurs HH. PP. se sont conformez à l'avis Provincial de Hollande, dont je vous envoie ici la Copie, N. 3. On s'étoit flaté que Mr. l'Ambassadeur en auroit été content, d'autant plus qu'on ne peut rien de plus favorable que cette résolution, vû l'Octroi de la Compagnie des Indes, & plusieurs Actes qui s'en sont ensuivis, & par lesquels il est statué généralement & sans aucune distinction, que personne de quelque qualité ou condition que ce puisse être, à l'exception de ladite Compagnie, ne pourra naviguer avec des Bâtimens équipés dans ces Provinces, dans aucuns des endroits compris dans ledit Octroi; cependant, cet Ambassadeur a jugé à propos de se plaindre bien haut de cette Résolution, dans un Mémoire qu'il a présenté hier & dont je vous envoie Copie, N. 4.

Enfin, sur le troisiéme Point contenu dans le Mémoire de Mr. l'Ambassadeur dont voici la Copie, N. 5. Leurs HH. PP. ont écrit aux Provinces respectives pour les prier de tenir la main chacune chez soi à l'observation de l'Edit publié en 1651., peut-être que Son Excellence n'exigera rien autre chose sur ce sujet. N'ayant rien à vous mander qui mérite votre attention, je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 3. Décembre 1660.

MONSIEUR,

Il y a quelques-uns de ceux qui ont suivi Mr. le Comte de *Soissons* en Angleterre, qui sont arrivez ici ; ils ne confirment en aucune manière le sentiment de ceux qui vouloient, qu'on ne doutât pas du succès du Mariage de la Nièce de son Eminence que ce Comte devoit proposer ; il y a même des Personnes à la Cour, qui, à ce que l'on nous a assuré, ne doutent nullement que la Cour d'Angleterre a rejeté d'abord cette Proposition.

Mr. l'Ambassadeur de Savoye continuë à garder ici l'*incognito* : on dit qu'avant de prendre son Caractere il doit négocier préalablement sur les Tîtres que le Duc son Maître prétend, & que l'on est peu disposé ici à lui accorder ; nous pourons être mieux informez de cette affaire & de semblables après notre Réception, que nous pressons autant qu'il nous est possible, lors que nous verrons ceux qui sont au timon des affaires. Je suis sans réserve, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 9. Décembre 1660.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 2. du courant , j'ai reçu la votre en date du 3. J'ai parlé à Mr. de *Wimmemum* du contenu de votre Lettre secret ( dans laquelle je vous dirai en passant que tous les Chifres étoient de travers , ) ce Seigneur rejetta d'abord la Proposition ; mais le lendemain lui en ayant encore parlé , il goûta mieux la chose , & trouva à propos que je la proposasse au Collège en sa présence , lors qu'on seroit en nombre complet ; mais quelques jours s'étant passés sans que ce nombre se trouvât , Mr. de *Wimmemum* est parti de la Haye & n'est pas encore de retour , non plus que plusieurs autres Membres ; de sorte qu'ils ne se sont pas trouvés au Conseil depuis ce tems-là au de-là de quatre ; or vous savez que ce nombre ne suffit pas pour conclure sur de pareilles affaires : je ne manquerai pas la première occasion , & aussi-tôt je vous donnerai avis de ce qui aura été résolu. Lors qu'à l'avenir vous aurez quelque affaire de cette nature à proposer , je vous conseille d'en écrire un mot en même tems à Mr. de *Wimmemum* , *nostri enim hominis ingenium.*

*Mrs. J. de Witt & C. van Beunningen.* II

Il ne s'est rien passé d'important ici depuis ma dernière, sinon la Résolution ci-jointe touchant la *Chambre mi-partie*, & la proposition que Mr. de *Thou* a faite hier à l'Assemblée de Leurs HH. PP., que je vous envoie aussi & dont les Provinces ont pris Copie. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 10. Décembre 1660.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 2. du courant avec les annexes, dont je vous suis très obligé. Depuis le retour du Comte de *Soissons*, on ne parle plus du Mariage de la Nièce de Mr. le Cardinal, dont je vous avois écrit dans mes précédentes; on tâche même de faire croire que l'on n'y a jamais pensé, encore moins proposé au Roi d'Angleterre. Ce que Mr. le Marquis de *Ville* demande au préalable consiste en ceci, il demande qu'en considération du Duc son Maître, on lui accorde dans sa réception quelque prééminence sur les Ambassadeurs Extraordinaires des Républiques. C'est pourquoi nous y avons eu l'œil, & nous avons engagé Mr. *Boreel* à ne rien négliger de ce qui peut intéresser l'honneur de l'Etat, & d'en parler à ceux que ces sortes de choses regardent :

Son Excellence en a parlé en notre nom à Mr. le Comte de *Brienne*, qui lui a dit qu'il pouvoit être en repos sur cela, & pouvoit nous assurer que l'on n'accorderoit au Marquis rien de ce qu'il demandoit.

On dit que ce Marquis n'a pas trouvé ici les dispositions qu'il espéroit en faveur des desseins de son Maître sur la Ville de *Genève*; en sorte qu'il pouroit bien trouver quelque prétexte de s'en retourner sans prendre le Caractère d'Ambassadeur Extraordinaire. Je m'en raporte pour les autres nouvelles à ce que Mr. *Boreel* en écrira, & au Billet dont je joins ici la Copie, que nous avons reçu hier de bonne main, & que je vous prie de ne pas rendre public pour raisons; je suis, &c.

### C O P I E.

*Je donne le bon soir à leurs Excellences, je viens de la Ville; je n'ai rien appris qui mérite leur curiosité; néanmoins pour leur faire voir le desir que j'aurois de leur communiquer de meilleures choses à la veille des Dépêches, je leur fais sçavoir, que ce matin le Roi a été deux heures dans la chambre de son Eminence, n'y ayant que S. M., Monsieur de Turenne, le Sur-Intendant, & Mr. le Tellier; & là a été arrêté la Liste des Troupes qui seront réformées, qui sont la Compagnie des Petits Mousquetaires; dix Compagnies des Gardes, non cassées comme on l'avoit crû; mais ceux qui ont acheté lesdites Compagnies seront remboursez des deniers que cela leur a coûté, ou remplacé à l'a-*

l'avenir ; beaucoup d'autres Compagnies des autres Corps d'Infanterie , & cent trente Compagnies de Cavalerie : le Roi ne tiendra ici auprès de sa Personne que dix Compagnies de ses Gardes , les autres sont envoyées sur les Frontières.

Mr. le Prince, Mr. d'Espéron, & autres Grands , étoient cependant dans l'antichambre ; pas un n'a part à tout cela , ni Mr. le Prince n'a vu son Eminence , il garde le lit ; il n'avoit pas grande douleur , mais bien une générale & grande émotion par tout son corps , avec enflure qui s'exale comme une en-rûmure , & qui donne de la peine à ses Domestiques , & de la peur : il n'a pourtant pas la fièvre , mais bien émotion de fièvre. Je n'ai rien entendu du Marquis de Ville , sinon qu'il capitule toujours son préalable avec peu d'apparence de succès. L'on parle en fort bonne part de leurs Excellences ; l'on a les particularitez de la défaite des Chrétiens devant Centa , 1200. morts sur la place , une troupe de 30. ou 40. Turcs seulement a donné la première confusion.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 16. Décembre 1660.

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 9. du Courant, j'ai depuis reçu la votre du 10.

Mr. de *Wimmenum* étant de retour, & Mrs. les conseillers Députez s'étant trouvez en nombre compétant, je n'ai pas manqué de leur proposer le contenu de votre Lettre du 26. Novembre, ainsi que je vous l'avois promis par ma dernière; Leurs N. & G. P. m'ont chargé de vous marquer sur ce sujet, qu'Elles ont trouvé par expérience, & sur tout par ce qui s'est passé dernièrement en Prusse & en Angleterre, que ces sortes de correspondans rendent peu de service à l'Etat, & que l'argent employé à leur entretien est par conséquent une dépense inutile; qu'ainsi, il ne falloit faire espérer aucune récompense à la personne en question; c'est ce que je suis obligé de vous marquer par ordre de Leurs N. & G. P.

Mr. l'Ambassadeur de *Thou* a encore présenté aujourd'hui à Leurs HH. PP. le Mémoire ci-joint, N<sup>o</sup>. 1. touchant le Vaisseau le St. Louis; mais sur lequel on n'a encore pris aucune résolution; & je ne crois pas  
que



que son Excellence en puisse rien attendre de fort satisfaisant; & de plus, Mrs. les Députés de Hollande ont à cet égard les mains liées par les Résolutions des Etats de la Province qui sont séparés depuis samedi dernier.

— Mr. de Beeverwaard a écrit par la dernière Poste, que le Roi d'Angleterre avoit donné à Mr. d'Odyck son fils un Bénéfice de 14. à 15. mille livres de rente; ainsi que vous verrez dans le preambule de la Résolution ci-jointe, No. 2. sur quoi Leurs N. & G. P. ont résolu ce que vous verrez dans le dispositif de la même Résolution: les autres Provinces de la Généralité ont pris, *ad referendum*, la Demande & la Résolution; en sorte que cette affaire n'a pas été terminée.

Les Pirateries continuelles que commettent des Bâtimens qui sortent des Ports de France & d'Angleterre, ont déterminé Leurs N. & G. P., & ensuite Leurs HH. PP., à prendre la Résolution ci-jointe, No. 3. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 17. Decembre 1660.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 10. du courant, j'ai reçu la votre du 9. qui m'a fait beaucoup de plaisir.

Les

Les continuel delais de notre Réception nous a enfin non seulement ennuyé, mais même donné quelques soupçons, sur tout depuis que l'excuse dont on s'étoit servi il y a quatre jours, & qui rouloit sur la difficulté de nous trouver une maison & de la meubler, ne pouvoit plus être alleguée. Ainsi, nous avons fait demander par Mr. *Boreel* qu'on donnât enfin les ordres nécessaires, & nous avons tout mis en œuvre pour découvrir quelles pouvoient être les raisons de tous ces delais; car quoi que Mr. *Girault* nous eût assuré que le Roi & Mr. le Cardinal lui avoient témoigné qu'ils étoient très mécontents de tous ces retardemens, qui n'étoient causez que par les difficultés qui s'étoient rencontrées lors qu'on s'y attendoit le moins, à pourvoir à tout ce qui étoit nécessaire pour notre Réception; nous ne pûmes ajouter foi à ce qu'il nous disoit, & nous ne fûmes pas tranquilles jusqu'à ce que nous eûmes été informez de bonne part, & par des personnes qui savoient ce qui se passoit des véritables raisons; en sorte que nous ne pouvons plus douter, que certainement il n'y a eu dans toute cette conduite aucun mystère, & que ces delais n'ont été causez que par le défaut d'argent, qui a été cause que les Officiers qui étoient chargez de ce soin, n'ont pû convenir avec les Propriétaires des Maisons, & avec ceux qui doivent livrer les provisions de bouche, & qui veulent de l'argent comptant qu'ils n'ont pû avoir, soit à cause du dérangement des finances, soit par la mauvaise volonté de ceux qui devoient leur en fournir.

Join

Joint à cela l'indisposition de Mr. le Cardinal, qui a été si grande quelque-fois, qu'on ne lui a parlé d'aucune affaire, (c'est à dire qu'alors toutes les affaires étoient suspendues à la Cour.) Cependant, je ne voudrois pas garantir qu'on ne nous trompe pas, puis que, selon moi, on ne peut rien affirmer, ayant d'un côté le peu de vrai-semblance d'un pareil obstacle, & de l'autre, l'entière & pleine assurance qu'on nous donne de toutes parts que nous avons tort de soupçonner quelque autre motif; c'est particulièrement ce que nous disent des Personnes que nous ne pouvons soupçonner de nous vouloir tromper, ou d'être trompez eux-mêmes. Sans cela je croirois sans peine que c'est ici le premier Acte de la Comédie qu'ont eu en vûe ceux qui, à notre arrivée, nous ont conseillé de traiter la plupart des affaires avec beaucoup de modération & de dissimulation, puis que ce seroit le moyen de réussir & d'éviter bien des déboires. Je ne fais pas même si je me tromperois beaucoup, en portant ce jugement. Quoi qu'il en soit, je ne vois pas comment on peut se justifier de n'avoir pas levé plutôt de si foibles obstacles, sur tout après les pressantes instances de Mr. *Boreel* & de nos Officiers; pour moi je ne puis attribuer toute cette conduite qu'au peu de disposition où l'on est de nous donner satisfaction, & peut-être même au ridicule plaisir que l'on prend de mortifier ceux qui sont ici de la part de l'Etat. Je suis, &c.

P. S. Le Billet ci-joint me vient de bonne  
main,

main, & je vous prie, pour de bonnes raisons, de ne le pas rendre public.

## C O P I E.

Où j'ai été aujourd'hui, un de nos Commis-  
saires m'a fort parlé de vos Excellences & de  
vos affaires.

De vos Excellences. Que très certainement  
le retardement de votre réception ne provient  
que de l'indisposition de son Eminence, laquelle  
a retardé les ordres nécessaires, & que très as-  
surément leurs Personnes seroient agréables, &  
qu'elles le reconnoïtroient. Des affaires. L'on  
en a parlé avec un peu de doux & d'amer, &  
sur ce que j'ai poussé quelques-unes de mes ré-  
flexions vers les Affaires d'Angleterre, qui ont  
réflexion aux Provinces-Unies, l'on m'a inter-  
rompu pour me dire; nous sommes fort bien in-  
formez de ce qui se passe, & qu'après tout, les  
Anglois leur feront plus de mal que nous, ni  
que nous n'avons de volonté de leur en faire;  
les Ministres témoignent avoir une grande &  
étroite confidence avec le Roi d'Angleterre;  
l'on fait de grands Projets pour le Négoce  
& pour les équipages des Navires; mais je  
leur ai dit par beaucoup de raisons, que ce  
n'étoit que des visions: & de vrai, ils par-  
lent de tout cela plus ignorans que nos ser-  
vantes, & cela seul doit nous assurer qu'après  
une réconciliation & une amiable embrassade  
vous ferez nos affaires.

S. Em. se porte bien, il a travaillé &  
écrit de sa main toute cette après-dînée: hier  
il fut voir le Bal qui fut confus & trop plein  
de

Mrs. J. de Witt & C. van Beunningen. 19

de gens, qu'on n'avoit pas conviez; le Roi se mit en colère contre le Marquis de Hautcourt, & le poussa; il l'appella insolent.

Il y a des particularitez du Siège fait par les Turcs de la Ville de Varadin, il y a eu peu des leurs tuez & beaucoup de Chrétiens, & parmi eux des Principaux: il y a plus de 500. François; le Siège s'est fait dans toutes les formes les plus sages & exactes. Le Sieur Aqaqua est dépêché pour Pologne; le Sr. Blondel aussi pour Constantinople.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 23. Décembre 1660.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 16. j'ai bien reçu la votre du 17. du courant. Mr. d'Haurive m'a écrit pour m'assurer que le retardement de votre Réception ne provient d'aucune mauvaise cause: je différerai de lui faire réponse jusqu'à ce que les effets m'aient assuré de la vérité; je vous prie, dans l'occasion, de lui faire mes complimens.

Le démêlé entre l'Evêque & la Ville de Munster continuë avec la même chaleur des deux côtés, & Leurs HH. PP. ont résolu d'écrire à la Ville, qu'elle ne doit compter sur aucun secours de leur part, au cas qu'elle jette le Projet d'Accommodement qu'on lui

lui a présenté & sur lequel elle ne s'est pas encore expliquée catégoriquement.

Mr. l'Ambassadeur *Gamarra* a résolu d'approuver la *Chambre Mi-partie*, sur quoi Leurs HH. PP. ont pris le 17. de ce mois la résolution dont je vous envoie l'Extrait ci-joint. N'ayant rien autre chose à vous mander, je me raporte à ce que vous écrivez à Leurs HH. PP., & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 31. Décembre 1660.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 17., depuis j'ai reçu en leur tems vos deux agréables Lettres l'une du 16. & l'autre du 23. de ce mois.

Depuis notre Réception nous avons eu plusieurs avis & plusieurs rapports qui me persuadent entièrement, que le retardement qui nous avoit tant chagriné ne provenoit d'aucune résolution dont nous eussions lieu de nous plaindre; c'étoit plutôt une complication d'inconvéniens, peut-être même de mauvaise volonté dans ceux qui en étoient chargés & qui devoient être plus prompts à les surmonter: Et celui qui vous a écrit sur ce sujet étoit bien informé de ceux qui avoient l'inspection de toute cette affaire, que nous aurions moins de raison de nous plaindre de quelque retardement

ment, si nous nous rapellions la manière dont on en avoit agi à la Haye avec Mr. l'Ambassadeur *Servien* lors qu'il en étoit parti.

Nous n'avons pas manqué, dans la première visite que nous avons renduë à Mr. le Comte de *Brienne*, de lui insinuer en termes généraux les principaux Articles que Leurs HH. PP. exigeoient dans le renouvellement de l'ancienne Alliance avec cette Couronne: sur la fin nous avons parlé des dispositions qu'on avoit fait paroître, tant du côté de la France, que de celui de la République, lors qu'on avoit fait la première ouverture sur ce sujet, pour une Alliance commencée avec l'Angleterre au cas qu'Elle voulût y donner les mains; & nous lui avons dit, que nous avions ordre de déclarer, que Leurs HH. PP. étoient encore dans les mêmes sentimens, & qu'Elles souhaiteroient de savoir ceux de la France à cet égard. Mr. le Comte nous a répondu sur ce dernier Article, qu'il ne pouvoit nous dire quelle étoit à présent la résolution de Sa Majesté touchant cette Alliance, & qu'on ignoroit aussi quels seroient les sentimens du Roi d'Angleterre; que cependant, il chercheroit l'occasion d'en parler, & que nous ne ferions pas mal d'en dire un mot à Mr. le Cardinal dans la première visite que nous lui ferions. Mais ce Seigneur s'expliqua plus ouvertement sur le renouvellement de l'ancienne Alliance, & nous assura que nous trouverions de ce côté-ci toutes les dispositions que nous pourrions souhaiter, même pour venir bien-tôt à la Conclusion. Mais  
dans

dans cette Négociation nous ne pourrions éviter d'entendre certaines choses qui procéderaient du mécontentement que l'on avoit de ce qui s'étoit passé à Munster, & sur tout, que nous devons modérer nos prétentions touchant le Règlement sur le Commerce & la Navigation; que nous devons avouer que chacun étoit Maître dans ses Etats, & pouvoit y faire tels Réglemens & y établir tels ordres qu'il jugeoit à propos pour le bien de ses Sujets; & qu'on ne devoit pas exiger de conditions qui fissent panacher tout d'un côté les avantages qui devoient être communs; que si nos prétentions étoient telles & que nous y persistassions, nous trouverions des gens résolus & fermes qui nous les refuseroient & persisteroient dans leur refus.

Il est donc aisé de prévoir, que ce qui rencontrera le plus d'obstacles dans notre Négociation, & ce qui pourroit en arrêter le succès ce sera cette partie de nos instructions, qui roule sur le Règlement du Commerce. Il y a même apparence que le Comte de *Brienne* n'ignore pas les particularitez de nos instructions sur ce sujet; cependant, nous en sommes restez dans ces termes généraux dans cette première visite, en lui faisant seulement entendre que nous ne demandions de Règlement de Commerce que sur les offres que nous avions à faire de la part de Leurs HH. PP., & que tout ce que nous exigeions de la Cour consistoit à rendre les avantages communs, & même les augmenter, pour peu qu'on voulût s'entendre, ce qui n'arriveroit pas, si par des Réglemens retorsionnels dans



la vûë de se faire tort les uns aux autres, on tente d'introduire la violence où tout doit être libre; mais que c'étoient-là des particularitez que l'on pouroit expliquer en faisant le Traité.

Je ne crois pas qu'on puisse se flater que cette Cour lève aisément les difficultés qu'elle a formées ci-devant par rapport au Commerce; quoi qu'il soit vrai que ses sujets mêmes des Villes de Commerce en fassent des plaintes, & qu'il y ait des Articles dans les anciens Traitez d'Alliance, qui parlent en notre faveur: mais comment écoute-t-on ces plaintes, & quel cas fera-t-on de ces citations des anciens Traitez? ainsi, je crois, sauf meilleur avis, que le meilleur moyen pour obtenir ici ce que Leurs HH. PP. souhaitent, ce seroit que nous pûssions faire voir clairement & nettement, qu'au cas que Leurs HH. PP., à l'exemple des Anglois, vinssent à donner des ordres rétorcionnels, on auroit bien de la peine de ce côté-ci à venir au but où l'on tend; ainsi, il seroit à propos que l'on consultât sur cela, ceux qui ont une parfaite connoissance du Commerce & de la Navigation de France, puis que le résultat pouroit nous servir d'instruction, & pour pousser la chose aussi loin qu'il se pouroit; au reste, je m'en raporte entièrement à vos sages réflexions, & suis, &c.

A Mr. C. Van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 6. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

Comme j'ai été passer les Fêtes de Noël à Amsterdam, j'y ai été plus occupé en dévotions & avec mes Parens, qu'aux affaires; c'est pourquoi j'ai manqué de vous écrire par la dernière Poste.

J'ai reçu hier votre Lettre du 31. Décembre, & j'y vois avec plaisir que l'on doit plutôt attribuer à la négligence des Ministres subalternes qu'à quelque mauvaise intention de Sa Majesté, les delais & les autres incongruités dont vous vous êtes plaint avec raison.

J'aurai soin, autant qu'il dépend de moi, que l'on confère sérieusement avec ceux qui ont le plus de connoissance du Commerce & de la Navigation de France, d'une manière qui réponde aux intentions de votre Lettre.

Je crois qu'il seroit tems à présent de disposer les choses ici de manière que l'on vous autorise à conclure le Traité sans relation à l'Angleterre, puis que l'on y entreprend tous les jours quelque chose qui choque fort les esprits ici. Vous verrez dans les derniers avis que nous avons reçus de ce Pais-là, & donc je vous envoie Copie, leurs nouvelles prétention

tentions sur le *Dominium Maris* ; & au defavantage de la grande Pêche , qu'ils ne pourront jamais exécuter, selon moi, sans trouver une oposition qui pourroit aller jusqu'aux voyes de fait.

Il court ici un bruit, répandu par un des Secrétaires de Mr. l'Ambassadeur de *Thou*, que l'on doit mettre au premier jour un Arrêt sur tous les Vaisseaux & effets des Hollandois ; je ne puis le croire ; cependant il est de mon devoir de vous en informer.

Mr. l'Ambassadeur de *Thou* a de nouveau intenté action touchant le Vaisseau le *St. Louis* qui est péri, ainsi que vous pouvez voir par la Copie de son Mémoire ci-joint ; mais vous pouvez voir combien cette action est mal-fondée en examinant l'extrait ci-joint, qui concerne la Caution donnée à l'Amirauté d'Amsterdam. Vous remarquerez non seulement que ce Vaisseau a été en la disposition des Propriétaires depuis le 4. Décembre dernier, & qu'il pouvoit faire voile pour tel endroit qu'ils vouloient, & que s'ils ne l'ont pas fait plutôt, c'est parce qu'ils ont tant différé à donner la Caution ordinaire ; mais même vous verrez qu'on en a agi avec beaucoup de civilité par raport à cette Caution, tant en ce que la somme pour laquelle elle s'est obligée est très modique, que parce que l'on en a limité le terme à un tems très court.

J'ai été averti qu'un certain *Brunel*, qui se trouve en France comme Gouverneur du fils de Mr. de *Sommelsdyck*, n'est pas de bon aloi, & qu'il se mêle d'écrire ici des choses

qui ne font pas de bien; c'est à quoi je vous prie de faire attention: on m'a dit la même chose de Mr. la *Valée* qui a demeuré quelque tems ici à la Haye. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 7. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 31. du passé, depuis ce tems-là je n'ai reçu aucune de vos Lettres.

Nous attendons avec impatience que l'on nous admette à l'Audience de Mr. le Cardinal; on nous assure que ce delay ne vient d'aucun défaut de bonne volonté; cependant, il faut bien que cette bonne volonté ne soit pas des plus efficaces, puis que l'on difere si long tems à nous en donner des preuves. Le marquis de *Ville*, qui est encore ici *incognito*, & qui, il y a trois jours a été pendant une demi-heure chez son Eminence, nous a assuré qu'Elle se rétablit tous les jours de plus en plus: cependant, le Nonce du Pape, l'Ambassadeur de Venise & d'autres Ministres étrangers, qui demandent Audience depuis plusieurs semaines, ont toujours été remis, aussi bien que nous, quoi qu'il y en ait quelques-uns parmi eux qui soient sur leur départ,

part, & qui n'ont autre chose à faire qu'à prendre leur Audience de Congé. Ainsi, l'on pretend que cette raison & celle de l'indisposition de Mr. le Cardinal, qui a été cause que toutes les affaires ont été suspendues, & qu'à présent il s'en presente tout d'un coup plusieurs qui sont très pressantes, sont suffisantes pour détruire toutes les mauvaises pensées que l'on pourroit avoir.

On a parlé de nous donner des Commissaires; & une personne qui étoit presente nous a dit, que l'on avoit proposé Mr. le Maréchal de *Villeroi*, Mr. le *Sur-Intendant*, Mr. le Comte de *Brienne*, & Mr. le *Tellier*: Mr. le *Sur-Intendant* nous a fait entendre, dans notre premiere visite, que nous devions éviter les longueurs, & que puis que l'affaire que nous venions conclure avoit déjà été sur le tapis depuis tant de tems, il ne restoit que quelques Articles à régler, & qu'on espéroit que cela se feroit en deux ou trois Conférences. Je m'atends bien que nos Commissaires nous tiendront le même langage pour éloigner les Propositions que nous sommes chargés de faire touchant un Règlement sur le Commerce & la Navigation, & qui pourroient s'étendre au de-là de ce qui a déjà été Négocié touchant le renouvellement de l'ancienne Alliance entre cette Couronne & l'Etat. Nous n'avons pas manqué l'occasion de faire entendre, par rapport à ce que le Comte de *Brienne* nous avoit annoncé, que nous aurions à effuyer sur ce qui s'est passé au Congrès de Munster, que non seulement cela seroit hors de saison; mais même très inutile, sur tout, puis que

nous étions avertis qu'on étoit résolu de s'expliquer sur cela de ce côté-ci en termes odieux & insultans. Ce que nous avons dit sur ce sujet, où les réflexions que l'on a faites ont eu un tel effet, que nous sommes informez que nous n'essuyons aucun reproche sur ce sujet.

Toutes nos inquiétudes roulent présentement sur le seul Article du Commerce, & nous n'apprenons rien qui nous donne quelque espérance; bien loin de-là il paroît que les réflexions que l'on fait ici sur les avanies que Leurs HH. PP. souffrent de la part des Anglois rendront notre Négociation très difficile. Or puis que l'on a tant de raisons de présumer qu'on ne pourra pas tomber d'accord en tout avec les Anglois, comme on l'avoit espéré, & que même de leur côté il ne paroît aucune inclination pour une Triple-Alliance; j'ai pensé que l'on pourroit bien revoir les Résolutions secrettes que l'on a prises sur ce sujet, & délibérer sérieusement s'il ne seroit pas à propos d'exempter les Ambassadeurs qui sont dans les deux Royaumes de rendre compte fait à fait de ce qu'ils font avant d'avoir tout terminé, non parce que l'on n'auroit pas le tems de le faire; mais pour éviter les pierres d'achoppement, & de faire naître des difficultez que nous ne rencontrerons que trop.

En nous entretenant avec plusieurs Seigneurs, on nous a souvent parlé des forces des Corsaires de Barbarie qui augmentent tous les jours; à quoi l'on ajoûtoit que l'on devroit être sensible à l'esclavage de tant de

Chrê-

Chrétiens qui étoient entre leurs mains, & au danger que d'autres couroient d'y tomber. Nous nous sommes servis de cette occasion pour leur apprendre, qu'à notre départ Leurs HH. PP. délibéroient sérieusement pour mettre en mer une Flotte considérable; mais en même tems nous leur avons fait sentir, que comme le danger étoit commun autant qu'il étoit grand, chacun devoit s'y intéresser; ce que nous appuyons sur le mauvais succès qu'avoit eu l'entreprise des François l'année dernière pour contraindre ceux de Tunis & d'Alger à rendre leurs Esclaves François; nous restâmes dans ces expressions générales & l'on en fit autant de ce côté-ci. Si Leurs HH. PP. trouvoient à propos de concerter sur cette affaire avec cette Couronne, pour faire cette entreprise en commun, & nous donner des ordres à cet égard, ce qui n'a été alors que des discours vagues, pourroit devenir une Négociation sérieuse qui ne seroit peut-être pas désagréable ici, & qui en tout cas nous seroit honneur, & pourroit servir à en faciliter quelqu'autre. Je vous prie de me marquer vos sentimens sur cela; & si vous jugez la chose digne d'être mise en délibération, nous serions bien aise d'être instruits de ceux de la Régence.

Sur la nouvelle que l'on a reçûe que l'on avoit découvert une trahison en Angleterre, Mr. le Cardinal a dépêché à Londres le Chevalier *Arnofili*, avec ordre, à ce que l'on croit, d'offrir au Roi des secours de la part de cette Couronne, au cas que Sa Majesté en ait besoin; je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 13. Janvier 1661.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 6. du courant, j'ai reçu la vôtre du 7. suivant. Je vous donnois avis du Projet de la Chambre-Basse d'Angleterre par raport à la Pêche, vous verrez par les dernières Lettres de ce Pais là que cette Chambre persiste dans le même dessein, & que la chose y a passé en résolution. Sur le premier avis que Leurs HH. PP. en ont eu, Elles ont trouvé à propos d'en écrire au Roid'Angleterre, & à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, ce que vous verrez par les Copies ci-jointes. Nous espérons par ce moyen suspendre du moins cette Résolution, & empêcher qu'elle ait aucune suite, ou qu'elle soit exécutée. Nous sommes fort étonnez ici que vous n'ayez pas encore pû avoir l'honneur de parler au *Cardinal Mazarin*, pendant que d'autres ont accès chez lui; mais j'espère que vous nous apprendrez quelque chose de plus agréable à cet égard par la première Poste.

Leurs N. & G. P. ont pris la Résolution ci-jointe dans leur dernière Assemblée pour nettoyer la Méditerranée de Corsaires Turcs; mais jusqu'à présent la Généralité n'a pû rien conclure; lors que l'on a proposé ci-de-  
vant



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 31  
vant dans les Délibérations de Leurs N. &  
G. P. sur ce sujet, d'en concerter avec quel-  
qu'autre Puissance, & sur tout avec la Fran-  
ce; on a remarqué que tous les Membres  
y étoient assez disposez; ainsi je crois, s'il  
se trouve où vous êtes quelque bonne dispo-  
sition à cet effet, que vous ne ferez pas mal  
de l'entretenir; de mon côté je ferai en for-  
te, lors qu'on en délibérera dans l'Assemblée  
de Leurs HH. PP., que l'on vous donne or-  
dre d'engager la Cour de France à prendre  
une semblable Résolution, & de concerter  
pour cela avec le Roi, ou avec ses Ministres.  
Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 14. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

Il n'y a personne à cette Cour-ci, & par-  
mi les Personnes qui ont quelque crédit,  
qui soit plus sincèrement dans les Intérêts  
de Leurs HH. PP. que Mr. le Maréchal de  
*Turenne*; Mr. *Boreel* nous l'avoit déjà dit,  
& nous en avons fait l'expérience par la  
promptitude avec laquelle il a fait relâcher  
le Capitaine *Uyttenhout* & le Commissaire de  
*Roux*: il nous en a encore donné des preu-  
ves dans d'autres occasions plus importan-  
tes. Et s'il y a quelqu'un qui puisse rendre

service à Leurs HH. PP. auprès de Mr. le Cardinal dans toute sorte d'affaires, soit importantes ou non; c'est aussi le même Maréchal, que l'on appelle à tous les Conseils, & qui est universellement considéré comme un très honnête homme & qui a beaucoup d'esprit; aussi le Roi & le Cardinal l'estiment & l'aiment beaucoup. Vous pouvez donc aisément comprendre que nous le considérons avec raison comme principal apui de Leurs HH. PP. & de leurs intérêts en cette Cour; en sorte que nous sommes obligez de l'importuner souvent, ainsi qu'il nous est arrivé plusieurs fois depuis que nos Négociations commencent, nous l'avons toujours quitté très contents, & de plus en plus persuadé de ses bonnes intentions. Ce Seigneur nous a témoigné hier avec toutes les honnêtetez imaginables, qu'il verroit avec un sensible plaisir qu'on accordât une Compagnie vacante dans les Troupes de la République au Cadet de Madame sa Sœur, Veuve du Marquis de *Duras*, jeune Gentilhomme qu'il aime tendrement, ce qu'il nous répéta plusieurs fois, & qu'il regarderoit cette grace comme un bien-fait dont il seroit reconnoissant. Je fais quels obstacles cette affaire rencontreroit dans une autre occasion; & même je n'ai pas manqué de représenter à Mr. le Maréchal, que les Etats étoient occupez à délibérer sur une réforme, ce qui me faisoit douter qu'il y ait de long tems des Compagnies vacantes; néanmoins, je n'ai pû refuser aux instances de ce Seigneur de me charger de vous en écrire & de vous re-

commander

commander cette affaire, afin que vous fî-  
siez en sorte, que si après la Réforme il ve-  
noit à y avoir quelque Compagnie François-  
vacante, on en gratifiât ce Gentilhomme,  
en faveur de Mr. le Maréchal son Oncle ;  
qui nous dit, qu'à cause de la Paix & de la  
Réforme, il ne pouvoit lui rien procurer en  
France. Il y a beaucoup d'Enfans dans la  
Famille de Madame sa Sœur, dont la Naîs-  
sance l'emporte sur les biens, ce qui se-  
roit cause qu'on seroit encore plus recon-  
noissant de cette petite faveur : mais quand  
toutes ces raisons n'y seroient pas, il suffit  
que l'on considère qu'on ne doit pas refuser  
à un Seigneur de ce mérite, dans la situation  
des affaires, une chose qui le touche & qu'il  
prend tant à cœur. J'attendrai sur cela vo-  
tre réponse avec impatience ; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 14. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

Depuis le départ de ma dernière qui étoit  
du 7. du courant, j'ai reçu la votre du 6.  
qui m'a fait beaucoup de plaisir, puis que  
j'y vois que vos sentimens s'accordent a-  
vec les miens par rapport aux restrictions que  
l'on nous a imposées sur la forme de nos  
Négociations, restrictions que l'on devoit  
lever. J'espère que chacun sera du même

B 5

avis,

avis, & que pour le service de l'État, ceux qui sont chargez des Négociations en cette Cour-ci, n'auront plus les mains liées, & qu'ils pourront conclure cette importante affaire conformément à leurs Instructions & sans attendre de nouveaux Ordres, au cas qu'ils puissent en venir-là. Ce Plein-pouvoir me paroît encore plus nécessaire, depuis que nous avons entrevû quelques raisons de concevoir de meilleures espérances par rapport à ce dont nous sommes chargez touchant le Commerce. Le Comte de *Brienne*, à qui nous avons rendu une seconde visite, depuis le départ de ma dernière Lettre & que nous avons long tems entretenu touchant l'impôt par Tonneau, a écouté nos raisons avec une attention, qui nous a persuadé qu'il les trouvoit importantes, & qu'elles le convainquoient, aussi n'y a-t-il pas répondu, & il ne nous a contredit en rien. Nous avons allégué les mêmes raisons à un autre Seigneur qui a beaucoup de crédit, & qui nous avoua ingénûment qu'elles le convainquoient, & qu'il étoit persuadé que l'on écouterait ici la raison. Mais ce qui me fait le plus espérer, c'est que dans la visite que nous avons faite à Mr. le Cardinal, son Eminence répéta deux fois, que ce que nous avions à négocier par rapport au Commerce n'étoit pas si important; que tout rouloit sur le plus & le moins, sur quoi l'on trouveroit aisément quelque tempéramen, puis que l'on étoit fort disposé du côté de la France à faire à cet égard ce qui seroit équitable, & qu'il étoit persuadé que  
de

de notre côté nous ne rejetterions pas ce que l'équité dicteroit.

Je fais bien qu'il ne faut pas faire fond sur ces expressions vagues & susceptibles de tant de restrictions; mais il me semble qu'il y a quelque raison pourquoi le Cardinal se déclare avec tant de modération, sur le même Article du Commerce, sur lequel Mr. le Comte de *Brienne* nous avoit recommandé la modération: d'autant plus encore que nous avons dans cette affaire de fortes raisons de notre côté, & que l'on déclare que l'on veut écouter la raison & l'équité.

Les raisons dont nous nous sommes servis dans cette occasion sont celles-ci; que les innovations que l'on a faites ici depuis quelque tems dans le Commerce & dans la Navigation, sont si ruineuses pour les Habitans des Provinces-Unies, que Leurs Hautes Puissances ne pouvoient s'empêcher d'y pourvoir, en donnant des ordres retorsionnelles favorables au maintien de la Navigation, du Commerce, & des Manufactures, & au desavantage des François, puis que ces dernières innovations n'ont pour but que de ruiner la Navigation des Hollandois & de procurer quelques avantages aux François; mais qui, pour dire la vérité, ont été introduites de manière qu'elles peuvent ruiner les uns, sans procurer aucune utilité aux autres; en sorte qu'on peut dire qu'elles sont pernicieuses aux uns & aux autres; ce que prouvent très clairement les remontrances des Villes Marchandes de France, qui demandent avec instance, non pour l'intérêt des Sujets de Leurs HH. PP., mais pour

le leur propre ; qu'on abolisse le Droit de Tonneau & toutes ces autres nouveautez. Que si l'on en venoit aux rétorsions, ou que l'on y donnât occasion dans une affaire à laquelle on est si sensible, sur tout dans les Provinces-Unies, il n'y auroit absolument plus moyen de rétablir & d'entretenir entre les deux Etats une amiable confiance & une affection réciproque, qui pût ferrer les nœuds d'une étroite Alliance, en formant des desseins concertez, ce qui devoit être néanmoins entre les deux Nations. Et que bien loin de pouvoir réussir à former une Alliance commune à laquelle on s'intéressât également de part & d'autre, on verroit une aliénation générale entre les deux Nations, que l'on ne pouroit plus rapprocher; en sorte que quand même il y auroit quelque avantage pour les François dans ces nouveautez, c'étoit si peu de chose à tous égards, qu'on ne pouvoit les comparer avec les defavantages, qui dans la suite retomberoient sur la Couronne & le Public. A cette occasion nous nous étendîmes sur les avantages d'une sincère Alliance, sur tout pour ceux *qui potiores in fœdere sunt*, & qui l'emportent sur les autres dans la conduite des affaires, ce qui étoit la condition de la France dans une Alliance avec les Provinces-Unies. Mais nous insistâmes particulièrement sur ceci; c'est que si, contre toute esperance, on continuë en France à lever le Droit de Tonneau, Leurs HH. PP., &, suivant toutes les apparences, les autres Etats aussi, à l'exemple de l'Angleterre, feront payer, par voye de rétorsion,

dans

dans leurs Ports, aux Vaisseaux François, le même Droit qu'on exige en France des Vaisseaux de leur Nation; qu'alors on se trouvera égaux, & la France sera privée des avantages qu'elle attendoit de cette inégalité d'impôts; que l'on en avoit déjà dressé les Ordonnances en Angleterre, & que dans les Provinces-Unies, les avis étoient déjà pris. & que l'on n'attendoit pour les rediger en Ordonnance, que d'être assurez qu'il n'y avoit aucune espérance d'obtenir l'abolition de ces nouveautez, par quelques voyes plus douces & plus agréables. Que si l'on se flatoit que cet exemple ne seroit, peut-être, pas suivi par les autres Etats, Rois, & Villes, sur tout par celles de la Mer Baltique, où l'on se plaignoit déjà de ce qu'on y transporte des Marchandises de France dans des Bâtimens Hollandois; ce peut-être, qui est contre toutes les apparences, pourroit bien tromper. Que par rapport au Commerce & à la Navigation dans ces Quartiers-là, on devoit faire attention aux saisons, au débit des Vins, aux retours, qui sont le but principal du Commerce dans ces Cantons, & au menu profit qu'on y fait, à l'humeur de la Nation par rapport au ménage & aux choses qui demandent de la patience, au hazard que l'on court en donnant à crédit hors du Païs; que quiconque réfléchira sur toutes ces choses & encore sur la diversité de Langage qui empêche l'établissement des correspondances des Agens & Facteurs nécessaires pour l'entretien du Commerce & de la Navigation, reconnoîtra aisément qu'il est impossible

d'établir dans ces Quartiers , à la faveur de ces nouveaux Impôts , un Commerce particulier aux François , ou une Navigation plus considérable que celle qu'ils y ont à présent. Que bien loin d'augmenter leur Commerce par ce moyen , ils le verront tous les jours exposé à de nouveaux troubles. Au surplus , que l'on avoit grand tort de se plaindre que les Habitans des Provinces-Unies faisoient un Commerce beaucoup plus considérable que ceux du Royaume ; qu'il étoit vrai que leurs Navires servoient à transporter les Marchandises & Denrées du Royaume ; mais qu'il n'étoit pas moins vrai qu'il n'y avoit pas de comparaison à faire entre le profit considérable que l'on faisoit dans l'entrecours sur les Fruits & les Manufactures , & le pauvre gain du Fret qui est à présent à si bas prix , que les Fréteurs ne tirent souvent pas l'intérêt de l'argent qu'ils ont dépensé à faire bâtir , ou à acheter leur Navire ; que considérant l'extrême disproportion qu'il y a entre la quantité & la valeur des Marchandises & des Fruits qu'on tire du Royaume , & dont une bonne partie est payée argent comptant , & celles qu'on y apporte de Pais étrangers , & sur tout des Provinces-Unies , ainsi que nous pouvons le prouver par les remontrances des Marchands François ; il est d'une évidence démontrée , que tous les gros avantages de l'entrecours sont pour les François ; outre toutes ces considérations , que l'on devoit être assuré ici , que si l'on surcharge la Navigation des Sujets de Leurs HH. PP. contre l'ancien usage , & les conditions



ditions qui ont servi de bases aux anciennes Alliances , Leurs HH. PP. non seulement prendront leur revanche par rapport à la Navigation , en mettant , par voye de rétorsion , de semblables Droits sur les Vaisseaux François ; mais même seront obligez d'interdire l'entrée des Manufactures & des Fruits de France , afin de trouver mieux leur compte par rapport à l'entrecours , & s'indemniser dans la vente de leurs Marchandises de ce qu'on leur fait perdre dans la Navigation injustement , ou du moins d'une manière peu amiable. A propos de quoi nous ne leur avons pas caché que l'Etat avoit reçu à cet égard des avis de ses Amirautez & de bons moyens d'exécuter ces choses , non seulement sans craindre la moindre perte , mais même avec un avantage réel , au cas qu'on nous contraigne d'en venir à ces extrémités. Nous n'avons pas manqué de broder ceci de plusieurs particularitez propres à faire impression , comme , qu'il seroit très aisé à Leurs HH. PP. , d'engager les Princes Allemands à leur transporter les Vins du Rhin qu'on pourroit avoir à aussi bon marché que le Vin de France , pour peu qu'on diminuât les Entrées , ce qui étoit un Commerce de plus de huit millions tous les ans. Enfin , nous conclûmes qu'aucune Nation n'avoit plus d'intérêt que la France à n'introduire dans le Commerce & la Navigation aucune violence insupportable , puis qu'aucune Nation ne pouvoit tant y perdre qu'elle , dès qu'on en viendroit aux voyes de rétorsion ; outre que dans l'état florissant où elle étoit , elle

elle n'avoit pas besoin de recourir à ces moyens odieux.

J'ai crû que vous ne desapprouveriez pas que je vous envoyasse cette Relation abrégée des raisons dont nous nous sommes servis, afin que si, sous votre direction, on tenoit quelque Conférence sur ces affaires, on n'ignorât pas ce que nous en pensons, & afin qu'y faisant attention on pût y ajouter ou en retrancher ce que l'on jugeroit à propos; sur tout que ceux qui sont dans le Négoce nous marquassent les moyens de fortifier celles de nos considérations qui ne sont pas appuyées sur une connoissance telle que nous donne l'expérience: car nous prévoyons que cette affaire sera sujette de ce côté-ci à beaucoup de difficultés; ainsi on ne peut s'y préparer avec trop de soin; particulièrement puis que les Finances du Roi s'y trouvent intéressées, & peut-être même celles de quelques Particuliers, qui souvent ferment l'oreille aux meilleures raisons.

Dans l'Entretien que nous eûmes avec le Cardinal, son Eminence nous demanda à quoi se termineroient les entreprises des Anglois par rapport à la Pêche. Nous lui avons répondu suivant les avis que nous avions, & nous avons tâché de lui persuader qu'il n'y avoit pas apparence que cela eût de suite, non plus que quantité d'autres Projets dressés dans ce Royaume, & contre lesquels la raison avoit toujours prévalu, ainsi qu'il arriveroit encore dans cette occasion; d'autant plus que, ni le Roi, ni son Conseil, n'approuvoient point l'animosité que quelques-uns

uns de la Chambre-Basse avoient fait paroître dans cette occasion , & que par conséquent ils ne s'y livreroient pas eux-mêmes en portant la chose aux dernières extrêmités ; sur tout, vû que d'autres Nations voisines n'y étoient guère moins intéressées que Leurs HH. PP. Sur quoi son Eminence répondit qu'elle croyoit avec nous , que les Anglois ne poufferoient pas la chose à bout.

Je tâcherai de pénétrer ce que signifie ce que Mr. le Cardinal nous lâcha sur la proposition d'une Triple-Alliance , par raport à la situation des affaires entre l'Angleterre & l'Espagne , & entre l'Angleterre & le Portugal , & si cela pouroit aller à la Négociation de quelque Traité entre cette Couronne & l'Espagne , *in omnem Eventum*.

On a reçu ici des Lettres de Mr. de Schomberg , Lieutenant Général en Portugal , qui marque que les affaires y sont dans une bonne situation , & qu'avec 12. Vaisseaux Anglois & quatre mille Fantassins Etrangers plus qu'il n'y en a à présent dans ce Royaume , on seroit en posture pour tailler bien de la besogne aux Espagnols.

Il n'y a pas ici l'ombre de ce que l'on publie dans les Provinces , qu'il y auroit un arrêt général sur tous les Vaisseaux Hollandois dans les Ports de ce Royaume. Je suis , &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 20. Janvier. 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 13. du courant, & j'ai reçu en son tems la votre du 14.

J'ai lû avec plaisir les raisons dont vous vous êtes servi pour justifier la demande que font Leurs HH. PP. , que l'on abolisse le droit de Tonneau, & que les Sujets des deux Etats soient traitez également par rapport aux droits d'Entrée, de Licent & de Convoi; je ne manquerai pas d'en faire usage dans les Conférences que l'on tiendra sur ce sujet pendant la prochaine Assemblée de Leurs N. & G. P.

Vous apprendrez par les Lettres de nos Ambassadeurs Extraordinaires en Angleterre, dont je joins ici une Copie, que le Projet mis sur le tapis dans la Chambre-Basse contre la Pêche de nos Provinces a été rejeté par provision.

On ne pourra délibérer ici pour changer les Ordres dont vous êtes chargez, avant que les Etats de Hollande & de West-Frise soient rassemblez, encore aura-t-on bien de la peine alors de faire prendre une résolution telle que vous la demandez; il faudroit que vous pussiez mander que votre Négociation est  
tel-

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 43

tellement avancée, que vos premiers Ordres, faute d'être redressez ; & faute d'un plus ample Pouvoir, sont un obstacle à la conclusion ; c'est sur quoi vous pourrez prendre vos mesures en tems & lieu.

Je n'ai rien à vous mander qui mérite votre attention ; ainsi je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 20. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

C'est avec un plaisir sensible que j'ai trouvé dans votre Lettre du 14. la confirmation de ce que j'avois appris de plusieurs endroits, que Mr. le Maréchal de *Turenne* est dans les meilleures dispositions du monde en faveur de la République & de ses Intérêts ; mais d'un autre côté je suis au desespoir qu'il se rencontre ici tant de difficulté à faire ce que ce Seigneur souhaiteroit pour Mr. de *Duras* son Neveu ; vous les connoissez, Monsieur, & ce que vous avez représenté à Mr. le Maréchal est conforme à la vérité.

Toutes les Provinces, excepté celle d'Utrecht & de Groeningue, ont donné leurs avis sur la Proposition du Conseil d'Etat, & ne nous laissent aucune espérance de sauver de la réforme un grand nombre de Compagnies

gnies étrangères vacantes, & qui sont sur la repartition de Hollande : on sera même obligé de casser quelques Lieutenans qui ont commandé avec beaucoup de conduite & de bravoure quelques-unes de ces Compagnies dans des occasions très dangereuses ; entr'autres en dernier lieu dans Coppenhague : vous jugez bien par-là que bien loin d'avoir lieu de favoriser quelque brave Officier, nous aurons bien de la peine à trouver l'occasion de récompenser ces bons Officiers qui ont rendu des services réels à l'Etat. Cependant, foyez persuadé, Monsieur, comme je vous promets de nouveau, que je contribuërai de tout mon pouvoir à procurer quelqu'avancement à Mr. de *Durat*, tant parce que vous me le recommandez, qu'en faveur de Mr. le Maréchal de *Turenne*, & je ne laisserai certainement point passer l'occasion de lui faire obtenir ce qu'il souhaite, faites fonds sur celui qui sera toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 21. Janvier 1665.*

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière qui étoit du 14. j'ai reçu la votre du 13. du courant. Comme vous m'y faites part des dispositions qui étoient dans l'Assemblée de Leurs N. & G.  
P.

P. de concerter avec quelqu'autre Puissance & sur tout avec la France pour nettoyer la Méditerranée des Corsaires Turcs, dont elle est infestée, nous avons profité de la première occasion d'en parler à quelques Seigneurs & de discourir un peu plus amplement que nous n'avions fait jusqu'à présent des moyens de réussir dans une entreprise si nécessaire. Nous avons trouvé que généralement on appréhende les suites de cet accroissement des forces de ces Corsaires, & que l'on juge qu'il faut employer les meilleurs & les plus prompts moyens pour prévenir ce mal; on convient que l'intérêt est commun, & que l'on doit s'entr'aider, il y en a même qui reconnoissent qu'ils ont augmenté le mal en n'y oposant que leurs forces Maritimes séparément. Mais Mr. le Maréchal de *Turenne* nous sondant sur le but d'une entreprise contre ces Pirates, nous dit, qu'Alger & Tripoli n'étoient pas inprenables, & qu'il seroit bien aisé de savoir si Leurs HH. PP. voudroient pousser les choses jusques-là de concert avec cette Couronne. Nous lui répondîmes que nous n'en savions rien; mais qu'outre les dificultez dont un pareil dessein seroit susceptible; Leurs HH. PP. devroient faire attention, à cause de Leur Commerce, au ressentiment que la Porte pourroit en avoir; que, selon nous, il étoit inutile d'entrer, par raport à cette affaire, dans une discussion aussi longue que la demanderoit un aussi grand Projet; puis que nous croyions que tout délai étoit défavantageux; qu'au reste nous pouvions presque  
assu-

assurer que le but de Leurs HH. PP. feroit, de ruiner autant qu'il feroit possible les forces Marines de ces Corsaires, & les contraindre à mettre en liberté les Sujets de l'E-tat qu'ils tenoient en esclavage, & de ne plus troubler leur Navigation & leur Commerce à l'avenir; qu'au reste, ceux qui se joindront à Leurs HH. PP. pourront faire leurs conditions; mais que nous n'avions aucun ordre, & que nous les attendions pour dire quelque chose de positif. Mr. de Duc de *Mercoeur* Gouverneur de Provence nous a assuré, que depuis un mois ces Pirates ont enlevé dix-huit à vingt Vaisseaux de différentes Nations.

Il n'y a point d'apparence que nous réussissions par rapport à la Triple-Alliance que nous avons ordre de proposer, non seulement parce que nous ne trouvons pas que les esprits y soient ici fort disposés; mais encore parce que les Ambassadeurs de Leurs HH. PP. en Angleterre nous mandent, que les choses sont à cet égard dans une telle situation en Angleterre, qu'ils ont jugé qu'il seroit inutile d'en faire la proposition, puis qu'ils n'auroient assurément d'autre réponse qu'une toute semblable à celle que Mr. le Comte de *Brienne* nous fit sur le même sujet. Ainsi, Monsieur, ne seriez-vous pas d'avis avec nous, qu'on feroit bien de lever le plutôt qu'on pourroit, les restrictions qui nous lient les mains dans nos Négociations, & de nous donner ordre de conclure conformément à nos Instructions; je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 21. Janvier 1661.

MONSIEUR,

J'ai oublié de répondre dans mes précédentes à ce que vous m'avez marqué dans une de vos Lettres touchant Mrs. de la *Valée & Brunel*. Quant à ce dernier il est effectivement Gouverneur du Fils aîné de Mr. de *Sommelsdyck*, & paroît avoir beaucoup d'esprit: on nous a dit qu'il s'étoit répandu à la Haye un bruit fondé sur quelques-unes de ses Lettres, qu'il y avoit de la méintelligence entre les Ambassadeurs de Leurs HH. PP. à Paris, & qu'ils s'étoient séparés. C'est une fausseté trop évidente pour pouvoir venir d'une personne qui est à Paris & de tems en tems a fréquenté chez nous, où il est venu rendre visite à Madame de *Gendt*. Ainsi je ne fais qu'en croire jusqu'à-ce que vous m'ayez appris de quoi on l'accuse.

On accuse Mr. de la *Valée*, qui n'a donné qu'une seule visite à Mr. de *Gendt*, d'avoir rapporté à Mr. le Cardinal certains discours que Mr. de *Gendt* auroit tenus à *Martin Aernouts*, & qu'il nous a mis mal dans l'esprit de son Eminence. Je ne sai ce qui en est; mais j'oserois presque assurer, que c'est une nouvelle faite à plaisir & qu'on répand

pand à notre defavantage: car fans compter qu'il y a plus de deux ans que ce Mr. de la *Vallée* est sorti de Hollande, il n'y a pas la moindre aparence que Mr. le Cardinal ait quelque chose contre nous, les Ordres que Mr. de *Thou* a eus de déclarer que nos Personnes seroient agréables, en sont une preuve, aussi-bien que les discours que son Eminence nous a tenus, & à d'autres sur notre chapitre, & qui sont civils & pleins d'estime, plus que nous ne méritons en notre particulier. Il est vrai que l'on a diféré plus long tems que nous ne le souhaitions de nous introduire chez son Eminence, pendant que Mr. le Marquis de *Ville* avoit eu la permission de la voir; mais le Nonce du Pape & l'Ambassadeur de Venise, qui avoient demandé Audience long tems avant nous, étoient-ils mieux traitez? & il n'y a que trois jours qu'ils l'ont obtenu, sans parler de l'Envoyé du Landgrave de Hesse, qui après avoir été quarante-quatre fois dans l'antichambre de son Eminence, a enfin trouvé le moment de lui demander qu'on lui accordât son Audience de Congé, & qu'on l'expédiât sur les choses dont il étoit chargé. Enfin, il y a beaucoup d'aparence de vérité à ce que l'on nous a dit, que notre Audience a été diférée de deux ou trois jours, parce que Mr. le Cardinal vouloit nous entretenir du gros de notre Commission, & qu'à cet effet il avoit besoin de plus de forces, d'autant plus que son plus grand mal consiste en une opression de poitrine, qui augmente de tems en tems, & lui coupe souvent la parole,

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 49  
role, ce qui inquiète fort ceux qui lui sont  
attachez. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 27. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 20. du courant,  
j'ai reçu les deux vôtres du 21.; je vous a-  
vois promis que je ferois en sorte que Leurs  
HH. PP., en délibérant sur l'Armement  
qu'on a dessein d'envoyer dans la Méditer-  
ranée, résolussent de faire prier le Roi de  
France de faire les mêmes efforts contre les  
Pirates Turcs, vous aurez pû voir par la Ré-  
solution de Leurs HH. PP. du 15. que je  
vous ai tenu parole. Mais si l'intention de  
Sa Majesté étoit de faire agir les forces Com-  
binées sous un seul Chef, je doute qu'on y  
donne les mains ici, tant parce qu'en ce cas  
il faudroit que les Vaisseaux de l'Etat com-  
battissent sous Pavillon François; que parce  
qu'ayant fait une pareille Convention avec  
la France, on ne pouroit la faire aussi avec  
l'Espagne & l'Angleterre; que Leurs HH.  
PP. ont résolu de solliciter sur le même su-  
jet aussi bien que la France. En sorte, que,  
selon moi, le meilleur sera d'en rester dans  
les termes de la demande, ainsi que la Ré-  
solution le porte. Pendant ce tems-là on

*Tome II.*

> C

verra

verra si l'on ne pouroit pas convenir avec le Roi de France de mettre en Mer chacun un certain nombre de Vaisseaux, & de faire ses efforts chacun de son côté pour parvenir au but exprimé dans la résolution. On pouroit faire de semblables Conventions avec les autres Rois, dont j'ai parlé ci-dessus. Je sonderai sur cela dans quelles dispositions l'on est ici, & je vous en écrirai; peut-être même vous procurerai-je une Résolution de Leurs HH. PP. Vous avez très prudemment répondu à la proposition d'une entreprise plus considérable sur *Alger* & sur *Tripoli*, d'autant plus que je me suis laissé dire autre-fois que cette entreprise n'étoit pas si facile.

Je tenois de Mr. de *Wicquefort* le Fils ce que je vous ai écrit touchant Mrs. de la *Valée* & *Brunel*: il m'a assuré qu'il en étoit bien informé, & que par rapport au dernier Mr. de *Sommelsdyck* lui avoit raconté plusieurs impertinences qu'il lui avoit écrites, entr'autres positivement qu'on ne vous voyoit presque pas, & qu'on ne devoit rien espérer de vos Négociations, vû la mesintelligence qui régnoit parmi vous; sans dire cependant qu'elle allât au de-là des sentimens, & que vous vous fussiez séparés. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 51

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 28. Janvier 1661.*

MONSIEUR,

Je vous envoie quelques-unes des Considérations pour lesquelles il me paroît que l'on doit sans délai lever les restrictions de la Résolution du 5. Octobre, qui lient les mains aux deux Ambassades : vous verrez que ce n'étoit pas sans raison que je les ai toujours desapprouvées ; si je vous mandois des disputes que nous avons eues entre nous, & la peine que j'ai eue de persuader à mes Colegues, que l'intention de Leurs HH. P. n'étoit pas que nous suspendissions entièrement la Négociation jusqu'à ce que nous eussions reçu une réponse sur ce que l'on nous auroit dit touchant la Triple-Alliance. Mon sentiment est qu'il faut pousser cette affaire sans perdre de tems & à petit bruit ; c'est pourquoi il m'est venu en pensée, qu'au cas que les Membres de Hollande & ceux de la Généralité ne voulussent pas nous débarrasser de toutes ces restrictions, ( ce qui seroit néanmoins très nécessaire, puis que la moindre restriction dans les Provinces ou dans les Villes, ainsi qu'il y en eût encore en dernier lieu, fust pour arrêter tout court nos Négociations ; ) on pourroit pour des raisons très fortes dans les conjonctures présentes,

proposer, si, pour sauver les apparences, & en satisfaisant au sens de la Résolution, nous ne pourrions pas porter les choses, *in eventum*, jusqu'à la conclusion exclusivement, pourvu que la France déclarât par avance & s'obligeât à travailler de concert avec Leurs HH. PP. pour disposer l'Angleterre à cette Alliance; ce qui seul seroit un moyen assuré de terminer à la satisfaction de Leurs HH. PP. tout ce qui regarde le Commerce, & particulièrement la Pêche. Je mets ici des bornes à celle-ci, & vous prie de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 28. Janvier 1661.*

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière Lettre, qui étoit du 21. du courant, j'ai reçu la votre du 20. du même mois.

Vous me marquez que vous craignez trouver de grandes difficultez à obtenir quelque changement dans les ordres qu'on nous a donnez à moins que nous ne nous trouvions en état d'écrire que la Négociation est tellement avancée, que faute de redresser nos Ordres, ou de nous donner de plus amples Pouvoirs, la conclusion pourroit en être considérablement retardée. Vous avez pensé fort juste, c'est pourquoi j'espère que vous aurez  
moins

moins de peine à en faire la Proposition , & l'appuyer en même tems de bonnes raisons qui vous ont déterminé à nous écrire votre Lettre du 6. du courant , puis que c'est à présent le véritable tems de disposer les Esprits à cela. Je ne doute pas que vos raisons ne renversent toutes les difficultez qu'on pourroit y opposer ; sur tout puis qu'on ne délibérera que pour nous envoyer un Ordre , qui au moins sera superflu , pour ne pas dire inutile , si l'on trouve que ce que nous demandons n'est pas nécessaire ; car si nous nous trouvons sans Ordres lors que nous en aurons besoin , jugez quel desavantage il en reviendra : en effet , si l'on découvre ici que nous ne sommes pas en état de conclure , quel mauvais effet cela ne fera-t-il pas , sur tout sur l'esprit de gens qui se choquent de rien ? Il est à craindre que non seulement les affaires en restent accrochées ; mais même que les esprits que l'on aura tâché de bien disposer ne prennent des sentimens tout contraires. Peut-être doutera-t-on , qu'on puisse faire fonds sur le grand empressement que l'on nous témoigne ici tout d'un coup , je ne vois pas sur quoi le droit seroit fondé ; cependant je ne puis être garant que la facilité qu'on nous laisse entrevoir ira assez loin pour en venir à une conclusion ; mais il est bon d'être prêts à tout événement , alors on profite de l'occasion , ou on la fait naître ; n'est-on pas prêt , on perd celle qui se présente , ou l'on ne peut en faire naître une favorable. Nous avons tout lieu de croire que nous aurons peu de discussions sur

les premiers Articles; ainsi, pendant qu'ils seront sur le tapis nous pourrions presser les autres avec plus de vigueur si nous nous sentions en état de conclure, il se trouve des instans où l'on persuade à l'aide de certains accidens imprévûs; quelque jalousie sur les Traitez avec l'Angleterre peut venir à la traverse, on peut faire craindre les mesures que Leurs HH. PP. prendroient par voye de retorsion, par rapport au Commerce, qui sera peut-être la seule chose qui nous arrêtera, comme réelles & indubitables. Peut-être le Cardinal se fera-t-il une gloire, après avoir fait la Paix avec l'Espagne, de rétablir les affaires avec les anciens Alliez de la Couronne; y a-t-il rien de plus extraordinaire que les imaginations de l'homme? Nous ne pouvons avancer présentement qu'en cachant que nous ne sommes pas entièrement autorisez, pleinement persuadez que nous sommes, que Leurs HH. PP. nous mettront d'abord en état de conclure; car si nous nous trouvions tout d'un coup sans Ordre, on peut juger combien il seroit préjudiciable qu'au fait & au prendre nous ne pussions pas exécuter ce que nous ferions espérer. Le souvenir de la Paix de Munster, & une mauvaise interprétation que l'on donne à certaine Négociation commencée pendant la Guerre d'Angleterre, & que l'on n'a pas continuée, nourissant encore ici des étincelles sous la cendre, & l'on ne pourra les étouffer que par une conduite sincère & pleine de candeur; au lieu qu'on en verra tout d'un coup sortir  
une



une flamme de mécontentement pour peu que l'on se croye ici en droit de nous faire quelques reproches. Je crois même que je pourrois ajoûter ici, sans choquer personne, que la conduite des Anglois, tant à l'égard de Leurs HH. PP. que de l'Espagne & du Portugal, mérite bien qu'on n'ait pas pour eux à présent plus d'égards que l'on n'en avoit lors que l'on dressa d'abord les Instructions des deux Ambassades sans ces restrictions. Vous vous souviendrez que le motif qui fit dresser ces restrictions contenues dans la Résolution du 5. Octobre, étoit l'appréhension que l'Angleterre ne se brouillât avec cette Couronne. Ce motif ne subsiste plus, & celui qui nous feroit pancher à armer par Mer pour la conservation de Dunkerque, & qui étoit le principal de tous ceux que nous avions de nous unir aux Anglois, n'est certainement pas augmenté : mais ce qui me paroît décisif, sauf votre meilleur avis, c'est que, suivant toutes les apparences, les choses sont dans une telle situation, qu'aussi-tôt que nous aurons terminé avec la France, nous trouverons l'Angleterre plus facile, & que la crainte que l'Angleterre s'unisse avec l'Espagne ne subsiste plus, pour ainsi dire.

Je sai bien qu'on ne peut pas dire avec raison que notre Négociation soit au point que nous puissions appréhender sitôt de nous trouver en défaut du côté des plus amples Pouvoirs; mais d'un autre côté je fais attention que peut-être à présent Messieurs de la Généralité pourroient résoudre sans faire rapport, au lieu que dans quelque tems il

pourroit survenir quelque changement qui les engageroit à consulter les Provinces, ce qui entraîneroit une longueur dangereuse. Si je mets des bornes à celle-ci ce n'est pas faute de raisons & de considérations très fortes; mais je crains de vous ennuyer en vous faisant un détail de choses que vous savez mieux que je ne puis vous les exprimer. Je suis, &c.

**A Mr. le Conseiller Pensionnaire-  
JEAN DE WITT.**

**M**ONSIEUR,

Vous aurez la bonté d'apprendre de Mr. le Greffier les avis que nous donnons à la Généralité touchant nos Négociations; car ce soir il a été impossible d'en faire une Copie pour vous. Il faudroit lire celle-là avant celle-ci. Je suis, &c.

**A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.**

*A la Haye le 3. Février 1661.*

**M**ONSIEUR,

Depuis ma dernière du 27. du courant j'ai reçu vos deux Lettres du 28., j'y vois a-  
vcc

vec beaucoup de satisfaction que vous trouvez les esprits disposez à conclure promptement sur ce dont vous êtes chargez ; la Régence a pris la même chose avec autant de plaisir, par vos Dépêches à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruysch*. Mrs. les Conseillers Députés & les Députés ordinaires à la Généralité délibéreront demain ensemble sur les Points de délibération qui résultent de vos Lettres. J'espère vous apprendre par la première Poste quel en aura été le résultat, en attendant vous pouvez sans inquiétude continuer votre Négociation & régler les Articles, puis que c'est l'intention de la Résolution du 5. Octobre où il est dit, \* *il est trouvé bon & entendu, que d'un côté & d'autre, &c. on pressera les Négociations conformément auxdites Instructions & à ce qu'elles contiennent.* Vous aurez pris par les Lettres précédentes de Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre, & vous verrez par celles ci-jointes, ce qu'ils ont fait en vertu de la même Résolution. N'ayant autre chose à vous mander, je finis & suis, &c.

\* \* Voyez les Résolutions secrètes, la fin de la Résolution du 15. Juillet 1669.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 10. Février 1661.

M O N S I E U R ,

Je vous ai marqué dans ma dernière du 3. du courant, que Mrs. les Conseillers Députés devoient délibérer le lendemain avec Mrs. les Députés ordinaires à la Généralité, sur les avis que vous nous avez donnez par votre Lettre du 28. Janvier. Le résultat est, que Leurs N. & G. P. ont jugé qu'ils n'étoient pas autorisez à concourir, sans un Ordre spécial des Etats de Hollande & de West-Frise, à quelque changement dans la Résolution du 5. Octobre dernier qui n'a été formée telle qu'elle est dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., qu'après de longues & pénibles délibérations; mais que suivant le sens de cette Résolution, vos Excellences pouvoient pousser leurs Négociations. Et afin que vous ne vous trouviez pas en défaut, faute de nouveaux Ordres, au cas que les affaires aillent aussi vîte qu'on lesouhaite, on a résolu de convoquer pour le 22. de ce mois l'Assemblée de Leurs N. & G. P., que l'on étoit résolu de ne convoquer que dans le tems ordinaire; c'est pourquoi l'on a en même tems dressé les Points de Délibérations qui sont déjà envoyez aux Membres. J'avois pensé qu'il ne seroit pas mal à propos  
que

que Leurs HH. PP. fissent réponse à votre Lettre du 28., & vous marquassent que l'on étoit occupé à délibérer sur la demande que vous faisiez d'être autorisé à conclure & signer, sans être obligé d'écrire & d'attendre de nouveaux Ordres ; & qu'en attendant le Résultat ; vous feriez bien de commencer la Négociation sur le contenu de vos Instructions ; mais ayant vû vos Dépêches du 4. du courant, je trouve que cela seroit inutile , puis que vos Excellences ont commencé d'elles-mêmes, ce qui sera cause que Leurs N. & G. P. s'assembleront plus promptement , & que l'on pressera davantage la délibération, en sorte que je ne doute pas qu'on ne prenne promptement la résolution nécessaire. Je finis en vous priant de me croire , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 11. Février 1661.*

MONSIEUR,

Sur ce que vous m'avez écrit de Mr. *Brusel*, Mr. de *Gendt* l'a pris en particulier , & sans lui rien dire de ce que vous nous en avez écrit , il en a tiré des éclaircissmens qui nous font croire , avec quelque raison , que les discours de la personne qui vous a fait ces rapports, sont des inventions de son mauvais génie. Je puis vous protester , au

reste, que nous n'avons eu entre nous aucun démêlé sur les affaires d'Etat, lorsqu'il a falu prendre quelque conclusion; ainsi il est faux que nos disputes aient causé quelque préjudice aux affaires. Je puis même ajouter que pour ce qui nous regarde en particulier, nous vivons dans une parfaite union. Je vous écris ceci pour vous tranquilliser & fermer la bouche aux autres. *Hic mihi unus instar omnium.* Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*De Paris le 11. Février 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 4. j'ai reçu la votre du 3. du courant.

Il s'est passé dans la visite des deux Comtes de *Brienne* quelque chose de plus que ce qui est rapporté dans notre Lettre ci-jointe; mais comme ce sont des choses qui ne doivent pas être prises en délibération, & qui devenant publiques, pourroient avoir quelque mauvaise influence sur les Négociations de Londres, & faire faire des réflexions disadvantageuses à quelques Princes d'Allemagne, nous avons jugé à propos de ne pas exprimer toutes ces particularitez dans une Lettre adressée à la Généralité & sujette à être divulguée, jusqu'à-ce qu'il soit absolument

ment nécessaire de les mander, ou qu'on le puisse faire sans danger : mais je ne puis vous cacher, que lors que nous leur eûmes donné quelques éclaircissemens sur ces termes de notre Mémoire, *les Villes où il y a Garnison de Leurs HH. PP.*, ils nous répondirent qu'ils avoient d'abord prévu le sens que nous y donnions; mais qu'ils croyoient que cela rencontreroit de grandes difficultés de la part du Roi, & qu'ils doutoient que Sa Majesté l'accordât, puis qu'on étoit informé ici que Leurs HH. PP. n'étoient en possession de ces Places par aucune Convention ou Titres légitimes; & qu'il y avoit plusieurs Princes Allemans, entr'autres des Alliez de la Couronne, qui se formalisoient de ce que Leurs HH. PP. y tenoient Garnison; & qu'il ne conviendrait pas à la Couronne de s'opposer à mains armées aux justes prétentions de ses Alliez. Pour répondre provisionnellement à cette difficulté, nous avons dit que nous ne croiyons pas qu'on en trouveroit aucune dans les termes en question. Lors qu'il s'agissoit d'une Alliance telle que celle dont nous traitons, & que dès que la France entroit dans une Alliance aussi étroite avec les Provinces-Unies, il étoit de l'intérêt commun que les Garnisons de Leurs HH. PP. fussent maintenues dans ces Places afin d'avoir toujours à leur disposition les Princes à qui ces Places appartenoient, qui en tiroient les revenus & y exerçoient tous les *jura territorialia* à l'exception du *Presidium*, parce que par ce moyen la France trouveroit plus de secours chez Leurs

HH. PP. en cas de brouilleries avec l'Empire. Nous ajoûtâmes que ces termes étoient dans plusieurs Traitez défensifs, que Leurs HH. PP. avoient faits en divers tems avec d'autres Rois & Princes, & même dans le Traité de Garantie conclû avec la France en 1647. Enfin, qu'on les avoit mis, sans la moindre difficulté, dans le Projet d'Alliance remis à M. Boreel en 1654. par les Commissaires du Roi. De plus, qu'il étoit absolument nécessaire d'y comprendre ces Villes, dès qu'on vouloit traiter sur les fondemens déjà posez & agréez des Parties contractantes; puis que d'un côté l'on pouvoit aisément juger que Leurs HH. PP. ne vuideroient pas ces Villes, sans faire quelque Convention, & que de l'autre, il n'y auroit pas de sens à ne pas comprendre dans une Alliance défensive tant de Villes Frontières considérables; d'autant qu'en ce cas, ceux-là même contre lesquels on veut se mettre en sûreté, pouroient attaquer Leurs HH. PP. sans choquer l'Alliance avec cette Couronne, pourvû qu'ils ne tournassent leurs Armes que contre ces Villes; que si, outre cela, on faisoit attention aux bonnes & légitimes raisons que Leurs HH. PP. ont de tenir Garnison dans ces Villes, & avec quelle modération elles les favorisent même par les consommations de ces Troupes bien payées & bien disciplinées, laissant les revenus & la jouissance de tous les autres, *jura territorialia*, aux Princes à qui elles ont appartenu, on conviendra, que la conduite de Leurs HH. PP. n'a rien que de légitime & de louable;

&



& l'on n'aura aucun scrupule de les y appuyer. Nous fîmes voir ensuite, avec plusieurs particularitez qui nous revinrent dans l'esprit, que ces Places étoient tombées entre les mains de Leurs HH. PP. *jure Belli*, qu'elles en avoient retiré la plupart des mains de leurs Ennemis après de longs & pénibles Sièges, & que la plupart avoit coûté considérablement à fortifier; & nous conclûmes en disant qu'il étoit notoire que Leurs HH. PP. étoient dans une légitime & même paisible possession du droit de *Presidium*, dont on ne pouvoit avec droit les dépouiller sans leur donner satisfaction par rapport aux dépenses nécessaires qu'Elles avoient faites, & à d'autres égards; & même que bien loin qu'il y ait le moindre mécontentement de la part des Princes à qui ces Villes appartenoient, Leurs Hautes Puissances vivoient en bonne amitié avec eux tous, & sur tout en bonne confiance & dans une étroite Alliance avec l'Electeur de Brandebourg, qui étoit le plus intéressé de tous. Qu'après tout, il ne s'agissoit pas de maintenir Leurs HH. PP. dans la possession de quelques Places qu'on peut dire ne leur pas appartenir, mais dans la possession bien fondée, *juris Presidii*, qu'on ne peut leur disputer sans injustice; qu'aussi nous nous flations qu'on ne formeroit de la part de Sa Majesté aucun obstacle sans fondement à ce qui étoit de l'intérêt commun.

Ces Messieurs nous dirent, que l'on pourroit répondre à cela; qu'à la vérité Leurs HH. PP. avoient pu tenir Garnison dans ces Places en tems de Guerre; mais qu'Elles

les

les devoient les évacuer après la Paix, comme l'Espagne avoit évacué Juliers. Nous avons répondu à cela, qu'outre que l'Espagne n'étoit pas venue en possession de Juliers, comme Leurs HH. PP. des Places en question, cette Couronne n'avoit fait consentir le Roi d'Espagne à évacuer Juliers, qu'en lui procurant d'autres avantages équivalens; & que puis que dans la situation où étoient les choses sur la fin de la dernière Guerre, le Roi avoit trouvé juste qu'on employât un équivalent pour engager l'Espagne à cette évacuation, il n'y auroit point de raison de parler de l'évacuation des Places dont Leurs HH. PP. sont en possession, sans présupposer qu'on leur donnera une entière satisfaction sur toutes leurs prétentions, ce qui ne pouvoit avoir lieu qu'à la réquisition des susdits Princes; & qu'il étoit de l'intérêt de la France que Leurs HH. PP. restassent avec eux dans les termes où elles sont, & que tout bien considéré on n'avoit aucune raison de craindre aucun embarras touchant ces Places, dès que l'Alliance dont il s'agit sera conclûe.

Ces Messieurs nous dirent encore, que les Commissaires de Sa Majesté avoient fait quelques réflexions sur l'endroit de notre Mémoire, où il est parlé de se maintenir l'un l'autre dans le droit de la Pêche & autres droits appartenans à l'un ou à l'autre par le Droit des Gens, ou en vertu de quelques Traitez, en sorte que Mrs. les Commissaires seroient bien aise de savoir en quel sens nous prenons ce droit de Pêche. Nous leur  
avons

avons répondu que nous prétendions que le droit de Pêcher en pleine Mer étoit du Droit des Gens, & que ce dont nous avions traité sur ce sujet avec d'autres Nations n'établiffoit point le droit, mais l'amplifioit & l'éclairciffoit, & que l'intention de Leurs HH. PP. sur ce qui en étoit dit dans le Mémoire que nous avions délivré, étoit, qu'au cas que l'on fût inquiété dans cette partie du Droit des Gens, ou dans quelqu'autre, comme dans la liberté du Commerce & de la Navigation, en sorte que l'on fût contraint d'en venir à une rupture, on prendroit des mesures de concert ainsi que l'on en conviendrait dans le Corps du Traité à faire.

Ces Messieurs nous dirent enfin, sur l'un & l'autre Articles, qu'ils n'étoient pas venus pour entrer en dispute avec nous; mais seulement pour nous demander quelque éclaircissement sur ces deux Points, & qu'ils feroient rapport de ce que nous leur avions dit; qu'au reste, nous ne devons pas nous impatienter si nos Commissaires n'avoient pu encore s'assembler touchant notre Mémoire, que cela étoit causé par leur grand nombre qu'il étoit difficile de réunir, & qu'ils alloient se disposer à entrer bientôt en Conférence avec nous.

J'ai crû que je devois vous rendre compte des raisons que nous avons alléguées sur l'Article des Places occupées par les Garnisons de Leurs HH. PP., afin qu'en étant instruits vous fussiez plus en état de nous instruire de ce que nous pouvons alléguer de plus, pour maintenir les Droits de Leurs  
HH.

HH. PP. Nous avons ramassé tout ce que l'Histoire, & ce qui s'est déjà passé sur ce sujet pouvoient nous donner de lumières ; mais il est certain que nous manquons de bien des choses qui pourroient servir à nous donner une autre instruction sur une affaire de cette importance ; je doute même que nous trouvions de grandes difficultez à surmonter, & peut-être que nous pourons ramasser assez de raisons pour satisfaire à ces Messieurs ; sur tout puis que ce que nous demandons à présent a déjà été accordé dans un Traité précédent. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 17. Février 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 11. du courant ; j'ai trouvé péremtoires les raisons dont vous vous êtes servis pour justifier la Clause, *les Villes où Leurs HH. PP. ont Garnison* ; je crois que l'on doit sur tout insister, ainsi que j'ai vû dans votre Lettre, que vous aviez très prudemment fait, sur ce que c'est une affaire réglée avec la France il y a long tems, tant par le Traité de Garantie de l'année 1647. que par le Plan du Traité dressé par la France même en 1654. ; c'est le moyen de couper court à toutes les difficultez.

Quoi

Quoi qu'il en soit, j'aurai soin qu'on vous envoie au plutôt Copie de ce qui s'est passé de plus considérable à cet égard, autant qu'on pourra le tirer du Greffe de Leurs Hautes Puissances.

Monsieur l'Ambassadeur de *Thon* est venu hier chez moi, & m'a dit qu'il avoit reçu de M. le Comte de *Brienne*, par la dernière Poste, un détail de ce qui s'est passé jusqu'à présent dans vos Négociations, & particulièrement que les Commissaires de Sa Majesté vous avoient demandé quelques éclaircissémens sur l'Article en question, & sur la proposition de se maintenir mutuellement dans le droit de la Pêche. Comme je ne trouve aucune difficulté sur ce dernier Article, je me suis contenté de convaincre son Excellence, que le premier Article étoit une chose réglée il y a long tems, & qu'en la mettant en question, aujourd'hui qu'il s'agit de conclure une Alliance plus étroite que toutes les précédentes, c'est donner de l'ombre à Leurs HH. PP. & commencer assez mal la Négociation.

Son Excellence m'a entretenu encore de quelques plaintes particulières qui vous seront portées, autant qu'il semble le prévoir, comme sur les affaires de l'Ordre de Malte, les prétentions par rapport au Vaisseau périel *St. Louis*, le procès touchant le Capitaine du *Pré* pendant par devant l'Amirauté de Zeelande, où il n'a pas encore été décidé, l'affaire du Capitaine la *Fonds*, & sur ce que la Cour d'Utrecht avoit pris connoissance de la validité ou non-validité d'un Mariage fait

fait en France suivant les usages du Royaume & sans publications des Bans, dont l'Evêque d'Angers, *ni fallor*, avoit donné dispense.

J'ai répondu à tous ces Articles, autant que je l'ai pu, & lui ai déclaré que toutes ces affaires étoient d'une nature à devoir être discutées ici & non en France, & surtout, qu'on ne devoit pas en rompre la tête à des Ambassadeurs Extraordinaires qui n'étoient pas envoyez pour de pareilles affaires; mais seulement pour concourir à conclure le Traité d'Alliance la plus considérable & la plus étroite qui ait encore été conclûe jusqu'à présent entre la France & la République.

Quoi que vos Dépêches du 11. ne contiennent rien qui dût précipiter l'Assemblée convoquée pour le 22.; cependant, Mrs. les Conseillers Députez ont jugé à propos d'écrire encore une Lettre aux Membres pour les prier de se rendre ici au jour marqué; ils y ont joint une déduction pour les préparer à prendre la Résolution que vous demandez, & qui vous autorise à conclure & signer sans attendre d'Ordres ultérieurs.

Enfin, Leurs HH. PP. ont pris une Résolution, dont je vous envoie la Copie ci-jointe, sur la cassation & réduction de quelques Troupes proposées par le Conseil d'Etat, dont je vous avois envoyé ci-devant l'avis.

Je crois que les Députez des Coléges de l'Amirauté s'assembleront ici cette semaine pour travailler aux instructions que l'on doit donner.

donner aux Vaisseaux que Leurs HH. PP. ont résolu d'envoyer dans la Méditerranée, & en même tems prendre en considération de quelle manière on pourroit contracter à cet égard avec le Roi de France : comme j'avois demandé sur cela il y a quelque tems le sentiment & l'avis de Mrs. d'Amsterdam ; Mrs. les Bourguemaîtres m'ont envoyé la Résolution ci-jointe du Conseil, que je juge à-propos de vous envoyer , *in antecessum* , pour vous servir d'instruction. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 24. Février 1661.

MONSIEUR,

Je n'ai reçu aucune Dépêche particulière de vous depuis ma dernière Lettre, qui étoit du 17. du courant.

Mrs. les Etats de Hollande & de West-Frise convoquez pour le 22. & priez par une seconde Lettre de se trouver ici ce jour-là, ne sont cependant pas encore complets ; en sorte que je n'ai rien à vous communiquer que les avis ci-joints. Nous avons été surpris en aprenant par vos Dépêches publiques, que vous n'avancez pas dans vos Négociations, ce qui ne répond guère à l'empressement que la France avoit témoigné d'abord. Je suis, &c.

A

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 25. Février 1661.

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre agréable Lettre du 17., ma dernière étoit du 18. J'ai appris avec plaisir que la Généralité a pris une Résolution unanime sur la réduction & la réforme des Troupes. Vous m'obligerez de me marquer lors que la réforme sera faite, en exécution de la Résolution de Leurs HH. PP., s'il restera quelque Compagnie Françoisise vacante, ou si toutes celles qui sont vacantes sont cassées; enfin, si l'on pourra satisfaire Mr. le Maréchal de Turenne, ou lui donner quelque espérance: Suivant toutes les apparences Mr. le Cardinal ne relèvera pas de sa maladie, puis que l'hidropisie s'est jointe à ses autres indispositions, & qu'on la juge irrémédiable dans un corps usé de cet âge. On croit qu'après sa mort Sa Majesté ne nommera point de premier Ministre; mais qu'Elle remettra la direction des affaires à un Conseil; en ce cas il y a lieu de douter qu'il y ait personne qui ait plus de crédit que M. le Maréchal, sur tout dans les affaires qui nous concernent, puis qu'il n'y a personne qui puisse en parler avec plus de connoissance. Jugez de-là quel avantage il



y auroit à atacher ce Seigneur aux intérêts de la République par quelque marque extraordinaire de bien-veillance ; pour moi il me semble que les obstacles que Leurs HH. PP. rencontrent en Angleterre , & sur lesquels on fait ici beaucoup d'attention , & les autres difficultés qui naissent de la nature même des affaires , ne devroient pas nous engager à faire ce que l'on ne feroit pas dans une autre occasion , afin de donner le branle à notre Négociation. Il est certain qu'on doute fort ici que les Anglois ne poussent les choses à l'extrémité avec notre Etat , & il y a des Personnes de distinction qui nous ont demandé si nous nous préparions à la Guerre avec les Anglois. Quelque peu vraisemblable que cela me paroisse , pour plusieurs raisons assez fortes , que nous ne manquons pas d'alléguer dans l'occasion ; cependant , nous avons lieu de craindre qu'elles ne fassent pas assez d'impression , & qu'il ne se trouve ici des gens qui s'imaginent , que dans le cas d'une mesintelligence aparente entre l'Angleterre & Leurs HH. PP. , on doit aller ici bride en main en négociant avec Nous. Je vous avouë même , que nous n'avons pas été sans crainte que ces bruits ne retardassent nos Conférences. Néanmoins , tous les rapports que nous avons eus jusqu'à présent & les discours de ceux qui sont au timon continuent à nourrir l'espérance que nous avons conçûe d'un succès avantageux en tout ce dont nous sommes chargés de la part de Leurs HH. PP. Notre

tre seconde Conférence nous mettra au fait & nous pénétrerons alors quelle est l'intention de ces Messieurs, mieux que nous n'avons pû faire jusqu'à présent, puis que le peu d'Articles que nous avons délivrez contiennent ce qui avoit le plus de difficulté dans nos Instructions par rapport au Commerce. Mr. le Duc de *Vendôme*, & le Comte de *Brienne* nous ont dit dans deux visites particulières, que leur sentiment est, qu'on étoit ici disposé à traiter avec égalité de part & d'autre. Mais comme nous n'avons pû engager ces Messieurs, par nos discours, à apliquer cela à ce que nous avons déjà proposé, on peut soupçonner qu'il y ait sous ces termes quelque chose de caché qui ne s'accordera pas avec les intentions de Leurs HH. PP.; c'est ce que nous découvrirons dans la suite.

Je ne sai quel succès auront les instances que nous ferons auprès du Roi pour l'engager à faire un Armement considérable contre les Corsaires de Barbarie; & si la maladie de Mr. le Cardinal n'y serapason obstacle, puis que l'affaire est importante, & qu'il faut beaucoup d'argent pour l'exécuter. Mais supposé que la Cour prît la résolution d'équiper, ne faudra-t-il pas mettre en délibération si l'on s'engagera mutuellement à ne point traiter avec ces Corsaires, que de concert & à des conditions égales pour les deux Puissances; cependant, cette proposition me paroît prématurée si long tems que l'on n'est pas en état d'agir de part & d'autre. Nos considérations particulières s'accordent parfaitement

ûtement avec le contenu de l'Acte résolu  
ar Messieurs d'Amsterdam; & à bon comp-  
e nous faisons entendre à ceux de cette Cour-  
i qui nous parlent de cet Armement, qu'il  
st à craindre que les forces seules de Leurs  
HH. PP. n'aient pas un grand succès dans  
Méditerranée, & qu'en tout cas, il n'y  
uroit pas lieu d'espérer qu'on pût obtenir la  
berté des Esclaves François, à moins que  
a France ne concourût à y contraindre ceux  
ui les retenoient dans l'esclavage, & que  
ien ne feroit plus d'impression sur ces Pyra-  
es que d'apprendre que la France se ligue  
ontr'eux avec Leurs HH. PP., & que le  
oyen de les mettre bien-tôt à la raison, se-  
oit d'engager les Anglois dans la même Li-  
ue; mais à condition qu'ils agissent de con-  
ert & non à part & pour leurs intérêts parti-  
uliers: peut-être pourroit-on faire des pro-  
ositions à ceux de Lubeck & de Hambourg  
ui auroient quelque succès. Je suis, &c.

P. S. Il y a ici des gens qui croient que  
Mr. le Cardinal ne passera pas le mois de  
Mars, & que son Eminence doit craindre  
Equinoxe. Cependant, dans les heures de  
relâche que sa maladie lui donne, il ne lais-  
se pas de s'appliquer de tems en tems aux af-  
aires même les plus importantes, sans lais-  
ser entrevoir d'autre foiblesse que celle de sa  
santé. C'est ainsi que nous le tenons de  
ceux qui voyent son Eminence.

Ceux qui ont été ce soir dans l'anticham-  
bre de son Eminence disent, qu'il y a deux  
jours qu'elle n'a vu que le Roi & la Reine-

Mère, & que la nuit d'hier elle eût des vestiges & une si grande opression de poitrine, qu'elle fit avertir la Reine-Mère qu'elle touchoit à sa dernière heure : mais avant que Sa Majesté fût levée, le mal se dissipa, & son Eminence lui fit demander excuse. Cet accident & d'autres semblables font dire que le terme marqué ci-dessus est encore trop long, & que le Cardinal n'ira pas jusques-là.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 3. Mars 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 24. du passé, j'ai reçu la votre en date du 25. du même mois ; en Réponse je vous dirai, qu'avant la Reforme des Troupes sur la repartition de Hollande, il y avoit vingt-sept Compagnies Etrangères qui étoient vacantes, & qu'on n'a pû en sauver qu'une seule Ecoissoise, en sorte qu'il y en a vingt-six de cassées, & qu'il sera très difficile, du moins pendant quelque tems, de faire pour Monsieur le Maréchal de *Turenne* ce qu'il souhaite, puis qu'il ne reste pas une seule Compagnie Françoise vacante, & que même lorsqu'il viendra quelque Capitaine à mourir on sera obligé de lui substituer un des Capitai  
ne

nes ou Lieutenans Réformez, à qui l'Etat a promis qu'ils seront préférés à tout autre; ce qu'on ne pourra cependant pas exécuter par rapport aux places de Lieutenant que l'on veut abolir à mesure qu'ils mourront, ainsi cela n'aura lieu que pour les Capitaines.

Hier l'Assemblée des Etats de Hollande & de West-Frise a été complète pour la première fois. L'on a fait hier, & l'on achèvera aujourd'hui le Rapport de ce qui s'est passé pendant leur absence, après quoi Leurs N. & G. P. commenceront leurs Délibérations, &, autant que j'en puis juger par les dispositions où l'on est, j'espère vous marquer par la première, que Leurs N. & G. auront pris une Résolution pour autoriser les Ambassadeurs qui sont en France à conclure & signer sans autres Ordres: mais on s'impatiente fort d'apprendre que vous fassiez de plus grands Progrès dans vos Négociations.

Leurs HH. PP. sont présentement occupés à délibérer sur les Instructions que l'on doit donner aux Commandans des Vaisseaux de Guerre qu'on envoie dans la Méditerranée, dans le Canal & aux environs. J'espère vous informer du Résultat par la première Poste; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 4. Mars 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 25. du mois dernier, j'ai reçu la votre en date du 24. du même mois; je suis très fâché que nos Dépêches ne répondent pas à l'attente de Leurs N. & G. P., qui, sur ce que nous en avions écrit s'étoient flatées que nos Négociations à cette Cour seroient bientôt terminées: mais comme tout le Gouvernement est tellement entre les mains de Mr. le Cardinal, que toutes les affaires, soit grandes soit petites, dépendent entièrement de ses ordres; & que le peu de momens de relâche que lui donne sa maladie, à force de remèdes, ne suffisent point pour mettre ordre ses affaires Domestiques & à quelques-unes de l'Etat les plus pressées; nous sommes persuadés que ceux qui nous disent affirmativement que nous ne devons pas attribuer ce retardement qu'à la maladie de son Eminence, nous disent la vérité, d'autant plus que ce sont des Personnes d'un certain rang, qui ont du crédit, & qui sont bien intentionnées pour les Intérêts de Leurs HH. PP. Outre cela, comme son Eminence est à Vincennes, la plupart de nos Commissaires attentif

à leur fortune particuliere, & prévoyant les changemens qui vont arriver, restent toujours auprès de son Eminence, & viennent rarement en Ville. Cependant, ils se sont assemblez samedi passé, comme Mr. le Chancelier nous l'avoit dit; mais nous n'avons pû les trouver chez eux pour apprendre d'eux ce qu'ils avoient fait; car nous savions de quelques autres, que tout s'étoit terminé à prendre la résolution de tenir une seconde Conférence avec nous.

On avoit publié ici comme une chose certaine, qu'en vertu du Mariage de Mr. le Grand Maître de l'Artillerie avec Mademoiselle Hortense, il auroit la survivance des Gouvernemens de Brouage, de la Rochelle, des Isles de Rhé & d'Oléron, de la Fère & du Château de Vincennes que posséde Mr. le Cardinal. Cela avoit fait murmurer bien des gens qui ne paroissoient pas contens que l'on mît tant de forces entre les mains d'un seul homme: mais les dernières nouvelles de l'Antichambre portent, que ce Seigneur aura le Gouvernemens d'Alsace avec celui de Brisac & de Philisbourg, & le Comté de Bettifort & de Ferette en propriété; & que les autres Gouvernemens passeront à Mr. *Mancini* Neveu de Mr. le Cardinal, à l'exception de celui de la Fère qui sera pour le Duc de Bouillon avec douze cens mille livres en argent comptant, à condition qu'il épousera la dernière Nièce de Mr. le Cardinal, Mademoiselle Marie-Anne *Mancini* qui n'a que neuf ou dix ans. On dit que le Contract de Mariage en a

été conclû hier. Mr. le Cardinal, qui a reçu l'Extrême-Onction hier, a pris ensuite du Vin émétique qui lui a procuré une grande évacuation de mauvaises humeurs, & l'a en même tems fort soulagé de son opression; mais l'on ne regarde cela que comme une crise. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 10. Mars 1661.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 3. du courant, depuis ce tems-là j'ai reçu la votre du 4. du même mois.

Je vous envoie ci-joint la Résolution de Leurs N. & G. P. du 8. de ce mois, qui autorise les Ambassadeurs en France & en Angleterre respectivement à conclure & signer, sans aucune restriction; c'est ce que je vous avois fait espérer par ma dernière; mais comme Mrs. de Zeelande n'ont pû se résoudre à s'y conformer sans avoir des Ordres exprès de leurs Supérieurs, & quelques autres Provinces ayant aussi déclaré que l'avis principal de Hollande ne s'accordoit pas avec les Résolutions prises dans les Etats de leurs Provinces, on n'a pû rien résoudre à cet égard dans la Généralité, où nous presserons cette affaire de la part de la Hollande.

Je



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 79*

Je n'ai rien à vous mander outre cela ; je joins ici les nouvelles d'Espagne & d'Angleterre, & suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 11. Mars 1661.*

MONSIEUR,

Vous vous souviendrez sans doute , de ce qui s'est passé dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. à l'occasion de certaine Requête de Mr. du *Bret*, qui demandoit une Lieutenance-Colonelle vacante. Depuis que nous sommes ici, il n'y a pas d'honnêteté qu'il n'ait fait aux Ambassadeurs de Leurs HH. PP., & il a contribué de tout ce qui dépendoit de lui pour nous faire bien recevoir & ceux de notre suite chez *Mademoiselle*, dont il est le premier Ecuyer, en sorte que par ses soins son Altesse nous a témoigné toute sorte de bonté & d'affection : il m'a entretenu cet après-midi de l'inclination qu'il auroit à demeurer au Service de Leurs HH. PP., pourvû qu'il y eût seulement une Charge dont il ne tirât que le nom & l'obligation de se rendre à son Poste dans l'occasion, ce qu'il feroit toujours très volontiers. Je lui ai avoué naturellement ce que j'avois fait moi-même, pour traverser sa demande, dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. : mais je

lui témoignai en même tems, que je voudrois que son affaire fût dans un état à pouvoir lui rendre service : ce que je lui dois en effet, puis qu'outre la faveur où il est auprès de cette Princeſſe, il a du crédit & la réputation d'un brave & galant Officier; joint à cela, les obligations que Mrs. les Ambassadeurs lui ont en commun, & les recommandations de Mademoiselle, qui dans la première visite que nous lui avons renduë, nous a témoigné combien elle s'intéressoit pour lui. Il m'a prié de vous recommander son affaire, & il croit que l'exemple de Mr. d'*Estrades*, & trente-trois ans de fidèles services autoriseroient suffisamment la faveur que lui feroit Leurs N. & G. P. quelque contraire qu'elle fût aux Loix.

J'ai d'autant plus de raison de ne lui pas refuser ce service, que je ne m'étois pas opposé alors à sa Requête, que par l'animosité que j'avois justement conçûë contre celui qui proposa son affaire; c'est ici une occasion de réparer ce que j'ai fait alors à son préjudice. Sur tout puis que dans le tems qu'il avoit de si justes raisons de se plaindre de moi, il ne m'a témoigné que de l'honnêteté & une modération qui m'oblige à la reconnoissance; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 11. Mars 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçû en son tems votre Lettre du 4. du  
courant, depuis le départ de madernière qui  
toit du 3.

Ceux de la Compagnie de l'huile de Ba-  
eine de ce Royaume, qui se qualifient dans  
e Mémoire ci-joint, *Messieurs de la Compa-*  
*nie du Nord*, ont perdu l'année dernière par  
levant le Parlement de Paris, certain Pro-  
ès, pour avoir mis arrêt, en vertu de leur  
Oétroi, sur quelques tonnes d'huile de Ba-  
eine, que d'autres Habitans du Royaume  
voient fait entrer dans le district du Parle-  
ment, & qu'ils vouloient vendre à d'autres  
ju'à la Compagnie. Par Sentence du Par-  
ement prononcée le 5. Oétobre dernier,  
l'arrêt est levé, les Propriétaires de ladite  
huile admis, nonobstant ledit Oétroi, à en  
faire leur profit, & ceux de la Compagnie  
arrêtans condannez à restituer ce qu'ils au-  
roient détourné de ladite huile.

Je remarque, par les Pièces du Procès,  
que ceux qui se sont opposez à l'arrêt ob-  
ectent entr'autres choses à ceux de la Com-  
pagnie, qu'ayant obtenu ledit Oétroi, sur la  
promesse de faire passer des mains des E-

D 5                      trangers

trangers dans celles des Sujets du Roi, la Pêche de la Baleine, on n'en avoit pas encore vû les effets jusqu'à présent. Cette remarque m'a fait naître la pensée, que ceux de cette Compagnie faisant attention à ce qui s'est passé alors & soutenuë par le Conseil d'enhaut, contre le Parlement qui l'a condamné, auroit résolu, pour effectuer son Projet, de louer & d'équiper des Vaisseaux en Hollande, afin de pouvoir être en état dans la suite de répondre à une pareille objection, ou de la prévenir; je crois que ceci mérite attention, & que nous avons eu raison de réfuter par provision le contenu de ce Mémoire. J'ai insinué dans notre réponse à ce Mémoire, que lors que cette Compagnie s'établît en France, Leurs HH. PP. avoient donné ordre à tous ceux qui vont à la Pêche de la Baleine, d'aborder à leur retour dans les Ports des Provinces-Unies; Mais comme je n'ai allégué cela que de mémoire, qui pourroit se tromper, & qu'il pourroit arriver qu'on nous demandât des preuves, je vous prie qu'on nous envoie Copie de ce qui pourroit en être avec une explication de ce qu'on auroit fait en exécution desdits Ordres. Car quoi qu'il paroisse très facile de réfuter, sans ces Ordres, ce que cette Compagnie soutient, cependant l'abondance de moyens ne nous peut nuire; sur tout puis que ceux de cette Compagnie ont payé huit cens mille livres de leur Oëtroi, & que le Sur-Intendant apuye leur Mémoire; or il est à remarquer qu'il a à présent beaucoup de crédit, & que l'on dit qu'il a beaucoup de  
par

part aux nouveautez introduites depuis peu dans le Commerce.

Mr. le Cardinal est mort plein de crédit, & au milieu de la plus grande faveur du Roi; & il est à croire que Sa Majesté suivra les conseils que son Eminence lui a donnez pour former son Conseil & régler la forme du Gouvernement; on dit que le Sur Intendant des Finances & Mrs. le Tellier & de Lionne, sont ceux qui y auront le plus de part, puis que le Cardinal a fort vanté au Roi leur fidélité & leur capacité. Quoi qu'il en soit, le Roi a mandé avanthier Mrs. le Prince de Condé, le Duc de Longueville, le Chancelier, les Maréchaux de France, & autres principaux Officiers & Ministres du Royaume, à qui Sa Majesté a représenté, qu'à son avenement au Trône il avoit trouvé au timon des Affaires un Ministre, dont la fidélité & la grande capacité lui étoient connues; qu'ainsi Elle avoit jugé, que vû sa jeunesse, Elle ne pouvoit mieux faire que de se décharger sur lui du poids des affaires; mais que Dieu lui ayant enlevé ce sage Ministre, Elle étoit résoluë de se charger Elle-même des soins du Gouvernement avec le secours d'un Conseil tel qu'Elle jugeroit à propos de l'établir; mais que néanmoins Sa Majesté continuoit chacun dans les fonctions des Charges qu'ils occupoient.

Le Mariage du Duc de Bouillon avec Mademoiselle \* Marie-Anne Mancini, dont

D 6

on

\* Il l'épousa cependant le 26. Avril 1662., il se nommoit Hérifroi-Maurice de la Tour Duc de Bouillon, &c.

on avoit parlé , n'aura pas de fuite. On dit que le Palais de Mr. le Cardinal avec tous les Meubles , à l'exception de trois tapisseries qui sont réservées pour le Roi , & qui sont des Chefs-d'œuvres , passera à Mr. le Grand-Maître de l'Artillerie, qu'on nomme à présent le \* Duc de *Mazarin* ; mais à condition que Mr. *Mancini* aura un appartement dans le Palais.

Mr. le Comte de *Brienne*, qui a généralement la réputation d'un très-honnête homme, & qui est bien intentionné pour Leurs HH. PP., nous a positivement assuré, dans le tems qu'on attendoit à tous momens la mort du Cardinal, qu'aussi-tôt après la mort de son Eminence, & le retour de la Cour à Paris, on travailleroit sérieusement à nos affaires sans interruption. Nous ne manquerons pas de solliciter soigneusement, & nous employerons toute l'attention dont nous sommes capables à presser nos Négociations suivant l'intention de la Régence.

Nous avons appris de Mr. le Comte de *Brienne* & de quelques autres, que l'on déduit fort au long, dans le Mémoire que le Comte de *Furstenberg* a présenté au Conseil du Roi, de la part de l'Electeur de Cologne, toutes les raisons que cet Electeur juge péremptoires contre la possession où sont

\* C'étoit Armand-Charles de la *Porte*, Duc de la *Meilleraye* & de *Mayenne*, &c. il étoit Fils de Charles de la *Porte* premier Duc de la *Meilleraye*, & de Marie *Ruzé*, Fille d'Antoine, Marquis d'*Effiat*. Il avoit épousé *Hortense Mancini*, Nièce du Cardinal *Mazarin*, le 28. Février 1661. à condition de porter le nom & les Armes de *Mazarin*.

font Leurs HH. PP. de tenir Garnison dans Rhynberg: entr'autres choses on y dit, que Leurs HH. PP. ont aquis cette Ville de ceux qui n'avoient pas droit de la leur remettre, & qu'en 1643. ou 1644 Leurs HH. PP. avoient trouvé si justes les prétentions de l'Electeur, qu'Elles avoient pris la résolution d'évacuer cette Place; on ajoûte à cela, que depuis quelques années Leurs HH. PP. ne se contentant pas de tenir Garnison dans cette Place, avoient ôté une Eglise à ceux de la Religion Catholique, qu'Elles avoient donnée aux Réformez; qu'Elles avoient changé le Magistrat, & même exigé quelques Taxes des Habitans. Il seroit à propos que nous fussions instruits sur tous ces Points, au cas qu'il se trouve quelque chose qui les concerne dans le Greffe de Leurs HH. PP.: en attendant nous employons les raisons que nous tirons de nos propres fonds, & nous soutenons sur tout, qu'on ne doit pas écouter de pareilles remontrances, dès que l'on a déclaré que l'on vouloit traiter avec Leurs HH. PP.; & puis que l'on peut bien croire qu'Elles n'envelopperont point dans un Traité qu'Elles ont à faire avec Sa Majesté Très-Chrétienne, les disputes qu'Elles pourroient avoir avec l'Electeur de Cologne touchant la possession de Rhynberg: que lors que l'Alliance sera conclûë, si Sa Majesté juge à propos de s'intéresser en faveur de l'Electeur, Leurs HH. PP. ne manqueront pas d'y faire l'attention qu'Elles doivent; mais que c'est faire naître des obstacles, que d'aller proposer l'évacuation d'une Place

dont la possession peut être très utile : enfin, que l'on devoit se souvenir que l'Evêché de Cologne avoit souvent traversé les desseins communs pendant la Guerre, & que la considération que l'on a pour Leurs HH. PP. devoit faire considérer cette affaire comme décidée, sur tout puis que l'Electeur & ses Prédécesseurs ont laissé cette Place entre les mains des Etrangers depuis plus de septante à quatrevingt ans ; & que dans les Traitez précédens cette Couronne n'avoit pas fait difficulté de la comprendre dans la défense mutuelle.

Quelques Conférences secrettes que le Comte de Furstemberg a eu avec Mr. le Cardinal, me font croire qu'on ne feroit pas mal d'avoir l'œil ouvert du côté de Rhynberg, & de veiller à la sûreté de cette Place. Je suis, &c.

P. S. Le Roi a tenu Conseil ces deux jours-ci, & n'y a appelé que Mrs. *Fouquet*, le *Tellier* & de *Lionne*. Nous avons plusieurs raisons de V. 81, 69, 74, 72, 56, 57, 32, 48; que Leurs 78, 72, 49, 47, 52, 48, aucun 54, 72, 56, 82, 81 : sont 77, 73, 57, 77, 56, étant.



A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 17. Mars 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 10. du courant, j'ai reçu la votre du 11.; j'y ai remarqué avec plaisir, aussi bien que dans Votre Lettre publique, que vous avez réfuté, avec de bonnes raisons, le Mémoire de ceux de la Compagnie de l'huile de Baleine, j'espère qu'elles feront leur effet; cependant, je ne manque pas de vous envoyer ci-joint tout ce qui s'est passé pour empêcher toute diversion dans la Navigation du Groenland.

Nous atendons avec impatience que vous entriez encore en Conference, & que les affaires avancent & prennent un bon tour.

J'ai déjà donné ordre il y a quelque tems à l'Agent de Leurs H. H. P. P. de rassembler tout ce qui s'est passé ci-devant, tant par rapport à Rhynberg qu'aux autres Places de même nature; mais il ne trouva pas grand chose alors. Depuis votre dernière j'ai donné ordre qu'on rassemblât tout ce que l'on trouveroit digne d'attention, & j'aurai soin de vous l'envoyer; mais je crois qu'il faut particulièrement insister sur l'argument tiré du Traité du 1647., & du  
Pro-

Projet delivré par la France, si je ne me trompe, en l'an 1656.

J'ai vû avec plaisir ce que vous me marquez touchant Mr. du *Bret*, je ne manquerai pas l'occasion de faire réüssir la chose, comme vous le desirez, & j'agirai de concert avec Mr. de *Wimmerum*.

Je n'ai pû déchiffrer le peu que vous m'avez écrit en chiffre, il faut que vous ayez mal pris les nombres. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 18. Mars 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems la votre du 10. du courant, ma dernière étoit du 11.

Je me flate que la Résolution de Leurs N. & G. P. pour donner carte blanche aux Ambassadeurs qui sont ici & en Angleterre, ne fera pas inutile, & que l'on s'y conformera dans la Généralité.

Je ne pense pas que les affaires s'acrochent aux instances que l'on fait, par rapport aux Villes du Rhyn, & il y a aparence que l'on nous passera l'Article de la Pêche. Mais, un des principaux Ministres chez qui nous étions en dernier lieu, nous a insinué, qu'en ce cas-là, on s'attendoit que nous garantirions le Roi contre la prétention que les

Am.

Anglois forment, en vertu de leur prétendu *Dominium Maris*, de faire baisser Pavillon aux Vaisseaux de cette Couronne en pleine Mer. Nous éviterons autant qu'il se pourra de rien stipuler en particulier sur ce sujet; cependant, rien ne s'accorde mieux avec notre maxime, *Mer libre*, & l'on nous assure ici positivement, que jamais la France n'a consenti à une pareille pretention; d'un autre côté la situation de la France sur la Côte du Canal, & l'engagement général dans lequel on entre de se maintenir l'un l'autre dans tous les Droits dont on jouit, ou devoit jouir (comme portent nos instructions) en voila assez, ce me semble, pour nous obliger à garantir la France contre les violences que les Anglois pourroient exercer contr'elle en vertu de cette pretention.

Les plus grandes difficultez rouleront sur le Commerce, & autant que je puis le prévoir, les sentimens de nos Commissaires seront partagez: le Sur-Intendant sera le plus opposé à ce que nous proposerons tant par rapport à la Compagnie de l'huile du Baleine, qu'au Droit de tonneau.

On trouveroit moins d'oposition, & peut-être n'en trouveroit-on aucune à fermer pour toujours l'entrée aux monopoles à venir; mais la grande difficulté que rencontrera l'abolition de cette Compagnie, c'est qu'il faudra rembourser huit cens mille livres payées pour l'Octroi. C'est ce qui se développera mieux dans la suite de notre Négociation; de notre côté nous n'oublierons rien de tout ce qui pourra contribuer à faire consentir ces  
Mess.

Messieurs à tous les Articles du nos Instructions.

On parle, depuis la mort du Cardinal, avec éloge & même avec affection des Résolutions que le Roi a prises de se charger du Gouvernement. On dit que le Roi ne se sert des trois Ministres que j'ai nommez dans une de mes Précédentes; savoir, le *Sur-Intendant*, le *Tellier* & de *Lionne*, que pour en prendre des leçons; du premier, sur les finances; du second, sur les affaires de la Guerre, & du troisiéme, sur les affaires étrangères; & non pour en former un Conseil-Privé à l'exclusion de tout autre, & leur donner par ce moyen une occasion d'atirer à eux toute la direction des affaires. Chacun dit unanimement, qu'il est incroyable avec quelle promptitude, quelle netteté, quel jugement, & quel esprit ce jeune Prince traite & expédie les affaires, ce qu'il accompagne d'une grande douceur envers ceux à qui il a affaire, & d'une grande patience en écoutant ce qu'on a à lui dire, ce qui lui gagne les cœurs; il s'exprime avec force, & lors qu'il le faut, avec une éloquence qui surprend ceux qui l'entendent parler sur les affaires, soit dans le Conseil, soit ailleurs, & qui ont vû ci-devant le Cardinal si absolument maître de tout. Tous ces talens rassemblez de si bonne heure dans ce Prince, qui n'a encore laissé entrevoir aucune inclination vicieuse, & qui a l'ame naturellement équitable & constante dans l'exécution de ses desseins, font agréablement espérer, que Sa Majesté perservera dans cette diligente & serieuse application  
avec

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 91*  
vec laquelle Elle a pris le maniement des  
lènes. Je suis, &c.

P. S. Si l'on venoit a imprimer quelque  
hose contre la mémoire du Cardinal , Sa  
Majesté verroit avec plaisir qu'on fût attentif  
le faire supprimer.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 24. Mars 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 17. du  
urant, j'ai reçu en son tems la votre du  
3. J'y vois avec plaisir qu'il y a lieu de se fla-  
r d'un heureux succès dans vos Négocia-  
ons.

Vous trouverez ci-jointe la Résolution de  
eurs HH. PP. qui révoque la clause de la  
riple Alliance, & qui vous autorise à con-  
nuer votre Négociation jusqu'à la conclu-  
on inclusivement.

Je suis d'avis, avec vous, qu'au cas que  
s François ne jugent pas à propos de baisser  
avillon en pleine Mer devant les Anglois,  
que les Anglois commettent quelques  
ostilitez contr'eux à ce sujet, la Républi-  
ue, après l'Alliance conclûe conformé-  
ment vos Instructions, seroit obligée d'aider la  
Fran-

France à repousser ces hostilités & à en obtenir satisfaction ; mais il est très certain qu'il vaut mieux, & pour la France, & pour nous, de n'en rien dire explicitement dans le Traité.

Leurs N. & G. P. sont fort résolus de ne point achever l'Alliance avec l'Angleterre, si, comme il y a grande apparence, on ne peut en obtenir une entière satisfaction par rapport au Commerce & à la Navigation : Et au cas que la France ne voulût pas abolir ses innovations tant par rapport à l'huile de Baleine qu'au Droit de Tonneau je prévois qu'on prendra une semblable résolution par rapport à ce Royaume ; & j'en doute d'autant moins qu'on en a jeté le fondement dès l'année dernière dans une Résolution du 12. Mai, qui, je crois, ne vous est pas inconnue, &\* que je vous envoie ci-jointe à tout hazard.

Nous attendons avec impatience quel sera le succès de votre Négociation ; & faute de tems, je suis obligé de finir celle-ci, en vous assurant que je suis, &c.

\* *Les Résolutions secrètes.* Voyez la Résolution du mercredi 12. Mai 1660.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 31. Mars 1661.*

MONSIEUR,

C'est avec chagrin que nous aprenons par  
otre dernière du 25. du courant, que vos  
Jégociations ne vont pas aussi vîte que vous  
ous l'avez fait espérer dans plusieurs de vos  
ettres, & même que vous n'avez pû en-  
ore obtenir une Conférence; nous espé-  
ons que dans vos premières vous nous  
onnerez quelques preuves du prompt suc-  
ès dont vous nous avez flatez. Selon  
moi, c'est à présent l'occasion qu'il faut  
aisir; car, quoi que la Résolution que Leurs  
H. PP. ont prise le 21. touchant la conclu-  
ion de l'Alliance avec le Roi de France  
ans s'arrêter à la Triple-Alliance, vû  
es scrupules de la plupart des Provinces  
oit un peu équivoque; on la pourroit  
éanmoins à présent interpréter de la for-  
e, que vous vous trouveriez par elle  
utorisez à conclure & signer sans attendre  
le nouveaux ordres, & que l'effet s'en étant  
suivi, il ne se rencontreroit aucune contra-  
diction dans l'aveu & la Ratification, vû  
que les Anglois agissent avec autant d'ex-  
ravagance, tant par raport à l'Etat, qu'à la  
Compagnie des Indes; en ce cas la chose  
pas-

passeroit sans opposition; mais si les affaires changeoient de face de ce côté-là, ce qui pourroit bien-tôt arriver, comme je l'espère, alors les esprits ne manqueroient pas de tomber dans un terrible refroidissement par rapport à votre Négociation.

Vous verrez par l'Extrait ci-joint, ce que Leurs HH. PP. ont résolu sur la situation des affaires en Angleterre.

On a nommé des Commissaires pour examiner la demande de Sa Majesté Très-Chrétienne touchant le relâchement des quatre Navires appartenans à la Compagnie Françoisise de l'huile de Baleine; je ne doute pas que, si vos Négociations étoient assez avancées pour que l'on fût certain de l'abolition de cette Compagnie, cette demande ne rencontreroit aucune opposition, puisqu'elle ne pourroit tirer à conséquence, autrement vous pouvez croire qu'on ne se résoudroit pas aisément à donner des verges contre soi-même. Je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 1. Avril 1661.*

**M** O N S I E U R ,

La Résolution que Leurs N. & G. P. ont prise de donner toutes les Compagnies vacantes, qui sont sur leur Répartition, fait espé-  
rei



er à Mr. Mortaigne d'en obtenir une par  
otre moyen & celui des autres Seigneurs qui  
ni sont favorables. Vous avez eu la bonté  
i-devant de vous intéresser pour lui, & je  
uis vous assurer que vous l'avez fait pour  
n homme d'honneur & bien intentionné  
our l'Etat, & qui a fait les fonctions de  
Maître d'Hôtel de Leurs HH. PP., par terre,  
vec autant de capacité & d'intégrité, en  
orte qu'il a renversé sa Fortune au lieu  
e la faire dans une Charge aussi dangereu-  
e. C'est sur ces considérations qu'est fon-  
é la liberté que je prends de vous importu-  
er, pour vous demander, en sa faveur, la  
ontinuation de cette bonne volonté que  
ous lui avez déjà témoignée, & pour soli-  
iter en même tems en faveur d'un Ami,  
ont les intérêts me sont fort à cœur, un  
emploi qu'il desireroit fort.

Si vous me faites la grace d'y contribuer,  
ous augmenterez infiniment les grandes  
bligations que je vous ai déjà, & qui m'en-  
agent à ne cesser d'être, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 1. Avril 1661.*

MONSIEUR,

Nous nous sommes expliqués sincèrement  
dans notre Lettre ci-jointe à la Regence, sur  
les

les recommandations réitérées du Roi en faveur des Intéressés aux quatre Navires ; & l'on peut voir par-là avec quel empressement & quelle ardeur on pousse cette affaire ; en sorte que, pour ménager ici les humeurs par rapport à notre Négociation , nous jugeons, sauf meilleur avis, qu'il seroit utile, pour ne pas dire presque nécessaire, que dans la circonstance présente, la recommandation du Roi l'emportât sur toutes les raisons que les Etats pourroient avoir de ne s'y pas rendre. J'ajouterais à ce qui a déjà été dit, que ces Messieurs-ci soutiennent fortement que les Edits précédens, en vertu desquels on exige une Caution, faits vers le tems de la Guerre avec l'Angleterre, n'ont jamais été observez, & que celui qui a été publié depuis peu étant postérieur à l'achat & à l'équipement desdits Navires , on ne peut les y assujétir sans une injustice criante ; d'un autre côté on nous fait entendre, sans détour, que Mr. le Sur-Intendant prend cette affaire à cœur, qu'il s'en fait un point d'honneur, & fera passer un refus pour une marque de ressentiment ; or il est à remarquer que ses conseils & son credit sont ce que nous avons le plus à redouter dans cette partie de nos Négociations qui roule sur le Commerce, il a approfondi cette matière, & il est à la tête des trois qui composent le Conseil-Privé. Je vous laisse donc à penser quelle influence cela seul peut avoir, non seulement sur les affaires journalieres , mais sur tout sur le cours de nos Négociations, dont

ous avons d'ailleurs tout lieu d'espérer un heureux succès:

J'ai fait plus de scrupule que mes Colègues de nous déclarer sur l'engagement d'entrer à une rupture, n'ayant pas oublié les inquiétudes qu'on avoit témoignées à cet égard lors qu'il s'agit de dresser nos Instructions: mais comme ces mêmes Instructions portent que nous ferons en sorte de conclure un Traité qu'elles renferment, tel qu'il y est contenu, & que nos derniers Ordres nous enignent de restreindre la Garantie à l'assistance; que d'un autre côté j'ai été convaincu par tout ce qui s'est passé ici depuis que nous sommes, que mes Colègues avoient raison de soutenir le moyen le plus sûr d'obtenir ce que nous souhaitons par rapport au commerce, & une prompte conclusion étoit de témoigner un grand empressement de faire avec cette Couronne l'Alliance la plus étroite; j'ai jugé que je ne devois pas faire difficulté d'entrer dans leurs vûes, puis que ces scrupules auroient pû n'être pas utiles au service de Leurs HH. PP., puis que nous pouvions obtenir ce qu'Elles souhaitent sans en passer toujours par cet engagement. Ainsi, comme nous n'avions à délibérer que sur la manière, le résultat a été, suivant la pluralité des voix, soutenu de fortes raisons. J'espère que Leurs N. & G. P. ne desapprouveront pas ce qui s'est passé, puis que nous avons apporté toute l'attention imaginable, ayant en vûe que le bien de la République étoit dans l'exécution des ordres dont nous sommes chargés. Je suis, &c.

P. S. Mrs. les Etats de Zeelande ont donné l'expectative de la première Compagnie vacante sur leur répartition, au fils du Marquis de *Duras*, à la recommandation de son Oncle Mr. le Maréchal de *Turenne*.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 7. Avril 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 31. de passé, j'ai reçu la votre du premier de ce mois nous attendrons avec toute l'impatience imaginable quel sera le succès de vos Négociations, puis que c'est à présent le moment favorable ici pour trouver de la résolution.

Les Commissaires de Leurs N. & G. sont occupez à examiner la recommandation du Roi, par rapport aux quatre Vaisseaux partenans à la Compagnie de l'huile de *Beine*, si vos dernières Lettres nous avoient donné quelque assurance d'une bonne disposition, ou de quelque déclaration favorable de la part de la Cour sur la substance du Traité à faire, j'aurois pû vous assurer aujourd'hui, qu'on étoit prêt de consentir à la demande de Sa Majesté: mais comme ce n'est pas, je ne puis vous dire autre chose sinon, que cette affaire n'est pas hors d'espérance, que je recommanderai volontiers

Mi

Mrs. les Commissaires de terminer promptement & favorablement cette affaire.

Il n'y a personne ici qui puisse desapprouver ce que vous avez fait en delivrant tous les points de votre instruction, sur tout puis que nous ne pouvons douter qu'on ne soit bien instruit à la Cour du contenu de vos Ordres.

La Négociation d'Angleterre reste toujours dans la même situation ; vous aurez pris sans doute de nos Ambassadeurs en cette Cour-là de quelle manière on s'y est expliqué, tant sur les affaires de la Compagnie des Indes, que sur la Tutelle du Prince d'Orange. Les Copies ci-jointes vous apprendront ce que Leurs HH. PP. ont résolu sur le premier cas, & Leurs N. & G. P. sur le second. Sur quoi l'on nous a écrit d'Angleterre, que si l'on est ferme ici dans ces résolutions, Mrs. les Anglois pourroient en mettre de l'eau dans leur vin. Je suis,

A Mr. le Conseiller Pensionnaire

JEAN DE WITT.

De Paris le 15. Avril 1661.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 8. de ce mois, j'ai reçu en son tems la votre du 7. Notre dernière confirmée, ce dont nous faisons mention dans les Lettres ci-jointes, & a entièrement

ment dissipé la crainte où nous étions avec raison, que l'on ne fît traîner ici nos Négociations jusqu'à ce que l'on eût vû le succès des Résolutions des Anglois.

Les raisons que nous avons employées pour persuader nos Commissaires tant à cet égard que sur les difficultez de l'Article de la Pêche, ont fait tant d'impression sur leur esprit, qu'en nous séparant, l'un d'eux, que nous savions nous être le plus contraire, me dit, que nous lui avions persuadé une chose à laquelle il avoit toujours crû que cette Couronne ne devoit pas consentir. Je suis sûr que tout ce que nous avons dit contre l'inégalité des impôts a eu le même effet, excepté sur l'esprit du Sur-Intendant qui ne verroit pas volontiers renverser son ouvrage. Nous pouvions augurer de la contenance de la plupart de ces Messieurs, qu'il étoient bien intentionnez pour nous; il y en avoit même quelques-uns qui laissoient en revoir une certaine joye, lors que nous repoussions quelque argument qui nous étoit à avantageux, & lors qu'ils voyoient que nous répondions solidement à quelques objections des uns & des autres dans des discours particuliers.

Mr. de *Lionne* me dit en me quittant, qu nous avions levé tous ses scrupules except sur l'affaire de Rhynberg. Après avoir employé un grand nombre de raisons par rapport à la Pêche, nous offrîmes de nous expliquer encore plus au long sur cet Article s'il étoit nécessaire; mais ces Messieurs nous répondirent tout d'une voix, qu'ils trouvoient ne

aisons suffisantes & satisfactoires. Tous ne rennent pas également à cœur l'affaire de Rhynberg; cependant, il y en a quelques uns qui paroissent la vouloir pousser avec chaleur, & qui ne se contentent pas des raisons que nous avons alleguées. Il y a long tems qu'on nous a dit, que du tems du Cardinal *Mazarin*, on avoit promis à l'Electeur de Colone de l'apuyer dans ses prétentions contre leurs Hautes Puissances par raport à Rhynberg; & lors que Mrs. les Commissaires se firent levez, Mr. de *Lionne* me dit, qu'il devoit penser qu'il pouvoit arriver, quoi qu'il en l'affirmât point, que l'évacuation de Rhynberg fût une condition, sans laquelle le Roi ne pouroit accorder avec nous, vû les Traitez entre Sa Majesté & Mr. l'Electeur; mais que d'un autre côté il croyoit que l'Electeur se contenteroit de recevoir la Ville près qu'on en auroit fait sauter les fortifications. Toutes les objections qu'on nous fait roulent sur ce que Leurs HH. PP. ne peuvent fonder sur aucun Traité leur *jus Prædicti* dans Rhinberg. & l'on ajoûte que le Roi ne pourra consentir à maintenir qui que ce soit contre les justes pretentions d'un de ses Alliez, & que si l'on a surpris cette Ville & les autres dans les Traitez précédens, ou dans quelque Plan de Traité, c'est qu'alors il n'y avoit aucune Alliance entre cette Couronne & l'Electeur. Enfin, que Mr. l'Electeur étoit résolu de porter cette affaire à la Diète de l'Empire, où il pouroit arriver qu'on prendroit quelque résolution contre

Leurs HH. PP. & contre ceux qui prendroient leurs intérêts.

Nous réfutâmes toutes ces objections avec toute la force qu'il nous fût possible, & nous ne manquerons pas d'être attentifs à pénétrer ce qui est à craindre ou non; car nous savons, comme je vous l'ai dit ci-dessus, que tous nos Commissaires ne sont pas de même sentiment sur cet Article, & nous sommes même certains que plusieurs d'entr'eux sont pour nous; je ne manquerai pas de vous donner par la Poste prochaine un détail de ce qui s'est passé dans cette Conférence.

Permettez-moi de vous dire, que je n'ai pu voir le contenu de la dernière Résolution sur l'égalité des Impôts en Angleterre, sans craindre qu'elle ne réfléchisse sur notre Négociation, pour des raisons que vous comprendrez assez de vous-même, & auxquelles j'espère qu'on se rendra dans la suite; je suis, &c.

P. S. Je vous prie instamment, pour plusieurs raisons, de tenir cette Lettre secrète, & d'avoir soin que celles que nous écrivons à l'adresse de Mr. le Greffier soient aussi secrètes, de peur que l'Article de la Pêche venant en Angleterre n'y fût plus de bruit qu'il seroit nécessaire.



A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 21. Avril 1661.*

MONSIEUR,

J'ai passé la dernière Poste sans vous écrire, parce que Mrs. les Etats de Hollande & de West-Frise n'étant pas assemblez, je n'avois rien d'important à vous mander non plus qu'à présent.

Les affaires sont toujours sur le même pied en Angleterre, ainsi il n'y a encore guère d'apparence qu'on puisse conclure un bon traité d'Alliance entre ce Royaume & l'Etat. Suivant les derniers avis que nous en avons reçu, le Roi d'Angleterre continue prendre fort à cœur les intérêts du Portugal, & Sa Majesté a encore fait entendre très sérieusement aux Ambassadeurs de la République, qu'Elle prétendoit que Leurs HH. PP., ou ceux de la Compagnie des Indes de leur part, ne causassent aucun dommage aux Portugais dans les Indes Orientales; parce que, si cela arrivoit, ses sujets perdroient l'avantage qu'ils tirent de leur trafic dans les Places que les Portugais possèdent dans les Indes. Les Commissaires de Sa Majesté ont remis aux Ambassadeurs de la République quelques demandes qui tendent à avoir réparation des pertes & insultes auxquelles ils prétendent que la Nation Angloise a été ex-

posée aux Indes par notre faute, à avoir des sûretés de n'être plus à l'avenir exposés aux mêmes inconveniens, & à obtenir le renouvellement & la confirmation des Privileges accordez en ce Pais à ceux de la Cour d'Angleterre. Tout ce que l'on peut conclure de toute cette conduite, c'est que l'on n'est guère disposé à faire une étroite Alliance avec la République. Les mêmes avis disent, que l'on croyoit généralement que le mariage étoit conclû ou sur le point de se conclure avec la Princesse de Portugal. Je crois que vous en aurez des avis de plus fraîche date, sur tout puis que nous n'avons reçu aucune Lettre d'Angleterre cette semaine.

Je souhaite que ce soit avec fondement que vous concluyez de votre dernière Conférence avec les Commissaires du Roi, qu'ils ont accepté tels qu'ils sont, tous les Articles sur lesquels ils n'ont point fait de Remarques. J'attends toujours avec la même impatience le succès de vos Négociations, & j'espère encore que nous recevrons bientôt avis de la Conclusion, pour les raisons que je vous ai déjà alléguées, & sur tout, parce que je prévois que l'Angleterre en s'engageant avec le Portugal, va se brouiller avec l'Espagne, & sera toute heureuse ensuite d'avoir recours à la République; or je souhaiterois qu'avant que cela arrivât vos Négociations fussent ratifiées, de crainte de quelque nouvel inconvénient dans les Provinces.

Les Articles sur lesquels les Commissaires du Roi ont formé des difficultez sont tels, ce  
me

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 105  
e semble, qu'ils seront bien obligez de les  
corder à la fin. Car parler ici de la restitu-  
on, ou de la démolition de Rhynberg, c'en  
roit assez pour tout renverser. Non seule-  
ent il seroit déraisonnable de ne pas com-  
endre la liberté de la Pêche dans l'obliga-  
on de la défense & de la Garantie mutuel-  
; mais même ce seroit une chose aussi pré-  
diciable pour la France, que pour l'Etat.  
es Messieurs pouvoient comprendre sans  
ine que la demande de l'abolition du Droit  
Tonneau, est fondée sur les anciens Pri-  
lèges, & sur les Alliances qui ont été sui-  
, & lesquels doivent être renouvellez dans  
tte nouvelle & plus étroite Alliance. Je  
is, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Avril 1661.*

MONSIEUR,

Je n'ai pas reçu de vos Lettres par la der-  
ère Poste, ma dernière étoit du 15. Il est  
ertain que ce que j'ai écrit ci-devant, qu'il  
ourroit bien arriver qu'on traînât nos Né-  
ociations en longueur, pour laisser quelque  
ms Leurs HH. PP. dans l'inquiétude que  
ur pourroit causer la Paix avec le Portugal,  
oit une pensée d'un de nos Commissaires,  
e les autres pourroient bien adopter, mê-

E 5

mo

me ceux qui d'ailleurs sont bien intentionnez pour Leurs HH. PP. Nous faisons tout ce qui dépend de nous pour la leur ôter de la tête, ou du moins pour en prévenir l'effet; mais nous ne savons quel en sera le succès, puis qu'on souhaite ici en général que cette Paix se fasse, & que l'on s' imagine que les démarches que l'on fait pour y parvenir réussiront mieux auprès des Anglois tant qu'il y aura quelque incertitude aparente dans les Négociations de Leurs HH. PP., que si elles étoient terminées par une étroite Alliance: d'ailleurs, on nous donne les plus belles espérances du monde, sur tout par rapport aux affaires de Commerce. Il semble que les sentimens sont fort partagez sur l'affaire de Rhynberg nous ferons notre possible à ce que le meilleur l'emporte. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN Ministre  
Extraordinaire

*A la Haye le 5. Mai 1661.*

**M O N S I E U R,**

Depuis ma dernière en date du 21. passé, j'ai reçu en son tems celle que vous m'avez écrite le 22. Il ne s'est rien passé d'important ici depuis cetems là, c'est pour quoi je ne vous ai pas écrit par la dernière Poste.

L'A

L'Assemblée des Etats de Hollande & de West-Frise a été convoquée extraordinairement pour hier sur les difficultez faites & enregistrées de la part de Mrs. d'Enchuyfen, sur la conclusion prise pour l'abolition du Veyl-gelt, l'augmentation d'un tiers sur les Convois, & les Impôts du Sundt; enfin, la substitution du doublement de la première colonne de la Liste des Convois & licents; l'Assemblée s'est séparée aujourd'hui avant-midi, après que ces articles eurent enfin passé, & qu'on eût pris une résolution sur divers Articles des Lettres de Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre, ou que l'on eût persisté dans les Résolutions déjà prises.

Nous sommes toujours fort impatiens d'apprendre le succès de vos Négociations, & nous espérons que vous nous donnerez quelque nouvel éclaircissement sur ce sujet par la première Poste. N'ayant rien de plus à vous mander, je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Mai 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 22. du mois dernier, il ne s'est rien passé dans nos affaires qui méritât de vous être écrit, pour

les raisons alléguées dans la Lettre ci-jointe.

Mr. le Comte de *Brienne*, que nous avons vû avant son départ pour Fontainebleau, & que nous avons entretenu touchant nos Négociations, s'est chargé de faire en sorte que, sans plus de délai, on fasse rapport au Roi de ce qui s'est passé dans nos Conférences, & qu'on prenne quelque résolution sur le Mémoire que nous avons présenté & sur le Projet du Traité. Jé ne crois pas qu'on fasse quelques nouvelles difficultez sur leur contenu, à moins que ce ne soit par rapport aux trois Points dont j'ai parlé dans ma dernière; bien entendu qu'il faut en excepter ce que nous avons dit dans notre Mémoire contre la Compagnie de l'huile de Baleine, sur quoi l'on n'a encore rien dit, & qu'on ne nous passera pas sans bien des disputes; nous nous attendons bien aussi qu'on nous parlera des prétentions de l'Ordre de Malte, & de celles de quelques particuliers; mais cela ne sera pas capable de retarder la conclusion du Traité.

Ci-joint l'Extrait du détail de notre dernière Conférence, vous y verrez de quelles raisons nous nous servons par rapport aux trois Articles en question, j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous en faire part, parce que c'est le principal Point de notre Négociation, & que vous pourrez nous marquer ce que nous aurions dit de trop, ou de trop peu; ce qu'attendant, je demeure, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 12. Mai 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 5. du courant. J'ai depuis reçu en son tems la votre du 6. avec l'Extrait du détail de l'Ambassade. J'ai lû avec une extrême satisfaction les raisons dont vous vous êtes servis, & je ne doute pas qu'elles n'ayent convaincu les Commissaires du Roi, de l'équité des prétentions de Leurs HH. PP. par rapport aux Articles sur lesquels ils avoient fait quelque difficulté. On ne manqueroit pas d'être fort choqué ici que la France fît difficulté de comprendre sous la Garantie des choses sur lesquelles on n'a pas fait la moindre difficulté ci-devant, pendant que Leurs HH. PP. y comprennent sans la moindre contradiction des Pais & Provinces considérables, dont ci-devant Elles n'avoient jamais voulu admettre la Garantie lors qu'on leur accordoit tout ce qu'on leur dispute aujourd'hui. Il semble à présent que les affaires prennent en Angleterre un tour favorable à Leurs HH. PP., ce que vous verrez par les avis ci-joints; ainsi, il seroit à souhaiter qu'on pût promptement conclure vos Négociations pour les raisons que je vous ai déjà marquées.

E 7

Leurs

Leurs N. & G. P. ayant été assemblez extraordinairement deux jours de suite la semaine passée sur plusieurs demandes de Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre, Elles ont pris les Résolutions dont je vous envoie Copie. Les Membres de l'Assemblée de Leurs N. & G. P. auroient souhaité que ces Mrs. les Ambassadeurs eussent discuté, à votre exemple, avec plus de fermeté, certaines affaires sur lesquelles ils devoient ne pas ignorer les intentions de l'Etat, puis qu'ils faisoient ce qui s'étoit passé sur ce sujet.

Mr. l'Ambassadeur de *Thou* m'a encore parlé cette semaine très sérieusement en faveur du Fils de Mr. *Brasset*, qui souhaiteroit d'obtenir une Compagnie Hollandoise; mais je n'y vois aucune apparence, sur tout, vu la Résolution du 9. Avril dernier, dont je vous envoie la Copie. C'est ce que j'ai naturellement représenté à son Excellence, en la priant de faire en sorte que le Roi voulût bien ne pas renouveler ses instances sur ce sujet. J'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous informer de ceci, en vous assurant que je serai toute ma vie, &c.



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. III*

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 12. Mai 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 6. nous n'avons  
reçu aucune nouvelle du Pais; puis que les  
Lettres qui pouroient être arrivées à Paris à  
notre adresse, ne sont pas encore arrivées ici au-  
jourd'hui jeudi, sans que nous puissions en de-  
viner la raison. Je crois que j'ai de bonnes  
raisons d'être persuadé, que non seulement  
Mrs. de Brienne Père & Fils, dont l'incli-  
nation pour Leurs HH. PP. est connue;  
mais même le plus grand nombre de nos  
Commissaires, seront entièrement pour nous,  
lors qu'ils délibéreront sur ce qui s'est passé  
dans notre dernière Conférence; & que tout  
ce qui a été agité à présent sera terminé à  
notre satisfaction de la part des Commissai-  
res, à moins que Mr. le *Sur-Intendant* ne  
fasse quelque nouvelle difficulté par rapport  
au Droit de Tonneau; & Mr. de *Lionne* par  
rapport à Rhynberg. Le dernier nous a con-  
firmé à Fontainebleau, ce qu'il nous avoit  
déjà dit à Paris, que ce qui lui avoit fait le  
plus de peine étoit l'Article de la Pêche;  
mais que nos raisons l'avoient convaincu.  
Nous avons profité de cette occasion pour  
représenter qu'on devoit faire réflexion, que  
puis

puis que le Roi étoit résolu de maintenir ses droits sur le même Article, le meilleur étoit qu'on se déclarât promptement d'une manière favorable, de crainte que les Anglois étant instruits des dificultez qu'on faisoit ici, le Parlement, qui alloit s'assembler n'en prît occasion de faire revivre ses prétentions mal fondées. Nous ajoutâmes plusieurs raisons pour prouver la nécessité de terminer promptement nos affaires. Personne ne nous contredit, & la plupart parurent nous écouter favorablement; cependant, je n'oserois assurer qu'elles aient eu autant de poids sur les uns que sur les autres, & qu'elles détruisent entièrement les motifs qui ont fait tirer cette Négociation en longueur jusqu'à présent; cependant, je puis dire qu'un bon acheminement à la Paix avec le Portugal ne pourroit que faire du bien à nos affaires, pour les raisons que je vous ai déjà marquées. J'espère voir plus clair dans quelques jours, & d'avoir plus de raisons de vous donner quelque espérance d'un prompt succès: en attendant, rien ne peut mieux nous affermir dans nos espérances que la conduite de nos Commissaires, qui s'entretenant provisionnellement de nos affaires avec Sa Majesté, lui dirent que nous avions appuyé nos prétentions de raisons invincibles. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 26. Mai 1661.

MONSIEUR,

Je ne vous ai pas écrit la dernière Poste  
faute de matière, ma dernière étoit du 12.,  
j'ai depuis reçu la votre de la même date;  
mais je n'ai rien reçu par la dernière Poste.

La certitude du Mariage du Roi de la Gran-  
de Bretagne avec la Princesse \* de Portugal  
poura rassurer ceux de la Cour de France,  
qui craignoient quelque rupture entre l'An-  
gleterre & la République, vû le ressentiment  
que l'Espagne ne manquera pas d'en conce-  
voir. Ainti le principal motif qui faisoit traî-  
ner vòs Négociations en longueur venant à  
cesser, il faut espérer qu'elles avanceront dans  
peu.

Les Négociations pour la Paix avec le Por-  
tugal sont aussi fort avancées ici : les Pro-  
vinces d'Over-Yssel & de Groeningen se sont  
contormées à cet égard à celle de Hollande,  
&c. La Frise, comme vous savez, a pro-  
testé contre la Guerre dès le commencement;  
avant-hier les Députez des Etats de Hollan-  
de & de West-Frise sont partis pour la Zeelan-  
de,

\* C'étoit Catherine Fille de Jean IV. qui étoit mort en  
1656. le Roi Charles II. l'épousa à Plimouth dans le mois  
de Mai 1662.

de, pour tenter de ramener les Etats de cette Province au sentiment de celle de Hollande; nous saurons dans peu de jours quel succès ils auront eu.

Je finis celle-ci, en vous réitérant que nous attendons avec la plus grande impatience du monde, quelque avis qui nous mette entièrement au fait de ce que l'on doit attendre de vos Négociations, & je suis, &c

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 2. Juin 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 26. du mois dernier, depuis ce tems-là j n'ai reçu aucune de vos Lettres.

Il y a de l'apparence que les Anglois deviendront bien plus traitables, & même il pourroient bien ne plus faire difficulté d'entre dans l'Alliance défensive que l'on avoit proposée, puis qu'ils sentent bien qu'ils ont offensé l'Espagne, & qu'ils auroient lieu d'espérer alors que Leurs HH. PP. les seconderoient contre cette Puissance.

Je vous envoie ci-joint Copie du Mémoire que l'Ambassadeur de Portugal a présenté en dernier lieu à Leurs HH. PP.; nous aurions fort souhaité que sur cela la Paix eût été conclûe, d'autant plus que ce Mémoire

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 115

et en substance conforme à l'avis de la Province de Hollande; mais la différence de sentiment de la Gueldre, de la Zeelande & Utrecht, & la lenteur de quelqu'une des autres Provinces, nous ont empêché de faire passer la chose à la pluralité des Voix; de sorte que l'on a jugé à propos de convoquer exprès à cette occasion les Etats de Hollande & de West-Frise pour mardi prochain; d'autant plus que l'on prétend que les Etats de Zeelande ont dit aux Députés de Hollande, que Leurs Nobles Puissances soient résolus d'envoyer ici des Députés extraordinaires pour en conférer avec tous les Alliez, & en particulier avec Leurs N. G. P.; n'ayant aucune autre affaire importante à vous communiquer, je finis en vous priant de me croire. &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire

JEAN DE WITT.

*De Moret le 28. Mai 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 19. de ce mois, je n'ai reçu aucune de vos Lettres.

Vous aurez vu, sans doute, dans plusieurs de mes précédentes, que nos sentimens sur le succès de nos Négociations, dépendant absolument de la déclaration générale qu'on nous a faite des favorables intentions de Sa  
Ma-

Majesté, & des discours particuliers de M<sup>rs</sup> nos Commissaires, ont toujours flôté entre l'espérance & la crainte, quoi qu'à la vérité ils panchassent plus vers la première. Nous esperions que dès que l'on auroit fait rapport au Roi de nos discussions sur les Articles de la Pêche, de Rhynberg, & du Droit de Tonneau, nous aurions une nouvelle Conférence qui nous mettroit en état de mander quelque chose de plus certain à la Régence; cependant, après avoir eu cette Conférence il y a huit jours, nous sommes dans une aussi grande incertitude que jamais, excepté que je crois pouvoir assurer, sur ce que nous ont répondu nos Commissaires chez qui nous avons été en particulier cette semaine, qu'il n'y a aucun des Articles que nous avons délivrés qui retardât la conclusion du Traité, si nous pouvions céder quelque chose sur l'Article de la Compagnie de l'huile de Baleine, & sur celui des Droits de Tonneau. Mais nous nous en tenons à nos Ordres & nous ne donnons aucune espérance que Leurs HH. PP. se relâchent en rien sur ces deux Points, insistant au reste sur la force de nos raisons auxquelles on n'a pu répondre. Il faut attendre quelle sera l'issue d'une nouvelle Conférence, & alors je ne manquerai pas de vous envoyer une Relation de tout ce qui s'est passé cette semaine, tant dans notre Conférence que dans les visites particulières.

Le Roi, les Grands & les Ministres, témoignent combien ils sont disposés en général à entrer dans une étroite Alliance,

à trouve même parmi eux qui prennent  
re parti sur l'Article du Commerce & sur  
autres Points en dispute. Nous n'oublions  
pour en faire notre profit, & il n'y a pas  
sance que nous restions long tems en sus-  
is.

Mr. Boreel & d'autres, qui ont connois-  
ce de ce qui s'est passé ci devant m'ont  
ré, que lors que la Reine Mère étoit en-  
nte du Roi, Leurs Hautes Puissances lui  
t envoyé sa Layette, ce qui a été alors  
s agréable; ces Messieurs croient que ce-  
s'est pratiqué à l'exemple de ce que l'on  
ait fait à la naissance de *Louis XIII.* Mr.  
bert en a écrit en Zeelande, où il paroît  
e l'on est assez disposé à faire la même  
se, à présent que la Reine est enceinte :  
crû qu'il étoit de mon devoir de vous  
ner cet avis, afin que si la Régence juge  
ropos d'y faire attention, on puisse exa-  
ner ce qui s'est fait en pareille occasion.  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire

JEAN DE WITT.

De Moret le 4. Juin 1661.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 28. j'ai reçu en son  
ms la votre du 26. du passé.

Vous apprendrez par l'Extrait de notre  
Jour.

Journal que nous envoyons par cette Post  
à Leurs HH. PP., & que je n'ai pas eu le  
tems de faire copier pour vous, en quel état  
sont nos Négociations, & ce qui s'est passé  
depuis quinze jours. Vous verrez quelle  
chaudes allarmes on nous a données ici,  
Je ne crois pas que vous desapprouviez que  
nous les ayons tenues secrètes jusqu'à ce  
que nous eûmes vû si c'étoit tout de bon.  
Toutes nos inquiétudes se réduisent au Droit  
de Tonneau & à l'article de la Compagnie  
de l'huile du Baleine. On nous a dit, de  
part de Sa Majesté, qu'Elle ne désisteroit  
point de ces deux Articles, & que c'est  
Leurs Hautes Puissances à s'expliquer, c'est  
ce que nous ne leur faisons pas espérer  
comme en effet nous ne pouvons pas :  
nous ferons jouer tous les ressorts possibles  
pour exécuter nos Ordres, quoi qu'à cet  
égard il semble qu'il n'y ait guère d'apparence,  
& , selon moi, beaucoup moins par rapport  
à l'affaire de la Compagnie que par rapport au  
Droit de Tonneau. Il est certain, & c'est  
nous le dit de tous côtez, que le Roi est forcé  
porté à faire Alliance avec Leurs HH. PP.  
& une Personne de distinction, à laquelle on  
peut ajoûter foi, m'a assuré en confidence  
que cette disposition de Sa Majesté est for  
acrûe depuis environ trois semaines, c'est  
dire depuis les nouvelles que l'on a reçues  
des engagemens de l'Angleterre avec le Por  
tugal. Nous sommes certains aussi, qu'  
presque tous nos Commissaires nous sont  
favorables sur tous les Articles, même sur  
les deux dont j'ai parlé ci-dessus, en for



ne nous n'aurions personne contre nous si nous pouvions faire changer de sentiment à Mr. le Sur-Intendant. Nos raisons contre le Droit de Tonneau sont entièrement à notre avantage, & il faut espérer qu'elles feront impression avec le tems. Cependant, on les entendues, & jusqu'à présent elles n'ont eu aucun effet : le Roi régné, & reste invariable dans ce qu'il a une fois résolu ; enfin, on remarque encore à la Cour un certain préjugé, que tout ce que le Cardinal a fait est bien fait. Voilà l'incertitude dans laquelle nous sommes & qui ne nous empêche pas de dire hautement, qu'à la vérité nous sommes obligés de donner avis à l'Etat de ce qui se passe, mais que nous ne pouvons demander de nouveaux Ordres qu'on ne doit point attendre ; nous avons recouru à cet artifice de crainte, que toutes nos instances ne devinssent inutiles, si ces Messieurs venoient à s'imaginer que nous pouvons recevoir ordre d'aller au devant de ce qu'ils souhaiteroient. Il seroit à souhaiter que nous pussions donner encore quelques degrés d'évidence à nos raisons, à l'aide d'une démonstration fondée sur l'expérience, & qui prouvât le dommage que le Commerce & la Navigation en souffre & souffriront encore davantage à l'avenir, & en spécifiant plusieurs particularitez dont nous ne pouvons pas être aussi bien instruits ici que ceux qui sont dans le Pais. Peut-être même qu'il ne seroit pas mal à propos que l'on dressât une Liste qui fît voir la différence qu'il y a entre les impôts mis en France, & dans les  
Pro-

Provinces-Unies sur les Manufactures étrangères; enfin, qu'on mît la main à d'autres ressorts qu'on pouroit faire jouer par voye de rétorsion, ce que l'on pouroit faire craindre à Mr. de *Thou*; mais avec toute la discrétion imaginable. Nous examinerons de notre côté, autant que nous en sommes capables, si nous pouvons fournir d'ici quelques moyens de résoudre ces difficultez en prenant certaines mesures utiles, au cas que toutes nos instances soient infructueuses ici. Je finis en vous priant de me croire, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 16. Juin 1661.*

**M O N S I E U R,**

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 2. de ce mois j'ai depuis reçu en leur tems votre Lettre du 28. Mai, & celle du 4. du courant.

Lors qu'on eût lû dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P. l'Extrait de votre Journal inclus dans la Lettre du 4., tous les Membres en ont été très contens, & ont jugé que vous avez conduit jusqu'ici cette Négociation avec toute la fermeté & la prudence possible, & en attendent, avec la bénédiction du Ciel, une bonne & prompte conclusion.

Leurs N. & G. P. voyant, que contre  
leur

En attendant, la France insiste sur la Contingence du Droit de Tonneau & de la Compagnie de l'huile de Baleine, ont jugé à propos de chercher les moyens d'employer la voie de rétorsion de ce côté-ci, au cas qu'on pût pas enfin obtenir ces deux Points, & les ont donné ordre de dresser une Liste de la différence des Impôts sur les Manufactures de France qu'on lève dans les Provinces-Unies, ce que vous verrez par les Extraits ci-joints.

J'ai manqué jusqu'à présent, par inadvertance, de faire examiner ce qui s'est pratiqué par rapport aux Présens faits à l'occasion de la grossesse des Reines de France: mais je ne manquerai pas de le faire au plutôt & de vous en donner avis.

Il est arrivé ici un grand nombre de Députés Extraordinaires de la Province de Zeelande pour concourir avec Leurs N. & G. P. sur les affaires du Portugal, & sur le démêlé des différends entre les Provinces par rapport aux Cours de Justice. Les Députés ont eu avant-hier Audience en pleine Assemblée de Leurs N. & G. P., & l'on a tenu hier avec eux la première Conférence dans laquelle les Députés de Leurs N. & G. P. ont tâché de les engager à se conformer au sentiment \* des Etats de Hollande sur les Négociations avec le Portugal; Mrs. de Zeelande doivent répondre aujourd'hui, & alors nous espérons déterminer quel fonds il y a à faire sur cette Province par rapport à cette affaire.

*Tome II.*

F

Mr.

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du 11. Juin 1661,

Mr. *Downingh* Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, est arrivé hie ici, pour offrir la Médiation de ce Prince dans les Négociations de la Paix entre le Portugal & la République: Elles sont dans une telle situation, que si la Province de Frise & celle de Groeningen, qui se sont suffisamment conformez à l'avis Provincial de Hollande, vouloit s'entendre avec Leurs N. & G. P. pour prendre une conclusion à la pluralité des voix, les affaires pourroient aisément être terminées avec l'Ambassadeur de Portugal en très-peu de tems. Je n'ai rien à ajouter qui mérite votre attention; ainsi je finirai en vous assurant que je suis, &

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 21. Juin 1661.*

**M** O N S I E U R,

Depuis la dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 18. du courant, la Personne dont je vous ai déjà parlé quelque-fois & qui s'étoit chargé de parler au Roi nos affaires, nous a raporté, que Sa Majesté étoit fort disposée à conclure avec Leurs HH. PP., & que pour hâter cette conclusion, Elle donneroit ordre aux Commissaires de mettre en ordre les Articles dont on est déjà convenu, réservant po

fin ceux sur lesquels on n'est pas en-  
c d'accord. C'est pourquoi nous avons  
emandé une nouvelle Conférence à Mr.  
Chancelier, & en même tems nous avons  
ecommandé la chose à Mr. le Comte de  
brienne; & ces deux Seigneurs nous ont pro-  
mis qu'ils feroient en sorte que nous fussions  
ontens. Nous commençons à concevoir  
e nouvelles espérances par rapport au Droit  
e Tonneau & à la Compagnie de l'huile de  
aleine; car on nous a assuré que les Etats  
e Bretagne, qui doivent s'assembler au Pre-  
mier jour, feront de fortes instances pour l'a-  
bolition de ces deux innovations; outre cela  
s plaintes des Villes marchandes de Guie-  
e augmentent au lieu de diminuer. J'ai  
igé qu'il étoit de mon devoir de vous infor-  
mer de ces particularitez, de peur que quel-  
es-unes de mes précédentes Lettres ne  
onnassent lieu à quelques Délibérations qui  
ouvoient être préjudiciables, tant qu'il reste  
quelqu'espérance de triompher sur ces deux  
rticles; or il ne me paroît pas que nous  
issions encore dans le cas, puis que les Su-  
ets mêmes du Roi assemblez en forme d'E-  
t, secondent les intentions de Leurs Hau-  
s Puissances. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 30. Juin 1661.

MONSIEUR,

Je ne vous ai pas écrit par la dernière Poste, ainsi ma dernière étoit en date du 16. du courant. J'ai reçu en son tems la vôtre du 18. & celle du 21., la dernière m'a fait, j vous l'avouë, un sensible plaisir, puis qu'elle nous fait enfin espérer une prompte conclusion telle que nous la souhaitons avec tant d'ardeur. Avant la réception de la première de vos Lettres, les Députez de Leurs N. & G. P. pour les affaires de France, avoient déjà commencé à examiner ce que l'on pourroit céder dans ces deux Articles contez du Droit de Tonneau & de la Compagnie de l'huile de Baleine.

Sur quoi Leurs N. & G. P. avoient pris une Résolution \* ci-jointe, destinée pour servir *in eventum*, à Leurs Députez dans la Généralité; mais elle n'a pas encore été portée à l'Assemblée de Leurs HH. PP., & on s'en fait un soin de la tenir secrète. Je puis cependant vous assurer que, quoi que l'on vît ici avec plaisir l'abolition de cette Compagnie, on ne s'en fera rien après.

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du Samedi 11. Juin 1661.

prendroit avec plaisir que vous eussiez con-  
û conformément à cette Résolution , &  
ous devez être certains que si cela étoit,

Ratification ne rencontreroit ici aucune  
ficulté. Quant au Droit de Tonneau, il  
e semble que tout ce que l'on pourroit ac-  
order de ce côté-ci , & tout ce que l'on  
pourroit exiger de l'Etat, feroit que Sa Ma-  
esté rendît cet Impôt général, & l'étendît  
ur les Vaisseaux de ses Sujets comme sur  
s étrangers; & s'il étoit possible, qu'il fût  
iminué d'un tiers.

Leurs HH. PP. ont pris à la pluralité  
es voix & sans la Gueldre & la Zeelande;  
Résolution \* ci-jointe sur les affaires de  
ortugal; je vous envoie aussi Copie des  
rotestations enregistrées. L'on n'a encore  
aité que de la première partie de cette  
Résolution dans les Conférences enta-  
nées sur ce sujet. Je ne manquerai pas  
e vous informer du succès de ces Confé-  
ences. Je suis, &c.

\* Voyez les Résolutions secrètes, la *Resolution du Sa-*  
*medi 18. Juin 1661.*

A Mr. le Conseiller Pensionnaire

JEAN DE WITT.

De Moret le 25. Juin 1661.

M O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 21. j'ai reçu celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 16. du courant.

Je me persuaderois volontiers que ce que nous a dit Mr. *Châmet* (c'est la Personne dont j'ai fait mention dans ma dernière) pour nous ôter toute espérance de rien obtenir par rapport à l'Article du Droit de Tonneau, étoit concerté, pour nous empêcher de fonder l'espérance de quelque succès, sur les représentations que pourroient faire les Etats de Bretagne & quelques autres contre le Droit de Tonneau, & contre la Compagnie de l'huile de Baleine. Sa conclusion fut, que nous ne devons pas nous imaginer que le Roi s'obligeât par un Traité à abolir ce Droit que cela n'arriveroit absolument point, & qu'il nous conseilloit en ami, de profiter de bonnes & sincères dispositions où étoient les esprits pour en venir à une bonne conclusion, nous contentant, en ajustant les Articles sur lesquels on est d'accord, d'y insérer une clause qui remette à la disposition du Roi les différens sur le Droit de Tonneau, après qu'on auroit écouté sur cela les Remontrances



ances de Leurs HH. PP. Nous nous sommes servis de cette occasion pour insinuer à ce Seigneur, qui est intime Ami du Sur-Intendant & Membre du nouveau Conseil de Commerce, les raisons que nous avions de concevoir de meilleures espérances; mais il ne voulut point s'expliquer, & il ne répondit autre chose à tout ce que nous pûmes lui dire, sinon, qu'il ne pouvoit entrer en matière avec nous; mais que nous devions bien croire que le Roi & son Conseil avoient leurs raisons, quoi qu'on ne pût pas nous les révéler. Ce sont les mêmes discours que nous tint Mr. le Sur-Intendant, & il est à craindre qu'enfin ils ne l'emportent, puis que ce Seigneur n'auroit pû nous parler plus positivement, quand même il en auroit eu les Ordres exprès du Roi.

Je vous remercie de la Communication de ce qui s'est passé dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., Dieu veuille tout conduire à une heureuse conclusion à l'avantage de la Patrie, pour la prospérité de laquelle je ne cesse de lui adresser mes vœux; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT

*De Moret le 2. Juillet 1661.*

**M** O N S I E U R,

Mademoiselle de *Bouillon*, sœur de Mr. le  
F 4 Prin-

Prince de *Turenne*, jouit d'une Pension de  
 Leurs N. & G. P. de cinq mille florins pa-  
 an, constituée en faveur de Madame  
 Mère, & qui lui a été continuée : comme  
 elle en a toujours été bien payée, elle se  
 trouve obligée d'en témoigner sa reconnoi-  
 sance : mais son Correspondant à la Haye  
 lui a donné avis depuis peu, qu'il étoit  
 craindre que sa Pension ne fût comprise dans  
 la réduction de cinq à quatre, c'est pourquoy  
 elle m'est venu prier de contribuer de tout  
 ce qui m'est possible pour empêcher que cela  
 n'arrive, en sorte qu'elle puisse continuer  
 jouir de toute la libéralité de Leurs N. &  
 G. P. J'en ai écrit à Mr. de *Wimmenum*, &  
 je vous prie instamment de faire en sorte que  
 cette Demoiselle obtienne ce qu'elle de-  
 mande, en faveur de toute sa Famille, qui  
 a rendu de grands services à Leurs HH.  
 PP., sur tout dans notre Négociation de la  
 part de Mr. le Prince de *Turenne* : c'est une  
 grace qui ne pouroit qu'être bien employée  
 Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
 JEAN DE WITT.

*De Moret le 2. Juillet 1651.*

**M** O N S I E U R,

Je n'ai point reçu de vos Lettres depuis ma  
 dernière qui étoit du 25. du passé.

Nous

Nous continuons ici à faire désespérer que leurs HH. PP. changent rien à ce qu'Elles nous ont ordonné touchant le Droit de Tonneau, & nous mettrons tout en œuvre, tant par nous-mêmes, que sous main, pour faire comprendre, que si l'on veut tirer les avantages desirés, d'une Alliance aussi étroite que celle dont il s'agit, on ne doit laisser la porte ouverte à aucun prétexte de se porter l'un à l'autre quelque nouveau coup dans le Commerce & la Navigation; & qu'il ne conviendrait pas à cette Couronne de mettre leurs HH. PP. dans la nécessité de débiter sur des moyens de retorsion contre une nouveauté insupportable à leurs sujets, & entièrement contraire à leurs intérêts, dans le tems qu'on attend qu'Elles s'engagent à défendre de toutes leurs forces le moindre des Droits de la France contre tous ceux qui pourroient y donner quelque atteinte, & donner lieu par-là à pousser les choses à l'extrémité. Il y en a plusieurs qui comprennent assez ces réflexions; mais nous ne trouvons pas qu'elles fassent encore aucun effet sur l'esprit du Roi, ou qu'elles fassent changer de sentiment ceux de son Conseil qui nous sont contraires. Il y a quatre jours que Mr. le Duc de Longueville nous a rendu une visite, dans laquelle il nous dit, que l'Alliance étoit une affaire trop importante pour les deux Parties, & en même tems trop nécessaire pour rester accrochée à ce Droit de Tonneau; mais il ne nous donne pas de raisons plus consolantes que Mr. Chamet, concluant qu'il falloit en venir à quelque tem-

F 5

péra-

pérament, & attendre du tems ce que l'on ne pourroit obtenir par ce moyen.

Je souhaite que les Résolutions de la Régence puissent contribuer à nous faire obtenir un généreux succès en ceci : mais il me semble, sauf votre meilleur avis, qu'au cas que Leurs N. & G. P. en délibèrent sur les moyens de rétorsion, prennent une vigoureuse résolution, qui en tout cas ne peut qu'être avantageuse, il seroit à propos qu'on ne changeât rien à nos Ordres contre ce Droit de Tonneau, & que l'on insinuât adroitement à Mr. de *Thou* la répugnance que les Membres ont à faire quelque changement dans nos Ordres, en y ajoutant toutes les raisons & les motifs qui puissent rendre la chose moins choquante. En même tems il faudroit renvoyer à régler les autres Articles jusqu'à ce que l'on ait vu quel sera l'effet des plaintes que l'on doit faire ici contre le Droit de Tonneau, & contre la Compagnie en question, & des bonnes dispositions où l'on est en effet de conclure avec nous mais, je vous le répète, toute notre ressource est dans la vigueur que les Membres feront paroître en réglant les moyens de rétorsion. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 14. Juillet 1661.*

MONSIEUR,

Je ne vous ai point écrit par la dernière Poste, tant parce qu'il ne s'est rien passé d'important, vû l'absence de Leurs N. & G. P., que parce que j'ai été quelques jours en campagne. J'ai reçu en leur tems vos Lettres, l'une du 25. du passé & l'autre du 2. du courant, je ne manquerai pas d'en communiquer le contenu aux Commissaires de Leurs N. & G. P., afin qu'ils y fassent leurs réflexions, & même s'il est nécessaire, j'en ferai la lecture en pleine Assemblée qui étoit convoquée pour le 12., & dont les Membres commencent à se rendre ici.

J'ai eu occasion de m'entretenir avec Mr. le *Thou* au sujet de vos Négociations, & je lui ai déclaré rondement l'impossibilité qu'il y avoit d'obtenir que cet Etat entre dans l'étroite obligation d'en venir à une rupture de la manière que vous l'avez offert, à moins qu'on ne maintienne les Provinces-Unies & leurs Habitans dans les Privilèges qui leur ont été acordez, & dont ils ont jouï si long tems, qui consistent sur tout à être traitez à tous égards sur le même pied que les Sujets de Sa Majesté. Que la con-

firmation de ces Privilèges a toujours été stipulée dans les Alliances précédentes dont les engagements n'étoient pas aussi considérables que ceux de celle qui est sur le tapis ; qu'ainsi on ne pouvoit & ne devoit les supprimer aujourd'hui, & avouer tacitement les infractions que l'on y fait ; ce que j'appliquai au Droit de Tonneau : je ne parlai pas avec moins de force contre l'établissement de la Compagnie de l'huile de Baleine, sur quoi je lui dis, que sans apporter de nouvelles raisons, je me contentois de m'en rapporter à l'expérience des Villes maritimes, & à leurs remontrances à cet égard.

On a examiné ce qui s'est passé à l'occasion de la naissance du Roi & de son Frère en 1638. & 1640. & l'on n'a pas trouvé qu'on ait fait aucun présent à la Reine, soit de Layette, ou autre chose ; & que l'on s'est contenté de faire les complimens ordinaires & de donner des marques de joye.

Je vous ai marqué le 30. du passé dans quelle situation étoient les affaires de Portugal. Depuis ce tems-là les Commissaires de Leurs HH. PP. ayant été informez que Mr l'Envoyé *Downing* sollicitoit fortement, non seulement auprès de l'Ambassadeur de Portugal, mais même auprès de l'Etat, pour assister en personne aux Conférences, & que l'Ambassadeur y avoit déjà consenti ; ils ont jugé à propos d'éviter d'en venir à aucune Conférence publique, jusqu'à-ce que tout le Traité ait été ajusté sous main & dans des visites particulières ; & qu'on se soit promis réciproquement de le conclure & de le signer

gner de cette manière, malgré les objections que pouroit former Mr. *Downing* contre quelques Articles; en sorte que tout étant ainsi disposé on pouroit encore tenir une ou deux Conférences en présence de Mr. *Downing* pour mettre le Traité au net & le signer de part & d'autre. Cependant, Mrs. les Commissaires n'ont pû déterminer l'Ambassadeur de cette Couronne à passer sous main une déclaration positive sur chaque Article, de les signer dans cette forme malgré toutes les oppositions du Ministre Anglois; en sorte que Leurs HH. PP. ont été obligées d'autoriser leurs Commissaires à continuer les Conférences en présence de Mr. *Downing*, après avoir obtenu sous main, de l'Ambassadeur, une promesse telle quelle.

Ainsi on tint la première Conférence le deux de ce mois en présence de Mr. *Downing*, on commença à faire la lecture des Articles réglez; mais à la fin du premier Article, Mr. *Downing* interrompit, pour dire qu'il voyoit bien que les affaires étoient fort avancées, & qu'on étoit sans doute convenu d'un Projet en forme: qu'il pouvoit déclarer en conscience qu'il n'en avoit aucune connoissance, & qu'ainsi, il en demandoit Copie, tant pour l'honneur de son Maître, qu'afin qu'il fût plus en état de faire dans l'occasion l'office de Médiateur. Nous lui offrîmes de lui accorder cette Copie, ajoutant qu'à notre avis, cela ne devoit pas empêcher que l'on continuât la lecture, & que l'on pouvoit noter les endroits sur lesquels

Mr. l'Ambassadeur & nous ne serions pas d'accord, au cas qu'il s'en rencontrât; & que s'il ne s'en trouvoit point de tels, il se feroit acquité sans peine de l'Office de Médiateur: mais l'Ambassadeur de Portugal ayant consenti à la demande que fit Mr. *Downing*, d'avoir le tems d'examiner cette Copie, nous fûmes obligés de renvoyer cette Conférence au 4. suivant; alors Mr. *Downing* jugea à propos, avant qu'on entrât en matière, de demander qu'on lui donnât le tems d'envoyer le Projet en Angleterre au Roi de la Grande Bretagne, afin que Sa Majesté pût examiner, ou faire examiner s'il n'y a point quelque Article contraire au dernier Traité conclû entre l'Angleterre & le Portugal.

Nous lui représentâmes avec assez de vigueur combien sa demande étoit mal fondée, & nous lui fîmes voir en particulier qu'il sortoit du caractère de Médiateur, pour revêtir celui de Partie intéressée. Toutes ces raisons ne pûrent engager l'Ambassadeur de Portugal à continuer nos Négociations, & bien loin de se rendre à la force de nos raisons, il a tellement déferé à la demande de Mr. *Downing*, qu'il a demandé aussi quelque délai afin d'en écrire à l'Ambassadeur de Portugal qui est en Angleterre, sans qu'il ait été possible de lui faire changer de résolution; ainsi cette affaire reste suspendue. Je finis en vous priant de me croire, &c.



A Mr le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 9. Juillet 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du  
10. du passé; la dernière que j'ai eu l'hon-  
neur de vous écrire étoit du 2. du cou-  
rant.

On fait fort bien de tenir secrète la Réso-  
lution prise par Leurs N. & G. P. touchant  
la Compagnie de l'huile de Baleine. j'en fe-  
rai de même ici; car cette affaire trouve au  
moins autant d'opposition dans les Provinces  
Maritimes & ailleurs, que celle du Droit de  
Tonneau. Pour moi je crois que nous de-  
vons voir quels en seront les effets, & en  
attendant travailler à régler les autres Ar-  
ticles sans rien céder par rapport à ces deux  
points contestez. Quand il ne restera plus  
que ces deux Articles, & que le Roi verra  
nos raisons secondées par les plaintes des  
États de ces Provinces Maritimes, & que  
les Fermiers du Royaume sont aussi du mê-  
me sentiment; alors je crois qu'un dernier  
effort pourra l'emporter. Cependant, je ne  
sais si l'effet sera tel qu'on le peut dire, &  
l'on nous défend ici de l'espérer; quoi qu'il  
en soit je n'en desespérerois pas si les Mem-  
bres de la Régence pouvoient s'accorder à  
prendre

prendre des moyens efficaces de rétorsion. On ne peut pas répondre du succès, & l'on s'imaginera sans peine, que dès que l'on aura recours à des moyens qui auront seulement quelque apparence de contrainte, on souffrira plutôt tout de ce côté-ci, que de rien céder. Il y a ici des Personnes éclairées & bien intentionnées qui prétendent que si Leurs HH. PP. résolvoient de défendre vers les prochaines vendanges, de faire voile vers les Ports de France, que cette défense fût observée, & qu'on ne souffrît point l'entrée des Vins de France & du Sel dans les Provinces Unies, il n'y auroit pas à douter, que dans ce concours d'oppositions que rencontre le Droit du Tonneau, on ne prêtât bien-tôt l'oreille aux raisons contraires, puis que cette suspension d'achat de vins, dans le tems des vendanges, intéresseroit non seulement les Particuliers, mais même le Roi, dont les Revenus perdroient plusieurs millions.

Après tout, je m'imagine que celui qui nous est le plus opposé, & à l'exception duquel chacun est pour nous, mettra de l'eau dans son vin & ne poussera pas les choses jusqu'à l'extrémité. Mais si ce que nous avons déjà fait entendre ici touchant les moyens de rétorsion, venoit à n'avoir pas de suites & même de suites rigoureuses, toutes nos peines seroient perduës; puis que l'on sentiroit d'abord que ce ne sont que des apparences sans réalité. Les Marchands de Zeelande ont proposé dans un avis par écrit ce qui est très remarquable pour cette Province, qu'on devoit défendre par provision

poi

pour le tems d'un an l'entrée des Vins , Brandevins, & Sel de France, & mettre sur les autres Fruits & Manufactures de ce Royaume les mêmes Impôts que l'on met ici sur les nôtres. C'est à Leurs N. & G. P. à juger si l'on doit avoir moins de vigueur en Hollande.

Il y a eu une émotion populaire à Dieppe, & les choses ont été si loin, que l'on a pillé la maison d'un Receveur du Droit de Tonneau. Cela est arrivé à l'occasion de deux Bâtimens Hollandois chargez de Grains, qui ayant fondé s'ils pourroient décharger sans payer ce Droit, passèrent outre dès qu'on leur eût refusé. Le Roi a donné ordre de procéder contre ceux qui seroient trouvez coupables, & l'on en a puni quelques-uns de mort.

Permettez-moi de vous faire ressouvenir qu'il est bon d'insinuer à Mr. de *Thou* tout ce que l'on croit capable d'opérer ici, puis que c'est par ses Lettres que l'on y doit attendre tout ce que l'on veut faire craindre, pour avancer nos affaires. Je suis, &c.

P. S. Si l'on pouvoit faire en sorte sous main dans les Villes Maritimes, que les Marchands & les Freteurs fussent moins en France dans cette occasion-ci, & même qu'ils cessent craindre à leurs Correspondans une entière désertion dans le Commerce, en leur donnant des ordres provisionnels de se défaire au plutôt de leurs effets, peut-être cela pourroit-il réussir, sans que l'on fût obligé de prendre d'autres Résolutions. Pardonnez-

nez-moi la liberté avec laquelle je vous marque mes pensées, elles dépendront toujours de votre jugement & de celui de la Régence.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 21. Juillet 1661.*

**M** O N S I E U R,

L'Assemblée de Leurs N. & G. P. n'est été complète qu'hier; il ne s'y est encore rien passé d'important.

J'ai communiqué aux Commissaires de Leurs N. & G. P. vos considérations sur les moyens que l'on pourroit employer pour par voye de rétorsion, contre l'introduction du Droit de Tonneau & l'établissement de Compagnie d'huile de Balein; j'ai aussi proposé aux Villes Maritimes vos considérations, qui tendent à faire en sorte sous main que l'on fasse moins voile vers les Ports de France, &c. mais ils ont tous jugé que cela étoit impraticable sans avoir recours à la contrainte publique, puis qu'autrement chacun tenteroit de faire son profit au préjudice d'un autre. Je vous avouërai même pour ma part, que je ne crois pas que cette voye de rétorsion puisse rien produire de bon. Premièrement, j'y trouve peu de disposition

ans la plûpart des Membres qui craignent  
de donner occasion par-là à la France d'in-  
roduire d'autres nouveautez plus onéreuses ;  
en second lieu , parce que je crois qu'il n'y  
eroit pas grand fonds à faire sur un Traité  
obtenu par la force , & même l'humeur des  
françois ne se trouveroit-elle pas forcée par  
les rétorsions à prendre quelques résolutions  
contraires , sur tout connoissant parfaitement  
le génie de cette Nation , à l'égard de la-  
quelle l'on ne manquera point par motif d'in-  
rêt , d'éluder avec le tems les moyens de  
rétorsions qu'on aura résolus & qui ne se-  
ront point exécutez comme il le faudroit.

Pour ce qui est de l'affaire de Mademoi-  
lle de *Bouillon* , j'ai tenté d'en parler à Mr.  
*Wimmemum* ; mais comme il est allé hors  
la Haye & qu'il n'est pas encore de re-  
tour , je n'ai pû le faire. Néanmoins je puis  
vous dire qu'il me paroît que le redressement  
qu'elle demande pourroit avoir des conséquen-  
ces ; quoi qu'il en soit je vous en écrirai en  
un tems.

Les affaires de Portugal sont toujours dans  
le même état ; je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 16. Juillet 1661.*

**M** O N S I E U R,

Depuis ma dernière, qui étoit du 9. d  
courant, le Receveur des Droits du Roi à  
Rochelle est arrivé à Fontainebleau, pour  
faire des plaintes de ce que quarante ou cir  
quante Bâtimens étant abordez dans ce Port  
pour y prendre leur charge de Sel, en éto  
repartie pour aller charger ailleurs, ayant  
pris qu'on ne vouloit point les exempter d  
Droit de Tonneau. Il y a lieu de croire qu  
cela fera son effet; mais rien ne seroit plu  
utile à présent qu'une certaine bonne inte  
ligence entre les Marchands des Province  
Unies, qui devroient, sans faire de bruit, ret  
nir leurs Vaisseaux dans nos Ports pour que  
que tems, ou les envoyer ailleurs qu'ici;  
n'y a rien qui donneroit plus de poids au  
insinuations que nous avons faites ici, qu  
la continuation de ces nouveautez ne mai  
queroit pas de ruiner entièrement le Con  
merce & la Nâvigation. Si l'on pouvo  
parvenir à son but par ce moyen, les chos  
se passeroient avec plus de douceur & moie  
de crainte pour les rétorsions, que si Leu  
HH. PP. publioient quelques Ordonnanc  
comme par représailles contre le Droit

Toi

onneau, qui autrement ne seroient pas hors  
e propos, à ce qu'il me semble, comme  
ai pris la liberté de vous le marquer. Nous  
ommes avertis de bonne part, que ceux qui  
ous ont été le plus oposez travaillent à  
ésent à chercher quelque tempérament pour  
ortir de cette affaire. Je n'ai rien à ajoûter  
l'incluse, qui est une Copie de celle que  
ous écrivons à Leurs HH. PP. par cette  
oste-ci; ainsi je finirai en vous assurant que  
suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 28. Juillet 1661.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu, depuis ma dernière, qui étoit  
u 21. du courant, celle que vous m'avez  
rite en date du 16. Nous attendrons quel-  
e sera la suite de vos Négociations.

Il y a présentement aparence que celles  
'Angleterre se termineront à une simple Paix  
& à une Neutralité, sur le modèle du Trai-  
é conclû en 1654. avec le Protecteur Crom-  
wel. Il y a cependant encore à douter que  
es Anglois se conforment à cet égard à  
a Résolution \* de Leurs N. & G. P. du  
24.

\* Voyez les Résolutions secrettes, *Résolution du Vendredi*  
li 24. Juillet 1661.

24. du courant, dont je vous envoie Copie.

En attendant, on a permis aux Ambassadeurs de l'Etat en ce Pais-là de revenir ici pendant l'absence du Roi qui n'est pas à Londres, pour faire raport de ce qu'ils ont fait jusqu'à présent, dans les termes de la Résolution de Leurs HH. PP. ci-jointe.

L'affaire de Portugal reste encore dans la même situation, & l'Ambassadeur de cette Couronne est toujours dans l'indépendance de Mr. *Downing*, n'osant rien accorder ou avancer sans sa permission. Je n'ai autre chose à vous communiquer pour le présent que les avis ci-joints, & je vous prie de m'en croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 23. Juillet 1661.*

**M** O N S I E U R,

Je vous ai informé par une Lettre du 16 qu'un des Receveurs des Droits du Roi à Rochelle étoit arrivé à Fontainebleau, pour se plaindre de ce que quarante ou cinquante Bâtimens étrangers, qui avoient fait voile vers cette Ville pour y prendre leur cargaison de Sel, avoient passé outre, parce qu'on vouloit exiger d'eux le Droit de Tonneau; depuis ce tems-là on a rec



mis que douze ou treize autres Vaisseaux voient de même passé outre pour la même raison. J'ai appris de bonne part, qu'un de nos Commissaires qui est bien intentionné pour Leurs HH. PP., en a pris occasion de parler au Roi en notre faveur ; mais que comme celui qui soutient le Droit de Tonneau étoit présent, il repliqua & soutint, que le Roi ne devoit rien relâcher sur un Article si important par la crainte d'une diversion dans le transport du Sel ; cependant, ceux qui ont la Ferme du Droit de Tonneau, & les autres Fermes jugent tout le contraire, quelques-uns d'entr'eux ont même présenté par écrit à M. le Sur-Intendant, leurs considérations contre ledit Droit de Tonneau. De notre côté nous faisons valoir toutes ces circonstances sous-main auprès de ceux où nous jugeons que cela nous peut être avantageux, & nous leur faisons craindre, que plutôt que de s'exposer aux pertes & aux vexations causées par cette imposition du Droit de Tonneau, les Hollandois s'abstiendront entièrement d'aborder dans les Ports de France. On nous a dit que les Lettres de Mr. de Thun ne font point craindre cela ; cependant, si ces Lettres s'accordoient avec ce que nous insinuons de tous côtez, il est certain que cela ne manqueroit pas de faire impression.

Ce que je vous ai mandé d'un avis des Marchands de Zeelande me paroît trop dur & trop offensant, puis qu'il va jusqu'à défendre l'entrée des Marchandises de France, & qu'une simple défense de faire voile vers les

es Ports de France seroit plus suffisante. Je parle de ceci, parce que vous m'avez mandé que vous étiez d'intention de proposer qu'on travaillât sur ce que je vous ai écrit à cet égard, & que cette défense des Marchandises de France ne doit être regardée que comme une considération qui s'accorde avec les miennes.

Vous pouvez aisément croire, après la dernière réponse que vous m'avez faite touchant la recommandation du Roi en faveur du Fils de Mr. *Brasset* pour une Compagnie d'Infanterie, que je ne me mêlerois pas volontiers de réveiller cette affaire. Cependant je ne puis m'en défendre encore cette fois sans manquer à mon devoir, pour le service de Leurs N. & G. P.; puis que M. de *Turvenne* nous a fait entendre hier qu'il nous avertissoit, que l'opposition que cette affaire rencontreroit dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., faisoit plus de tort à nos Négociations que nous ne nous l'imaginions; qu'on avoit lû au Roi les Lettres de Mr. de *Thou*, où il rend compte des instances & des sollicitations qu'il a faites en vain sur ce sujet, & qu'on ne peut persuader au Roi après cela, que Leurs N. & G. P. aient la moindre déférence pour lui, puis que tant de peine & de sollicitations sont sans effet dans une affaire de si peu d'importance. Il est certain, d'un autre côté, que Mr. de *Lionne* auquel on défère beaucoup en tout ce qui concerne nos Négociations avec cette Couronne, a répété à d'autres Personnes en plusieurs occasions, ce qu'il nous a dit un  
fo

is , qu'on ne pouvoit croire qu'on eût de  
affection pour un grand Roi , dès qu'on n'a-  
oit pas pour lui ces petites déférences. Il  
est pas le seul qui parle ainsi ; mais ce qui  
e fait le plus de peine , c'est que Mr. de  
*urenne* ajouta , qu'il ne voyoit aucun  
oyen de détruire cette mauvaise impression.  
ai allégué tout ce qui s'est présenté à mon  
prit pour donner un tour à cette affaire , &  
n'ai pas manqué de lui représenter l'état  
nos Troupes , & les ordres du País par  
port aux Officiers réformez ; il nous ré-  
ndit , qu'il ne vouloit entrer en aucune  
spute sur ce sujet , & qu'il ne nous en par-  
it , que pour nous prouver l'intérêt qu'il  
enoit en tout ce qui nous regarde , ce qui  
i faisoit dire , que dans la conjoncture pré-  
nte on auroit dû passer sur tous les obsta-  
es pour aller au devant de ce que Sa Ma-  
isté paroissoit souhaiter ; & que s'il n'y avoit  
s de Compagnie vacante , on devoit ac-  
order , à la recommandation de Sa Majes-  
l'expectative de la première qui viendrait  
vaquer , au Fils de Mr. *Brassé* ; il nous  
péta encore , que nous ne pouvions trop re-  
ésenter la conséquence de ceci. Mes Co-  
gues m'ont fort pressé de ne pas manquer à  
onner sérieusement avis de tout cela à Leurs  
& G. P. Je suis , &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 4 Août 1661.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 28. du mois passé j'ai reçu en son tems la votre du 23.

Sur ce que vous m'écrivez touchant Mr. *Brasset*, ci-devant Résident de France, je n'ai pas manqué de lire le contenu de votre Lettre dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P., qui ont aussi-tôt accordé au Fi de Mr. *Brasset*, par leur Résolution, dont je joins ici la Copie, N. 1., l'expectative de la première Compagnie Françoisé qui viendra à vaquer. Leurs N. & G. P. ont jugé qu'on devoit leur avoir obligation de leur fidélité, puis qu'il est certainement bien dur tant de Capitaines réformez & autres Officiers de l'Etat, qui ont rendu de signalez services à la Patrie en plusieurs occasions, & si tout en dernier lieu à Coppenhague & dans l'Isle Fionie, de voir passer devant eux ce Mr. *Brasset*, peut-être même que le sort tomberoit sur un Lieutenant de Distinction dont c'eût été le tour d'être remplacé; cependant, lorsqu'on remit cette Résolution à Mr. l'Ambassadeur de *Thou*, son Excellence témoigna beaucoup d'emportement, & disant qu'il avoit demandé une Compagnie Hollandoise pour

ut présentement, & non une expectative, ou s'en falut qu'il ne déchirât la Résolution ne la jettât au nez de l'Avocat van den *sch* mon Commis, qui la lui avoit portée; fin, il la renvoya: je priai Mr. le Pen-onnaire de *Groot* d'instruire son Excellence s particularitez de cette affaire, & de ten-er si l'on pouroit lui faire entendre raison; lui fis même dire, que je trouvois beau-up de difficulté à faire rapport de bouche tout ce qui s'étoit passé, & du renvoi de Résolution; & que si son Excellence ne angeoit point de sentiment, contre mon-ente, elle voulût bien coucher ses raisons r le papier en forme de Mémoire que je sse présenter à l'Assemblée; & en effet, m'envoya le Mémoire ci-joint qui fut ésenté & lû dans l'Assemblée; mais quoi e l'on procédât immédiatement après à la olation des Compagnies Hollandoises va-ntes, & entr'autres de sept Compagnies au-là de la Liste, & qu'il fût libre à chaque embre de nommer à l'une d'elles le Fils Mr. *Brasset*, cependant, il n'eût pas une le voix, tant ce Mémoire avoit fait peu impression sur l'esprit des Membres, pour pas dire quelque chose de plus. Après ie les Compagnies furent données, j'ai fait sorte que le Mémoire ne fût pas mis en libération, quoi qu'il y eût quelques Mem-es qui l'auroient bien voulu, & qui auroient é d'avis de casser cette Résolution, de ma-ère que la chose en est restée-là. Il fau-oit, à mon avis, que l'on fît en sorte, l'on pût déclarer d'une manière sensible à

Leurs N. & G. P. , que Sa Majesté a été très contente de leur Résolution , & qu'Elle l'a agréée ; autrement , puis qu'elle a été renvoyée , & même refusée dans le susdit Mémoire , je ne crois pas que Mr. *Brasse* en puisse obtenir l'exécution en tems & lieu ; puis que lors qu'il y aura une Compagnie vacante il se trouvera plusieurs sollicitans de Distinction qui alégueront ce refus & le contenu du Mémoire pour faire sentir que Leurs N. & G. P. ne sont plus obligées de tenir ce qu'Elles avoient promis. Je vous prie de conduire cette affaire avec votre sagesse ordinaire , & de faire en sorte qu'il en soit fait tel usage qu'il vous paroîtra le plus utile , & dont l'on en témoigne de la reconnoissance , dont je ne doute aucunement , d'autant plus que cette Résolution est conforme à ce que vous proposez dans votre Lettre , sans laquelle , je puis vous protester qu'on n'auroit pris aucune résolution dans cette affaire.

Sur ce qui s'est passé ici ces derniers jours dans l'affaire de Portugal , Leurs HH. PP. ont fait dire à l'Ambassadeur de cette Couronne qu'il ait à se déclarer à la satisfaction de Leurs HH. PP. entre-ci & dix jours , & qu'il n'avoit qu'à partir : sur quoi son Excellence délivra le Mémoire ci-joint , N. 3. qui ne fera aucune impression sur les esprits ni aucun changement dans la Résolution non plus que le Mémoire que Mr. *Down* a présenté , & que je vous envoie aussi ci-joint , N. 4. ; ainsi nous verrons dans peu la fin de cette affaire d'une manière ou d'autre. Toujours impatient d'apprendre le su-

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 149  
s de vos Négociations , je finis en vous  
urant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Moret le 30. Juillet. 1661.

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'hon-  
ur de vous écrire étoit du 23. J'ai reçu  
puis la voire du 21.

Vous verrez par la Lettre ci-jointe , ce  
e Mr. le *Sur-Intendant* nous a dit tou-  
ant le Droit de Tonneau, je n'atens point  
ns cette conjoncture, de réponse plus fa-  
rable, & même je cesse de me flater d'ob-  
ir quelque temperament , puis que l'on  
mmence à regarder ici la conduite des An-  
ois, tant à Londres qu'à la Haye, comme  
présage de la mesintelligence, qui va é-  
ter entre Leurs HH. PP. & le Roi d'An-  
terre; d'un autre côté , il est à craindre  
e l'on n'apprenne ici les difficultez qui se  
ncontrent à convenir des moyens de ré-  
rsions, ce qui ne manqueroit pas de faire  
mber toutes les instances que nous avons  
ndées là-dessus, & qui ont eu le succès de  
ire entrer les Fermiers dans nos vûes &  
les faire agir. Je conçois bien que les me-  
res que l'on pouroit prendre pour suspen-  
e pour un tems la Navigation en France

sans avoir recours à la contrainte publique seroient sujettes à l'inconvénient d'exposer ceux qui entreroient dans ces vûes à être supplantés ou prévenus par d'autres qui chercheroient à en faire leur profit : cependant si les principaux Négocians des Villes Maritimes s'y engageoient mutuellement, & qu'ils se tinssent presque parole l'un à l'autre, en hazardant un petit gain, ils se délivreroient pour toujours d'un pesant fardeau ; & au cas que cela ne fit pas tout l'effet qu'on pourroit souhaiter, & que le Droit de Tonneau ne cessât point tout à fait, du moins en tireroient on cet avantage, que ce Droit seroit considérablement modéré. Enfin, supposé que ce moyen fût impraticable aussi-bien que celui de rétorsion, au moins peut-on toujours continuer à en faire le semblant ; alors tout ce que nous en pourrions attendre, ce sera de traiter d'un tempérament au cas que Leurs HH. PP. en fussent contentes.

Nous sommes informés sous main, que les Anglois tâchent de nous contremener ici & l'on a écrit ici d'Angleterre, sous le nom d'un Ministre Portugais, une Lettre, dont on a fait lecture au Roi, & qui marque que le Portugal a cédé au Roi d'Angleterre ses droits sur les Places conquises par la Compagnie des Indes. Quelque peu de vraisemblance qu'il y ait dans cette nouvelle qui devroit paroître incroyable, puis que ce seroit un moyen de rendre impraticable toute Négociation de Paix avec Leurs HH. PP., & de les attirer sur les bras des Anglois par une pareille injustice, pendant que ceux-ci n'ont dé-



Je ne craignois que trop d'embaras ailleurs ; cependant, le procédé insultant de Mr. *Downing*, qui a fait du bruit ici, pourroit bien nous coûter & de la peine & du tems pour effacer les impressions que cette nouvelle aura faites.

Mr. le Prince de *Tarente* qui nous a rendu service auprès du Roi autant qu'il a dépendu de lui, par rapport à nos Négociations, doit partir dans peu de jours pour aller présider à l'Assemblée des Etats de Breragne. On ne manquera pas d'y agiter, comme je l'ai déjà écrit à la Régence, l'affaire du droit de Tonneau ; c'est pourquoi il nous paraît avantageux d'avoir-là une personne bien intentionnée pour la République ; or ce Seigneur est averti, que son séjour dans ce Royaume, pourroit bien le priver du paiement de ses gages qui sont sur la répartition de Hollande, à moins qu'il ne fasse des remontrances capables d'obtenir qu'il soit exempté de la règle générale. J'espère que l'on considérera que, dans les conjonctures présentes, il peut rendre ici plus de service à la République, que s'il étoit dans le Pais, & qu'outre cet avantage que nous en retirons, on ne doit pas négliger d'obliger ce Seigneur, dont Mr. le Prince de *Turenne*, qui est son proche Parent, prend les intérêts à cœur ; car ce dernier est tout notre support dans le gros de nos Négociations, & nous en pouvons tirer de grands services sur la fin, lors qu'il s'agira de conclure ou de rompre. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 11. Août 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit d  
4. du courant; j'ai reçu en son tems la vo  
tre du 30. du passé. Je me flate que si l  
conduite précédente des Anglois a pû retar  
der vos Négociations, les grandes aparence  
qu'il y a présentement de conclûre bien-tôt  
avec eux & d'y vivre en bons Amis, avan  
cera ces mêmes Négociations. Vous pou  
vez juger vous-même de ces aparences pa  
la lecture des deux Mémoires de M.  
*Downing* dont je vous envoie Copie, N.  
& N. 2., & sur les avis que nous avons re  
çûs d'Angleterre en dernier lieu, auxquels  
je crois qu'il est de mon devoir d'ajouter la  
Résolution de Leurs HH. PP., sur le pre  
mier Mémoire de Mr. *Downing*; vous l  
trouverez sous le N. 3.

Le second accrochement, qui venoit de l  
Guerre avec le Portugal, ne subsiste plu  
aussi, puis que le Traité \* de Paix avec cet  
te Couronne a été conclû & signé samedi  
dernier avec l'Ambassadeur de cette Couron  
ne. Je vous envoie la Copie ci-jointe, N.  
4., avec celle de l'Article séparé.

\* Voyez les Résolutions secrettes, La Résolution d  
vendredi 5. Août 1661.

Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 153

Il semble que Mr. *Downing* a jugé que l'Article séparé suffisoit pour lever le scrupule qu'il avoit formé ci-devant; mais comme il n'avoit pas d'ordre particulier sur ce sujet, il a mieux aimé ne se pas trouver à la dernière Conférence, que de mériter, par un desaveu, que l'une ou l'autre Partie témoignât le peu d'obligation qu'on lui devoit.

Je trouve de grandes dificultez dans l'affaire de Mr. le Prince de *Tarente* dont vous me parlez dans votre dernière, vû la Résolution qui lui est contraire, & dont je vous envoie Copie, N. 5. Cependant, si vous craigniez que nonobstant cette résolution, il ne fût à propos de proposer cette affaire, vous ne ferez pas mal d'en écrire un mot à Mr. *Wimmemum*, puis qu'alors je voudrois prendre des mesures avec lui; car je crains que cette affaire ne trouve de fortes oppositions.

Nonobstant ce que je vous ai écrit dans la dernière, Mr. l'Ambassadeur de *Thon* a insisté à ce que je misse en délibération son mémoire touchant l'affaire de Mr. *Brasset*, dont je vous ai envoyé une Copie: mais comme la plupart des Membres n'avoient point d'ordres sur ce sujet, on prit seulement une \* conclusion de Notification, dont je vous envoie la Copie, N. 6. J'attens avec impatience que vous me mandiez comment on aura pris cette affaire à la Cour,

G 5

&

Voyez les Résolutions de considération, Résolution  
vendredi 5. Août 1661.

& je m'en raporte à ce que je vous en ai déjà marqué : je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 6. Août 1661.*

M O N S I E U R ,

Après vous avoir écrit samedi 30. du passé, nous fûmes le Dimanche suivant à Fontainebleau, où nous avons eu un long entretien avec M. le Maréchal de *Turenne* la situation de nos affaires : nous ne manquâmes pas de lui exposer les raisons que nous avions de nous plaindre, de ce que l'on traînoit tant en longueur nos Négociations, & nous lui remontrâmes que cette conduite, non seulement impatientoit nos Supérieurs, mais même leur donnoit à penser. Il nous assura qu'il avoit souvent parlé de nos affaires à Sa Majesté, & particulièrement depuis trois jours, & qu'il avoit trouvé Sa Majesté entièrement disposée à conclure l'Alliance avec Leurs HH. PP. & qu'il ne doutoit pas que nous n'eussions cette semaine une réponse sur notre Mémoire, & par conséquent sujet d'effacer les préoccupations de nos Supérieurs; mais en même tems il nous dit qu'il croyoit qu'il seroit impossible, dans la conjoncture présente d'obtenir ce que Leurs HH. PP. souhaitoient.

vient par rapport à la Compagnie de l'huile  
de Baleine & au Droit de Tonneau, & qu'il  
royoit, par rapport aux Articles de la dé-  
fense mutuelle, qu'on nous feroit quelque  
proposition tendante à ne pas mêler cette  
Couronne-ci dans les brouilleries qui pou-  
voient survenir avec l'Angleterre à l'occasion  
de quelques différens qui subsistent dès à pré-  
sent; mais nous lui avons répondu d'une  
manière qui ne peut manquer d'avoir fait im-  
pression, & qui empêchera sans doute qu'on  
ne touche à cette corde; ou si on le fait, ce  
sera si foiblement qu'il n'en arrivera rien,  
comme Mr. de *Brienne* en est convenu avec  
nous en parlant sur le même sujet. Sur ces  
assurances nous avons sollicité une nouvelle  
conférence que nous n'avons pu obtenir à  
cause de la maladie de Mr. le Comte de  
*Brienne* le Père; mais nous faisons faire tous  
les jours de nouvelles instances par notre Se-  
crétaire, pour obtenir ce qui a été couché  
sur le papier en réponse à nos deux Mémoi-  
res, ou du moins au premier touchant le  
Commerce; car il y a deux jours, que les  
Commissaires chargés de celui qui concer-  
ne l'Alliance, ne s'étoient pas encore as-  
semblés; & je doute que jusqu'à présent ils  
aient travaillé en commun. Vous ver-  
rez, par les Pièces ci-jointes, la réponse  
que le Commis qui tient le plumitif a faite  
à celui qui lui a parlé de notre part; vous  
remarquerez entr'autres choses que nous au-  
rons quelques disputes à essuyer touchant la  
visite des Vaisseaux; mais cela ne nous don-  
nera pas beaucoup de peine, si j'en puis ju-  
ger

ger par ce que nous en ont dit en particulier quelques-uns de nos Commissaires : cependant, il faut avouer que la rencontre inattendue que nous avons eue aujourd'hui, & dont je rends compte dans la Lettre ci-jointe commence à nous intriguer & nous apprend ne compter sur rien. Nous mettrons tout en œuvre pour inspirer plus d'équité à ces Messieurs; cependant, il ne faut pas nous flatter, puis que ç'a été inutilement que nous avons engagé Mr. le Comte de *Brienne* le Fils, de présenter au Roi nos remontrances dans lesquelles nous nous sommes expliqués sur ce qu'il n'étoit pas naturel d'exiger de nous une résolution provisionnelle sur les Articles qui sont en dispute, tant qu'on n'est pas encore déclaré positivement sur les autres, & en même tems, nous nous sommes plaints de ce que l'on agit présentement d'une manière bien opposée à ces assurances d'affection & de bienveillance que l'on avoit données à Leurs HH. PP. Nous n'avons pas retiré plus de fruit des plaintes que nous avons faites contre tant de délais où l'on nous avoit toujours manqué de parole; cependant, ce Comte approuva tout ce que nous lui dîmes, nous déclara naturellement que nos sentimens s'accordoient parfaitement avec les siens, & nous promit d'en faire un fidèle rapport à Sa Majesté.

Je ne fais si l'on peut faire quelque fond sur le contenu du rapport par écrit ci-joint & sur les assurances qu'on nous a souvent données sous main, qu'il y avoit apparence de faire modérer le Droit de Tonneau; i

Il y a encore des Personnes qui nous le font espérer. Mais d'un autre côté, Mr. le Comte de Brienne le Fils nous a assuré aujourd'hui, que le Roi ne consentiroit à aucune modération contraire aux Ordonnances publiées touchant cet Impôt, & des Personnes qui fréquentent chez Mr. le Sur-Intendant, nous ont rapporté cette semaine certains discours qui tendent tous à nous faire perdre toute espérance, & à nous faire croire que l'on est très persuadé ici que Leurs HH. PP. ne prendront aucune mesure contre ce Droit de Tonneau.

Nous sommes informez que Mr. le Comte de St. Albans, Ambassadeur d'Angleterre en cette Cour, a reçu de Londres les Plein-pouvoirs & les Instructions pour traiter d'une Ligue générale; mais que lors qu'il en fit les premières ouvertures, on ne lui répondit que par des complimens & en termes généraux, qui pouvoient lui faire comprendre qu'on n'étoit pas disposé à entrer dans une pareille Ligue: mais tout ceci n'est fondé que sur le raport d'un Gentilhomme qui a apporté ces Plein-pouvoirs & qui a fait cette confidence à un de nos Correspondans. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Moret le 13. Août 1661.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière, qui étoit du 6. j'ai reçu la votre du 3. du courant. J'ai parlé de l'affaire du fils de Mr. *Brasset* à Mr. le Prince de *Turenne*, & à Mr. le Comte de *Brienne* le Père, qui me l'avoient recommandée, & ils m'ont paru très contens de la Résolution de Leurs N. & G. P. en sa faveur. N'ayant pû rencontrer Mr. de *Lionne*, je lui en ai fait parler par un autre, qui lui a fait entendre toutes les raisons de la conduite de Leurs N. & G. P., & sur tout, combien ce seroit au préjudice des François, si elle donnoit atteinte aux Résolutions de l'Etat, qui ne permettent pas que l'on confonde les Nations. On m'a rapporté que ce Seigneur avoit goûté ces raisons. Je chercherai cependant occasion de lui parler, & d'obtenir que l'on écrive à Mr. de *Thou*, que l'on est content de ce qu'il a obtenu. Je vous rendrai compte par la première Poste de ce que j'aurai obtenu, j'aurois même pû le faire par celle-ci sans l'absence de Mr. le Comte de *Brienne* le Fils, qui est chargé des Dépêches pour Mr. de *Thou*, & qui est actuellement à Paris. Ce



Ce que je vous ai écrit des Ordres que le Comte de St. *Albans* a reçûs pour négocier une Ligue avec cette Couronne, m'a été confirmé de bonne part ; mais en même tems on m'a assuré qu'on en avoit rejeté la proposition , par la raison qu'une telle Ligue seroit incompatible avec la Paix conclûe depuis peu avec la Couronne d'Espagne. Cependant , il paroît que l'on ménage l'amitié des Anglois , & comme il paroît qu'ils tentent de remuer ici l'affaire de la Pêche , pour troubler notre Négociation , on ne s'entretient d'autre chose , & l'on dit , qu'à la vérité l'on est d'accord sur cet Article avec Leurs HH. PP. ; mais que pour ne pas irriter les Anglois on pouvoit trouver quelque tempérament , qui satisferoit en substance Leurs HH. PP. , & qui choqueroit moins les Anglois que si l'on s'engageoit formellement à une rupture pour ce sujet , ainsi que le demandent Leurs HH. PP. ; outre les raisons que nous avons alléguées contre cet expédient , nous avons reçu tout à propos le Mémoire de Mr. *Downing* que vous nous avez envoyé & qui contient entr'autres choses , que les Sujets de Leurs HH. PP. pourront continuer leur Pêche avec la même sûreté que ci-devant. J'ai fait voir cette période à Mr. le Prince de *Turenne* , à Mr. le Comte de *Brienne* , & par une seconde main à Mr. de *Lionne* , ce qui a eu un effet d'autant meilleur , que ce dernier dit alors , que Mr. de *Thou* en parlant de ce Mémoire dans ses Dépêches n'avoit pas fait mention de ce passage touchant la Pêche. J'ai vivement

ment remontré aux deux premiers, que ce feroit très mal fait de faire revivre cet Article, qu'on avoit tenu pour réglé suivant ce que nous avoient déclaré les Commissaires de Sa Majesté dans notre dernière Conférence, ce qui s'accordoit parfaitement avec ce qui s'étoit passé dans la dernière Audience que nous avons eüe de Sa Majesté qui ne nous demanda nos dernières intentions que sur l'Article des cinq sols & sur celui de la Compagnie du Nord; Enfin, qu'il ne pourroit manquer de paroître fort extraordinaire que l'on traversât encore nos Négociations en recommençant à disputer sur un Article sans lequel, *ex naturâ rei*, il est impossible de rien conclure: & que si l'on nous obligeoit à demander à Leurs HH. PP. qu'Elles voulussent bien délibérer de nouveau sur cet Article, Elles ne manqueroient pas d'en conclure, que l'on n'est nullement disposé ici à conclure ce Traité; que cependant, nous étions obligés de leur en écrire au cas qu'on voulût le remettre sur le tapis. On me répondit qu'il n'étoit pas nécessaire que j'en écrivisse, & qu'on trouveroit bien le moyen de régler cette affaire. Je ne sai quel fonds on peut faire sur cela; mais je crois, qu'en faveur des Anglois, on veut feindre de tenir ferme sur cet article jusqu'à ce qu'on voye le Traité en termes d'être conclû; en sorte que dès que nous serons d'accord sur tous les autres Articles nous ne disputerons point sur celui-ci.

On ne change point de langage par rapport au Droit de Tonneau & à la Compagnie de  
l'hui-

l'huile de Baleine, & l'on dit toujours que l'on ne cédera rien à ces deux égards. Cependant, si Leurs HH. PP. pouvoient se contenter d'un tempérament sur le premier Point, je crois que l'on seroit bien-tôt d'accord; à moins qu'il ne se rencontre encore quelque différence essentielle, ce que nous saurons bien-tôt par la réponse qu'on nous a promise à notre dernier Mémoire: mais pour être sûr du succès, il faudroit que l'on pût persuader que les moyens de rétorsions sur lesquels on délibère en Hollande, seront effectifs & très réels au cas que l'on voulût continuer à exiger ce Droit de haute lute; or il ne paroît pas encore que l'on en soit fort persuadé.

Nous prévoyons bien que la réponse de nos Commissaires sur les Articles que nous leur avons proposés ne s'accordera pas si parfaitement avec ce que nous demandons sur les Points de moindre ou de plus grande importance, qu'il n'y ait quelque différent à ajouter, sans parler des deux Articles en question; c'est pourquoi nous sollicitons fortement pour obtenir cette réponse à tems, afin de pouvoir encore en conférer avant le départ des trois Ministres, qui est fixé à la fin de la semaine prochaine: mais je crains fort que nous ne l'obtenions pas, & qu'on ne cherche autant à faire naître de nouveaux délais que nous cherchons à les éviter. Dès que nous aurons vu cette réponse nous pourrions écrire avec plus de certitude.

Les Anglois ont déclaré aux François, ainsi qu'ils l'avoient déjà fait aux Sujets de la

la République, qu'ils ayent à ne plus s'arrêter à l'avenir, & à ne pas négocier sur la Côte de Guinée. On a envoyé ordre à Mr. d'Estrades à Londres d'en faire des plaintes je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 20. Août 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 13. j'ai reçu la votre en date du 11. du courant.

J'ai fait usage du premier & second Mémoire de Mr. *Downing* pour faire comprendre à ces Messieurs-ci le tort qu'ils feroient à nos Négociations communes, en réveillant leurs scrupules sur l'Article de la Pêche. Mr. le Comte de *Brienne* m'a dit qu'il espéroit que cela n'arriveroit pas, ce dont nous nous flatons d'autant plus, que le même Comte de *Brienne*, en faisant des plaintes au Comte de *St. Albans*, Ambassadeur Extraordinaire d'Angleterre, sur l'enlèvement de quelques Pêcheurs François, lui a dit (je ne sais si c'est par ordre du Roi) qu'on ne reconnoissoit pas ici le droit que les Anglois s'attribuoient sur la Mer, & que si ci-devant les Sujets du Roi ont demandé aux Anglois quelques Passports pour aller pêcher en Mer, comme cela est effectivement arrivé, cela

re.

regardoit la Pêche qu'ils alloient faire sous le  
anon des Forts des Anglois, & que l'on n'a  
jamais entendu par-là leur donner occasion  
l'empiéter sur la liberté de la Pêche qu'on  
étoit résolu de maintenir de concert avec ceux  
qui y sont aussi intéressez.

Tous ceux à qui nous avons parlé de la  
résolution que Leurs HH. PP. avoient infi-  
nuée à l'Ambassadeur du Portugal pour l'o-  
bliger à rendre une réponse précise sur les  
conditions qu'on lui a proposées, l'ont fort  
aprouvée, d'autant plus qu'il s'en est suivi la  
conclusion d'un Traité que l'on aprouve fort  
ci, & dont nous n'avons pas manqué de  
faire usage dans l'occasion, aussi bien que ce  
que vous nous avez mandé des dispositions  
que les Anglois faisoient paroître à conclure  
enfin avec Leurs HH. PP.: cependant nous  
ne voyons pas un grand succès de tout ce  
que nous mettons en œuvre. Il y a plusieurs  
vieux Ministres de ce Royaume que cela n'im-  
patiente pas moins que nous; mais les jeu-  
nes, qui sont à présent le plus en faveur,  
ont moins d'affection pour Leurs Hautes-  
Puissances, & n'ont pas encore oublié le mé-  
contentement causé par le tort prétendu  
que les affaires passées ont fait au Royau-  
me.

Quoi qu'il en soit, je suis comme persua-  
dé qu'il n'y en a pas un qui ne vît avec  
chagrin que nous prissions congé sans avoir  
terminé notre Négociation, & nous ne re-  
marquons pas qu'il y ait ici aucune Né-  
gociation sur le tapis à notre préjudice. Le  
Comte de St. Albans a ordre de solliciter que  
l'on

l'on n'inquiète pas les Anglois sous le présent Roi, en vertu d'un Droit que le Roi de France a, & qui est fondé sur les Traitez d'obliger tous les Vaisseaux Anglois qui font voile pour Bourdeaux, de décharger leurs armes & munitions à *Blaye* & de les y déposer, sur tout, puis que le Roi a renoncé ce Droit par le dernier Traité fait avec *Cromwel*; mais les Ministres à qui l'Ambassadeur d'Angleterre en a parlé lui ont répondu, que *Cromwel* avoit reconnu que les prétentions de l'Angleterre sur cette Couronne, & en particulier sur les Provinces de Guyenne & de Normandie étoient mal fondées, & qu'en conséquence il avoit ôté les armes de France de l'Escuillon d'Angleterre; qu'ainsi, dès que Mr. l'Ambassadeur aura ordre de faire la même déclaration & renonciation de la part du Roi son Maître, il pourroit entrer en Négociation sur l'affaire de *Blaye*.

On est attentif ici à ce qui se passe entre l'Empereur d'Allemagne & le Grand Seigneur, & je sai de bonne part que l'on a déclaré à l'Ambassadeur de Venise qui est en cette Cour-ci, que le Roi, conjointement avec les Princes d'Allemagne ses Alliez, offrira un secours de vingt mille hommes à l'Empereur en cas de rupture avec la Porte & qu'il les lui enverra effectivement, l'on veut les recevoir de la part de la France & desdits Princes conjointement.

Mr. le Comte de *Brienne* m'a assuré, que l'Ambassadeur Extraordinaire de Suède n'a encore fait aucune proposition importante

*Mrs. J. de Witt & C. van Benningen. 165*  
a donné la même Réponse à l'Ambassa-  
eur de Venise qui paroît y prendre intérêt,  
e crainte que les ombrages que la Suède  
ouroit donner à l'Empereur ne causât quel-  
l'irrésolution dans les desseins qu'il pou-  
oit former contre le Turc. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 1. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

Je n'ai pas eu l'honneur de vous écrire  
depuis le 11. d'Août, parce que j'ai été  
quelques jours hors de la Haye, pour exé-  
cuter à Dort une Commission dont j'étois  
chargé avec quelques autres Seigneurs de la  
régence, pour terminer quelques différens  
entre le Dyckgrave & les Conseillers des di-  
cées d'Alblufferwart, & les Magistrats &  
habitans de ce quartier. J'ai reçu depuis ce  
temps-là vos Lettres du 6., du 13. & du 20.  
du même mois.

On m'a dit que Monsieur l'Ambassadeur  
de *Thou* persiste dans ses sentimens à l'égard  
de l'affaire de Mr. *Brasset* le Fils ; ainsi,  
moi que je ne lui en aye pas encore parlé,  
je crois qu'il seroit à propos que vous conti-  
nuassiez vos instances auprès des principaux  
Ministres pour leur faire recevoir favora-  
blement la Résolution de Leurs N. & G. P.  
sur cette affaire.

Je

Je vous envoie ci-joint Copie de la Lettre que le Roi de la Grande Bretagne a écrite à Leurs HH. PP. sur ce qui est arrivé sur la Côte de Guinée & aux environs: peut-être pourra-t-elle vous être utile dans vos Négociations.

L'Assemblée de Leurs N. & G. P. est convoquée pour le 13. du présent. Comme je n'ai rien autre chose à vous mander je finis, en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 27. Août 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu par la dernière Poste une Copie du Traité conclu avec le Portugal que votre Commis m'a envoyée en votre absence: j vous rends graces de cette communication. Vous verrez par nos Dépêches à Leurs HH. PP. dans quelle situation sont les affaires de notre Négociation; car nous n'avons pas eu le tems d'en tirer une Copie pour vous l'envoyer en particulier. Je n'ai rien d'important à vous mander; ainsi je finis en vous priant de me croire, &c.



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen 167*

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 8. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière j'ai reçu celle que vous  
n'avez écrite le 27. du passé.

Comme Leurs N. & G. P. ne sont con-  
voquées que pour le 13. de ce mois, l'on ne  
poura délibérer avant leur Assemblée sur les  
affaires & les Papiers que vous & Mrs. vos  
collègues avez envoyez à Leurs HH. PP.;  
nous espérons qu'entre ci & ce tems-là vous  
justerez, autant que la raison le demande,  
les autres petits différens, & tout sera réglé  
& mis en ordre autant qu'il sera possible,  
fin que la certitude de mettre la dernière  
main au Traité, en ajustant les Points en  
disputés, sans être obligez de recourir à de  
nouvelles Délibérations, facilite les Résolu-  
tions de Leurs N. & G. P. Ce seroit le  
moyen d'engager les Etats de Hollande &  
ceux des autres Provinces à prendre le Parti  
de la modération, & à chercher des expé-  
diens auxquels on auroit de la peine sans ce-  
la à les faire acquiescer.

J'atens avec impatience de savoir ce que  
vous aurez fait encore par rapport à l'affaire  
de Mr. *Brasset*.

Le Roi d'Angleterre a déclaré qu'on ne  
devoit

devoit faire aucune recherche sur ce qui peut s'être passé aux Indes Orientales avant l'année 1659 conformément au Traité conclu cette année-là avec Richard *Cromwel*; ce qui termine entièrement toute l'affaire de Poleron & ce qui en dépend, en sorte qu'il ne reste plus que quelque différence moins considérable, ainsi que vous verrez par les Lettres de Mrs. les Ambassadeurs qui sont en Angleterre, dont je vous envoie Copie. J. suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 8. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu ici par la dernière Poste celle que vous m'avez fait la grace de m'écrire le 1<sup>er</sup> de ce mois, ma dernière étoit du 2<sup>o</sup> Août.

J'ai profité de la première occasion, & j'ai parlé à Mr. de *Lionne* de l'affaire de Mr. *Brasset*, pour lui faire entendre les raisons pour lesquelles on devoit être content de la Résolution de Leurs N. & G. P.; ne m'a contredit en rien, & m'a répondu la fin, que Leurs N. & G. P. feroient bien de donner la paye de Capitaine réformé à ceux à qui Elles ont donné une expectative pour la première Compagnie Française  
coit

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 169*  
oïse vacante , jusqu'à ce qu'ils en soient  
n possession. Si Leurs N. & G. P. pou-  
oient se résoudre à cela , non seulement  
n contenteroit ceux d'ici qui prennent cette  
ffaire à cœur; mais même on fermeroit la  
ouche à Mr. de *Thou*, selon toutes les a-  
arences; autrement il y a lieu de craindre  
u'il ne s'irrite de plus en plus, autant que  
puis le juger de vos Lettres & d'autres  
is que j'en ai; cependant, on doit absolu-  
ment le ménager dans la conjoncture pré-  
ente; puis qu'il a dessein, ainsi que me l'ont  
crit des personnes qui le tiennent de lui-mê-  
e, de venir faire un tour ici , & qu'il a  
sez de crédit auprès du Roi & des princi-  
ux Ministres , pour faire du bien ou du  
al à notre Négociation. Cet Ambassadeur  
fait un point d'honneur de cette affaire  
il a entreprise, ainsi il me semble qu'on  
vrait avoir pour lui dans une bagatelle de  
tte nature des égards que l'on n'auroit  
s dans une autre occasion. Nous espérons  
re à Fontainebleau , avant le retour du  
oi: nous ne manquerons pas alors de nous  
rvir de la Lettre du Roi d'Angleterre à Leurs  
H. PP., pour l'avancement de nos affai-  
s, comme nous nous sommes toujours  
vis avec soin de tout ce qui nous est venu  
ce Pais-là & qui pouvoit confirmer ce  
e l'on diroit du rétablissement de la bonne  
elligence avec Leurs H. PP., en y a-  
tant les raisons qui nous paroïssent con-  
nables.

Je croyois vous marquer, par cet ordi-  
ire, mes réflexions sur tout ce qui est

resté en dispute, à l'exception du Droit de Tonneau & de la Compagnie du Nord, depuis que l'on a répondu de bouche à notre dernier Mémoire, afin que vous en fassiez l'usage que vous jugerez à propos pour le service de l'Etat; mais par malheur les papiers dont j'aurois besoin sont restez à Moret, en sorte qu'il n'y a que peu de chose dont je puisse me souvenir. Le différent sur le Point de Réprésailles se réduit à ce que les Commissaires, dans leur réponse, le restreignent au Dénî public de Justice, je ne vois pas que l'on puisse les contredire en cela mais peut-être qu'il seroit à propos de spécifier quelles formalitez on seroit obligé de pratiquer avant d'en venir à un moyen contraire à l'amitié & à la bonne correspondance; & au cas que Leurs HH. PP. fussent de ce sentiment, il seroit bon que nous fussions instruits de ce qu'Elles voudroient qu'on observât par rapport aux Réprésailles quoi qu'il ne soit pas certain qu'on ne pourroit pas ramener le Roi au contenu de nos instructions sur cet Article: mais comme notre texte porte une promesse de se rendre mutuellement bonne justice, il me semble qu'un Dénî de Justice doit d'abord être considéré comme une infraction au Traité, en sorte que l'on ne pouvoit écouter celui qui allegueroit le Traité pour prévenir les Réprésailles en cas d'un pareil Dénî: Cependant si l'on suit notre Texte à la Lettre, on ne peut rien stipuler qui puisse donner quelque sécurité par rapport à la forme des Réprésailles. Quant au Point qui concerne le Trafic

dar

lans les Places de l'un ou de l'autre des Contractans, lesquelles sont hors de l'Europe, il n'y aura de dispute tout au plus que sur la permission qu'auroient les sujets de l'un & de l'autre de s'y pourvoir des vivres nécessaires. Si la Compagnie des Indes vouloit céder quelque chose, ce que j'ai de la peine à croire, cela ne pourroit être que très gréable ici, quelque restriction que l'on y mît, mais, quoi qu'il en soit, ce n'est pas cela qui nous arrêteroit.

Je ne trouve aucune difficulté dans l'Article XVI. du Projet de Traité que les Commissaires de Sa Majesté nous ont remis, & dans lequel il étoit défendu aux sujets de servir par mer les ennemis de l'Allié, dès qu'il est restreint aux attaquans ; car sans cette restriction, il seroit contraire aux obligations qui proviendroient d'une Alliance défensive. Il n'y aura pas moyen d'obtenir ce que nous avons demandé ; savoir, qu'il soit libre aux sujets de Leurs HH. PP. d'appeller des Sentences de l'Amirauté au Parlement, ou au Conseil d'enhaut, & Mr. Boel qui a déjà négocié la même affaire nous a dit, qu'il avoit eu ordre de s'en désister. Je crois qu'il n'y a d'autres différens que ceux-ci & ceux que nous avons marquez dans notre dernière Lettre à Leurs HH. PP. L'Article de la Marine sur le pied qu'il est entre cette Couronne & l'Espagne, ayant été corrigé de la manière que nous l'avons demandé, je n'y trouve aucune différence essentielle. La disgrâce de Mr. le Sur Intendant pourroit porter quelque changement dans les deux

Articles du Droit de Tonneau & de la Compagnie de l'huile de Baleine; nous avons conféré sur cela avec Mr. *Boreel*, & nous avons jugé qu'il étoit de notre devoir de vous écrire en commun la Lettre ci-jointe, que nous vous prions de prendre en bonne part, & de ne l'attribuer qu'au juste zèle que nous avons pour le bien de la Patrie. Je suis, &c.

P. S. On a envoyé à Mr. le Duc d'*Orléans* pour faire registrer quelques nouveaux Edits au Parlement de Bretagne; mais Mr. le Premier Président lui a fait la réponse que vous verrez dans l'Ecrit ci-joint.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 15. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 8. du courant, j'ai reçu la votre du même jour. La première chose que nous ferons aussi-tôt notre retour à Moret, & que nos Commissaires seront de retour à Fontainebleau, sera de faire en sorte que l'on ajuste & mette au net les Articles du Traité desquels nous sommes d'accord, remettant à régler les autres jusqu'à ce que nous fussions convenus: mais par rapport à ceux-ci il seroit à propos que nous

eul

eussions ordre de nous relâcher en quelque chose sur les Points de moindre importance. La disgrâce de Mr. le *Sur-Intendant* nous donne quelque lueur d'espérance par rapport au Droit de Tonneau; mais nous ne pouvons nous en rien promettre de certain: Cependant, selon moi, il ne seroit pas mal à propos que l'on remît à délibérer sur les expédiens, jusqu'à ce que l'on ait vû le succès d'une nouvelle tentative, afin de n'avoir rien à se reprocher. Il y a des gens ici qui nous encouragent beaucoup; mais il faut que nous ayons vû les Ministres avant de pouvoir rien écrire de certain.

On parle fort de plusieurs découvertes de la charge du *Sur-Intendant* qui est en prison; on dit entr'autres, que l'on a trouvé une Liste de personnes qui tiroient de lui de grosses Pensions, qui montoient jusqu'à quelques cens mille livres par an, & qu'entre ces Pensionnaires il se trouve plusieurs Anglois de distinction avec qui il entretenoit une criminelle correspondance. Tout se découvrira avec le tems, alors on pourra en écrire avec certitude: Je fais,

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 22. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres, l'une du 8. l'autre du 15. de ce mois, depuis ma dernière qui étoit aussi du 8.

A la réception de la première, j'ai fait tout ce qui a dépendu de moi pour porter Leurs N. & G. P. à prendre les résolutions convenables sur vos Négociations, & sur les considérations qui y ont rapport. C'est ce qui s'est fait samedi dernier, comme vous pouvez le voir par \* l'Extrait ci-joint.

Je crois qu'après cela vous pourrez continuer sans inquiétude, d'autant plus qu'encore ci il n'y a rien d'essentiel qui ne se trouve aussi dans vos Instructions, & le reste étoit de si peu d'importance, ou d'une équité palpable, que lors que vous aurez concouru conformément à cette Résolution, vous ne devez pas craindre d'être desavoué: mais d'un autre côté il sera très difficile, pour ne pas dire même impossible, de faire changer de sentiment à Leurs N. & G. P. sur les premiers Articles de cette Résolution; vous savez vous-même avec quelle délicatesse

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du samedi 17. Septembre 1661.



quel scrupule & quelles précautions les Membres de Leur Assemblée ont consenti à l'engagement contenu dans vos Instructions ; les mêmes scrupules, par rapport à cette étroite Alliance, ont encore paru dans ces dernières Délibérations, en sorte qu'il seroit à souhaiter que vous conclussiez, sans engager l'Etat à de nouvelles Délibérations.

Vous vous souviendrez qu'il ne faut pas se servir dans le prélude du Traité, du terme, *le Roi*, tout court, ou *Sa Majesté* ; mais, *le Roi Très-Chrétien de France & de Navarre*, ou autre semblable, & tout au moins ; *le Roi Très-Chrétien* ; vous vous souviendrez aussi que cette Alliance du Roi doit être pour lui & ses Successeurs, *les Rois de France*, &c. Et que le Traité sera enregistré dans les Parlemens respectifs, ainsi que le fût en 1655. celui que Sa Majesté fit avec les Villes Anseatiques ; enfin, vous n'oublierez aucune des précautions nécessaires, d'autant que ce Traité se fait, *cum potentiore*.

Si l'Article XVI. du second Plan, que l'on vous a remis, est restreint aux attaquant, je ne puis pas voir non seulement que cet Article ne soit sujet à aucune difficulté ; mais même qu'il soit nécessaire, puis qu'en ce cas-là, bien loin que l'on pût donner quelque secours aux attaquans, on seroit obligé, dès qu'on en seroit requis, de rompre ouvertement avec eux ; ainsi, sans cette restriction, il est évident que cet Article ne peut subsister avec les Traitez defensifs que l'Etat a déjà faits avec d'autres

176      *Lettres & Négociations entre*  
Rois; je finis en vous assurant que je suis  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 21. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 15. je n'ai reç  
aucune de vos Lettres, tout ce qui peut non  
animer à une nouvelle tentative par rapo  
au Droit de Tonneau, consiste en ce qu  
Mr. de *Villeroy* qui est devenu Chef du Con  
seil des Finances ne nous a jamais été oposé  
& que ceux de nos Commissaires qui on  
toujours été contraires à ce Droit prendro  
notre Parti comme s'accordant avec l'intérê  
de la Couronne, dès que cette affaire re  
viendra sur le tapis. Le Roi même a dit  
ainsi que nous le savons de bonne part, qu  
nous n'avions pas lieu d'être fachez de l  
disgrace de Mr. le Sur-Intendant; en effet  
il n'y a pas à douter qu'il n'ait été le seul qu  
nous fût oposé & qui ne manquoit pas d  
détruire tout ce qui se pouvoit faire en notr  
faveur. On ne nous flate point; mais lór  
que nous disons que nous remettrons sur l  
tapis l'Article du Droit de Tonneau, dan  
la première Conférence on ne nous contré  
dit pas. On dit même que Mr. de *Thou* nou  
est favorable sur cet Article, & qu'i  
ne

e se plaint que du peu de déférence que  
on a eu pour ses recommandations.

Je vous assure qu'il est nécessaire de se le  
rendre favorable ; car il a beaucoup de  
crédit & d'amis auprès du Roi ; j'ai recom-  
mandé ci-devant , & présentement je prie-  
ois volontiers pour l'amour du bien public ,  
que l'on fît , s'il est possible , quelque chose  
de plus pour Mr. Brâffet , ne fût-ce que par  
apport aux gages.

Il semble que nos affaires prendront bien-  
tôt un pli de manière ou d'autre ; ainsi ,  
sans cette conjoncture on doit être attentif  
aux plus petites minucies. L'Épouse de Mr.  
Fouquet n'est pas en prison comme on nous  
avoit dit à Paris , mais elle est confinée à  
Limoges. On a trouvé sur lui des Tablet-  
tes , dans lesquelles étoit écrit , *les Seaux*  
*pour le voyage de Nantes* ; ce qui fait croire  
qu'il avoit envie de les enlever à Mr. le  
Chancelier. Dans notre première Confé-  
rence nous tenterons de faire revivre l'affai-  
re du Droit de Tonneau en le demandant  
dans les termes que nous jugerons les plus  
gréables. On a découvert que Mr. Fou-  
quet doit environ quatorze millions. Lors-  
qu'on lèvera le selé qui est sur ses meubles  
et ses papiers , on saura quel capital il a pour  
contrebalancer cela. L'opinion commune  
est , qu'on lui fera son Procès quoi qu'on  
n'en ait pas encore donné les ordres. Il est  
à remarquer , qu'il y a quatre mois que le  
Roi a eu ce dessein , sans en parler à person-  
ne qu'à la Reine sa Mère , & à Mr. le Tel-  
lier , seulement trois jours avant que le Sur-

Intendant fût arrêté. On ne fait pas encore quelle forme on observera à l'avenir dans le maniement des affaires; on dit qu'il n'y aura pas de Conseil fixe, & que le Roi consultera les Officiers de la Couronne, chacun sur les affaires de son département. Je suis &c.

P. S. J'avois fini celle-ci lors que nous avons reçu ici la visite de Mr. de *Thou*, qui nous a long tems entretenu de nos affaires & nous a parlé du Droit de Tonneau comme d'une chose où nous pouvions espérer de réussir. Mais il ne peut oublier l'affaire de Mr. *Brasset*, & il m'a prié instamment de faire entendre, que l'on devroit lui donner une Compagnie Hollandoise.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 28. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

Nous sommes informez sous main, mais de bonne part, qu'avant-hier on a agité dans le Conseil du Roi, si l'on ne devroit pas s'intéresser auprès de Leurs HH. PP., ou de Leurs N. & G. P., en faveur de Mr. le Prince d'Orange, & concourir avec d'autres Puissances étrangères, qui ont dessein, dit-on, de solliciter une désignation en faveur de

Pri

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 179*

Prince; l'on a parlé pour & contre; & enfin, l'on est resté dans l'intention d'en parler. Je tâcherai de découvrir ce qui en est, & d'insinuer les raisons que l'on a de bien peser cette affaire lors que je pourai le faire en confidence & avec utilité; car je crois que ceux-là mêmes qui sont pour la désignation n'approuvent pas que les Puissances étrangères s'en mêlent.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 28. Septembre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu, depuis ma dernière du 21. du  
ourant, celle que vous m'avez fait l'hon-  
teur de m'écrire le 22. où étoit incluse la  
copie de la Résolution de Leurs N. & G. P.  
u 17. du même mois, touchant nos Négotiations, j'espère qu'on ne prendra pas en  
nauvaise part, qu'en attendant les ordres  
e l'Etat sur nos dernières Dépêches, nous  
e soyons pas demeurez à rien faire, & que  
ous ayons travaillé à exécuter les intentions  
e Leurs HH. PP., ainsi que vous pourrez  
oir par l'incluse qui contient la même cho-  
e que celle que nous écrivons à Leurs HH.  
P. De notre côté nous nous sommes te-  
us en toutes choses aux termes de nos in-  
structions, & nous nous sommes expliqués

de manière, que ni les demandes que nous avons faites par rapport à Rhynberg & Ravelstein, ni notre proposition par rapport aux réprésailles, ne peuvent préjudicier en aucune manière aux ordres que Leurs HH. PP. voudroient encore nous donner à cet égard.

Si notre Conférence a le succès que nous avons lieu d'en espérer, suivant les discours de Mrs. les Commissaires, Leurs N. & C. P. obtiendront ce qu'Elles souhaitent par rapport aux I. II. III. IV. & peut-être au VI. Articles de leur Résolution: car quoi que nos Commissaires ne se soient pas expliqués sur le second Article, qui regarde la Pêche autrement qu'en conformité de ce que M. le Comte de Brienne nous en avoit dit de la part de Sa Majesté, nous avons déclaré sans avoir été contredits, que nous regardions comme infaillible, que l'intention étoit, que quand il faudroit mettre la dernière main au Traité, le mot *Pêche* seroit exprimé parmi les Droits à garantir, quoi qu'il n'eût pas mis à présent, & qu'ainsi il n'étoit pas nécessaire que nous demandassions d'autres Ordres sur ce sujet que ceux que nous avions dans nos Instructions, sur tout puisqu'on nous a dit depuis, que l'on s'expliqueroit à la fin sur le mot *Pêche*. Lors qu'on parlera de ce Droit de la Pêche nous ne manquerons pas de faire ce que nous devons par rapport au Droit du Pavillon, pour obtenir une Déclaration qui mette la Régence en repos; mais il est à croire que nous n'obtiendrons rien à cet égard que lors de la conclusion, parce que l'on prend garde, en traitant

tant avec Leurs HH. PP., de ne pas choquer l'Angleterre.

Quant à la Garantie de *Rhynberg* & de *Ravestein*, il n'y a pas d'apparence que le Roi consente qu'on n'en excepte pas l'Electeur de *Cologne* & le Prince de *Neubourg*; cependant, on pourra stipuler que l'exception n'aura lieu qu'autant que ces Princes emploieront leurs propres forces sans aucun secours étranger. Ces Messieurs-ci disent, que c'est tout ce que le Roi peut faire pour sauver les apparences qu'il y auroit qu'il voulût empêcher ses Alliez de poursuivre une prétention qu'ils disent fondée, & qui n'a été terminée par aucun Traité, ou d'aucune autre manière; puis que ce seroit agir contre le Traité d'Alliance avec l'Electeur de *Cologne* & le Prince de *Neubourg*, qui est postérieure aux années 1647. & 1654., où l'on a offert de garantir toutes les Places où Leurs HH. PP. avoient garnison; enfin, que Leurs HH. PP. n'ont aucune raison de se formaliser de cette exception, puis qu'elle ne les empêche pas de rester tranquillement Maîtres de ces Places; & qu'il n'est pas juste d'exiger du Roi ce qu'il déclare ne pouvoir faire sans violer une des Alliances & les Loix de l'équité. Mais ce qui nous fait sur tout desespérer de rien obtenir, c'est qu'il y a des personnes dans le Conseil du Roi qui sont d'opinion, qu'on doit ménager les Princes d'Allemagne, afin de pouvoir s'en servir en tems & lieu pour l'exécution de quelque plus grand dessein, c'est-là la maxime générale de cette Cour; il y en a même qui prétendent que l'intérêt de

la France du côté de l'Allemagne est si considérable, qu'on pourroit douter s'il n'y auroit pas plus de danger à se brouiller avec eux qu'avec les Provinces-Unies: enfin, ceux même qui sont pour nous dans cette affaire avouent que ce seroit une foiblesse mal entendue d'insister davantage sur cet Article d'autant plus que ce seroit inutilement.

Lors que nous alléons la différence immense qu'il y a dans l'étendue des terres qui sont à garantir de part & d'autre, ces Mrs nous répondent qu'on doit aussi faire attention à l'étendue des forces, & penser que notre Commerce & notre Navigation nous exposent tous les jours à nous brouiller avec les plus puissans Princes de l'Europe, & qu'ainsi il est à craindre que cela ne les engage dans une Guerre défensive, dans le tems qu'ils n'auroient pas à appréhender qu'on leur fît la moindre insulte, ou qu'on leur cherchât querelle, se tenant dans une posture à imprimer du respect. On a rebatu cette affaire si souvent, tant dans les Conférences, que dans les Visites particulières, qu'après la Déclaration qu'on nous a faite de la part du Roi, je ne crois pas qu'il y ait rien à espérer, si non que l'on pourroit avoir la précaution de stipuler, si cela pouvoit satisfaire Leurs HH. PP., que la Garantie aura lieu dès que l'Electeur de *Cologne* recevra le moindre secours contre *Rhynberg*, ou le Prince de *Neubourg* contre *Ravestein*.

Vous verrez par la Relation provisionnelle que contient l'incluse, qu'on nous a donné peu d'espérance, dans notre dernière Con-



Conférence, tant par rapport au Droit de Tonneau qu'à la Compagnie d'huile de Baleine: dans les visites particulières que nous avons données depuis, nous n'avons point trouvé de changement. Cependant, on nous a fait entendre que les changemens arrivés par l'arrêt de Mr. Fouquet, pourroient être cause qu'on traitera cette affaire avec plus de condescendance, sur tout vû le tort que ce Droit de Tonneau pourroit faire au Commerce: mais qu'il faut du tems pour cela, & qu'on ne doit pas espérer que le Roi s'engage par un Traité à abolir ce Droit, dans un tems sur tout où la Résolution de le maintenir, prise avec connoissance de cause, est encore toute fraîche. Enfin, qu'on n'est pas encore assez bien informé du tort que ce Droit peut causer, pour abandonner si légèrement un revenu de sept à huit cens mille livres.

Vous trouverez dans la même Relation que l'on prétend que puis que le Roi a consenti à tout ce que Leurs HH. PP. ont demandé par rapport à la maison, au Commerce, à la Navigation, au Droit d'Aubaine, Taxes Etrangères & autres Droits & Privilèges semblables, & que par rapport à l'Alliance il consent que les conditions en soient égales de part & d'autres, abandonnant les avantages qu'il pouvoit se conserver par rapport aux secours, & se relâchant sur plusieurs choses qui ont été proposées par Leurs HH. PP., il semble que Leurs HH. PP. devroient être contentes, sans qu'il paroisse que Sa Majesté est contrainte d'acheter leur amitié  
par

par la perte d'une partie de ses Finances, ce qui donneroit trop sensiblement atteinte à la Réputation de cette Couronne. Qu'en concluant à présent sur ce dont on est d'accord, sans faire mention du passé, nous trouverons que nous aurons plus fait que ne l'avoient crû nos meilleurs Amis au commencement de nos Négociations ; outre que nous pouvions nous attendre que dès que la bonne intelligence seroit rétablie & viendroient se fortifier, on réussiroit plus aisément à porter le Roi à nous contenter par rapport au Droit de Tonneau : que l'on est ici fort disposé à conclure l'Alliance entre cette Couronne & la République ; mais que notre Etat n'a point d'Amis, mais beaucoup d'envieux & d'ennemis cachés ; & que par conséquent nous avons plus besoin d'un appui étranger, qu'un pas ce Royaume-ci, qui, grâces au Ciel peut se croire en sûreté à l'abri de ses forces & de sa réputation ; de sorte qu'on ne verroit pas volontiers que l'on exigeât du Roi, quoi que ce soit comme la récompense d'une Alliance que nous avons nous-même sollicitée : qu'il vaut mieux terminer une bonne affaire quand on peut, que de tout abandonner, parce que l'on ne peut obtenir tout ce que l'on souhaiteroit bien, & que pourvu que l'on convint qu'à l'avenir il ne seroit introduit aucune nouveauté dans le Commerce, & qu'on obtint quelque modération dans le Droit de Tonneau, ce sera faire plus à cet égard seulement que si l'on rompoit sans rien conclure.

Comme il arrive d'ordinaire que la rup

ure des Négociations donne lieu ici de chercher ses intérêts d'un autre côté, il pourroit arriver que ce seroit les affaires de Leurs HH. PP. qui en souffriroient le plus.

Le Roi change difficilement de résolution, et est très jaloux de son Autorité, c'est pourquoi l'on ne doit pas s'imaginer qu'il se relâche si facilement de la réponse qu'on nous a donnée par rapport au Droit de Tonneau, aussi après la catastrophe de Mr. le Sur-Intendant, puis que cela pourroit faire croire que ce Sur-Intendant étoit le Maître de son Conseil.

Voilà, Monsieur, l'abregé de ce que nous ont dit plusieurs Personnes dans différentes visites: vous pouvez voir par-là sur quoi roulent à présent les affaires; je puis y ajouter que ceux qui d'eux-mêmes ont été opposés au Droit de Tonneau, ne parlent pas dans cette conjoncture à notre avantage, persuadez vous qu'ils sont aparenment, qu'il ne convient pas de l'abolir entièrement à présent. Nous ne manquons pas de réponses à toutes ces considérations, puis que nous ne proposons l'affaire du Droit de Tonneau, que parce qu'elle est préjudiciable aux deux Nations, et à quoi nous sommes obligés par les Loix de l'amitié, & ce que nous appuyons sur plusieurs Traitez & autres Argumens péremptoirs; mais toutes ces batteries ne font pas plus d'effet que ci-devant; excepté néanmoins que l'on pourroit plus obtenir à présent que par le passé, si l'on entre en Négociation sur quelque modération. Cependant, il y a des Personnes qui approchent les

Mi-

Ministres, qui veulent nous persuader qu'ils nous l'emporteront sur l'Article du Droit de Tonneau; mais qu'il faut du tems pour cela, & qu'ils ne savent pas si ce sera avant ou après la conclusion du Traité, qu'à vérité on tentera de stipuler quelque chose de contraire à ce qu'ils disent; mais qu'il ne faut pas s'y arrêter.

Quoi qu'il en soit nous attendrons, ainsi que nous y sommes obligés, ce que le tems fera, sur tout quand on apprendra que Leurs HH. PP. ne peuvent se résoudre à céder & nous ne manquerons pas de mettre en œuvre tout ce que l'on peut imaginer, pour l'exécuter, autant qu'il dépendra de nous, Ordres de Leurs HH. PP.

Nous croyons, Mr. *Boreel* & moi, que si Leurs HH. PP. prennent une Résolution conforme à celle de la Province de Hollande, Elles pourroient en même tems prendre celle d'écrire sur ce sujet à Sa Majesté, nous donner ordre de seconder leurs intentions, de toutes les raisons imaginables; & dans une Audience particulière, soit en présentant un Mémoire. Il seroit à souhaiter que nous pussions prouver ce qui est dit dans la Résolution de Leurs N. & G. P. de Privileges perpetuels contraires à ce Droit de Tonneau & autres pareils Impôts, comme par toutes les Alliances suivantes; mais nous manquons de Pièces pour appuyer ce & ce que Mr. *Boreel* nous a fait voir sur ce sujet se réduit au Texte du sixième Article du Plan qui nous a été remis.

Nous avons tâché d'étendre le sens

ermes, *Denrées & Marchandises*, mais on ne voulut pas admettre notre interprétation. Nous vous prions instamment de nous fournir les preuves sur lesquelles est fondé cette rétention de Leurs N. & G. P., & si c'est sur quelques Privilèges, ou sur quelque conséquence: car quoi que ce qui s'est passé à Munster soit cause qu'on veille ici à nous disputer tout; cependant, ce qui dépend d'un Privilège perpétuel ne pouroit être rejeté qu'avec injustice.

Le Projet de l'Article des représailles est conçu dans les termes que vous trouverez dans l'incluse, il me semble que c'est une grande restriction que de ne pouvoir les accorder que dans le cas d'un Dénî public de justice, & non contre un Acte de mauvaise justice; & outre cela, que l'obligation de communiquer les Requêtes pourra prévenir tout inconvénient, quoi que le tems ne soit pas aussi long que nous l'avions demandé.

Mrs. les Commissaires nous ont représenté, par rapport à la Caution, que l'on doit exiger des Armateurs, qu'il seroit très difficile, pour ne pas dire impossible, de l'exiger de 15000 livres argent de France, *in solidum*, de ceux qui demandent des Commissions, nous avons crû qu'il seroit déraisonnable de leur témoigner de la répugnance à les prévenir sur cela, parce que dès que l'on paroît raisonnable sur des bagatelles cela est souvent avantageux quand il s'agit de choses plus importantes.

Nous espérons d'obtenir ce que nous souhai-  
tions sur le troisiéme Point de la dernière  
remar-

remarque de la Résolution de Leurs N. G. P.; car puis que l'on est convenu que les Navires chargez de Contrebande, ne seront pas confiscables, conformément au Traité conclû avec l'Espagne, je ne vois pas que l'on puisse faire difficulté de permettre au Maître des Navires qui sont en pleine mer de rendre leur Contrebande.

Nous avons dit dans notre Conférence conformément au quatrième Point de la même remarque, que nous n'entendions point que ces mots, *ce qui est dit au présent Article*, &c. présupposassent qu'on dût faire quelque changement dans la manière d'administrer la Justice, soit ici, ou dans les Provinces Unies; puis qu'il seroit impossible d'ériger dans la République un nouveau Tribunal pour ce cas particulier, ce que nous saurons bien faire comprendre; mais après avoir fait cette déclaration, nous avons cru que nous pouvions laisser ces termes qui ne signifient autre chose sinon, que chacun doit rendre une bonne & prompte Justice suivant la coutume du Païs; puis qu'on entend par-là qu'en réclamant d'un Navire les Effets de France condamné par un Collège de l'Amirauté des Provinces-Unies, ne seroit point exécutable dès qu'il aura demandé révision; ce cas est si rare & si peu préjudiciable, & ce que l'on pourroit demander contre ce que l'on accorde si raisonnable que selon moi on ne doit pas y contredire.

Vous aurez sans doute remarqué dans l'Article II. du Projet du Traité de Commerce, qu'il comprend quelque exception par

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 189*

port à ceux qui ont été depuis long tems  
service d'une Puissance étrangère, ce qui  
se trouve point dans le Texte de Leurs  
H. PP.; nous pourons faire changer cela  
cas que le Roi se trouve du sentiment de  
s Commissaires; alors tout sera réglé,  
cepté les Articles dont il est parlé dans  
ncluse, & que nous ne savons pas com-  
ent les secours seront réglez, parce que  
on ne s'est chargé de ces Articles que, *ad*  
*erendum.*

Nous avons fait quelques corrections a-  
antageuses au Traité d'Alliance; & nous  
ons biffé le seizième Article du Traité de  
commerce tiré de celui de l'année 1647.  
lequel vos remarques s'accordoient avec  
notres, & j'espère qu'on n'en parlera plus.  
ssi-tôt que nous aurons reçu la réponse  
Roi sur tout ce qui est réglé, nous in-  
merons la Régence avec plus de certitude  
de particularitez. Je suis, &c.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 6. Octobre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai manqué à vous écrire par la dernière  
ste, tant parce que l'Assemblée de Leurs  
& G. P. étant sur le point de se sépa-  
je me trouvois accablé d'affaires, que  
parce

parce qu'il n'y avoit rien à vous mander. J'ai reçu en leur tems vos Lettres du 21. & du 28. du passé.

Toutes les Provinces ont pris avec une grande satisfaction, que vous ayez tant avancé vos Négociations, conformément au contenu de vos Instructions autant qu'il a été possible. J'espère que le succès répondra à ce commencement.

Les Membres des Etats de Hollande jugent que les deux Points qui restent à régler, savoir le Droit de Tonneau & la Garantie des Villes où Leurs HH. PP. ont Garnison sont de la dernière importance, sur tout premier. En sorte que, toutes les fois qu'il s'agit de délibérer sur ces Articles, la répugnance que quelques-uns ont toujours témoignée pour une étroite & générale obligation jusqu'à en venir à une rupture, ne manque pas de se faire sentir; & d'autant qu'il n'en avoit engagé les Membres à consentir à cette Alliance étroite & illimitée, que la faveur de ces Articles qui stipuloient l'abolition du Droit de Tonneau, & que le Commerce ne seroit troublé en aucune manière, ils en appellent à présent aux Délibérations de ce tems-là, & déclarent que sans jouissance réelle de ces avantages, ils aimeroient mieux ne pas entrer dans de si étroits engagemens. Ils se fondent en cela sur la \* Résolution du 12. Mai de l'année dernière qui en effet leur est favorable, puis qu'il

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du *Mercredi 12. Mai 1660.*



dit qu'on ne se relâchera sur aucun des articles concernans le Commerce contenu dans vos Instructions, qu'avec unanimité de voix. D'un autre côté, toutes les difficultés que l'on forme sur ce sujet du côté de la France, ne sont fondées que sur le *Point d'honneur*, parce, dit-on, que cet Impôt n'a été établi qu'avec connoissance de cause, il va de la réputation du Roi de le contester, & sur le *Point de profit*, parce, dit-on encore, que les Finances du Roi perdroient, par cette abolition, sept à huit cents milles livres par an. Mais il me paraît que ces deux Articles seroient suffisamment réglés, & que vous auriez obtenu ce que souhaitent Leurs HH. PP., si vous connoissiez que l'on ajoutât dans l'Article VI. du Plan après ces mots, *Droits & Marchandises*, ceux-ci, *Vaisseaux, Frets de Vaisseaux, ou autrement sous quelque couleur ou prétexte que ce soit, ou puisse être, directement, ni indirectement en aucune manière*; mais que par-là vous auriez satisfait à la Résolution du 1. de ce mois, que je vous envoie ci-jointe, où il est dit, *l'abolition dudit droit de Tonneau, ou l'égalité, &c.*

Le Droit de Tonneau pourroit continuer, au moins en partie & par provision, mais distinctement sur tous les Vaisseaux, tant François, que Sujets de la République : de cette manière on sauve le *Point d'honneur*, dont je parlois ci-dessus, & l'on ne touche presque rien à celui du Profit, puis que ce droit s'enlève également sur les François, & l'on ne pléiera à ce qu'on perdrait par la réduction du

du Droit: enfin , on pouroit espérer d'obtenir l'abolition entière de cet Impôt en tem & lieu , pour les raisons que vous avez alléguées.

Les Priviléges auxquels la Résolution de Leurs HH. PP. est relative , sont ceux de *Henri IV.* accordez en Avril 1595. La concession de *Louis XIII.* du 25. Février 1635. , les Traitez , & plusieurs Arrêts & Ordres du Roi qui y sont conformes. Il est vrai que les termes de toutes ces Pièces n'ont pas un sens plus étendu que celui des mots dont on s'est servi dans le Projet qu'on vous a remis ; mais ce seroit en donner une interprétation captieuse que de vouloir soutenir que l'établissement du Droit de Tonneau leur est pas contraire , & il est très évident & très certain , que les termes de ces Actes ne se rapportent pas plus clairement aux Impôts & Taxes que l'on entreprendroit que que jour de mettre sur les Vaisseaux , ou sur le Fret , soit par Tonneau ou autrement que parce qu'il n'est pas venu dans l'esprit que l'on introduiroit de nouveaux Impôts de cette espèce , & que si l'on y avoit pensé on se seroit certainement servi de l'expression qu'on auroit jugé nécessaire pour prévenir cette nouveauté. Je vous avouë même que je ne comprends pas comment on peut accorder avec les sixième & neuvième Articles du Projet de Traité , qu'on vous a remis , le Droit de Tonneau levé sur les seuls Habitans des Province-Unies , pendant qu'on exempté les François. Puis que dès que le Traité seroit conclû , la continuation de

roit de Tonneau, sur le pied où il est, seroit une contravention manifeste à ces Articles, & que tout ce qu'on pourroit alléguer pour répondre à ceci ne seroit que des Sophismes.

Je puis encore moins concevoir que la Compagnie de l'huile de Baleine puisse subtiliser sans contrevenir manifestement au premier membre du même Article sixième.

J'espère que vous viendrez à bout d'exécuter la Résolution de Leurs HH. PP. dont j'ai parlé ci-dessus, par rapport à ce point, en employant au moins les termes que j'ai exprimés ci-devant, & en prenant toutes les précautions imaginables contre les innovations dans le Commerce pour venir.

Si, contre mon espérance, on ne peut tenir la Garantie de Rhynberg, du moins il me semble qu'on ne doit pas en exclure Westein, puis qu'outre le Droit de Garnison Leurs HH. PP. y ont encore celui de Souveraineté : en tout cas, si cet Article devoit se régler à la satisfaction de Leurs HH. PP., & conformément à leurs Résolutions, il me semble qu'il seroit bon que vous dressassiez avec toutes les précautions possibles un Plan circonstancié de ce que les Commissaires du Roi pourroient céder, & que vous l'envoyassiez ici avec les raisons & considérations pour lesquelles on n'a pû régler cette affaire plus avantageusement ; & vous ajoûtez avec cela dans votre Lettre que cela est ainsi réglé de part & d'autre sous le bon plaisir des Supérieurs, je ne doute pas

*Tome II.* I pas

pas que cela ne facilitât ici considérablement les délibérations. Et comme à présent conjoncture est très favorable, puis qu'il paroît que les Anglois ont encore voulu former de nouvelles difficultez dans leur dernière Conférence, comme vous le pouvez voir par les avis ci-joints, je souhaiterois que nous reçussions de vous, le plutôt qu'il seroit possible, ou tout le Traité réglé & conclu, ou une espèce de Projet digéré.

Si l'on accorde, de la manière que la France le désire, les Points qui concernent les Réprésailles, la Caution des Armateurs & la réciprocation désirée & exprimée dans l'Article XXVIII. du Projet, cela ne trouvera pas ici la moindre difficulté: ainsi vous agirez en cela de la manière que vous jugerez la plus convenable pour obtenir ce que l'Etat desire à cet égard. Je suis, &c.

P. S. Depuis que Leurs N. & G. P. sont séparées samedi dernier, on a reçu ici de la mort d'un Capitaine François nommé d'*Espon*. Ainsi, on pourra terminer promptement l'affaire de Mr. *Brasset*, à la satisfaction de ses Protecteurs, dans la première assemblée de Leurs N. & G. P., comme il auroit déjà pû l'être, si Mr. de *Thou* n'avoit pas renvoyé la Résolution.

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 195*

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 6. Octobre 1661.*

MONSIEUR,

Je vous remercie de l'avis que vous m'avez donné, que l'on avoit mis en délibération dans le Conseil du Roi, si l'on devoit intéresser auprès de Leurs HH. PP., ou de Leurs N. & G. P., pour en obtenir la dégnation de Mr. le Prince d'*Orange*. Je crois, sur meilleur avis, qu'il n'est pas nécessaire de le donner beaucoup de mouvement sur ce sujet pour ces deux raisons-ci.

1. Parce que je tiens pour certain, que le Roi & ses Ministres comprennent assez, que l'Autorité du Prince d'*Orange* dans la République est contraire aux intérêts de la France, puis que ce Prince prendra toujours le Parti de l'Angleterre, tant à cause de la consanguinité, que parce qu'il y est porté par ses impressions de l'Education, n'ayant auprès de soi que des Anglois & des Angloises, que l'on met encore plus que jamais, présentement que le Roi de la Grande Bretagne est chargé de la Tutelle. 2. Parce que je crois que ces sollicitations en faveur du Prince reculeront ces affaires bien loin de les avancer; c'est ce qui a paru lors que le Roi de la Grande Bretagne en a pris la Tutelle, puis que cela

a été cause, autant que la conduite de l'Electeur de *Brandebourg* & de la Princesse *Douairière* dans cette occasion, que Leurs N. & G. P. ont cassé les Résolutions qu'ils en avoient prises touchant la Tutelle & l'Education de ce Prince. Mais je crois qu'il seroit assez à propos de faire entendre à ces Messieurs dans quelle situation sont à présent ici les affaires de Mr. le Prince d'*Orange*: c'est pour cela que je vous envoie les \* Pièces ci-jointes. Il faut en même tems tâcher de pénétrer quels sont les véritables sentimens de Sa Majesté & de ses principaux Ministres sur ce sujet, & avoir l'œil ouvert sur ce qui pourroit négocier Mr. de *Zuylichem*; car je ne crois pas qu'il rende à cet égard de bons services à l'Etat & à Leurs N. & G. P. en particulier. J'attens sur cela un mot de réponse & quel est votre sentiment; quant à moi je suis d'avis, avec la plupart des Membres de la Province de *Hollande*, que Leurs N. & G. P. ne doivent en aucune manière se mêler de ce qui regarde ce Prince, tant que le Roi de la *Grande Bretagne* ne voudra pas renoncer à sa Tutelle & à son Education, & le confier entièrement aux soins de l'Etat tout à fait indépendamment de Sa Majesté. On doit tenir Conseil à *Cleveland* sur les Résolutions de Leurs N. & G. P. dont je vous ai parlé ci-dessus, la Princesse *Douairière* y est allée avec Mr. *Downing* & sans doute qu'on emploiera toutes les instances

\* Voyez les Résolutions secrètes, les Résolutions du vendredi 23. & vendredi 30. Septembre 1661.

stances les plus fortes ; peut-être même  
des demi-menaces pour engager l'Etat à chan-  
ger de conduite ; ce seroit une occasion fa-  
vorable pour la France pour s'attacher la  
république d'une manière plus intime. Je  
suis impatient de savoir comment on pren-  
dra cette affaire où vous êtes. Je suis, &c.

A Mr le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Moret le 5. Octobre 1661.

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous  
écrire étoit du 28. du mois passé ; je n'ai  
eu aucune de vos Lettres depuis ce tems-

Il n'y a rien que nous ne mettions en  
œuvre pour obtenir ce que Leurs HH. PP.  
désirent par rapport au Droit de Tonneau,  
nous insinuons, quoi qu'avec circonspec-  
tion, qu'il ne nous sera point possible d'obte-  
nir de Leurs HH. PP. de nouvelles Instruc-  
tions sur ce sujet, & nous nous servons à  
cet effet, avec discrétion, des Résolutions  
de Leurs N. & G. P. & des Etats de Zee-  
lande. Il y a toujours des Personnes qui  
nous donnent quelque espérance ; mais ceux  
nos Commissaires à qui nous en parlons,  
nous déclarent qu'ils ne peuvent nous dire  
autre chose que l'intention du Roi, qui ne

nous est pas plus favorable que lors que Mr le Comte de *Brienne* nous l'a expliqué.

Mr. l'Ambassadeur de *Thou* a fait rapport au Roi des affaires de son Ambassade, & dans ce qu'il en a délivré par écrit, il conseille fort l'Alliance avec la République, & l'abrogation du Droit de Tonneau; c'est ce qui nous a été assuré par une Personne qui doit le savoir: mais son Excellence est tous jours fort piquée de ce que l'on a eu si peu de déférence pour elle dans toutes les affaires qu'elle a recommandées de la part du Roi.

J'espère que l'exception touchant *Rhynberg* ne rencontrera pas de difficulté dans l'Assemblée de Leurs N. & G. P.; car il trouve bien quelques Personnes qui nous sont favorables sur l'Article du Droit de Tonneau; mais il n'y en a aucune qui dise que nous avons tort dans l'affaire de *Rhynberg*. Je suis, &c.

P. S. Je ne doute point que si nous convenons sur les Articles de *Rhynberg*, du Droit de Tonneau & de la Compagnie d'huile de *Beleine*, nous n'obtenions ce que nous souhaitons, sur celui de la Pêche.



Mr. C. van BEUNINGEN , Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 13. Octobre 1661.*

**M** O N S I E U R,

Depuis ma dernière , qui étoit du 6. du-  
rant , j'ai reçu la votre en date du 5.  
Mrs. les Conseillers-Députez se sont as-  
semblez tous sur vos Dépêches publiques  
5. , & ils ont été unanimement d'avis ,  
il seroit à propos que l'on pressât , autant  
il seroit possible , la conclusion de vos  
égociations ; & que même , s'il paroîs-  
sit impossible de disposer le Roi , ou les  
Commissaires de Sa Majesté , à acquiescer  
à l'intentions de Leurs HH. PP. touchant  
Droit de Tonneau , il seroit à propos de  
toucher sur le papier avec toute la précau-  
tion possible , ce qu'il y a aparence d'en ob-  
tenir & leurs dernières Propositions , & d'en-  
voyer cela ici afin que Leurs N. & G. P.  
libèrent une fois pour toutes , si Elles veu-  
lent la conclusion du Traité sur ce pied , ou  
on laissera-là entièrement le Traité même.  
Leurs N. & G. P. présuposent que ce Projet  
sera couché de manière que l'Etat sera tou-  
jours libre de continuer , après la conclusion  
du Traité , les sollicitations commencées ,  
que le Traité ne portera aucun préjudice  
à la prétention de Leurs HH. PP. Que le  
Droit de Tonneau est contraire aux an-  
ciens Privilèges & aux Alliances ; enfin ,  
I 4 que

que l'on prendra à présent toutes les précautions imaginables contre le doute fondé sur les termes, *Denrées & Marchandises*; & sorte qu'à l'avenir on ne puisse plus faire de telle exception.

Par rapport à la Compagnie de l'huile de Baleine, il sembleroit à Leurs N. & G. P. que puis que l'on a obtenu l'Article VI., il y a lieu de tout espérer, & en tout cas vous n'ignorez pas \* la Résolution de Leurs N. & G. P. du 24. Juin dernier sur ce sujet.

Leurs N. & G. P. jugent aussi, qu'il seroit bon qu'on eût ici, par manière de Projet, les dernières résolutions de ces Messieurs sur l'Article de Ravestein & de Rhynberg pour les mêmes raisons alléguées ci-dessus par rapport au Droit de Tonneau.

Mais tous sont unanimement d'avis, que s'il manque quelque chose à l'Article de la Pêche, il ne faut plus songer à conclure le Traité, jugeant qu'il ne reste plus aucune difficulté sur ce Point.

Je crois que c'est par inadvertance qu'on a laissé ces mots, *dont il a été parlé ci-dessus* dans l'Article XVI. du Projet d'Alliance que vous avez envoyé, & où il est parlé de la Guerre entre cet Etat & le Portugal; car on a ôté de ce Projet l'Article précédent auquel ces mots étoient relatifs.

Je vous prie d'examiner s'il ne seroit pas à propos d'ajouter le mot *attaquans*, dans tous les endroits où il est parlé d'Ennemis.

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du samedi 18. & celle du jeudi & vendredi 23. & 24. Juin 1662.

ir tout dans les Articles XVI. & XVII. du  
rojet sur le Commerce, puis qu'il pourroit  
river, par exemple, que la République at-  
quât un Ami de la France avec lequel ce  
oyaume auroit une Alliance défensive, &  
l'égard duquel, par conséquent, les Fran-  
ois non seulement ne pourroient valablement  
omettre de ne pas lui porter des Dénrées  
de contrebande; mais même seroient tenus  
de lui donner du secours, & *vice versa*.

De même, s'il ne faudroit pas ajoûter,  
*destinées pour les Ports ennemis*. Dans les  
rticles XIX. XX. & XXV. où il est par-  
des Marchandises de contrebande, puis  
e sans cela il est très permis de transpor-  
r ces sortes de Marchandises par Mer, en  
rance & chez nos Amis, sans qu'elles  
ient sujettes à être enlevées ou confisquées.  
Vous vous souviendrez aussi, sans doute,  
il faut insérer à la fin du Traité de Com-  
erce le Formulaire des Lettres-de-Mer,  
l qu'il est dans le Traité de Marine conclu  
ec l'Espagne, & que par tout le mot,  
*signeurs*, doit être tout entier & sans abré-  
ation.

Vous recevrez par cette Poste-ci une Let-  
e de Leurs HH. PP. pour le Roi, au su-  
t du Droit de Tonneau, &c. que vous  
purez rendre, ou la garder, selon que vous  
jugerez à propos pour l'avancement de vos  
égociations. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
 JEAN DE WITT.

De Moret le 12. Octobre 1661.

**M**ONSIEUR,

Je vous ai écrit le 5. du courant, & viens de recevoir deux de vos Lettres de même date qui me font un vrai plaisir. n'ai pas le tems d'y répondre; mais il m'en reste assez pour remercier de ce que vous voulez bien me faire part de vos réflexions sur plusieurs importantes affaires; je saur en faire usage. Je me suis déjà servi de celles que vous me marquez par rapport à l'avis que je vous ai donné dans ma Lettre du 28, dans toutes les occasions où je l'ai eu nécessaire pour avancer nos Négociations à la faveur d'une jalousie mal-fondée; dans cette dernière occasion je n'ai pas manqué de les faire revenir sur le tapis dans le Conseil du Roi, par le moyen d'une Personne qui ne peut être nommée.

J'ai déjà insinué au Comte de Brienne que j'ai jugé à propos, pour prévenir qu'il ne jette d'ici une pomme de discorde parmi nous; je me servirai de vos derniers avis pour revenir à la charge. Son Excellence me dit alors que si l'on en parloit on ne feroit qu'en termes généraux de recommandation: mais il me semble que l'on

devroit comprendre que cela ne sera pas acceptable chez nous, & que de ce côté-ci cela n'est pas pacifique; je ne manquerai pas de vous informer de ce que j'aurai fait à cet égard; mais tout ce que je dis est suspect, & si l'on en parle à mes Colègues, pourroit bien arriver qu'ils ne se trouvent pas de même sentiment, quoi que personne ne dût approuver qu'aucune Puissance étrangère se mêlât de cette affaire.

Je suis charmé de pouvoir donner quelque satisfaction à Mr. de *Thou* dans l'affaire de Mr. *Brasset*. Je ne sais s'il y a dans la légence quelque apparence qu'on pût y délibérer sur l'affaire de Malte d'une manière à satisfaire cette Cour-ci. Ceux d'Arnhem ont passé une Convocation ci-devant avec ceux de cet Ordre; si l'on pouvoit livrer cet exemple en Hollande, on le verroit ici de bon œil; car on ne se plaint d'autre chose sinon, que nous ne pouvons léguer une seule occasion où Leurs HH. PP. aient donné des preuves, par quelque préférence, qu'Elles cherchent à gagner l'affection de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Nous ne desespérons pas tout à fait que le Mémoire que nous devons présenter, ne fasse un bon effet; mais il faudroit qu'il fût appuyé de quelque complaisance en ce qui est commandé à Leurs HH. PP. de la part de Sa Majesté, ou du moins par quelques marques que Leurs HH. PP. sont disposées à révenir ce Prince en cela. Je suis sans réserve, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 20. Octobre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12. de ce mois ; ma dernière étoit du 13. suivant. Comme nous nous attendions d'en être informez par la dernière Poste, ou du moins par la première qui arrivera, du succès de vos derniers efforts, par rapport au Droit de Tonneau, on n'a pas jugé à propos de délibérer sur vos dernières Dépêches. Quel qu'il en soit j'espère qu'après avoir obtenu tout ce qui aura été possible par rapport à ce Droit de Tonneau, vous conclurez & signerez le Traité ; car il ne me paroît pas qu'on soit si éloigné l'un de l'autre sur les autres Articles, qu'il falût pour cela différer à conclure. Mais au cas qu'on ne puisse mettre la dernière main au Traité, vous nous enverrez Copie de ce qui aura été réglé de part & d'autre sous le bon plaisir de Leurs HH. PP., en marquant quelle est la dernière résolution du Roi, & assurant s'il est à pouvoir de Leurs HH. PP. de conclure sur ce pied là.

Il y a apparence que l'on mettra l'affaire de Malte sur le tapis dans la première Assemblée

lée. J'ai exhorté, il y a quelque tems, les Commissaires qui en sont chargez, d'y travailler, à la prière de Mr. de *Thou*, & de faire leur raport le plûtôt qu'il se pourra; mais on n'a pû en parler dans la dernière Assemblée à cause de plusieurs incidens. Vous savez combien de tems il y a que cette affaire est au Croc; cependant, je ferai ce qui dépendra de moi pour fournir des expédiens qui puissent satisfaire tout le monde; en attendant elle demeure, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 19. Octobre 1661.*

**M** O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 12. j'ai reçu la vôtre du 13. de ce mois, & en même tems la Lettre de Leurs HH. PP. pour le Roi, touchant le Droit de Tonneau & les autres Points de l'Alliance qui ne sont pas encore réglez. Nous examinerons ensemble comment nous devons nous en servir pour en tirer le plus d'avantages; mais nous n'avons pas le tems de le faire avant le départ de celle-ci: car depuis que nous sommes à Moret, l'arrivée & le départ de la Poste sont si mal ordonnez, que nous n'avons seulement presque pas le tems de lire nos Lettres avec quelqu'attention, en sorte qu'il faut

faut toujours remettre à y répondre par la Poste suivante.

L'espérance qui nous restoit encore d'obtenir, ce que Leurs HH PP. souhaitent par rapport au Droit de Tonneau, vient de recevoir une terrible atteinte, tant par la situation de nos affaires en Angleterre, où elles vont en arrière au lieu d'avancer, que parce que lors qu'on a renouvelé le bail des Fermes, qui est pour neuf ans, on a demandé qu'on séparât des autres Fermes, celle du Droit de Tonneau, & l'on en ofrit à cette condition, un million par an, au lieu de six à sept cent mille livres. Cependant, cette Ferme est restée aux anciens Fermiers, sur le même pied que ci devant, à ce qu'on nous a assuré, parce qu'ils sont fort en avances; nous pouvons tirer de-là des raisons à notre avantage que nous n'oublierons pas d'alléguer.

J'obéirai avec plaisir à ce que vous me marquez de la part de Mrs. les Conseillers Députés; mon sentiment est, que, vû les dispositions où l'on est ici à présent, si le dernier tentatif de la Lettre de Leurs HH PP. au Roi, & de notre Mémoire secondé de toutes les instances dont nous sommes capables, n'emporte pas l'abolition du Droit de Tonneau, il ne sera pas moins facile, pour ne pas dire même qu'il le sera davantage, de l'obtenir quand il y aura un Traité; que s'il n'y en avoit pas; & en tout cas nous pourrions glisser dans le Traité un Article, dans lequel on réserveroit à une disposition ultérieure de ce dont on ne seroit pas convenu

par



ar rapport à ce Droit de Tonneau, laissant  
Leurs HH. PP. la liberté d'alléguer toutes  
les raisons qu'Elles ont contre ce Droit :  
s'il est libre à Leurs HH. PP. d'ordonner  
dans leurs Provinces ce qu'Elles voudront  
contre ce Droit, je ne vois pas que l'on per-  
de quelque chose dans la conclusion de ce  
traité; bien loin de-là, on y gagne, puis-  
que le remède qu'on pouroit employer con-  
tre ce Droit, alterera moins l'amitié que  
il n'y avoit point de Traité. Quoi qu'il  
soit nous ménagerons cette affaire avec  
un grand soin, que nous ne laisserons point  
passer la moindre lueur d'espérance sans en  
profiter.

Ce que nous disons dans notre Mémoire,  
sur le calcul des Frets, est mis au plus bas;  
mais nous l'avons pris sur le pied de ce que  
six cinquante sols rendent à présent au Roi,  
supposant que cela fait un tiers du fret, &  
que les Vaisseaux des sujets de Leurs HH.  
PP. font les deux tiers de la Navigation  
de France. La Compagnie de l'huile de Ba-  
ine tombera d'elle-même; car depuis la  
grâce de son Protecteur, il ne s'est trouvé  
personne qui voulût la maintenir dans le  
conseil du Roi, où il y a plusieurs personnes  
à qui elle est opposée; entr'autres Mr. de  
Fouquet, outre plusieurs Arrêts du Parlement  
qui sont fondez sur de bonnes raisons.

Tout ce que nous pouvons espérer tou-  
chant *Rhynberg & Ravesteyn* se réduit à ce  
que l'exception de l'Electeur de Cologne, &  
du Prince de Neubourg, sera restreinte à  
leurs propres forces; je vous avoue que je ne  
trouve

trouve en cela aucune raison de plainte.

Il est évident que le Point de la Garantie de la Pêche est une condition, *sine quâ non*; & nous l'avons toujours entendu & demandé ainsi.

Ce que vous nous marquez touchant le Portugal, n'est point resté par inadvertance; nous y avons fait attention, on l'avoit laissé comme il est, & comme il étoit trop tard pour l'ôter, nos Commissaires nous dirent qu'il ne falloit pas s'arrêter aux considérations dont étoit susceptible un Traité de Paix non ratifié, puis que pendant ce tems là on pouvoit recevoir la Ratification; mais nous convinmes que le Traité de Portugal sera compris dans la Garantie, & cela ne causera aucune dispute dans l'extension, qui puisse nous arrêter.

Nous avons suivi nos instructions par rapport au terme *Ennemis*. Je ferai part à Mrs les Ambassadeurs des réflexions de Messieurs les Conseillers Députés, qui sont fondées.

On ne peut rien alléguer contre la Remarque des *Ports ennemis*. Le mot Seigneur est dans le Texte de Messieurs les Commissaires en plusieurs endroits sans abréviations. J'aurai soin de faire valoir ces Remarques & les autres qui sont dans votre Lettre, & surtout je mettrai tout en œuvre pour parvenir à une prompte conclusion.

Je vois bien que ce qui s'est passé en Angleterre entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne, & les suites que cette affaire a eues ici, ne manquera pas de faire du bruit, d'où il pourroit arriver qu'on fera quelque

flexions sur les engagements que l'on prend  
ec cette Couronne; mais pour moi, je me  
rsuade que cette affaire se terminera sans  
a venir aux extrêmités & sans courir aux  
mes; l'Espagne étant dans l'état où elle est  
ésentement, & Mr. *Vatteville* ayant entre-  
is une nouveauté; en effet les Ministres  
Espagne, tant à Munster qu'ailleurs dans  
Empire & dans d'autres endroits, ont tou-  
urs évité la Concurrence & les rencontres  
lle que celle que Mr. *Vatteville* a recher-  
ée. Mr. le Comte de *Fuensaldagne* dit,  
r l'avis qu'on lui donnoit de Londres de  
qui s'y étoit passé, avec ordre de partir,  
le Mr. *Vatteville* auroit bien pû se passer  
leur rapeller ce souvenir. Ces marques  
ressentiment naissent naturellement, selon  
oi, de la nature de cette affaire, d'autant  
le lors qu'il y va de quelque offense, on  
onte pour un avantage & pour un honneur,  
ute la fierté qu'on a fait paroître; & dans  
tte occasion cela servira en Espagne, com-  
e je l'espère, à hâter la résolution d'éviter  
s brouilleries: ici ils traiteront cette affaire  
gens qui ont la force de leur côté & qui  
craignent point la Guerre; mais en mê-  
e tems en gens qui ne la cherchent pas mal-  
propos. Je crois que Leurs HH. PP. doi-  
nt faire d'autant moins attention à cela par  
port à nos Négociations, que quand mê-  
e on en viendrait à quelques démêlez nous  
y serions pas engagez après la Signature &  
Ratification. Vous me ferez plaisir de me  
ire part de ce que vous en peniez. Je  
is, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 27. Octob. 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 19. du courant puis le départ de ma dernière du 20. Comme nous attendons que vous nous informerez finalement de l'état où sont vos Négociations, & du succès du dernier Mémoire que vous avez présenté, on n'a encore ici aucune Révolution. Il ne s'est même passé qui mérite attention ; ainsi je finis celle-ci en vous assurant que je suis, &

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN-DE WITT.

*De Moret le 26. Octobre 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière, qui étoit du 19. courant, nous avons été tous les jours Fontainebleau pour y terminer ce qui peut mettre fin à cette longue Négociation ; vous verrez par l'incuse à quoi l'affaire reste crochée, & par conséquent sur quels points

nous avons besoin de nouvelles Instructions pour être en état de mettre la dernière main à toute cette affaire.

Il ne faut attendre aucun fruit de toutes instances qu'on pourroit faire dans ce sens-ci contre la Compagnie de l'huile de baleine, puis que ceux de cette Compagnie, à ce que nos Commissaires nous ont dit, ont contenté les Basques, Sujets de cette Couronne, qui alloient à la Pêche de la Baleine, de sorte que nous voila pourvus des plus fortes armes dont nous pouvons nous servir pour faire réussir ce que leurs HH. PP. souhaitoient, & ce qui irritoit la plupart des Ministres contre cette Compagnie, ainsi que je l'ai marqué dans quelques-unes de mes précédentes. Ainsi, est, je crois, le tems de nous autoriser de nous relâcher sur ce Point, à moins que la Régence n'aime mieux rompre les Négociations pour ce sujet, quoi qu'on soit d'accord sur le reste. Je vous prie d'examiner, en tout cas, il ne seroit pas à propos de stipuler, que ceux de cette Compagnie ne pouront pas se servir de ce qui est dit dans le Traité, de la liberté que les Parties contractantes auront d'acheter & louer des vaisseaux dans les États l'un de l'autre, pour faire quelqu'équipement dans les Provinces-Unies pour la Pêche de la Baleine.

Nous ne desespérons pas encore tout à fait de réussir sur l'Article du Droit de Tonneau selon l'intention de Leurs HH. PP. On ne veut pas se rendre aux raisons contenues dans notre Mémoire, ni à plusieurs autres.

tres que nous y avons ajoûtées de bouche & tout au plus, si l'on se relâche, ce ne sera pas sans demander quelque équivalent peut-être fera-t-on revivre alors quelques uns des Points que le Roi a proposez ci-devant, tant à son avantage qu'en faveur de ses Amis & Alliez; on parle même de démolir Rhynberg & de restituer les biens de l'Ordre de Malte; on dit pour raison, que le premier est un point de ménage, qui ne peut causer aucun préjudice.

Puis que Leurs HH. PP. ont au dessous de cette Ville plusieurs Forts, & que l'autre est un Acte de justice & un moyen de prévenir les effets de quelque mesintelligence avec l'Ordre de Malte. Nous jugeons qu'il faudroit ne pas faire de l'affaire de Rhynberg un Point nécessaire de nos Négociations qui pourroit leur être préjudiciable; ainsi nous serons attentifs à prévenir ou dissiper ce qu'on pourroit imaginer sur ce sujet. Nous prévoyons toutes les difficultez dont l'affaire de Malte est susceptible; mais nous craignons fort qu'on ne puisse éviter de convenir de quelque chose sur cet Article; ainsi nous voudrions savoir, si, selon les sentimens de la Régence, on ne pourroit pas accorder une chose qui a pour soi tant d'anciennes Résolutions, des Sentences rendues en Gueldres & tant de raisons de Politiques qui veulent qu'on prévienne les maux & les pertes, sur tout lors qu'elles ne renferment rien qui puisse entrer en comparaison avec l'intérêt essentiel que l'Etat & ses Habitans ont dans le Droit de Tonneau; approuveroit-on notre Négociation

on, si l'abolition du Droit de Tonneau épendoit de quelque satisfaction que l'on engageroit de donner à ceux de Malte, pour contenter le Roi; bien entendu que on ne pût rien obtenir de plus. Je ne suis pas certain de ce que l'on nous proposera; mais ce n'est pas sans fondement que je conjecture qu'il pourroit arriver qu'on demanderoit quelque équivalent pour l'abrogation de ce Droit de Tonneau, ce que j'aimerois mieux que ce que l'on propose en particulier, ou plutôt que l'on offre, de convenir de quelque tempérament, tant sur la manière de lever ce Droit, que sur la diminution de la somme.

Les autres Articles en dispute, comme celui de *Rhynberg & Ravstein*, la limitation de tems que cette Alliance durera provisoirement, & la clause confirmatoire des Traitez précédens ne nous arrêteront pas, tant que je puisse le prévoir; cependant, seroit bon que nous eussions sur ces Points des Ordres précis, puis que je crains que nous ne puissions pas nous accorder entre nous autres Ambassadeurs s'il s'agissoit de dire quelque chose de nous-mêmes, quoi que nous fussions d'accord, que les deux derniers Points nous sont plus avantageux que préjudiciables, & que le premier n'est pas fort essentiel, puis que, si Leurs HH. P. veulent que le Traité soit pour un plus long terme, il ne sera pas difficile de l'obtenir.

J'en étois ici lors que j'ai reçu votre Lettre du 20. Je suis de votre sentiment sur la  
né-

nécessité de presser la conclusion de nos Négociations, & je mettrai tout en usage pour y réussir: mais si nous étions enfin d'accord touchant le Droit de Tonneau, mes Colègues voudroient avoir des Ordres de Leurs HH. PP., de crainte que cette affaire ne rencontre quelqu'obstacle; ainsi je vous prie de les leur faire expédier au plutôt. Je n'attends qu'avant le départ de la première Postes nous aurons la dernière Résolution du Roi & d'abord nous ne manquerons pas de l'envoyer avec une Relation de tout ce qui s'est passé pendant & depuis notre dernière Conférence.

Nous avons communiqué à plusieurs personnes le contenu de la Lettre de Leurs HH. PP. en sorte que cela fera le même effet qu'elle avoit été rendue, & nous ne remettons à la rendre que par le conseil d'Ames qui peuvent nous être utiles.

J'ai appris par les dernières Lettres que j'ai reçues, que l'on murmure fort des Ordres que le Roi a donnez à ceux de la Religion Réformée, qui, malgré la Capitulation de la Rochelle & les Ordres du Roi, émanés en conséquence, se sont établis dans cette Ville. Nous avons parlé sur cela en faveur de ceux qui sont des Provinces Unies, l'on nous a répondu que s'ils vouloient demeurer dans cette Ville-là comme étrangers, ils n'étoient pas sujets à ces ordres, mais que s'ils ont obtenu des Lettres de naturalisation, & qu'ils voulussent s'en prévaloir, ils ne pouvoient être traitez que comme sujets du Roi; & dans la dernière vil



e nous avons renduë à Mr. le Comte de  
ienne, il nous dit que son sentiment étoit  
e ceux qui étoient naturalisez devoient ê-  
libres dès qu'ils renonçoient à leur natu-  
rification: cela étant ainfi, il ne me paroît  
s que ces ordres intéressent Leurs HH PP.,  
en loin de-là il est de leur intérêt qu'on  
e à leurs sujets les moyens de s'établir  
rs de la Patrie, tant que le séjour leur est  
fmis, *Commerciorum causâ*. Dans la Pro-  
nce de Gueldres on ne reçoit bourgeois  
cun étranger Catholique Romain, & ces  
essieurs-ci qui peuvent ne pas ignorer cela,  
roïtroient sans doute tort surpris qu'on se  
malisât chez nous de ce que le Roi n'ac-  
rde pas la même chose aux Réformez dans  
e Ville suspecte, & en vertu d'une Capi-  
ation.

On m'a dit que le Roi a proposé qu'on  
ât l'Article qui permettoit qu'on admît  
utres Princes & Etats dans le Traité,  
rce que l'Ambassadeur d'Espagne avoit dé-  
fait entendre, que le Roi son Maître vou-  
oit y être compris, & parce qu'on évite ici  
s occasions d'être obligez à un refus dans les  
rmes. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 3. Novembre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu, depuis ma dernière qui étoit  
27. du passé, la votre qui est datée du  
du même mois. Comme l'Assemblée  
Etats de Hollande & de West-Frise est co  
voquée pour le 15. de ce mois, on ne pou  
délibérer sur vos Négociations avant ce ten  
là, d'autant plus que nous attendons que  
fera la dernière résolution du Roi toucha  
le Droit de Tonneau, puis que tout se  
duit à ce seul Article, autant qu'il me  
roît; car, comme vous le savez, Leurs  
& G. P. se sont relâchées à l'égard de  
Compagnie de l'huile de Baleine, & M  
sieurs de Zeelande ont des ordres par  
port aux tempéramens touchant l'Elect  
de Cologne & le Prince de Neubourg;  
ne crois pas que les autres Provinces f  
sent beaucoup de dificultez, d'autant plu  
qu'à mon avis, ces choses en sont peu suscep  
tibles.

Je trouve qu'il y en a encore moins de  
l'omission de l'Article qui parle d'admet  
d'autres Potentats dans ce Traité.

La Clause où l'on auroit la précaution  
déclarer que les Traitez précédens restero  
da

ans leur entier en tout ce en quoi le présent Traité ne déroge pas, est, selon moi, tout à fait inutile, puis qu'il n'y a rien, autant que je le sache, dans aucune des Alliances précédentes, qu'on pût appliquer aux circonstances présentes, qui ne fût répété dans le Traité-ici, en sorte que cet Article ne contient que des obscuritez qui en tems & lieu pouroient occasionner quelque dispute; moi qu'il en soit, cette clause en elle-même n'est pas si importante pour suspendre la conclusion d'un Traité d'Alliance; d'un autre côté je ne crois pas que la France s'arrête à peu de chose.

Je trouve très court le terme proposé de dix ou douze ans, & il me semble qu'on devoit le fixer à trente ans, ou tout au moins vingt, ou vingt-cinq.

Si l'on réveilleoit à présent quelques-unes des propositions qu'on vous a faites ci-devant, cela ne manqueroit pas d'exciter ici quelque mécontentement, & quand même on pourroit porter les esprits à accepter quelque expédient touchant l'affaire de Malte, dès qu'il paroîtroit la moindre contrainte, l'en feroit assez pour en éloigner d'abord ceux qui y sont intéressés.

Je suis entièrement de votre avis sur l'affaire de la Rochelle; je finis en vous priant de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 1. Novembre 1661.*

**M** O N S I E U R,

Nous espérons plus que jamais un heureux succès, & quoi que je ne puisse pas assurer quelles en seront les conditions, cependant il est certain que nous trouvons de tous côtez plus de disposition à nous accorder ce que nous demandons par rapport au Droit de Tonneau. C'est à présent le moment, comme je crois, de donner ici toute sorte de satisfaction & des preuves sensibles de notre affection & de la déférence que nous avons toujours eue pour cette Couronne; il est de mon devoir de me servir ici de cet avertissement applicable à ce dont nous écrivons aujourd'hui à Leurs HH. PP., & à Mr. le Greffier, à l'occasion de l'heureuse naissance d'un Dauphin. On travaille à nous donner satisfaction. Un des Ministres, qui est porteur pour nous, nous entretenant du retardement que cause ce Droit de Tonneau, & de l'espérance où l'on étoit que la Reine accoucheroit d'un Dauphin, nous dit que la Reine devoit donner un Dauphin; mais que le Roi devoit se donner à lui-même & au Dauphin Leurs HH. PP. pour Amis, & qu'on étoit résolu de tout terminer dans peu à notre satisfaction.

satisfaction. Nous attendons tous les jours  
et heureux succès avec impatience, comme  
aussi les Ordres que j'ai demandez sur les  
articles allégués dans ma dernière. Je suis,  
C.

P. S. Il faudra penser à faire copier &  
vous envoyer les Traitez que nous devons  
produire lors que l'on conclura celui que  
vous négocions.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 2. Novembre 1661.*

MONSIEUR,

Je vous ai écrit hier par un Exprès qui  
ait porter à la Haye, de la part du Roi,  
une agréable nouvelle de la naissance du Dau-  
phin dont la Reine est heureusement accou-  
chée le même jour à midi. J'ai reçu depuis  
peu de tems-là votre Lettre du 27. du passé, où  
j'apprends qu'on attend que nous mandions  
dans quel état sont nos Négociations de-  
puis notre dernière Conférence, pour entrer  
en délibération.

On peut prendre pour dernier avis ce que  
nous avons écrit de la Compagnie de l'huile  
de Baleine & de l'exception de Rhynberg &  
Livestein de la Garantie générale; com-  
me nous sommes obligés de mander ce qui

se résout , ne feroit-il pas à propos , afin que nous fussions en état de travailler avec plus de confiance lors qu'il s'agira de conclure , que nous fussions autorisez à nous relâcher sur ces Articles & sur les autres allégués dans notre Lettre du 26. du passé , au cas qu'on nous accorde ce que nous souhaitons par rapport au Droit de Tonneau ; si tout si les dispositions où l'on est de terminer promptement, paroissent continuer. Nous n'oublions rien pour parvenir à ce but ; mais cependant , sans agir avec trop de précipitation à l'égard du Droit de Tonneau , par rapport auquel nos Amis nous ont conseillé jusqu'à présent de temporiser avec la prudence nécessaire pour obtenir quelque changement dans une Révolution qui étoit formellement prise à notre préjudice. Ce qui ne fait espérer de retirer quelque fruit de notre conduite, c'est que nous sommes informés de bonne part que nos raisons ont persuadé les plus entêtés de nos Commissaires qui nous seront plus opposés ; nous n'avons autre chose à craindre sinon , que les officiers des finances ne traversent les bonnes dispositions qui étoient le fruit de notre Mémoire & de nos instances réitérées ; ainsi nous ne pouvons rien assurer puis que nous sommes entre la crainte & l'espérance.

Aussi-tôt qu'on aura fait rapport au Roi de notre Mémoire & des raisons dont nous l'avons appuyé de bouche , nous présenterons à Sa Majesté la Lettre de Leurs Hautes PP. que nous seconderons d'un discours convenable ; c'est le dernier ressort que nous

avons

vons à faire jouër & dont il faudra attendre le succès d'une manière ou d'autre.

Pendant que je suis occupé à écrire celle-ci, j'apprends que l'Exprès qui devoit porter la nouvelle de la naissance du Dauphin n'est point parti, parce que l'Ambassadeur de Sa Majesté étant à présent ici, il faut délibérer sur quelle manière on fera cette notification. Je joindrai donc à celle-ci ma Lettre d'hier, & je vous recommanderai de nouveau ce que y marque touchant les marques publiques de joye que l'on a coûtume de donner à la nouvelle de la naissance d'un fils aîné de France. Je suis, &c.

P. S. Mr. *Hubert* m'a instamment prié de vous faire ses Complimens & de vous recommander le démêlé qui est entre les deux Provinces touchant les Cours de Justice, vous priant de faire ce qui dépendra de vous pour le terminer à la satisfaction des deux Partis autant qu'il sera possible, puis que l'union & la bonne intelligence entre la Hollande & la Zeelande y sont tant intéressées.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 9. Novembre 1661.*

**M** O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 2. du courant, nous n'avons fait aucun progrès dans nos Négociations comme vous verrez pas la Lettre ci-jointe. Ceux qui, depuis notre dernière Conférence, nous avoient fait espérer toute sorte de satisfaction sur le Droit de Tonneau, nous disent à présent qu'il n'y a point d'apparence, & qu'ils sont autant trompez qu'ils nous dans leur attente.

Deux de nos Commissaires ont parlé de ceux, sur la connoissance desquels, dans le minimum des finances, le Roi se repose entièrement; notre affaire a trouvé de grandes oppositions de ce côté-là. On dit qu'à la faveur de cet Impôt sur les Bâtimens étrangers, on engagera les sujets du Roi à faire bâtir eux-mêmes des Vaisseaux, & qu'il y a déjà des Bâtimens François en mer: que le Roi ne doit pas manquer ce moyen d'intéresser ses Sujets dans la Navigation, & qu'ainsi on ne doit pas faire beaucoup d'attention à tous nos raisonnemens. Qu'il faut apprendre de l'expérience même, si le Droit de Tonneau fait tant de dommage & une si grande desertion dans le Commerce & la Navigation; ainsi qu



que nous voulons le faire craindre, qu'alors on sera toujours maître d'y pourvoir puis que le Roi pourra toujours abolir ce Droit. Mais que Sa Majesté devoit du moins faire l'essai d'un Projet aussi considérable que celui qui tendoit à rétablir la Navigation ruinée de son Royaume. Qu'il étoit certain que dans les Réglemens que Leurs HH. PP. ont dans leurs Etats sur le Commerce & la Navigation, ils ont égard particulièrement aux intérêts de leurs Peuples, sans se soucier de celui des autres, qu'il étoit naturel que le Roi fît de même. Mais ce qui augmente notre crainte, c'est qu'outre ces considérations & le crédit de ceux qui les ont faire, le Roi fait paroître en toute occasion une répugnance extraordinaire à changer une résolution qu'il a prise avec connoissance de cause.

On saura dans trois ou quatre jours quelles nouvelles rapportera l'Exprès que l'on a dépêché à Madrid sur ce qui s'est passé à Londres, le Roi persiste dans le ressentiment qu'il se croit obligé de témoigner à cette occasion, & non seulement il n'a pas écrit au Roi d'Espagne pour lui notifier la naissance du jeune Dauphin; mais même il n'a pas trouvé à propos que la Reine la Médecine l'écrivît, & la Poste pour l'Espagne n'y porte sur ce sujet qu'une seule Lettre d'une Dame Espagnole qui a servi la Reine & qui est restée ici; & l'on juge qu'étant dans les termes d'une offense reçue, on ne doit pas faire une civilité dont on s'est quelque-fois acquité lors même qu'on étoit en Guerre.

Quoi qu'il en soit, on croit généralement que la chose n'ira pas plus loin; que les Espagnols plieront dans cette conjoncture autant qu'ils le pourront raisonnablement, & qu'ils le doivent en effet; & de ce côté-ci on se contentera de ce qui sera raisonnable. J'en suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 16. Novembre 1661.*

MONSIEUR,

Nous ne pouvons nous plaindre des délais que nos affaires ont souffert cette semaine puis que ceux qui en sont chargez, & qui sans doute nous sont favorables, nous ont assuré qu'ils n'ont manqué à lire notre dernier Mémoire dans le Conseil du Roi, qu parce que ceux qui devoient appuyer nos intérêts ne s'y trouvoient pas présens; ils nous ont promis en même tems d'en faire la lecture le plutôt qu'il se pourra, & dès qu'ils croiront que l'occasion nous sera favorable nous y veillerons tous les jours, & nous n'oublierons rien de tout ce que l'on peut attendre de nous pour hâter la fin de cette longue Négociation.

Il y a à Fontainebleau des Députez des Etats de Bretagne, qui sont chargez de demander l'abolition du Droit de Tonneau, & s'il

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 225  
ne peuvent l'obtenir, de solliciter au moins  
une diminution considérable de ce Droit: il  
y a quelque tems que la Ville de Bourdeaux  
a fait faire les mêmes remontrances par son  
Syndic qui étoit alors fortement appuyé par  
les Députés qui étoient alors ici pour plu-  
sieurs autres affaires: mais on n'a eu aucun  
égard à leurs sollicitations jusqu'à présent; &  
mais qu'on pouvoit les contenter seulement  
avec une diminution, pouvons-nous espérer  
d'obtenir une entière abolition? Tous nos  
Commissaires commencent à tenir le même  
langage; ils avouent qu'il n'y a point d'appa-  
arence de venir à bout de ce que nous deman-  
dons, & que si nous voulons finir nos Né-  
gociations, nous devons demander des Or-  
dres pour proposer quelque tempérament.  
Nous attendrons ce que produira notre Mé-  
moire & les pressantes raisons dont nous l'ap-  
puyons, avant d'en écrire à la Régence.  
Ce que j'ai marqué des conditions que l'on  
pourroit exiger *in eventum* pour compenser  
l'abolition du Droit de Tonneau, & entr'au-  
tres celle qui regarde les intérêts de l'Ordre  
de Malte, n'étoit fondé que sur les discours  
particuliers de quelques Seigneurs qui sont  
chargés de nos affaires. - Quoi qu'il en soit,  
je puis vous assurer que nous n'avons ici au-  
cun Ami, pour équitable qu'il soit, qui ne  
trouve que Leurs HH. PP. ont tort de refu-  
ser de donner satisfaction aux Maltois, si  
l'on pouvoit à cette condition obtenir l'aboli-  
tion du Droit de Tonneau qui rend, dit-on,  
un million par an. Ceux qui jusqu'à présent  
ont avancé nos affaires disent, qu'on leur

reproche en toute occasion d'avoir eu trop de facilité dans nos Négociations, & que s'ils avoient tenu plus ferme, on auroit obtenu ce qu'on demandoit sur plusieurs points proposez par Sa Majesté, entr'autres sur celui de Rhynberg. Vous comprenez aisément que ceux qui croient que cela se feroit faire ainsi sans nous donner satisfaction par rapport au Droit de Tonneau, opposeront à l'abolition de ce Droit d'autres conditions que celle qui est en faveur de l'Ordre de Malte, & sur laquelle on espère ici de réussir indépendamment de cette abolition.

La nouvelle que l'on a reçüe ici que le Prince d'*Espagne* est mort le jour même de la naissance du jeune *Dauphin*, donne lieu plusieurs discours à perte de vûë, sur tout puis qu'on doute fort que la grossesse de la Reine d'*Espagne* soit heureuse, vû l'indisposition de cette Princesse, & l'on ne croit pas que son Enfant puisse vivre, encore moins que ce puisse être un Prince: or faute d'héritier mâle la Reine de France auroit les premiers Droits à la Couronne d'*Espagne* comme étant l'aînée, sans que sa renonciation y apportât quelque obstacle, sur tout puis que l'on n'a pas encore exécuté la condition sous laquelle elle a été faite; savoir que sa dot seroit payée dans le terme d'un an. L'opinion générale est qu'au moins en cas de mort du Roi d'*Espagne*, sans héritier, la Reine auroit pour sa part la Bourgogne & les Païs-Bas Espagnols. On ajoute que l'on est assez de ce sentiment-là en *Espagne*, &, quoi que les Ministres voulu-

sent faire croire que le Roi ne pense seulement pas à toutes ces choses, il est certain que l'on est persuadé ici que l'on peut y faire fond *in eventum*; & même que du vivant du Prince d'Espagne il y a des Ministres dans ce Royaume qui se sont arrêtez à ces idées.

Mademoiselle de *Bouillon* m'a encore recommandé sa Requête tendante à ce que la Pension, qui lui est dévolüe, ne soit pas diminuée. Je n'ai autre chose à dire en sa faveur sinon, qu'outre les considérations tirées de la chose même qui peuvent lui être favorables, elle est la sœur de Mr. le Prince de *Turenne*, dont le Roi se sert de plus en plus dans son Conseil, qui nous a rendu de grands services, & qui est en état l'en rendre encore de plus importants à Leurs HH. PP., tant par rapport à nos Négociations que dans d'autres circonstances, & que les choses sont à présent ici sur un pied qu'il est de la sagesse de ménager ses Amis. Leurs N. & G. P. jugeront si l'on doit inférer de là qu'il est à propos de faire quelque chose d'extraordinaire en cette occasion en faveur de Mademoiselle de *Bouillon*. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 23. Novembre 1661.

MONSIEUR,

J'ai passé deux Postes sans vous écrire l'une parce que je n'étois pas à la Haye, & l'autre parce que je me suis trompé au tems ne réfléchissant point que les Lettres partent à present le mercredi & non le jeudi.

J'ai reçu en leur tems vos Lettres du 1. du 9 & du 16. de ce mois. Leurs HH. PP. ont résolu de donner les mêmes marques de joye pour la naissance du Dauphin, qu'Elles donnèrent en 1638. lors de la naissance du Roi à présent régnant. C'est sur quoi Leurs N. & G. P., & ensuite Leurs HH. PP., ont pris les résolutions ci-jointes, N. 1. & 2. en conséquence desquelles l'Etat a témoigné hier sa véritable joye, *in antecessum*, par une fête publique & les autres réjouissances ordinaires, comme lors qu'on remporte quelque Victoire signalée.

L'Assemblée de Leurs N. & G. P. a été complete hier, on y a fait raport du progrès de vos Négociations pendant leur absence; ainsi on délibérera sur ce point avant tout autre. Je ne manquerai pas de vous en mander aussi-tôt le Résultat.

On a donné la semaine passée toutes les  
Char-

Charges militaires vacantes, entr'autres la Compagnie de *Despon* au fils de Mr. *Brasset*, ainsi que vous verrez par la Résolution ci-jointe, N. 3.

On a en même tems donné un Régiment & une Compagnie à Mr. de *Mombas*, ainsi que vous verrez encore par la Résolution, N. 4. qui aneantit les deux tiers des prétentions des héritiers de Mr. *Hugo Grotius*.

Comme pendant l'absence de Leurs N. & G. P. il ne s'est rien passé qui mérite votre attention, je finirai celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Fontainebleau le 23. Novembre 1661.

M O N S I E U R,

C'est aujourd'hui que les Lettres des Païssas ont coûtume d'arriver ; cependant elles ne le font pas encore, soit à cause du mauvais tems ou par quelque'autre accident.

Comme nous n'avons ici ni loisir, ni sejour, je suis obligé de m'en rapporter à ce que nous écrivons aujourd'hui à Leurs HH. P., pour informer leurs N. & G. P. de ce qui s'est passé à l'égard de nos Négociations depuis nos Dépêches du 16. ; je n'y ajouterai autre chose sinon, que lors qu'on fait lecture de l'Article XXIX. du Traité de

Commerce, nous avons représenté que nous l'avions proposé en conformité de nos Ordres, qui étoient fondez alors sur l'espérance que nous obtiendrions ce que nous demanderions touchant le Droit de Tonneau & la Compagnie de l'huile de Baleine; qu'puis que cela n'étoit pas, Leurs HH. PP. se croyoient en bon droit, ou de revoquer cet Article, ou de le limiter de manière, que ceux de la Compagnie de l'huile de Baleine ou d'autres qui pourroient faire leur profit de la distinction du Droit de Tonneau, ne pûssent louer de Vaisseaux Marchands dans les Provinces-Unies, & faire tort par ce moyen aux Sujets de Leurs HH. PP.: cet Article ne parle à la vérité que des Vaisseaux qu'on feroit bâtir, ou qu'on loueroit, *nomine publico*; mais on pouvoit se couvrir du nom du Roi, outre que l'affaire deviendroit plus importante encore, si sous le terme louer des Vaisseaux on comprenoit aussi l'Equipage. La Régence examinera quels Ordres elle doit nous donner à cet égard.

Sur ce que vous me marquez, je tenterois volontiers de pénétrer jusqu'à quel point on admettroit ici les tempéramens, & j'en informerois Leurs HH. PP.; mais outre que mes Colègues & moi nous n'avons pû nous accorder à dire la moindre chose qui pût faire croire qu'il y avoit la moindre chose à espérer par rapport au Droit de Tonneau; ou que Leurs HH. PP. voulussent se relâcher on ne s'ouvrira pas ici jusqu'à ce que nous ayons des Ordres. Cependant, Mr. le Comte de Brienne croit que nous serons entièrement



ment satisfaits sur les trois premiers Points de tempérament proposé, & en partie sur le quatrième. Je ne sai si cela réussira, surtout par rapport au troisième Point, qui est le plus important, par les raisons que vous comprenez sans doute. Je crois, qu'à tout hasard, il faut conserver à Leurs HH. PP. la liberté de mettre dans leurs Ports les mêmes Impôts sur les Vaisseaux François que l'on met ici sur ceux de leurs Sujets. Dès qu'on aura obtenu cette condition, les raisons pour conclure l'emporteront sur celles qui seroient contre.

Je ne m'étendrai pas sur ces raisons, je marquerai seulement qu'en concluant le traité on coupe racine à toutes ces résolutions que l'on prend ici de tems en tems pour troubler notre Commerce; & la fierté naturelle au Roi, que la fortune nourrit dans le cœur de ses Ministres, me fait croire, que l'on travaillera avec plus de fruit dans l'occasion après la conclusion du Traité pour obtenir l'abolition du Droit de Tonneau que l'on ne feroit auparavant, & nous perdrons toujours plus que nous ne gagnerons à rester en suspens dans l'état où sont à présent les humeurs & les affaires à cette Cour-ci. Je vous écris dans ces termes, avec d'autant plus de hardiesse, que c'est le sentiment commun de tous ceux qui connoissent nos affaires & le génie de cette Cour, & qui nous ont effectivement déclaré ce qu'ils pensent.

J'ai fait valoir la plupart de vos Remarques. Nous parlerons encore sur la prolongation du terme & sur les Passeports ou  
Let-

Lettres de Mer. Je vous marquerai par la première Poste ce qui aura été résolu.

Au cas que Leurs HH. PP. jugeassent propos de conclure, il seroit tems de penser aux Présens que l'on a coûtume de faire aux Commissaires. Comme nous avons à faire aux plus considérables du Conseil du Roi, il seroit bon qu'on les fît d'une manière libérale, sur tout, vû le tems & l'usage de cette Cour-ci. On nous a sondez pour savoir si nous ne recevrons pas les Présens ordinaires, & l'on a trouvé extraordinaire; peut être encore mauvais, que nous eussions répondu que non, parce que la bienséance veut que si l'on reçoit, on donne; on pourroit voir recours à l'expédient de régler les Présens en nous envoyant nos Ordres & de les donner qu'après notre départ.

Le Fils de Mr. *Brasset* a été chez moi Moret pour s'excuser de ce que, vû la mort de son Père & les chagrins que lui donne son Beau-frère, il ne peut partir aussi-tôt qu'il auroit souhaité, pour aller solliciter en personne l'effet de la favorable résolution de Leurs N. & G. P., & leur présenter ses très humbles services. Il m'a prié en même tems d'employer mes bons offices pour auprès de Leurs N. & G. P., à ce que cet incident n'empêche, ou ne retarde la conclusion de la Compagnie vacante en sa faveur. M. de *Lionne*, qui s'intéresse beaucoup à ce qui regarde M. *Brasset* m'en a aussi parlé ainsi je vous prie de faire en sorte que l'on remarque ici que l'on a dans cette affaire toute la déférence que l'on souhaite. M.

*Brasset*

*assett* se préparera sans perte de tems à aller faire sa résidence dans les Provinces, & exécuter sa Charge. Je suis, &c.

P. S. On a reçu depuis trois jours la nouvelle que la Reine d'Espagne est accouchée d'un Prince qui se porte bien. La Cour de Justice établie à Paris pour connoître de l'affaire de Mr. *Fouquet*, fera des recherches sur toutes les malversations dans les Finances depuis 1635. Le Chancelier est à la tête de cette Commission, qui fera l'ouverture de ses Séances à Paris samedi prochain. Les Gardes du Roi y conduisent Mr. *Fouquet*, & l'on y transporte déjà ses Papiers.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 30. Novembre 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 23. de ce mois, j'ai depuis reçu la votre de la même date.

Le Résultat des Délibérations de Leurs M. & G. P. touchant vos Négociations, a été premièrement une \* Résolution sur les  
Ar-

\* Voyez les Résolutions secrètes, seconde Résolution  
vendredi 25. Novembre 1661.

Articles en dispute , à l'exception de celui du Droit de Tonneau, dont je vous envoie Copie, N. 1. En second lieu, l'avis des Commissaires sur ce Droit de Tonneau, qui en firent rapport le lendemain, & dont je vous envoie les notules ci-jointes N. 2. lors que la première fut portée dans l'Assemblée de Leurs Hautes Puissances, elle fut remise entre les mains des Commissaires; mais il n'y a pas encore eu de Délibération sur l'avis, parce que les Membres les plus éloignés n'avoient pas encore d'Instruction. Je prévois qu'il y a des Membres qui formeront des difficultez; mais si la Province de Zeelande vouloit tant soit peu concourir, les Délibérations ne rencontreroient guère d'obstacles. J'en écris aujourd'hui à Monsieur le Conteailler Pensionnaire de cette Province; Mr. d'Hubert pourroit de son côté faciliter la chose par ses bons avis, & je ne doute pas qu'il ne voulût bien y contribuer. Je vous prie de lui faire mes complimens. Comme je n'ai autre chose d'important à vous mander, je vous envoie la Résolution touchant les affaires d'Angleterre, N. 3. & l'avis que nous avons reçûs de ce Pais-là par la dernière Poste. Je suis, &c.

† ~~-----~~ *Rapport du samedi 26. Novembre 1713*

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Moret le 30. Novembre 1661.*

MONSIEUR,

Je n'ai reçu aucune de vos Lettres par les  
dernières Postes. La dernière que j'ai  
l'honneur de vous écrire étoit du 23. du  
urant.

Je me suis servi des Pièces que vous m'a-  
vez envoyées pour insinuer ce que j'ai jugé  
convenable par raport au P. d. O., en for-  
que vous pouvez être assuré que je n'ai  
oublé de ce que vous m'avez recom-  
mandé. On ne parle plus, depuis quelque  
ans, de ce qui m'avoit réveillé sur ce sujet.  
Je crois qu'il ne seroit pas à propos d'y  
re penser en faisant des sollicitations hors  
propos. Mad. la P. D. est ici parfaite-  
ment haïe & peu estimée, en sorte que la  
principale raison pour laquelle on ne donne  
aucune satisfaction au Fils, est la haine que  
l'on a pour la Mère, laquelle pourroit bien ren-  
dre inutile les sollicitations que l'on fait pour  
la vacuation du Dom. d'O. Ainsi, celui qui  
s'occupe ici pour elle n'est pas fort à craindre, &  
il va bien que sa Maîtresse y a fort peu de  
pouvoir.

Il n'y a rien de nouveau par raport à nos  
négociations, si ce n'est que j'ai été infor-  
mé

mé sous-main, que l'on pouroit bien demander à Leurs HH. PP., à l'occasion de ce qui s'est passé à Londres entre les Carroffes de France & d'Espagne, qu'Elles reconnussent en concluant ce Traité, la préséance de France sur l'Espagne, comme un Droit dispensable de cette Couronne; & qu'à cet effet elles prissent, en faveur de la France, une résolution semblable à celle de la République de Venise. Il me semble que cette demande est assez bien fondée; si l'on vouloit témoigner quelque fermeté, cela pourroit faire ici un bon effet; mais en ce cas-là pourroit-on pas demander que la France accordât à Leurs HH. PP. la préséance sur le Duc de Savoye ?

Peut-être auriez-vous souhaité qu'on fût exprimé avec plus de force dans la seconde Section de votre Mémoire contre le Droit de Tonneau, lors qu'on alléguoit les anciens Traitez; je dois vous avertir que nous l'avons fait dans l'original que nous vous avons délivré aux Commissaires, auquel nous avons même ajouté les Extraits des Traitez précédens & des Déclarations du Roi; & vous envoie ci-joint l'Extrait de cette seconde Section de la manière qu'elle a été corrigée.

Je ne sais quelle diminution on pourroit obtenir sur le Droit de Tonneau; & je crains que nous ne puissions aller jusqu'à la moitié; cependant, si cela se pouvoit, joint aux autres diminutions dont nous parlons dans notre dernière à Leurs HH. PP. on pourroit con-

Compter que le Droit seroit diminué au moins  
deux tiers. Je suis, &c.

M. S. Aussi-tôt que nous serons arrivés  
à Paris, nous parlerons des Lettres-de-Mer.  
celles dont on veut se servir de la part du  
Roi, différeron en quelque chose de celles  
que nous proposons de la part de Leurs  
Majestés PP. à cause des Intérêts de l'Amiral ;  
mais cela ne sera pas capable de nous arrê-

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 1. Décembre 1661.

Monsieur,

Je vous suis très obligé de la communica-  
tion des affaires contenues dans votre Paquet  
de votre Lettre du 23. de Novembre. Je  
vous dirai que Mrs. les Ambassadeurs à Lon-  
dres ont soin de m'envoyer toutes les se-  
ries Copie de leurs Lettres à Leurs HH.  
Majestés ; ainsi, ce peut être une peine de moins  
pour vos Commis, à moins que Mrs. de  
Verwardt & de Horn, ne vous donnent  
quelques avis particuliers, ou à la Province  
de Hollande, que vous voulussiez bien me  
communiquer. De mon côté je ne laisserai  
passer aucune occasion de témoigner com-  
ment je suis parfaitement, &c.

A

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 1. Décembre 1661.

MONSIEUR,

J'ai reçu la résolution de Leurs N. & P. du 4. Août de cette année qui m'a envoyé le 21. Novembre, je ne manque pas de m'en servir dans l'occasion selon l'intention de Leurs N. & G. P.

Il y a quelques semaines que j'ai eu l'honneur de vous donner avis, qu'on avoit négocié & conclu ici une étroite Alliance Confédération entre les Couronnes de France & de Suède.

Ce Traité a été négocié avec beaucoup de secret, jusques-là même, que dans la Conférence & pour le coucher par écrit personne ne fut admis que Sa Majesté, sous Elle Mr. de Lionne d'une part, & l'autre Mr. le Comte *Totb* & Mr. *Cambio*, Ministre de Suède; ainsi, ce n'est que par conjecture qu'on parle du contenu de ce Traité.

Cependant, je ne puis m'empêcher de vous informer de ce qu'on en pense le plus généralement, & que l'on ne craint d'obstacle à cette Cour-ci & à celle de Suède, que de la part de Leurs HH. PP., du Roi de Danemark & de l'Electeur de Brandebourg.



sans cela ces Alliez sont assurez du succès de leur Confédération.

Pour moi mon sentiment est, que cette Alliance n'a pour but que de s'opposer aux desins de la Maison d'Autriche en Allemagne, parce que l'on a sçû par expérience avec le tems, qu'il n'y a point autant de gens à faire sur l'Alliance conclûe à Francfort avec les Princes Allemans du Rhyn & quelques autres, qu'on se l'étoit imaginé lors qu'on négocia ce Traité.

Je persiste dans ce sentiment jusqu'à ce que je sois mieux informé, & je crois que cette Alliance est en particulier contre le dessein que l'Empereur a de faire tomber la cession du Royaume de Pologne, & de la Principauté de Lituanie, à quelqu'un de la Maison d'Autriche, lors que le Roi de Pologne viendra à mourir, ce que la France souffrira pas, puis qu'elle-même a dessein de faire tomber l'Electon sur un Prince du

3.  
Je suis informé de bonne part, que Mr. *Brofosio* a porté à Stokholm le Traité conventionnellement à Fontainebleau, & qu'il a été d'abord approuvé & ratifié, sans y faire le moindre changement, ni même la moindre difficulté, & qu'on attend ici au prochain jour cette Ratification.

On dit que pour dissiper cette jalousie & éviter qu'elle pouroit avoir, on a intention de faire à cette Cour ci, d'envoyer quelqu'un de leurs HH. PP., au Roi de Dannemark & à l'Electeur de Brandebourg, pour leur faire entendre que ce Traité ne comprend rien

rien contre leurs intérêts , bien loin depuis que c'est pour empêcher que la Puissance de la Maison d'Autriche ne s'étende davantage par la possession d'un Etat aussi considérable que le Royaume de Pologne , & Principauté de Lituanie , que l'on rend bien-tôt d'Electif, Héréditaire dans cette Maison , qui fait réussir dans ces desseins comme on le fait par expérience. Vous êtes le seul à qui j'écris sur ce sujet ; je vous prie de me croire, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 7. Décembre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai reçu depuis ma dernière, qui étoit du 30. du passé, la votre de même date. Depuis que je vous ai écrit, Leurs N. & P. ont pris le 2. de ce mois la Résolution \* ci-jointe. N. 1. touchant vos négociations : mais en même tems il a été ordonné qu'on en surseeroit l'exécution jusqu'à-ce que la Province de Zeeland en ait pris une semblable, de sorte qu'elle n'aient une alternative, & qu'on a fort recommandé de la tenir secrète, c'est à qu'on

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du jeudi & vendredi 1. & 2. Décembre, 1661.

us prie de faire attention. Il faudra attendre le Resultat des Délibérations de ceux de Hollande sur ce sujet, avant de rien proposer à la Généralité.

J'espère qu'au cas que Leurs HH. PP. prennent la même Résolution, vous serez assez suffisamment instruits pour conclure & voter d'abord : car on ne manqueroit pas de prendre ici en mauvaise part, que l'on fît encore quelque nouvelle proposition qui arrêteroit de nouveau la conclusion du Traité. Or, si, s'il survenoit quelque nouvelle Proposition, soit touchant le rang entre la France & l'Espagne, soit sur quelque autre sujet, je crois, sur votre meilleur avis, que vous devez décider que vous n'avez pas d'Ordres, & qu'il ne seroit pas possible d'en avoir de long tems, si ce que Leurs N. & G. P. étans séparées, n'est point facile de les rassembler dans cette saison-ci ; & outre cela, il me semble que de telles propositions n'ont rien de commun avec le Traité dont il s'agit, & qu'on ne pourroit parler & traiter de ces choses avec beaucoup plus de fruit après le rétablissement de la bonne intelligence.

Je n'ai pas oublié vos recommandations en faveur de Mr. le Major de *Bret* ; d'abord j'ai fait en sorte de le mettre à couvert de la forme dont il étoit menacé ; & depuis ces temps-là, ayant trouvé l'occasion non seulement de le sauver de la Reforme, mais même de le faire monter un degré plus haut, vu l'inclination que la plupart des Membres avoient de soulager le Lieutenant Colonel *Perpon-*  
*et Maison-Neuve*, dans son malheur, j'ai

disposé Leurs N. & G. P. à nommer M. de *Bret* Lieutenant-Colonel du Régiment de *Mombas*, par leur Résolution du 30. passé, que vous trouverez ci-jointe, N. Je finis celle-ci en vous priant de faire mes complimens à Mrs. van *Gendt* & d'*Huben* & de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 8. Décembre 1661.*

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 1. de ce mois, j'ai depuis çû à Paris la votre du 30. avec les Pièces incluses.

Je ne doute pas que la Régence n'ait çû, avec ma Lettre du 23. Novembre, les Articles que nous avons ajustez ici, & que nous avons envoyez le même jour à Leurs HH. PP., quoi que vous n'en fassiez mention dans votre Lettre, & qu'il n'en soit rien dit dans les avis des Membres sur les Négociations.

Nous attendons avec impatience que la Résolution on aura pris sur ces avis de l'Assemblée de Leurs N. & G. P., & ensuite dans la Généralité; d'autant plus que le bruit court, qu'il y a quelques Négociations sur le tapis pour unir plus intimement la France

rance & l'Angleterre; quoi que je ne puisse l'affirmer, cela ne laisse pas de me faire soupçonner & craindre, que si nos Négociations ne se terminent pas bien-tôt, cette affaire, si elle est vraie, pourroit lui être éjudiciable par rapport à l'Article de la Pêche. Je vous prie de m'envoyer une Copie de la Déclaration que Mr. *Downing* a faite devant à Leurs HH PP. au nom du Roi son Maître au sujet de la Pêche; car je crains de ne pouvoir trouver la Copie de son Mémoire que l'on m'a envoyée alors.

Si les Ordres de Leurs HH. PP. sont tels, s'il y ait apparence que nous puissions en venir à la conclusion, je crois qu'il est du service de l'Etat, que nous reçussions en même tems, ordre ou permission de partir d'ici aussi-tôt après la signature du Traité, laissant à Mr. *Boreel* le soin des affaires particulières qui ne seront pas terminées, parce qu'étant sur les lieux pour faire rapport de tout, nous puissions d'autant plus faciliter la ratification; outre que par ce moyen l'on épargnera les grandes dépenses de l'Ambassade, & nous éviterons les propositions de plusieurs affaires particulières ou publiques d'autres Princes qu'on ne manqueroit pas de nous faire, & dont on exigeroit l'exécution comme les premiers fruits de cette nouvelle Alliance; car tous ceux qui ont quelques prétentions ne manqueront pas cette occasion de les faire revivre & de les appuyer de la recommandation de cette Couronne auprès de Leurs HH. PP.

Sur tout l'on doit ne rien oublier sur l'Article

ticle des Présens, qui est beaucoup plus essentiel que je ne l'aurois crû, sans plusieurs choses que j'ai vûës & entendûës. Je croi que le meilleur moyen d'éviter de choquer les gens ici en leur faisant des Présens sans en vouloir recevoir, seroit de régler ces Présens en même tems qu'on nous enverroit l'Ordre de conclure ; mais de ne les envoyer que lors que nous serons de retour, ou plus, lors que nous serons en chemin.

Il m'a encore été dit de bonne part, ainsi que je vous l'avois déjà marqué dans ma dernière, qu'il pourroit arriver qu'on ne proposât que Leurs HH. PP. prissent une Résolution semblable à celle des Vénitiens touchant la Préséance de la France sur l'Espagne : mais j'ai appris qu'il est arrivé hier un Courier d'Espagne qui a apporté la nouvelle, que le Roi d'Espagne, pour donner satisfaction au Roi de France, consentoit à ce qui avoit été réglé sur ce sujet à Rome à Venise & en dernier lieu en Angleterre fût pratiqué par tout. Si cela est, sans doute qu'on ne parlera plus de cette proposition ou du moins il n'y aura point de difficulté à la prévenir, quoi que sans cela je crois que la Préséance de la France sur l'Espagne doit être comprise au nombre des droits indispensables de cette Couronne. Je m'informerai de ce qui en est, comme aussi d'un bruit que court, que l'indisposition du Roi d'Espagne augmente, & que la santé du jeune Prince est très foible. Je suis, &c.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 14. Décembre 1661.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 7. du courant, j'ai  
cû la votre en date du 8. Mrs. les Etats de Zee-  
nde s'étant conformez en substance à ce  
le ceux de Hollande avoient résolu tou-  
ant vos Négociations, ainsi que vous le  
urez voir par la Copie ci-jointe, N. 1.  
es Députez de Leurs HH. PP. pour les af-  
res de France, ont aussi-tôt pris cette af-  
re en considération, & dans leur rapport ont  
oposé le Projet de Résolution ci-joint,  
. 2. que les cinq Provinces qui votent les  
emières ont approuvé; mais celles d'Over-  
ssel & de Groeningen, remettant la chose  
x délibérations de leurs Supérieurs, ont  
é cause que l'on n'a pû prendre une con-  
usion finale; cependant, on engagea ceux  
Over-Yssel à déclarer le lendemain qu'ils  
arrêteroient pas la conclusion s'ils étoient  
seuls; & ceux de Groeningen ont envoyé  
ix Etats de leur Province qui sont présen-  
ment assemblez, les Avis & Projets, tant  
ceux de Hollande, que des Députez de  
eurs HH. PP. sur ce sujet; sur quoi ils  
nt reçû réponse par provision, que lesdits  
tats avoient nommé des Commissaires pour

en faire l'examen, & qu'on leur envoyere au plutôt leur Résolution, comme ils s'entendent à tout moment, on n'a pû leur persuader de donner les mains à la conclusion; mais je crois que sur l'avis que je vous donne de ceci, vous pouvez tout disposer en attendant, sur tout par rapport aux tempéramens touchant le Droit de Tonneau.

Quant à l'exception limitée par rapport à l'Electeur de *Cologne*, & au Prince de *Nbourg*, Leurs N. & G. P. croient que meilleur seroit de ne pas nommer explicitement les Villes de *Rhynberg* & de *Raveste* parce que Leurs HH. PP. prétendent qu'elles en sont le est de leur dépendance, & qu'Elles y ont même le Droit de Souveraineté.

Vous remarquerez qu'il n'est pas fait mention expresse dans ce Projet de résolution, de l'omission des Articles XII. & XIII. qui parlent de l'admission d'autres Potentats dans cette Alliance, ni de la clause réservée proposée par la France, par rapport aux Traités précédens; ni de la Compagnie de l'huile de Baleine, quoi qu'il en soit parlé dans les Projets que l'on vous a envoyez, & dans l'avis Provincial de *Zeelande*: mais vous comprendrez aisément que ces Points & Clauses ne sont omis que parce qu'ils se trouvent, ou retranchez, ou couchez selon l'intention de Leurs HH. PP., dans le dernier Projet que vous avez envoyé par votre Lettre du 13. Novembre; en sorte que l'intention de l'Etat à cet égard, est comprise dans la dernière période de ce Projet de résolution où vous êtes autorisé à conclure sur tous

Poi



oints non exprimez conformément aux Pro-  
s envoyez ci-devant.

Par rapport au Droit de Tonneau , on a  
prouvé que la supposition du mot *Navires* à la  
place de ceux *Denrées ou Marchandises*, n'est  
pas encore une barrière assez forte contre les  
nouveaux Impôts à venir ; ainsi il faut que  
vous y glissiez quelque autre expression plus  
simple, conformément à l'intention de l'E-  
t, & sur tout de bien prendre garde qu'il  
ne reste aucune porte ouverte à de plus  
grands Impôts sur les Marchandises, soit  
qu'elles soient chargées dans des Vaisseaux  
des Sujets de l'Etat, ou des Sujets de Sa  
Majesté ; qu'à l'avenir on ne pût rendre plus  
onéreux pour les Sujets de la République l'E-  
dit émané touchant le Droit de Tonneau,  
en faisant quelque nouvel Edit ou Régle-  
ment, qui ordonneroit, par exemple, qu'au-  
cuns Vaisseaux ne seroient tenus pour Fran-  
çois, que ceux qui auroient été construits  
en France, ou dont les Pilotes & les prin-  
cipaux Officiers, ou même une partie des  
matelots seroient François & Sujets de Sa  
Majesté, ou quelque autre Article également  
onéreux pour les Sujets de Leurs HH.  
P. qu'on ne peut prévoir, ni nommer ;  
comme l'on n'a pû prévoir le Droit de Ton-  
neau lors qu'on s'est contenté des termes  
*Denrées & Marchandises*.

On n'a pris encore aucune conclusion dans  
la Généralité sur la Résolution des Etats de  
Hollande par rapport à la Négociation d'An-  
gleterre, dont je vous ai envoyé une Copie.  
Je vous envoie ci-joint, N. 3. ce que Mr.

l'Envoyé *Downing* a présenté par écrit aux Etats Généraux pour tranquiliser les Sujets de la République, par rapport à leur Commerce, Navigation & Pêche.

Ce Mr. *Downing* m'a entretenu fort long ces jours passez sur ce sujet, & il n'a pas de raisons qu'il n'ait employées pour me persuader, que nous ne devions pas suspendre la Garantie de la France par rapport à la Pêche; tout ce qu'il me dit se réduisoit à ceci, que cet Etat étant une République qui ne chercheroit jamais à empiéter sur l'Angleterre, pouvoit librement continuer sa Pêche sans craindre le moindre trouble; mais qu'ils ne souffriroient jamais que la France qui étoit un puissant Royaume, & une Nation entreprenante, pêchât en repos, pour qu'ils devoient craindre, qu'à la faveur de la Pêche, la France ne devint plus abondante en Matelots, qu'elle n'étendît sa Navigation & ne devint ainsi formidable à l'Angleterre, ce que les Anglois devoient prévenir selon leurs maximes. Sur quoi il m'entretenoit de tout ce qu'ils mettent en œuvre pour troubler la Pêche des François, & comment les Rois de France avoient souvent demandé aux Anglois qu'ils laissent pêcher un certain nombre limité de Vaisseaux, en ajoutant souvent que c'étoit pour leur Table; sur quoi les Anglois avoient accordé des Passports & Permissions limitées. D'où il concluoit, que nous devions être assurez, qu'à dès que cette Garantie seroit conclûe, la République seroit avec la France *de facto* en Guerre avec l'Angleterre, puis que jamais il

ne laisseroient les Pêcheurs François en pos. Quoi que je ne sois pas le seul à qui a tenu ces discours, & qu'il ait parlé dans les mêmes termes à plusieurs Députés des Provinces; cela n'a pas fait la moindre impression sur Leurs HH. PP., qui sont toujours du même sentiment que ci-devant. Peut-être les Ministres Anglois parlent-ils bien différemment en France, & qu'ils y forment des difficultés toutes opposées; mais je crois qu'un Prince aussi ferme ne s'y arrêtera pas, qu'il achèvera l'ouvrage de la Garantie avec d'autant plus de Résolution.

Je ferai en sorte, qu'en vous envoyant les ordres, on y joigne la Permission de revenir d'abord, & je penserai aux Présens dont vous m'avez parlé fort à propos. Je suis elle-ci en vous priant d'en faire part à M. Moreel, puis que vous êtes à présent ensemble à Paris; je vous prie aussi de lui faire mes complimens, & à Mrs. van Gendt & d'Hurt; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 15. Décembre 1664.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 7. du courant, depuis le départ de ma dernière qui étoit du 8. suivant.

L 5

J'ai

J'ai tout lieu d'espérer que nous obtiendrons une diminution considérable du Droit de Tonneau, & je crois qu'après la conclusion du Traité, nous pourons encore faire une tentative indirecte sur la générosité du Roi & de faire déchirer, soit après la conclusion soit après l'échange des Ratifications, l'Article que nous tâcherons de faire séparément sur cette affaire, & il faudra être attentif, soit à présent, soit dans une conjoncture plus favorable, à profiter des occasions de se faire des Amis. Je ne communiquerai à qui que ce soit la Résolution de Leurs N. & G. P., & je n'oublierai rien pour exécuter ponctuellement ce que Leurs H. PP. résoudront en conformité.

Ce que l'on avoit publié ici, & que vous avois mandé, que le Roi d'Espagne avoit donné satisfaction à cette Cour-ci sur la Préséance, s'est trouvé faux, & l'on m'a assuré ce matin que le Gentilhomme qui étoit en apporter la nouvelle n'est pas encore arrivé. Nous exécuterons ce que vous m'avez mandé, touchant les propositions qui pourroit nous faire à ce sujet; & j'espère qu'on n'exigera rien de nous qui parût défavorable sur la question; mais si l'on demande que les Prérogatives du Rang soient exprimées en termes généraux dans le Traité, de même que le Droit de Pêche, je ne vois rien que nous puissions rien alléguer là contre avec raison; je souhaiterois que vous marquassiez ce que vous en pensez. C'est le Comte de Lionne qui en a parlé à Mr. de Wicquefort, lui faisant entendre, que lors de la conclusion

clusion du Traité on exigeroit de Leurs HH.  
P. qu'Elles se déclarassent sur ce Point.  
Je suis de plus en plus d'opinion, que dès  
que l'on sera en état de signer, il ne faut pas  
laisser un seul moment d'intervale, puis qu'on  
pourroit s'en servir mal à propos pour propo-  
ser quelque'autre affaire, ce que nous tâche-  
ons de détourner autant que nous pourons.

Le Frère du Lieutenant *Buillan*, que vous  
connoissez, comme je crois, m'a prié de  
lui procurer votre Protection en cas que son  
Capitaine, qui est fort mal vint à mourir.  
Les longs services & le mérite parlent pour  
lui, aussi-bien que la recommandation d'un  
des Commis de Mr. le Comte de *Brienne*.  
Vous savez que nous avons à ce Comte tou-  
tes les obligations que l'on peut avoir à un  
Ministre étranger, & son Excellence m'a re-  
commandé les intérêts de cet homme dès a-  
vant la Résolution de Leurs N. & G. P.  
contre les recommandations étrangères.

J'ai appris avec plaisir que Mr. de *Bret* ait  
éussi dans ses affaires, nous ne manquerons  
pas de faire en sorte que Mademoiselle soit  
informée de l'attention de Leurs N. & G.  
P. pour sa recommandation. En mon par-  
ticulier je suis très sensible à celle que vous  
avez bien voulu avoir pour ma prière. Je  
serai toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Décembre 1661.*

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire le 15. de ce mois, & j'ai reçu depuis votre du 14. avec les annexes, que j'ai communiquées sur le champ à Mr. l'Ambassadeur *Boreel*.

Nous avons parlé à Mr. le Comte de *Brienne* conformément au contenu du Projet de Résolution de Leurs HH. PP. du 1. de ce mois, & nous l'avons prié de disposer les choses de manière, qu'aussi tôt réception des Ordres que nous attendons nous puissions conclure sans plus de délais & qu'à tout hazard on mît la dernière main de la part de Sa Majesté, aux quatre Points de diminution du Droit de Tonneau, au cas néanmoins qu'il fût entièrement impossible d'en obtenir l'entière abolition. Ce Seigneur s'est chargé de chercher dès demain l'occasion d'informer Sa Majesté de tout ce que nous lui avons dit, & il nous a témoigné l'envie qu'il avoit de seconder les bonnes intentions de Leurs HH. PP. Il nous a même offert de nous procurer une Conférence avec Mrs. les Commissaires, afin de tout ajuster; mais Mrs. mes Colégues ont fait

dis

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 233  
difficulté de pousser les choses si loin sans des  
Ordres précis; ainsi jusqu'à ce que nous les  
ayons reçus nous ne pourons faire autre chose  
que de disposer les choses dans nos visites  
articulières. Nous ne nous endormirons  
pas, & nous aurons soin de faire valoir, par  
rapport à la Pêche, les discours de *Mr. Downing*.

*Mr. le Prince de Turenne* nous a rendu  
visite il y a trois jours, & nous a assuré de  
nouveau, que le Roi & ceux de son Con-  
seil, étoient sincèrement disposés à conclure  
avec nous; son Altesse, *Mr. le Tellier*, &  
*Mr. Colbert*, ont ordre de Sa Majesté de  
resser un avis sur la diminution que l'on  
pourroit accorder à Leurs HH. PP. sur le  
Droit de Tonneau; ce qui nous a donné  
occasion de lui apporter toutes les raisons qui  
servent à appuyer chacun des Points de dimi-  
nution que nous avons proposés, & de lui  
recommander très sérieusement toute cette  
affaire. On nous donne de bonnes paroles,  
& l'on nous fait entendre, qu'après la con-  
clusion du Traité, il se rencontrera bien-  
tôt quelque occasion favorable d'obtenir l'en-  
tière abolition de ce Droit.

Les affaires du P. d. O., dont *Mr. de Z.*  
est chargé, sont toujours dans la même si-  
tuation, & ceux qui le favorisent & qui con-  
noissent la carte du Pais, lui conseillent de  
se hâter. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 28. Décembre 1661.*

MONSIEUR,

J'ai manqué à vous écrire par la dernière Poste, parce que j'ai été quelques jours absent de la Haye, outre que je n'avois rien vous mander depuis mes Dépêches du 1. Je me flate qu'aussi-tôt que vous aurez reçu la Résolution de Leurs HH. PP. du 22. de ce mois, vous aurez pû conduire vos Négociations à la conclusion qu'on souhaite depuis si long tems; & au cas qu'il y manque encore quelque chose à la réception de celle-ci, je ne doute pas que vous n'aportiez tous vos soins pour y mettre une fin.

J'ai reçu en leur tems vos deux dernières l'une du 15. & l'autre du 22. de ce mois. Avant mon départ j'avois remis votre Lettre du 8., où vous me parlez des Présens entre les mains des Députés ordinaires de Hollande en l'Assemblée de Leurs HH. PP. mais à mon retour j'ai trouvé que Mrs. les Conseillers-Députés qui étoient présens lorsqu'on prit la Résolution du 22., firent difficulté de faire proposer l'affaire de Présens en avoir des Ordres exprès de Leurs HH. & G.P. J'ai donné ordre qu'on recherchât qui s'étoit passé en pareille occasion, & lo

qu



ne j'en serai instruit je mettrai la chose sur le tapis, s'il se trouve qu'on a pris des Résolutions sur pareilles affaires sans un Ordre particulier de Leurs N. & G. P.

J'espère & j'ose même ne pas douter qu'on ne vous fera plus de nouvelles propositions de la part de la France, soit par rapport à la dispute sur le Rang, soit par rapport à toute autre affaire, puis que raisonnablement cela auroit dû se faire avant que vous demandassiez vos derniers Ordres: mais si cela arrivoit, contre toute attente, ou qu'on ne pût pas dissuader le Roi, il me semble qu'il vaudroit mieux comprendre le Droit ou la Prérogative du Rang sous les Droits à garantir, ainsi que celui de la Pêche, sans néanmoins en décider de part ou d'autre, que d'abandonner le Traité sans le conclure; car je crois qu'il n'est pas du tout à propos que vous écriviez encore ici pour de nouveaux Ordres, puis que cela ne manqueroit pas d'irriter les esprits, causer de la défiance, & peut-être même renverser tout l'ouvrage de vos Négociations; car il y a des Membres à qui cette étroite obligation d'en venir à une rupture ne va point encore dans la tête.

Je vous envoie ci-joint une Résolution de Leurs HH. PP. sur les Négociations d'Angleterre, & quelques propositions importantes que l'Ambassadeur d'Espagne a faites à la Généralité le 16. de ce mois.

On a réglé avant-hier par le menu avec cet Ambassadeur, le partage des terres d'outre-Meuse, & on en a signé le Traité dans les formes de part & d'autre.

Je

Je ne manquerai pas de faire attention à votre recommandation en faveur du frère de Mr. *Buillau*, Lieutenant de la Compagnie du Capitaine *Marienbordes*; mais les Capitaines Réformez y apporteront un grand obstacle.

Mr. *Nieuport* m'a très instamment recommandé l'affaire du Sr. Jean *Pedy* Marchand à Rotterdam, touchant certaine Galiote nommée le Monde renversé, Capitaine Jean *Adrianz Halsge*, arrêté l'année passée 1660. à St. Valery sur la Somme; par l'Intéressez à la Compagnie de l'huile de Beine & du Sr. Jacob-Janse de *Fonge & f* Affociez Freteurs & Propriétaires des Bâmens l'Ange Gabriel & l'Espérance, Capitaine *Huygh-Davids* & Jean-Willemsz de *Zéew* arrêtez par les mêmes Intéressez à Crotoy sur la Somme; au commencement de la même année 1660. je connois ce Jean *Pedy*, & fais que c'est un bon Patriote; ainsi je vous prie d'aider ces Personnes autant qu'il dépendra de vous. Vous apprendrez la situation de leurs affaires par les Lettres de Recommandation de Leurs HH. PP.; & par les Intéressez mêmes, ou ceux qui en sont chargés. Je suis, &c.

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 257*

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 5. Janvier 1662.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 22. du  
m. j'ai reçu la votre en date du 28. du  
me mois.

Nous ferons tout ce qui dépend de nous  
pour terminer ici les affaires sans aucun dé-  
& je suis persuadé que nos derniers Or-  
dres seront suffisans sans qu'aucun incident  
vous oblige d'en demander de nouveaux. Je  
rai écrire avec plus de certitude ce qui en  
viendra à la fin de la Conférence que nous au-  
rons cet après-midi avec les Commissaires  
de Sa Majesté.

En attendant, il seroit bon que l'on se hâ-  
te de copier les Traitez que l'on doit pro-  
duire selon le contenu du Traité, & qui doi-  
vent être compris dans la Garantie; mais si  
vous ne les avez pas à tems, nous ne di-  
rions pas pour cela la conclusion & la  
signature du Traité, puis qu'on pourra stipu-  
ler qu'ils seront produits avant la Ratifica-

Je crois que ce que vous m'avez mandé  
par discours de Mr. *Downing*, fera ici un  
effet par rapport aux affaires des Anglois :  
et de nos Commissaires m'ont assuré dans  
des

258 *Lettres & Négociations-entre*  
des visites particulières, qu'ils font ici toute  
sorte d'offres pour contenter le Roi sur  
Article.

Il semble qu'on ne parle plus de l'affaire  
de la Préséance depuis les dernières nouvelles  
que l'on a reçues de Madrid: mais M.  
de *Lionne* m'a encore parlé du Droit du  
villon que nous avons toujours traité avec  
beaucoup de ménagement, & moi en particulier  
dans cette occasion: mais lors qu'on  
a toute sorte de Droits sur Mer & sur Terre,  
on ne peut guère refuser une spécification  
qui ne décide un Droit douteux: je crois  
c'est sur cette maxime qu'il faut traiter du  
Droit plutôt que d'user de délais dans  
affaire que la Regence voudroit voir conclure  
cependant, nous n'oublierons rien de tout  
que vous nous marquez, ou que nous pourrions  
imaginer pour terminer avec ce qui est  
déjà réglé tout ce où Leurs HH. PP. n'ont  
fait aucun changement.

Lors qu'on aura vu ce que l'on a comme  
de faire par rapport aux Présens, il faudra  
en régler l'augmentation non par la proportion  
Arithmétique, mais par la Géométrique:  
c'est à dire sur les circonstances du tems;  
on est accoutumé à présent de donner  
beaucoup plus qu'autre-fois, & à recevoir  
même, sur tout à la Cour.

Dans nos visites particulières, nous avons  
trouvé plusieurs Personnes beaucoup plus  
difficiles que ci-devant sur le Point des  
péramens par rapport au Droit de Tonnage  
soit que l'état de nos Négociations en  
Angleterre en soient la cause, soit que

dit informé que nous sommes autorisés à  
rêter la main avec plus de facilité que ci-de-  
vant à la conclusion de cet Article, ou peut-  
être que ceux qui nous avoient donné de si  
belles espérances, avoient trop présumé des  
bonnes dispositions de Sa Majesté.

Je vous avoué que si le jeune Prince d'Es-  
pagne est d'une si foible & si douteuse com-  
plexion qu'on le publie ici, j'aurois de la  
peine à déterminer ce que nous devons fai-  
re, ou ne pas faire; mais je trouve, avec  
vous, que les Propositions de l'Ambassadeur  
d'Espagne sont très considérables. Je vous  
 prie que ceci soit dit entre nous. Je suis,  
c.

P. S. On ne nous a rien proposé de nou-  
veau dans notre Conférence, on a écouté  
avec beaucoup de patience les raisons dont  
nous avons appuyé nos Propositions, il pa-  
roît même qu'elles ont fait quelque impres-  
sion. On nous a prié de les délivrer par é-  
crit, afin d'avoir sur cela la résolution de  
Sa Majesté au commencement de la semai-  
ne prochaine.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 11. Janvier 1662.*

MONSIEUR,

Ayant été incommodé, j'ai laissé passer dernière Poste sans vous écrire, outre ce je n'avois rien d'important à vous mander. J'ai reçu la votre du 5. en son tems, & j'entends par la premiere Poste l'avis de la conclusion du Traité.

Leurs HH. PP. ont nommé hier des Commissaires pour examiner les Traitez qu'il veut faire garantir par la France; je presse ce travail & je vous enverrai d'abord qu'on aura fait copier.

Je ne crois pas qu'on puisse prendre Résolution par rapport aux Présens avant que Leurs N. & G. P. se soient rassemblées, tout puis que vous êtes d'avis qu'on doit augmenter suivant les circonstances & l'usage du tems.

N'ayant autre chose à vous mander que que l'on vous envoie de la part de Leurs HH. PP., je finirai celle-ci en vous priant de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 11. Janvier 1662.

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 5. de ce mois; puis ce tems-là je n'ai reçu aucune de vos épêches.

Nous avons eu de grandes contestations avec Mrs. nos Commissaires, tant dans notre Conférence que dans des visites particulières sur l'insertion du mot de *Pêche*, d'autant qu'ils soutenoient que nous devions nous contenter des termes généraux du quatrième Article; & que de notre côté nous prétentions que cette spécification étoit nécessaire pour prévenir des disputes semblables à celles que l'on avoit déjà eues. Le ressort qui les fait agir est l'envie de ménager les Anglois; mais nous disons, & l'on en convient avec nous, que c'est inutilement que se gisant d'une Ligue générale, on cherche un terme qui puisse en même tems assurer leurs HH. PP. que la Pêche est comprise dans le Traité, & faire croire aux Anglois qu'elle n'y est pas comprise; qu'il n'étoit pas nécessaire d'avoir recours à l'artifice lorsqu'on n'en tiroit aucun avantage, & que le meilleur moyen de sortir d'affaire à cet égard étoit

étoit d'exprimer naturellement & simplement sa pensée: Que les intérêts communs le demandoient, & qu'il y avoit plusieurs raisons qui démontreroient que les Anglois n'en avoient aucune de s'en formaliser, & que le Roi en avoit de très fortes pour ne pas s'en embarrasser. Il y a plusieurs de nos Commissaires que nos raisons ont persuadé, il nous faut attendre quelle impression elles feront sur l'Esprit du Roi. On ne nous a point parlé du Pavillon dans la Conférence mais dans toutes nos visites particulières, n'y a rien que nous ne fissions pour ne point mettre cet Article en Négociation; cependant, je crains qu'on ne nous le propose & alors je ne sais comment nous pourrions l'éviter; sur tout dès que nous resterons fixés sur l'expression du mot de Pêche. Il est bien vrai que nous pouvons répondre que c'est s'y prendre trop tard, que la Pêche doit être nommée comme le Commerce & la Navigation, qu'on doit se garantir mutuellement tous ces Droits sans qu'il soit nécessaire de les spécifier tous, & faire en ceci beaucoup de bruit sans y trouver le moindre avantage; mais tout cela n'est pas suffisant pour détruire les raisons qu'on y opposera.

On ne s'est exprimé qu'en termes généraux sur le Droit de Tonneau, & nous ne pouvons rien conclure de certain.

On a beaucoup parlé du Traité conclu avec l'Ambassadeur de Suède; mais j'ai de bonne part qu'il ne contient autre chose qu'une Garantie de la Paix d'Allemagne, & une Ligue défensive, avec la condition



Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 263  
Nation Suédoise jouïra dans ce Royaume  
mêmes avantages pour le Commerce &  
Navigation, qui sont ou seront accordez  
Habitans des Provinces Unies. Je suis,

P. S. Le Comte d'*Hont* n'a pû encore ob-  
tir Audience du Roi, c'est la Reine d'An-  
leterre qui lui rend ce mauvais office, &  
a dit publiquement que le Roi d'Angleter-  
a priée de faire en sorte que ce Comte ne  
pas reçû ici à la Cour, & qu'il lui a é-  
que c'étoit par surprise qu'il avoit obte-  
Audience de Sa Majesté Britannique.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 19. Janvier 1662.*

MONSIEUR,

Je profite de l'occasion du départ de Mr.  
Lat pour vous écrire avec sûreté & sur le  
comp, une affaire qui pouvoit devenir inu-  
tile par les delais & qui demande du secret.  
Vous aurez remarqué sans doute dans tou-  
tes nos Dépêches, sur quel fondement & sur  
quel pied on a traité ici avec nous jusqu'à  
présent, sur le Droit de Tonneau, par quels  
moyens on nous a enfin engagez à propo-  
ser une diminution pour sortir d'affaire. On  
ne fait pas encore quel en sera le Résultat,  
d'au-

d'autant que la maladie de Mr. le Chancelier est cause que l'on n'a pas encore fait part au Roi de notre dernière Conférence & que nous ne pouvons espérer que ce Mr. le Comte de *Brienne* nous a promis, qu'on feroit demain ce Rapport étoit possible. Cependant, on ne nous propose qu'en termes généraux sur lesquels il n'y a pas de fond à faire, & en tous cas, il est assez probable que nous n'obtiendrons pas ce que nous avons demandé. Or voici la raison pour laquelle je vous écris ceci. Des Marchands de la Meuse, qui ont ici habitation, nous ont informé, qu'il y a ici des personnes qui offrent de faire que le Droit de Tonneau soit aboli par rapport à tous les Vaisseaux qui viendront de dehors dans ce pays, ou qui en sortent: ils s'engagent d'exécuter cette promesse par le moyen de ceux qui les emploient. pourvu que les Ambassadeurs de Leurs HH. PP. voulussent promettre une récompense de \* cent cinquante mille livres. Cette affaire m'a été proposée en secret, & pour la faire goûter & justifier en même tems, ce que l'on promet, on ne demande des Ambassadeurs qu'une promesse signée de leur main, & au bout de laquelle les cent cinquante mille livres promises seront payées dès que la promesse sera exécutée & non auparavant. sorte qu'on ne donnera la récompense qu'après que le service promis aura été effectué.

\* Cent cinquante mille livres de France faisoient cent vingt-cinq mille florins de Hollande,

ent rendu. On ajoûtoit que ceux qui pro-  
soient cela sont intéressez pour soixante  
ille livres dans le Droit de Tonneau, sur  
quel ils avoient des assignations pour cette  
nme, qu'ils seroient obligez de donner  
quante mille livres à un Seigneur de dis-  
ction, & quelques petites sommes à quel-  
autre pour faire réüssir la chose: que de  
ns en tems ils nous rendrons compte, ou  
l'Ambassadeur ordinaire de Leurs HH. PP.,  
progrès qu'ils feront jusqu'à-ce qu'ils  
ent entièrement obtenu l'abolition. Je  
r ai parlé de l'abolition totale de ce Droit;  
is ils me répondirent qu'ils ne pouvoient  
promettre pour l'abolition du Droit qui  
lève sur les Vaisseaux qui vont d'un Port  
autre; & qu'on ne doit pas proposer la  
indre diminution dans la récompense  
ils demandent. Qu'au cas qu'on refuse  
ofres, ceux qui les font, travailleront,  
nme ils s'en flatent, avec succès, pour  
e continuer le Droit de Tonneau. Il me  
ble qu'en cela on ne peut payer qu'en  
vice rendu, & cela encore après que tous  
autres moyens de réüssir dans cette affai-  
sont devenus inutiles. Je crois que l'on  
roit stipuler un certain terme au bout du-  
l on devroit voir l'effet de cette promes-  
ependant, je ne sai pas si ces gens-là y  
droient consentir. En tout cas il n'y a  
une proportion entre cent cinquante mil-  
livres & un Impôt qui rend tous les ans  
is fois autant & même davantage à la char-  
des Bâtimens des Provinces-Unies. Ainsi,  
crû qu'il étoit de mon devoir de vous

mander ceci afin que vous vissiez si l'on peut nous envoyer quelques Ordres sur cela avec le secret que demande une chose de cette nature. On demande que nous rendions une réponse positive avant huit ou dix jours parce qu'on ne peut différer plus long-temps à donner un avis pour ou contre nous, qu'il n'y a que cette récompense qui puisse nous tirer d'affaire, puis qu'autrement ils seront obligés de voter pour la continuation du Droit de Tonneau. Je ne sais ce qui en est & si c'est une histoire faite à plaisir ou non mais nous saurons peut-être avant huit jours si, sans cet expédient, nous pourrions obtenir ce qu'on nous propose, quoi qu'il n'y ait pas lieu de beaucoup espérer, puis que nos propositions mêmes sont inférieures à ce qu'on nous promet. Si, dans le tems marqué, il ne s'ensuit rien d'essentiel, les instances que l'on aura faites de ce côté-là contre le Droit de Tonneau lui porteront toujours quelques coups, & nous ne serons obligés à rien. Il me semble que Mrs. les Ambassadeurs consentiront volontiers à donner cette promesse signée de leur main, pourvu que Messieurs d'Amsterdam leurs répondissent de l'indemnité, sur le revers que l'Etat leur en donnera. Je confie cette affaire à votre sage & sûre direction, & suis, &c.

*Mrs. J. de Witt & C. van Benningen. 267*

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris, le 19. Janvier 1662.*

MONSIEUR,

Mrs. les Ambassadeurs mes Colégués ont  
trouvé bon que je vous écrivisse ce matin  
sur une affaire qui demande le secret; c'est  
pourquoi j'ai remis cette Lettre à Mr *Buat*,  
qui a bien voulu s'en charger, afin qu'elle  
vous fût rendue en sûreté & en diligence,  
dès qu'il a pris la Poste.

Je ne sai si Monsieur d'*Estrades*, qu'on  
envoie à la place de Mr. de *Thou* sera fort  
utile à Leurs HH. PP. On a publié ci-  
avant, à son desavantage, qu'il avoit part  
dans quelques Vaisseaux armez en course sur  
des Vaisseaux des Sujets de Leurs HH. PP.,  
ce qui aura sans doute laissé dans les esprits  
quelque impression contre lui; & il sera d'au-  
tant moins bien venu en Hollande qu'il a  
demandé le paiement des arrérages  
de ses gages depuis qu'il est au service de  
votre Excellence, & qu'il feroit en sorte de faire don-  
ner sa Charge à un de ses fils. Je ne sai pas  
certainement ce qui en est; mais j'ai cru  
qu'il étoit de mon devoir de vous mander  
ce que l'on m'a assuré. Au reste, il nous  
a toujours parlé ici comme très affectionné  
pour la République, & pour nos affaires,

M 2

&

& dans l'occasion il a tâché de nous persuader qu'il avoit conseillé au Roi l'abolition du Droit de Tonneau.

Nous sommes très mortifiéz qu'on nous remette de jour à autre, & les affaires de Leurs Hautes Puissances, ainsi que cela arrive de tems en tems. On presse extraordinairement le départ de Mr. d'*Estrades*, malgré maladie de son Epouse qui est très mal, une fièvre quarte dont il est incommodé, qui fait croire qu'il doit être chargé de quelque affaire importante, qui a raport à nos Négociations, qui aparenment ne traîne en longueur que parce que l'on attend le succès de sa Commission. Mais on nous a formé sous main, depuis quelques jours, que l'on ne presse tant son départ qu'à condition qu'il soit à Londres en même tems que Mr. de *Gamarra*, & avoir l'œil sur ce qu'il pourroit y faire de la part du Roi d'Espagne pour changer les dispositions que l'on avoit faites par raport à l'entreprise de Mr. de *Vattem*. Mr. de *Lionne* nous a assuré aujourd'hui que l'on n'a envoyé en Angleterre aucun ambassadeur qui pût retarder nos Négociations, que nous pouvions en assurer Leurs Hautes Puissances.

La Personne de distinction dont il est parlé dans la Lettre que je vous ai écrite, Mr. *Buat*, est Mr. le Duc de *Vendôme*; je suis, &c.

A M<sup>r</sup>. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 25. Janvier 1662.*

M O N S I E U R,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 11. de ce mois; je ne vous ai pas écrit depuis, tant parce qu'il ne se passe rien ici qui mérite que je vous le mande, jusqu'à ce que l'on sache quelle sera la dernière résolution du Roi sur vos Négociations, que parce que j'ai été quelques jours à Dort pour conclure le mariage de la fille de ma sœur aînée, qui se mariera le 7. de Février, en sorte que je serai encore obligé alors de me rendre-là pour quelques jours.

J'ai reçu en leur tems vos trois Lettres; l'une du 11. & les deux autres du 19. de ce mois.

L'affaire du Pavillon, dont vous me parlez dans votre Lettre du 11. est très délicate, & d'une nature bien différente de celle du Rang dont vous m'aviez écrit quelque chose ci-devant. Je ne fais si les François ont à cet égard quelque prétention ou Droit sur les Anglois, ni quel peut-être ce Droit. Quant à Leurs HH. PP. leur Droit est indisputable à cet égard; ainsi il n'y auroit en cela aucune réciprocation, ce qui se trouve cependant dans l'Article de la Pêche.

che. Si cette affaire du Pavillon étoit portée publiquement dans quelque Conférence, & qu'il fût impossible de l'éviter, j vous laisse à penser s'il ne seroit pas à propos de demander aux Commissaires François une Déclaration par écrit du Droit que le Roi prétend avoir à cet égard; il paroît que ce seroit, que ni ses Vaisseaux ni ceux de ses Sujets ne fussent pas obligés de baisser le Pavillon devant celui de Anglois, ni les Anglois aussi devant le sien auquel cas il y auroit de l'égalité; ou que le Vaisseaux Anglois amenassent le Pavillon devant le Pavillon François, comme la France a toujours prétendu le *Pré* des Anglois excepté dans les rencontres sur Mer, ou qu'on fît une distinction entre Vaisseaux de la Couronne & Vaisseaux des particuliers entre une Flotte & un Vaisseau, ou quelques Vaisseaux de guerre, ou autres particularitez semblables. Je m'imagine qu'ils feront scrupule de déclarer clairement leur Droit, encore moins de le mettre par écrit au lieu que le Droit de notre République & de ses Habitans, de pêcher librement en pleine Mer est clair & peut être proposé & soutenu sans scrupule.

J'ai communiqué à Mrs. les Conseillers Députés le contenu de votre Lettre du 19 où vous me marquez les offres que l'on vous a faites de faire abolir en partie le Droit de Tonneau, moyennant une déclaration, ainsi que vous me le marquez: ayant délibéré sur ce Point, ils ont jugé qu'il n'étoit pas à propos d'accepter ces of-



offres, parce que la plus grande charge de ce Droit de Tonneau tombe sur le transport d'un Port de France à l'autre, que lors qu'il faudra empêcher la diversion dans la Navigation de cet Etat, en mettant quelques Impôts sur les Vaisseaux François dans l'autres Pais, on trouvera assez d'expédiens; qu'il pouroit arriver que par ce moyen proposé on parviendroit à voir l'abolition de ce Droit pour quelque tems; mais que cette récompense réveillant l'appétit il pouroit aussi arriver qu'on le rétablirait bien-tôt après pour attraper encore quelque morceau semblable; qu'ainsi, si ceux qui faisoient ces offres vouloient promettre que ce Droit seroit entièrement aboli & donner des assurances qu'il ne seroit pas rétabli, comme, par exemple, une bonne caution ici en Hollande de rembourser en ce cas-là ce qu'ils auroient reçu, alors on pourra prendre leurs offres en considération.

Je n'ai rien autre chose à vous mander; ainsi, après vous avoir prié de faire mes complimens à Mrs. van Gendt, d'Hubert & Boreel, & vous avoir envoyé les derniers avis que nous avons eus d'Angleterre, je finirai en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.  
JEAN DE WITT.

De Paris le 26. Janvier 1662.

**M** O N S I E U R,

Mr. de *Marimbordes*, Capitaine d'une Compagnie d'Infanterie dans le Régiment de M<sup>r</sup> d'*Haulterive*, sur la Répartition de Hollande est mort depuis peu ; & Mr. *Buillau*, qui a été long tems Lieutenant de cette Compagnie vacante, espère que Leurs N. & G. lui feront la grace de la lui accorder, tant en faveur de ses services militaires, que de ceux de ses frères & lui ont rendu à l'Etat avec autant de fidélité que d'exactitude, pendant plus de 25. ans, que parce que ledit Lieutenant est devenu avec le tems, de simple Soldat de cette Compagnie, Enseigne, & d'Enseigne Lieutenant, & qu'il y a 10. à 12. ans qu'il conduit & commande cette Compagnie en Chef, tant à cause de la maladie de son Capitaine *Marimbordes* qui étoit retombé en enfance, que parce qu'il avoit quitté pour cette raison la garnison de *Mastricht* pour se retirer à *Utrecht*, en sorte que ce Lieutenant a été seul chargé du soin de cette Compagnie pendant tant d'années.

Toutes ces raisons qui méritent attention nous ont engagé à vous écrire celle-ci à la prière de Mr. *Buillau*, l'un des premiers  
Com-

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 273*  
ommis de Mr. le Comte de *Brienne*, &  
ère de ce Lieutenant, qui, lui-même a  
ssi porté les armes ci-devant au service de  
Etat. Nous vous prions d'appuyer notre  
commandation dans l'Assemblée de Leurs  
& G. P., en sorte que ce Lieutenant  
tienne par ce moyen la récompense de ses  
ings services.

Nous ferons par-là en droit de prétendre  
ceux qui y prennent intérêt, qu'ils nous  
ndent à leur tour quelque service dans nos  
égociations pour le bien & l'avantage des  
ujets de Leurs N. & G. P. vous nous sa-  
lons & vous prions de nous croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Janvier 1662.*

MONSIEUR,

Nos Colègues & chacun de nous en parti-  
ulier, sommes entièrement persuadés des  
avorables intentions, & de l'affection toute  
articulièr de Mrs. les Comtes de *Brienne*  
ère & Fils, dont ils ont donné des preuves  
epuis quelques années, & encore dans la  
onjoncture présente, pour les intérêts de  
Leurs HH. PP. & de leurs Sujets; en parti-  
ulier ils ont contribué autant qu'ils ont pu  
l'avancement des affaires qui ont relation  
la Négociation présente du Traité d'Al-  
M 5 iance.

liance. C'est ce dont nous vous prions d'être autant persuadez que nous-mêmes.

Ces deux Seigneurs nous ont recommandé dans les termes les plus forts & les plus engageans l'avancement de Mr. le Lieutenant *Buillau*, en nous déclarant qu'ils regarderont cette faveur comme s'ils l'avoient reçue eux-mêmes, c'est pourquoi nous avons jugé nécessaire & même utile de joindre cette Lettre à la précédente. Nous laissons votre prudence à réfléchir sur le poids de cette recommandation, & nous nous persuadons que vous en ferez usage pour faire en sorte que ce Lieutenant obtienne la Compagnie vacante.

Nous ne doutons pas que ce ne soit un moyen d'obliger ces Comtes & de les engager à redoubler leurs bons offices en faveur de l'Etat. Nous nous en remettons sur ce à votre condescendance ordinaire, & nous vous prions de nous croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Janvier 1662.*

**M** O N S I E U R ,

Je ne puis vous exprimer le chagrin & mécontentement que mes Colègues & moi avons, de ne pouvoir mettre l'Alliance que nous traitons en état d'être conclûe, apr

que Leurs HH. PP. y ont tant contribué de leur part, en se relâchant sur plusieurs Articles, sans demander de nouveaux Ordres, de nous contenter de termes généraux par rapport à la Garantie des Droits de l'une & de l'autre, puis que le Roi ne veut pas se résoudre à contenter Leurs HH. PP. en exprimant le mot de *Pêche*. Nous nous étions imaginé qu'on ne nous refuseroit pas cela à la fin, nous l'espérions même, puis que la raison étoit pour nous, en le demandant, & qu'on nous avoit assuré que le Roi ne demandoit pas mieux que de conclure le Traité; & que d'un autre côté Leurs HH. PP. avoient été au devant de tout ce que Sa Majesté pouvoit exiger sur d'autres Points: c'est ce qui nous faisoit croire qu'on auroit facilement passé sur les difficultés que l'on trouve ou qu'on a fait par rapport à cet Article, pour ne pas aggraver un Etat avec lequel on veut contracter une si étroite Alliance. Pour moi j'y trouvois d'autant plus d'apparence, que depuis six mois dans toutes les Conférences que nous avons tenuës, & dans toutes les visites que nous avons renduës à nos Commissaires, nous leur avons mille fois répété que nous supposions toujours qu'on ne feroit pas de difficulté sur le mot *Pêche*, lors qu'il ne resteroit autre chose à régler, pour conclure entièrement le Traité, puis que nous ne demanderions plus d'Ordre à cet égard, & que nous n'avions aucune raison de croire qu'on nous en voulût envoyer; jamais on ne nous a contredit lors que nous nous sommes exprimés ainsi, à moins qu'on ne voulût

prétendre que c'étoit nous contredire que nous répondre, qu'ils ne pouvoient nous dire que ce que Sa Majesté avoit déclaré sur cet Article. Outre cela nous avons toujours soutenu, & autant qu'il nous l'a paru on est tombé d'accord avec nous, qu'il étoit évident que Leurs HH. PP. ne pouvoient convenir d'une Ligue défensive & d'une Garantie générale, sans y comprendre le Droit de la Pêche. C'est ce qu'on ne nous disput pas même à présent, tout le différent consiste en ce que nous demandons que le mot soit nommément exprimé, & que le Roi ne veuille employer d'autres termes que les mots généraux, *autres Droits par mer & par terre*. Nous alléguons en notre faveur, qu'il faut s'expliquer clairement sur un Point de cette importance; qu'on ne détermine pas dans le Traité jusqu'où s'étendent ces Droits à garantir & qu'il n'y a pas d'Etat, encore moins un aussi puissant Roi, qui pût souffrir que d'autres Nations se mêlassent de se rendre garantes de quelque Droit qui lui appartient; que c'étoit en vain qu'on alléguoit l'Angleterre, non seulement, puis qu'il n'en étoit point parlé dans tout le Traité, & qu'on n'y exprimoit ni des prétentions, ni des Droits que les Anglois pussent disputer; mais aussi, puis qu'on ne peut mettre Leurs Hautes Puissances en repos à l'abri des expressions générales à moins qu'elles ne soient propres à faire comprendre aux Anglois que l'intention du Roi est de comprendre la Pêche sous ces termes, ce qui seroit fort inutile, pour ne pas dire peu convenable,

puis

mais que ce seroit faire entendre qu'on a  
voulu surprendre, ou Leurs HH. PP., ou  
le Roi d'Angleterre : que nous nous con-  
tenterons d'exprimer la chose dans un Ar-  
ticle secret, que si l'on nous objecte, com-  
me on le fait effectivement, qu'il n'y a point  
de secret chez nous, nous répondons que  
nous ne pouvons assurer à Leurs HH. PP.,  
que ces termes généraux renferment la Pê-  
che, dès qu'ils peuvent laisser les Anglois  
sans l'opinion qu'ils ne la renferment pas :  
Que cette prétendue complaisance pour les  
Anglois est mal fondée, & qu'il y a mille  
raisons pour la détruire, qui peuvent faci-  
lement faire comprendre que ceux qui pré-  
sument refuser un mot, pour s'expri-  
mer clairement sur une chose qui concer-  
ne les intérêts communs, pourroient d'au-  
tant plus refuser dans la suite ce qu'exige-  
roit d'eux la Garantie mutuelle; que ceux  
qui s'imaginent que, lors qu'on auroit ad-  
opté ces termes généraux, on pourroit faire  
croire en Angleterre, que cette Couronne  
n'est pas obligée à maintenir la Pêche,  
pour je ne sai quelles considérations in-  
compréhensibles, seroient capables tout de  
même de le soutenir & de vouloir le faire  
croire à Leurs HH. PP., pour ne pas rom-  
pre avec un Royaume que l'on ménage  
présent avec tant de délicatesse, en sacri-  
fiant même ses propres intérêts; Que nous  
savons que penser de toute l'Alliance,  
mais que Leurs HH. PP. ne peuvent obte-  
nir, par tant de condescendances, qu'on  
passe par dessus cette considération pour

l'Angleterre ; en un mot , que nous n'avons pas ordre de rien céder davantage & que nous ne croyons pas en pouvoir obtenir ; & qu'il est fort désagréable pour Leurs HH. PP., que tant de délais se terminent à un pareil refus , qui non seulement rend tant de peines inutiles , mais même qui pouroit inspirer du dégoût pour tout le reste ; puis qu'on peut aisément se persuader que cette Couronne n'a guere à cœur les Intérêts de Leurs HH. PP. Car lors qu'il s'agit d'une Alliance aussi considérable , il semble que l'on fait paroître jusqu'où va l'affection & les bonnes dispositions qui sont nécessaires pour lui donner toute sa force. Que ce refus fera d'autant plus d'impression sur les esprits qu'il s'agit d'un intérêt commun , & par rapport auquel Leurs HH. PP. ne demandent de déclaration particulière que sur une chose dont le Roi d'Angleterre leur a promis par Mr. *Downing*, de les laisser en paisible possession. Enfin , qu'il ne peut naître de-là que des soupçons trop bien fondés , qui pouroient entraîner dans une méfiance préjudiciable , puis que l'on fait que langage Mr. *Downing* a tenu sur le chapitre de la Pêche des Sujets de cette Couronne ; pourra-t-on croire que cela seul n'aura pû engager le Roi , qui est si sensible en toute autre occasion , à s'expliquer clairement avec Leurs HH. PP. ; sur tout puis qu'on peut toujours répondre aux Anglois , qu'on n'a rien décidé qui les regardât , & que Leurs HH. PP. se contentent de ce qu'ils leur ont déclaré.



Je ne m'étendrai pas sur les autres raisons dont nous nous servons pour faire comprendre que le Roi a autant d'intérêt de Leurs HH. PP. à s'exprimer clairement, & que de témoigner quelque scrupule à cet égard, c'est se jeter dans des embarras qu'on évite en s'exprimant sans détours. Vous en pourrez juger par tout ce que nous avons déjà écrit sur le même sujet. J'ajouterai seulement, que comme toutes ces raisons sont fortes, & pour ainsi dire péremptoires, & que nous les avons déployées, non seulement dans nos Conférences, mais même dans toutes nos visites particulières; nous croyons qu'elles auront fait quelque effet sur l'esprit de nos Commissaires tant qu'on en peut juger par la contenance avec laquelle ils les écoutoient: mais il paroît, qu'à l'exception de Mr. le Comte de Brienne, la complaisance qu'ils ont les uns pour les autres, suffit pour les engager à aller au devant de celui qui veut leur persuader quelque chose, & à réfuter tout ce qui est le plus favorable à nos affaires. Nous sommes persuadés par plusieurs raisons, que dans cette occasion-ci on a eu cette espèce de complaisance pour un certain Seigneur, ou plutôt pour l'opinion dont le Roi s'est entêté, pourvu que cela ne vienne pas de plus loin; c'est à dire de la Reine d'Angleterre, si ce qu'on nous en a dit, peut-être pour nous ôter la pensée que nous avions de ce Seigneur, est plus vrai que je ne le pense. Il est vrai aussi que si ce Seigneur en agit ainsi, ce n'est par aucune aversion pour

pour nos intérêts, pour lesquels il a toujours témoigné beaucoup d'affection; mais il s'est laissé gagner en faveur du Roi d'Angleterre, dont il est fort aimé, & il croit qu'on doit ménager dans ce tems-ci les bonnes dispositions où ce Prince paroît être: on n'oppose que cette dernière raison à toutes les autres, sans néanmoins déclarer directement que le Roi comprend particulièrement Pêche sous les termes généraux; car alors il seroit inutile de dissimuler avec l'Angleterre; ainsi l'on veut que nous le concluyions nous-même de ces termes: & ceux qui nous parlent comme d'eux-mêmes, nous disent encore, qu'on ne seroit aucune difficulté de tranquilliser entièrement Leurs HH. PP. adressant, sur ce Point, un Article secret; l'on n'étoit persuadé ici qu'il ne pourroit demeurer secret; on ajoute à cela que le Roi a fort à cœur l'Alliance avec Leurs HH. PP., que ses intentions sont palpables; que Leurs HH. PP. ayant la réalité ne devroient point paroître difficiles sur des mots que l'on ne ménage que pour leur bien & celui de cette Couronne; que c'est aux instances de cette Couronne qu'est dûe la déclaration de *Mr. Downing*; que les Intérêts sont communs que le Roi n'abandonnera jamais les siens ni ceux de Leurs HH. PP., & qu'on ne peut s'imaginer que le Roi d'Angleterre fasse en ceci quelque innovation au préjudice de l'un ou de l'autre, après la conclusion de cette Alliance, que qui dit tout n'exclut rien; mais qu'on ne doit pas insister sur des explications trop subtiles, qui

onnent rien à Leurs HH. PP., & qui pour certaines raisons, sont préjudiciables au Roi; l'avec l'Alliance on peut espérer une entière tranquillité, qui seroit fort incertaine sans Alliance; & qu'on ne doit pas regarder ce comme un défaut d'affection ou de bonne intention; mais comme une manière différente de comprendre les choses.

Nous avons dit entr'autres choses, que les discussions que l'on avoit eûes sur l'expression de la Pêche, pouroient servir à mettre en question les termes généraux mêmes; sur moi un Seigneur, qui a beaucoup de crédit, nous a proposé hier, en parlant de choses autres, si Leurs HH. PP. seroient contentes que l'on exprimât dans le Traité que l'on ne prétendoit pas déroger à la généralité des termes; *autres Droits quelconques, par mer & par terre*, par les discussions que l'on avoit eûes sur les droits particuliers, ou que l'on pouroit encore se servir d'autres expressions plus générales pour satisfaire Leurs HH. PP. Nous lui avons répondu que nous ne pouvions être contents sans le mot *Pêche*, & que ne pouvant l'obtenir, nous feroions compte de tout ce qui s'étoit passé à cet égard. Ce Seigneur se chargea alors de pénétrer ce que nous pouvions espérer sur cet Article, & de nous en donner avis avant le départ de la Poste s'il étoit possible; mais la Poste va partir & nous n'entendons point parler; nous ne voulons pas le lui faire demander, de crainte qu'on s' imagine que nous pourrions donner les mains à un Accommodement, qui ne conviendrait.

viendrait nullement, puis que celui qui pourroit agréer à Leurs HH. PP. & les satisfaire, n'agréeroit pas à ceux qui veulent savoir les apparences en faveur de l'Angleterre. Nous avons fort pressé ce même Seigneur de nous déclarer si ce que Mr. le Comte de *Brienne* nous avoit dit, étoit la dernière résolution du Roi; mais il évita de nous répondre, & cela en avouant qu'il ne pouvoit se déclarer sur ce que nous lui demandions, & qu'il ne pouvoit dire autre chose sinon, que ce que Mr. le Comte de *Brienne* nous avoit dit, étoit de la part du Roi, & que les intentions de ce côté-ci étoient & demeureroient bonnes & sincères. On nous a rapporté plusieurs choses qui nous font juger que l'on s'est persuadé ici que nous nous relâcherions sur ce Point; or comme nous n'y avons pas lâché le moindre mot qui pût donner lieu à cette imagination, je crois que cela n'est venu que de quelques avis que Mr. de *Thou* aura donné; ce que je remarque, non parce que j'en ai quelque certitude; mais pour faire comprendre que l'on doit avoir soin de persuader à Mr. de *Thou*, ce que l'on veut employer pour faire réussir les intentions de la Régence.

Vous conclurez aisément de tout ceci, quel état est notre Négociation, & sur quel fondement l'on traite ce Point de part & d'autre. Nous avons bien pensé de demander une Audience du Roi pour faire de nouvelles instances suivant l'intention de Leurs HH. PP.; mais outre qu'on nous a assuré que cela ne serviroit à rien, nous n'avons pu

de nouvelles raisons à alléguer sur une  
re sur laquelle on a si long tems dis-  
; & de plus, nous pouvons travailler a-  
autant d'espérance par une autre voye,  
attendant nos Ordres, sans nous exposer  
à refus formel; d'autant plus qu'il pou-  
arriver que l'intention de Leurs HH.  
seroit de se relâcher encore sur cet Ar-  
e & d'admettre les raisons pour lesquelles  
prétend qu'Elles doivent se contenter des  
nes généraux, plutôt que de les réfuter.  
ir moi je juge que tout le Traité est une  
re qui mérite une délibération considéra-  
; mais peut-être qu'à l'égard de ce Point  
a d'autant moins de difficulté qu'il faut  
eposer sur la bonne foi & sur les suites de  
communauté d'Intérêt, tant par rapport à  
pression du mot *Pêche* que pour les ter-  
généraux; puis que, sans cela, on pou-  
toujours former quelque'exception, tant  
l'extension du Droit de *Pêcher*, que sur  
nission du mot *Pêche*. C'est ce qui nous  
it réfléchir que Leurs HH. PP. pourroient  
ver mauvais que nous eussions rompu  
suspendu nos Négociations, seulement  
cet Article, dans lequel cette Couronne  
ménager l'Angleterre; c'est pourquoi  
s'avons cessé de faire aucune instance  
l'article du Droit de Tonneau, afin qu'en  
que nous fussions rapellez, nous rom-  
is plutôt sur ce dernier article ou sur les  
& ensemble, que sur le seul point de la  
he. Je m'en raporte entièrement à votre  
ement; & suis, &c.

P. S.

P. S. Permettez-moi d'ajouter ici, votre meilleur avis, que si l'on avoit intention de conclure, il vaudroit mieux nous voyer promptement des Ordres, pour éviter tous les embarras des délibérations, que faire considérer ceci comme un Point barassant; puis que cela ne serviroit à donner des armes aux Anglois, & augmenter les difficultés de conclure sur les termes généraux. Nous traitons cette affaire, tant que nous pouvons, de manière à se croire que nous sommes d'accord sur la chose, & que nous ne disputons que sur les termes.

A Mrs. les Ambassadeurs C. van BER-  
NINGEN & G. BOREEL.

*A la Haye le 1. Février 1662.*

**M**ESSIEURS,

J'ai reçu en son tems vos Lettres de commandations du 26. du mois passé en faveur de Mr. le Lieutenant *Brillau*. Vous n'ignorez pas que je ne puis la proposer, vû la Résolution de Leurs N. & P. du 5. d'Août de l'année dernière contre les recommandations étrangères pour des charges Militaires; il y a encore un autre obstacle qui naît de la Résolution que l'on a prise de préférer les Capitaines réformés à tous autres postulans; cependant, je ne puis qu'

*Mrs. J. de Witt & C. van Benningen. 285*

rai pas de disposer autant que je pourai ,  
Seigneurs du Colége des Nobles & les  
outez des Villes , en faveur de Mr. *Bail-*  
, & je vous marquerai quel en aura été  
succès après la première Assemblée de  
irs N. & G. P.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 1. Février 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu vos Lettres du 26. du passé, sa-  
r, une de vous & deux de vous conjoin-  
ment avec Mr. *Boreel* ; elles nous ont a-  
, contre notre attente , la désagréable  
ouvelle des dificultez quel'on fait d'admet-  
explicitement la Garantie de la Pêche.  
Messieurs les Députez ordinaires à la Géné-  
té s'étant assemblez avec Mrs. les Con-  
lers-Députez , ont examiné ces Dépêches,  
ont été unanimement d'avis , que la Ré-  
olique ne pouvoit entrer dans un Traité  
elle s'engage à garantir toute la France  
ses Conquêtes , sans le terme exprès du  
ot de *Pêche* , soit qu'on le mette dans le  
aité ou dans quelque Acte à part : & com-  
ç'a toujours été l'intention non seule-  
nt de toutes les Résolutions prises sur ce  
et , mais même de tous les Membres de  
ollande & de West-Frise , Messieurs les  
Dé-

Députés ordinaires & les Conseillers-Députés, ont trouvé à propos que l'on feroit sorte d'inspirer la même chose aux Commissaires de Leurs HH. PP. L'avis des Commissaires a été tel que vous le trouverez ici, & l'on eût pris sur le champ une résolution en conformité, si quelques Députés n'avoient fait scrupule de consentir à votre rappel sans un Ordre exprès des Etats de la Province, de sorte que la conclusion a été telle que vous verrez par les Dépêches jointes de Leurs HH. PP. Bien éloigné que l'on pût persuader à Leurs HH. PP. de donner les mains à cette Garantie sans l'expression du mot de *Pêche*, il y a plusieurs Membres, & sur tout ceux qui sont le plus intéressés sur Mer, qu'on n'a pû faire consentir à la dernière Résolution sur le Droit de Tonneau qu'en leur déclarant expressément que l'expression du mot *Pêche*, seroit toujours une condition *sine qua non*, & c'est pourquoi Mrs. les Conseillers-Députés n'ont pas osé convoquer l'Assemblée de Leurs N. & G. P. pour délibérer sur ce Point-là, chacun d'eux assurant qu'il ne fait bien qu'on le prendroit en très-mauvaise part. J'espère qu'enfin on s'accommodera aux intentions de Leurs HH. PP. ; & pour mon particulier je vous avoue que sur ce point il vaut mieux, pour la République, de ne pas entrer dans de si étroits engagements.

Je prie le Tout-Puissant qu'il mette sa main à vos Négociations & qu'il y répande ses bénédictions. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 2. Février 1662.*

MONSIEUR,

Je suis d'avis avec vous qu'on doit regarder l'Article de la Pêche comme très délicat, & ce pourroit être là une raison de se contenter des termes généraux auxquels on s'est mis ici, à moins qu'on n'aimât mieux s'en rapporter entièrement au Traité & nous rassurer, pour faire rapport de l'état des choses, à la cause des différens touchant le mot de Pêche; mais parce que l'on n'a pu rien stipuler de particulier par rapport au Commerce, que les nouvelles qu'on publie de la foiblesse du Prince d'Espagne, pourroient, à mon avis, pour les raisons que je vous ai déjà marquées, être la source de facheuses pensées sur un si important engagement avec cette Couronne: il paroît qu'il est assez certain, que si le Prince d'Espagne meurt sans Héritier mâle on verra ici des prétentions sur les Pais-Bas Espagnols; & peut-être même sur toute la Succession d'Espagne. Il me semble que nos voisins d'au de-là de la Mer n'ont guère raison, dans la conjoncture présente, de ne pas s'en rapporter à Leurs HH. PP. de meilleures preuves de leurs bonnes dispositions.

Je suis persuadé que les prétentions de  
cette

cette Couronne, par raport au Pavillon, vont qu'à ne plus déférer aux Anglois, & les Anglois ne leur déféreront, & je ne pense pas qu'on feroit difficulté d'exprimer ce au cas que ces Messieurs-ci l'exigeassent, déclarant que si nous baïssons le Pavillon c'est par une déférence que les Républiques ont dans ce tems-ci pour les Royaumes, non à cause d'aucun *Dominium Maris* qui appartient aux Anglois, & en vertu duquel ils voudroient prétendre quelque prééminence en Mer sur ce Royaume. On dit que cette Couronne-ci a fait faire quelques ouvertures en Angleterre par raport au Pavillon, mais que jusqu'à présent on n'a donné aucune réponse satisfaisante à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*. Nous n'avons pu savoir avec certitude ce qui en est : mais si cela est vrai, il y a bien de l'apparence qu'on remettra fait tapis avec nous l'affaire du Pavillon, si l'on demeure ferme sur la spécification des Droits.

Nous avons eu occasion de parler de Mr. d'*Estrades* au Comte de *Brienne*. Quoiqu'il soit plus Ami de Mr. de *Thou* que de Mr. d'*Estrades*, il nous a assuré que ce dernier, depuis son Ambassade en Hollande, avoit toujours témoigné une affection toute particulière pour les intérêts de Leurs Hautes Puissances dans toutes les affaires d'Etat à l'égard de l'Espagne. On n'a pas encore dépêché les Ordres pour le rapel de Mr. de *Thou*, & l'on assure que Mr. d'*Estrades* sera obligé de rester encore quelque tems en Angleterre, afin qu'il paroisse pas qu'on le rapelle pour faire plaisir à l'Espagne, comme on a rapellé Mr.

Mrs. J. de Witt. & C. vnn Beuningen. 189

etteville pour donner satisfaction à cette  
ouronne.

Je me conformerai à ce que Mrs. les Con-  
llers-Députés ont trouvé bon touchant  
s ofres faits ici par raport au Droit de  
onneau ; mais les Ordres que l'on peut  
nner pour priver les Bâtimens François de  
avantage qu'ils tirent du Droit de Tonneau  
ur leur Navigation hors du Royaume , ne  
tendent pas sur les Vaisseaux qui feroient  
ile directement vers la Mer Baltique ou  
leurs ; & l'impôt en lui-même, sans faire  
cun tort à la Navigation, semble n'avoir  
cune proportion avec la somme deman-  
e, & je vous avouë que je ne puis m'i-  
giner que nous pussions appréhender le  
ablissement du Droit de Tonneau , s'il  
oit une fois aboli, outre que l'on pourroit  
endre sur cela des précautions dans le Trai-  
Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 9. Février 1662.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 2. de ce mois,  
i reçu en son tems la votre en date du  
emier.

Nous ferons tout ce qui dépendra de nous  
ur procurer à Leurs HH. PP. une entière

Tome II.

N

fa-

satisfaction par raport à l'expression du m  
*Pêche*, & lors que nous y aurons réüssi, no  
 tâcherons d'obtenir sur le Droit de Tonne  
 autre chose que l'on ne nous promet dans  
 réponse du Roi sur notre dernier Mémoire  
 je ne desespére pas de réüssir sur ce dern  
 Article; mais par raport au premier, M  
 le Maréchal de *Turenne* & M. de *Lion*  
 nous ont déclaré si nettement que le Roi  
 se relâcheroit en rien, à moins qu'on  
 prît la voye des tempéramens, qu'il est a  
 de comprendre que cette cloche est fond  
 & qu'il nous sera impossible de lui donner  
 forme que nous souhaiterions, sur tout p  
 qu'ils nomment invincibles les Raisons q  
 le Roi a d'en agir ainsi, & qui tendent to  
 tes à ménager les Anglois; à la vérité no  
 ne pouvons pénétrer, ni jusqu'à quel poi  
 ni à quel effet. On rejette absolument l'  
 pédient de renfermer cette expression dans  
 Article secret, parce que l'on prétend qu  
 est impossible que l'on tienne quelque ch  
 secrète dans l'Etat, sur tout une affaire  
 cette nature-là. Ils persistent dans ce qu  
 ont déjà avancé, que qui dit tout n'excl  
 rien, qu'il faut se reposer sur la bonne f  
 & sur les étroites obligations qui naissent  
 la Communauté des intérêts, qui sont te  
 que quand même il n'y auroit pas de Tra  
 on prendroit le Parti de Leurs HH. PP.  
 arrivoit que la Pêche fût troublée, que  
 retenué du Roi, qui ne veut pas s'expliqu  
 plus expressément, est nécessaire dans  
 tems-ci pour certaine raison, & qu'elle ne  
 est même avantageuse. Vous aurez vû da

Lettre du 26. du passé ce que nous rendons à cela ; mais ce sont des armes dont nous nous sommes servis en toute occasion & toujours sans effet. Je suis persuadé que le Roi a une véritable envie de conclure le Traité avec Leurs HH. PP., & je crois que l'on donneroit volontiers les mains à ce tempérament, tel que Mr. de Turenne avoit proposé & qui consiste à donner encore plus d'étendue aux termes qui sont relatifs aux Droits que l'on n'exprime pas, & à prendre des précautions à ce que les discussions, par rapport à la Pêche, ne causassent aucun préjudice, ou quelque autre expédient honorable. Je vous avoue, sauf votre meilleur avis, qu'il me semble qu'on doit sérieusement penser, si à cause de ce différent sur lequel on ne peut convenir, on doit abandonner le Traité, à moins qu'on ne trouve, sur d'autres raisons, que cela seroit avantageux dans ce tems-ci ; sur tout si la facilité que l'on apporteroit de notre côté touchant le point de la Pêche, nous en faisoit trouver davantage de la part du Roi touchant le Droit du Tonneau ; pour moi je me reposerois volontiers sur ces expressions générales, puis qu'il s'agit d'un Droit qui nous est commun à cette Couronne, & dans la possession duquel on ne pouroit nous troubler, sans que les conséquences ne lui en fussent préjudiciables. Mais si l'Alliance en elle-même est de la peine, c'est un honnête prétexte de rompre les Négociations sans choquer personne ; d'autant plus encore que nous avons beaucoup de raisons pour nous, que l'on peut di-

re qu'il seroit facile de faire voir que le to  
est de ce côté-ci , & que Leurs HH. PP.  
n'ont pas manqué de bonne intention.

Ce qui est dit dans le Projet de Leurs HH.  
PP. , qu'au cas qu'il n'y ait point aparen  
de réussir, il seroit bon de pressentir si l'on  
seroit d'humeur de faire une Alliance moi  
étendue, pour servir à prendre honnêtement  
congé; mais je ne fais si Leurs HH. PP.  
qui dans ce tems-ci cherchent à se mettre  
sûreté par rapport à nos Voisins d'au de-là  
la Mer, pourroient parvenir à leur fin par  
une Alliance restreinte, qui pourroit aller  
à garantir ce que l'on possède par Terr  
ou seulement à garantir les Traitez , &  
cas qu'on voulût l'étendre davantage &  
comprendre aussi la Mer, on rencontre  
toujours la même difficulté. Mais si, à ca  
se de cette difficulté, Leurs HH. PP. vo  
loient seulement régler les secours, en p  
sant sur la difficulté, c'est une affaire qui p  
être sous-entendue: mais d'un autre co  
peut-être qu'on ne voudra pas ici s'en te  
à ce qui a déjà été réglé sur les secours,  
dans les conjonctures qui pourroient suiv  
la mort du Prince d'Espagne, on auroit  
mains liées, tant par un Traité qui rég  
roit les secours, que par un autre qui o  
geroit à une rupture.

Entre les Droits & pretentions que le L  
\* de *Lorraine* a sur quelques Etats, & qu

\* C'étoit Charles III. Fils de François de Lorra  
Comte de *Vaudemont*, Fils puîné de Charles II. Duc  
*Lorraine*, auquel Charles III. succéda en 1624.

de au Roi , sont expressement spécifiées  
s prétentions sur le Duché de Gueldres & le  
omté de Zutphen. Le Duc \* Charles ,  
veveu dudit Duc de *Lorraine* , qui n'a pas  
listé à cette Négociation est parti secrete-  
ment & sans prendre congé du Roi , & l'on  
t qu'il a pris la Poste pour se rendre auprès  
l'Empereur d'Allemagne. Je suis , &c.

\* Le Duc Charles étoit Neveu de Charles III. & Fils  
Prince François & la Duchesse Claude de *Lorraine* ,  
le puînée de Charles II. , qui étoit Cousine du Prin-  
François son Mari, de sorte quele Duc Charles, con-  
depuis sous le nom de Charles IV., avoit des Droits  
les Etats de son Oncle Charles III. qui n'avoit point  
Enfans, tant du côté de son Pere, que de celui de sa  
ère, qui succédoit aux droits de sa Sœur Nicole , E-  
use de Charles III. & Héritière de Charles II. Char-  
IV. a été Pere du Duc de *Lorraine* à présent ( 1723. )  
gnant, qui est rentré en possession des Erats, que son  
re n'avoit jamais possédés , en 1698. par le Traité de  
*Swick*.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 15. Février 1662.*

MONSIEUR,

Je ne vous ai pas écrit par la dernière Pos-  
t, parce que j'ai été passer quelque tems à  
ort, pour prendre part aux divertissemens  
e la Nôce de la Fille de ma Sœur aînée.  
ai reçu en leur tems vos Lettres du 2. &

N 3

du

du 9. du courant, par lesquelles j'ai appris avec chagrin, ainsi que par vos Dépêches publiques, que l'on persiste où vous êtes dans les difficultez que l'on a faites jusqu'à présent d'insérer le mot *Pêche* dans le Traité ou dans quelque Acte séparé.

Je vous avouë que je suis du sentiment de plusieurs Personnes, qui croient que les raisons qui empêchent à présent le Roi de consentir à l'insertion de ce mot, l'empêcheroient tout de même, pour ne pas dire encore plus, lors que l'occasion se présenteroit d'en venir aux effets. Si les raisons qui font naître ce scrupule, ne peuvent valoir dans la conjoncture présente, il n'y a qu'à suspendre la conclusion de tout le Traité jusqu'à ce que ces circonstances soient passées; car si dans ce tems-ci, ou avant que ces raisons de scrupule cessassent, Les HH. PP. venoient à être troublées dans leur *Pêche*, ils n'auroient rien à attendre de la Garantie; mais si dans le même intervalle la France étoit attaquée de quelque manière, ou en quelque lieu que ce fût, Les HH. PP. seroient obligées d'exécuter les onéreuses conditions de l'Alliance.

L'Assemblée des Etats de Hollande & West-Frise est convoquée pour le 28. de ce mois; mais je ne vois aucune apparence que quelques-uns de ses Membres voulussent consentir à se relâcher sur le mot de *Pêche*.

Je vous ai déjà marqué que je regardois comme une affaire très délicate & très délicate de promettre à la France Garantie *nominatim* au cas que l'Angleterre vint



attaquer, parce que les Vaisseaux de guerre du Roi refuserent de baisser le Pavillon pour eux d'Angleterre; cependant, je crois que leurs N. & G. P. y consentiroient plutôt qu'à se relâcher sur l'expression du mot *Pêche*. Mais je prévois encore de grandes difficultés de ce côté-là; car il y a quelques Provinces qui ne manqueroient pas de s'opposer à cet Article du Pavillon à la sollicitation de Madame la Princesse Douairière, que les Anglois auxquels elle est entièrement dévouée auroient bien faire agir alors. Dans ce cas, il faudroit rompre les Négociations d'une manière moins honnête & avec des circonstances qui irriteroient les esprits de part & d'autre.

Si la France osoit d'abolir entièrement le droit de Tonneau, l'on pourroit faire voir à leurs N. & G. P. un avantage important présent dans cette Alliance; alors on pourroit, à la faveur de cette considération, travailler avec quelqu'espérance de succès à leur faire agréer quelque tempérament par rapport à la Pêche.

Lors que leurs N. & G. P. seront assemblées, je ferai part aux principaux Membres de ce que vous m'avez écrit le 19. Janvier par Mr. *Buat*, afin de voir si ces Mrs. seroient sur ce sujet d'une autre opinion que Mrs. les Conseillers Députés.

Je vous avoué que ce qui est dit dans le Projet des Commissaires de leurs Hautes Puissances d'une Alliance plus restreinte y a été mis plutôt dans la vûe de rompre la Négociation de meilleure grace.

que parce qu'on en espère quelque fruit. n'ai rien à vous mander qui mérite attention. ainsi je mettrai des bornes à celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

P. S. Voici une Lettre pour Mr. le Comte de Brienne le Fils, en réponse à celle qu'il m'a écrite pour me recommander Mr. Buillon. J'y ai joint une Copie ouverte, & vous prie de la lui rendre si vous le jugez propos, ce que je laisse entièrement à votre disposition.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 16. Février 1662.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière, qui étoit du 9. j'en n'ai point reçu de vos Lettres. Si l'on peut faire quelque fonds sur ce qu'on nous dit, ce n'est pas faute de bonne intention si l'on ne contente pas ici Leurs HH. PP. sur l'Article de la Pêche; mais c'est une fatalité que le Roi & quelques-uns de ceux que Sa Majesté consulte le plus sur cette affaire, se sont persuadés, qu'ils ne peuvent nous accorder le mot que nous demandons sans causer un préjudice effectif à leurs Négociations en Angleterre, qui roulent, dit-on, sur le Pavillon, sur le Pré & autres affaires de cette nature; au lieu qu'ils croient qu'o!

l'on peut se servir de termes généraux qui comprennent la chose, en sorte que je ne vois pas qu'on fasse beaucoup de difficulté d'amplifier, si nous le demandons, les termes d'autres Droits quelconques par Mer & Terre, en y ajoutant sans exception, à quelque clause qui stipule qu'on ne peut pas se fonder sur les disputes que l'on a eues par rapport à l'Article de la Pêche; sur déroger en quelque manière que ce soit à la force & à l'étendue des termes généraux. Quant à moi, je croi que le mot *Pêche* est sujet à autant d'exceptions qu'aucune expression générale, puis que l'on peut toujours former quelque exception sur l'étendue des Droits d'un chacun, dès que l'on veut pas se reposer sur la bonne foi.

Par rapport au Droit de Tonneau, peut-être aura-t-on obtenu que les Vaisseaux vuides payeront rien, & que ceux qui auront une cargaison de Vin, ou de Sel, ne payeront que la moitié; par ce moyen on obtiendrait une diminution de plus de la moitié de ce Droit, puis que la plupart des Vaisseaux chargent du Vin, ou du Sel.

J'ai demandé à ceux qui nous font les offres dont je vous ai écrit par Mr. *Buat*, si on ne pouroit obtenir par leur moyen une entière abolition; ils m'ont répondu absolument que non; mais que si l'on achève le traité, & qu'on leur donne ce qu'ils ont demandé, on ne doit pas douter du succès de leurs offres, & qu'on en verroit dans de bons effets. Messieurs de Zeelande ont écrit à Mr. d'*Hubert*, qu'ils sont d'avis qu'on

doit traiter avec ces gens-là , puis qu'il a pas de comparaison entre ce que l'on tiendrait par leur moyen & ce qu'on leur donneroit. Si l'on pouvoit conclure avec les tempéramens précédens joints à ces fies., le Droit de Tonneau seroit suffisamment aboli, puis que les transports de port à port consistent pour la plupart en Sel & en Vins.

On vient de me dire que le \* Prince Charles, qu'on disoit parti pour Vienne est parti & que le Duc † François son Père prétend qu'il traite de ses intérêts avec le Roi. On saura avec le tems ce qui en est.

Nous demanderons une Conférence attendant les Ordres de Leurs HH. PP. & si nous devons partir sans rien conclure, nous terminerons nos Négociations par une Audience où nous ferons nos derniers efforts, après quoi nous ferons voir que la conduite de Leurs HH. PP. est fondée sur de bonnes Raisons, & qu'Elles ont eu une sincère

\* Le Prince Charles a épousé en 1678. la Sœur de l'Empereur Leopold I. Veuve de Michel Koribab, Roi de Pologne.

† Le Duc François se nommoit Nicolas-François ; il étoit de François de Lorraine Comte de Vaudemont, Fils puîné de Charles II. & Frère de Charles III. ; Il fut d'abord Cardinal mais il quitta le Chapeau pour épouser en 1634. Claude de Lorraine sa Cousine, dont il eût le Prince Charles, qui devoit succéder au Duc Charles III. son Oncle, qui fut obligé de céder ses Etats à Louis XIV. par le Traité de Westphalie le 24 Février de cette année 1662. Le Prince Charles, fit de grands efforts pour les recouvrer après la mort de Charles II. en 1675. ; mais il mourut sans y avoir réussi le 18. Mars 1690. à Wels en Autriche, laissant toutes ses prétentions à son Fils qui régit à présent depuis la Paix de Ryswick.

ention d'aimer leurs intérêts avec ceux de  
ette Couronne. Je suis & serai toujours,  
c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 22. Février 1662.*

MONSIEUR,

Je n'ai rien à vous mander, à cause de  
absence de Leurs N. & G. P. qui ne sont  
as encore Assemblées, mais qui le seront la  
emaine prochaine, comme je l'espère, sui-  
ant les Lettres de convocation. Je vous  
nvoye ci-joint la réponse que Leurs HH.  
P. ont faite à Mr. *Downing* à l'occasion  
es Navires le *Charles* & l'*Expérience*, &  
n Projet d'Instruction pour Mrs. les Am-  
assadeurs en Angleterre sur les Points de  
eurs Négociations qui ne sont pas encore a-  
uffez, & particulièrement sur celui où il s'a-  
git d'établir des Commissaires Déciseurs.

Vos dernières Dépêches du 16. de ce  
mois, écrites tant aux Etats qu'à moi en par-  
iculier, supposent qu'an cas que nous fus-  
ions troublés dans la Pêche nous pourrions  
espérer effectivement que la France exécute-  
roit la Garantie. Je vous avouë que jus-  
qu'à présent je n'ai pû me persuader cela ;  
j'ai même pensé tout le contraire pour les  
raisons que je vous ai alléguées dans mes  
précédentes.

Si cependant l'on pouvoit employer quelque terme qui pût certifier Leurs HH. P. autant que si cela étoit stipulé en termes exprès, qu'au cas que leurs sujets fussent troublez dans leur Pêche, la France excusera contre les perturbateurs la Garantie promise, je vous avouë que Leurs HH. P. devroient s'en contenter, ou l'on pourroit leur faire voir par de bonnes raisons qu'Elles s'arêtent à une simple formalité, & qu'Elles renoncent à l'Alliance pour l'omission d'un mot: mais je suis certain qu'on aura la même peine à engager la France à employer quelques termes qui expriment ce que j'ai marqué ci-dessus avec autant de force que si l'on inféroit le mot *Pêche*; outre que je ne fais quels termes on pourroit imaginer qui eussent le même effet sans faire mention de la Pêche: car il me semble que l'addition des mots, sans exception, n'est pas suffisante, même avec la clause qui stipuleroit qu'on ne pourroit pas se fonder sur les disputes que l'on auroit eues par rapport à l'Article de Pêche, pour déroger en quelque manière que ce soit à l'étendue & à la force des termes généraux; En effet, je suis persuadé que les mêmes raisons qui empêchent le Roi de s'expliquer clairement aujourd'hui, l'engageroient alors que le cas arriveroit, à soutenir qu'on avoit toujours disputé aux habitans de ces Provinces la Pêche sur les Côtes d'Angleterre, & qu'ainsi il n'étoit pas compris sous le mot *Droits*; je suppose que les raisons secrètes qui influent aujourd'hui sur la conduite de Sa Majesté subsisteroient encore alors

lors. On pourroit encore examiner s'il ne seroit pas possible de se promettre la Garantie mutuellement dans les termes les plus forts à la faveur de quelque circonlocution; par exemple, *en cas que quelques Vaisseaux des Sujets de Sa Majesté, ou des Habitans des Sujets des Provinces Unies fussent trouvez, molestez, ou inquiétez dans leur Navigation, ou dans leur trafic sur mer, sans distinction de lieu, en quelqu'endroit que cela arrive & sous quelque prétexte, pour quelque cause que ce soit qu'on les trouble, moleste, inquiète sans exception ou réserve quelconque; & qu'outre cela non seulement les Commissaires de Sa Majesté, mais le Roi même, vous déclarent de bouche sans aucuns détours, que son intention est de comprendre sous ces termes la Pêche en particulier, & de la Garantir. Je suis, &c.*

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Février 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15. de ce mois; ma dernière étoit du 16.

Je vous avouë que dès qu'on tombe d'accord que l'Alliance avec cette Couronne doit être considérée dans ce tems-ci comme

une affaire importante & avantageuse pour l'Etat, le différent qui reste à régler, non sur le maintien de la Pêche, mais sur les motifs qui la comprendront dans le Traité explicitement ou implicitement, ne me paroît pas assez essentiel pour que je trouve qu'il seroit pas à propos de céder quelque chose afin d'obtenir quelque satisfaction touchant le Droit de Tonneau. Vos réflexions sur ce sujet n'en méritent pas pour cela moins d'attention; mais je ne puis me persuader qu'après la conclusion de cette Alliance, les Anglois entreprennent quelque chose contre la Pêche, ni que cette Couronne ne tienne sa parole, qui seroit autant engagée par les expressions générales, *ex bonâ fide*, que par le terme exprès de Pêche, & qu'Elle abandonne ses intérêts, ses propres avantages & ses plus puissans Alliez. Si en tout cas on vouloit recourir à quelque échapatoire, si en soutenant que nous n'avons aucun Droit de Pêche, soit en étendant ou restreignant le Droit de la Pêche, on ne le prévient pas plus par le mot *Pêche* que par les termes généraux, *Droits quelconques par mer & par terre sans exception*, sur tout puis que le mot *Navigation & Commerce* étant exprimé dans le texte qui précède, il ne reste plus que *Droit de Pêche*, auquel les mots, *Droits quelconques par mer* puissent être relatifs; j'ajoute à cela, que par ce moyen on prévient encore les suites que pourroit avoir la proposition du Droit de Pavillon.

Je ne puis aussi trouver que ceux-là ont tort qui s'imaginent que l'on prendra not



départ pour une rupture des Négociations ,  
e qui donnera occasion à plusieurs nouvel-  
es vexations tant dans le Commerce qu'à  
autres égards , que l'on mettra en œuvre  
omme un *Compello*, peut-être dans des vûes  
lus préjudiciables ; je crains même que si ce  
ruit se répand, le Roi n'en devienne enco-  
e moins traitable, non pour les raisons qui  
ont rendu difficile dans le commencement,  
mais parce qu'il semble qu'on se fera une  
ointille d'honneur, d'accorder de la part du  
loi autre chose que quelques expédiens, aus-  
uels on pourroit enfin consentir sur le pied  
ue je vous l'ai marqué. Nous attendons  
vec impatience quel sera le résultat des Dé-  
bérations de Leurs HH. PP. sur cette im-  
ortante affaire, & cependant nous agissons  
oujours comme si nous n'espérions point  
Ordres nouveaux. Je suis, &c.

P. S. Mr. *Buillau* m'a prié de vous re-  
mercier de vos bonnes intentions pour son  
frère. Mr. le Comte de *Brienne* a reçu vo-  
re Lettre, & vous aura toute l'obligation  
ossible du succès de cette affaire pour laquel-  
e il s'intéresse.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 2. Mars 1662.*

**M** O N S I E U R,

Nous avons remis sur le tapis l'Article de la Pêche dans notre dernière Conférence & faisant tous nos efforts pour la faire réussir à la satisfaction de Leurs HH. PP. Nous avons réitéré toutes les raisons contenues dans notre Mémoire, & plusieurs autres également fortes que l'on peut mieux faire valoir dans le discours que sur le papier; le même tems nous avons ôté à nos Commisaires toute espérance que nous pûssions recevoir d'autres Ordres, ce que nous leur avons encore insinué dans nos visites particulières. On ne nous a plus allégué, comme ci-devant, que Sa Majesté avoit des raisons invincibles qui l'empêchoient de satisfaire Leurs HH. PP. à cet égard, ni d'autres raisonnemens semblables dont on se servoit pour nous ôter toute espérance; on s'est contenté de nous dire, que nous avions tort de témoigner tant de subtilité & tant de défiance, & qu'on ne doit point disputer sur les mots, quand on a la chose. Vous pouvez croire que nous ne manquâmes pas de Réplique sur une pareille réponse qui nous donnoit assez à entendre qu'on reconnoissoit qu

nos raisons étoient très bonnes. Je ne  
quelle suite ceci aura, sinon qu'on ne  
ous verra point partir volontiers, & que la  
part de nos Commissaires paroissent avoir  
tant d'envie que nous-même de voir cet  
article réglé à notre satisfaction. Cepen-  
ant, personne n'a osé parler pour nous,  
puis que le Roi s'est déclaré sur ce sujet,  
on Mr. le Comte de *Brienne*, qui l'a fait  
ec autant de zèle que de liberté; j'espère  
e cette fois-ci il sera secondé par les au-  
s.

Par rapport au Droit de Tonneau nous a-  
ns proposé qu'on l'abolît par provision  
rapport aux Vaisseaux qui sortent des  
rts de France pour les Ports étrangers,  
s que les Nations peuvent suplée quand  
es voudront à l'inégalité qui provient à cet  
rd du Droit de Tonneau par la voye de  
orsion, en sorte qu'on expose le Com-  
ce à ce fardeau sans aucune espérance  
tilité. On n'a pû former d'exception sur  
a, sinon que les Nations ne l'ont pas en-  
re fait, & que quand même cela arrive-  
t en Hollande & en Angleterre, il reste-  
t encore d'autres Nations. Nous leur fî-  
s voir qu'elles le pouvoient toutes égale-  
nt, & que selon toutes les aparences elles  
feroient, & que quand même cela n'arri-  
oit, les Sujets de cette Couronne ne pou-  
ient, à la faveur du Droit de Tonneau, s'a-  
pproprier avec leurs propres Vaisseaux la Na-  
vation en Espagne & dans la Mer Balti-  
e, pour plusieurs raisons que nous leur  
plicâmes. Je crois que si le Roi de *Dan-*  
*nemark*

*nemark* vouloit mettre dans ses Etats ce Dr de Tonneau sur les Vaisseaux François, conjointement avec les Hollandois & les Anglois, on pouroit enfin l'emporter, qu'il vaudroit peut-être mieux d'avoir recours à un moyen plus facile, auquel on emploiroit fort sagement la somme qu'on nous demandée.

Lors que le Roi se rendit au Parlement pour faire enregistrer le Traité \* conclû avec le Duc de *Lorraine*, Mr. le Premier Président & l'Avocat du Roi dirent avec beaucoup d'éloquence quantité de choses qu'on ne pourroit rapporter sans y faire bien des réflexions si on les prenoit autrement que pour des *mes d'un beau discours*. Ils dirent entre autres, qu'on atendoit du Roi avec raison des Actions aussi éclatantes que celles de *Charles V*, qu'il étendit par sa bonne conduite & par sa valeur le Royaume de France jusqu'au Rhin ses anciennes limites, & qu'il remit les Successions de Navarre & de Bourgogne. Que le Roi & sa Couronne étoient montez à ce point de grandeur & de puissance.

\* Ce Traité avoit été signé le 6. Février dans l'Abbaye de Montmartre en présence du Duc & de l'Abbé; il portoit 1. que le Duc faisoit le Roi héritier de ses Duchez de Lorraine & de Bar. 2. Que pour assurance de sa foi, il remettroit d'abord Marsal au Roi. 3. Que le Roi en considération de cette donation, admettroit à sa Couronne tous les Princes de la Maison de *Lorraine*, qui seroient à l'avenir considérez comme Princes du Royal. Ce dernier Article faisoit dire au Duc, que Monsieur le Prince en toute sa vie n'avoit pû faire qu'un Prince de Sang, & que lui, d'un trait de plume, il en avoit fait vingt-quatre.

qu'un seul mot lâché avec chaleur portent la terreur jusqu'au de-là des Colonnes d'Hercules. Les Ministres n'approuvent pas ceci, & ils auroient souhaité que ces Messieurs eussent été moins éloquens.

Il est dit expressément dans ce Traité, que le Roi appuiera le Duc par rapport à ses prétentions en Flandre & ailleurs, & il y a une clause que tout ce qui est stipulé en faveur de la Maison de Lorraine n'aura aucun effet avant que tous ceux de cette Maison aient signé ce Traité. Il court un bruit que le Duc est parti secrètement & sans permission du Roi, mais il y en a d'autres qui disent que non; mais en général des personnes qui doivent le savoir, assurent que le même jour que le Traité a été conclu il a été testé contre par devant Notaires & en présence de témoins, ce qui est regardé comme en appelloit.

J'ai eu aujourd'hui un long Entretien avec *Colbert*, qui est fort employé à présent sur toutes les affaires du Commerce & des Finances. Après nous être entretenus du droit de Tonneau, je lui ai fait des plaintes sur plusieurs exactions & vexations introduites par les Gouverneurs des Places maritimes & autres, pendant la Guerre, ou sans Guerre, ou sur des ordres obtenus mal à propos. Sur quoi je l'ai prié d'examiner tous Droits & Impôts qui sont levez, & de me dresser une Liste exacte de tout ce qui doit être payé, afin que ceux qui sont obligés de payer en étant bien informez on ne leur rien exiger d'eux au de-là. Il m'a dit  
qu'on

qu'on y travailloit déjà & qu'on établiroit de bons ordres à cet égard.

Mr. de *Lionne* & quelques autres nous ont assuré qu'on ne négocie rien en Angleterre pour unir plus étroitement les deux Couronnes: ainsi il ne s'agit que du Droit de Pêche & autres choses semblables, sur lequel on dit ici que les Anglois ne donnent au Roi toute la satisfaction qu'il prétend.

Les Ministres d'Angleterre ont pu dire ici, qu'ils vouloient bien prendre le Roi pour Arbitre de l'affaire de la Pêche. Un de nos Commissaires nous a demandé dans sa dernière Conférence, si Leurs HH. P. voudroient y consentir, sur quoi nous avons répondu qu'il n'étoit pas besoin d'Arbitrage, il n'y avoit pas de démêlé; que ce ne seroit que des paroles du côté des Anglois qui ont déclaré qu'ils ne prétendoient pas troubler dans la Pêche; & qu'en parlant d'Arbitrage, pendant que chez eux ils se malifient de ce que nous demandons la garantie, ils ne cherchent qu'à rompre le traité que nous négocions; il y a plusieurs personnes qui sont de notre avis.

J'ai reçu, depuis ma dernière du 2. de votre du 22. du mois dernier; je suis & toujours, &c.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

A la Haye le 8. Mars 1662.

MONSIEUR,

Je ne vous ai pas écrit par la dernière Poste parce que depuis ma dernière du 22. du mois passé, il ne s'est rien trouvé d'important ici. J'ai reçu hier la votre du 23. Les Etats de Hollande ayant procédé vendredi dernier, suivant l'ordre ordinaire, à la nomination des Charges Militaires vacantes, le Capitaine réformé la *Grandière* a obtenu la Compagnie du feu Capitaine *Marie* que Mr. *Buillau* sollicitoit. J'avois part de ce que vous m'aviez écrit conjointement avec Mr. *Boreel*, aux Membres sur lesquels je croyois que cela feroit le plus d'impression, en y ajoutant tout ce que je voyois avantageux pour l'avancement de Mr. *Buillau*, ainsi que je l'ai fait encore en une Assemblée lors qu'on fit lecture de sa requête. Il y a eu deux choses qui ont emporté le succès de cette affaire; la première & principale est, que ce Mr. la *Grandière* a appuyé par Mr. d'*Hauterives* & par Mr. *Ekhout*, Maître des Comptes, qui a des obligations à Mr. d'*Hauterives* pour les services qu'il a rendus à son fils, ce qui l'a engagé à s'intéresser puissamment pour Mr. la

*Grand-*

*Grandière.* L'autre est, que Mr. *Buile*, qui a été ci-devant de la Religion réformée l'a abandonnée pour se faire Catholique: entre cela, vous savez la Résolution que l'on a prise de favoriser toujours préférentiellement à tout autre les Capitaines réformez, & vous verrez par l'Extrait ci-joint qu'il n'y a que des Capitaines réformez sur la nomination avec ce Lieutenant.

J'ai encore reçu une Lettre de Mr. Comte de *Brienne* le 23. Février dernière réponse à celle que vous lui avez rendu de ma part; je vous prie de l'informer à l'occasion de ce qui s'est passé, de manière que ce Comte prenne cela pour une réponse à sa Lettre, & qu'il soit persuadé que j'en rois volontiers souhaité de pouvoir lui apprendre que la chose étoit réussie ainsi qu'il le vouloit demandée.

Samedi dernier on fit à Leurs N. & G. un rapport circonstancié de l'état de vos Négociations, sur quoi l'on nomma pour Commissaires; savoir, Mrs. du Collège des Notables de Dort, de Haerlem, de Delft, de Leyde, d'Amsterdam, de Rotterdam, de Schiedam, d'Alkmar, de Hoorn, d'Enckhuysen, & de Medenblick, qui dans la Conférence qui tint hier furent unanimement d'avis qu'il ne pouvoit en aucune manière se relâcher sur les propositions de l'Etat par rapport au Péché, & qu'à cet égard, comme à tout autre, on doit s'en tenir au contenu de l'avis par écrit des Commissaires de Leurs H. & PP., délivré à la généralité le 1. Février & que l'on vous a envoyé le même jour.



Il a aussi témoigné que l'addition que la France avoit faite à l'Article où les Princes de Cologne & de Neubourg sont exceptez la Garantie générale, leur faisoit beaucoup de peine; jusques-là même que plusieurs étoient d'avis, que puis que la France ne pouvoit à connoître par cette addition, qu'Elle porte ses vûes plus loin que l'on n'avoit, il faudroit absolument rejeter toute exception: & s'il n'y avoit pas eu déjà des résolutions prises sur ce sujet, leur sentiment auroit sans doute emporté. Cependant, les Membres sont d'avis, que pour mettre l'Etat en repos de ce côté-là, qu'il faut réserver l'exception à *Rhynberg* & *Ravestein*, ainsi que la France l'a proposé d'abord, & même, s'il se peut à *Rhynberg* le, vû le Droit de Souveraineté que la République prétend avoir sur *Ravestein*. Et de plus, Leurs HH. PP. doivent avoir quelque assurance, qu'au cas que, contre toute attente, ces Princes se rendissent Maîtres par surprise, ou autrement, de l'une de ces Villes, & que Leurs HH. PP. envoyassent leurs troupes sur leurs terres, comme il ne manqueroit pas alors, ou assiégeassent la Place par surprise, le Roi de France manqueroit pas d'exécuter la Garantie, & alors ces Princes demandoient & obtiennent quelques secours étrangers. Vous pouvez aisément conclure de-là, que selon toutes les apparences nous aurons bien-tôt l'honneur de vous revoir ici, soit avec le Traité conclû ou sans Traité; c'est ce que j'attends avec impatience; je suis, &c.

P. S.

P. S. Les Commissaires ont aussi pé-  
mûrement les ofres faits par raport au Duc  
de Tonneau, moyennant une récompense  
150000. livres, & ils ont été du même se-  
timent que Mrs. les Conseillers Députés  
que je vous ai mandé alors.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 9. Mars 1662.*

MONSIEUR,

La Poste qui est arrivée cette semaine  
puis que je vous ai écrit ma dernière du  
de ce mois, ne m'a apporté aucune Lettre  
vous.

Lors qu'on a fait raport au Roi de notre  
dernière Conférence, on a simplement  
à Sa Majesté lecture de notre Mémoire, sans  
aucun raisonnement & sans que Sa Majesté  
ait dit autre chose sinon, qu'Elle y pense  
& prendroit au premier jour une Résolution  
sur le contenu. J'ai été cet après-midi chez  
Mr. le Comte de *Brienne* le Fils, au nom  
de nous tous, pour savoir si nous pouvions  
donner quelque espérance à Leurs HH. Pour  
de savoir demain, ou au plus tard lundi  
prochain, la réponse de Sa Majesté; il s'est  
chargé de faire en sorte que cela soit; mais  
du reste il nous a répondu avec tant de fi-  
deur que je suis persuadé plus que jamais.

e nous ne rencontrons ces delais dans une  
ire, qui a été si souvent discutée, & pour  
si dire entièrement réglée, que parce que  
a veut gagner du tems pour voir quel sera  
résultat de quelqu'affaire, & peut-être des  
libérations de Leurs HH. PP. pour pren-  
ensuite des mesures. Nous n'oublions  
pour persuader ici que nous n'avons plus  
ordre à attendre touchant le mot de *Pêche*;  
is l'on a avis que Leurs HH. PP. doivent en-  
e délibérer sur cela, & peut-être n'ignore-  
n pas les discours que je fais que l'on tient  
Haye, comme si Leurs HH. PP. pouroient  
n'enfin consentir à se relâcher sur ce Point.  
e crois qu'il est très-vrai-semblable que  
te opinion est cause de tous ces retarde-  
ns, & que si l'avis des Commissaires de  
urs HH. PP., de nous faire faire un tour  
Pais si nous ne pouvons pas obtenir le mot  
*be*, étoit changé en une bonne resolu-  
n, il pouroit en résulter une prompte con-  
sion de nos Négociations, sur tout puis-  
la raison est toute pour nous, de telle  
e que les plus difficiles ne peuvent nous  
tredire. On m'a informé de bonne part  
on avoit distribué à chacun de nos Com-  
saires une Copie de notre Projet du Trai-  
& de nos Mémoires, afin que chacun  
ux dresse sur cela son avis: mais comme  
le Comte de *Brienne* ne nous a pas  
confirmé cette particularité, je ne sai ce que  
lois en croire.

On a encore voulu nous parler de *Borc-*  
& de *Ravestein*, mais nous avons fait  
entendre que si l'on vouloit encore réveiller  
Tome II. O cette

cette affaire, ou quelqu'autre, sur laquelle nous aurions à disputer, ce seroit vouloir obliger Leurs HH. PP. de nous retirer les Ordres qu'Elles nous ont donnez d'entrer en Négociation, & même ceux dont le Ambassadeur ordinaire pourroit être chargé, sur tout le Roi étant prêt à partir pour Lorraine & pour l'Alsace.

Nous atendons humblement les Ordres Leurs HH. PP. quels qu'ils puissent être, mais pour ménager ici leur honneur, il roit à propos que l'on y ajoûtât la clause de venir faire un tour au Païs pour faire raporter ainsi qu'on l'a pratiqué en dernier lieu à l'égard de nos Ambassadeurs en Angleterre. Je suis, &c.

P. S. Si l'on prend quelque résolution tendante à faciliter la conclusion de nos affaires ici dans un tems où nous pourrions être plutôt informez par un Exprès que par la Poste ordinaire, il seroit à propos de prendre cette voye dans la conjoncture présente pour ne pas perdre de tems.

Mr. *Fouquet* a été examiné trois fois cette semaine, par ses Commissaires dans le Château de Vincennes; ce que l'on peut de ses réponses fait craindre que son procès ne se termine fort mal pour lui.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 15. Mars 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems celle que vous m'a-  
écrite le 8. de ce mois; madernière étoit  
9. suivant.

Les Etats de Hollande & de West-Frise ont  
hier une résolution unanime par laquel-  
ls persistent dans leur sentiment, que le  
ité qui est sur le tapis ne peut se conclure  
on n'insère pas le mot *Pêche* dans la  
antie; & qu'au cas de refus, Mrs. les Am-  
bassadeurs Extraordinaires doivent partir con-  
nément à l'avis des Commissaires de  
rs HH. PP. proposé dans la Générali-  
e premier de Février dernier, & qu'on  
s a envoyé alors. Leurs N. & G. P.  
ont conformées, *in omnibus & per om-*  
au susdit avis; mais en s'arrêtant bien  
culièrement à la clause ajoutée par la  
ice à l'Article qui concerne l'exception  
l'Electeur de *Cologne* & du Prince de  
*bourg*. Leurs N. & G. P. ont jugé  
n ne devoit pas permettre que cette  
ption fût couchée en termes généraux  
ivement à ces Princes, mais en termes  
culiers, & en nommant les Villes de  
*berg* & de *Ravestein*, ainsi que la Fran-  
O 2 ce

ce même l'avoit proposé d'abord ; puis qu'autrement, il seroit à craindre que, si l'un de ces Princes venoit à s'emparer avec ses propres forces de la moindre Place de cet Etat, il pouroit employer quelque secours étranger pour en conserver la possession, & que Leurs HH. PP. justement sensibles à cet affront, voudroient reprendre cette Place, ou faire entrer leurs troupes sur les terres de ce Prince, Elles se trouveroient obligées, à la faveur de quelque exception, de secours de la Garantie de la France, malgré les secours étrangers que ce Prince employeroit pour leur résister, & même il seroit bon de s'assurer, par le moyen de quelques expressions, que l'obligation de la Garantie de la part de la France auroit lieu, s'il arrivoit que l'un ou l'autre de ces Princes s'étant emparé par surprise ou autrement de Rhynberg ou de Ravestein avec ses propres forces, employât des secours étrangers pour les opposer à Leurs HH. PP., qu'Elles voudroient tenter de recouvrer les dites Villes, ou de se venger par quelque autre moyen. Mais j'espère que l'intention de la France à cet égard se trouvera claire & sincère, & que Leurs HH. PP. auront de ce côté-là toutes les sûretés nécessaires. On a porté cette Résolution\* ce midi dans l'Assemblée de Leurs HH. PP., qui n'ont pris aucune conclusion, parce qu'il s'est trouvé quelques Provinces qui n'avoient pas

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du mardi 15. Mars 1662.

*Mrs. J. de Witt & C. van Beunningen.* 317

ction touchant votre rapel aux condi-  
ns exprimées ci-dessus. Je finis celle-ci  
cprécipitation, vous priant de me croire, &c.

Lettre de Mr. BOREEL,

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 16. Mars 1662.

MONSIEUR,

Monsieur l'Ambassadeur van *Beunningen*  
fait voir votre Lettre du 8. où vous lui  
nez avis, que la Compagnie du feu Ca-  
ine *Mariebordes* a été donnée à un autre  
au Lieutenant *Buillau*; j'aurois souhaité,  
r le service de la Patrie, que la recom-  
mdation de Mrs. les Comtes de *Brienne*  
eu assez de force pour faire pancher la  
nce du côté de ce Lieutenant à la faveur  
tour que vous avez donné à cette affai-  
En effet, je puis vous dire, entre nous,  
Mr. le Comte de *Brienne* le Père est un  
ame qui fait les anciennes maximes, &  
est fort affectionné pour Leurs HH. PP.;  
sortes de Ministres sont rares; cepen-  
t, il a rendu dans cette dernière Négot-  
ion des services très importants avec au-  
de zèle que de droiture; jusques-là mêm-  
t, que le Roi lui a reproché, en badinant,  
il étoit un véritable Hollandois: je sai de  
ne part que ce refus a fait beaucoup de

peine à ce Seigneur. Ainsi, comme il s'agit de conserver un si bon Ami; je prend la liberté de proposer, si l'on ne pouroit p engager Leurs N. & G. P. à donner Lieutenant *Buillau* les gages de Capitai Réformé avec l'expectative de la première Compagnie vacante.

Je vous avouërai naturellement, que M les Comtes de *Brienne* m'ont fait faire ce proposition; mais j'ai fait entendre que ne pouvois pas m'en charger; cependant je vous en donne avis, dans la crainte qu'un nouveau refus ne nous fasse perdre cet Ami si vous pouvez obtenir cela, c'en seroit assez pour réparer la brèche que le premier refus a fait à leurs bonnes intentions, & même pour les augmenter; j'ai souvent éprouvé dans les affaires dont j'ai été chargé quelle utilité étoit leur amitié. Je vous prie de faire réussir cette affaire avant que l'Assemblée de Leurs N. & G. P. se sépare, que vous me fassiez la grace de m'informer du succès. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 16. Mars 1662.*

MONSIEUR,

J'ai été très sensible à la nouvelle que vous m'avez appris du mauvais succès des sollicitations



ions de Mr. *Buillau* & du peu d'égard que  
n a eu pour la recommandation de Mrs.  
Comtes de *Brienne* en sa faveur : j'aurois  
t souhaité, pour plusieurs raisons, que  
ette affaire eût réussi ; j'ai employé tou-  
celles que j'ai pû imaginer pour faire goût-  
cette nouvelle à Mr. le Comte de *Brien-*  
le Père ; mais cela n'empêche pas qu'il  
en soit fort offensé, non tant à cause de  
ffection qu'il porte au frère de celui qu'il  
ommandoit, que parce qu'il se voit trom-  
dans l'esperance qu'il avoit d'obtenir cet-  
faveur, nonobstant les Résolutions géné-  
es de Leurs N. & G. P., après avoir sou-  
u les Intérêts de la République avec au-  
t & plus de zèle & de fermeté que jamais  
pû faire aucun Ministre d'un Prince étran-  
r, au préjudice même de son propre cré-  
, ce dont nous pouvons rendre témoignage  
avec tout le public, en sorte que les ser-  
ces de ce Seigneur parloient en faveur de  
r. *Buillau* conjointement avec toutes les  
sons qui étoient déjà pour ce Lieutenant.  
nous est venu rendre vîsîte cé matin à no-  
Hôtel, & nous a prié avec beaucoup de  
odération ; mais en même tems en nous  
sant entendre qu'il prenoit la chose à cœur,  
e nous fîssions en sorte qu'on adoucît la  
ortification qu'avoit eüe Mr. *Buillau* en  
tte occasion, en lui accordant une place de  
apitaine Réformé avec les gages ordinaires,  
une expectative de la première Compa-  
ie vacante, ou bien un Acte qui le rende  
bible à être nommé avec les autres Capitai-  
es Réformez, ou du moins à avoir la pre-  
mière

mière Compagnie après le dernier des Capitaines Réformez, & qu'au cas qu'on ne voulût pas lui accorder en attendant d'autres gains que ceux de Lieutenant, on voulût bien augmenter la finance de 300. fl. seulement par an: On m'a dit que ceci étoit autorisé de l'exemple d'un Lieutenant Ecoffois. Je vous prie instamment de contribuer autant que vous le pourrez à faire agréer cette commande; car si ce Mr. *Buillan*, qui est fort connu en Cour par le moyen de son frère, veut faire un tour ici, & qu'on apprenne qu'on a eu si peu d'égards pour la recommandation de l'Ami le plus constant & le plus aimé que nous ayons ici, tel qu'est le Comte de *Brienne*, cela ne pourra qu'exciter une version qu'on ne devroit pas s'attirer plus de cent fois plus que ne vaut ce dont il s'agit. Je vous demande cette grace avec d'autant plus de liberté que je n'y ai d'autre intérêt que celui de l'Etat. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 16. Mars 1662.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 9. de ce mois, j'ai trouvé plus de vrai-semblance que jamais dans l'opinion que j'ai déjà eue qu'elle ne traîne ainsi sur l'article de la *Pêche* qu'elle pou

ur gagner du tems, & voir quel sera le  
sultat de je ne sai quelle affaire; peut-être  
-ce pour découvrir si Leurs HH. PP. ne  
angeroient pas de résolution à cet é-  
rd.

Le Roi a tenu samedi après-midi Conseil  
ndant plus d'une heure & demie avec Mrs.  
*Turenne*, le *Tellier*, de *Lionne* & *Col-*  
*t*, qui sont à présent les Personnes qui  
t le plus de crédit & en qui le Roi se con-  
le plus. Un de ces Mrs. avoit fait venir  
Louvre à midi, un Officier de notre con-  
ence, & il étoit sorti de la Chambre du  
onseil pour lui parler; c'étoit, à ce que  
n nous a dit, pour s'informer si l'on pou-  
it être assuré que Leurs HH. PP. ne cé-  
oient rien au de-là de ce que nous avions  
claré; & que sur la réponse qu'on lui fit,  
parût être chagrin & étoit rentré sans s'ex-  
quer davantage. Ceci nous avoit fait es-  
rer que le lundi suivant on auroit pris une  
ésolution finale avec tous nos Commissai-  
s, c'est ce que nous leur fîmes demander  
notre Secrétaire, comme cela se prati-  
e; mais ce fut inutilement, & ayant fait  
même chose le lendemain, nous n'eûmes  
utre réponse sinon, qu'on alloit faire  
vivre nos affaires. Dans cette intervalle  
i reçû votre Lettre du 8., & aussi-tôt nous  
avons pas manqué de nous servir de ce que  
us me marquez des Délibérations de Leurs  
. & G. P. sur ce sujet, & d'autres avis que  
us avons reçûs, pour persuader, avec  
ute la circonspection nécessaire, qu'on ne  
oit pas se flater que Leurs HH. PP. se re-

lâchent davantage sur aucun article, & que ces delais ennuyeux ne peuvent causer autre chose que des soupçons, du mécontentement & du dégoût, & faire perdre de plus en plus l'occasion de terminer nos Négociations à la satisfaction des deux Puissances contractantes. Nous ne savons quel effet ceci produira; mais je ne doute pas qu'on n'ait ici une grande envie de conclure avec nous; car on ne parle plus de ces raisons invincibles que le Roi avoit de ne rien céder davantage, on ne dit plus rien qui pût nous ôter l'espérance. J'espère que nous apprendrons par la première Poste, que les autres Provinces se seront conformées à l'avis de celle de Hollande & que l'avis des Commissaires de Leu HH. PP. pour nous rapeller, faute de pouvoir conclure suivant nos Instructions, se changé en une bonne Résolution; en sorte que j'aurai bien-tôt occasion d'aller vous témoigner de bouche, que je suis, &c.

P. S. Mr. de *Lionne* a dit à une Personne qui lui a parlé aujourd'hui de notre part qu'on délibéreroit demain sur nos affaires.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 22. Mars 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems v<sup>os</sup> deux Lettres du  
ma dernière étoit du 15.

On persiste ici par raport à vos Négocia-  
ons, dans la Résolution de ne rien relâcher  
avantage, & de considérer l'intention du  
ot *Pêche* comme absolument nécessaire;  
ais il y a quelques Provinces qui se trou-  
nt sans ordres sur l'Article de donner or-  
e aux Ambassadeurs de revenir, elles les  
endent à toute heure. Je vous envoie  
e Copie de l'avis de la Province de Hol-  
de sur cela. Je m<sup>e</sup> flate que dès que l'on  
a certain à la Cour où vous êtes, que l'on  
résolu de ce côté-ci à rompre la Négocia-  
tion faute d'obtenir ce que l'on demande  
cet Article; cette certitude opérera da-  
antage sur l'esprit de Sa Majesté que sa pro-  
e inclination & toutes les raisons qui par-  
ent en notre faveur; mais alors on n'agi-  
pour ainsi dire, que par contrainte pour  
iter la rupture & le départ de vos Excel-  
nces sans avoir terminé les affaires.

J'ai été autant mortifié que qui que ce soit  
mauvais succès de l'affaire de Mr. *Buil-*  
; mais la chose étant telle qu'elle est, je

ne crois pas que les expédiens que vous proposez dans votre Lettre soient praticables, cause des conséquences qui en résulteroient. L'exemple du Lieutenant Ecoffo qu'on allégué & dont on tire déjà une conséquence est d'une toute autre nature. Un nommé *Henry Hoocher* étoit Lieutenant d'une Compagnie Ecoffoise vacante, on lui accorda le 13. May 1660., à la recommandation de la Régence d'Angleterre, & sur tout du Général *Monck* auquel il étoit apparenté un Acte par lequel on promettoit de ne mettre pas de Capitaine au dessus de lui, & par conséquent que lors de la nomination on lui accorderoit cette Compagnie: ayant été résolu au commencement de l'année dernière que l'on casseroit quelques Compagnies celle dont ledit *Hoocher* étoit Lieutenant fut du nombre de celles qui furent cassées, de sorte que non seulement il ne jouit pas de l'effet de la promesse qu'on lui avoit faite par écrit, mais même il perdit la Charge qu'il avoit; en considération de cela il obtint de Leurs N. & G. P. une Commission comme Capitaine de cette Compagnie, datée du 13. Mai 1660., dans le tems qu'on fit la même faveur à deux Lieutenans François de compagnie, qui avoient été en Dannemark, & qui, sans cette réforme, auroient aussi été nommez Capitaines, de sorte qu'ils sont devenus tous trois Capitaines. Réformez des Compagnies qu'ils avoient commandée comme Lieutenans, & qui leur ont été en quelque manière conférées du jour même de la date de leur Commission, la conclusion ayan

yant été alors suspenduë, si je ne me trom-  
e, par deux des Membres de l'Assemblée  
e Leurs N. & G. P. Je ne vois pas que  
outes ces circonstances soient applicables à  
affaire de Mr. *Buillau*, puis qu'on ne peut  
ni donner une Commission comme Capitai-  
e de sa Compagnie qu'un autre possède ac-  
uellement. J'espère que nous aurons l'a-  
antage de vous voir bien-tôt ici & alors  
ous concerterons ensemble les moyens de  
endre service à Mr. *Buillau* à la première  
ccasion. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Mars 1662.*

MONSIEUR,

Monsieur le Prince de *Tarente* se dispose à  
partir pour la Haye, & selon toutes les apa-  
nces il y arrivera avant nous. Nous de-  
vons à son zèle & à son attachement aux In-  
trêts de Leurs HH. PP., ce témoignage  
qu'il nous en a donné des preuves dans tou-  
tes les occasions, & que ses sentimens sont  
communs à tous ceux de sa Maison. Ainsi,  
Monsieur, si l'on fait quelque chose d'ex-  
traordinaire en faveur de ce Prince, on peut  
être persuadé que c'est avec raison & qu'il le  
mérite. Je vous en ai écrit ci-devant à sa  
Majesté, & comme je suis informé que le Roi

en écrira à Leurs N. & G. P. en des termes pleins d'affection, je n'ai pû refuser à ce Prince de renouveler la prière que je vous ai déjà faite en sa faveur, quoi que je suis persuadé que cela est inutile, puis que son arrivée à la Haye réveillera tout ce qui a rapport à ses affaires. J'espère que nous le suivrons de près. Je suis, &c.

P. S. Nous sommes informez de bon part que Mr. le Maréchal de *Turenne*, s'est chargé enfin de faire en sorte que Leurs HH PP. obtiennent ce qu'Elles souhaitent par rapport au mot *Pêche*.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Mars 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre en date du 15. de ce mois, depuis le départ de ma dernière qui étoit du 16.

Nous tâcherons, dans la Conférence qu'on doit tenir pour mettre la dernière main au Traité, & le mettre au net pour le signer de faire coucher l'Article qui concerne l'Electeur de Cologne & le Prince de Neubourg, avec la restriction aux seules Villes de Rhynberg & Ravestein, ainsi que vous m'avez mandé que les Etats de Hollande le sou-



uhaitent. Cependant, nous ne pouvons s'assurer si nous y réussirons ; car quoi qu'il semble que nous dûssions l'obtenir sans peine, puis que cela étoit ainsi dans le Texte livré de la part du Roi, peut-être nous a-t-on quelques difficultez sur ce que le Texte que nous avons delivré en dernier lieu & sur lequel nous insistons présentement contient plusieurs clauses nouvelles, même l'ancienne, de *directement*, ou *indirectement*, que Mr. de Lionne avoit remarquée comme un Point sur lequel il faudroit intervenir.

Mr. le Marquis de *Fuentes*, Ambassadeur d'Espagne, a fait son Entrée aujourd'hui, demain il déclarera au Roi, dans sa première Audience, sur ce qui s'est passé entre les carrosses en Angleterre & sur le rang de cette Couronne, qu'à l'avenir les Ambassadeurs d'Espagne ne se trouveront point en concurrence avec ceux de France, ainsi que cela a été concerté pour la satisfaction de sa Majesté. Sa Majesté a fait prier tous les Ambassadeurs étrangers, & nous entr'autres, ses Envoyez & les Résidens, d'être présents à cet Acte pour le rendre plus solennel, & pour faire réparer en présence de ces Ministres Etrangers, l'insulte que l'on prétend avoir été faite à cette Couronne en présence des Ministres Etrangers.

On dit que l'on a fait le dernier examen de Mr. *Fouquet*, & qu'il a reconnu la larme à l'œil, qu'il avoit écrit & dressé un Projet pour exciter une sédition dans le Royaume, au cas que l'on entreprît quelque chose contre

tre lui, ou contre sa fortune. On croit généralement qu'on se hâtera de prononcer sa Sentence, & l'on ne doute pas qu'il n'y aille de sa vie.

On a envoyé à Mr. de *Thou* sa démission & l'on attend à tous momens Mr. d'*Estrade* pour l'envoyer d'abord en qualité d'Ambassadeur ordinaire du Roi auprès de Leurs Hautes Puissances. Nous attendons les Ordres de Leurs HH. PP. par rapport aux Présens sur tout, pour les deux Introduceurs & pour les autres nommez dans nos Lettres, & qui devroient être donnez avant notre départ, autant que nous le pouvons supputer cela peut monter à huit ou neuf mille florins d'Hollande. Je ne fais si nous ne pourrions pas nous charger du soin de la répartition; mais mes Colègues sont d'avis que cela doit être pris sur la somme que la Généralité accordera pour tous les Présens, & que ce ne doit pas tomber sur les Provinces qui ont ici leurs Ambassadeurs. Si l'on ne peut prendre sur cette affaire une résolution assez prompte pour ne pas retarder notre départ par cette raison; il seroit à propos qu'on nous donnât ordre de partir, & que M. *Boreel* fût chargé de distribuer les Présens près notre départ, excepté ceux de nos Commissaires. Notre séjour ici coûte trop l'Etat pour le prolonger sans raison. — suis, &c.

P. S. Il ne conviendrait pas qu'on différât ces petits Présens & que nous partissions sans les faire; cependant, nous

*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 329

avons rester plus long tems , que notre  
jours ne coûte autant & même plus.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 29. Mars 1662.*

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 22. de ce mois, j'ai  
vu hier la votre du 23.; j'y ai vu avec plai-  
, aussi bien que dans vos Dépêches publi-  
es de la même date, que vous aviez enfin  
monté la difficulté que la France faisoit  
admettre le mot de *Pêche* dans le Traité.

Une fluxion qui m'est tombée samedi der-  
r sur la gorge, & qui a été suivie d'une  
forte fièvre qui m'a fait garder le lit & en-  
te la chambre, a été cause que je n'ai pu  
ster aux Délibérations publiques sur vos  
ttres. Mais Mr. d'Ommeren étant venu  
matin m'en entretenir de la part des Com-  
saires de Leurs HH. PP., on a pris depuis  
is la Généralité une conclusion conforme  
avis Provincial de Hollande, que je vous  
déjà envoyé, ainsi que vous verrez dans  
Dépêches que vous recevrez à présent de  
urs HH. PP.; mais j'espère qu'alors le  
aité sera conclû & signé.

J'ai envoyé hier au matin par mon Com-  
s à Mr. de *Wimmenum* ce que vous  
avez écrit touchant les Présens pour les  
In-

Introducteurs & autres personnes de moindre Caractère, en le priant, de prendre sur cela l'avis de Mrs. les Conseillers Députés, & de faire en sorte que l'on prît e même tems une résolution dans la Généralité, afin qu'on puisse vous l'envoyer aujourd'hui. Ce Seigneur m'a fait l'honneur de venir depuis chez moi, & m'a dit qu'il étoit disposé à vous autoriser de dispenser une somme de six mille florins pour ces petits Présens; & qu'il alloit se rendre à Généralité pour faire en sorte que l'on examinât ce qui s'est passé en pareille rencontre, afin que vous reçussiez des Ordres sur cet Article par cette Poste-ci s'il étoit possible. Je lui ai fait demander cet après-midi ce qu'on avoit résolu, & il me fit dire que chose avoit été proposée à la généralité & qu'après quelques discours, on n'avoit conclu autre chose sinon, que des Commissaires nommez examineroient ce qui s'étoit passé & donneroient leurs avis à Leurs H. PP.; ainsi je suis fâché que je ne puis vous mander autre chose aujourd'hui.

L'Assemblée des Etats de Hollande & West-Frise s'est séparée samedi dernier, après avoir encore résolu, par forme de *Copelle*, sur le rapel des Ambassadeurs Extraordinaires, ce que vous trouverez dans la Résolution ci-jointe du 24. de ce mois. En attendant votre retour avec impatience je finis celle-ci & vous prie de me croire  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Avril 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu la votre du 29. depuis le départ  
ma dernière du 23. du mois dernier. Dieu  
uille que nous en recevions bien-tôt une  
tre qui nous aprenne l'entier rétablissement  
votre santé, & qu'il vous conserve long-  
ns une vie aussi utile & nécessaire à l'E-

Ce que nous avons écrit par la dernière  
ste & par celle-ci, d'une dissension ino-  
lée qui est venuë traverser la conclusion du  
aité, est un nouvel obstacle qui vous aura  
t autant de peine qu'à nous qui avons  
mpté, que dans la Conférence où cela  
st passé, nous n'aurions autre chose à fai-  
de part & d'autre, qu'à donner ordre de  
tre tout au net & à fixer un jour pour la  
nature. Nous avons à cet effet parlé du  
élude ou Introduction du Traité avec ce-  
qui devoit alors tenir le plumitif, & nous  
ons tellement d'accord, que nous nous  
aginions que cela seroit réglé sans en par-  
dans la Conférence. Le Roi même a-  
it déclaré sa résolution de conclure avec  
urs HH. PP., non seulement ici, mais  
me hors du Royaume, & il avoit paru  
at-

attendre avec quelque impatience, ainsi qu'on nous l'a rapporté, pendant tout l'après midi où nous étions assemblez, la nouvelle de l'entière conclusion.

Peut-être même qu'on avoit des raisons de souhaiter ce qui est arrivé, puis que les avis qu'on a reçûs d'Angleterre, depuis qu'on y a appris que Sa Majesté avoit consenti l'expression du mot *Pêche*, ne parloient d'autre chose que du mécontentement que Sa Majesté Britannique en faisoit paroître, quelques-là même qu'Elle s'en étoit plainte en termes pleins de reproches à l'Ambassadeur de Sa Majesté qui est à Londres. Or comme en ce tems-ci, on a, dit-on, de fortes raisons de ménager l'Angleterre, raisons qui, autant que je puis le comprendre, n'ont tendent qu'à aliéner cette Couronne de celle d'Espagne, pour avancer les affaires de Portugal, en faveur duquel on s'intéresse beaucoup; ces nouvelles ont fait craindre au Roi d'avoir fait un pas qui pourroit lui faire tort, en accordant à Leurs HH. PP. l'insertion du mot *Pêche* sur laquelle Elles insistoient; ainsi Sa Majesté a d'abord témoigné la plus grande indignation, en aprenant qu'il y avoit encore quelque discussion entre nous & ses Commissaires; sur tout parce qu'on lui avoit rapporté, que ce différent rouloit sur un Point que nous avions nouvellement proposé, & que nous avions affecté de réserver jusqu'à ce que Sa Majesté eût accordé. celui de la Pêche, nonobstant la résolution que Sa Majesté avoit prise, & qu'Elle nous avoit fait communiquer effectivement par M.

*Lionne*, de ne pas s'expliquer sur cet Article, que nous n'eussions auparavant déclaré que nous ne formerions aucune difficulté sur aucun autre Point, ce que nous avons promis. Sa Majesté étant ainsi prévenue que nous avons employé l'artifice dans cette occasion, a donné ordre, après avoir entendu le rapport de ce qui s'étoit passé dans la dernière Conférence, avec des marques de ressentiment, ainsi qu'on nous l'a rapporté, que l'on écrivit à son Ambassadeur à Londres d'y déclarer, que le Traité étoit entièrement suspendu, & de faire ses efforts pour ménager les esprits dans cette Cour-là. Ainsi, nous avons eu d'abord beaucoup de peine à représenter que l'on faisoit tort à notre droiture, & que nous ne demandions que ce que nous avons toujours soutenu être très équitable, & ce dont on étoit convenu avec nous, autant que nous l'avions pu comprendre. C'est à quoi nous avons employé la première partie de notre Mémoire, c'est en quoi nous trouvons le plus d'opposition, quoi que sans fondement, parce que ceux qui ont négocié avec nous, ont de la peine à avouer de s'être trompez en cela. Nous ne pouvons pas découvrir que ce fameux incident ait d'autre cause, si ce n'est qu'il y en a qui en nous disant qu'on aboliroit plus volontiers le Droit de Tonneau sur les Bâtimens destinez pour les Ports étrangers, que de consentir à ces restrictions, semblent n'avoir en vûë que de nous extorquer cet Article, & pour cette raison ils nous ont furieusement opposez. Nos Amis pré-

tendent

tendent que ce delai nous est avantageux pour infinuer ce que nous avons à aléguer pour desabuser les autres & ramener les esprits au gris. Quoi qu'il en soit, nous ne laissons entrevoir aucune inquiétude qui puisse faire croire qu'on pourroit avoir bon marché de nous : mais ce ne sont-là que des conjectures, & ceux qui ont une entière connoissance de tout ce qui s'est passé n'oublient rien pour nous tranquiliser. Ce que je crains le plus, c'est que, lors qu'on en viendra une Conférence, on ne se contente pas d'avoir un éclaircissement & d'être desabusé & qu'on ne veuille pas en venir à quelque expédient.

Après avoir réfléchi à ce qui a été proposé dans la Conférence, & que je mande Leurs HH. PP. dans la Lettre ci-jointe pour ne se pas priver mutuellement de la liberté d'établir tel Droit & Impôt-qu'on jugera à propos, il me paroît qu'il n'est pour ainsi dire, pas préjudiciable de restreindre cela aux Vaisseaux, car il n'y a pas apparence qu'on augmente ici le Droit de Tonneau.

Je vous laisse à penser s'il ne seroit pas propos qu'on parlât à Mr. de *Thou* de ce nouveau différent, & qu'on l'engageât à secourir dans ses Dépêches notre Mémoire sur ce sujet & les raisons dont nous l'appuyons ; mais il faut prendre garde de ne pas diminuer l'importance de ce Point plus que nous n'avons fait, & plus qu'il n'est en effet : car outre raison on a encore pour soi l'expérience puis que nous sommes informez que plusieurs

Ma



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 335

archands de Roüen auroient acheté des  
vins s'ils n'en avoient été empêchez par  
crainte d'un Droit de Tonneau établi par  
la voie de rétorsion. Je suis, &c.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*D'Amsterdam le 12. Avril 1662.*

MONSIEUR,

Je ne vous ai pas écrit par la dernière Poste  
parce que je n'avois rien à vous man-  
d'ici, où je me suis rendu pour prendre  
part aux divertissemens des Nôces. J'ai re-  
çu la votre du 6., dont j'atens une suite  
très favorable par la première Poste, puis-  
que j'espère que vous terminerez les diffé-  
rends qui restent dans la première Conféren-

La proposition de rester actuellement dans  
l'entière liberté par rapport aux Impôts à  
payer, me paroît très importante, puis qu'il  
paroît pas présentement qu'on puisse ju-  
ger dans quelles dispositions la Cour de Fran-  
ce entrera dans dix ou douze ans, s'il s'a-  
gissoit alors de quelque autre Impôt inégal;  
autant plus que les Membres des Etats de  
Hollande & de West-Frise ne se sont déter-  
minés à se relâcher sur l'Article de l'entière  
abolition du Droit de Tonneau, qu'en con-  
séquence de cette Clause qui les mettoit en  
sûreté

336      *Lettres & Négociations entre*  
sûreté pour l'avenir. Mon séjour ici a été  
cause que je n'ai pû agir comme vous l'au-  
riez souhaité auprès de Mr. l'Ambassadeur de  
*Thon*; mais je n'y manquerai pas aussi-tôt  
que je serai de retour à la Haye. Je suis  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 13. Avril 1662.*

MONSIEUR,

Vous apprendrez par l'incluse pour Le  
N. & G. P., ce qui s'est passé dans notre  
Négociation depuis ma dernière qui étoit  
6. du courant. On n'a pû répondre dans  
Conférence que nous avons tenuë aujour-  
d'hui, aux raisons que nous avons alléguées  
par écrit; mais beaucoup plus amplement  
à l'oreille pour renverser les difficultés que  
nos Commissaires du Roi font contre la Cla-  
use de pouvoir mettre sur les Vaisseaux Fran-  
çois, des Impôts tels que ceux que l'on ve-  
droit mettre sur les nôtres; cependant, nous  
avons demandé avec instance, que s'il y a  
le moindre doute, ou dans l'esprit de Sa Ma-  
jesté, ou dans ceux de nos Commissaires,  
on nous le dit naturellement afin que nous  
pussions le résoudre: mais on ne nous a ré-  
pondu qu'en nous faisant la proposition  
jointe que nous avons rejetée, sans lais-  
ser aucune

cune espérance que nous y puissions jamais  
nuescer ; nous leur avons dit , que Leurs  
utes Puissances espéroient & croyoient  
ême que Sa Majesté se résoudroit, ou en  
ncluant le Traité , ou après sa conclu-  
n, à abolir entièrement le Droit de Ton-  
au , comme une chose capable de nourrir la  
corde , defavantageuse , & incompatible  
ec les anciennes Alliances & l'exécution  
la nouvelle , & qu'ainsi , il leur paroîtroit  
ange qu'on voulût insister sur la moindre  
position qui pouroit en autoriser la con-  
uation ; qu'on n'avoit pas de raison de  
uloir encore surcharger la Navigation de  
eurs HH. PP., par cette exemption de qua-  
te Vaisseaux , après l'extrême dispropor-  
n qui étoit à leur charge dans l'entrecours ,  
s que les Droits étoient si hauts ici & si  
nces dans les Provinces-Unies ; sans comp-  
ce qu'elles souffroient encore dans le Com-  
erce & la Pêche par la continuation de la  
ompagnie de l'huile de Baleine ; en un  
ot , qu'on devoit voir en France notre Na-  
ation de très bon œil , puis qu'on y faisoit  
profits si considérables dans le Commer-  
avec les Sujets de Leurs HH. PP.

Qu'une exemption de quarante Vaisseaux  
Sujets de Leurs HH. PP. seroit cause  
e bien-tôt il ne s'en trouveroit pas un en  
er , ce qui n'arriveroit point par une pareil-  
exemption des François , & qu'ainsi , il  
avoit en cela aucune égalité , sans comp-  
que cette contre-exemption seroit impra-  
table dans notre République , puis que  
eurs HH. PP. ne peuvent accorder plus

d'exemption à l'un de leurs Sujets qu'à un autre, sans bleffer l'égalité qu'ils ont coûtume d'observer entr'eux, & qui est de l'essence de leur Gouvernement. Que l'avantage qu'en pourroit retirer ceux qui seroient exemptez en accordant pour le Fret avant d'autre qui chercheroient en même tems à faire leur Cargaïson, seroit préjudiciable, exciteroit des plaintes, des mécontentemens & du désordre, & qu'après tout, la chose n'étoit pas assez importante pour la France, pour s'aveuer au préjudice de la conclusion du Traité que cet incident seroit encore traîné en longueur, ce qui seroit trop sensible. Leurs HH. PP. & sujet à trop d'inconviniens pour qu'Elles puissent y consentir; sorte qu'on perdroit inutilement le tems, pour ne pas dire desavantageusement. Nous verrons ce qui en fera. Nos Commissaires & nous quitant nous ont dit, que nous devions en écrire, & que le Roi s'étoit assés relâché jusqu'à présent en faveur de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

P. S. Je vous prie d'inspirer à Mr. *Thou* tout ce que vous jugerez de plus efficace pour lever ici cet obstacle, au cas que nos efforts ne puissent pas en venir à bout. Si l'on juge à propos de nous faire réponse il ne seroit pas mauvais qu'on le fît par un Exprès pour gagner du tems.

Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 19. Avril 1662.*

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous  
re étoit du 12. de ce mois. J'ai pris a-  
plaisir par vos Dépêches du 13 qu'il ne  
soit rien passé de nouveau où vous êtes  
raport à la Proposition de rester mutuel-  
ent dans une entière liberté par rapport aux  
ôts à venir, ainsi j'espère que cela se ter-  
era sans aucune autre discussion.

Leurs HH. PP. ont fort approuvé que vous  
rejetter l'exemption de quarante Vaif-  
x de part & d'autre, c'est ce que vous  
avez dans leur Résolution d'hier. Leurs  
PP. ont bien remarqué que cette pro-  
position renferme une égalité réciproque ;  
mais l'exécution en est ici impraticable. Aus-  
si leur Résolution n'est-elle fondée que sur  
la impossibilité, ne doutant nullement  
que le Roi ne la comprenne d'abord, &  
ainsi le Traité aura peut-être déjà été  
clû ou se conclura bien-tôt sans d'autres  
difficultés.

J'ai eu hier une longue Conférence sur ce  
sujet avec Mr. de Thou qui a fort bien com-  
pris cette impossibilité, & qui s'est chargé  
d'écrire amplement par cette Poste-ci, en

assurant en même tems Sa Majesté des sûres dispositions de l'Etat pour terminer observer l'Alliance. J'espère qu'avant la réception de celle-ci tout sera conclû; je suis en attendant cette bonne nouvelle, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 20. Avril 1662.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 13. de ce mois j'ai reçu la votre du 12. Vous verrez par ce que nous écrivons aujourd'hui à la France, les nouvelles espérances que nous avons reçues de terminer enfin cette longue Négociation. Nous ferons tout ce qui nous sera possible pour conserver les mots de l'on veut rayer de l'Article du Droit de Tonneau; mais au cas que nous ne viissions d'apparence d'y réussir, comme il nous l'a été impossible par rapport à la clause qui égale le Vin & le Sel, & à celle où nous demandions qu'on payât suivant la charge & non suivant la capacité du Vaisseau, nous croyons que nous ne devons par pour cela différer la signature du Traité, puis que ces avantages n'ont rien de fort essentiel pour nous; d'autant plus encore que les disputes que cela pourroit causer, irriteroient encore les esprits, & pourroient nous être plus préjudiciables.

s que ces mots ne nous seroient utiles ,  
s qu'il pouroit arriver qu'on nous dispu-  
oit encore les diminutions du Droit de  
Tonneau sans lesquelles nous n'aurions pas  
de difficulté sur ces mots , suivant les  
ordres de Leurs HH. PP. En tout cas ,  
s qu'il s'agira de signer le Traité , on pou-  
ra s'expliquer de bouche , de manière qu'on  
pourroit laisser une porte ouverte à de nou-  
velles Négociations pour l'entière abolition  
du Droit de Tonneau , comme si cet Arti-  
cle n'étoit que provisionnel dans l'intention  
de Leurs HH. PP. , peut-être ferons-nous  
cela ; au reste , il ne manquera pas à notre zèle  
& à nos efforts.

On ne laisse passer aucune occasion de  
se recommander l'affaire de Malte , & de  
terminer par quelque échange de Ravestein  
entre quelques autres Terres , le différent  
est entre l'Etat & le Prince de *Neubourg*.  
Je verrois ici avec un sensible plaisir , qu'on  
terminât enfin ces deux affaires avec cet Or-  
dre & avec ce Prince , & cela ne manqueroit  
de faire un bon effet.

Permettez-moi de réitérer ici , que les  
sommers destinez pour nos sept Commis-  
saires ne doivent pas être augmentez sur ce  
qui se fait en pareille occasion en proportion  
arithmétique , mais en proportion Géomé-  
trique ; & qu'au moins , à en juger par ce  
qui nous entendons ici , chacun doit avoir  
environ de cinq mille écus. Je vous sou-  
haite toute sorte de satisfaction du Mariage  
de Mademoiselle votre Nièce. Je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 27. Avril 1662.

MONSIEUR,

J'ai envoyé ce matin par Mr. de *Sypeste* votre Neveu, le Traité que nous avons conclu & signé; je l'ai chargé aussi d'une Relation de ce qui s'est passé, depuis ma dernière du 20. de ce mois. Ce que je vous avois marqué de Mr. *Colbert*, qu'il n'étoit pas compté au nombre de nos Commis, étoit fondé sur ce que m'avoit dit un Commis de Mr. le Comte de *Brienne*, sur ce que son nom n'étoit pas dans le Plein-pouvoir du Roi, qui nous avoit communiqué; mais il s'est trouvé que c'étoit un abus, & qu'il y avoit faute dans le Plein-pouvoir, où l'on avoit rayé le nom de *Fouquet*, sans y substituer celui de Mr. *Colbert*. Il a signé ce Traité avec les autres Commissaires, & son nom a été inséré dans le Plein-pouvoir.

Le Repas que Mr. le Chancelier nous a donné, étoit accompagné de Timbales, de Trompettes & de toute sorte d'Instrumens de Musique, les mets y étoient aussi abondans que délicats. On nous a fort recommandé, tant avant qu'après le Repas, de faire de l'Ordre de Malte, & on nous a

en



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen.* 343  
entendre qu'on feroit un sensible plaisir à Sa  
Majesté de prendre une Résolution sur cet-  
affaire avant la Ratification du Traité ; je  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 27. Avril 1662.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 20. j'ai reçu celle  
que vous m'avez écrite le 19. de ce mois.  
Vous verrez par nos Dépêches que nous  
envoyons aujourd'hui à la Régence par Mr.  
Sypesteyn, votre Neveu, en quel terme  
nous avons enfin réglé & conclu avec bien  
de la peine le Traité entre le Roi & Leurs  
HH. PP. Je ne crois pas qu'on y trouve  
quelque chose qui difère de nos Instructions  
des Ordres de Leurs HH. PP., si ce n'est  
qu'il y a deux ou trois Articles que nous a-  
vons réglés d'une manière plus avantageuse  
pour l'État, que nos Ordres ne portoient.  
Je suis fâché que nous n'ayons pu perfec-  
tionner ce grand Ouvrage par l'abolition en-  
tière du Droit de Tonneau. On tâche de  
vous persuader que cela se fera dans peu, &  
j'oserai peut-être l'affurer si l'on donnoit quel-  
que satisfaction au Roi par rapport au Prince  
de Neubourg & à l'Ordre de Malte, & si  
l'on tâchoit de ménager les Ministres de cet-

te Cour qui sont bien intentionnez. Ils vouent pour la plupart que nos raisons contre ce Droit de Tonneau les ont convaincus. Mais il faudra du tems & bien de prudence pour defabufer & convaincre M. *Colbert* qui est un vrai Financier, & tout rempli du Projet d'accroître la Navigation des Sujets de ce Royaume, s'il est possible outre qu'il est le seul à qui on s'en rapporte sur cet Article. La dispute que nous avons eüe sur la liberté que Leurs HH. PP. convoieroit de mettre des Impôts paralleles sur les Vaisseaux dans leurs Provinces, n'a point fait de mal, & puis que nous l'avons emporté, lors qu'on en viendra à l'exécution personne ne pourra s'en choquer. Mr. *Colbert* avouë même que le Droit de Tonneau est plus préjudiciable qu'avantageux dans la Navigation vers les Ports étrangers, si ce moyen n'augmente pas celle des François. La diminution accordée sur le fret de Sel est assez considérable, sur tout dans le transport d'un Port de France à un autre, puis que ce transport d'un poste à l'autre consiste particulièrement en Cargaison de Sel & que nos gens ne l'abandonneront pas à cause de cette inégalité de cinquante sols par Tonneau.

Nous avons remis toute notre attention & tout notre soin lors qu'il s'est agi de dresser le préambule, & ce n'est pas sans peine que nous en avons étendu les termes ain- que vous le verrez, d'autant que ces Messieurs s'étoient chargez de tenir le plumet. J'espère qu'à cet égard nous aurons satisfait  
Leur

*Mrs. J. de Witt & C. van Beanningen.* 345  
ars N. & G. P. ; car il nous a été impos-  
e d'obtenir qu'il fût dressé plus à l'avan-  
e de l'Etat , & en termes moins remplis  
déférence pour cette Couronne.

Nous avons été étonnez de trouver le mot  
*Respect* dans les premières lignes du pou-  
r dû Roi qui nous a été remis tout dres-  
& cacheté. Nous n'avons pas jugé à pro-  
de nous en formaliser puis que ç'auroit  
inutilement , & qu'on l'auroit pris en  
maise part, outre qu'il y a des exemples  
l'autorisent , puis que le Roi parle comme  
lui-même dans son Plein-pouvoir. De  
s, il auroit été difficile d'engager ce Prin-  
par une longue dispute à changer une cho-  
qui étoit déjà expédiée. Je suis toujours  
barassé dans ces sortes d'affaires ; mais ce  
m'a tranquilisé en cette occasion-ci, c'est  
en 1653. Leurs N. & G. P. n'ont pas crû  
on dût ménager à cette Cour-ci les ter-  
s d'une honnête déférence, ainsi que vous  
pouvez voir par l'Extrait ci-joint de leur  
solution sur cette Négociation , que je  
vous envoie qu'afin que vous puissiez vous  
servir pour me mettre à couvert de la  
sure.

Nous aprenons par le Plein-pouvoir du  
i, que Mr. *Colbert* n'est pas du nombre  
nos Commissaires, quoi qu'il ait assisté à  
tes nos Conférences depuis la disgrâce  
Mr. *Fouquet* ; quoi qu'il en soit , on ne  
t pas l'oublier lors qu'il s'agira de faire  
elqu'honnêteté. Je ne sai si l'on ne pren-  
pas en mauvaise part la liberté avec la-  
elle j'écris sur cet Article ; mais je ne

puis m'en empêcher, & je ne m'en repen point, puis que je n'ai d'autre vûë que l'intérêt de l'Etat & des Habitans de la République. Je suis, &c.

A Mr. C. van BEUNINGEN, Ministre  
Extraordinaire.

*A la Haye le 3. Mai 1662.*

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 19. du passé, j'ai reçu en le tems vos trois Dépêches, l'une du 20. & les deux autres du 27. du même mois, avec l'une desquelles, Mr. Ascagne de Syvestre a apporté ici le Traité conclû & les deux Articles séparés. Il est arrivé à la Haye le dimanche de grand matin. Nous avons trouvé avec une satisfaction extraordinaire, que les peines de cette longue Négociation sont couronnées par un succès meilleur qu'on ne l'espéroit; cette étroite Alliance & les avantages des Conventions faites par rapport au Commerce & à la Marine effacent le reste le tort qu'avoient fait au crédit de l'Etat tant de délais qui étoient cause que cette affaire avoit traîné si long tems. Leurs HH. PP. ont fait présent à Mr. de Syvestre d'une Chaîne d'or de la valeur de cent ducats: & leurs Commissaires ayant confronté le Traité avec vos Instructions & les R

fol

lutions successives qui s'en étoient suivies, ont fait rapport hier, que ledit Traité & qui en dépend est entièrement conforme aux dites Instructions & Résolutions successives, & en particulier à celles du 1. Octobre & 22. Décembre de l'année dernière, & celle du 29. Mars de cette année, sur quoi les Provinces ont été priées d'envoyer au plus tôt des Ordres à leurs Députés pour la ratification.

Pour ce qui est des Présens, Leurs HH. P. ont pris la Résolution ci-jointe à l'égard des moindres Ministres; mais on a différé jusqu'à votre retour la résolution sur l'augmentation de ceux qu'on doit faire aux Commissions, d'autant plus que cette affaire n'est si pressée.

Comme les Etats de Hollande & de West-Frise ne sont pas assemblez il ne sera pas possible de rien régler touchant Ravestein l'Ordre de Malte avant votre retour, vu l'importance de ces affaires. Ainsi, j'espère d'avoir alors occasion de concerter avec vous sur ce qu'il y aura à faire pour réussir. Je n'ai rien autre chose à vous mander aujourd'hui, sinon que je suis sans réserve, &c.

A Mr. le Conseiller-Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Avril 1662.*

MONSIEUR,

Nous avons réglé hier avec Mr. de Lionne l'Article séparé de la manière qu'il doit rester, & en même tems le prélude, ou l'Introduction du Traité. Il étoit à craindre qu'il ne se rencontrât encore ici quelque difficulté; mais on a su la prévenir à la faveur de quelques expédiens conformes aux Résolutions de 1654, ainsi que vous pouvez voir par le contenu de cette Introduction.

Le Roi prie Leurs HH. PP. de consentir qu'il ait la préférence dans la vente des Esclaves Turcs pris par la Flotte de l'Etat commandée par Mr. le Vice-Amiral de Ruyter, en payant cent écus de chaque Esclave. J'ai représenté à Mrs. les Ambassadeurs qu'ils font ici, que je crois que l'intention de Leurs HH. PP. est de garder un certain nombre de ces Esclaves pour les échanger contre les pauvres Prisonniers de notre Nation qui sont en Barbarie : d'un autre côté, que suivant les Instructions de Mr. le Vice-Amiral, de ses Officiers, & des Equipages, on a donné tous les Turcs qui seroient pris prisonniers à Mr. le Vice-Amiral, à ses Officiers, & aux Matelots pour les encourager, ce qui mérite attention; outre que l'on dit, que les Escla  
ve

es Turcs se vendent beaucoup plus cher en Espagne; en sorte que Leurs HH. PP., prenant toutes ces circonstances en considération, seront obligées de trouver des expédients pour ne pas priver les gens de la Flotte de ce qui leur a été promis, soit que le prix des Esclaves qu'on cédera à la France soit payé au de-là de cent écus, au *pro rata* de ce qu'ils auroient été vendus en Espagne, soit en accordant, de la part de Leurs HH. PP., quelque autre indemnisation aux Officiers & autres gens de la Flotte.

Je crois aussi que l'intention de Leurs H. PP. sera de convenir qu'on ne délivrera les Esclaves qu'argent comptant; car devant l'on a fait de pareilles conventions, y a 15. ou 16. ans; mais on n'a pû jusqu'à présent en obtenir le paiement. J'ai à qu'il étoit de mon devoir de vous marquer toutes ces particularitez afin de recevoir des ordres sur ces différens Points pour mieux de la chose.

Les Articles & conditions de cette Alliance-ci contiennent plusieurs affaires de différente nature; dont la plûpart sont du Ressort du Conseil du Roi, plusieurs de celui de l'Amirauté & d'autres des Tribunaux civils & Présidiaux ou Parlemens, par exemple, *Droit d'Aubaine* qui est du Ressort de la Chambre des Comptes. Ainsi, ce Traité doit être enregistré dans tous ces endroits; mais il pourroit arriver lors que nous manderons cet enregistrement, que l'on exigera de nous, de la part du Roi, un pareil enregistrement dans toutes les Assemblées

des Etats des Provinces, dans les Cours de Justice, Chambre des Comptes, Coléges d'Amirauté, &c. Ainsi, je vous prie de me mander si vous croyez que cela soit praticable, je m'en raporte à votre expérience & à votre sagesse, & fais entièrement, &c.

A Mr. l'Ambassadeur BOREEL.

*A la Haye le 3. Mai 1662.*

**M** O N S I E U R ,

J'ai reçu Dimanche au matin de bonne heure votre Lettre du 26. en même tems qu'il y a eu l'avis de la conclusion du Traité. Dieu soit loué de ce qu'il a daigné donner un si heureux succès à cette longue & ennuyeuse Négociation. Je mande aujourd'hui à Mr. van *Beuningen* de quelle manière les Commissaires de Leurs HH. PP. ayant examiné le Traité, l'ont trouvé conforme aux Instructions de Messieurs les Ambassadeurs & aux Ordres que vous avez reçus de tems en tems je me raporte au contenu de cette Lettre qui, sans doute, vous sera communiquée.

Je ne doute pas qu'on ne puisse satisfaire Sa Majesté par rapport aux Esclaves Turcs & afin de procéder avec ordre à cet égard Leurs HH. PP. ont jugé à propos de consulter les Coléges de l'Amirauté, & celui d'Amsterdam a déjà envoyé un avis favorable.



*Mrs. J. de Witt & C. van Beuningen. 331*

A mon avis, l'enregistrement dont vous  
parlez dans votre Lettre sera absolument  
nécessaire, & au cas que du côté de la Fran-  
ce on demande qu'on fasse ici un pareil en-  
registrement, je ne crois pas qu'on le refuse,  
quoiqu'il soit inutile, après que chaque  
province a ratifié le Traité & que cela ne soit  
pas en usage. Je suis, &c.

*Fin des Lettres de Mrs. J. de Witt & C.  
van Beuningen.*



LET.

**LETTRES**

D E

**Mr. JEAN DE WITT,**Conseiller Pensionnaire de Hollande  
& de West-Frise,

E T D E

**Mr. G. BOREEL,**

Ambassadeur en France.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
**JEAN DE WITT.***De Paris le 1. Juin 1662.***M** O N S I E U R,

Messieurs les Ambassadeurs sont parti d'ici avant-hier, & à la prière de Mr. de *Zuylichem*, ils ont laissé ici leur Secrétaire afin qu'il pût porter avec plus de diligence en Hollande les Résolutions de cette Cour ci sur les affaires du Prince d'*Orange* & des Princes *Guillaume* & *Maurice de Nassau*.

L

Le Baron *Spar* a été ici de la part de r. l'Electeur de Brandebourg, pour féliciter la Cour sur la naissance du Dauphin, & a dit aussi qu'il étoit chargé de quelque commission pour une plus étroite Alliance avec cette Couronne & les Princes liguez Rhin. Le Roi a aussi envoyé un Envoyé Extraordinaire à Berlin. Présentement on dit que Mr. *Spar* n'a fait aucune ouverture, & que l'Envoyé qui est à Berlin est resté sans avoir rien fait.

Je remarque tous les jours de plus en plus que cette Cour-ci est mécontente de la Paix. On dit que Leurs HH. PP. ont fait avec les Algériens. Je souhaiterois qu'on me scrivît de quelle manière je dois me conduire, soit en avouant la chose, soit en la niant; ce mécontentement est d'autant plus grand qu'on a reçu avis que les Anglois, suivant notre exemple, avoient aussi fait leur traité avec les Algériens; en sorte que cette Cour-ci voit avorter le dessein qu'elle avoit formé d'entreprendre en commun un coup d'armes contre les Villes de Barbarie. Je suis avec respect, &c.

A A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 8. Juin 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en leur tems vos deux Lettres l'une du 11. du passé & l'autre du 1. de mois. Leurs HH. PP. ont nommé il déjà quelque tems des Commissaires pour examiner les Traitez qu'on doit produire comme compris sous la Garantie ; mais comme cet examen n'a pas encore été terminé, & que l'on attend à tous moments le retour de Messieurs les Ambassadeurs extraordinaires, je crois qu'il sera à propos d'attendre qu'ils soient ici afin d'entendre leurs avis.

Vous aurez appris par les Dépêches Leurs HH. PP., avant la réception de la-ci, qu'Elles n'ont pû se résoudre à signer le Traité que le Vice-Amiral de *Arter* avoit conclu avec les Algériens, ce suffira pour dissiper le mécontentement que la Cour en avoit conçu.

Vous aurez sans doute appris par les Lettres des Ambassadeurs de l'État qui sont en Angleterre, que l'on n'a pû encore terminer les Négociations avec cette Cour-là.

N'ayant autre chose digne d'attention à vous mander, je mettrai des bornes à ceci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 8. Juin 1662.*

MONSIEUR,

Je suis informé de bonne part que Sa  
Majesté fait un cas tout particulier de la  
nouvelle Alliance conclûë entr'Elle & Leurs  
H. PP., qu'il regarde comme son pro-  
ouvrage. Il en attend de grands avantages  
pour la sûreté de son Royaume & pour  
celle des Provinces-Unies, qu'il fait, dit-  
il, avoir été tendrement chéries de Henri le  
Grand, pour qui Leurs HH. PP. avoient  
un solide & constant attachement ; Sa  
Majesté dit qu'Elle veut l'emporter à cet  
égard sur son Ayeul, & donner lieu à Leurs  
H. PP. d'avoir pour Elles autant d'affec-  
tion que d'estime.

Ce Prince s'informe très-curieusement des  
anciennes maximes que l'on suivoit du tems  
de Henri IV., sur tout par rapport aux Pro-  
vinces-Unies, & il en parle si pertinen-  
ment qu'on ne peut n'en pas être étonné.  
On m'a de plus fait entendre bien par-  
ticulièrement que le Roi prétend être seul  
le meilleur Ami & le principal Allié de  
Leurs HH. PP., & que si Elles avoient ai-  
mé son Ayeul comme leur Père, il vou-  
loit qu'Elles l'aimassent à présent comme  
leur

leur Fils; que si Leurs HH. PP. pensoient jamais à faire une Alliance aussi étroite avec quelqu'autre Roi, ou Rois, Elles trouveroient trompées, puis que cela manqueroit pas de diminuer l'affection de Sa Majesté & même de la leur faire perdre entièrement; puis que ce seroit vouloir allier des choses incompatibles; en sorte que cette Alliance perdrait bien tôt toute sa force, n'auroit aucun effet & s'évanouiroit ainsi insensiblement.

On m'a fait ces remontrances avec tant de chaleur, & en me disant que l'on les tenoit de la bouche même de Sa Majesté, que j'ai crû qu'il étoit de mon devoir & du service de l'Etat que j'en rendisse compte à vous écrivant, d'autant plus que la République y est particulièrement intéressée, & je suis persuadé que vous tiendrez la chose secrète, & que vous l'insinuerez lors que vous jugerez qu'il sera nécessaire & avantageux. La Patrie en ressent déjà les douces influences & les ressentira encore plus à l'avenir; c'est ce que je demande instamment à Tout-Puissant, en la garde duquel je vous recommande; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 15. Juin 1662.

M O N S I E U R,

La Cour paroît satisfaite de ce que j'ai dit  
quelques Ministres touchant le Traité de  
qu'on avoit tenté de conclure avec ceux  
Tunis & d'Alger; ainsi que je le marque  
Mr. le Greffier de Leurs HH. PP. dans  
Dépêches dont voici la Copie.

Il faut vous avouer cependant, que l'in-  
étude recommence depuis qu'on a appris  
les Anglois ont conclû leur Paix avec  
Algeriens à des conditions plus avanta-  
ges que celles qu'on avoit proposées au  
e-Amiral de *Ruyter*, mais nous n'en som-  
pas responsables.

La Majesté croit, par rapport à l'Alliance  
la jonction des forces de la France, de  
Angleterre, de Leurs HH. PP. & de l'Es-  
ne, pour détruire ces Corsaires de Bar-  
e, proposée dans l'avis de l'Amirauté  
Amsterdam, qu'il seroit inutile d'en faire  
proposition à l'Espagne, outre qu'on per-  
dit beaucoup de tems; qu'il en seroit pres-  
de même par rapport à l'Angleterre, par-  
ce que ces deux Couronnes étant engagées  
dans la Guerre du Portugal, ne voudront,  
ne pourront pas employer leurs Flottes  
leurs. On

On m'a aussi fait entendre que Sa Majesté souhaitoit fort de faire cette Alliance, ne fût-ce qu'avec Leurs HH. PP., ce qui ne les empêcheroit pas de donner ordre à Leurs Ambassadeurs qui sont à Westminster, de pressentir quelles seroient sur ces dispositions du Roi de la Grande Bretagne, sans que pour cela on fût obligé de perdre du tems. Je crois que l'affaire du Pavillon a quelque part à tout ceci, & M. d'Estrades m'a assuré qu'il n'y avoit encore rien de réglé sur cet Article entre les deux Couronnes.

On a renvoyé jusqu'après la Ratification du dernier Traité, les Réglemens qu'on veut publier par rapport au Commerce & à la Navigation. Ainsi, le plutôt qu'on pourroit expédier cette Ratification, seroit le meilleur. Je vous remercie de votre Lettre du 8. de ce mois, & suis, &c.

A. Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL

*A la Haye le 22. Juin 1662.*

**M** O N S I E U R ,

J'ai reçu, depuis ma dernière du 8. la vôtre de même date, & celle du 15. C'est avec bien du plaisir que j'apprends le cas que Sa Majesté fait de sa nouvelle Alliance avec Leurs HH. PP., généralement parlant, n'en est pas moins content ici, & vous p



compter que vous en recevrez la Ratification avant l'expiration du terme stipulé de six mois.

Il est comme certain que Leurs HH. PP. encoureront de tout leur pouvoir au dessein de Sa Majesté, d'être seul leur meilleur ami, puis qu'Elles ne s'engageront pas aisément dans aucune autre Alliance aussi générale & aussi étroite que celle qu'Elles ont conclûë avec Sa Majesté, tant qu'Elles seront assurées des effets de celle-ci, & qu'elle sera réellement & entièrement exécutée de part de la France; ce qui ne les empêchera pourtant point d'entretenir l'amitié & la bonne intelligence avec d'autres Rois & Etats, même de la fortifier, s'il le faut, par de nouveaux Traitez, ce qui est réellement le but de la nouvelle Alliance.

Aussi-tôt que les Etats de Hollande & de West-Frise, qui sont convoquez pour le 4. de cet mois prochain, seront assemblez, on délibérera sur ce que l'on entreprendra par rapport aux Corsaires d'Alger, de Tunis, & de Tripoli; & particulièrement sur ce que l'on doit conclure avec la France. Je crois que Leurs HH. & G. P. seront assez disposées à conférer sur cela en particulier avec la France, & à convenir avec Sa Majesté de quelques Articles sans lesquels on ne fera point la Paix de France & d'autre avec ces Corsaires, en s'obligeant particulièrement à ne faire point la guerre; ni l'un, ni l'autre, même à ces conditions, sans stipuler en même tems pour l'Allié qu'il pourra traiter aux mêmes conditions & jouir de tous les avantages que

que l'on obtiendrait de ces Barbares. Vous pouvez voir par ce qui vous a été envoyé directement sur ce sujet par la dernière Poste, en quoi pourroient consister les Articles que l'on pourroit désirer de ce côté-ci.

Je crois que le moyen de donner une véritable force à la nouvelle Alliance ce sera de se communiquer confidemment de part & d'autre toutes les affaires importantes ainsi, puis qu'on vous donne avis directement d'Angleterre de tout ce qui s'y passe, je crois qu'il est à propos que vous manquiez pas l'occasion d'informer Majesté & ses principaux Ministres de ce qui s'y passe d'important, & de leur inspirer par de bonnes raisons des sentimens conformes à ceux de Leurs HH. PP. & pour le bien de la République.

Vous aurez sans doute remarqué dans les avis successifs que vous avez reçus Messieurs les Ambassadeurs qui sont à Londres, quels sont les Points sur lesquels l'on n'est pas d'accord dans cette Négociation. Je vous envoie pour votre Instruction les derniers Ordres que Leurs HH. PP. ont envoyez le 29. Mars dernier, avec les Résolutions du 10. Mai & du 9. de ce mois & la Lettre écrite à trois des Provinces en conséquence de cette dernière Résolution. Vous trouverez dans ces Pièces plus de mesures qu'il ne vous en faut pour appuyer les prétentions de Leurs HH. PP. par rapport aux Points en dispute, & il est à remarquer que le Projet inséré dans la Résolution du 10. de Mai dernier est le résultat d'

Convention arrêtée entre Mr. *Downing* & moi & couchée sur le papier avec promesse de travailler de part & d'autre pour la faire présenter à nos Supérieurs, ce qui est resté sans exécution de son côté, comme vous l'aurez appris de différents avis.

Il faudroit faire quelques vives remontrances tant sur les pirateries qui continuent toujours, que sur l'arrêt mis en Angleterre sur les Vaisseaux Hollandois, sous prétexte d'un arrêt que l'Agent de l'Ordre de Malte a obtenu, dit-on, de l'Amirauté; vous devez examiner auprès de qui ces sortes de remontrances peuvent faire le plus d'effet; nous avons été étonnez ici de ces violences au dedans de tout ce que l'on peut dire.

Certes on ne peut comprendre comment un Tribunal subalterne, établi pour rendre Justice, tel qu'est à Londres le Collège de l'Amirauté, a pu se résoudre à accorder la saisie de biens qu'on ne peut supposer appartenir à ceux contre qui on demande justice; mais seulement aux Sujets de l'Etat par lequel on prétend avoir été lésé. Je vous avoue que j'ai peine à croire que cela soit arrivé à l'insçu de Sa Majesté Britannique & de ses Ministres, & sans qu'il y ait prêté la main, mais qu'il n'est pas vrai-semblable que cette Amirauté ait si grossièrement osé empiéter sur la Souveraineté de son Roi.

Rien n'est plus absurde que cette concession de représailles; car, sans s'arrêter à ce qu'elle vient d'une Amirauté qui n'en a pas le Droit, sans attenter à l'Autorité Souveraine de son Prince, il est évident qu'il n'y

a pas de Souverain qui puisse accorder & faire exécuter de représailles que pour la défense & le dédommagement de ses Sujets qu'il est obligé devant Dieu de protéger; mais jamais il ne peut les accorder en faveur d'aucun étranger qui n'est pas sous sa Protection & avec le Souverain duquel il n'a aucun engagement à cet égard *ex pacto vel fœdere*.

Outre cela il est constant qu'on ne doit accorder de représailles qu'en cas d'un déni manifeste de Justice.

Enfin, il est encore évident qu'on ne peut même dans le cas de déni de Justice, accorder des représailles à ses Sujets qu'après avoir demandé plusieurs fois qu'on leur rende Justice, en ajoutant que faute de cela ils seront obligés de leur accorder des Lettres de représailles. Toutes ces Réflexions appliquées au cas dont il s'agit, il se trouve que ces Lettres de représailles ont été accordées non aux Sujets de Sa Majesté, mais à des étrangers qui ne sont pas sous sa Protection & avec le Souverain desquels Sa Majesté n'a aucun engagement à cet égard, *ex pacto vel fœdere*.

Que bien loin qu'il y ait déni de Justice elle n'a été demandée ni par le Roi de Grande Bretagne, ni de sa part.

Encore moins, par conséquent, a-t-on fait les remontrances & les exhortations requises en ce cas-là avant toutes choses.

Je voudrois que vous pussiez pénétrer que Sa Majesté & ses principaux Ministres pensent sur ce sujet, & ce qu'ils croient qu'il

ont Leurs HH. PP. en cas que l'Angle-  
re n'y remédie pas promptement, à la vé-  
é, suivant toutes les apparences humaines,  
ne peut guère douter de cette répara-  
n.

Quoi qu'il en soit, Leurs HH. PP. ont  
é qu'il étoit de leur devoir en cette oc-  
ion de ne pas laisser passer cette affaire  
s en témoigner leur ressentiment, & El-  
ont résolu qu'il en seroit écrit, tant par  
ort à l'Ordre, au Cardinal Prince de *Hes-*  
qui poursuit ici cette affaire, que par ra-  
t à l'Amirauté, au Roi d'Angleterre, ainsi  
vous le verrez par l'Extrait de ces deux  
tres que je vous envoie. La Clause de  
e Résolution qui ordonne l'Arrêt du  
nmé Renier *Kemping* a d'abord été exé-  
é par les Conseillers Députés, & il est  
lé dans son logement par quelques Sol-

Mr. *Downing* est venu me parler sur  
e affaire la semaine passée, & il me dé-  
a qu'il ne croyoit pas que Sa Majesté Bri-  
nique ait connoissance de cet Arrêt; il  
prouva fort la conduite de l'Amirauté, &  
promit de faire toute sorte d'instances par  
Lettres à ce que Leurs HH. PP. obtien-  
t satisfaction. Le tems nous apprendra

Q 2

quels

Le Cardinal Prince de *Hesse* étoit fils de *Louis I.* dit  
dèle, Landgrave de *Hesse-Darmstadt*, & de *Madelaine*  
de Jean-George Electeur de *Brandebourg*. Le Cardi-  
de *Hesse* se nommoit Frédéric, il étoit né en 1616.  
étoit fait Catholique en 1626., il fut Chevalier de  
, & grand Prieur d'Allemagne; le Pape Innocent X.  
a Cardinal, il est mort en 1677.

quels en feront les effets, aussi-bien que promesses que Mrs. le Chancelier & le crétaire *Morice* ont faites à Mrs. les Ambassadeurs qui sont en Angleterre. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Juin 1662.*

MONSIEUR,

J'ai marqué dans ma Lettre à la Régence que l'on avoit renvoyé ici jusqu'après le change des Ratifications, à régler toutes affaires qui concernent le Commerce & la Navigation des habitans des Provinces-Unies que Messieurs les Ambassadeurs ont reçu mandées, ainsi que j'ai fait aussi depuis mon départ ; je crois que vous ne trouverez rien de mauvais que je vous en fasse ressouvenir d'autant que ces délais sont préjudiciables & même très onéreux pour les Bateliers & les Négocians, & le deviendront encore davantage, si les ratifications tardent, & si elles étoient accrochées à quelques difficultés.

Par exemple ; il y avoit à St. Malo des Bâtimens Hollandois frétés par des Français pour transporter leurs denrées à Roüen & étoient presqu'entièrement chargés : les Bateliers de St. Malo & quelque Marchand

François ont tant fait, en excitant une espèce de tumulte, que ces Bâtimens ont été déchargés & les denrées chargées sur des Bâtimens François, sous le faux prétexte, qu'aucun Bâtiment étranger ne peut être frété dans Port François, tant qu'il s'y trouve quelque Bâtiment François qui peut & veut prendre sa cargaison. Il est vrai que c'étoit l'Ordre du Roi avant l'établissement du Droit de 50. sols par Tonneau; mais depuis ce tems le Droit de préférence est tombé, & nos deux Vaisseaux ossoient de payer à St. Malo le Droit de Tonneau.

L'Article séparé du nouveau Traité conclut le 27. Avril qui sert à régler la diminution du Droit de Tonneau & à expliquer le Droit, dit que les Bâtimens chargés de sel ne payeront à l'avenir que 25. sols au lieu de 50., ajoutant en termes exprès & très clairs, *seront par Sa dite Majesté donné à présent les ordres nécessaires à ce que cette imposition, &c. des cinquante sols, &c. sur les Navires chargés de sel, ne se payera que la moitié.* Cependant, ceux des Provinces-Unies ayant demandé l'exécution de cet article dont ils fournissoient Copie authentique, n'ont pu obtenir de la Cour qu'Elle donnât ces ordres promis, qu'Elle diffère jusqu'après l'Echange des Ratifications. Pour cette raison & pour prévenir plusieurs autres inconvéniens, il est absolument nécessaire que l'on presse l'Expédition & l'Echange des Ratifications.

L'Armement des Vaisseaux de guerre & des Galères, que ce Royaume fait, est si

considérable & l'on y travaille avec tant d'activité, qu'une \* République d'Italie assez voisine de cet Etat en prend ombrage.

Je vous prie de faire en sorte que je reçoive au plutôt des Ordres sur le contenu de Lettre que j'ai écrite à Mr. le Greffier, afin que je sache comment je dois me conduire ouvertement par raport à l'entreprise que l'on médite, conjointement avec Leurs HH. PP. contre les Corsaires de Barbarie; la Cour paroît fort disposée & ne demande pas mieux qu'à y donner les mains, ainsi que je l'ai mandé; je suis, &c.

\* Genes.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 29. Juin 1662.*

**M**ONSIEUR,

Depuis ma dernière du 22. j'ai reçu la vôtre de la même date.

Aussi-tôt que Leur N. & G. P., qui sont convoquées pour le 4. de Juillet seront assemblées, on travaillera sans perdre de temps à l'Expédition des Ratifications. Nous espérons que dans cette intervalle on ne fera aucun tort en France aux Sujets de Leurs HH. PP., & que si cela arrivoit, on ne leur refusera pas une juste réparation.

Je vous ai donné avis dans ma dernière



qui s'étoit passé en Angleterre touchant l'arrêt mis sur les Navires Hollandois à laquisition de l'Ordre de Malte; la Régence vous envoie ci-joint toutes les Pièces qui peuvent vous mettre au fait de ce qui s'est passé ici à cet égard, afin que vous soyez en état d'en donner une connoissance exacte au Roi & à ses principaux Ministres. Vous aurez appris, avant la réception de celle-ci, par les Lettres de Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre, comment cet arrêt a été levé de bonne grace.

Nous espérons de la bonne conduite du Roi de la Grande Bretagne & de son affection pour notre République, qu'il réprimera à peu les insolences de cette Nation, qui deviennent insupportables, on peut entr'autres en donner pour exemple les impertinentes plaintes & demandes qui ont été faites depuis quelque tems à Leurs HH. PP. par rapport à quelques affaires particulières; ainsi, Leurs HH. PP. considérant l'arrêt dont je vous ai parlé ci-dessus comme une espèce de déclaration de Guerre, se préparoient à faire connoître à l'Univers l'injuste conduite de cette Nation, non seulement à l'égard de cet arrêt, mais encore dans ces impertinentes demandes, & en même tems avec quelle modération & quelle équité elles en avoient agi. C'est à cette fin qu'elles ont dressé par provision & arrêté les deux différentes réponses que je vous envoie ci-jointes, N. 1. & N. 2. & qu'elles ont fait remettre à Mr. l'Envoyé *Downing*: & de plus, Leurs HH. PP. ont écrit directement à Sa Majesté Britannique

que sur les articles contenus dans ces réponses les deux Lettres ci-jointes, N<sup>o</sup>. 3. & Quoi qu'il y ait plusieurs circonstances qui nous font juger que l'intention de Sa Majesté Britannique est d'entretenir avec la République une bonne & amiable intelligence tel qu'entre voisins; cependant, je crois qu'il est de l'honneur de Leurs HH. PP. que le Roi de France & ses Ministres soient continuellement informez de toutes ces affaires de la conduite équitable de Leurs HH. PP. & de l'injustice palpable des Anglois; afin que vous n'ignoriez rien de ce qui rapport à toutes ces affaires, je vous envoie encore, N<sup>o</sup>. 5. la dernière Résolution que Leurs HH. PP. ont prise le 22. de ce mois par rapport aux Négociations d'Angleterre & un Mémoire de Mr. l'Envoyé *Dorning* qui a été lu hier à l'Assemblée de Leurs HH. PP. Vous me ferez plaisir de me mander ce que l'on pense de cette affaire à la Cour où vous êtes.

N'ayant autre chose à vous mander, vous prie de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 28. Juin 1662.*

**M** O N S I E U R,

Le cas que l'on fait de la nouvelle Alliance augmente tous les jours, & s'il étoit possible que la Ratification ne rencontrât aucun obstacle, & qu'elle fût promptement expédiée, il y a lieu de se promettre de grands avantages de ce Traité pour les deux E-

La Cour a été particulièrement informée la dernière Poste de tout ce qui s'est passé jusqu'on a fait le Rapport de la dernière négociation; Elle en paroît très satisfaite, l'on m'est venu témoigner combien le Roi & ses Ministres en étoient contents. C'est cette manière qu'il faut se conduire pour établir la Confiance entre les deux Etats, laquelle sera la base d'une constante & ferme amitié qui produira des avantages aussi utiles qu'honorables.

Je puis vous déclarer, comme en étant en informé, que si l'on témoigne que l'on ne pouvoit voir sans jalousie une Alliance si étroite avec quelqu'autre puissant Prince, on n'a en vûë que l'Espagne & les Pais-Bas Espagnols; mais les bruits qui en avoient couru & d'une Négociation qu'on devoit

Q 5

en-

entamer sur le pied de la pacification de Gand sont entièrement dissipés. Et bien loin que l'entretien de l'Amitié & la bonne Intelligence avec les autres Potentats Chrétiens soit contraire aux Intentions de Sa Majesté, on m'a déclaré nettement & sans détours, que Sa Majesté verra avec plaisir qu'on cultive ces anciennes amitiés & qu'on les renouvelle même par des Traitez, afin que par ce moyen la Paix & la tranquillité étant bien établie parmi les Princes Chrétiens, y puisse durer long tems, & que personne n'entreprenne de la troubler; ce qui est aussi sans doute l'un des buts de Leurs HH. PP. qui s'accorde fort bien avec ce que j'ai dit ci-dessus.

Cette Cour persiste dans les mêmes dispositions par rapport aux Corsaires de Barbarie, & à la sûreté de la Méditerranée; & quelques Ministres m'ont assuré qu'on étoit dans l'impatience d'apprendre que j'eusse des Ordres de faire quelque ouverture au Roi sur cette affaire. Je leur ai assuré que cette affaire & celles des Ratifications seroient les premières qui seroient mises en délibération dans l'Assemblée des Etats de Hollande & de West-Frisland qui étoient convoqués pour le 4. Juillet, qu'aussitôt qu'on auroit pris une conclusion l'avis en seroit porté à la Généralité pour mettre la dernière main. C'est ce que l'on attend ici avec la dernière impatience, à ce que l'on dit.

J'apprends de tous côtes que le Roi est résolu de mettre la Marine sur un autre pied & de se rendre respectable par Mer; en sorte que l'on cherche des fonds pour fournir

cet

ette entreprise. Le Roi prend lui-même connoissance de toutes les affaires avec une fidélité incroyable; & l'on ne peut exprimer avec quelle facilité il comprend les affaires d'Etat les plus difficiles; les questions usées & judicieuses qu'il fait, & la soumission avec laquelle il se rend aux avis qu'on lui donne: il s'en ressouvient parfaitement bien & en fait dans l'occasion une juste application, qui surprend ses Ministres les plus expérimentez, ce que je regarde comme un honneur pour tous les Ministres publics qui auront quelque affaire délicate à traiter avec le Prince. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 29. Juin 1662.*

MONSIEUR,

Votre Lettre du 22. de ce mois & les Pièces incluses serviront à m'instruire parfaitement de l'affaire d'Angleterre; & je ne manquerai pas d'en faire usage suivant votre intention.

J'ai vû des Lettres d'Angleterre du 12<sup>e</sup> de ce mois qui marquent, que l'on a levé l'arrêt mis sur les Vaisseaux à la réquisition du Cardinal de Hesse; mais Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires ne m'en ont rien mandé.

On parle beaucoup ici de ces procédures & l'on juge à la Cour que cette affaire ne servira qu'à retarder l'effet de la bonne volonté où étoient les Provinces d'écouter les recommandations du Roi, qui souhaitoient qu'elles donnassent quelque satisfaction à l'Ordre de Malte par rapport à la restitution de ses biens. On ajoute que le Commandeur de *Souray*, qui est ici en qualité d'Ambassadeur de cet Ordre, étoit résolu d'en parler au Comte de *St. Albans*, & de lui faire des plaintes de ces procédures à contre-tems qui étoient très-préjudiciables pour son Ordre, en lui recommandant de prier le Roi son Maître d'empêcher qu'on ne les continuât.

Un Ministre de cette Cour à même dit qu'il étoit étonnant qu'on prêtât la main en Angleterre à des procédures si préjudiciables contre les Sujets de Leurs HH. PP., puis que les précédens Rois d'Angleterre se sont appropriés, & que la Couronne possède encore dix fois plus de biens de l'Ordre de Malte, & même encore infiniment plus en comparaison du peu qui reste dans les Provinces-Unies. On croit ici pour cette seule raison, que sans doute tout se fera passé à l'insçu du Roi d'Angleterre, & avec trop de précipitation de la part de l'Amirauté; ce qui fait espérer que la Cour fera d'abord tout réparer. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Juillet 1662.*

MONSIEUR,

Plus j'examine ce que l'on pense ici de la  
faute que l'on a faite en Angleterre, de huit  
vaisseaux marchands Hollandois, plus je  
trouve que les Ministres sont surpris au der-  
nier point de cette hardie procédure; & l'on  
réduit ici avec beaucoup de netteté les rai-  
sons qui prouvent combien elle est illégitime  
irrégulière; mais on s'atache sur tout à  
dire que je vous ai déjà marquée que l'An-  
gleterre étoit la dernière qui auroit dû se  
conduire de cette manière dans cette affaire,  
mais qu'elle retient actuellement des revenus  
de cet Ordre pour dix fois plus que ce à quoi  
pourroit se monter ceux qui sont dans les  
provinces-Unies.

Je trouve qu'il est bon que le Roi de la  
grande Bretagne ait fait une sévère censure  
à son Amirauté & à son Avocat Général,  
et doit en attendre un bon effet aussi bien que  
de la défense qu'il leur a faite sous peine  
de sa plus haute indignation, de rien entre-  
prendre de semblable à l'avenir.

Je ne laisserai passer aucune occasion d'in-  
former les Ministres de toute cette affaire &  
de tout ce qui se fait pour la justification de

Leurs HH. PP. que les Lettres & autres Pièces que vous m'avez envoyées, mettent dans un grand jour.

Si d'un côté l'on ne souffriroit pas ici que l'on fît quelque injustice à Leurs HH. PP. ou la moindre chose qui témoignât quelque mépris & qu'on fût disposé à l'empêcher par toute sorte de bons offices, d'un autre côté on tâchera de vivre en paix & en bonne intelligence avec les voisins d'outremer autant qu'il sera possible.

Je suis informé de bonne part & probablement avec certitude, que les articles secret du Traité de Paix de 1659 ne contenoient aucun engagement, sinon que la France s'obligeoit de faire rendre à l'Espagne la Ville de Dunkerque & les forts qui en dépendent c'est sur ce fondement qu'on a débité ici & dans les Païs-Bas les entreprises que la France, unie avec l'Espagne, méditoit contre l'Angleterre; j'ai donné comme les autres dans cette imagination dont je suis revenu. Ainsi je ne puis remarquer qu'on voulût ici brouiller les cartes, ni même qu'on souhaitât qu'il s'en présentât une occasion favorable: je me raporte en toutes choses à votre prudence & à votre sage direction, & je suis, &c.



A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 13. Juillet 1662.

MONSIEUR,

J'ai passé la dernière Poste sans vous écrire, tant parce que je n'avois rien d'important à vous mander, que parce que l'Assemblée de Leurs N. & G. P. me donnoit de l'occupation.

On a fait rapport dans cette Assemblée de Négociation du Vice-Amiral de *Ruyter* avec ceux de Tunis & d'Alger, & de ce que leurs Hautes Puissances ont résolu provisionnellement sur cette affaire. Sur quoi on a trouvé bon de nommer des Commissaires pour examiner ce qui s'est fait ci-devant d'amicable à ce sujet & donner ensuite leur avis, particulièrement sur ce que l'on devoit négocier par rapport à cela avec les autres Princes Chrétiens, sur tout avec le Roi de France.

Vous aurez appris par les Lettres des Ambassadeurs en Angleterre, que le Roi de la Grande Bretagne a passé sur tous les différens qui restoient encore par rapport au Traité, que Sa Majesté a déclaré rondement qu'Elle accordoit tout à l'exception du *terminus quo*. Leurs N. & G. P. ayant mûrement examiné ce Point, & trouvant qu'il ne contenoit aucun Grief essentiel, puis que depuis

1654.

1654. jusqu'en 1659. les Sujets de l'Etat ont causé peu de pertes aux Anglois , Elles ont \* résolu ce que vous verrez par l'Extrait ci-joint.

Toutes les Provinces ont donné leur avis pour la Ratification du Traité que vous & les autres Ambassadeurs de l'Etat avez conclu le 27. Avril dernier , à l'exception de la Gueldre qui attend tous les jours les Ordres pour donner aussi son consentement Je suis , &c.

\* Voyez les Résolutions secrètes , la Résolution du mercredi 12. Juillet 1662.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
J. DE WITT.

*De Paris le 13. Juillet 1662.*

**M** O N S I E U R ,

J'avois vû ci-devant une Lettre de M<sup>le</sup> le Vice-Amiral de *Ruyter* qui marquoit ce que l'on écrit à présent publiquement ; savoir , que l'Amiral Anglois *Sir John Lawson* , n'a pas obtenu des Algériens de meilleures conditions que lui.

On en est fort édifié ici , parce que les Anglois n'ayant pas obtenu de meilleures conditions que les autres , donneront plus aisément les mains à l'exécution du dessein que l'on a formé de mettre en commun ces Corsaires à la raison & les contraindre ,  
conclure

inclure un Traité général sur le même pié pour tous, conformément aux Capitulations faites à Constantinople par la France & l'Angleterre, & enfin en 1612. par les Provinces-nies.

On ne cesse de me demander si je n'ai pas core d'Instructions pour faire sur cette affaire quelque ouverture à Sa Majesté ; car ici s qu'on pense une chose on voudroit déjà l'elle fût faite.

Mr. le Duc de *Beaufort* est rentré avec la flotte du Roi dans les Ports de Provence ; mais on dit qu'il ne retournera plus en Mer, parce que l'on n'est pas content de sa conduite : on dit aussi qu'on réduira la Flotte à Vaisseaux de Guerre & six Galères, & que le Roi nommera pour les commander comme Amiral Mr. le Commandeur *Neuchaise*, ou Mr. *Friquambault* : les memens par Mer coûtent ici extraordinairement.

Comme il y a quelque émeute parmi les habitans du Boulonois, par rapport à la Gabelle, le Roi y a envoyé quelques Troupes, Mr. l'Ambassadeur d'Espagne ayant demandé une Audience, a offert à Sa Majesté, la part du Roi son Maître, toutes les troupes qu'il avoit dans les Pais-Bas. Sa Majesté lui demanda s'il faisoit cet offre par ordre du Roi son Maître, à quoi son Excellence répondit qu'oui, puisqu'il avoit ordre de faire le même offre en toutes occasions ; le Roi le remercia & lui dit qu'il n'avoit pas besoin pour cette affaire des Troupes Espagnoles, & qu'il entendroit dire bientôt.

tôt que tout seroit apaisé, & l'Ordre rétabli. Je crois vous devoir donner avis que je n'ai point reçu de Lettre de votre part par la dernière Poste.

Mr. le Comte d'*Estrades* commence à rétablir, la Reine Douairière d'Angleterre partira pour ce Royaume dans huit jours. suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 20. Juillet 1662.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 13. de ce moi j'ai reçu la votre de même date. La Ratification du Traité que vous avez conclu France conjointement avec Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires le 27. Avril, été résolu unanimement par toutes les Provinces dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. on va la mettre en ordre & on vous l'enverra aussi-tôt qu'on aura pris une Résolution définitive sur les autres Points de délibération qui résultent du Rapport que Mr. van *Beuningen* a fait à Leurs N. & G. P. & do je vous envoie Copie, N. 1.

Les Commissaires n'ont pas encore fait leur rapport touchant l'affaire que vous devez concerter par rapport aux Corsaires de Barbarie; mais comme Mr. van *Benning*

à la tête de cette Commission; je me flatte que les choses iront plus vite, & que Leurs N. & G. P. seront en état cette semaine de prendre une Résolution sur cette affaire.

Leurs HH. PP. ont pris la Résolution définitive ci-jointe, N. 2. sur les derniers avis. Elles ont reçu des Ambassadeurs Extraordinaires qui sont en Angleterre: ainsi, il a lieu de croire que cette Négociation se bien-tôt terminée. Je n'ai pas autre chose d'important à vous mander, ainsi je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 20. Juillet 1662.*

MONSIEUR,

Je me suis donné l'honneur de vous écrire il y a huit jours ce qui s'étoit passé ici jusqu'alors; j'ai reçu par la Poste de lundi dernier la votre du 13. avec la Copie incluse de la Résolution secrète de Leurs N. & P. Depuis ce tems-là il ne s'est rien passé ici qui mérite votre attention, sinon qu'on me demande sans cesse si je n'ai pas encore reçu d'Ordres touchant les affaires de la Méditerranée; on s'informe aussi en même tems de la Ratification; à quoi je réponds conformément à ce que vous m'en avez mandé & au contenu des Notules & Résolutions

solutions de Leurs HH. PP. que l'on m'en voye : or comme je prévois que le sentiment de Leurs N. & G. P. sera dans la généralité, la règle des avis des autres Provinces, j'écris à Mr. le Greffier ce que vous verrez par la Copie ci-jointe. Le double du Traité avec ceux d'Alger que je viens de recevoir & que j'envoie sur le champ à Mr. le Greffier, est en Anglois ; il pourra venir à propos lors que l'on conclura avec l'Angleterre.

J'ai ouï dire que Mr. de Thou nous rend de bons services auprès du Roi & des Ministres, auxquels il a fait un rapport qui est tout à fait à l'honneur de la République.

Je vous ai marqué ci-devant qu'on étoit ici très bien informé du contenu du rapport que Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires avoient fait de leurs Négociations dans l'Assemblée de Leurs HH. PP., & qu'on étoit très content de la manière dont ils ont fait ce Rapport, & sur tout de ce qu'ils y ont dit des augustes qualitez du Roi. Comme ce rapport sera peut-être remis par écrit à Leurs HH. PP., permettez-moi de vous dire avec confiance qu'il seroit bon, qu'on m'en envoyât d'abord une Copie afin que je puisse en faire part, *sine intermediis personis*, à ceux qui sont curieux de le voir : & même, dans le cas qu'il ne fût pas couché par écrit, la chose mériteroit bien la peine qu'on le fît pour me l'envoyer comme si cela venoit de quelque particulier, je sai quelle impression cela feroit sur Leurs Majestez. Si vous jugez que cela ne se puisse pas, ou ne soit pas nécessaire.

affaire, je vous prie de me le mander d'abord. Je suis toujours, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 27. Juillet 1662.

MONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 20. ; j'ai reçu en son tems la vôtre de la même date.

Leurs N. & G. P. ont dressé dans leur dernière Assemblée la \* Résolution, dont je vous envoie Copie, sur le raport de leurs Commissaires touchant la Négociation avec eux d'Alger, de Tunis & de Tripoli, & Ligue que l'on propose de faire contr'eux ; mais comme quelques Membres refusèrent de concourir à la conclusion sans en avoir dit part à leurs Commitans, il a été déclaré que cette Résolution passeroit pour conclûë & arrêtée, au cas qu'aucun Membre n'y feroit opposition avant lundi prochain ; & comme je ne crois pas que cela arrive, on ne manquera pas de proposer cette Résolution dans la Généralité, au commencement de la semaine prochaine.

J'ai parlé à Mr. de Gendt du raport que j'ai fait & Mrs. les Ambassadeurs ont fait à Leurs H. PP., & particulièrement de ce qu'ils ont

ont

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du samedi 22 Juillet 1662.

ont dit des vertus héroïques & des belles qualitez du Roi, il m'a promis d'avoir soin que cet Article soit amplifié comme il conviendra à la fin de la Relation que les Ambassadeurs doivent délivrer par écrit; je ne manquerai certainement pas de vous en envoyer d'abord un Extrait ou une Copie.

Je vous envoie par provision ce que Leurs HH. PP. ont résolu aujourd'hui conformément à l'avis de la Province de Hollande sur les Points \* de délibération extraits du rapport de Mrs. les Ambassadeurs. On vous enverra incessamment la Ratification avec les Traitez qui doivent être produits.

Nous espérons que l'affaire du Capitaine du *Pré* se terminera à l'amiable en Zeelande; Leurs N. & G. P. & les autres Provinces y contribueront de tout leur pouvoir.

Sur les recommandations en faveur de Monsieur le Prince de Tarente, Leurs N. & G. ont résolu ce que vous verrez par l'Extrait joint, N. 2. Je finis en vous priant de me croire, &c.

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution  
jeudi 20. Juillet 1662.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 27. Juillet 1662.*

MONSIEUR,

Ce que je marque dans ma Lettre publiée de la violence commise dernièrement à l'Hôtel de l'Ambassadeur de Savoye entre un Huissier, & les suites que cette affaire peut avoir, font craindre quelque plus grand accident à tous les Ambassadeurs. En cet, cet Ambassadeur témoigné être entièrement résolu de ne souffrir aucune recherche dans son Hôtel, & qu'il s'y opposera les armes à la main jusqu'à la dernière extrémité. Ce qu'il accompagne d'expressions remplies de courage, que cet exemple peut jetter tous les Ministres Etrangers dans grand embarras, & que les autres aussi bien que moi, ne souhaitent point du tout, bien loin de-là.

Permettez-moi de vous proposer si Leurs HH. PP. ne trouveroient pas à propos que, si se présentoit une circonstance convenable, on mît ici sur le tapis, pour l'honneur de l'Etat, la Préséance des Ambassadeurs de la République sur ceux de Savoye; il y a plusieurs titres & plusieurs résolutions favorables à la prétention de Leurs HH. PP., la décision de cette Cour-ci termineroit toutes les  
les

les disputes avec la Savoye & préviendront plusieurs inconvéniens.

Je crois que l'on pourroit en faire la proposition lors qu'on feroit l'Echange des Ratifications, puis que par l'Article 3. la France promet à Leurs HH. PP. de garantir, par l'Article 4. Leurs HH. PP. promettent à la France de défendre, conserver & maintenir tous les Droits, Priviléges, Possessions, Immunités, Franchises, &c. de l'honneur du rang de la République, par rapport aux autres Princes Etrangers, n'est un des moindres. On est sur tout en de de l'exiger du Roi de France, puis que *Henri IV.* son Ayeul a déclaré qu'Elle devoit avoir rang après les Rois, immédiatement près la République de Venise, & qu'il étoit toujours maintenuë dans ce Rang. De plus le Duché de Gueldre faisant partie de la République, on ne peut disconvenir que Comtes de Gueldres n'ayent été élevez à la Dignité de Ducs long tems avant les Comtes de Savoye.

La Puissance, les Etats, & le Crédit de la République des Provinces-Unies ne l'emporte-t-elle pas de beaucoup sur le Duc de Savoye, tant en nombre de Sujets qu'en revenus. En effet, l'Ambassadeur ordinaire de Savoye en cette Cour me vantant, il y a quelque tems, le crédit de son Prince & ses revenus, tels qu'ils étoient avant la Guerre & dans le tems qu'il jouissoit d'un profond repos, & ne les faisoit pas monter y compris ceux du Piémont & de ses dépendances, à plus de douze cens mille éc

est à dire environ trois millions.

On pourroit alléguer toutes ces raisons & plusieurs autres, sans retarder pour cela l'Echange des Ratifications; mais seulement pour faire plus d'attention à cette affaire lors que Leurs HH. PP. jugeront à propos d'en demander la décision absolüe, ou un règlement, ce qui ne manquera pas d'arriver quelque jour.

J'ai reçu par votre Lettre du 20. la Résolution secrète de Leurs Hautes Puissances du 19. précédent: Dieu veuille qu'elle ait un bon succès.

J'ai parcouru la Liste des Points de Déclaration extraits du raport de Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires; & comme on me mande que Leurs N. & G. P. devoient se séparer le 22., j'espère que si avant leur séparation on n'a pu délibérer sur tous ces points dans la Généralité, au moins on aura pris quelque Résolution sur les deux premiers, & qu'on me l'envoyera; car on l'attend ici avec bien de l'impatience; je suis,

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 3. Août 1662.

M O N S I E U R ,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 27. passé, ma dernière étoit de la même date:

*Tome II.*

R

te:

te : je m'étois imaginé qu'on ne recevrait aucune opposition au Projet de Résolution qui avoit été dressé par rapport aux affaires de Méditerranée & des Corsaires de Barbarie néanmoins plusieurs Membres ont envoyé leur opposition, demandant que ce Projet passe point pour conclusion jusqu'à la prochaine Assemblée où ils produiront leurs considérations ; de sorte que le succès en est à présent tout à fait incertain.

Nous attendrons avec impatience que vous nous informiez de ce que vous aurez fait conséquence de la Résolution de Leurs HH. PP. du 27. du passé, sur tout par rapport à l'Echange des Ratifications, & lors que vous aurez produit les Traitez qui doivent être compris dans la Garantieréciproque, & de j'espère que vous aurez reçu les exemplaires & les Copies que le Maître des Postes de la Cour a été chargé de vous porter.

Comme Mrs. de *Gendt*, *van Beuninghen* & *Hubert* n'ont pas encore donné leur avis par rapport aux présens que l'on doit distribuer, on n'a pû encore rien résoudre à cet égard.

Leurs HH. PP. ont reçu une Lettre Cardinal Prince de *Hesse*, touchant les affaires de Malte, & Elles l'ont remis entre les mains de Commissaires pour l'examiner. Je crois qu'on sera content que l'on reprenne cette affaire sur le pied qu'elle avoit été entamée.

Je crois qu'il seroit à propos que vous chassiez d'avoir une Copie de l'Octroi accordé à la Compagnie de la Pêche de la Baie

, avant de faire la demande contenuë dans  
Résolution de Leurs HH. PP., & que vous  
eniez toute sorte de précautions pour vous  
surer qu'on ne prolongera pas le terme de  
l'Octroi au de-là du tems qui a été origi-  
nellement accordé aux Impétrans.

Il me semble que, lors que l'occasion pa-  
raîtra favorable, il seroit à propos d'engager  
Cour où vous êtes, à se déclarer sur la  
sécurité de la République avant le Duc de  
Savoye, non parce que ce seroit un des Droits  
compris sous la Garantie, mais par les rai-  
sons que vous avez très bien déduites dans  
votre Lettre; je crois même qu'il n'est pas de  
l'honneur du Roi de France de souffrir que  
le Duc de Savoye disputât le pas à un Etat  
avec lequel Sa Majesté a une si étroite & si  
importante Alliance; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 29. Juillet 1662.*

MONSIEUR,

Lors qu'on m'envoya ici en qualité d'Amba-  
sadeur Ordinaire, on me donna les Comp-  
tes, l'Etat, & les Papiers, qui concernoient  
notamment qu'on avoit envoyé au service  
du Roi de France en 1625. sous les ordres  
de l'Amiral *Haultain*.

Ce n'étoit point dans la vûë d'en deman-  
der

der le payement à cette Cour ; mais seulement pour me servir d'Instruction , au cas que, si la Paix eût été conclûë en 1650. avec l'Espagne ; cette Cour eût prétendu le payement d'un million qu'elle avoit prêté l'Etat en 1624. par le Traité de Compiègne.

Je trouve à propos de ramener cette affaire sur le tapis , pour savoir de quelle manière je devrai me comporter au cas qu'après ou devant l'Echange des Ratifications , cette Cour formât quelque prétention pour le payement de ce million.

Vous vous souviendrez que je vous ai écrit sur le même sujet en 1653. ; je vous en mandai alors si l'on ne pourroit pas trouver dans le Greffe de Leurs HH. PP. , ou ailleurs, quelque Acte , ou quelque Mémoire public qui fit voir que ce million avoit été remis pendant le Règne de Louis XIII. c'en avoit quitté Leurs HH. PP. ; mais je n'en reçû alors aucune Instruction , ce qui me fit juger que l'on ne pût rien trouver alors qui prouvât que cette dette avoit été remise.

Ainsi , je vous prie de mettre cette affaire sur le Bureau à tout hazard , afin que si la France venoit à en parler je me trouve instruit sur ce que j'aurai à faire ; car il est presque indubitable qu'on réveillera cette prétention. J'attendrai au plutôt vos sages avis sur cela ; je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 3. Août 1662.

MONSIEUR;

J'ai reçu les Lettres de Leurs HH. PP. du  
avec leur Résolution secrète du même  
ur, & votre Lettre de la même date avec  
opie de la Résolution de Leurs N. & G.  
du 22. du même mois.

J'ai rendu visite à Mr. le Prince de Taren-  
qui m'a témoigné combien il étoit satis-  
t, ce qu'il ne manqueroit pas de vous té-  
igner, aussi en se donnant l'honneur de  
us écrire. Il se prépare à partir dans trois  
naines pour accompagner Madame la Prin-  
te de Weymar sa Sœur; il m'a dit, que  
s, qu'il aura fait ce Voyage, il laissera Ma-  
me son Epouse à Cassel & qu'il ira de-là  
re un tour à la Haye pour remercier Leurs  
& G. P. de leurs Bien-faits, dont il té-  
igne beaucoup de reconnoissance, & dont  
avouë qu'il vous a en particulier obliga-  
n. Il me dit qu'il alloit de chez moi di-  
tement à la Cour pour remercier le Roi  
la faveur que lui avoient faite Leurs N.  
G. P. à la recommandation de Sa Majes-  
cela ne peut manquer de faire un bon ef-

J'attendrai donc que les autres Provinces  
R 3 ayent

ayent approuvé la Résolution de Leurs N. G. P. sur les affaires de la Méditerranée, que Leurs HH. PP. m'envoyent au plutôt des Ordres sur cela; car on les souhaite avec bien de l'empressement.

Si Mr. de Gendt vouloit prendre la peine de dresser cette partie du Rapport qui s'étend sur les Vertus & les grandes qualitez de Roi, & vous en charger, afin que vous n'envoyassiez comme un Extrait de ce Rapport, je pourrais en faire usage dans la conjoncture présente d'une manière très avantageuse, & mieux que je ne pourrais le faire cela est renvoyé, jusqu'à-ce que toute la Relation soit dressée & remise à Leurs HH. PP. cependant, je m'en raporte à tout ce que vous en ordonnerez.

J'ai déjà parlé à Mr. le Chancelier du contenu des premiers Points de la Résolution de Leurs HH. PP. Il parlera aux autres Commissaires de Sa Majesté sur ce qui se doit faire lors de l'Echange des Ratifications, & les considérations qui en dépendent, contenues dans la Résolution de Leurs HH. PP. du 27. Juillet.

De cette manière les choses seront préparées d'avance, ce qui disposera les Esprits de la Cour à agréer ce que Leurs HH. PP. souhaitent.

Je ne parlerai point des autres affaires jusqu'à-ce que j'aye reçu l'Acte de Ratification; alors je demanderai une Audience de Sa Majesté, dans laquelle je lui proposerai tout ce qui pourra lui rendre agréable l'amitié & les bonnes intentions de Leurs HH. PP.



Mrs. J. de Witt & G. Boreel. 391

Mr. le Prince de Tarente m'envoie, dans  
moment de St. Germain, la Lettre que je  
ins ici pour vous servir d'avis. Je suis,  
c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 7. Août 1662.

MONSIEUR,

J'envoie en toute diligence à Mr. le Gref-  
er une courte Relation de ce qui s'est passé  
dans une Conférence que j'ai eue hier a-  
c Mrs. les Comtes de Brienne, sur la ma-  
ère dont je dois délivrer l'Acte de Ratifica-  
on de Leurs HH. PP., dans lequel ils sou-  
ennent qu'il y a quelques changemens à fai-

Je vous prie de faire en sorte que je reçoie  
une réponse le plutôt qu'il sera possible,  
r les esprits sont ici fort chatouilleux.

Le terme ou titre de *Sérénissime Roi de  
ance & de Navare*, qui est dans l'Acte  
e Ratification, ne leur agréé pas.

Comme ils n'entendent ni l'Allemand, ni  
Hollandois, ils prient que les Traitez qui  
oivent être produits, comme compris sous  
Garantie, & qui sont écrits dans l'une ou  
autre de ces Langues, soient traduits. & fi-  
nez de Mr. le Greffier. Je crains fort qu'ils  
e fassent difficulté d'accorder le second ter-

me, que Leurs HH. PP. demandent par Leur Résolution du 27. Juillet dernier, pour délibérer sur les Traitez qui seront produits de ce côté-ci.

Je ne puis pas m'apercevoir qu'on s'en presse fort à demander ces Traitez.

Les autres Points de la Résolution de Leurs HH. PP. du 27. Juillet sont si publics & de tous côtés, que cette Résolution ne peut plus passer pour secrète.

Il ne s'est rien passé ici de considérable depuis ma dernière du 3. de ce mois. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire

JEAN DE WITT.

De Paris le 10. Août 1662.

**M**ONSIEUR,

J'écris à Mr. le Greffier de Leurs HH. PP. que la première difficulté sur le titre de *Séniissime* a été aplanie par la prudence de M. les Comtes de *Brienne*. Je les avois informez de la déférence que Leurs HH. PP. Leurs N. & G. P. avoient eue pour recommandation de Sa Majesté, sur plusieurs affaires, & en quels termes Leurs HH. PP. & Leurs N. & G. P. m'avoient donné de m'expliquer à cet égard, dans première Audience que j'aurois de Sa Majesté: M. le Comte de *Brienne* le Fils

rapport au Roi avant de lui parler de l'Ac-  
de Ratification, ce qui réülit si bien, que  
n'attribuë qu'à la sage & prudente condui-  
de ce Comte, la facilité avec laquelle on  
affé le titre de Sérénissime, &c.

Lors qu'on a encore parlé des Traitez  
et la France demanderoit la Garantie à  
Leurs HH. PP. n'a pas fait la moindre men-  
de celui de *Lorraine*, en sorte que si la  
on de ne pas admettre dans la Garantie  
prétendu Traité avec le Duc de *Lorraine*,  
it la seule qui eût engagé Leurs HH. PP.  
demander ce nouveau délai pour délibérer,  
pourroit ne plus insister sur cette deman-  
de plus, je ne demanderai pas Audien-  
du Roi, & je n'offrirai pas de délivrer la  
ification de Leurs HH. PP. avant que  
m'ait remis en main une Liste des Trai-  
dont la France demande la Garantie à  
Leurs HH. PP., en sorte que si j'y trouve  
quelques Traitez avec le Duc de *Lorraine*,  
m'en tiendrai à mes Instructions du 27.  
let.

Permettez-moi, Monsieur, de vous avouer  
particulier que je trouve que les heureux  
cès & la manière dont s'est terminé la  
gociation avec l'Espagne, qui a fait à cet-  
Couronne tant d'honneur dans le monde,  
endu ici les Esprits terriblement chatouil-  
x: ce qui me fait appréhender, que pour  
qu'ils rencontrent de contradiction, ou  
on voulût leur refuser la moindre cho-  
ils ne fussent capables de rejeter l'Allian-  
toute entière. Je vous prie de faire ré-

R 5

flexions

flexion à ceci avec votre sagesse & votre prudence ordinaire.

Pour moi , je vous avouë que j'en suis fort inquiet , & que je souhaite ardemment qu'on me dépêche un Courier , ou avec nouvelles Instructions , ou avec des Ordres qui facilitent cette affaire , afin de ne pas perdre de tems ; d'autant plus que dès ce qui regarde le nouveau délai que l'on demande ne nous arrêtera plus , tout le reste ne manquera pas de réussir , du moins si les dispositions le promettent ainsi.

Je travaille aux moyens d'avoir une Copie autentique du Privilège ou Octroi de la Compagnie de l'huile de Baleine. J'ai montré ci-devant à Mr. van Beuningen , qui sembloit qu'il étoit à perpétuité ; mais voici un Extrait d'une Pièce authentique , qui est un Arrêt du Conseil , que j'ai entre les mains qui ne parle que de vingt ans. Cependant je mettrai tout en œuvre pour avoir le Privilège même, *in forma probante*, & j'ai déjà parlé à quelques personnes pour ce faire ; mais j'aurai de la peine à réussir , parce que comme les plus puissans de la Cour y sont intéressés , on tient la chose secrète. Si mes voyes indirectes ne me réussissent pas , j'en demanderai publiquement une Copie , suivant les Ordres de Leurs HH. PP.

Je vous suis obligé de votre Lettre du 15 de ce mois : je suis & serai toujours , &c

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL,

A la Haye le 17. Août 1662.

MONSIEUR,

Je ne vous ai pas écrit par la dernière poste parce que j'ai été absent de la Haye ; pendant, j'ai reçu en leur tems vos trois lettres du 3. 7. & 10. de ce mois, dont vous suis très obligé. Je n'y ai pas trouvé de Copie de celle que vous avez écrite à Mr. le Greffier *Ruyfch*, & il arrive quelque-fois que vous écrivez plus à Leurs HH. PP. qu'à Leurs N. & G. P. ; même il se trouve souvent dans vos Lettres à Leurs N. & G. P. des périodes qui sont omises dans celles qui sont pour Leurs HH. PP. ; ces inadvertances font quelque-fois cause de quelque mal-entendu ; c'est pourquoi je vous prie d'observer cet ordre à l'avenir ; savoir, d'envoyer à Leurs N. & G. P. toujours une Lettre semblable à celle que vous adressez à Leurs HH. PP., une Copie de tout ce que vous écrivez à Mr. le Greffier ; lors qu'il y aura quelque chose qui concerne en particulier la Province de Hollande, que vous ayez la bonté de le marquer à Leurs N. & G. P. dans une lettre à part ; le tout sans préjudice à la correspondance particulière dont vous voudrez bien m'honorer.

Je ferai chercher dans le Greffe de Leurs HH. PP., s'il y a quelques Pièces qui concernent la dette qui résulte du Traité de Compiègne,

piégne, outre celle dont on vous a chargé avec vos Instructions ; quoi que je compte assez sur la discrétion de la Cour de France pour me persuader qu'elle n'ira pas réveiller, dans le tems qu'ils s'agit ici d'une Alliance si étroite, une chose que l'on a rejetée si souvent avec de bonnes & solides raisons. Quoi qu'il en soit ; si l'on vous en parloit je crois que vous devez n'y point prêter l'oreille, & en rejeter la proposition pour les raisons contenues dans vos premières Instructions.

L'Etat vous écrit touchant la difficulté qui naît de la demande d'un terme de trois mois ou environ, dont parle la Résolution de Louis HH. PP. du 27. du passé ; je suis, &c.

P. S. Je vous renvoye ci-joint l'Origine de la Lettre de Mr. le Prince de Tarente en vous remerciant de la bonté que vous avez eue de me la communiquer.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 17. Août 1662.*

MONSIEUR,

On publie comme une chose certaine que la Princesse \* Infante d'Espagne qui est en

\* C'étoit Marguerite-Thérèse, que le Roi Philippes IV avoit eue de son second Mariage avec Marie-Anne d'Autriche

rée dans sa treizième année, sera donnée en Mariage à l'Empereur; & que Mr. l'Archevêque ira à Vienne pour conclure ce Mariage, & pour régler quelques autres affaires importantes qui concernent les deux Maisons. On pourroit bien en concevoir ici quelque jalousie, c'est pourquoi j'ai crû que je devois vous en donner avis.

J'ai encore été en Conférence sur les formalitez de l'Echange des Ratifications, on a parlé des Traitez qui devoient être compris sous la Garantie, & l'on n'en a nommé que cinq que j'ai déjà marquez dans une de mes précédentes; hier on y ajouta, par manière de parler, & non par une déclaration expresse, le Traité de cette Couronne avec les Cantons suisses.

On persiste ici à refuser le terme qu'on demande pour l'examen des Traitez que l'on produira de part & d'autre; & je suis comme persuadé qu'ils n'en désisteront pas. Ainsi, seroit à propos que l'on m'envoyât des ordres à toute aventure avec les Copies authentiques des traductions des Traitez que leurs HH. PP. doivent produire. Je suis,

R 7

A

iche, Fille de l'Empereur *Ferdinand III.* Elle étoit née le 1<sup>er</sup> Juillet 1651. & Elle épousa son Cousin, l'Empereur *Joséph* en 1666. Il en eût quatre Enfans, deux Princes morts en enfance, & deux Princesses, dont l'aînée nommée *Marie*, est la seule qui ait vécu; elle fut mariée à l'Electeur de Bavière; elle est morte en 1692.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 24. Août 1662.***M**ONSIEUR,

La dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire, étoit du 17. de ce mois, j'ai reçu depuis la votre de la même date. Permettez-moi de vous faire remarquer que je n'y ai pas trouvé une Copie de celle que vous avez écrite le même jour à l'adresse de Mr. le Greffier *Ruyssch*, & de vous prier instamment d'être attentif à m'envoyer toujours ces sorte de Copies & le reste, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le marquer dans ma dernière.

Vous aurez sans doute reçu par la dernière Poste la résolution de Leurs HH. PP. d'16. de ce mois touchant l'Echange des Traitez que l'on doit garantir de part & d'autre & nous nous flatons ici que vous aurez fait également l'Echange des Ratifications & de Traitez à garantir. Je suis très-curieux de savoir quel est ce Traité fait entre la France & l'Angleterre, que l'on veut produire de la part de la France, car je ne sache pas que la France ait fait aucun Traité d'Etat avec le Roi de la Grande Bretagne qui est à présent sur le Trône, & je ne puis m'imaginer qu'on produisoit le Traité fait avec Cromwel. Je ne vois pas de quelle utilité peut être une traduction des Traitez que nous devons produ



re, puis que les Ministres de France soutiennent qu'il n'en faut pas examiner le contenu, & qu'il s'agit de les garantir simplement tels qu'ils sont.

J'ai fait chercher dans le Greffe de Leurs HH. PP. si l'on y trouvoit quelques Pièces qui concernassent la remise du million du Traité de Compiègne, autres que celles qu'on vous a données avec vos Instructions de l'an 1651., mais on n'y a rien trouvé qui mérite attention. Au reste, je suis toujours du même sentiment que je vous ai marqué dans ma précédente.

Vous aurez sans doute appris directement de Zeelande que l'affaire du Capitaine le *Breton* du *Pré* y a été entièrement terminée par une transaction.

Vous aurez aussi par les dernières Lettres de Mrs. les Ambassadeurs en Angleterre qu'il paroît que les Anglois ne veulent pas désister de leurs prétentions touchant les Vaisseaux la *Bonne Espérance* & le *Henri Bonne Avanture*, & d'en demander le dédommagement à Leurs HH. PP. Comme il paroît que la conclusion du Traité reste accrochée à cette prétention, Leurs HH. PP. ont jugé à propos de mettre encore cette affaire en délibération, nonobstant leur Résolution finale & péremptoire du 19. du mois dernier, & de faire examiner ces Lettres par les Commissaires. Je crois qu'il est de mon devoir de vous marquer quel en a été le Résultat. Les Commissaires en examinant les *rétracta*, ont trouvé qu'il y avoit long tems que le Roi de la Grande Bretagne étoit con-

venu

venu que par les Traitez respectifs des années 1654 & 1659. faits avec Olivier & Richard *Cromwel*, on avoit réglé & amorti toutes les actions & prétentions par rapport à tout ce qui pouroit être arrivé aux Indes Orientales & dont on auroit eu connoissance à Londres avant le 20. Janvier 1659., & par rapport à ce qui seroit arrivé hors des Indes Orientales jusqu'à la publication du Traité de 1654., & que par conséquent toutes les actions ou prétentions renfermées dans ces termes respectifs devoient être considérées comme éteintes & amorties: que depuis il y eut de vives dissensions sur le *terminus à quo*, pour déterminer si on le prendroit généralement de l'année 1659. ou si l'on employeroit la distinction susdite en se servant des années 1654. & 1659., sur quoi le Roi ayant délibéré dans son Conseil le 15. Mai dernier, Sa Majesté avoit fait remettre aux Ambassadeurs de l'Etat une réponse par écrit signée par l'un des Secrétaires d'Etat, où il est dit, *que les dits Ambassadeurs avoient prouvé, à Sa Majesté, que les affaires qui étoient arrivées ci-devant hors de l'Europe avoient été réglées, & que l'on avoit satisfait à toutes les prétentions à cet égard par les Traitez précédens faits entre les deux Nations, jusqu'en l'année 1659. que Sa Majesté y aquiesçoit & déféroit sur cet article aux demandes desdits Ambassadeurs.* Et l'on trouve encore vers la fin de cette réponse un aveu que tous les différens en Europe avoient été ajustez jusqu'en 1654. C'est ce que vous pourrez voir vous-même par la lecture de cette Réponse dont je vous envoie Copie, N. 1.

Les

Les Commissaires de Leurs HH. PP. ont encore trouvé qu'il y avoit eu quelque dispute sur la restitution de *Pouleron*, & que dès le mois de Septembre dernier les Ambassadeurs de Leurs HH. PP. sont tombez d'accord, suivant leurs Ordres exprès, avec les Commissaires de Sa Majesté Britannique, que cette Ile seroit restituée aux Anglois, à condition qu'en vertu de cette restitution toutes rétentions pour perte, dommage, insulte, ou injustice que les Sujets de l'une ou l'autre part croiroient avoir souffertes aux Indes, qui auroit été connue à Londres avant le 10. Janvier 1659. demeureront amorties, éteintes & abrogées. Et que depuis ce tems on a reconnu & avoué cet accord dans plusieurs Conférences; mais sur quelques nouvelles venuës des Indes, les Anglois remettent tout de nouveau l'affaire de *Pouleron* en dispute, jusqu'à ce qu'enfin sur la fin de Juin dernier on en fit un article qui fut couché par écrit conformément à l'accord ci-dessus mentionné. Vous trouverez ici sous le N. 2. une Copie de cet Article.

En troisième lieu, Sa Majesté Britannique ayant mandé Mrs. les Ambassadeurs au commencement du mois dernier, Elle leur avoit déclaré expressément, que pour mettre une fin à leurs Négociations, Elle consentoit au premier membre de l'Article qui concerne les Armateurs, sur lequel il y avoit alors encore quelque discussion, & que par rapport aux affaires des Indes touchant la Restitution de *Pouleron* Elle en passeroit par ce qui avoit déjà été stipulé, pourvû que Leurs HH. PP. con-

consentissent que le terme, par raport à ce qu'il s'étoit passé hors des Indes, commençât d'aujourd'hui l'année 1654. Sur quoi les Ambassadeurs ayant demandé s'ils pouvoient écrire à Leurs HH. PP., que Sa Majesté leur avoit déclaré de sa propre bouche qu'il n'y avoit plus que le seul article de, *terminus à quo*, sur lequel Elle faisoit quelque difficulté, le Roi leur répondit nettement qu'oui, ainsi que vous même l'aurez pû voir par les Lettres de M<sup>rs</sup> les Ambassadeurs du 7. du passé.

Quatrièmement, il est à remarquer que l'époque des prétentions, par raport à ces deux Vaisseaux est en l'année 1643., & qu'aujourd'hui non seulement, elle a été amortie sur les deux Traitez de 1654. & 1659.; mais même qu'on a passé une Transaction particulière sur cette affaire en 1649. par laquelle on a satisfait à toutes les prétentions moyennant la somme de quatrevingt-cinq mille livres carlus, que les Directeurs de la Compagnie des Indes ont payée sur le champ à ceux que le Roi de la Grande Bretagne avoit recommandé à Leurs HH. PP. en 1649. comme Propriétaires desdits Vaisseaux & de la cargaison, & que l'on prétend à présent n'avoir plus été les véritables Propriétaires.

Il s'en suit de-là, que si Leurs HH. PP. soufroient qu'on remît cette affaire sur le tapis, & qu'on fournît ainsi aux Anglois les moyens d'importuner Leurs HH. PP. sur cette affaire, combien de prétentions pareilles qui précèdent les années 1654. & 1659. ne feroient-ils pas revivre, puis qu'il y a un grand nombre de Prétendans qui pourroient

voitre alors, & qui étant mieux fondez que  
ix-ci, pourroient aisément persuader au  
si, par de bonnes raisons, que leurs pré-  
tensions doivent être exceptées, aussi bien  
celle de ces deux Vaisseaux; & de cette  
manière on rencontreroit tous les jours de  
nouvelles difficultez qui retarderoient la con-  
clusion du Traité; que dis-je? Si après une  
satisfaction si solennelle, & une déclaration  
expresse du Roi, on consentoit à quelque  
chose si mal-fondé, ne seroit-ce pas frayer le  
chemin à de nouvelles demandes déraisonna-  
bles que l'on feroit à Leur HH. PP.? & pour-  
quoi cela? parce qu'on a consenti que les  
Vaisseaux à ces deux Vaisseaux pourroient,  
malgré le Traité conclu, poursuivre le  
commerce entamé, par devant les Echevins  
d'Amsterdam, réservant à la partie adverse ses  
exceptions & défenses. Ainsi, il a été résolu  
qu'on s'en tiendrait à la Résolution finale  
péremptoire du 19. du mois passé, qu'on  
donneroit aucuns nouveaux ordres aux  
Ambassadeurs, & qu'on attendroit l'effet de  
la déclaration du Roi.

Le 17. de ce mois Mrs. les Directeurs de  
la Compagnie des Indes ont présenté un  
Mémoire sur ce sujet; je vous l'envoie ci-  
joint, N. 3.

J'ai crû que je devois vous écrire toutes  
les circonstances, en vous priant de ne man-  
quer aucune occasion de faire connoître au  
Roi & à ses Ministres, la droiture & la can-  
dour avec lesquelles Leurs HH. PP. se sont  
conduites dans cette Négociation, & de  
justifier qu'on leur fait de la part des An-  
glois.

glois malgré les Actes citez ci-dessus, & parole Royale qui leur a été donnée.

La Régence est ici fort curieuse de savoir ce que Mr. d'*Estrades* négocie en Angleterre. Si vous pouvez en découvrir quelque chose & m'en donner avis, vous obligerez infiniment celui qui est, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 24. Août 1662.*

MONSIEUR,

Si l'Acte de Ratification & les Copies authentiques des Traitez qui doivent être gachés ne sont pas encore en état, c'est par négligence & la lenteur de ceux qui doivent travailler, & j'espère que cela sera bien fait.

Après que l'Accommodement avec Grand Seigneur a été conclû, l'Empereur a mandé l'Ambassadeur de *Venise* qui est de à sa Cour, pour l'avertir de ce qui est marqué dans ma Lettre publique, & des grands desseins des Turcs sur la *Dalmatie* de sorte que c'est une chose dont il ne peut point douter. Cette Guerre par mer & terre, coûte tant aux Venitiens, & la prise de Candie leur devient si onéreuse, si difficile, que cette République commence à penser à abandonner ce Royaume au Grand

gneur pour en obtenir la Paix & la paisi-  
possession du reste, ce qu'elle aura de la  
ne à obtenir à moins que les autres Prin-  
Chrêtiens ne lui prêtent la main.

On me demande ici la conclusion d'une  
que entre la France, l'Espagne, l'Angle-  
& Leurs Hautes-Puissances, contre les  
saires de Barbarie, avec d'autant plus  
mpressement & de raison, que c'est moi  
en ai fait l'ouverture. J'ai remarqué sur  
ce que vous m'avez mandé par votre  
tre du 17. de ce mois.

De grand nombre de Couriers dépêchez  
Madrid, tant par l'Ambassadeur de Fran-  
que par la Cour même à son Ambassadeur  
ont aporté la nouvelle que le Roi de  
tugal & la plûpart des Portugais de son  
ti sont disposés, contre le sentiment de  
Reine-Mère, à faire un Accommodement  
lequel ils remettroient le Portugal & tou-  
ses dépendances sous la domination de la  
tille, moyennant une Amnistie générale;  
dit même qu'ils en ont déjà fait quelqu'ou-  
ture à *Don Juan d'Autriche* : on saura  
tôt la vérité de cette importante nou-  
le. Je ne trouve pas encore à propos de  
nander à la Régence.

Je vous envoie ci-joint une Copie de la  
tre que j'écris à Mr. le Greffier *Ruyseb;*  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 30. Août 1662.

MONSIEUR,

Je ne manquerai pas de me conformer :  
Résolutions de Leurs HH. PP. du 27. Jui  
& du 16. de ce mois, ainsi que je l'ai m  
qué en faisant réponse l'ordinaire précéd  
sur la Lettre & la Résolution de Leurs H  
PP. du 16. de ce mois.

Je retiendrai ici quelques jours le Cou  
*Jean van Stegger*, au cas qu'avant l'Echa  
des Ratifications il survienne quelque ch  
qu'il falût faire savoir en diligence.

Je n'entends parler d'aucune nouvelle  
culté qui pût retarder cette affaire ; n  
permettez-moi de vous dire, qu'on ne p  
prendre dans l'Etat aucune résolution, qu  
que secrette que ce puisse être, qu'elle  
soit fûe ici presqu'aussi-tôt, en sorte que  
l'on avoit quelque mauvaise instruction,  
pourroit trouver de nouvelles difficultez, d  
les Instructions secrettes même qu'on p  
roit m'envoyer par précaution.

Le Baron de *Lerot*, frère de celui qui  
à la Haye, me dit ces jours passez en r  
lant, qu'il avoit une Copie de la Résolut  
secrette de Leurs HH. PP. du 27. Juil



tant qu'il ne falloit pas faire de grandes  
 penſes pour avoir tout ce que l'on veut. Il  
 eſt fait peine d'entendre de pareilles choſes,  
 tout en préſence des Etrangers.

Par raport au Traité, ou Traitez avec  
 Angleterre, que la France doit produire  
 pour être garantis, on m'a toujours fait en-  
 tendre que la Couronne de France n'avoit  
 aucun Traité avec celle d'Angleterre; mais  
 préſent qu'il s'en trouve un dans la Liſte  
 de ceux qui doivent être compris ſous la Ga-  
 rantie comme faite avec l'Angleterre; je me  
 ſuis informé quel Traité ce pouvoit être; &  
 ſin j'ai découvert, comme ces Mrs-ci l'ont  
 puis avoué, que c'étoit un Traité de mu-  
 tuelle Garantie fait avec *Cromwel*; ſa-  
 voir,

Que la France aideroit l'Angleterre, la  
 maintiendrait & lui garantiroit la Conquête  
 de *Dunkerque* & de ſes dépendances, & que  
 l'Angleterre maintiendrait & garantiroit ré-  
 ciproquement à la France *Gravelines* & ſes  
 dépendances. Mais ces Mrs. me déclarèrent  
 au même tems qu'ils n'étoient pas encore  
 ſûrs ſi l'on produiroit ce Traité à Leurs  
 H. PP.

On ne me demande plus ici la traduction  
 des Traitez qui ſont en Allemand ou en Hol-  
 landois, ainſi celle qu'on m'a envoyée ne ſer-  
 a de rien.

Je me conduirai, par raport au Subſide pré-  
 ſent en 1624., conformément à ce que vous  
 marquez dans vos Lettres du 17. & du  
 18. de ce mois.

Il me paroît que l'on a sagement fait de terminer le différent du Capitaine le *Baron de Pré* pour éviter plusieurs embarras.

Lors que je reçûs le 25. de ce mois les Lettres de Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires, écrites de Londres le  $\frac{1}{2}$  de ce mois j'appris en même tems, que comme ils insistoient sur leur Audience de Congé, Sa Majesté Britannique leur avoit dit, *Si vous n'avez pas encore reçu d'ordres, vous en recevrez par la première Poste.* Je trouve dans votre Lettre du 24. que cette affaire ne s'est point passée dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. comme Sa Majesté se l'étoit aparenment imaginé, & qu'au cas que les affaires ne changent pas à cette Cour, Mrs. les Ambassadeurs prendront congé & partiront.

Je vous suis très obligé de l'honneur que vous me faites de me communiquer vos sentimens sur les Points qui sont encore en dispute, & d'y avoir ajouté les preuves démonstratives; cela me met en état de profiter la première occasion pour mettre ici de tout son jour le droit des prétentions Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 31. Août 1662.*

MONSIEUR,

Je prends la liberté de vous envoyer un  
crit que l'on m'a communiqué touchant le  
part subit de Mr. d'*Estrades* pour l'Angle-  
re. Je ne l'envoie pas à la Régence, par-  
que la chose n'est pas encore certaine. Je  
vous prie de m'excuser, si je vous fais per-  
dre du tems à cette lecture. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

Mr. *Grimani*, Ambassadeur de Venise,  
m'a souvent témoigné avec quelle pas-  
sion il souhaitoit que la bonne intelligence &  
la sincère amitié soit rétablie avec la Répu-  
que & Leurs HH. PP., m'a représenté le  
cheux embarras où cette République se trou-  
voit présentement, puisque, l'Empereur ayant  
fait sa Paix, elle se trouve engagée à conti-  
Tome II. S nuer

nuer seule une aussi longue & onéreuse Guerre contre les Turcs. Tous les Princes Chrétiens, dit-il, abandonnent l'intérêt commun, & seront cause, si Dieu n'y met main, que les Infidèles s'empareront de l'Isle de Candie, ce qui les mettra en état, & la situation de cette Isle & cette augmentation de forces, d'insulter avec plus de facilité les Princes & Etats qui confinent à Méditerranée, & de ruiner leur Commerce & leur Navigation; ce que son Excellence n'a fait remarquer, en supposant qu'il n'y a personne qui soit plus intéressé que Leurs HH. PP. à la conservation de l'une & à l'augmentation de l'autre.

Que l'on doit néanmoins considérer, que la réduction de Candie sous la domination du Grand-Seigneur, non seulement augmente de beaucoup ses forces, mais même renouvellera presque ses Etats de l'Europe avec ceux de l'Afrique.

Que de cette manière la Sicile, le Royaume de Naples & le Golfe de Venise, seront exposés aux invasions continuelles des Turcs tant par mer, que par terre; puis qu'ils seront alors à portée d'être fortifiés par les secours des Corsaires des Villes de Barbarie.

Qu'alors ces Corsaires se trouvant plus puissans, ne se soucieront plus d'observer les Traitez; & voudront tout faire à leur fantaisie.

Voilà ce que Mr. l'Ambassadeur de Venise représente en toute occasion à cette Cour-ci & à tous les Ministres étrangers. J'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vo

en donner avis , vous priant de me marquer si je dois en écrire à la Régence ; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 7. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

C'est ici comme ailleurs , il s'y trouve des gens qui se mêlent de tout , & qui croient toujours savoir les véritables causes des choses ; c'est ainsi que le delai de l'Echange des ratifications donne à parler à une infinité de personnes ; & il y en a quidisent , que Mr. *Estrades* négocie en Angleterre une Alliance entre la France & ce Royaume-là , & qu'on ne difere cet Echange que pour voir quel succès aura la Négociation de Mr. *Estrades*.

Pour moi j'insiste sans me rebuter , je parle , & j'écris aux Ministres tout ce que je crois capable de hâter la conclusion de cette affaire ; mais je ne puis m'apercevoir qu'on ait vuë , par ces délais , de préjudicier à l'Alliance qui est conclûë , dont on continuë à paroître content de plus en plus.

Ecrivant en Cour , j'avois recommandé cette affaire à Mr. de *Lionne* , en lui parlant de quelqu'autre ; il m'a fait réponse de St. Germain le 6. Septembre , & me marque

412 *Lettres & Négociations entre*  
de sa propre main; *On travaille à mettre au*  
*net les Traitez pour avoir lieu de pouvoir au*  
*plûtôt échanger les Ratifications.*

Le Sr. *Ariste*, premier Commis de Mr. le Comte de *Brienne* le Fils, m'a fait dire hier, que l'on étoit assidûment occupé à copier le Traitez, sans perdre de tems; mais qu, comme il falloit que chaque Traité fût tout entier de la même main, & que ceux de Munster & des Pirenées étoient extrêmement longs, il falloit beaucoup de tems pour les mettre au net.

Mr. le Comte de *Brienne* qui est ici par le dans les mêmes termes; & de mon côté je presserai de tout mon possible cet Echange des Ratifications & des Traitez; on n'en nomme point d'autres parmi ceux-ci, que ceux dont j'ai déjà donné avis. Je fais &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 14. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

Quelques occupations & le défaut de matière m'ont fait passer les deux derniers Postes sans vous écrire; cependant, j'ai reçu, depuis ma dernière du 24. du passé la votre de même date, une autre du 30. & une du 31. du même mois, & deux autres l'une du 6. & l'autre du 7. du courant.

Le Résultat \* des Délibérations de l'Assemblée extraordinaire des Etats de Hollande & de West-Frise, a été tel que vous pouvez voir par la Résolution confirmatoire de Leurs HH. PP. dont je vous envoie Copie. J'espère, sur les apparences que j'en trouve dans les dernières Lettres que nous avons reçues d'Angleterre, que les affaires y auront enfin un heureux succès, & qu'on n'en laissera point partir nos Ambassadeurs sans avoir conclu le Traité.

L'Assemblée ordinaire de Leurs N. & G. P. a été aujourd'hui complete pour la première fois, on y a trouvé bon que des Députés de l'Assemblée examineront, avec les Députés de l'Amirauté qui sont ici, le Projet du 22. Juillet dernier, que je vous ai envoyé & qui concerne la Ligue contre les Corsaires.

Certainement le délai qu'on apporte dans l'Echange des Ratifications & des Traitez à garantir durent trop long tems, pour ne venir d'autre cause que de celle qu'on allégué, que les Traitez ne sont pas encore en état. Je vous avoué que je m'imagine que cela part des Anglois, qui ont crû que nous serions peut-être moins traitables après l'Echange des Ratifications.

J'ai lû dans l'Assemblée des Etats de Hollande & de West-Frise, ce que vous me marquez de l'Entretien que vous avez eu avec Mr. l'Ambassadeur *Grimani*; Leurs N. & G.

S 3

G.

\* Voyez les Résolutions secretes, la Résolution du mardi 5. Septembre 1662.

G. P. jugent que vous devez éviter autant que vous pourrez d'en écrire à Leur HH. PP., & que vous devez demeurer avec son Excellence dans les termes généraux de protestation de la plus sincère considération de Leurs HH. PP. pour ses Maîtres, sans parler d'engagement.

Je ne manquerai point de penser à ce que Mr. votre fils *Jacob Boreel* m'a représenté, je me raporte sur cela à ce qu'il vous en aura écrit.

Comme je n'ai autre chose à vous mander, je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 15. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

J'ai encore envoyé aujourd'hui en Cour une Personne intrigante pour solliciter l'Echange des Ratifications & de ce qui en dépend, & savoir quand tout sera prêt, on lui a allégué la vieille excuse. C'est à vous à en juger. Ils disent qu'on y écrit sans cesse, & que tout sera prêt dans cinq ou six jours. La Cour revient ici. Pour moi je ne puis me persuader qu'il y ait quelque chose de caché là-dessous; & que ce que l'on en fait, n'est que pour gagner du tems. Je suis, &c.

A



A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 21. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière qui étoit du 14. j'ai eû la votre du 15. du courant. Nous croions recevoir en même tems les Ratifications échangées & les Traitez compris sous la Garantie: je suis toujours d'opinion avec quelques autres, que ces delais ne viennent que les Anglois. Mais puis qu'enfin voila cette longue Négociation terminée, comme vous l'aurez sans doute appris directement de Mrs. les Ambassadeurs, avant la réception de celle-ci, nous espérons que rien n'arrêtera plus cet Echange, & que nous apprendrons par la première Poste qu'il aura été fait. N'ayant autre chose de considération à vous mander, je vous prie de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 15. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

J'apprends avec chagrin, par la Lettre de Mrs.  
S 4 les

les Ambassadeurs Extraordinaires, datées de *Chelsei* le 4. de ce mois, par laquelle il m'ont envoyé Copie de leurs Lettres à Leurs HH. PP., & à Mr. le Greffier *Ruysch* du 1. de ce même mois, que jusqu'alors la Cour persistoit dans ses prétentions par rapport aux Points qui étoient en dispute, en sorte qu'ils se préparoient à partir sans rien terminer.

Je n'ai point manqué d'insinuer aux Ministres de cette Cour les raisons que Leurs HH. PP. ont de se plaindre de cette Négociation où il y a eu tant de variations & de changemens. Je leur ai aussi fait comprendre pour quels motifs Leurs HH. PP. ne jugeoient pas à propos de conclure un Traité qui n'avoit rien de solide & qui laissoit la porte ouverte à une infinité d'exceptions & de disputes sans fin; & afin que ces motifs & ces raisons fassent impression, je les ai rédigées par écrit & les ai remis à Monsieur de *Lionne* qui en a fait la lecture à Sa Majesté ce qui a fait un très bon effet.

On a ici des avis de Londres qui marquent que mercredi 6. de ce mois Mrs. les Ambassadeurs avoient eu une Conférence avec les Commissaires du Roi à l'issuë du Conseil laquelle s'étoit si heureusement terminée qu'en tout ce qui restoit en différent alors, ils étoient tombez d'accord, & que le Traité avoit été conclû: mais comme Mrs. les Ambassadeurs ne m'en ont pas donné avis le 7., jour de Poste, j'en doute encore; & j'continuerai à exécuter comme ci-dessus, ce que je crois être de mon devoir. Je suis, &c

P. S

P. S. Je reçois dans ce moment les Lettres de Mrs. les Ambassadeurs de Chelsei du 1<sup>er</sup> de ce mois, qui me donnent lieu de tout espérer.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

Je vous suis très obligé de l'Extrait de la Résolution du 5. de ce mois que vous m'avez envoyé par votre Lettre du 14. Dieu soit loué de ce qu'elle a eu un heureux succès. Il y a 44. ans que je fus employé pour la première fois dans ce Pais-là, & j'ai remarqué que les choses ont toujours été de même, on n'y vient à bout des affaires les plus raisonnables qu'avec une sage fermeté.

Puis que Leurs N. & G. P. sont assemblées & que vous leur avez communiqué ce que j'ai eu l'honneur de vous mander des discours de Mr. *Grimani*, je me réglerai sur ce qu'elles ont trouvé bon par raport à ce Ministre ; je suis charmé d'apprendre qu'on ait remis sur le tapis le Projet du 22. Juillet touchant la Ligue contre les Corsaires, & que Mrs. les Commissaires ayant ordre d'en conférer avec les Députés de l'Amirauté qui sont à la Haye. Je remarque que non seulement on a fort bien reçu en cette Cour-ci

les ouvertures telles que celles que j'ai faites sur ce sujet, il y a quelque tems, par ordre de Leurs HH. PP., mais même qu'on y recevra encore avec plaisir toutes les propositions qui y auront raport; & l'on peut être assuré, que si Leurs N. & G. P. prenoient la Résolution de faire une telle Ligue, il n'y auroit rien qui pût être plus avantageux au Commerce & à la Navigation des sujets de la République, & de plus propre à augmenter & fortifier les avantages qu'ils ont déjà à cet égard sur les autres Nations. Cette résolution ne pourroit manquer aussi de faire effet sur l'esprit de Mr. *Grimani*, sans contracter aucun engagement entre les deux Républiques: & comme la puissance des Corsaire augmente de jour en jour, elle devient formidable à tous les Princes Chrétiens; mais elle est sur tout infiniment préjudiciable aux sujets de Leurs HH. PP. qui font dans la Méditerranée un trafic considérable qui augmentera encore tous les jours.

Il y a dix jours que l'on proposa au Roi s'il souhaitoit que l'on m'assignât un jour pour l'Echange des Ratifications, puisque tout étoit présentement prêt pour cela; Sa Majesté répondit qu'on attendît encore un peu; on fit la même demande à Sa Majesté il y a six jours lors qu'Elle étoit à St. Germain, & Elle ne répondit rien; on m'a conseillé de délivrer aujourd'hui mon Mémoire.

Le démêlé de cette Cour-ci avec celle de Rome augmente tous les jours, & l'on ne doute pas qu'il n'aille plus loin. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 26. Septembre 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu par le dernier Courier les Lettres de Leurs HH. PP., & leur Résolution du 12. de ce mois, qui me charge particulièrement de m'informer de ce qui se passe ici par rapport à la Ville de Genève & aux prétentions de l'Evêque, du Prevôt, des Chanoines & du chapitre d'*Annecien* Savoye, qui tâchent de troubler la première dans une paisible & inmemoriale possession, &c. & d'en informer la Régence; je ne manquerai pas de le faire avec toute la diligence & l'exactitude dont je suis capable.

Voici par provision pour Leurs N. & G. P. une Copie d'une déduction sur cette affaire. Je manderai par la première occasion tout ce que je pourai découvrir sur cette affaire; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 29. Septembre 1662.*

**M** O N S I E U R,

L'expérience fait clairement voir que l'on a formé ici le dessein d'augmenter & de favoriser la Navigation des Sujets de Sa Majesté; autant qu'il sera possible on donnera de ordres durs & insupportables pour les étrangers, même pour les sujets de Leurs HH PP.: mais cependant, sans enfreindre directement ni indirectement le Traité de Navigation, de Commerce & de Marine conclu le 27. Avril de cette année. Les Maîtres de Vaisseaux, Facteurs & Marchands étrangers, étant seuls sujets à la sévérité de ces ordres, dont les François seront exempts, ceux-ci ne manqueront point d'emporter sur les premiers.

Je reçois déjà des plaintes de plusieurs endroits de ce Royaume, dont je me ferai soigneusement informer, & j'examinerai si l'on peut y remédier en vertu du dernier Traité & demander avec de bonnes raisons qu'on les fasse cesser, cela seroit très préjudiciable, en particulier pour les Sujets de la Province de Hollande; c'est pourquoi j'prends la liberté de vous en écrire avant d'en rien mander à d'autres, ce que je continuë-

ra

rai en vous donnant avis de tout ce qui viendra sur ce sujet à ma connoissance.

Je vous prie de me mander si vous croyez que l'on puisse tirer du Nouveau Traité conclu le 27. Avril, quelques raisons en faveur des Habitans de la République naturalisez en France pour les mettre à couvert des nouvelles taxes qu'on leur a imposées & dont je parle dans ma Lettre publique & dans l'incluse pour la Régence, afin, qu'assisté de vos avis, je puisse me mieux conduire dans cette affaire, avec espérance de réussir ou non. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 5. Octobre 1662.*

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 21. du mois dernier; j'ai reçu en leur tems vos Lettres du 15. 22. & 29. du même mois. Les Etats de Hollande & de West-Frise ont encore délibéré sur les affaires de la Méditerranée, & ils ont pris la Résolution dont je vous envoie l'Extrait, touchant la Négociation avec ceux d'Alger, de Tunis & de Tripoli, se conformant, *in omnibus & per omnia*, à la Résolution de Leurs HH. PP. du 29. du mois dernier.

On a délibéré dans la même Assemblée sur le Projet d'une Ligue avec la France

pour détruire ces Corsaires ; &c. Mais on n'a pû prendre une conclusion , parce qu'il s'est encore trouvé quelques Membres qui n'avoient pû se rendre aux raisons en faveur de cette entreprise ; mais j'espère qu'ils se rendront au raport que leur feront leurs Députés , & qu'ils feront du sentiment des autres.

Je vous envoie quelques Extraits des Lettres de Mr. le Résident *Heyns* , qui vous apprendront le succès du Commerce des François dans la Mer Baltique , vous pourrez en faire usage auprès de Mrs. les Ministres de Sa Majesté , pour appuyer ce que Mrs. les Ambassadeurs leurs ont souvent représenté , en y ajoutant ce que vous jugerez à propos pour le service de l'Etat.

Faute de tems je suis obligé de finir , en vous assurant que je suis , &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Octobre 1662.*

**M** O N S I E U R ,

Un Courier dépêché de Londres par Mr. d'*Estrades* est arrivé ici le lendemain de l'Audience que j'eus de Sa Majesté ; il apporte , ainsi que je l'ai appris de bonne part , l'Accord conclû par raport à la Ville de Dunkerque , que le Roi de la Grande Bretagne

cède



ède à la France moyennant deux millions de  
vres , ou comme d'autres disent , deux  
ens mille livres sterlings.

Mr. d'*Estrades* m'avoit assuré avant son  
épart de Paris, qu'il n'y avoit aucune Con-  
vention pareille passée entre la France & le  
rôtecteur *Olivier Cromwel* , & que par le  
traité des Pyrenées entre la France & l'Espa-  
ne, il avoit été seulement stipulé , que l'An-  
leterre seroit obligée de restituer à la France,  
n quelque tems que ce fût la Place & Con-  
nête ne Dunkerque, moyennant une certai-  
e somme d'argent , & qu'alors la France  
stitueroit cette Place à l'Espagne en échan-  
e de St. Omer & Aire , ou de Cambrai &  
ambresis. C'est pour cette raison & plu-  
eurs autres que je n'ai pû croire, que Mr.  
*Estrades* étoit allé pour ce sujet en Angle-  
erre, comme on le disoit ; présentement  
n publie de tous côtez que cette Conven-  
on est passée, on saura bien-tôt ce qui en  
st.

J'ai été hier au soir chez Mr. le Comte de  
*Brienne* le Fils , qui n'avoit encore aucun  
rdre de me déterminer un jour pour l'é-  
change des Ratifications ; mais il me dit qu'il  
royoit que cela ne traîneroit plus long  
ems.

Mr. le Maréchal de *Turenne* est venu m'as-  
ûrer que le retardement de cet Echange n'a-  
voit aucune vûë particulière & ne venoit  
l'aucun changement dans les bonnes dis-  
ositions de Sa Majesté, & qu'il en étoit  
certain. Qu'il pouvoit m'assurer, de même  
que Mrs. le *Tellier* & de *Lionne*, que Leurs  
HH.

HH. PP. pouvoient être en repos à cet égard, & qu'ils ignoroient le sujet de ce délais, à ce que disoit son Altesse; on verra bien-tôt ce qui en est.

Les brouilleries augmentent entre le Pape & cette Cour-ci, & le Roi fait assez entendre qu'il veut en avoir satisfaction, ou qu'il aura recours aux armes pour l'obtenir.

Je reconnois tous les jours la vérité de ce que Mrs. le *Tellier* & *Colbert*, dirent à Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs HH. PP., lors qu'ils en prirent congé que Sa Majesté observeroit sincèrement & religieusement le Traité que l'on venoit de conclure avec l'Etat; mais qu'ils s'en serviroient aussi à l'avantage des Sujets de Couronne, pour améliorer & augmenter leur Commerce & leur Navigation. Les Vaisseaux, Personnes, & Effets des Sujets de Leurs HH. PP. sont exposez par tout à toute sorte de chagrins & de vexations, dans vûë de les rebuter & de les obliger ainsi indirectement à ne plus fréquenter dans le Royaume. Je remets à en faire des plaintes ainsi que vous me le conseillez, jusqu'à ce que l'on ait fait l'Echange des Ratifications & que Leurs HH. PP. m'ayent donné des Ordres. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 6. Octobre 1662

MONSIEUR,

On parle, & on me demande, comme  
par conjecture, si le Traité de la Lorraine  
sera compris sous la Garantie de Leurs HH.  
PP. A la vérité ceux qui tiennent ces dis-  
cours ne sont pas des Ministres; mais ce  
sont des Personnes qui ont accès en Cour.

Je fais quels sont mes Instructions sur ce  
sujet & comment je dois me conduire au cas  
que l'on veuille l'exiger; mais au cas qu'il  
puisse y avoir quelque changement sur ce su-  
jet, je vous prie que j'en sois informé.

Je retiens encore le Maître des Postes de  
la Généralité, dans l'espérance que les Ra-  
fications s'échangeront au premier jour.  
J'attens les Ordres de Leurs HH. PP. Je  
suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Octobre 1662.

MONSIEUR,

Comme la Cour est informée exactement de toutes les Résolutions que Leurs HH. PP. m'envoyent, je commence à avoir de plus en plus de violens soupçons sur l'Article de Traité fait avec le Duc Charles de *Lorraine*; à la vérité ce ne sont aucuns des Ministres qui m'en ont parlé; mais bien des Personnes qui n'ignorent guère les Intentions de la Cour. Au cas que cela arrive, je ne conduirai conformément à mes Instructions à moins que Leurs HH. PP. n'y fassent quelque changement. ☉

La Négociation de Mr. d'*Estrades* en Angleterre n'est pas encore aussi avancée qu'il l'avoit écrit: du moins c'est ce que je croi qu'on peut conclure des discours de quelques Messieurs qui sont fort avant dans la faveur de Sa Majesté, & de quelques autres qui, il y a huit jours, n'oseroient pas m'affirmer que cette affaire fût aussi avancée qu'on le publioit alors de tous côtez.

Je vous dirai en confidence ce que je sçai d'une Personne à qui Mr. d'*Estrades* même a dit ce qui suit: que le but de la Négociation, par raport à *Dunkerque*, n'étoit pas d'e

engager le Roi de la Grande-Bretagne à céder, ou vendre cette Place à la France; mais simplement à la donner en gage au Roi pour certaines sommes que Sa Majesté prêteroit à l'Angleterre, comme les Etats avoient autrefois donné en gage la Brille, Fleffingue & Ramekens à la Reine *Elizabeth*. Voila les propres termes de son Excellence; &, sauf meilleur avis, cela me paroît plus probable qu'une vente & aliénation absolüe. En effet, on tient pour certain que la Ville de Dunkerque & l'Isle de la Jamaïque ont été interdites comme Conquêtes à la Couronne de Grande Bretagne par un Bill des deux Chambres du Parlement; en sorte que ni l'une, ni l'autre, ne peuvent être ni vendue, ni aliénée sans le consentement du Parlement assemblé; il y en a même qui doutent que le Roi puisse engager Dunkerque, pour une somme prêtée sans un pareil consentement du Parlement.

Milord Chancelier a averti le Résident de l'Electeur de *Brandebourg* qui est en Angleterre, que l'Electeur son Maître, & le Roi de Danemark, doivent se tenir sur leurs gardes; ajoutant, sans nommer personne, qu'on méditoit quelque chose contr'eux; mais que (*notandum*) le Roi de la Grande-Bretagne, son Maître, ne se laisseroit point persuader de renoncer à l'affection constante qu'il avoit toujours eüe pour ces Princes, & qu'il avoit résolu de conserver. Je laisse à votre expérience le soin de pénétrer ce que peut être, & d'en faire usage pour le bien de l'Etat.

Je

Je n'écris sur cela qu'à vous seul, & pour quoi je vous demande la confiance & le secret nécessaire. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire.  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 13. Octobre 1662.*

MONSIEUR,

C'est avec raison que la Régence confie les Traitez avec les Régences des Côtes de Barbarie comme une affaire de la dernière importance pour les Sujets de l'Etat par rapport à leur Commerce & à la Navigation & personne n'y est plus intéressé que les Sujets & Habitans de la Province de Hollande.

Ce Commerce & celui de l'Espagne avoient été d'un grand avantage pour l'Angleterre depuis plusieurs années ; notre Nation se partageoit à proportion l'un & l'autre, & il seroit souhaiter qu'elle en restât en possession même qu'elle l'augmentât.

Je suis informé que les Anglois obtiennent dans le Détroit le Fret de presque toutes les Denrées étrangères, quoi qu'il ne soient ni si bien montez que nous, ni si agréables que les Hollandois, aux Italiens & autres Marchands étrangers ; ce ne vient que de ce que les Anglois ont pulvérisé la règle, *Bâtiment libre affranchi &c. &c.*

seroit à souhaiter qu'on pût obtenir cette Règle & les autres Articles contenus dans la Résolution du 28. Septembre ; & si cela se peut, qu'on établisse la sûreté de notre navigation par de bons Convois, & en augmentant les Equipages de nos Vaisseaux.

Si l'on ne peut conclure un Traité avec les Barbares conformément aux Instructions données sur ce sujet, je crois que le meilleur expédient seroit de penser sérieusement à la Ligue que l'on pourroit faire avec cette Couronne-ci pour mettre ces Corsaires à la raison, autrement les Anglois s'empareront tout l'entrecours, & du Commerce dedans tout le long de la Méditerranée à notre grand préjudice.

Je vous remercie de ce que vous m'avez communiqué les Articles & Pièces jointes à votre Lettre du 5. de ce mois que j'ai reçue par cette Poste-ci. Le contenu des Extraits de Stockholm me font un vrai plaisir, rien ne pourra mieux faire résoudre Messieurs-ci à abandonner leur dessein, que le mauvais succès d'un premier voyage.

Lors que j'aidai en 1640. à conclure le Traité de Stockholm, nous ne pûmes obtenir le Droit de faire les achats de la première main ; nous fûmes obligés de nous contenter de l'achat de la main des Marchands des Isles Privilégiées de Suède. Mr. le Comte d'Oxenstern qui étoit alors Chancelier, nous dit qu'il étoit impossible d'obtenir cela pendant ce tems de la Minorité de la Reine Christine, & qu'on bouleverseroit plutôt tout le

le Royaume de Suède. Or puis que , p  
le Traité d'Elbing, ils ont accordé aux S  
jets de Leurs Hautes Puissances, qu'ils jou  
ront de tous les profits & avantages qu'  
pourroit jamais accorder dans le Commerce  
aucune autre Nation étrangère au de-là  
ceux dont notre Nation jouit , nos préte  
tions serviront de bride aux Suédois &  
empêcheront d'accorder aux François q  
peu ou point d'avantages. C'est sur qu  
Mr. le Résident *Heyns* peut insister avec be  
coup de raison.

On dit ici que l'Ambassadeur de Danema  
a ordre de demander en Mariage pour  
Prince de Danemark , Mademoiselle d'  
*leans*, l'une des deux \* plus jeunes Princ  
ses. Et comme la Cour de Savoye cra  
que celle de Danemark ne choisisse la p  
jolie, qui est la plus jeune , le Ministre  
Savoye a prévenu le Danois , & le 10. i  
fait la demande de Mademoiselle de *Val*  
qui est la plus jeune : ainsi il ne reste c  
Mademoiselle d'*Alençon* pour le Prince  
Danemark.

Quelqu'instance que je fasse , je ne pe

\* Mr. le Duc d'Orleans , *Gaston Jean-Baptiste* , Frère  
Louis XIII. , mort en 1660. , avoit été marié deux  
De sa seconde Epouse, *Marguerite de Lorraine* , Fille  
Comte de Vaudemont, il laissa trois Filles , l'aînée  
mariée en 1661 avec *Cosme de Medicis* III. Grand Duc  
*Toscane* ; Mademoiselle d'*Alençon* la seconde , épousa  
1667. *Louis-Joseph de Lorraine* Duc de *Guise* ; & M  
moiselle de *Valois* , la Cadette, fut mariée en 1663. à  
*Charles-Emanuel II.* Duc de Savoye ; elle est morte  
1664.



tenir de réponse de la Cour touchant l'Echange des Ratifications, ni sur la proposition de fixer un jour pour cette Cérémonie.

Le Pape a distribué des Ordres pour lever quatre mille hommes d'Infanterie & mille chevaux, il fait fortifier quelques avenues de Rome, & on travaille à l'Apologie de la conduite, en rejetant toute la faute sur ceux de la Nation Françoisse qui sont à Rome. On ne doute pas que l'Hyver où nous allons entrer ne donne le tems aux Rois & Républiques Médiateurs, d'inspirer quelque modération aux deux Partis, outre que les intérêts de cette Cour-ci ne veulent pas qu'elle se jette de nouveau dans une Guerre. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 19. Octobre 1662.*

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 6. de ce mois, j'ai reçu en leur tems les vôtres du 6. & du 13.

Le long retardement de l'Echange des Ratifications, fait ici un très mauvais effet. Comme ce Traité a été conclu sous les yeux de Sa Majesté, on ne peut considérer que comme une promesse du Roi même, celle qui a été faite d'échanger les Ratifications  
trois

trois mois après la signature du Traité : or cette promesse étant si mal exécutée , on en infère avec raison , ce me semble , qu'il y a à craindre , que lors qu'il se présentera une occasion où la France devra satisfaire à quelques-uns de ses plus importans engagements , elle n'ait recours aux mêmes délais. & à de semblables échapatoires. Et comme de ce côté-ci on est disposé à observer sincèrement & fidèlement toutes les conditions du Traité , il en arriveroit qu'il pourroit passer à juste titre pour une *Société Leonine*.

Il ne faut pas espérer que Leurs HH. PP changent de sentiment par rapport au Traité de la *Lorraine* ; Elles s'en tiendront absolument à leur Résolution du 27. Juillet sur ce sujet.

Les vexations & les chagrins auxquels on expose en France les Sujets de la République, tant en leurs Personnes qu'en leurs Biens, pour le dégoûter de fréquenter le Royaume & d' trafiquer ou naviguer , causeront un grand refroidissement dans les ~~bonnes~~ dispositions où l'on commençoit d'être ici ; mais, entre vous & moi , croyez-vous que l'Etat doit beaucoup s'intéresser dans le bon ou mauvais traitement qu'on fait en France à ceux de cet Etat qui vont s'y établir , & qui en s'y faisant naturaliser font croire qu'ils n'ont point dessein de revenir dans la Patrie ? d'autant plus que suivant les anciens & nouveaux Traitez les Habitans des Provinces-Unies n'ont pas besoin de Lettres de Naturalisation pour trafiquer & négocier librement en France. C'est pourquoi il me semble qu

Leu

eurs HH.PP. doivent fort peu s'embarasser des Taxes que l'on met-là sur les Étrangers naturalisez. Quoi qu'il en soit, vous savez que le dernier Traité dit en termes exprès, que ceux des Provinces-Unies seront traités tout aussi favorablement que les François mêmes, & en particulier qu'ils ne seront point sujets aux Taxes mises sur les Étrangers.

J'espère que le Marchand Hollandois qui été arrêté & mis en prison à Bourdeaux, ainsi qu'il vous l'a mandé par sa Lettre du 10. du passé, & que j'apprens être le Sr. de *Ridder*, sera déjà relâché par ordre du Roi. Si cela n'étoit pas, permettez-moi de vous le commander très-particulièrement, puis que c'est un de mes amis, fort estimé de plusieurs personnes de la Régence de Dort & de *Haerlem*: ainsi j'espère que vous lui rendrez toute sorte de bons services, & que vous obtenez qu'il soit mis en liberté sans aucun dommage, soit en ses biens, soit en son honneur.

Je vous envoie encore l'Extrait d'une Lettre de Mr. le Résident *Heyns* sur le même sujet que les autres Extraits que je vous ai envoyez en dernier lieu.

Il me mande outre cela, que Mr. *Courtin*, Ministre de la Cour de France en Suède, lui avoit dit qu'il avoit reçu des Lettres de Mr. *Colbert* qui lui marquoit, qu'on avoit pris en France avec chagrin, qu'on faisoit courir le bruit de tous côtez, apparemment par des Emissaires Autrichiens, que les François avoient dessein de troubler le Commerce des

Hollandois dans la Mer Baltique; mais qu'ils feroient bien voir qu'ils n'y avoient jamais pensé, sur tout depuis que la bonne intelligence étoit entièrement rétablie entre Sa Majesté Très-Chrétienne & Leurs Hautes Puissances; & que pour commencer à en donner des preuves, Mr. *Colbert* lui avoit enjoint de communiquer tout ce qu'il feroit au Résident de Leurs HH. PP., & de lui faire voir les Lettres qu'il lui écrivoit sur ce sujet. Mr. *Courtin* s'étendit sur cette matière en termes fort obligeans; mais il ne fit voir aucune Lettre, & ne dit pas un mot de ses Négociations. Je vous prie d'examiner, avec votre prudence ordinaire, s'il ne seroit pas à propos, de remercier Mr. *Colbert* des Lettres qu'il a écrites à Mr. *Courtin*, en le priant de continuer dans ces favorables dispositions, en sorte que l'on puisse en voir des effets, comme aussi du discours & des promesses de Mr. *Courtin*. Je n'ai autre chose d'importance à vous mander; ainsi je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 27. Octobre 1662.*

MONSIEUR,

Les discours des Ministres de cette Cour, plusieurs circonstances me confirment dans le sentiment où je suis, que les Négociations d'Angleterre sont la seule cause du retardement de l'Echange des Ratifications. Un de ces Mrs. m'a dit en parlant de choses & d'autres, que l'on attendoit à tous momens l'Exprès de Londres qui devoit apporter le Traité signé; & qu'aussi-tôt ils demanderoient à Sa Majesté qu'on fixât un jour pour me satisfaire.

Mr. le Maréchal de *Turenne*, qui prend toujours à cœur les Intérêts de Leurs HH. PP., m'a promis, après que je lui eus fait des plus grandes instances, de faire en sorte, après de Sa Majesté, que cette affaire ne traînât pas plus long tems.

Dans la dernière visite que je rendis à Mr. de *Lionne*, on parla de la cession de Dunkerque à la France, il me dit qu'il ne doutoit pas que cela ne fût plaisir à Leurs HH. PP., et en même tems il fit venir sur le tapis le million prêté à la République par le Traité de Compiègne, disant qu'on devoit le rembourser au Roi dans ce tems-ci, & que cela

serviroit à Sa Majesté à aquiter, sans s'incommoder, une partie de ce qu'il devoit payer pour Dunkerque. Vous pouvez croire que je ne relevai pas cet article de son discours, mais je vous prie de me marquer de quelle manière vous jugez que je dois me comporter, si l'on me propose ici cette affaire tout de bon, & si, pour ne pas l'entamer, je ferai bien de leur déclarer nettement que j'en'ai aucun ordre à cet égard, & que je n'ai rien à répondre; mais il faut vous avertir que pendant que Mrs. les Ambassadeurs Extraordinaires étoient ici, ils déclarèrent publiquement dans une Conférence (*me in conspectu & improbante*) & en ma présence, qu'ils avoient des Ordres sur cette affaire. Cela étoit vrai en 1653., mais non pas à présent. Je vous prie de me marquer expressément comment je me comporterai.

Les Extraits des Lettres de Stockholm que vous continuez à m'envoyer, pourront être utiles au service de l'État; je profiterai de la première occasion pour parler à Mr. Colbert de ce qu'il a écrit à Mr. Courtin, & de ce que celui-ci en a dit à Mr. le Résident Heyns. On m'a assuré que Mr. Colbert de Terron, Neveu de Mr. l'Intendant Colbert, qui est chargé des affaires à Bruges & aux environs, pourra bien faire un tour à la Cour de Suède & à celle de Danemark, à son retour d'Angleterre, où il est pour le paiement de Dunkerque, pour établir dans ces Royaumes-là le Commerce & la Navigation des François. Il a une grande connoissance de ces sortes d'affaires; ainsi je crois qu'il

oit y être attentif, & veiller qu'il ne se passe rien au préjudice des Sujets de l'Etat, & en particulier de ceux de Hollande & de West-Frise.

Cette Cour-ci est toujours dans les meilleures dispositions du monde pour la Ligue projetée contre les Corsaires de Barbarie, Mr. d'*Estrades* est expressément chargé en parler à Leurs HH. PP.

La colère de cette Cour contre le Pape apaisera selon toutes les apparences ; il est de l'intérêt des Ministres, qui sont en faveur, de conserver la tranquillité dont la France jouit, & de ne la jeter dans aucune Guerre.

Je vous écrirai par la Poste quels sont mes sentimens par rapport aux Hollandois naturalisez.

C'étoit Mr. de *Ridder*, mon bon Ami, qui avoit eu innocemment à Bourdeaux le malheur, dont j'ai écrit alors ; il est en liberté, je suis charmé que cette affaire m'ait procuré, sans que je l'aye sçu, l'occasion de faire quelque chose qui vous ait fait plaisir : je profiterai de toutes les occasions de vous témoigner que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 3. Novembre 1662.*

MONSIEUR,

Je vous avois promis par ma dernière m  
réflexions sur l'article des Hollandois natu  
ralisez en France, & sur la manière dont  
me paroît que Leurs HH. PP. doivent  
conduire lors que ces Hollandois naturalis  
feront ici inquiétez ; mais pendant que M.  
les Ambassadeurs Extraordinaires étoient ic  
j'ai trouvé qu'ils n'étoient pas de même se  
timent sur cet article, ainsi j'aime mieux m'  
raporter à ce que vous en penserez , &  
vous prie de m'en informer afin que je sache  
comment je dois me conduire. Je suis, &

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 10. Novembre 1662.*

MONSIEUR,

Je rends compte dans mes Lettres à la R  
gence de l'Audience que j'ai eue de Sa M  
jesté, qui m'a reçu beaucoup plus favo  
bleme



lement que je ne l'espérois. Ce Prince me  
 it seulement d'une manière toute affable, je  
 étois flaté que Messieurs les Etats auroient  
 us d'égard pour mes Lettres. Je répondis,  
 e Leurs HH. PP. étoient d'autant plus  
 excusables, que les Lettres de Sa Majesté  
 e leur avoient été remises que le 25. Octobre  
 rs que Leurs Ordres avoient déjà été en-  
 voyez à Mastricht où on les avoit d'abord  
 écutez, en sorte qu'il avoit été imposs-  
 e de les révoquer. J'ajoutai que je croyois  
 eurs HH. PP. très disposées à accorder le  
 comte de *Flodorp* & le Baron de *Virmont* ;  
 e qui feroit disparoître les causes de tout dé-  
 nêlé avec le Duc de *Neubourg*, dont je par-  
 i en des termes remplis de l'éloge de ses  
 elles qualitez & de ses vertus qui le ren-  
 oient recommandable à Leurs HH. PP.,  
 ui étoient fort disposées à vivre avec lui en  
 onne intelligence & en bons Voisins, ce qui  
 e parût plaire beaucoup à Sa Majesté.

Ainsi, permettez-moi de vous proposer  
 il ne feroit pas à propos de terminer le plû-  
 tôt qu'il seroit possible le différent que ce  
 comte & ce Baron ont ensemble. L'hon-  
 eur de Leurs Hautes-Puissances est rétabli  
 ar la réduction du Château de *Linth*, qui ser-  
 ira d'exemple, ainsi, l'on pourroit lever la  
 aïsie mise sur les Revenus du Duc à *Ra-  
 vestein* : & si Leurs HH. PP. ont eu envie  
 i-devant de réunir *Ravestein* à leur Do-  
 maine moyennant un Equivalent pour le Duc ;  
 Mr. de *Lionne* m'a témoigné qu'on craignoit  
 que Leurs HH. PP. n'eussent changé de  
 résolution à cet égard.

Les humeurs sont ici très délicates & fort chatouilleuses, on peut dire qu'elles sont présent à notre égard dans une situation telle que nous pouvons la souhaiter. Le Roi estime beaucoup le Duc de *Neubourg*. Je vous écris celle ci en confidence, & vous prie de me croire, &c.

*Lettre de Mr. JACQUES BOREEL,*

à Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*D'Amsterdam le 15. Novembre 1662.*

MONSIEUR,

J'ai reçu par la dernière Poste de France outre le Paquet ordinaire, une Lettre particulière de mon Père, qu'il avoit envoyée au Courier après le départ des Dépêches du 10. de ce mois adressées à la Régence. Mon Père m'y donne ordre de vous faire part d'un avis qu'on lui avoit donné après le départ de ces Lettres; savoir, que vendredi au soir il avoit été informé de bonne part, que Mr. Colonel d'*Estrades*, faisoit secrettement de fortes instances à la Cour d'Angleterre pour conclure une étroite Alliance, ou une Lige entre les Rois de France, d'Angleterre, de Suède & de Portugal, sans parler d'y comprendre Leurs HH. PP. au cas que cette Négociation réussît. On dit qu'il en agit ainsi, parce que les principaux Ministres

Cour de France disoient être informez  
de Leurs HH. PP. avoient résolu de ne pas  
rattacher le Traité du Roi de France avec le  
duc *Charles de Lorraine*, ce qui seroit cause  
de l'Alliance conclûe l'Eté passé à Paris  
entre la France & les Provinces-Unies, n'au-  
roit pas lieu, puis que la Cour n'avoit pas  
eu d'en être contente. Mon Père a jugé  
qu'il étoit de son devoir de vous donner avis  
de ceci, afin que l'on donne ordre à ceux  
qui veillent à Londres aux Interêts de l'E-  
tat, d'examiner en quel état est cette affaire  
in que l'on prenne les contre-mesures  
que l'on jugera convenables.

Comme mon Père n'avoit pas le tems de  
vous circonstancier cette nouvelle, il m'a  
donné ordre de vous la mander, ce que je  
fais par celle-ci, profitant de cette occasion  
pour me dire, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 16. Novembre 1662.*

MONSIEUR,

J'ai passé quelques Postes sans vous écrire  
parce que je n'avois rien à ajoûter aux avis  
et aux instructions circonstanciées que Leurs  
HH. PP. vous envoient.

Je persiste dans le même sentiment sur les  
rétentions d'un million que les Ministres  
françois voudroient faire valoir en vertu du  
Traité de Compiègne, & qu'il ne faut leur

T 5

laisser

laisser sur cela aucune espérance; & rejett toutes leurs propositions avec le secours d raisons contenuës dans vos premières instructions & de celles que votre prudence & votre expérience vous fourniront, en leur déclarant que vous jugez qu'il est fort inutile de demander sur cela de nouvelles Instructions puis que vous êtes très persuadé que Leurs HH PP. ne renonceront point aux raisons péremptoires sur lesquelles leur résolution est fondée.

Les Etats de Hollande & de West-Fr. doivent s'assembler le 22. Je ne doute point qu'on n'y fasse quelque progrès dans l'affaire de la Ligue avec la France contre les Corsaires d'Alger, de Tunis & de Tripoli en sorte que cette affaire sera en état d'être proposée à Mr. d'Estrades lors qu'il arrivera ici, du moins autant qu'elle concerne la Province de Hollande.

Mr. Richard, Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne, a donné hier avis à Leurs HH PP., que son Excellence qui est à Bruxelles avoit reçu du Roi son Maître la Ratification du Traité du partage des Terres d'Outre-Mer, conclû avec cet Ambassadeur dans le mois de Décembre dernier, ce qui met Leurs HH. PP. en état d'entrer en Négociation par rapport au Païs de *Ravestein*, suivant les dispositions qu'ils avoient exprimées dans leur Résolution du 27. Juillet dernier, dans lesquelles Elles persistent encore, Elles attendent seulement que le Duc de *Neubourg* fasse pour cela la moindre démarche, c'

de dont vous pouvez assurer les Ministres de  
sa Majesté Très-Chrétienne.

Je vous ai déjà marqué les mauvaises im-  
pressions que font ici tous ces retardemens  
qu'on apporte à l'Echange des Ratifications.  
Nous ne pouvons pas nous imaginer que la  
véritable cause de ces délais soit que le Roi  
de France voulût que le Traité par rapport à  
Dunkerque fût aussi garanti; car je suis cer-  
tain que cela ne rencontreroit aucune diffi-  
culté de ce côté-ci, dès que ce Traité ne  
contiendrait que la vente ou l'engagement de  
cette Ville: & après tout, je ne vois pas ce  
que ce Traité a de commun avec cette Rati-  
fication, puis qu'il doit être considéré com-  
me une affaire postérieure au Traité d'Al-  
liance. Quoi qu'il en soit ce retardement de  
l'Echange des Ratifications & les délais qu'on  
apporte à l'accomplissement de choses pro-  
mises par le Traité, de l'aveu même de Sa  
Majesté, sans autre raison que cette affaire  
survenue depuis la conclusion du Traité,  
font justement appréhender qu'on ne soit pas  
assez soigneux de tenir sa parole. Outre qu'il  
ne seroit pas raisonnable que l'on entrât de  
ce côté-ci dans aucun engagement sans con-  
noissance de cause, & sans avoir auparavant  
examiné & vu le Traité qu'il faudroit ga-  
rantir, c'est sur quoi Leurs HH. PP. ont  
pris aujourd'hui la Résolution qu'Elles vous  
enverront.

Mr. l'*Echevin Boreel*, votre Fils, m'a man-  
dé d'Amsterdam par votre ordre, ce que  
vous lui aviez écrit par postscript, le der-  
nier ordinaire. Je vous en suis très obligé

& j'en ferai usage pour le service de l'Etat  
Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 22. Novembre 1662.

MONSIEUR,

Je me sers de l'occasion de la naissance d'une Princesse dont la Reine est accouchée pour faire partir le Maître des Postes de la Généralité, *Jean van Stegger*, qui a attendu ici pendant trois mois l'Echange des Ratifications ; or il n'y a pas d'apparence que l'on y travaille à présent que le Roi est sur point de faire un voyage à Calais & à Dinkerque. J'espère que le séjour que ce Maître de Poste a fait ici ne sera point préjudiciable, & que Leurs N. & G. P. ne le prendront pas en mauvaise part. Je crains qu'en fin on ne me présente le Traité de Lorraine mais j'ai mes ordres & je fais comment j'ai dû me comporter. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Novembre 1662.*

MONSIEUR,

Permettez-moi de m'expliquer avec vous en secret sur l'affaire suivante, parce que si elle venoit à être divulguée, elle pourroit devenir préjudiciable à l'Etat, au lieu que si l'on la tient secrète, elle pourroit ne pas avoir de suite, & se terminer suivant l'intention de Leurs HH. PP.

Mr. de *Lionne* est venu me rendre visite pour me parler de l'Echange des Ratifications de l'Alliance conclûe avec les Etats Généraux. Son Excellence commença par me dire qu'il venoit de la part de Sa Majesté, dont l'affection pour la République augmentoit tous les jours, & après s'être étendu sur cette matière, il me déclara naturellement que le Roi exigeroit la garantie du Traité de la Lorraine, me demandant si j'avois ordre d'y consentir & de l'accepter avec les autres.

Nous sommes d'abord entrez dans un long discours, & suivant la précision de mes Instructions je me suis toujours tenu sur la négative, que j'apuyai de toutes les raisons que je croyois aplicables au sujet, autant que j'ai de connoissance de cette affaire.

T 7

Je

Je lui dis entr'autres choses, que Mrs. de *Brienne*, Père & Fils, m'avoient parlé par ordre du Roi des Traitez à garantir, qu'alors je leur avois fait voir l'Acte de Ratification de Leurs HH. PP. & l'Inventaire des Traitez dont Elles demandoient la Garantie de la France. Qu'en suite je leur demandai un Inventaire de ceux dont la France demanderoit la Garantie de Leurs HH. PP., & qu'ils m'avoient nommé ceux dont je vous ai donné avis aussi bien qu'à la Régence.

Mr. de *Lionne* réfuta toutes les raisons en disant simplement, que Mrs. de *Brienne* ne savoient ce qu'ils disoient, & qu'ils ignoient la volonté de Sa Majesté; mais que pour lui il me déclaroit que l'intention du Roi avoit toujours été de comprendre le Traité conclû avec le Duc de Lorraine au nombre de ceux qui devoient être garantis; & même qu'il ne savoit comment nous pouvions refuser cela & le mettre en doute, puis que Mr. van *Beuningen*, avoit cent fois offert publiquement de la part des Etats la Garantie de tous les Traitez que la France avoit faits avec les autres Rois, Princes & Etats, & nommément le Traité de Lorraine.

Ceci m'étonna un peu, je feignis de l'ignorer en disant, que ç'avoit été aparenment dans quelqu'entretien qu'ils avoient eu entr'eux deux; mais il me répondit: Non, ces promesses ont été souvent réitérées en présence des autres Ambassadeurs Extraordinaires, qui les avoient approuvées par leur silence; & que sur cela il en avoit assuré le Roi &



& l'avoit en même tems engagé à consentir à quelques articles difficiles & importans, à ce qu'il disoit.

Je me retranchai à lui déclarer que je n'en avois eu aucune connoissance, & que quand même cela se seroit dit ainsi avant la conclusion du Traité, il s'y trouvoit un Article qui disoit tout le contraire, puis qu'en parlant de la Garantie des Traitez, il étoit dit expressément qu'elle ne comprenoit que les *Traitez déjà* (lors de la conclusion de l'Alliance) *faits & tous ceux qui seront faits après conjointement & de commun concert.*

Remarquant qu'enfin Mr. de *Lionne* faisoit plus d'attention aux raisons que je lui alléguois, j'ajoutai, qu'il me permettroit de lui dire, que le Traité de Lorraine n'avoit pû être considéré, le 27. Avril 1662., comme parfait, puis qu'ayant été porté au Parlement en présence même de Sa Majesté, il n'y avoit été vérifié & enregistré que comme imparfait & défectueux & avec cette modification, qu'il n'auroit point son effet à moins qu'il n'ait été signé & approuvé par tous les Princes de la Maison de Lorraine ce qui n'étoit pas encore fait à présent, comme son Excellence ne l'ignoroit pas.

Mr. de *Lionne* fit sur cela de grandes exclamations; Messieurs les Etats font-ils donc si peu de cas de l'amitié d'un si grand Roi, qu'ils la mettent en compromis avec une pareille bagatelle; ou est on résolu de renoncer à une Alliance qui a coûté tant de tems & tant de peines, & que toute l'Europe a regardée, comme le plus bel ouvrage de ce  
tems-

tems-ci : que Leurs HH. PP. devoient penser plus d'une fois à ce qu'Elles avoient à faire, &c.

Je jugeai à propos de ne pas irriter davantage ces humeurs qui me paroissoient déjà trop aigries ; nous gardâmes quelque tems le silence l'un & l'autre , & enfin Mr. de Lionne me pria , *sedato animo* , de ne rien écrire à Leurs HH. PP. de ce qui venoit de se passer entre nous par rapport au Traité de Lorraine, avant qu'il en ait parlé au Roi. J'y consentis par un signe de tête, & alors il m'en pria une seconde fois, ce que je lui promis ; mais comme vous n'êtes pas compris dans cette promesse, j'ai crû pouvoir vous faire cette confidence, en vous priant encore de la tenir secrette ; car la Cour ne s'est ouverte qu'à moi sur cela, & peut-être qu'Elle n'y insistera point davantage dès qu'Elle réfléchira sur la ferme résolution que Leurs HH. PP. ont prise, pour de bonnes raisons, de ne pas admettre ce Traité, -au lieu que si cette proposition se divulguoit, la chose deviendrait un point d'honneur dont elle ne se relâcheroit pas quoi qu'il en pût arriver.

J'atendrai vos considérations sur tout ceci, & je vous prierai de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 24. Novembre 1662.

MONSIEUR,

Je vous envoie ci-jointe une Copie d'une Lettre de Londres du 16. de ce mois sur l'affaire dont je vous ai donné avis par Amsterdam par la Poste du 10. de ce mois. Je suis persuadé que la chose se fera passée ainsi & en sera restée-là.

J'ai reçu par cette dernière Poste votre Lettre du 16. dont je vous remercie, je m'y conformerai tant par rapport aux conséquences du Traité de Compiègne & aux apparences d'une Ligue contre les Corsaires, que par rapport à l'Accommodement avec Mr. le Duc de Neubourg touchant *Ravestejn*.

Je vous avouë que rien n'est plus ennuyeux que ce retardement de l'Echange des Ratifications; autant que je puis m'en apercevoir la Négociation d'Angleterre en est seule la cause, on craignoit de tout renverser en agissant avec trop de précipitation; mais enfin tout est réglé & même la Ville doit être remise dans peu de jours entre les mains du Roi, ainsi il faut espérer que nos affaires seront aussi bien-tôt terminées, à moins que Leurs HH. PP. ne fassent des difficultez sur la proposition que l'on fait à présent, de com-  
pren-

prendre le Traité de Dunkerque sous la Garantie en en faisant un Article séparé du Traité. Je n'entrerais point dans l'examen des raisons que l'on peut aléguer pour cela de part & d'autre, qui peuvent être très importantes. L'intérêt de l'Etat doit l'emporter sur tout, & décider si l'on doit y consentir ou le refuser.

Je suis persuadé que votre zèle pour le bien & l'honneur de la République vous fournira les expédiens nécessaires dans la conjoncture présente.

Je persiste ici à demander, que pour mettre Leurs HH. PP. au fait, on me donne une Copie autentique du Traité conclû avec le Roi de la Grande Bretagne, afin qu'Elles puissent m'envoyer leurs Ordres. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 7. Decembre 1662.*

**M O N S I E U R,**

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 16. du passé. J'ai reçu en leur tems les vôtres du 22. 23. & 24. du même mois.

Les Etats de Hollande & de West-Frise qui sont présentement assemblez sont très-mécontents de voir traîner si long tems cet Echange des Ratifications; en effet, c'est une  
mo.

querie, pour ne pas dire un mépris vis-à-vis de l'Etat. Si, après avoir donné tant d'affurances réitérées, qu'après tous ces délais ne se rencontreroit aucune difficulté dans l'échange des Ratifications, & qu'il n'y avoit autres Traitez à garantir, que ceux dont vous avez parlé dans plusieurs de vos Lettres, on vient à présent nous mettre sur le bureau celui de Lorraine; ne peut-on pas voir avec raison que l'on n'a eu d'autre but que d'amuser & de tromper l'Etat. Je vous avoue qu'on est ici dans le dernier étonnement, de ce qu'après avoir pris tant de peine pour renouveler l'amitié, la Cour de France semble faire tout ce qu'elle peut pour aliéner les Esprits.

J'ai montré en particulier votre Lettre du 10 du passé à Mr. van Benningen, qui m'a dit qu'il se ressouvenoit fort bien que, conjointement avec les autres Ambassadeurs, il avoit souvent déclaré qu'ils prévoyoiént que leurs HH. PP. seroient obligées d'entrer dans l'engagement de garantir le Traité de Lorraine, ce qui leur feroit beaucoup de peine; & qu'ils s'étoient servis de ce raisonnement comme d'un argument pour engager les Ministres de France à passer d'autres points sur lesquels ils formoient des difficultez; mais qu'alors on suposoit que ce Traité auroit été entièrement perfectionné avant la conclusion de l'Alliance avec l'Etat, puis qu'alors on ne pouvoit en juger autrement; mais que jamais ils n'en avoient parlé depuis qu'on avoit vu qu'il n'y avoit point d'apparence que ce Traité se perfectionnât. Après tout, il me sem-

semble qu'il est évident & palpable qu'on ne peut garantir ce Traité contre ceux qui l'ont pas voulu signer, c'est à dire, qu'on ne peut s'engager à faire exécuter à quelqu'un ce qu'il n'a jamais promis. Je ne doute pas que Mr. van *Beuningen* ne vous écrive au long sur ce sujet. Je suis, &c.

P. S. Il ne me paroît pas que Leurs H<sup>l</sup>l<sup>l</sup> PP. aient le moindre intérêt, du moins pour le présent, de donner des Lettres de recommandations en faveur des habitans des Provinces, naturalisez en France. Les raisons employées dans l'annexe de votre Lettre du 3. de ce mois ne me paroissent pas suffisantes pour me faire changer de sentiment; car il me semble que les Marchands d'ici peuvent se servir, autant qu'ils en ont besoin, de leurs Facteurs & Correspondans Hollandois qui sont en France sans s'y faire naturaliser & qui restent réellement sujets de l'Etat.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 8. Décembre 1662.*

**M**ONSIEUR,

Je n'ai pas reçu de vos Lettres par la dernière Poste; ce que je vous écris, parce que nous remarquons que malheureusement o  
ouv

vre en chemin nos Paquets des Païs-Bas, & l'on en déchire quelques-uns, & qu'il n'en perd même quelque-fois.

Je vous ai envoyé le Traité de Dunkerque si bien qu'à Mr. le Greffier; je crois qu'il est certain que dès qu'on l'admettra dans la garantie en même tems que celui de Curasac & les Traitez conclus ci-devant avec la Hollande; l'Echange des Ratifications ne travaillera plus long tems.

Comme Leurs HH. PP. m'ont chargé de nouveau de m'informer précisément du terme fixé dans l'Octroi de la Compagnie de l'Huile de Baleine & dans la défense faite aux étrangers d'introduire de cette huile dans le Royaume, Mr. le Comte de Brienne le Péninsulaire m'a enfin donné une Copie authentique du privilège du Roi accordé à cette Compagnie, & l'envoie par cette Poste-ci à Mr. le Greffier sous le couvert de Mr. de Gendt. Ce privilège est *pour toujours*, & non limité à un certain tems, de sorte que nous n'avons aucun avantage à espérer pour les Sujets de l'Etat, de la période de l'Article XX. qui est, *tant que le tems porté par ledit Privilège déjà donné par le Roi, durera*, &c. En soi nous avons été trompez, à moins qu'on ne trouve avec le tems que ce Privilège soit judiciaire aux Sujets, & qu'alors on ne se propose en remboursant aux Intéressés la somme qu'ils en ont payée, ce qui est très incertain & sans aucune apparence; je vous prie de me faire part de vos sentimens sur ce sujet.

Comme le Roi se trouve à *Dunkerque* si près

près des frontières de Leurs HH. PP., je doute pas que la Régence n'y ait envoyé quelques Membres de son Assemblée pour féliciter Sa Majesté sur cette acquisition ; cependant, je n'en ai encore rien appris. suis, &c.

P. S. On vient de me remettre une Copie du Traité de l'Amiral Anglois *Lawston* avec les Tripolitains, je n'ai pû en faire faire une Copie & je l'envoie telle que je l'ai reçûe à Mr. le Greffier pour Leurs HH. PP.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 5. Janvier 1663.*

**M** O N S I E U R,

Permettez-moi de vous proposer, si vous trouvez qu'il ne fût pas à propos que Leurs HH. PP. écrivissent une Lettre de condoléance à Sa Majesté sur la mort de \* Madame de France dont ce Prince est fort touché car on regarde ici comme une marque de distinction & de l'affection de Sa Majesté pour

\* C'étoit la Princesse *Marie-Anne*, Fille de Louis XIV. née de la Reine *Marie-Thérèse* d'Autriche, le 18. Novembre 1662, & morte le 30. Décembre de la même année.



à République, la Lettre qu'Elle a écrite à Leurs HH. PP. pour leur notifier la naissance de cette Princesse.

Comme je crois Mr. le Comte d'*Estrades* présent à la Haye, je ne doute pas que vous n'ayez souvent occasion de l'entretenir. Son Excellence est fort bien en Cour, & passe pour un Ami intime de Mrs. le *Tellier* & *Polbert*, & même de Mr. de *Lionne*; toutes les affaires passent par les mains de ces trois seigneurs. Vous pourrez facilement lui faire goûter vos raisons par rapport à l'Echange des ratifications; ainsi j'espère que tout ira mieux à l'avenir.

On remuë Ciel & terre ici pour ôter aux étrangers la Navigation & le Commerce, & faire passer l'une & l'autre aux seuls Sujets du Roi; ainsi chacun doit veiller à ses propres intérêts; il n'y a pas de chagrin & de peine qu'on ne fasse aux Sujets de Leurs HH. PP., sous prétexte de ce Droit de Tonneau; cependant, tant que le Traité ne sera pas ratifié, toutes mes plaintes seront inutiles. Si les Députés des autres Provinces pouvoient être autorisés à consentir à l'adhésion du Traité de Dunkerque dans la garantie, je ne crois pas qu'on cherche d'autre prétexte de délai.

Je n'ai pas encore reçu de Lettres de votre part cet Ordinaire-ci; on a encore enlevé au Postillon en chemin quelques Lettres & paquets. On parle d'une Négociation secrète avec le Portugal dirigée par l'Angleterre, & qui donne beaucoup de jalousie à la Cour d'Espagne.

Le

Le Duc de Lorraine fait fortifier quelques Places de ses Etats, & fait réparer les anciennes fortifications des autres, quoi que la Cour lui ait fait dire de cesser ces travaux. Je fais, &c.

[ A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 11. Janvier 1663.*

**M**ONSIEUR,

J'ai laissé passer quelques Postes sans vous écrire, tant parce que les affaires de l'Etat demeuroient dans une espèce d'inaction à la Cour où vous êtes, que parce que j'ai eu quelques autres affaires pressantes, sans compter que j'ai été quelques jours absent de la Haye.

Nous sommes d'avis ici, qu'il n'est ni juste, ni raisonnable de différer la Ratification d'un Traité conclû, pour proposer une affaire qui n'existe pas encore, ainsi que vous pouvez le voir par la Résolution de Leurs HH. PP, que vous recevrez en même tems que celle-ci. Au reste, vous pouvez être assuré que les Députés des Provinces en l'Assemblée de Leurs HH. PP. ne formeront aucune difficulté contre la Garantie du Traité de la vente de Dunkerque, & que les Etats de Hollande & de West-Frise y ont déjà consenti par leurs Résolutions du 13. Décembre dernier dont je vous envoie une Copie ci-jointe

inte; mais l'affaire est d'une nature qu'il faut attendre les Résolutions des Etats assemblés des Provinces, tant pour la sûreté du Roi de France qui y est le plus intéressé, que pour la forme, qui est telle que la Résolution sur une affaire de cette nature doit impliquer la Ratification de toutes les Provinces; ainsi, connoissant la Constitution de l'Etat, vous pouvez juger qu'il faudra encore bien des tems pour cela. Il me semble, d'un autre côté, que le Roi de France a d'autant plus de raison de différer l'Echange des Ratifications, que nous lui demandons à notre tour la Garantie du Traité que Leurs HH. PP. ont fait avec l'Angleterre, & de celui qui a été conclû en dernier lieu avec l'Espagne pour le partage des Terres d'Outre-Mer, qui intéresse Leurs HH. PP., au moins autant que celui de la vente de Dunkerque intéresse Sa Majesté Très-Chrétienne.

Sans doute qu'on aura publié en France l'Étroti de la Compagnie de l'huile de Baine dans le tems qu'il a été accordé; si vous pouvez trouver quelques exemplaires de cette publication, on en tireroit sans doute de grandes lumières qui satisferoient aux intentions de Leurs HH. PP. Je n'ai autre chose à vous mander à présent, ainsi permettez-moi de vous assurer que je suis, &c.

P.S. J'ai eu cet après-midi un long entretien avec Mr. le Comte d'Estrades, particulièrement sur l'Echange des Ratifications. Il m'a promis d'en écrire au Roi & de seconder les Instances que vous ferez conformément à

la Résolution de Leurs HH. PP.; ainsi, j vous prie de faire vos diligences; d'autant plus que les raisons qui apuyent le sentiment de Leurs HH. PP. sont irréfutables; aussi Mr. le Comte d'*Estrades* n'a-t-il pû y répondre.

A Mr le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 19. Janvier 1663.*

MONSIEUR,

Les Lettres de Leurs Hautes Puissances & leurs Résolutions du 10. de ce mois qu j'ai reçues par cette Poste-ci m'instruisent entièrement sur la manière dont je dois me conduire avec les Ministres de la Cour, par rapport à l'admission du Traité de la vente de Dunkerque dans la Garantie stipulée par le Traité d'Alliance, au cas que ces Messieurs m'en parlent encore. Je ne doute pas qu Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* n'ait aussi des ordres sur ce sujet, c'est ce dont on se fera sans doute aperçû dans les Conférences qu' a dû avoir, où qui sont du moins commencées avec les Députés de Leurs HH. PP. J vous prie de faire en sorte que je sois exactement instruit de tout ce qui s'y passera puis que j'en puis tirer beaucoup d'avantage pour satisfaire à mes instructions au contentement de Leurs Hautes Puissances.

Je vous suis très obligé de votre Lettre de

r. de ce mois, je ne manquerai pas de m'y conformer. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 25. Janvier 1663.*

MONSIEUR,

Il y a déjà quelque tems que nous attons avec impatience quel sera le succès des instances que vous faites pour obtenir que l'on fasse enfin l'Echange des Ratifications. Nous espérons que vous marqueriez dans vos Dépêches du 19. ce que vous avez fait pour cela en conformité de la Résolution de Leurs HH. PP. du 10.; vous recevrez la même tems que celle-ci des Ordres itératifs sur ce sujet de la part de Leurs HH. PP.; & comme Elles prennent cette affaire fort à cœur, je vous prie d'agir avec vigueur auprès des Ministres de Sa Majesté.

On paroît ici tous les jours de plus en plus persuadé des raisons que je vous ai marquées sur ce sujet, & je vous avouë que cette manière d'agir de Sa Majesté qui difère si long tems d'exécuter ses promesses, ou qui n'a fait dépendre l'exécution de choses qui n'y ont aucune relation, est très préjudiciable, & qu'elle me paroît si dangereuse pour la République, que si cela continuë, & qu'on découvre que le génie du Roi l'entraîne vers de pareils procédés, on pourroit met-

tre en doute s'il ne seroit pas plus à souhaiter pour l'Etat, de ne pas entrer dans des engagements aussi importans, que d'être toujours dans l'incertitude si l'autre Partie contractante y satisfera réellement en tems & lieu.

Celui des deux Alliez qui est le plus puissant peut en quelque manière contraindre l'autre à exécuter ses promesses; mais celui qui est inférieur n'a d'autre sûreté que dans le point d'honneur & la Conscience qui nécessite les Monarques à tenir leur parole. Lors qu'un Monarque a traité avec un inférieur qui n'observe pas ses promesses, il peut profiter de la première occasion pour en tirer vengeance avec plus d'avantage que si l'autre avoit effectivement exécuté les conditions du Traité; mais les Etats inférieurs, & sur tout les Républiques telles que celle ci, ne peuvent se prévaloir de ces occasions. Ainsi il est raisonnable que Leurs HH-PP. soient à cet égard en repos du côté de la France en sorte qu'Elles puissent faire fond que, cas arrivant, Sa Majesté leur donneroit d'abord les secours promis, ou même romproit en faveur de Leurs HH. PP. avec leur Ennemi; & que l'on ne différera pas l'exécution des promesses sans quelque nouveau prétexte, ou en la faisant dépendre de quelque nouvelle prétention du Roi.

J'attendrai avec impatience le succès de pressantes instances que vous ferez, tant auprès de Sa Majesté que de ses Ministres, & de quoi Mr. le Comte d'*Estrades* a promis, tant à Mrs. les Députés, qu'à moi, de vous les

cond

conder de tout son pouvoir; je finis en vous priant de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 26. Janvier 1663.

M O N S I E U R,

On fait ici courir le bruit que la France & l'Angleterre ne souffriront pas que la Couronne de Portugal passe de nouveau sous la dépendance de la Castille; qu'on doit dépêcher pour cela quelques Personnes avec des ordres secrets, & même on dit que c'est le but du Voyage de Mr. de Cominger & de celui de Mr. Colbert-du-Terron; on attend ici le Lord Hollis en qualité d'Ambassadeur Ordinaire de la Grande Bretagne.

On m'a fait voir des Lettres de Madrid, où l'on mande que cette Cour s'accommoderoit volontiers avec les Portugais, à condition même qu'ils conserveroient leur Roi; mais avec quelque dépendance des Rois d'Espagne. Je sai fort bien que, du tems de la Guerre d'Espagne, Mr. le Cardinal étoit d'opinion qu'il falloit assister les Portugais & ne pas souffrir qu'ils retombassent sous la domination de Castille; mais les conditions de la Paix y ont fait de grands changemens.

Le départ du Cardinal d'Este de Toulon  
V 3 pour

pour se rendre ici fait espérer un Accommodement avec le Pape, sur tout puis que Mr. de *Crequi* reste à Toulon. Sa Sainteté a été fort inquiète & même malade de puis le départ de ce dernier de Livourne pour les Côtes de Provence.

C'est ainsi que certaines choses jettent la frayeur dans l'esprit des personnes qui ne s'y attendent point: il y en a qui prétendent que si l'on s'accommode avec Rome, on pourroit bien tomber sur Genève, Strasbourg ou Gênes, ainsi la crainte est générale.

Puis que les Traitez entre Leurs HH PP. & le Portugal ont été ratifiez, & qu'ainsi ils doivent être garantis par la France, suivant l'Article séparé dernièrement concilié ne seroit-il pas à propos qu'on m'en envoyât au plutôt une Copie autentique, afin que j'en puisse les mettre sur la Liste des Traitez qui doivent être garantis, & les produire avec les autres.

Je crains que cette Cour ne fasse demander à la Haye qu'on règle ce qui concerne Malte, Brest, Ravesteyn, Borckelo, Linth &c. avant de faire l'Echange des Ratifications; mais je feins de ne m'apercevoir de rien.

Le bruit qui court de la conclusion du Mariage de l'Empereur avec l'Infante d'Espagne, & du Voyage de l'Archiduc \* *Charles-*

Jo.

\* C'étoit le Fils aîné de l'Empereur *Ferdinand* & de sa seconde Femme *Marie-Leopoldine*, Archiduchesse d'Inspruck, il étoit né en Août 1649., il est mort en 1664. Evêque de Passau, d'Olmutz & de Breslau, & grand Maître de l'Ordre Teutonique.



*Joseph* pour venir prendre la Régence des Pais-Bas, fait naître ici bien des soupçons & donne lieu à une infinité de discours.

Je vous prie que celle-ci reste entre nous deux; je suis sans réserve, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 2. Février 1663.

MONSIEUR,

J'ai lû & examiné avec soin votre Lettre du 25. & les précédentes, je conviens que tout ce qui se passe est très désagréable & ne fait point honneur à la République; c'est trop dilérer, sous différens prétextes, l'Echange des Ratifications. Je fais que Leurs HH. PP. agissent & agiront toujours avec autant de sagesse que de prudence, & qu'ainsi Elles attendront avec patience quel sera le succès de cette affaire après qu'on s'y sera conduit d'une manière convenable. J'espère que tout ira bien à présent que les Conférences sont entamées entre Mr. d'Estrades & Mrs. les Députez.

On est toujours fort occupé ici du Projet de faire passer aux sujets de Sa Majesté tout le Commerce & la Navigation, & l'on veut obliger les étrangers *quoquo modo*, à y renoncer, & si nous n'avions pour nous un Traité d'Alliance, de Marine & de Commerce,

merce, en vain aurions-nous recours au Droit des Gens. Car il s'en trouve beaucoup qui voudroient ne plus voir ceux de la Nation Hollandoise, & il n'y a rien qu'ils ne mettent en œuvre pour y réussir.

Je fais des vœux au Ciel à ce que Leur HH. PP. dirigent tout de manière que leurs peines aient un heureux succès à l'avantage de notre chère Patrie, & des bons Sujets de l'Etat: rien n'y peut plus contribuer que la conservation du Commerce & de la Navigation. Ci-joint la minute d'une Lettre pour vous qui n'est pas signée. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 2. Février 1663.*

**M** O N S I E U R ,

Les affaires de la *Chambre de Justice* sont en cause que les autres Conseils ne régissent point les choses comme ils ont coutume, & comme cela se devoit; de-là vient quantité de plaintes de toutes les parties du Royaume qui me sont adressées par ceux de notre Nation.

Et quoi que, suivant le Droits de Gens & les anciens Traitez entre le Royaume & la République, l'administration ordinaire de la Justice dût avoir son cours sans interruption  
ce.

cependant, on remet continuellement la décision de toutes les affaires sous prétexte que le dernier Traité n'est pas ratifié, quoi qu'il soit en cela conforme aux anciens; que dis-je? on refuse ouvertement de rendre justice; par exemple, en ce qui concerne le Droit de Tonneau que l'on a fait payer aux Bâtimens Hollandois dans plusieurs Ports en entrant & en sortant, & par conséquent deux fois; ceux qui chargent le sel n'ont pû encore jouir de la réduction à 25. fois, quoi que suivant un Article séparé exprès, ils dûssent en jouir du jour de la signature du Traité.

Rien de plus extraordinaire que la manière dont les Fermiers du Droit de Tonneau mesurent les Bâtimens, en sorte que le plus sincère & le plus verace des bateliers, en déclarant la vérité telle qu'elle est réellement, ne s'accordera jamais avec les règles des Fermiers; alors même il s'expose à payer une grosse amende, joints à des fraix & dépens considérables, qui proviennent de ce qu'on renvoye ces sortes d'affaires à des Cours de Justice éloignées & nouvellement établies. Par exemple, un Maître de Navire Hollandois déclarant à *Nantes* la capacité de son Bâtiment d'une manière qui ne convient point avec la Règle du Fermier qui trouve toujours le Vaisseau plus grand qu'il n'est, ce Maître de Navire est condamné à aller plaider sa cause à *St. Malo*, c'est à dire à 60. lieues de *Nantes*, parce qu'il y a là un nouveau Tribunal établi, agréable aux Fermiers, qui doit connoître de ces courses & en or-

donner :—cependant , le Maître de Navire doit abandonner son Bâtiment & ses gens , surseoir sa Cargaïson , & n'attendre qu'une Sentence ruineuse & pour certain à son préjudice.

Sans le prétexte qui retarde l'Echange des Ratifications , on pourroit exposer ses plaintes & ces injustices notoires à Sa Majesté , qui en décideroit avec son équité ordinaire ; car il n'y a point de doute que tout cela se passe à l'insû de Sa Majesté , qui conçoit d'abord les choses qu'on lui représente , & qui écouterà toujourns avec attention les remontrances qu'on lui fera de la part de Leurs HH. PP. Je suis , &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 7. Février 1663.*

MONSIEUR ,

J'ai reçu vos Lettres du 2. de ce mois , qui , aussi-bien que vos Dépêches du même jour pour la Régence , m'apprennent la chagriante nouvelle que le Roi persiste à diférer l'Echange des Ratifications pour les mêmes raisons que ci devant. J'en ai encôre parlé hier très particulièrement à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* , qui m'a déclaré qu'il a reçu par la dernière Poste des Ordres qui portent , que la Garantie du Traité de la vente de Dunckerque doit aller *pari passu* avec l'Echange des Ratifi-

Ratifications. Je ne vous répéterai pas les raisons alléguées alors de part & d'autre, je vous les ai déjà écrites. Je vous prie seulement de représenter de la manière la plus forte & la plus efficace combien ce retardement est déraisonnable, & insistez particulièrement sur la demande d'une Liste signée des Traitez que la France veut produire pour être garantie, de manière qu'on vous la remette incessamment; afin qu'on ne soit plus exposé à de nouveaux obstacles, si, contre toute attente, on venoit encore produire le Traité de Lorraine.

J'ai en même tems parlé à Mr. d'*Estrades*, des contraventions & non-exécution du Traité, dont vous faites mention dans vos dernières Lettres, & je lui ai remis, à sa prière, le Mémoire dont je vous envoie Copie. Nous verrons quel en fera l'effet, aussi bien que des plaintes que vous ferez à Sa Majesté, suivant les Ordres que Leurs HH. PP. vous envoient, & de la manière que la nature des choses le demande. Vous recommandant à la garde du Tout-Puissant, je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 9. Février 1663.

MONSIEUR,

Quelques instances que j'aye faites auprès de Mr. de *Lionne*, par rapport aux Ratifications, je n'ai pû en tirer que quelques généralitez; & il m'a assuré que Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* avoit des Ordres précis du Roi d'en conférer avec les Députez de Leurs HH. PP., que cela devoit même être déjà fait, & que la Cour attendoit les Lettres de son Excellence pour savoir si l'on auroit goûté les ouvertures qu'il aura faites.

Je n'ai pas reçu de vos Lettres par la dernière Poste, & la Copie de l'Extrait du Journal de Leurs HH. PP. que j'ai reçüe, ne fait mention d'aucune Conférence avec cet Ambassadeur; permettez-moi de vous représenter qu'il est nécessaire pour le service de l'Etat, que je sois exactement informé, toutes les semaines, de ce qui se passe à la Haye, par rapport à cet Echange des Ratifications.

J'en ai encore parlé avant-hier à Mr. l'Intendant *Colbert*, & je lui ai recommandé cette affaire très sérieusement après l'avoir appuyée des raisons les plus fortes.

Il y a ici des Personnes qui veulent, que l'intention de la Cour est de ne point procéder

der à l'Echange des Ratifications, avant qu'on ait réglé les affaires de Malte, de Ravesteyn, de Brest, de Liuth, &c. Cependant, je ne remarque rien de cela dans les entretiens que j'ai avec les Ministres.

Au cas que l'Etat n'ait point la première vente ou cession de Ravesteyn comme Fief de Brabant en 1191., j'en ai une Copie parmi mes Papiers que je pourai envoyer par la première Poste, si l'on en a besoin.

On parle beaucoup de l'affoiblissement de la santé du Roi d'Espagne; je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 15. Février 1663.*

**M**ONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 7. de ce mois, j'ai reçu depuis la votre du 9.

J'ai eu l'honneur d'entretenir hier fort long tems Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* au sujet de l'Echange des Ratifications, & de ce qui en dépend, & les Commissaires de Leurs HH. PP. ont aussi été en Conférence avec lui, & aujourd'hui j'ai fait remettre à ce Ministre une Copie du Discours que je lui ai fait à cette occasion & qu'il m'avoit demandé: en voici une Copie que je vous envoie aussi.

Le Résultat de cette Conférence est contenu

tenu en substance dans la Résolution de Leurs HH. PP. que vous verrez aujourd'hui, & je ne doute point que vous ne représentiez avec vigueur à Sa Majesté combien les intentions de Leurs HH. PP. que cette Résolution contient, sont justes & raisonnables; & j'espère qu'enfin cela réussira, d'autant plus qu'il est à craindre qu'un plus long délai ne donne quelque ombre à Leurs N. & G. P. qui sont sur le point de s'assembler.

Faites sur tout en sorte qu'on vous remette au plutôt un Inventaire authentique des Traitez que la France veut produire, afin qu'il n'y ait plus de dispute sur ce sujet, & qu'on puisse être assuré qu'il n'y a que le Traité de Dunkerque qui nous arrête.

Je ne vois point sur quoi peuvent être fondez les discours de ceux qui prétendent que la Cour pourroit bien ne pas consentir à l'Echange des Ratifications, que les affaires de Malte, Ravesteyn, Rhynberg, Linth, &c. ne fussent réglées. Je puis vous certifier que si c'étoit-là véritablement l'intention de Sa Majesté, on laisseroit de ce côté-ci les choses aller leur cours, & l'on attendroit jusqu'à ce que l'on vît si cet Etat auroit le premier besoin de la France, ou la France de cet Etat.

La Lettre de 1191. touchant la Cession de Ravesteyn comme Fief de Brabant, est ici dans le Greffe de Leurs HH. PP.; ainsi, il n'est pas nécessaire que vous l'envoyez. Au reste, je vous suis très obligé de vos offres & du soin que vous prenez de la conservation des Droits de l'Etat, je suis, &c.

A



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN-DE WITT.

De Paris le 23. Février 1663.

MONSIEUR,

J'aurois fort souhaité d'envoyer ci-joint l'Inventaire des Traitez dont la France demande la Garantie, avec les Ordres que le Roi a donnez par raport au payement du Droit de Tonneau conformément à l'Article séparé qui a été dressé sur ce sujet.

Mr. de *Lionne* m'avoit absolument promis cet Inventaire; ensuite il m'adressa à Mr. le Comte de *Brienne*, qui me répondit qu'il ne vouloit pas se mêler de ces affaires-là.

Vous savez que son Fils a été éloigné de la Cour, & ce bon Père en est dans un chagrin mortel: il attribue la disgrâce de son Fils à quelques Personnes qu'il prétend lui vouloir du mal; ainsi, je crois que c'est-là la cause pour laquelle je n'ai pû avoir cet Inventaire qui m'avoit été promis.

Il est neuf heures du soir, mes gens sont chez Mr. de *Lionne*, qui attendent qu'il rentre, pour savoir si je puis envoyer cette Liste par cette Poste-ci, autrement ce sera pour la prochaine.

Les Fiançailles de Mademoiselle de Valois se célébreront de la manière suivante. Après demain, Dimanche, on conclura & signe-

signera au Louvre le Contrat de Mariage entre le Duc de *Savoye* représenté par le Comte de *Soissons* & cette Princesse. Lundi Mademoiselle de *Valois* ira prendre congé de *Madame*, où elle aura le même rang que ci-devant, n'étant pas encore Duchesse de *Savoye*; car alors elle prétendrait la préséance sur *Madame*, ce dont on ne convient pas ici: lundi *Madame* prendra aussi congé de cette Fiancée, & ensuite ces deux Princeses ne se verront plus.

Mardi le Mariage sera célébré solennellement, & alors chacun traitera cette Princesse en Duchesse de *Savoye*, & selon son Rang.

Il y a ici un Envoyé d'Espagne qui prendra soin des affaires de Sa Majesté Catholique en cette Cour, en qualité d'Envoyé Extraordinaire, jusqu'à ce que l'Ambassadeur Ordinaire soit arrivé.

On regarde ici le démêlé avec le Pape comme accommodé, & l'on ne craint plus de troubles de ce côté-là. Mr. de *Lionne* m'en a assuré en termes fort empoulez, disant que je pouvois le mander à Leurs HH. PP. comme une chose certaine.

Il est dix heures sonnées, mes gens reviennent de chez Mr. de *Lionne* qui me fait dire, qu'il ne pourra me remettre la Liste que je lui demande que pour la Poste prochaine n'ayant pû encore l'avoir de Mr. le Comte de *Brienne*. Je suis, &c.

A M. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 1. Mars 1663.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 23. du passé, ma dernière étoit du 15. Je ne vous ai point écrit par la dernière Poste, parce que j'ai été quelques jours hors de la Haye. Je dois vous informer aujourd'hui que la proposition de Sa Majesté pour faciliter l'Echange des Ratifications n'a pû passer dans l'Assemblée de Leurs HH. PP., parce que les Députés des Provinces d'un côté ne pouvoient pas engager leurs Commitans dans la promesse d'expédier la Garantie demandée dans le terme de trois mois ou autrement; & d'un autre côté ils pouvoient encore moins décharger d'eux-mêmes le Roi de l'obligation de ratifier l'Alliance conclûe, ou considérer l'Echange des Ratifications comme non avenue, au cas que l'on ne convint point de cette Garantie à la satisfaction de Sa Majesté avant le tems fixé; d'autant plus que Leurs HH. PP. prétendent, que le Roi de France est absolument obligé de produire la Ratification, & d'exécuter tout ce qui a été stipulé, quand même Leurs HH. PP. ne consentiroient pas à la Garantie du Traité de Dunkerque, ce qui néanmoins n'est pas leur intention, puis qu'Elles n'oublieront rien pour aller en cela au de-

devant de ce que ce Monarque peut désirer de raisonnable. Je vous prie d'insinuer cela aux Ministres, en y ajoûtant toutes les raisons que vous jugerez convenables. Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* s'est chargé \* d'envoyer en Cour un détail des raisons que je lui ai alléguées sur ce sujet.

Nous attendons par la première Poste la Liste des Traitez qu'il faudra garantir, suivant la promesse que vous nous en faites. Mais s'il arrivoit que, contre toute attente, vous y trouvasiez le prétendu Traité de Lorraine, ou quelque chose de semblable, j'espère que vous ne manquerez pas de le rejeter, & le faire effacer de la Liste pour les raisons qui vous sont connues, & qui sont contenues dans la Résolution de Leurs HH. PP. du 27. Juillet de l'année dernière, & dans celles qui ont suivi.

Mrs. du Colége des Nobles de Hollande & de West-Frise ont remarqué par la lecture de plusieurs de vos Lettres, que vous y qualifiez presque toujours le Vice-Amiral de *Ruyter*, du titre d'Amiral de *Ruyter*, pendant que Mr. de *Wassenaar* n'est nommé dans les Résolutions publiques, Lettres & autres Actes, que *Lieutenant-Amiral*; jugeant par conséquent que la qualification d'*Amiral* ne convient nullement dans cet endroit, & qu'il seroit à propos que vous le nommassiez le Vice Amiral de *Ruyter*. Je me suis chargé de vous en avertir, ce que je fais aujourd'hui; je suis, &c.

\* Voyez les Lettres d'*Estrades* du 15. Février & du 1<sup>r</sup> Mars 1663.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 8. Mars 1663.

**M** O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 1. de ce mois je n'ai rien reçu de particulier de votre main ; je n'ai eu que la Copie de ce que vous avez écrit à Mr. le Greffier.

Vous verrez par l'Extrait ci-joint, ce que les Etats de Hollande & de West-Frise ont résolu sur plusieurs Points importants par rapport aux affaires de France, en particulier sur l'Echange des Ratifications du Traité conclu le 27. Avril de l'année dernière, & sur la Garantie de Dunkerque, &c. Nous espérons que par la première Poste vous nous donnerez avis de l'Echange des Ratifications conformément au contenu du \* Mémoire que Mr. d'Estrades a délivré aujourd'hui à leurs HH. PP. & qu'on vous enverra aujourd'hui.

Je n'ai autre chose à vous mander pour le présent, ainsi je finirai en vous assurant que je suis, &c.

\* Voyez les Lettres de Mr. d'Estrades, sa Lettre au Roi du 3. de Mars 1663.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 16. Mars 1663.

MONSIEUR,

Les Conférences que vous avez euës avec Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* & dont j'ai reçu un détail de tems en tems, ont eu l'avantage de terminer toutes les difficultez qui arrêtoient l'Echange des Ratifications, ain que je l'ai mandé à la Régence par mes Dépêches du 8. de ce mois. Cet Ambassadeur en a rendu un si bon compte à la Cour qu'enfin voila cette épineuse affaire terminée. Permettez-moi de vous le dire, c'est là le chemin le plus court pour faire réussir ici les affaires que Leurs HH. PP. ont cœur. L'Etat a plus d'un moyen de se rendre cet Ambassadeur favorable.

Je n'ai pas manqué de représenter aux Ministres les fortes & solides raisons que vous m'avez écrites le 1. de ce mois, & afin qu'elles fissent plus d'effet, je les ai déduites dans un Mémoire que j'ai remis à Mr. de *Lionne*, qui m'a promis d'en faire la lecture à Sa Majesté, ce qu'il m'a dit avoir fait, que que l'affaire fût déjà terminée.

J'ai reçu par cet ordinaire, avec votre Lettre du 8., la Résolution de Leurs N & G. P. du 7. sur plusieurs Articles impor  
tan

ns que l'Etat doit à présent négocier avec France.

Ces sortes de Résolutions font ici un bon fet, parce qu'on remarque que les autres rovinces se conforment assez aux sentimens de Leurs N. & G. P., & l'on espère qu'elles suivront leur exemple, par rapport à la garantie de Dunkerque, que l'on a ici fort cœur.

On aura beaucoup plus de peine à obtenir l'abolition du Droit de Tonneau, qui sera maintenu par quelques Seigneurs, qui en sont les Inventeurs, sous prétexte que les Finances du Roi en retirent un profit réel; car ils ne s'arrêtent pas aux autres considérations plus importantes, comme le préjudice que ce Droit fait au Commerce & au bien des sujets.

Quant à la Compagnie de l'huile de Baleine, elle continuë à aller à reculons, en sorte qu'il y a toute aparence qu'elle tombera bien-tôt d'elle-même: aussi est-elle très préjudiciable aux Habitans de ce Royaume; car la Baleine, l'huile de Baleine, & tout ce qu'on tire de ce Poisson, est extrêmement cher, & coute beaucoup plus que d'ordinaire, parce que ceux qui ont ce Privilège ne s'en tiennent pas au Taux qui y est mis par l'Octroi.

Les magnifiques Projets pour établir à Dunkerque une Navigation & un Commerce considérable s'en sont allez en fumée, aussi-bien que l'établissement d'une Compagnie des Indes Orientales.

Le voyage des deux Vaisseaux que l'on a en-

envoyez l'année passée à Stokholm a fort mal réüssi; car outre que l'un des deux est péri devant Calais en revenant, les Suédois n'ont pas favorisé ce Commerce comme on l'avoit espéré, en sorte qu'on a beaucoup perdu sur les Marchandises, le Vin & le Sel qu'on y a envoyez; & les particuliers qui avoient pour leur compte toute sorte de Denrées qu'on croyoit être-là de débit, y ont perdu 50. pour cent.

Le Maréchal de la *Milleraye* perd plus de fix cens mille livres sur le dernier embarquement qu'il a fait pour Madagascar; & à présent on n'y envoye qu'un Vaisseau au lieu d'une Flotte; encore les gens que l'on a engagés désertent-ils tous, parce qu'ils ont ouï dire que tout va si mal à Madagascar: en sorte que le Maréchal a été obligé de faire enfermer le reste dans un Château; il y a même des Personnes qui osent faire courir le bruit que ce Vaisseau est destiné à aller en course sur les Indiens, pour réparer la perte que l'on a faite en dernier lieu.

J'ai ouï dire à gens qui doivent le savoir, que le Roi ne fera pas un gros armement par Mer cette année-ci. La Flotte que le Duc de *Beaufort* a commandée l'année dernière, a coûté au de-là de deux millions, ce qui rebute d'autant plus que cette Flotte n'a rien exécuté qui mérite attention.

Si Sa Majesté fait une fois réflexion aux avantages qu'Elle peut retirer de la bonne intelligence entre la France & Leurs HH. PP., la France & la République en retireront également beaucoup d'honneur & de réputation,



utation, & les Sujets des deux États y trouveront leur avantage particulier par raport à leur Commerce & à la Navigation; au lieu qu'à présent les uns & les autres sont exposés à de grandes pertes. Jetiens ces discours dans les occasions où je crois qu'ils peuvent être de quelqu'utilité.

Le cas qu'on faisoit de l'Alliance conclüe Francfort avec les Princes Voisins du Rhin est fort diminué de part & d'autre. Cette Alliance finit en Juin 1664. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 22. Mars 1663.*

**M**ONSIEUR,

Nous aprenons avec un plaisir singulier par vos Lettres du 16. de ce mois, & par vos Dépêches publiques, qu'enfin nous n'avons plus à craindre aucune nouvelle difficulté qui pût retarder plus long tems la Ratification du Traité & l'Echange des Traitez garantir, que nous aurons peut-être avis par la première Poste que l'Echange des Ratifications aura été effectivement faite.

On ne peut être dans de meilleures dispositions que le sont Mrs. les États de Hollande & de West-Frise, de faire tout ce qui sera raisonnablement en leur pouvoir pour obliger le Roi de France; particulièrement si le cas arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, où il s'agira

gira d'exécuter ce qu'Elles ont promis ; & Leurs N. & G. P. se fient entièrement en Sa Majesté, qu'en pareille occasion Elle tiendra fidèlement sa parole.

Il seroit à propos que vous profitassiez des occasions pour disposer peu à peu les Esprits touchant les Points qui résultent de la Résolution de Leurs N. & G. P. du 7. de ce mois. Leurs N. & G. P. de leur côté ne négligeront rien pour engager les autres Provinces à consentir à la Garantie du Traité de Dunkerque, afin que cela réussisse de ce côté-ci à la satisfaction de Sa Majesté, en sorte que dès qu'on aura délivré l'Acte que l'on demande sur ce sujet, on travaille effectivement à détruire tout ce qui seroit capable d'empêcher la réunion sincère des Esprits & des Intérêts des Sujets des deux Etats. J'y ai déjà disposé Mr. le Comte d'*Estrades*, & j'y travaillerai de tems en tems.

Je vous suis obligé des avis que vous me donnez sur plusieurs choses contenuës dans votre dernière Lettre : ce sont des preuves que les intérêts de cet Etat peuvent fort bien compatir avec ceux de la France, & qu'ils ne se détruiront plus les uns les autres. Je n'ai rien à ajoûter, ainsi je vous prie de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Mars 1663.*

MONSIEUR,

Il me semble que la Lettre ci-jointe du Consul *Martens* mérite attention, peut-être même trouverez-vous qu'elle est importante par rapport au Droit de Tonneau, & à l'incertitude du Traité conclû dernièrement avec eux d'Alger. Je laisse à votre sage & prudente conduite d'en faire l'usage qui lui paroîtra convenable, je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Mars 1663. fort tara.*

MONSIEUR,

Comme on est généralement irrité dans toutes les Provinces du Royaume contre le Droit de Tonneau; je vous laisse à penser s'il ne seroit pas à propos, & même si ce seroit pas le moment favorable, aussi-tôt après l'Echange des Ratifications, de représenter à Mr. le Comte d'*Estrades* le tort in-

Tome II. X supor-

supportable que les Sujets de Leurs HH. PP. en reçoivent dans leur Commerce, leur Navigation, & même leurs Personnes, & l'engager à déterminer le Roi, en vertu de la nouvelle Alliance, à supprimer ces deux Articles qui font tant de peine, la défense de l'entrée de l'huile de Baleine & l'impôt des 50. sols, puis que l'un est directement opposé à la liberté du Commerce accordé pour toujours & sans aucune borne en 1596. aux Sujets des Provinces-Unies; & que l'autre est contraire à l'égalité qui a toujours été entre les Sujets de Leurs HH. PP. & les naturels François, en sorte que les uns n'ont jamais été plus chargez que les autres en France ainsi qu'il se pratique encore, *vice versa* dans les Provinces-Unies. On pourroit alors me donner des Ordres absolus d'insister sur ces deux Points auprès de Sa Majesté.

On parle tout bas, même parmi les premiers de la Cour, d'une Négociation secrète entre le Roi & le Duc de *Mantouë*, par rapport à Casal & au Mont-Ferrat, & entre le Roi & le Duc de Savoye. Il s'agit d'accorder ces trois Princes moyennant quelque somme d'argent & quelque équivalent en Terres ou Provinces aux environs des Alpes. On dit que la France aquerra Casal & le Mont-Ferrat, non pour les garder, mais pour les rendre au Duc de *Savoye* avec une grosse somme d'argent, en échange de la *Savoye* entière & du Marquisat de *Saluces* qui cédera à la France avec tout ce qu'il y en de-çà des Alpes, en sorte que ces Montagnes serviront de Limites à la France du côté

côté de l'Italie, comme autre-fois. Je vous avouë que je n'ajoute point foi à ces discours, d'autant plus que Mr. de Lionne n'a très positivement assuré que cela n'étoit point.

Mr. Gravelles, Député du Roi à Francfort, a ordre de le déclarer à cette Assemblée, & en même tems, que Sa Majesté n'a jamais eu aucun dessein, ni sur le Montserrat, ni sur Genève.

Mr. Colbert-du-Terron, Intendant à Brouage, s'est embarqué sur un petit Vaisseau, sans qu'on sache où il est allé, ni pour quelle affaire.

J'atens la Liste des Traitez signée par Mr. Comte de Brienne, & j'envoye la demander, quoi qu'on eût promis de me l'envoyer; mais comme je n'en aprens aucune nouvelle, je ferme celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 29. Mars 1663.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos Lettres du 22. & du 23. de ce mois, depuis ma dernière qui étoit du 22. J'ai encore entretenu Mr. le Comte d'Estrades sur les griefs contenus dans la Résolution de Leurs N. & G. P. du 7. de ce mois, & je lui ai remis sur ce sujet un Mémoire

X 2

dont

dont je vous envoie Copie. Cet Ambassadeur est d'avis qu'il faut commencer par faire des remontrances au Roi & aux Ministres contre la Compagnie de l'huile de Baleine & l'Edit du 16. Décembre dernier ; mais qu'il ne faut point parler du Droit de Tonneau , parce que ce sera l'Article où l'on trouvera le plus d'opposition , jusqu'à-ce que toutes les Provinces aient consenti à la Garantie de Dunkerque, & que Sa Majesté ait par conséquent obtenu ce qu'Elle souhaite à cet égard. Je n'ai pas voulu insister davantage , parce qu'il m'a paru que l'intention de cet Ambassadeur étoit bonne, & qu'il prenoit à cœur d'entretenir & même d'augmenter la bonne intelligence entre les deux États. Au reste, vous pouvez, suivant vos Ordres travailler toujours à disposer les Esprits sur ces différens Grieffs, & sur les autres Points contenus dans ce Mémoire-ci, car les bons offices de cet Ambassadeur ne peuvent que seconder les sollicitations que vous ferez directement en Cour de la part de l'Etat.

Je ne doute pas que l'Echange des Ratifications ne soit faite avant la réception de celle-ci ; mais si je me trompois, nous espérons que vous mettrez tout en œuvre, suivant les Ordres de l'Etat, pour que cela se fasse au plutôt, ou pour pénétrer la véritable cause de ce nouveau délai ; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 30. Mars 1663.*

MONSIEUR,

J'ai reçu par la dernière Poste votre Lettre du 22. qui m'apprend les bonnes dispositions où sont Leurs N. & G. P. d'aller au devant de tout ce que cette Cour peut raisonnablement souhaiter. Je ne manquerai pas d'en faire usage dans l'occasion, aussi bien que du contenu de la Résolution du 7. de ce mois que vous m'avez envoyée.

Rien n'est plus étonnant que la conduite de cette Cour-ci, lors qu'il s'agit d'avoir les Originaux des Traitez conclus entre la France & les Princes Etrangers, sur tout de ceux qui ont été négociés hors de la France, souvent aussi-tôt qu'on s'en est servi, si l'on en a besoin on ne peut plus les trouver, car il arrive que ces Originaux restent entre les mains des Ambassadeurs qui les ont négociés, ceux-ci meurent-ils, ils passent à leurs Héritiers avec leurs autres Papiers, & souvent se perdent ainsi; en sorte que depuis que je suis ici il est arrivé qu'on m'a demandé des Copies de Traitez faits avec Leurs HH. PP., que les Ministres m'avoient dit ne pouvoir absolument point trouver.

Voilà la véritable raison pour laquelle on

a eu tant de peine à dresser & à me remettre la Liste des Traitez qui doivent être compris sous la Garantie de Leurs HH. PP.

Le premier Commis *Dufresne* me dit aussi, que comme Mrs. de *Brienne* Père & Fils étoient sur le point de se démettre, par ordre du Roi, de leurs Charges de Secrétaire d'Etat & des Commandemens du Roi, en faveur de Mr. de *Lionne*, on ne pouvoit tenir les Commis & les Clercs attachez à leur devoir comme ci-devant, parce que chacun d'eux travailloit à s'établir auprès de Mr. de *Lionne*; toutes ces circonstances me persuadent que l'on agit rondement dans l'affaire de l'Echange des Ratifications, & que j'aurai vous mander au premier jour qu'elle sera entièrement terminée. Tous mes soins & toutes mes instances se bornent présent à obtenir au plutôt une Liste complète des Traitez que Leurs HH. PP. doivent garantir, en quoi je trouve toujours quelques variations qui m'inquiéteront jusqu'à-ce que j'aye une Liste signée dans les formes.

On parle à présent plus ouvertement d'un Traité avec le Duc de *Mantouë* pour l'achat de Casal, du Marquisat de Mont-Ferrat & de tous les Droits & Prétentions qui en dépendent: on ajoute que le Roi transportera toutes les acquisitions au Duc de Savoye, qui céderoit alors à la France le Duché de Savoye, le Marquisat de Saluces & tout ce qui en dépend appartenant au Duc en de-çà des Alpes, qui serviroient à l'avenir de bornes à la France du côté de l'Italie. Mais comme



me Mr. de *Lionne* m'a encore affirmé en dernier lieu qu'il n'étoit rien de tout cela, ni des bruits que l'on fait courir par rapport à Genève, je ne peux croire ces premiers discours.

On dit aussi ouvertement à la Cour, que l'Intendant de Brouage est allé par Mer à Lisbonne avec une grosse somme d'argent, ce qui donne lieu à plusieurs discours qui n'ont peut-être aucun fondement.

Les Cours de France & d'Angleterre sont dans une parfaitement bonne intelligence, cela est très certain. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 5. Avril 1663.*

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 29. du passé, j'ai reçu la votre du 30. suivant; Leurs HH. PP. n'ont trouvé rien à redire à l'extension de l'Acte de Ratification que vous m'avez envoyée en même tems, & dans vos Dépêches à Leurs HH. PP., & Elles jugent que vous pouvez échanger, contre l'Original, l'Acte de Ratification de Leurs HH. PP.

Si, contre toute atente, on vous présentoit avec les Traitez à garantir celui de Lorraine, ou quelque'autre semblable contraire au contenu de la Résolution du 27. Juillet

de l'année dernière, ou qu'avant de produire ces Traitez on vous en parlât; vous ne manquerez pas sans doute de vous y opposer comme vous le devez, & sur tout vous ne promettrez pas d'en écrire à Leurs HH. PP. dont vous savez la dernière & absolue intention contenuë dans la susdite Résolution. J'ai jugé qu'il étoit de mon devoir de vous avertir de ceci. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 3. Avril 1663.*

MONSIEUR,

On continuë à parler ici du Contract secret que l'on dit conclu entre cette Cour & l'Ambassadeur Extraordinaire du Duc de Mantouë, pour la vente de Casal & du Marquisat de Mont-Ferrat, comme d'une chose que l'on fait bien; cependant, je ne puis encore le croire après les Déclarations qui m'ont été faites en termes formels par des Personnes qui sont au Gouvernail. Dans la visite que Mr. l'Ambassadeur *Grimani* m'a donnée pour prendre congé de moi, & dans celle que je lui rendis, il me confirma, aussi bien que mardi passé, le Maréchal de *Villeroi*, que Mr. de *Lionne* m'avoit dit la vérité, & que ce n'étoit qu'un bruit que la Cour de Rome faisoit courir, pour rendre les actions du Roi odieu-

Heufes aux Princes d'Italie, & exciter leur jalousie contre la France. Si cela est, il ne peut pas ajoûter foi à tout ce que l'on peut en même tems des suites de cette affaire.

Tels font auffi les bruits que l'on répand d'une Négociation avec le Duc de *Neuchâtel* qui veut céder à la France les Duchez de *Juliers* & de *Berg*: ce que je crois encore moins que les précédens.

Le Roi a heureusement réüffi dans le recouvrement de ses Finances, qui font présentement dans un si bon ordre, que les revenus de cette année fufiront pour satisfaire à toutes les dépenses, fans rien emprunter & fans rendre aucune somme d'avance sur l'année prochaine 1664., bien loin de-là, puis qu'au dernier de Décembre de cette année 1663. il restera un cinquième des revenus de cette même année, tout étant payé, & qui sert au remboursement de *Dunkerque*, à la dot de la Duchesse de *Savoye*, au payement de l'Archiduc d'*Inspruck*, &c.

Les Troupes qui font sur pied consistent en 600. Compagnies d'Infanterie, & 120. Cornettes de Cavalerie, qui font tous payez régulièrement tous les mois, aussi-bien que tous les Officiers & Domestiques de la Maison du Roi. Cependant, le Roi a remis pour plus de sept millions de Tailles depuis l'an 1660. à ses pauvres Sujets que la Guerre avoit extrêmement apauvris & diminuez; ainsi les années suivantes doivent être considérées comme bonnes & complètes, & le Roi sera en état, comme il le dit lui-même,

de faire sentir sa libéralité à ceux qui l'ont mérité & qui le mériteront.

Les Fermes sont tellement améliorées qu'elles rapportent tous les mois deux millions clairs & nets dans les cofres du Roi & la taille trente-deux millions par an. Le Roi a résolu de remettre une partie de celle-ci à ses Sujets; Dieu veuille que Sa Majesté prenne une semblable résolution par rapport aux Fermes, pour le soulagement du Commerce & de la Navigation des Etrangers; car il n'y a personne sur qui ce fardeau tombe comme sur ceux de notre Nation; je ne laisse échaper aucune occasion sans en parler.

Il y a ici une grande disette d'espèces, sur tout de celles d'argent, en sorte que l'on ne paye qu'en or; on attribue cela au paiement de cinq millions en argent que l'on vient de faire en Angleterre: il y en a qui disent que la Chambre de Justice en est la cause, & qu'aussi tôt qu'elle sera cassée, les espèces reparoîtront en abondance, parce que chacun cache à présent les richesses qu'il a en argent comptant, sur tout en argent, qui vaut beaucoup plus que l'or qui a plus de cours à présent pour cette raison.

Avant que la Chambre de Justice finisse, le Roi aura profité de plusieurs millions, & ses revenus annuels seront considérablement augmentez, puis que l'on assure que Sa Majesté sera en état l'année prochaine de dégager les Domaines de la Couronne qui ont été engagez: ce qui emportera de grosses sommes. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 5. Avril 1663.

MONSIEUR,

Les griefs contenus dans la Résolution  
de Leurs N. & G. P. du 7. Mars sont im-  
portans, & l'on est suffisamment fondé à  
demander à la Cour qu'Elle les redresse.  
Je continuerai, comme j'ai déjà commen-  
cé, à y disposer les Esprits jusqu'à ce que  
je voye quelque aparence de succès; mais  
on se déclare furieusement ici pour tout ce  
qui apporte de l'argent & augmente les Re-  
venus publics.

J'ai rendu, mécredi dernier, une visite  
à Mr. l'Intendant *Colbert* pour le remercier  
de ce qu'il m'a procuré des Lettres adressées  
aux Receveurs des Droits du Fret dans les  
Ports de la Manche & du Ouest de la Fran-  
ce, pour leur recommander l'exacte observa-  
tion de l'Arrêt du 16. Février dernier par  
rapport au Droit de Tonneau, conformé-  
ment à l'Article séparé. Je me plaignis en  
même tems du trop long retardement de  
l'Echange des Ratifications, qui fournit un  
prétexte à toutes les injustes vexations aux-  
quelles sont exposez les Sujets de mes Maî-  
tres dans la plûpart des Ports du Royaume.  
Sa réponse ne me donna aucune marque de

quelque disposition à pourvoir à ces desordres, ce que j'atendois cependant de lui; car il s'étendit beaucoup sur tout ce qu'il pût alléguer pour justifier ces desordres plutôt que sur les moyens de les corriger, même sur l'injustice criante de ceux qui jaugent les Navires par raport au Droit de Tonneau, puis que souvent ils les estiment une fois plus grands qu'ils ne sont. Il me répondit sur cet Article, que Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires qui avoient été ici en 1661. & 1662. s'en étoient souvent plaints, mais qu'on n'avoit pû s'accorder lors qu'on avoit voulu dresser un règlement pour cela à l'exclusion des Officiers Royaux; & que si j'avois quelque sujet de plainte à cet égard que je n'avois qu'à en dresser un Mémoire. La vérité est, Monsieur, que si l'on continuë à jauger les Bâtimens de cette manière-là, nos Maîtres de Navires seront contraints de renoncer à la Navigation dans les Ports de ce Royaume; c'est-là le point important.

L'Octroi de la Compagnie du Nord établie dans ce Royaume est si mal dressé & sa Pêche est si troublée & si ruineuse, que l'on auroit déjà révoqué ce Privilège, si la Couronne ne se faisoit pas un point d'honneur de casser cette Compagnie à la Réquisition de Leurs HH. PP. On me conseille de laisser cette affaire aller son cours & de ne faire sur cela aucune instance auprès du Roi, ou des Ministres: elle se ruinera d'elle-même, & elle n'est déjà que trop chargée par une avance de huit cens mille livres pour l'achat

chat d'une certaine quantité d'huile de Baleine, & d'autres choses qu'on tire de la Baleine, qu'ils ne peuvent débiter, parce que le petit Peuple se sert d'autre lumière, vû que ceux qui ont ce Privilège ne s'en tiennent pas au taux mis à ces Denrées par le Privilège, & qu'ils en ont augmenté considérablement le prix. On m'a assuré qu'ils ont résolu de renoncer d'eux-mêmes à l'Arrêt qui défend l'entrée de l'huile de Baleine dans le Royaume & d'en permettre le transport & l'entrée libre à tous les François & Etrangers; pourvû que le Roi y mette un Droit d'entrée pendant quelques années à leur avantage & pour dédommager la Compagnie. Je vous prie de me mander comment vous jugez que je dois me conduire par raport à cet Article.

Je me suis laissé dire que Leurs N. & G. P. pensoient à établir dans leurs Ports le Droit de Tonneau sur les Bâtimens François. Je souhaiterois être informé de ce qui en est, afin que, si on le juge à propos, je puisse m'aquiter de mon devoir pour le bien de l'Etat & de ses Habitans; car on parle de cela de bien des manières différentes, & il seroit bon qu'on y fît attention. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 6. Avril 1663.

MONSIEUR,

Peut-être que l'on trouvera deux points qui méritent quelque attention dans la Liste signée, que la Cour m'a envoyée ce soir avec l'Acte de Ratification.

Premièrement, il y a dans cette Liste un Traité fait entre le Roi & le Duc de Lorraine pour la Restitution de ses Etats. Il est à remarquer que ce Traité est une suite du Traité de Paix des Pirenées, bien différent de celui que Leurs HH. PP. m'ont si absolument défendu de recevoir, & qui a été fait en dernier lieu avec le Duc *Charles* qui y cède ses Etats au Roi de France. Ce Traité n'est point dans la Liste; car sur le refus que j'ai fait de l'admettre, les Ministres ont promis qu'il ne seroit pas mis sur la Liste.

La seconde remarque est plus importante, c'est qu'on a mis derrière cette Liste, par abus, le Traité avec l'Angleterre pour l'acquisition de Dunkerque; car Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* est convenu avec Leurs HH. PP., que ce Traité ne seroit pas compris sous la Garantie de l'Alliance du 27. Avril 1662., & l'Acte ou Déclaration du Roi que l'on m'a remis ici entre les mains, dit expressément



pressément la même chose; & lors que Mr. de *Lionne* me donna la Liste qui n'étoit pas signée & que j'ai envoyée à Leurs HH. PP., il y mit, à la vérité à la fin, ce Traité avec l'Angleterre, mais il l'avoit séparé des autres par une Ligne; Mr. de *Brienne* qui ne va plus à la Cour me fait dire dans le moment, sur ce que je l'avois fait prier d'ôter le Traité de Dunkerque de cette Liste, qu'il ne le peut pas faire, puis que le Traité de Dunkerque se trouve dans la Liste des Traitez que le Roi vient de lui envoyer. Il est si tard, & Mr. de *Lionne* demeure si loin, que cet abus ne peut être corrigé avant le départ de ce Paquet. Les Députez de Leurs HH. PP. régleront bien cela avec Mr. d'*Estrades*, & de mon côté j'en parlerai à Mr. de *Lionne* qui ne fera point difficulté de le corriger; en sorte que cela ne fera pas la moindre difficulté.

J'ai remis à Mr. de *Lionne* neuf des Traitez contenus dans la Liste de Leurs HH. PP. & qui sont en Flamand, ou en Allemand, afin qu'il puisse les faire traduire, parce, dit-il, qu'on ne veut pas admettre ici, ni l'une, ni l'autre de ces Langues. Il me demanda cette grace que je lui accordai d'abord.

Au reste, j'ai encore entre les mains les autres Traitez Latin & François, & l'Acte de Ratification, que je délivrerai aussi-tôt que la Cour sera prête à delivrer les siens.

Si vous trouvez à propos de témoigner à Mr. d'*Estrades* dans un compliment de la part de Leurs HH. PP., qu'Elles ont appris avec un sensible plaisir avec quelle bonté & quelle

quelle sincérité Sa Majesté s'étoit expliquée avec moi avant de me faire remettre son Acte de Ratification & la Liste signée, je ne doute pas que cela ne fît ici un bon effet : car c'est la vérité que Sa Majesté avoit ordonné que cela se fît aujourd'hui, sans plus de délai, &c.

Si l'on pouvoit à présent avoir le consentement des autres Provinces pour la Garantie de Dunkerque, tout seroit terminé en même tems. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 12. Avril 1663.*

MONSIEUR,

La dernière que je me suis donné l'honneur de vous écrire étoit du 5. de ce mois, j'ai reçu en leur tems vos Lettres du 3. du 5. & du 6. avec vos Dépêches publiques. J'ai fait aujourd'hui en particulier un compliment à Mr. d'*Estrades* pour le remercier de la manière gracieuse dont le Roi en a agi en délivrant son Acte de Ratification : j'ai profité pour cela de l'occasion d'une visite que son Excellence m'est venu faire ; car un gros rume m'a empêché pendant ce mauvais tems d'aller à la Cour.

Vous avez des Ordres absolus & précis par rapport à la Liste des Traitez dont la France demandera la Garantie de cet Etat, dans les  
Ré-

Résolutions de Leurs HH. PP. du 27. Juillet & du 16. Août de l'année dernière; suivant ces Résolutions vous devez premièrement & sur tout, examiner si les Traitez qui se trouvent sur la Liste ont été entièrement achevez & perfectionnez avant la conclusion de l'Alliance, même s'ils ont été ratifiez ou non; car il est évident, par le texte du Traité & par le VII. des articles séparés, que les Traitez qui n'ont pas été perfectionnez avant la conclusion de ce Traité d'Alliance, ne sont pas compris sous la Garantie.

Secondement, on ne peut étendre cette garantie qu'aux Traitez faits par le Roi, ou par Leurs HH. PP. avec d'autres Rois, Princes, ou Etats, suivant la Lettre du III. & autres Articles de l'Alliance, & non pas aux Traitez que d'autres Rois, Princes, ou Etats auroient faits entr'eux, sans que Sa Majesté, ou Leurs HH. PP. y soient compris comme Partie contractante; en sorte qu'il ne suffit pas pour comprendre un Traité sous la Garantie, que Sa Majesté, ou Leurs HH. PP. en ayant été les Médiateurs, ou que l'un ou l'autre en soit demeuré Garant; puis qu'il est simplement stipulé par l'Alliance, que l'on s'aidera mutuellement à obtenir des autres Rois, Princes & Etats, l'exécution de ce qu'ils ont promis, soit à Sa Majesté, soit à Leurs HH. PP. respectivement sous leur sceau & leur seau, jusqu'à employer même les armes pour cela s'il étoit nécessaire. Mais il n'est pas dit qu'on exigeroit pareille exécution à l'avantage de quelqu'autre Roi, Prince, ou Etat, par rapport à quelques promesses

messes qui leur auroient été faites & non à la France, ou à Leurs HH. PP. C'est pour-quoi nous n'avons produit de ce côté-ci aucun Traité de cette espèce, pas même celui de 1660. conclû entre la Suède & le Danemark, qui se trouve cependant sur la Liste qu'on vous a donnée de la part de Sa Majesté, & que Leurs HH. PP. n'auroient aucune raison de ne vouloir pas garantir conjointement avec la France, dès qu'Elles en seroient priées, mais indépendamment de l'Alliance qui n'y a aucun raport, comme je viens de le faire voir.

Je vous ai déjà écrit que je ne pouvois comprendre quelle pouvoit être l'intention de la France, en comprenant sous la Garantie le Traité qu'elle a fait en 1655. avec le Protecteur *Cromwel*. Vous m'avez mandé alors que ce Traité avoit été nommé par abus, & qu'il ne seroit point produit. Cependant, il se trouve sur la dernière Liste. Je vous avouë qu'il ne convient pas à Leurs HH. PP. de le trouver mauvais, puis que l'Etat est obligé à maintenir les droits que la France pouroit fonder sur ce Traité dès à présent & pendant que durera l'Alliance; mais je ne vois point quel Droit Sa Majesté peut à présent fonder sur ce Traité & quel avantage Elle peut en tirer à l'avenir.

Vous êtes plus en état que qui que ce soit d'examiner quels sont les Traitez de la dernière Liste auxquels ces Régles sont applicables; car il y en a plusieurs dont on n'a pas connoissance ici, où l'on ne fait ni quand ils ont été conclûs, parce que les dates ne sont pas

is exprimées dans la Liste, ni quand ils ont été perfectionnez par une Ratification formelle, qui doit décider de leur validité.

Leurs HH. PP. ont enfin résolu de lever dans les Ports de l'Etat un Droit de Tonneau sur les Vaisseaux étrangers, tel que leurs Souverains le font payer aux Vaisseaux de l'Etat; c'est à dire par rapport à la France, aussi long tems qu'elle fera payer ces Droits aux Bâtimens des Sujets de la République. On travaille à dresser l'Ordonnance & les Ordres nécessaires pour l'établissement de ce Droit: mais si l'on pouvoit engager le Roi à abolir entièrement ce Droit, quelle fin vous devez faire les plus pressantes instances suivant les précédentes Résolutions de l'Etat, on suspendroit d'abord ici cet établissement. Au reste, il nous paroît ici que en n'est plus injuste que la manière dont on lève les Bâtimens dans les Ports de France, ainsi que vous nous le marquez dans vos dernières Lettres, & au cas qu'on ne voulût pas consentir à l'abolition totale de ce Droit, que l'on continuë à le faire payer par provision de part & d'autre, il sera à propos de faire sur ce sujet de fortes remontrances & demander qu'on remédie à cette vexation.

Il me semble qu'on doit être content que les Maîtres de Navires payent le Droit de Tonneau à proportion de leur charge, & que par conséquent les Bâtimens vuides ne devoient rien payer, c'est ce qui est fondé sur l'Ordonnance du Roi donnée à Fontainebleau le 16. Juillet 1655. dont les termes sont rapportez dans la Lettre du Consul

*D<sup>es</sup>.*

*David Martens*, que vous m'avez envoyées le 23. du mois passé; c'est sur quoi il me semble que vous devez insister auprès du Roi & des Ministres.

Mais si l'on avoit quelque raison pour le refuser, ce que je ne crois pas; au moins les Vaisseaux qui partent des Ports de France pour ceux des Provinces, étant chargés autant qu'ils le peuvent être, ne devroient payer le Droit de Tonneau qu'à proportion de *Last-gelt* qu'ils payent à l'Etat; ce dont on peut s'assurer sur la foi des Actes publics: ce qui il me semble qu'il est tout à fait déraisonnable qu'on permette aux Fermiers en France de piller & de taxer les Sujets de l'Etat au-delà du port de leurs Vaisseaux tel que leur propre Souverain l'a approuvé. On peut alléguer sur cela pour exemple ce qui se pratique au Peage du Sundt que l'on paye au Roi de Dannemark en produisant les Passeports qui prouvent ce qui a été payé ici pour le Droit de Convoi & Licent, sans que l'on fasse d'autres perquisitions ou examens: sur quoi l'on a établi de si bons Ordres depuis quelques années, à la réquisition de la Cour de Dannemark, que depuis ce tems-là on n'en a eu aucunes plaintes.

On est convenu en 1647. avec le même Roi, que les Bâtimens de ce Païs qui vont charger des bois en Norwege payeroient suivant leur port, comme vous le savez sans doute. Il me semble que si l'on ne peut faire mieux il seroit plus supportable d'en passer par une pareille convention avec la France, que de dépendre de la discrétion des

s Fermiers du fret. J'attendrai une Lettre  
votre part qui m'informe du succès qu'au-  
nt eu les plaintes que vous ferez sur ces  
olences, ou de l'apparence que vous trou-  
rez de réussir ou non, avec vos considéra-  
ons & votre avis sur ce qu'il seroit à propos  
faire.

Il est à souhaiter que la Compagnie du  
ord se ruine d'elle-même quant au des-  
n que les Intéressez semblent avoir, de  
noncer à leur Octroi moyennant le profit  
ils retireroient pour leur indemnisation,  
quelqu'Impôt qu'ils prieroient le Roi de  
ettre sur l'entrée des denrées du ressort  
leur Octroi, il me semble que l'Etat  
aura aucun sujet de s'en plaindre ou de  
oposer, dès que cet Impôt sera géné-  
sur le Sujet comme sur l'Etranger; &  
il faudra laisser aux Sujets le soin d'en  
re leurs plaintes, puis qu'ils seront les  
ils qui porteront le fardeau de cet Impôt  
qui coureront le hazard de ces denrées,  
autant que si l'on vouloit s'y opposer, il  
droit faire entendre que les Sujets de la  
épublique en seroient plus foulez que ceux  
Sa Majesté. Au reste, vous me ferez  
uisir de me marquer ce que vous en pen-  
, & quelles sont vos considérations sur  
tte affaire, aussi bien que sur l'établisse-  
ent du Droit de Tonneau dans ce Pais-  
sur tous les Bâtimens François; je suis,

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 12. Avril 1663.*

MONSIEUR,

Sur l'avis que vous m'avez donné, qu  
Sa Majesté a conféré à Mr. de *Lionne*,  
Charge de Secrétaire d'Etat & de sès Com  
mandemens, j'ai jugé à propos de l'en féli  
citer par un mot de Lettre ci-jointe, doi  
je vous envoie une Copie; car dans ce Po  
te il dépendra souvent de ce Seigneur  
contribuer à l'entretien de l'amitié & de  
bonne intelligence entre les deux Etat  
Ainsi, je vous prie de rendre à Mr. de  
*Lionne* cette Lettre de félicitation, dans  
première visite que vous lui donnerez,  
d'y ajoûter de bouche ce que vous jugerez  
à propos pour l'avantage de l'Etat, & poi  
lui rendre ce Ministre d'autant plus favor  
ble. Vous obligerez infiniment celui qui e  
avec toute l'estime possible, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 13. Avril 1663.

MONSIEUR,

J'ai appris avec beaucoup de plaisir par la  
votre du 5. que vous approuvez le contenu  
de l'Acte de Ratification de l'Alliance tel que  
le Roi me l'a fait remettre entre les mains.

J'ai fait voir ci-devant celui de Leurs HH.  
PP. à Mrs. les Comtes de *Brienne*, qui l'a-  
prouverent alors excepté le titre de Sérénis-  
me, sur lequel ils cessèrent ensuite de faire  
quelque difficulté.

Vous verrez par la Lettre ci-jointe, que le  
Roi a fait rayer le dernier article de la Liste  
qui contenoit le Traité de Dunkerque; ainsi  
voilà cet abus corrigé, & j'espère que tout  
sera bien-tôt prêt pour l'entier Echange, à  
moins que Leurs HH. PP. n'ayent quelque  
chose à alléguer contre les Traitez couchez  
sur la Liste, ce que je ne crois pas.

Mais au cas que cela fût, je vous prie de  
m'en donner avis au plutôt, quand même il  
audroit envoyer un exprès, & de me faire  
avoir les raisons qui appuyeroient les préten-  
tions de Leurs HH. PP. & qui pourroient ser-  
vir à les faire valoir ici.

Car aussi-tôt que cette Cour-ci sera prête à  
se délivrer le reste des Traitez qui doivent  
être

être garantis , je n'ai aucune raison de différer à delivrer de mon côté ceux de Leurs HH. PP.

Il me semble qu'il y a beaucoup de franchise dans les dispositions que le Roi fait paroître de vouloir cultiver une intime amitié & une étroite correspondance avec Leurs HH. PP. Je règle sur ces apparences tous les discours que je tiens aux Ministres, & je n'oublie rien pour leur insinuer que le Roi n'a point de meilleurs, ni de plus fidèles Alliez, & qui puissent lui être plus utiles que Leurs HH. PP., puis que, le Seigneur bénissant leurs Forces maritimes & leur Commerce, non seulement ils peuvent procurer à la France de grands avantages; mais même étroitement unies avec la France, par une Alliance telle que la dernière, contribuer à mettre le Roi & son Royaume au dessus de tous les Potentats Chrétiens, & le maintenir dans cet éclat contre la jalousie & les mauvaises intentions de quiconque voudroit en troubler le repos. Voilà mon plan, & je les ai déjà si pleinement convaincus que les choses sont telles que je les leur dis, que le Roi me paroît très-disposé à contribuer de son côté en tout ce qui peut augmenter & conserver la grandeur de Leurs HH. PP. & le bien de leurs Sujets, puis que cela est compatible avec le bien de la France, qui tire avantage de l'augmentation de la Puissance de la République, dont elle ne doit point se méfier, puis que les Intérêts communs sont cause qu'on regarde la prospérité & la puissance de son Allié comme la sienne propre.

Je suis persuadé que Leurs HH. PP. contribueront de leur côté en tout ce qui pourra nourrir & augmenrer l'affection de Sa Majesté pour la République autant que l'équité & le bien de leurs Sujets le leur permettront : c'est ce que j'affure constamment aux Ministres.

Si Leurs HH. PP. jugent à propos de se conformer à la Résolution de Leurs N. & G. P. que vous m'avez envoyée, & me recommander cette affaire, vous pouvez croire que je m'y employerai avec tout le zèle & la diligence dont je suis capable, comme je fais en toutes occasions, je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 19. Avril 1663.

MONSIEUR,

Je vous ai marqué fort au long dans ma dernière du 12. de ce mois ce qui étoit à remarquer, selon moi, sur la Liste des Traitez qui vous avoit été remise de la part de la France. Vous recevrez en même tems que celle-ci la Résolution de Leurs HH. PP. sur le même sujet. Nous ne doutons pas que tout n'ait été corrigé, avant la réception de cette résolution, sur les instances que vous n'aurez pas manqué de faire *in antecessum*.

Si les Traitez de la Suède avec l'Archiduc d'Insprouck, & les autres, n'ont été perfectionnez

tionnez qu'après la conclusion de l'Alliance, comme je le crois, & que le Roi paroissant souhaiter que Leurs HH. PP. les garantissent, je crois qu'ils ne contiendront rien que Leurs HH. PP. puissent faire difficulté de garantir dans un Article séparé comme celui de Dunkerque.

Je n'ai pas manqué, avant de vous écrire ma dernière, & même depuis, d'entretenir Mr. le Comte d'*Estrades* de toutes les Remarques, que l'on avoit faites ici sur cette Liste, & comme cela parle de soi-même, & qu'elles sont toutes fondées en raison, je n'ai pas eu de peine à lui en faire concevoir l'équité, en sorte qu'il n'aura pas manqué à seconder d'ici les instances que vous aurez faites sur ce sujet.

Nous espérons que vous nous marquerez par la première Poste qu'on aura corrigé cette Liste conformément à ces Remarques: en ce cas je crois que vous pouvez sans peine delivrer la Ratification de Leurs HH. PP. en faisant l'Echange des Listes, quand même les Copies des Traitez que la France doit delivrer ne seroient pas encore achevées.

J'ai reçu votre Lettre du 13. en même tems que vos Dépêches publiques. J'y ai vu avec un véritable plaisir, que le Roi continuë dans les bonnes dispositions auxquelles nous ne manquerons pas de correspondre de ce côté-ci avec les intentions les plus droites. Je n'ai rien d'important à vous mander aujourd'hui, ainsi je finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 18. Avril 1663.

MONSIEUR,

Le lendemain de l'arrivée de la Poste des Pais-Bas, j'ai rendu une visite à Mr. de Lionne, & après lui avoir dit ce que j'ai jugé convenable de l'estime que l'on a justement pour vous & de votre crédit dans le Gouvernement, je lui ai remis votre Lettre de félicitation, en m'étendant un peu sur les services importants qu'il avoit rendus pendant la Négociation de l'Alliance, & en levant plusieurs difficultez qui auroient pû en retarder la conclusion, que son Excellence y avoit mis la dernière main depuis que le Traité avoit été conclû en donnant à la République les preuves des dispositions où elle étoit de contribuer à le faire exactement exécuter, je l'invitai à persister dans les mêmes sentimens, & à employer pour cela le crédit qu'il avoit auprès du Roi & des autres Ministres. Enfin, j'ajoutai, comme de moi-même, que j'étois persuadé que si son Excellence vouloit entretenir avec vous une exacte correspondance de Lettres, rien ne pourroit être plus utile pour le service du Roi & de la République.

Mr. de Lionne témoigna que votre félicitation

tation lui faisoit beaucoup de plaisir, il lut une partie de votre Lettre, & me remercia de l'honneur que lui faisoit le discours que je venois de lui tenir, & qu'il tâcheroit de mériter par tous les services qui dépendroient de lui, ajoutant que je pouvois vous en assurer & Leurs HH. PP., ainsi qu'il ne manqueroit pas de vous le témoigner lui-même en vous faisant réponse.

Il est certain, Monsieur, que puis que Mr. de *Lionne* est chargé de toutes les affaires étrangères, qu'il dirigera encore plus que par le passé, vû sa nouvelle Charge & son crédit auprès du Roi, une mutuelle correspondance entre vous & lui, ne pourroit être qu'une très avantageuse, puis qu'il vous seroit facile de disposer les choses de manière que cette Alliance pourroit produire des fruits très avantageux à l'Etat & à ses Habitans. Permettez-moi d'ajouter à ceci que Mr. le Comte d'*Estrades* rend de son côté de bons services, & qu'il n'oublie rien pour rendre agréable à cette Cour-ci la conduite & les dispositions de Leurs HH. PP. Il est aisé d'entretenir les bonnes dispositions de cet Ambassadeur, l'Etat & vous, Monsieur, en avoir plusieurs moyens en main.

Mr. d'*Estrades* m'a dit avant son départ qu'il avoit ordre de Sa Majesté de communiquer à Mr. de *Lionne* les affaires de son Ambassade, & ce qui concernoit le service secret de Sa Majesté, ce que ce Ministre se fera bien plus obligé de faire à présent, puis que cela est du Ressort de la Charge de Secrétaire d'Etat & des Commandemens. Je su

*Mrs. Jean de Witt & G. Boreel.* 509

en très bonne intelligence avec son Excellence, & je suis sans réserve, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 19. Avril 1663.*

MONSIEUR,

Depuis l'hiver qui a été extraordinairement froid, nous avons eu ici long tems des vents de l'Est & du Nord, qui ont causé un grand nombre de maladies; j'apprends avec chagrin que vous en soyez aussi attaqué, & je prie Dieu pour le rétablissement de votre santé & qu'il lui plaise vous la conserver long tems pour le bien de la Patrie.

J'ai fait de nouvelles plaintes aux Ministres sur l'injuste procédé de ceux qui lèvent le Droit de Tonneau; mais comme cette affaire est du département de Mr. l'Intendant *Colbert*, ces Messieurs me renvoyent à lui; & mécredi il m'assura que le Roi avoit résolu d'ôter le Droit de Tonneau aux fermiers des cinq grosses fermes, & de l'affermir à d'autres, d'autant qu'il ne fait point partie de ces cinq grosses fermes, & qu'alors on établira un ordre pour remédier à ce que je nomme un procédé injuste par rapport aux Bâtimens des Provinces-Unies. Je suis fâché d'être obligé de vous mander que jusqu'à présent je ne remarque ici aucune dispo-

sition à abolir entièrement le Droit de Tonneau, & que si les François, ou les Hollandois Naturalisez, achètent des Bâtimens Hollandois & les mettent en Mer le Commerce & la Navigation des Sujets de Leurs HH. PP. en souffriront considérablement de tous côtez, &, si Dieu n'y met la main, l'un & l'autre sont en grand danger, à moins qu'on n'y pourvoye au plutôt par quelques expediens compatibles avec l'Alliance, tels que j'apprends qu'on en cherche chez nous depuis quelque tems.

Si l'on exécute religieusement l'Ordonnance donnée le 16. Fevrier 1663. en conformité de l'Article séparé de l'Alliance, non seulement nos Vaisseaux ne seront plus exposez aux vexations des mesureurs; mais même par rapport aux Bâtimens pour le Sel, nous attirerons à nous seuls, à l'exclusion des autres Nations étrangères, tout le Commerce du Sel à cause de l'exemption de la moitié du Droit de Tonneau que les autres continuent à payer sur le pié de 50. sols.

Mais si les François & les Hollandois naturalisez en sont entièrement exempts, & qu'on n'employe pas chez nous de moyens de rendre cette exemption commune en mettant quelque impôt parallele dans les Ports de l'Etat, nos Vaisseaux seront obligez de renoncer au transport du Sel, puis que n'y ayant que les François ou les Naturalisez d'absolument exempts, les autres ne pouvant l'aller chercher avec leurs Vaisseaux à aussi bas prix, on ne le prendra plus d'eux ni dans les  
Pais-



Païs-Bas, ni dans les autres Païs où l'on se sert du sel de France.

Si Leurs HH. PP. font payer dans leurs Ports un pareil Droit de Tonneau aux Bâtimens des François & des Naturalisez, ainsi qu'ils le peuvent suivant le Traité d'Alliance; ce fera un moyen certain d'empêcher les François ou les Naturalisez d'aporter chez nous le Sel que nous consomons; mais nous resterons frustrés du profitable Commerce du Sel, que nous faisons présentement dans tous les Païs étrangers; car les François & les Naturalisez pourront y transporter le Sel à droiture en passant sur les Côtes de Hollande vers le Nord où l'on se sert de Sel de France. Je n'ai pû encore trouver de remède à ce mal, c'est à dire par rapport au trafic du Sel de France dans les quartiers où on s'en sert; car les notres étant surchargez de 25. sols par Tonneau ne peuvent donner leur Sel au même prix que les François & les Naturalisez qui en sont exempts, peut-être que les Marchands expérimentez dans cette branche du Commerce trouveront quelque expedient; c'est ce que j'apprendrois avec plaisir: mais il y a plusieurs quartiers dans le Nord où l'on aime mieux le Sel de St. Ubes que celui de France. Les notres l'emporteront dans ces endroits-là; car les François & les Naturalisez ne peuvent pas aller chercher ce Sel de Portugal avec aussi peu de fraix que notre Nation qui est fort ménagère, outre que la Paix que nous avons avec le Portugal & avec les Corsaires de Tunis & d'Alger nous met à couvert de bien de la dépense &

de bien des dangers ; car nos Vaisseaux n'ont plus besoin de si nombreux équipages, ainsi il y a moins de dépense & pour l'équipement du Vaisseau & pour l'assurance. Au lieu que les François & les Naturalisez sont encore en guerre avec les Algériens, & par conséquent doivent avoir plus de monde sur leurs Vaisseaux pour continuer ce Commerce en sûreté.

Si Leurs HH. PP. pouvoient obtenir du Roi de Portugal, que ceux de notre Nation qui vont charger le Sel jouissent à St. Ubes de quelque exemption qui ne seroit pas accordée à d'autres, les nôtres resteroient sans doute maîtres du trafic du Sel de Portugal ; mais il n'y a guère d'apparence, vû le crédit que les Anglois ont en Portugal. Si le Roi de Portugal étoit resté, par le dernier Traité, Débiteur envers Leurs HH. PP. de quelque somme payable en argent ou en marchandises, Leurs HH. PP. pourroient tâcher d'obtenir du Roi en paiement la recette du Droit sur le Sel à St. Ubes, en diminution de cette Dette, & en favoriser les Hollandois qui vont charger le Sel. De cette manière notre Nation resteroit entièrement maîtresse du Commerce du Sel de Portugal, qui au Rafinage rend une fois plus de profit que celui de France ; car celui-ci n'augmente que de 25., 30., ou 35 pour cent, au lieu que celui de Portugal augmente de 60. 70., à 75. pour cent, outre qu'il est aussi bon que l'autre.

Quoi qu'il en soit, l'établissement du Droit de Tonneau en France a porté un coup mortel

tel à notre Commerce & à notre Navigation. Sans doute que la sagesse de la Régence lui fournira des moyens de prévenir ces pertes: je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 26. Avril 1663.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en même tems que vos Dépêches à l'Etat vos Lettres du 18. & 19. de ce mois: la dernière que j'ai eu l'honneur de vous écrire étoit du 19. Je vous suis fort obligé des avis que vous me donnez dans ces deux Lettres, & sur tout de la peine que vous avez prise de remettre à Monsieur de Lionne ma Lettre de félicitation. J'ai reçu de son Excellence une réponse fort honnête qui pourroit servir de commencement à un Commerce de Lettres. Mais comme il paroît qu'il est plus dans l'ordre, tant pour le bien de l'Etat, que pour l'honneur des Ambassadeurs de part & d'autre, que toutes les affaires d'Etat passent par leurs mains, je m'en tiendrai à cet usage, & après m'être acquité de ce devoir de civilité envers ce Seigneur, je continuerai à vous adresser les affaires de l'Etat que je communiquerai ici à Mr. le Comte d'Estrades, afin qu'il seconde de son côté vos sollicitations, pour l'avantage de Leurs HH. PP., & de Sa Majesté; d'autant plus que je

Y 5 suis

suis persuadé que cette conduite vous sera agréable & que vous aurez toujours volontiers soin de disposer à propos les Esprits sur ce que l'Etat pourroit desirer de Sa Majesté en toute raison & équité.

Lors que je vous ai écrit le 12. de ce mois les remarques que la raison & la nature des choses dictoient sur la Liste des Traitez que la France devoit produire pour être garantis, je les avois expliquées ici verbalement à Mr. le Comte d'*Estrades*, & je les lui avois ensuite remises par écrit en forme de Mémoire: il m'écrivit enore le même jour, & il m'a fait voir hier la réponse qu'il a reçûe, qui contenoit, que le Roi ne feroit aucune difficulté d'accepter la proposition qui regarde les Traitez conclus avec d'autres Rois & Etats, & ceux que la France pourroit avoir conclus, mais qui n'étoient pas encore perfectionnez lors de la signature de l'Alliance: & qu'à l'égard du Traité conclu avec l'Angleterre en 1655., que Sa Majesté le considéroit comme un Traité national, & qu'ainsi Elle desiroit qu'il fût compris sous la Garantie. Leurs HH. PP. en ont délibéré le 18., & ne font aucune difficulté à cet égard, ainsi voila cette affaire entièrement réglée, & nous attendons, par votre première, avis que tout est enfin achevé.

Vous recevrez, en même tems que celle-ci, l'Original de l'Acte de Garantie du Traité de Dunkerque avec la Résolution de Leurs HH. PP. prise sur ce sujet le 19., sur quoi vous devez remarquer que vous ne devez pas delivrer cet Acte qu'en l'échangeant

con-

contre un pareil Acte de Garantie de la part du Roi de France, des Traitez conclus par cet Etat avec l'Angleterre & l'Espagne, ainsi que la Résolution s'en explique, c'est pourquoy voici un modèle de cet Acte tel que la France doit vous le remettre, & comme il a été lû & aprouvé dans l'Assemblée de Leurs HH. PP. Elles m'ont ordonné de vous l'envoyer, en vous marquant néanmoins qu'il n'est pas nécessaire de s'en tenir précisément à la Lettre, & qu'on laisse à votre prudence le soin de prendre garde que Leurs HH. PP. obtiennent l'effet du contenu de ce modèle d'Acte & de leur Résolution ci-dessus mentionnée.

Leurs N. & G. P. ont pris la Résolution, dont vous trouverez ici l'Extrait, sur les réflexions que contenoit votre dernière Lettre à Mr. le Greffier *Ruysch*, touchant l'Echange des Ratifications des Traitez à garantir de part & d'autre; Leurs HH. PP. ont pris aussi sur le même sujet la Résolution que vous recevrez en même tems que celle-ci, avec leur autre Résolution du 19. sur le Droit de Tonneau, la Compagnie du Nord, & ce qui en dépend, conformément aux résolutions de Leurs N. & G. P. sur ce sujet, que je vous ai déjà envoyées. Nous croyons avoir raison d'en espérer à présent quelque succès, & nous atendrons avec impatience ce que vous obtiendrez à cet égard.

La Régence est très contente de la conduite de Mr. d'*Estrades*, jusques-là même que Leurs N. & G. P. lui ont fait payer tous les arrérages de ses gages en qualité de Colo-

nel, qui lui étoient dûs depuis 1651. ce qui fait une somme de vingt-cinq mille livres Carolus, & même plus. Je finis en vous priant de me croire, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 27. Avril 1663.*

MONSIEUR,

J'ai reçu par les Lettres du 18. les considérations de Leurs HH. PP. sur les Traitez qui sont sur la Liste de la Cour de France, conformément à celles dont vous m'avez déjà fait part. Je vous ai répondu par la dernière Poste, & je vous ai envoyé mes remarques, c'est tout ce que j'ai pu faire, d'autant que les Traitez ne sont pas encore prêts ici; qu'il faudra changer la Liste, & que, suivant les intentions de Leurs HH. PP., chacun des Traitez qui resteront sur cette Liste devront être accompagnés de son Acte de Ratification, ce à quoi on ne s'attendoit pas; & il faudra beaucoup de tems pour chercher, trouver, & copier ces Ratifications; & puis que l'Etat exige ces Actes de Ratification: il sera absolument nécessaire de joindre à tous les Traitez qui sont sur la Liste de Leurs HH. PP., non seulement les Ratifications de leur part; mais même celles des Rois, Etats, & Princes avec lesquels ces Traitez ont

ont été négociez & conclus, & de me les envoyer au plutôt, même par un Exprès s'il étoit nécessaire; car j'ai déjà proposé la chose à la Cour dès mardi passé 24. de ce mois dans un Mémoire que j'ai présenté, suivant les Ordres de Leurs HH. PP. Je n'oublierai rien pour exécuter ponctuellement les Instructions de Leurs HH. PP. du 18. de ce mois aussi-tôt que je pourai examiner les Traitez dont la France demande la Garantie; c'est sur quoi j'ai mandé mes sentimens par la dernière Poste.

Rien ne pouroit plus contribuer à faire réussir toute cette affaire que ce que Mr. le Président de semaine en parlât à Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades*, dont les avis sont fort bien reçûs en Cour.

J'ai notifié à Mr. de *Lionne*, ainsi que vous m'en avez chargé, que la Garantie de Dunkerque a été résolüe par une unanimité de consentement de toutes les Provinces.

On est occupé à la Cour à délibérer sur quelque affaire de la dernière importance: c'est pourquoi l'on a mandé Mrs. les Princes de *Condé* & de *Conti*: le premier est déjà arrivé, & l'on attend le second. On ne fait pas encore quel sera le Sujet de ces Délibérations; mais on convient en général de leur Importance. Je suis, &c.

P. S. Dans la Conférence que nous eûmes ce matin, Mr. de *Lionne* s'emporta furieusement par rapport au Traité de *Querasque*, que Leurs HH. PP. veulent exclure de

la Garantie, & il dit hautement, que le Roi renonceroit à l'Alliance plutôt que de souffrir cela: cependant, il se modéra un peu dans la suite. *Quæro ut hæc secreta maneant.*

A M. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 3. Mai 1663.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 27. du passé, ma dernière étoit du 26. du même mois. J'ai appris par la votre aussi bien que par vos Dépêches publiques quels sont les Points sur lesquels vous n'êtes pas encore d'accord, & ce qui retarde l'Echange des Traitez à garantir de part & d'autre, & que vous delivriez l'Acte de Ratification de la part de l'Etat. Leurs N. & G. P. ont pris sur cela la Résolution dont je vous envoie Copie; mais comme vous aurez déjà été informé de la meilleure partie de son contenu sur les intentions de l'Etat par la Résolution de Leurs HH. PP. du 25. Avril, j'espère qu'avant la réception de celle-ci, vous aurez tout réglé avec Mr. de Lionne, & qu'en répondant à celle-ci vous me donnerez avis de l'Echange fait, ce que nous attendons depuis long tems.

J'ai eu Dimanche dernier une longue Conférence avec Mr. d'Estrades & Mr. Silverkroon,



*Mr. Silverkroon*, Ministre du Roi de Suède sur le démêlé qui est entre la Compagnie Affricaine de Suède, & la Compagnie du Ouest de ce Pais-ci par raport à ce qui s'est passé sur les Côtes de Guinée. Tout se réduit à deux Chefs. Les Suédois prétendent premièrement, le Fort de Cabo-Corps & quelques Loges que les nôtres possèdent; secondement, la restitution d'un Bâtiment nommé *Christine*, que les nôtres ont pris, avec les dépens, dommages & intérêts. Je vous avouë que je ne puis approuver la prise de ce Bâtiment, & que je n'ai rien dit pour l'autoriser dans notre Conférence; mais d'un autre côté il est certain que les prétentions des Suédois sur ce Fort ne sont nullement fondées. *Mr. Silverkroon* se vantoit de prouver ce dernier Article, & il avoit même prévenu *Mr. d'Estrades* dans un Entretien particulier; mais je me flate que mes raisons auront convaincu ce dernier, que les Suédois n'ont aucune raison sur cet article; & qu'on ne peut rien de plus raisonnable que les offres de ce que l'on fait de ce côté-ci pour accommoder ce Différent, qui consistent à restituer le Vaisseau pris & sa cargaison, ou la valeur, à condition que la Suède renonce à ses prétentions frivoles sur le susdit Fort & sur les Loges; & qu'à l'avenir ils s'abstiennent de fréquenter cette Côte.

Je ne m'étendrai pas sur les raisons dont je me suis servi, je m'en tiens au témoignage que *Mr. le Comte d'Estrades* en rendra certainement au Roi, & aux Ministres; ainsi, vous n'aurez autre chose à faire qu'à profiter

fiter de la première occasion pour en parler à Mr. de *Lionne*, & le prier de diriger cette affaire, de manière que le Roi & la Régence de Suède, suivant les avis de Sa Majesté Très-Chrétienne, apportent de leur côté autant de facilité à cet Accommodement qu'on en apportera de ce côté-ci; mais surtout engagez Mr. de *Lionne* à représenter au Roi l'équité avec laquelle Leurs HH. PP. en agissent, vous en rapportant au témoignage de Mr. le Comte d'*Estrades*. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 4. Mai 1663.*

MONSIEUR,

Présentement que vous avez mis les affaires de l'Echange des Ratifications dans un état à être bien-tôt terminée, je n'oublierai rien pour engager cette Cour à tout disposer pour y mettre une fin; quand j'aurai en main les Actes & autres Pièces, j'attendrai les Ordres sur ce que j'en devrai faire.

Jusqu'à présent on ne m'a pas encore remis la Liste corrigée, ni les Traitez qui doivent être garantis. Mr. de *Lionne* m'a témoigné qu'il étoit très mécontent de la lenteur des Commis de Mrs. de *Brienne*, & il m'a promis qu'il presseroit cette affaire.

La

La manière obligeante dont on en a agi avec Mr. le Comte d'*Estrades* l'engagera infailliblement à s'intéresser pour tout ce qui sera du service de l'Etat compatible avec celui du Roi son Maître.

Conformément à la Résolution de Leurs HH. PP. du 19. Avril touchant l'abolition du Droit de Tonneau & l'abrogation du Privilège de la Compagnie du Nord, & celle de Leurs N. & G. P. sur le même sujet, j'ai déjà travaillé à disposer les Esprits sur ces deux Articles; mais comme l'un est proprement du Ressort des Finances, dont Mr. l'Intendant *Colbert* a la principale direction, je lui en ai déjà parlé ci-devant, sur tout, lors que je lui fis des plaintes sur la manière injuste dont on traite les Maîtres des Vaisseaux Hollandois dans le jaugeage, à quoi je demandois qu'il plût au Roi de remédier dans tous les Ports du Royaume : ce que Mr. *Colbert* me promit en particulier par rapport au Droit de Tonneau, dès que l'on auroit ôté la recette de ce Droit aux Fermiers des cinq grosses Fermes pour le faire lever par d'autres Fermiers particuliers auxquels on donneroit des Ordres si précis, que Leurs HH. PP. n'auroient aucun sujet de plainte; mais je ne vois aucune aparence à l'abolition totale de ce Droit, quelque représentation que je fasse aux Ministres d'Etat. Ils considèrent cette affaire comme un point d'honneur & disent; comment le Roi pourroit-il révoquer avec honneur un Article aussi important d'un Traité qui est à peine perfectionné, & que l'on a commencé à exécuter,

sur

sur tout après que cet Article a fait traîner si long-tems les Négociations, qu'on y a employé tant de tems, & que la conclusion de l'Alliance en a tellement dépendu, que peu s'en est falu que tout l'édifice n'en ait été renversé. Enfin, pour toute conclusion ils me renvoyent toujours à Mr. *Colbert*, après duquel il est assez difficile de réussir dans toutes les affaires qui intéressent les Finances. Tout cela ne me rebute pas, & je travaillerai sans interruption à disposer les Esprits jusqu'à ce que vous jugiez à propos que je m'en explique au Roi dans une Audience publique.

On m'avouë naturellement que les affaires de la Compagnie du Nord sont dans un si mauvais état qu'elle tend à sa fin, ainsi que je l'ai déjà écrit, & que les intéressez proposent d'eux-mêmes de renoncer à l'Octroi à condition que le Roi consente à une imposition sur l'huile de Baleine, & sur toutes les autres Dentrées dépendantes de la Baleine, qu'on fera entrer dans ce Royaume, jusqu'à ce qu'ils ayent été dédommages de leurs débourssemens, &c. Le Roi peut faire cela sans contrevenir au Traité d'Alliance, pourvu que les François naturels soient traités de même que les Sujets de la République: alors nous n'aurions aucun sujet de nous plaindre, puis que nous ne souffririons aucun dommage, & que nous pourrions vendre ces Dentrées à aussi juste prix que les autres Etrangers & que les François mêmes.

Quoi qu'il y ait une défense de faire entrer ces Dentrées, on n'y obéit pas ni dans  
le

le quartier de la Gascogne habitée par les Basques du Gouvernement de Bearn, ni dans toute la Bretagne, ainsi qu'on me le mande de ces Pais-là, où l'on porte librement l'huile de Baleine que l'on y vend dans tous les Ports, Villes & autres Places : mais les Intéressés de la Compagnie prennent garde qu'on n'en fasse pas entrer de Bretagne dans les autres Provinces.

Comme les Basques n'ont point de part à l'Octroi, ils sont revenus en Novembre 1662. du Nord au Havre-de-Grace avec leurs Vaisseaux, &c. ils y ont exposé en vente leur Huile & autres Denrées. Les Intéressés firent ce qu'ils pûrent pour les faire partir sans rien vendre ; mais ceux-là s'opiniâtrèrent, & pour couper court, les Intéressés leur ont acheté tout ce qu'ils avoient à vendre, de sorte qu'il paroît vrai, *ipso facto*, qu'outre la Compagnie, il y en a d'autres qui peuvent faire entrer de l'huile de Baleine, &c. dans le Royaume, l'y exposer en vente, l'y vendre, & en recevoir l'argent. J'ai crû que je devois vous instruire de ces particularitez, moi qu'elles ne fussent pas concluantes.

Mr. l'Ambassadeur d'Espagne, croit qu'il ne se fera aucun Accommodement entre la France & le Pape, qui se méfient l'un de l'autre peut-être sans raison. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 10. Mai 1663.*

MONSIEUR,

J'ai reçu votre Lettre du 4. de ce mois avec les Dépêches publiques, & j'apprens avec plaisir par l'une & l'autre, que tout est réglé par raport aux Ratifications & à la Liste des Traitez: ainsi nous espérons que vous nous manderez par la première Poste que vous aurez réellement fait l'Echange des Ratifications, des Listes, des Traitez, & de Actes séparez pour la Garantie de Dunkerque, du Traité d'Angleterre & de celui pour les Terres d'Outre-Meuse; & je ne doute pas que la Résolution de Leurs HH. PP. du 3. de ce mois ne vous instruisse pleinement sur toutes ces choses. Ainsi, celle-ci sera simplement pour vous donner avis, que Mr. le Comte d'Estrades m'a délivré hier le Mémoire que le Résident de Suède a présenté où vous êtes à Sa Majesté par raport au démêlé touchant la Guinée, dont je vous envoie Copie pour vous servir d'Instruction. J'ai crû après cela que je devois remettre par écrit à son Excellence tout ce que je lui avois dit de bouche sur cette affaire, afin que Sa Majesté puisse juger de la nature de l'affaire & connoître l'équité des offres de Leurs HH. PP. je vous envoie aussi une Copie de cet Ecrit.

Vou

Vous me ferez plaisir de me mander ce que  
Sa Majesté & ses Ministres penseront de cet-  
te affaire après avoir examiné cet Ecrit , &  
je vous prie de les mettre au fait de tout ce  
différent autant qu'il sera possible. Je suis,  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 10. Mai 1663.*

MONSIEUR,

Comme il faut au moins quinze jours a-  
vant que je puisse recevoir les Ordres de la  
Régence sur les Lettres ou représentations  
que je lui envoie, quelque diligence même  
que l'on fasse ; je demande en grace qu'on ne  
prenne pas en mauvaise part s'il m'arrive, pour  
cette raison, d'écrire aujourd'hui, par exem-  
ple, quelque chose qui ne s'accorde pas a-  
vec les Résolutions que l'on aura prises le  
même jour sur la même affaire dans la Gé-  
néralité, puis que je n'en puis avoir connois-  
sance que quelques jours après.

Il me semble que le service de l'Etat de-  
mande, que la Régence trouvât bon qu'on  
m'envoyât tous les Ordinaires l'Extrait des  
Résolutions & du Journal de Leurs HH.  
PP. Ce n'est pas pour contenter ma curio-  
sité, c'est qu'il me semble que les affaires en  
peuvent retirer quelque utilité, parce que je  
me

me trouverois toujourns instruit des affaires qui se passent & des intentions de Leurs HH. PP.; telle est, par exemple, l'affaire du démêlé de la Suède avec notre Compagnie du Ouest, dont j'ignore les circonstances, en sorte que je ne fais pas même le simple fait. Il en est de même de l'affaire de Borkelo, qui fait à présent tant de bruit; les Alliez du Rhin ont recours à cette Cour-ci pour la moindre chose, & préviennent les Esprits qu'on a ensuite bien de la peine de guérir de leur préjugé. Si j'étois informé des choses & des intentions de Leurs HH. PP., je pourrois souvent prendre le devant, au lieu que souvent je reçois avis des choses quand les autres sont maîtres des Esprits. C'est une représentation que je laisse à votre disposition, je me conformerai à ce que vous en jugerez, puis que je fais profession d'être, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 11. Mai 1663.*

**M** O N S I E U R,

Vous apprendrez par mes Lettres publiques & par celle qui est ci-jointe, de quelle manière j'ai enfin terminé le 9. & le 11. l'Echange des Actes de Ratifications & des Garanties séparées du Traité de Dunkerque, de celui



elui conclû avec le Roi de la Grande Bretagne, & de celui avec l'Espagne pour les Terres d'Outre-Meuse.

Vous verrez que l'on a changé la Liste de Mr. le Comte de Brienne, & que l'on a ôté celle sur laquelle nous avons conclû & qui est signée de Mr. de Lionne, les Traitez suivans.

*Le Traité de Coppenbague du 21. Mai 1660. fait entre la Suède & le Danemark, avec la Médiation de la France, de l'Angleterre, & desdits Etats.*

*Le Traité d'Oliva fait entre la Suède, le Roi & la République de Pologne & l'Electeur de Brandebourg, avec la Médiation de la France.*

*Le Traité d'Alliance & de Commerce fait entre la France & la Suède à Fontainebleau 15. Novembre 1661.*

*Prorogation du Traité du Rhin sur l'admission de Mr. le Duc des Deux Ponts.*

*Prolongation du Traité susdit du Rhin, depuis le 15. d'Août 1664. jusques à pareil jour l'an 1667.*

*Traité fait avec l'Archiduc Ferdinand d'Infantouck pour le payement de trois millions dûs pour l'Alsace en conséquence du Traité de Munster.*

*Le Traité fait avec le Roi d'Angleterre pour la vente de Dunkerque. Tout s'est passé sans moindre dispute.*

J'ai reçu aujourd'hui le Traité d'aquisition de Dunkerque, & j'ai délivré l'Acte séparé de Leurs HH. PP.; d'un autre côté le Roi a délivré un Acte par lequel il promet à Leurs HH.

HH. PP. la Garantie du Traité qu'Elles ont fait avec le Roi de la Grande Bretagne, & de celui qui a été conclû touchant le Pais d'Outre-Meuse avec le Roi d'Espagne.

Le Roi fera demander à Leurs HH. PP. par son Ambassadeur la Garantie séparée des Traitez ôtez de la Liste, ne doutant pas, dit Mr. de *Lionne*, qu'Elles ne l'accordent à Sa Majesté.

Je ferai faire pour la première Poste une Copie de l'Acte séparé que le Roi m'a fait délivrer & qui est conforme, *in terminis*, à celui que l'on m'a envoyé.

Leurs HH. PP. auront la bonté de m'ordonner si je dois envoyer & de quelle manière, les Actes de Ratification, les Listes originales & les Traitez colationnez qui font un assez gros volume; il faudroit que ce fût par un Exprès, ou par l'occasion de quelque Personne de confiance qui iroit d'ici à la Haye; ou même par un Exprès que l'on enverroient de Hollande ici pour cela; car il n'y a aucune sûreté d'envoyer un si gros Paquet par le Brabant & par la Poste ordinaire. Le Commis *Cuneus* m'avoit envoyé quelques Exemplaires du Traité de Portugal que les curieux Brabançons ont retenu, & ils ne sont jamais venus jusqu'à moi; & j'ai été fort étonné de recevoir l'Acte de Leurs HH. PP. sur le Traité de Dunkerque avec une boîte d'argent qui enfermoit le Seel. J'attendrai sur cela les Ordres de Leurs HH. PP. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 17. Mai 1663.

MONSIEUR,

Ma dernière étoit du 10. du courant : j'ai reçu en leur tems votre Lettre de la même date, & celle du 11. , qui m'apprennent avec beaucoup de plaisir, ainsi que vos Dépêches publiques, qu'enfin vous avez fait l'Echange des Ratifications, des Listes & des Traitez. J'espère & je prie le Tout-Puissant de répandre sa Divine bénédiction sur ce grand Ouvrage.

Je trouve dans la Copie, que vous m'avez envoyée, de l'Acte de Garantie du Roi, par rapport aux Traitez avec l'Angleterre & l'Espagne, *Srs. les Etats*: je m'imagine que c'est une abréviation du Copiste, & qu'il y aura le mot *Seigneurs* dans l'Original, ainsi qu'il étoit dans le modèle qui vous a été envoyé, & que l'on en est en possession présentement confirmé par le texte de plusieurs Traitez.

J'ai remarqué dans la Liste que vous avez produite, que l'on y a ajouté le Traité avec le Portugal, & que néanmoins vous avez déclaré solennellement, que tous les Traitez contenus dans cette Liste ont été perfectionnez & ratifiez avant la conclusion de l'Alliance, ce qui n'est pas conforme à la vérité par rapport au Traité avec le Portugal; cela est même contradictoire à ce qui est dit de ce Traité dans la Liste; savoir, *qu'il se-*

roit ratifié à la Haye le 24. Novembre 1662.

\* ce qui est même un abus ; car les Ratifications de ce Traité n'ont été échangées que le 14. Décembre 1662. Je crois qu'il est bon de corriger ces abus , en redemandant cette Liste, & en donnant une autre , à la fin de laquelle on pourroit ajouter ces termes, ou quelques semblables, à l'exception seulement du dernier, fait avec le Roi de Portugal, lequel quoi qu'il n'ait reçu sa perfection, par l'Echange des Ratifications, que le 14. Décembre 1662. ne laisse pas d'y être mis, en vertu du 7. des Articles séparés, arrêtés & conclus quand & tel jour avec ledit Traité d'Alliance.

De plus, je ne crois pas que le Sommaire du Traité fait avec le Brandebourg le 2. Avril 1632. qui est sur cette Liste, N. 2. exprime le sujet & le contenu de ce Traité ; car je ne me souviens pas qu'on ait conclu avec le Brandebourg aucun Traité touchant la somme de cent vingt mille florins d'Hollande qui auroient été déboursés pour le recouvrement du Pais de Clèves ; mais bien que l'on fit en 1632. un Traité avec le Brandebourg pour se dégager de la promesse faite d'entretenir quinze cens hommes pendant vingt années, & sur ce que l'on nomme la dette du Fer-à-cheval, à quoi l'on ajouta quelques Articles tirés des Traitez précédens. C'est ce Traité-là que l'on a voulu produire avec celui de l'an 1636. sur le même sujet. Ainsi, si l'on vous a en-

\* On a fait attention à cette Remarque dans l'Assemblée de Leurs Hautes Puissances, & l'on m'a donné ordre de vous en avertir, afin que vous corrigiez cette erreur ainsi qu'il convient, J. de Witt,

envoyé quelqu'autre Traité par la faute de Mr. le Greffier, ou par celle de ses Clercs, à la place de celui-ci, il faudra corriger encore cet abus; & si c'est ce Traité, il faudra changer sur la Liste quelques termes qui ne lui conviennent pas, & le mettre le premier sur la Liste, puis qu'il doit précéder celui de l'an 1636. , pour la même raison il faudroit que l'Article 20. de la Liste suivît immédiatement le 17.

Je ne doute pas que vous ne vous en soyez rendu, *verbo tenus*, à la Liste qui vous a été envoyée avec les Traitez: mais, comme cette Liste a été dressée dans le Greffe, & que Leurs HH. PP. ne l'ont examinée que pour déterminer quels Traitez on vous enverroient, il peut s'y être glissé quelque faute d'inadvertance: je n'ai pas le tems d'examiner dans le Greffe de Leurs HH. PP., ni la Liste, ni le Traité de 1632. qu'on vous a envoyé; ainsi, si faute d'une entière connoissance, je me trompe, ne la prenez pas en mauvaise part, & ayez la bonté de corriger ce qui le doit être, après avoir tout examiné vous-même.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* m'a fait voir aujourd'hui une Lettre qu'il a reçûe du Roi son Maître touchant le différent sur la Guinée avec la Suède. Sa Majesté fait entendre dans cette Lettre, qu'il lui paroît que les Suédois n'ont jamais renoncé à leur Droit sur le Fort de Cabo-Corps, & que par conséquent ils sont en droit d'en prétendre la restitution. Cela m'a d'autant plus surpris, que je croyois avoir persuadé le contraire à Mr. le Comte d'*Estrades*. Au reste, vous

pouvez voir combien les Suédois ont tort, tant par les Pièces que je vous ai envoyées par ma dernière, que par celles que je joins ici. Ainsi, je vous prie instamment d'en parler fermement à Mr. le Marquis de *Lionne*, & de le prier de représenter la chose naturellement à Sa Majesté, de manière qu'Elle conçoive le tort que les Suédois ont dans cette affaire, & que les Propositions que l'on fait de ce côté-ci sont justes & satisfaisantes; ce qui doit convaincre Sa Majesté, ainsi que plusieurs autres exemples, que l'on suit ici religieusement les Loix de la raison & de l'équité, ce à quoi Elle doit prendre intérêt, puis que de-là dépend la solidité de l'Amitié & de l'Alliance que Sa Majesté a contractée avec cet Etat. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 18. Mai 1663.*

MONSIEUR,

On a séparé des cinq grosses Fermes le Droit de Tonneau, ainsi que j'ai mandé que Mr. *Colbert* m'avoit assuré que cela se feroit, en me promettant qu'alors on établiroit un meilleur Ordre pour remédier à mes plaintes sur les vexations & les violences auxquelles nos Maîtres de Navires étoient exposez : j'insisterai fortement pour obtenir l'exécution de cette promesse au plutôt.

Ce Droit de Tonneau a été affermé à des Fermiers particuliers avec les Domaines de  
Bearn,

Bearn, de Blois & de Sedan, tous trois n'ont monté qu'à la somme de sept cens cinquante mille livres; & l'on compte que les Domaines de ces trois Païs portent en particulier deux cens mille livres; ainsi le Droit de Tonneau ne rapporte dans les Coffres du Roi que 550000. livres, de sorte qu'il diminue tous les jours.

Avant que la Cour adjugeât cette Ferme, elle a poussé la Conétablie de Bourdeaux à s'en charger, & quoi qu'il n'y ait personne à qui elle convient mieux, elle n'a pas voulu l'accepter, par cette seule raison que ce Droit de Tonneau est cause que la Navigation & le Commerce diminuent considérablement dans tous les Ports du Royaume, ce qui fait perdre aux Revenus du Roi beaucoup plus qu'il ne retire de cette Imposition, au lieu que le Trafic en général, & surtout le Commerce des Sujets de Sa Majesté, peut lui rapporter des Trésors immenses; mais ces plaintes sont sans espoir qu'on y remédie.

Il y a quelques jours que quelques Maîtres de Navires d'Amsterdam & de Rotterdam; qui chargent ordinairement pour Rouen, sont venus ici chez moi; on leur avoit fait accroire à Rouen, & au Havre-de-Grace, que sur mes représentations, le Roi avoit de nouveau diminué le Droit de Tonneau, en sorte que les Bâtimens Hollandois vuides, ou qui n'auroient que du Lest, ne payeroient rien à leur sortie des Ports de France, en sorte que ces Maîtres de Vaisseaux étoient bonnement restez à rien faire & n'avoient pas fait leur cargaison, pendant que les Bâtimens

François chargeoient de tous côtez. Il seroit absolument nécessaire que l'on établît des Consuls de la Nation, pour prévenir ou remédier à ces tromperies, à ces concussions & à ces vexations, & que les Magistrats des Villes Maritimes recommandassent aux Bateliers de payer promptement aux Consuls le Droit de Consulat, qui se monte à peu de chose, en comparaison de ce que les François exigent d'eux, & qui se monte à trois fois plus par la collusion des vieux Bateliers qu'on en exempte sous main. Si l'on ne remédie bien-tôt à cela, nos Bateliers Hollandois n'auront bien tôt qu'à rester chez eux, les François les débusqueront & s'empareront de toute la Navigation. Nous avons déjà perdu celui de la Somme, dont les Bateliers François se sont rendus les Maîtres. Je vois par l'Extrait du Journal de Leurs HH. PP., que l'on commence à réfléchir sur cette affaire; permettez moi de vous dire que rien n'est plus nécessaire.

Ce malheureux Droit de Tonneau est de l'invention d'un homme dont on condamne presque toutes les actions; mais il paroît que celle-ci est profitable, c'est pourquoi on la maintient.

J'ai reçu votre Lettre du 10. par le dernier Ordinaire; j'exécuterai vos Ordres par rapport à l'affaire de la Suède touchant la Côte de Guinée. Les Fêtes de la Pentecôte sont cause que la plupart des Personnes de la Cour sont absentes, ainsi j'en'ai pû les rencontrer chez elles. Je viens de recevoir dans l'instant les Lettres du Secrétaire *Gruens*,  
de



de Londres du 4 de ce mois, qui contiennent des affaires très importantes pour notre Compagnie des Indes. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 22. Mai 1663.

M O N S I E U R,

J'ai reçu hier votre Lettre du 17. que je considère comme une preuve évidente & certaine de votre affection & de votre bonté pour moi. Etant homme il est fort possible que je manque quelque-fois dans les choses dont je suis chargé par Leurs HH. PP., ainsi je vous suis très obligé de ce que vous avez eu la bonté de m'avertir des Articles sur lesquels on pourroit avoir fait quelques remarques dans les Copies que j'ai envoyées & qui ont rapport aux Ratifications & à ce qui en dépend.

Je répondrai de point en point aux différens chefs de votre Lettre. Je vous dirai donc sur le premier, que j'ai envoyé dans ma Lettre du 30. Mars à votre adresse, & dans celle de la même date, à celle de Mr. le Greffier, pour Leurs HH. PP., Copie de l'Acte de Ratification du Traité d'Alliance & des Articles séparés du 27. Avril 1662., de la part du Roi de France, lequel Acte est daté de Paris le 26. Mars 1663., dont je vous envoie encore ci-joint une Copie, que j'ai exactement collationnée sur l'Original, & qui lui est entièrement conforme. Par tout

où Leurs HH. PP. sont nommées, on trouve ces mots, *Tous Députés dans l'Assemblée des Srs. Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas*; ou *desdits Srs. Etats Généraux*, & puis, *entre nous & Lesdits Srs. Etats Généraux*: J'ai crû que je devois envoyer cette Copie, ainsi que je l'ai remarqué ci-dessus, afin d'être informé si cet Acte étant ainsi couché seroit agréable à Leurs HH. PP. J'ai lû & examiné les Cahiers des Traitez conclus avec les Rois *Henri IV.*, & *Louis XIII.*, & même avec le Roi, depuis 1596. jusqu'à présent, tels qu'on les a tirez du Greffe pour me les donner par ordre de Leurs HH. PP., lors que j'ai commencé les fonctions de ma Charge; si ces Cahiers ont été écrits au net comme il faut, & s'ils s'accordent avec les Originaux, j'y trouve que le dernier Traité conclu à la Haye le 29. Juillet 1647., nomment Leurs HH. PP. dans la Préface & dans les Articles, *les Seigneurs Etats Généraux*, ou *desdits Seigneurs Etats*, &c. Art. I. *Seigneurs Etats*, & ainsi dans tous les Articles, pourvu que ce Traité ait été bien copié; car les Copistes y mettent quelque-fois *lesdits Srs. Etats*, comme dans l'Article 2. & ailleurs, comme ils écrivent aussi *ledit Sr. Roi*.

Dans la Préface & dans les Articles du Traité provisionnel négocié à Paris en 1646. par Mr. d'Oosterwyck & le Commissaire *Reynst*, Leurs HH. PP. ne sont nommées & écrites que *les Srs. Etats Généraux*, & jamais avec la dignité & le nom de *Seigneurs*.

On trouve une seule fois (du moins ain-  
si

fi que porte ma Copie ) le nom *lesdits Seigneurs Etats*, ainsi écrit dans le second Article du Traité conclû à la Haye le 1. de Mars 1644., dans tous les autres Articles, dans la Préface & dans la conclusion, il y a toujours *les Srs. Etats*.

Dans tous les Traitez conclûs avant l'an 1644. Leurs HH. PP. ne sont jamais traitées autrement que *les Srs. Etats*, ou *Messieurs les Etats*, ainsi que je le trouve dans mes Cahiers.

Et même dans ceux de 1644. & 1647., où Leurs HH. PP. sont nommées dans le texte, *les Seigneurs Etats Généraux* (au cas que les Cahiers fussent conformes aux Originaux) Elles ne sont traitées que des *Srs. Etats Généraux* dans le Plein-Pouvoir & la Ratification du Roi de France.

Enfin, l'Acte de Ratification du Roi touchant l'Alliance conclû le 27. Avril 1662. ne s'exprime pas autrement; c'est pourquoi j'ai jugé à propos, pour ma décharge, d'en envoyer une Copie bien colationnée sur l'Original, afin qu'on me marquât si cet Acte étoit bien & dans les formes, & l'on m'a fait réponse que Leurs HH. PP. n'avoient rien trouvé à redire à l'Acte de Ratification que j'avois envoyé le 30. Mars; & qu'Elles avoient jugé que l'on pouvoit échanger leur Acte de Ratification contre l'Original de cette Copie.

L'Acte séparé que le Roi a fait expédier pour la Garantie du Traité avec l'Angleterre & de celui avec l'Espagne touchant le Pais d'Outre-Meuse, est couché dans les mê-

mes termes ; ainsi il est aussi parfait quel'autre, ou aussi imparfait. Il est vrai que j'avois remis à Mr. de *Lionne* le modèle de cet Acte que vous m'aviez envoyé, en le priant de faire dresser l'Acte du Roi conformément à ce modèle, ce qu'il m'avoit promis, & ce qu'il n'a point fait. Si l'on veut changer l'un il faudra donc aussi changer l'autre ; car ils sont tous deux de la même nature en tout sens : & vous verrez, par ce que je vous ai allégué ci-dessus, que jamais le Roi n'a traité Leurs HH. PP., soit dans ses Plein-Pouvoirs, soit dans ses Ratifications, que de *Sieurs*, ou *Srs. Etats Généraux*. Ainsi, avant de parler à Mr. de *Lionne* de changemens à faire dans ces deux Actes, j'attendrai ce que vous en pensez, & vos Ordres par la première Poste. Vous voyez que dans l'Echange de ces Actes j'ai agi conformément à vos Lettres & aux Ordres de Leurs HH. PP. exprimez dans leur Lettre du 5. Avril. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 23. Mai 1663.*

**M** O N S I E U R,

Pour continuer à répondre au contenu de votre Lettre du 17. de ce mois, je vous envoie la véritable Copie de la Liste des Traitez, que Leurs HH. PP. m'ont envoyée,  
pour

pour en demander ici la Garantie du Roi de France conformément. à l'Article III. du Traité d'Alliance conclu entre Sa Majesté & Leurs HH. PP. le 27. Avril 1662.

Ayez la bonté de la confronter avec la Liste traduite en François, que j'ai delivrée à Mr. de *Lionne* le 9. de ce mois, vous trouverez que c'est précisément la même pour les mots, l'Ordre & le contenu, que celle que Leurs HH. PP. m'ont envoyée, excepté qu'on y a ajouté à la fin le Traité de Portugal.

Et je suis certain que s'il s'y trouve quelque dérangement, quelque mot de travers, quelque Traité ou Acte qui ne doivent pas y être, on ne peut m'en attribuer la faute : le devoir de ma Charge consiste d'exécuter les Ordres que Leurs HH. PP. m'envoient, de les respecter & d'y obéir; c'est à quoi je m'applique de tout mon pouvoir.

Si Leurs HH. PP. trouvent à propos présentement de faire dans cette affaire quelques changemens, je souhaite qu'on me les envoie dans les formes, & tels qu'ils seront je tâcherai de les faire approuver ici. Mes Ordres étoient tels que vous le pouvez voir par la Copie de la Liste que je vous envoie.

Je ne vois pas que vous ayez rien trouvé à redire au titre de la Liste que j'ai remis le 9. de ce mois à Mr. de *Lionne*; ce titre est commun & regarde tous les Traitez qui sont sur la Liste, même celui de Portugal qui est à la fin après N. 23. en vertu du 7. des Articles séparés. J'ai placé le Traité de Portugal à la fin, parce que c'est la place,

ce, puis qu'il a été conclû le 6. d'Août 1661., & que, comme il est dit, il a été Ratifié à la Haye le 24. Novembre 1662. Si l'on m'a mal informé, il faut corriger; & afin que vous puissiez le voir, la Copie ci-jointe vous prouvera qu'il y est dit, que la Ratification avoit été échangée à la Haye le 24. Novembre 1662. Cela peut se corriger non seulement sur la Liste que j'ai délivrée, mais même sur le Traité authentique de Portugal que j'ai échangé. J'en parlerai à Mr. de Lionne.

La conclusion de la Liste des Traitez produits par Leurs HH. PP. sous la Garantie de la France contient deux Membres. Le premier, contient une Déclaration de la part de Leurs HH. PP. *que tous les Traitez, & Actes couchés sur ladite Liste, ont été faits par mesdits Seigneurs, comme parties contractantes avec les autres Rois, Princes & Etats y nommez.* Cette Déclaration concerne tous les Traitez compris dans la Liste jusqu'au N. 23. inclus, & même elle concerne aussi le Traité conclû avec le Portugal.

Le second Membre de cette conclusion contient une autre Déclaration, après que, avant de commencer cette conclusion, on a expressément & clairement noté que le Traité conclû avec le Portugal n'avoit été ratifié que le 24. Novembre, ( présentement Décembre ) 1662. On dit & affirme dans ce second Membre que *tous les Traitez précédens ( excepté celui de Portugal ) ont été perfectionnez & même ratifiez devant la conclusion du Traité d'Alliance signée à Paris le*

*Mrs. J. de Witt & G. Boreel.* 541

27. *Avril.* 1662. Sans doute que Mr. de Lionne croit de la même manière que moi-même; ainsi il n'y a pas lieu de croire que son Excellence y trouve à présent quelque obscurité ou quelque contradiction. (ependant, afin de ne donner lieu à aucune surprise, je ferai en sorte que l'on mette les termes que vous me marquez ainsi qu'il conviendra. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire:  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 25. Mai 1663.*

MONSIEUR,

J'avois demandé par la Lettre que je me suis donné l'honneur de vous écrire le 10. de ce mois, que l'on m'envoyât du Greffe de Leurs HH. PP. toutes les semaines exactement les Extraits des Résolutions & du Journal de Leurs HH. PP. sur tout ce qui concerne les affaires dont il est bon que je sois informé: car il arrive souvent que l'on pourroit prendre les devans sur bien des choses que l'on a ensuite bien de la peine à exécuter lors que les Gens s'en sont fait une idée souvent fausse.

Je vous rapportai alors pour exemple l'affaire de Guinée avec la Suède, & celle de Borkelo avec l'Evêque de Munster; car j'avois ouï alors que l'on en parloit en Cour

d'une manière qui n'étoit pas avantageuse, & l'on aléguoit même des raisons que je ne pouvois combattre n'ayant aucune connoissance de ces affaires-là.

Mais comme vous m'avez parfaitement instruit sur la première de ces affaires, tant par votre Lettre du 10., que par celle du 17. & par les Pièces qui y étoient jointes, je me trouve en état de donner à la Cour d'autres idées de l'affaire de Suède; les raisons dont vous vous servez sont si solides, & l'application que vous en faites est si juste, qu'il ne peut rester aucun doute. Le pis en tout ceci, c'est que le Roi s'est laissé prévenir par le Commandeur *Trelong*, & par Mr. l'Ambassadeur *Zeeftet*: & ce qui a fait le plus d'impression, c'est qu'alors ces deux Messieurs se sont trouvez de même sentiment.

La maladie, & ensuite la mort du Père de Mr. de *Lionne*, ont été cause que je n'ai pu parler à ce Ministre avant le 23. de ce mois; lors que je fus, ainsi que plusieurs autres Personnes, lui faire un compliment de Condoléance; j'eus alors le tems de lui dire quelque chose de cette affaire & de lui faire voir les Extraits des Traitez & Accords successifs depuis 1658. jusqu'en 1660., ce qui lui donna à penser, & il m'a prié de revenir le voir, pour l'entretenir plus au long de cette affaire; ce que je ferai, alors je vous ferai savoir ce qui en sera. Je suis, &c.



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 25. Mai 1663.

MONSIEUR,

Je répondrai aux remarques que l'on a faites sur le contenu des Actes & autres Pièces de la Ratification de l'Alliance conclûe avec cette Couronne le 27. Avril 1662. ce qui suit.

Que l'on a commencé, dans les Traitez de 1644. & 1647. avec la France, à donner à Leurs Hautes Puissances le Titre de *Seigneurs Etats Généraux* dans le Texte & les Articles des Traitez, ce qu'on n'avoit pas pratiqué auparavant.

Que Leurs HH. PP. sont qualifiées de la même manière dans le Texte de la dernière Alliance; car ce sont ou les Commissaires du Roi, ou les Ambassadeurs qui y parlent, & non pas le Roi même.

Mais dans tous les Actes de Pleins-Pouvoirs & de Ratification & dans les Lettres, c'est le Roi même qui parle, jamais on n'y a employé d'autre titre & d'autre terme jusqu'à présent, que celui de *Sieurs*, ou, par abréviation, de *Srs. Etats Généraux*. C'est ce que savent très-bien Mr. de Gendt & les autres Ambassadeurs Extraordinaires qui ont été ici en dernier lieu; ainsi ils peuvent en  
ren-

rendre témoignage : dans l'Acte même qui admet la République dans le Traité des Pyrénées, on ne pût obtenir d'autres termes, quelque instance que l'on fît auprès du Roi, qui déclara qu'il vouloit s'en tenir à l'ancien usage pratiqué par tous les Rois ses Prédécesseurs.

La Liste des Traitez, qui, suivant l'Alliance, doivent être garantis par la France, est précisément la même, traduite en François mot pour mot, que celle que Leurs HH. PP. m'ont envoyée en me commandant de m'en servir en sorte que je n'en ai rien retranché, & n'y ai rien mis du mien que le titre & la conclusion.

Il y a dans la Copie du Traité avec le Portugal, que l'on m'a envoyé du Greffe de Leurs HH. PP., aussi bien que dans la Copie colationnée & Authentique que j'ai remise à Mr. de *Lionne*, que ce Traité a été ratifié le 24. Novembre 1662. puis qu'à présent l'on trouve qu'il doit y avoir le 14. Décembre 1662. J'ai été hier chez Mr. de *Lionne*, & avec son consentement, j'ai rayé Novembre & mis en marge Décembre, & signant ce changement de ma main, j'ai changé en même tems la Liste, & j'ai fait ajouter à la conclusion, pour plus grand éclaircissement, les termes que vous m'avez marquez. J'ai repris la vieille Liste, & j'ai laissé la nouvelle, qui étoit corrigée, à Mr. de *Lionne* qui en étoit content.

Ce Seigneur a perdu depuis peu son Père qui étoit âgé de 90. ans; sur quoi j'ai été lui faire un compliment de Condoleance.

Son

Son Excellence me recommanda de demander à Leurs HH. PP. qu'Elles renfermassent dans un Aste de Garantie particulière les Traitez dont Mr. d'*Estrades* leur avoit demandé la Garantie; je m'acquie de cette Commission, & je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 31. Mai 1663.

M O N S I E U R,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 17. de ce mois; j'ai reçu en leur tems les vôtres du 18. 22. 23. & 25. du même mois. Je vous suis très obligé des bonnes & exactes instructions qu'elles renferment. Je trouve aussi ici dans des Pièces originales, que lors que le Roi parle, on ne s'est servi jusqu'à présent que de *Sieurs* & jamais *Seigneurs les Etats*. Ainsi, puis que les Actes sont dressez & conçûs de cette manière, je crois que le meilleur est de n'en point parler, à moins que Leurs HH. PP. ne vous en donnent un Ordre exprès, ce que je ne crois pas.

Si vous avez trouvé à la fin du Traité de Portugal la Ratification de Leurs HH. PP. datée du 24. Novembre, cela est conforme à la vérité & doit rester ainsi, puisque Leurs Hautes Puissances ont pris ce jour-là leur Résolution sur la Ratification de ce Traité: mais comme il se passa plus de quatorze jours, avant

avant qu'on resumât cette conclusion, & qu'on la déclarât pour arrêtée; l'Echange effective de ces Ratifications ne se fit que le 14. Décembre suivant.

Je ne puis rien ajoûter à ce que je vous ai déjà marqué touchant le différent avec la Suède par raport à la Côte de Guinée. Je vous dirai seulement que j'ai été encore hier en Conférence sur cette affaire avec Mr. le Comte d'*Estrades*, dont j'ai appris avec chagrin, que les informations & les réponses que nous avons données jusqu'à présent, n'ont pû encore persuader le Roi sur l'article du Fort: ainsi je vous prie de mettre tout en œuvre pour convaincre Sa Majesté & ses Ministres de l'équité des prétentions de l'Etat. J'ai remis aujourd'hui entre les mains de Mr. d'*Estrades* les trois Propositions ci-jointes par raport au différent en question, pour faire voir encore mieux que l'on ne cherche ici à faire tort à personne, au cas que les Suédois refusent d'écouter ces Propositions ou d'en faire d'autres qui soient acceptables, il y a apparence que l'Etat laissera cette affaire aller son train. Mr. d'*Estrades* m'a remis hier l'Ecrit ci-joint contenant six raisons telles qu'on les lui a écrites de Paris, & auxquelles il me semble que l'on a suffisamment répondu dans les Pièces dont je vous ai envoyé copie.

Il me semble qu'on ne peut mieux mettre au fait de tout ceci les Ministres de France qu'en comparant le Fort de Cabo-Corps avec Dunkerque. Le Roi d'*Angleterre* étoit en possession, *jure belli*, de cette Ville conqui-

se sur les *Espagnols*, comme les *Danois* possédoient le Fort de Cabo-Corps qu'ils avoient conquis sur les *Suédois*. Comme l'Angleterre a vendu Dunkerque à la France, de même le Dannemark a cédé Cabo-Corps à la Compagnie du Ouest établie en ce Pais sous la Protection de Leurs HH. PP. Si l'Espagne disoit à présent que la Procuration des Anglois pour la vente de Dunkerque n'étoit pas valide, la France ne manqueroit pas de répondre, que s'il étoit nécessaire elle pourroit faire voir le contraire; mais que ce ne sont pas les affaires de l'Espagne, & qu'elle n'a affaire qu'à l'Angleterre.

Si l'Espagne persistoit & vouloit établir quelque prétention sur Dunkerque, il suffiroit à la France de faire voir que l'Angleterre avoit un tel Droit sur cette Place, que l'Espagne n'en peut rien prétendre contre l'Angleterre. Quand la France auroit convaincu l'Espagne de cela, en sorte qu'elle n'auroit autre chose à répondre sinon, c'est une affaire à démêler entre l'Angleterre & moi, & qu'ainsi il faut par provision lui évacuer la Place; sans doute que la France ne déféreroit pas à cette demande, & qu'elle répondroit avec raison, qu'elle a aquis le Droit qu'avoit l'Angleterre, & qu'elle est en droit de répondre à l'Espagne ce que l'Angleterre même lui auroit répondu.

Si à présent quelques Barbares ou Corsaires venoient s'emparer de Dunkerque. la France seroit en droit de faire son possible pour la recouvrer, quand bien même ces Barbares & l'Espagne même déclareroient qu'ils

qu'ils la tiennent au nom del'Espagne. Voir la ce que vous pourrez étendre & applique comme vous le jugerez à propos. Je suis &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 1. Juin 1663.*

MONSIEUR,

Depuis que le Roi est tombé malade Versailles, les Seigneurs qui sont ici s'y rendent à toute heure, les uns pour y faire leur Cour, les autres pour les fonctions de leur Charges; en sorte qu'on ne trouve ici personne chez soi, & qu'il ne se fait absolument rien. Pour moi je suis obligé de remettre mon Audience jusqu'à la convalescence du Roi; alors j'entreprendrai Sa Majesté de l'affaire de Guinée, dont les Ministres ont ici une idée la plus defavantageuse; tant ont eu de pouvoir pour les prévenir la déclaration du Commandeur *Trelong*, & les discours de Mr. l'Ambassadeur *Zeeftet*.

On me demande de tems en tems si Leur HH. PP. ne m'ont pas encore envoyé d'Ordres & d'Actes pour comprendre sous la Garantie de l'Alliance les Traitez que la France a conclus, ratifiez, ou renouvellez depuis le 27. Avril 1662. On témoigne beaucoup d'impatience sur ce sujet.

Les

Les Conférences que l'on tenoit à Lion avec *Rasponi*, Plénipotentiaire du Pape, ont été transférées à Pont-beau-Voisin sur les frontières de Savoye où l'on gagnera ou perdra un tems pendant tout cet Été. Ce sera un grand avantage pour les affaires de Portugal, puis que Sa Majesté Très-Chrétienne ne veut pas permettre que personne y paroisse en qualité de Nonce Apostolique, &c. jusqu'à ce que le Pape lui ait donné satisfaction sur ce qui s'est passé à Rome avec son Ambassadeur.

On a dit ici que l'on envoyeroit Mr. de *Brienne* à cette Conférence de Pont-beau-Voisin, mais on n'en parle plus; aussi sa nouvelle Charge ne lui permettroit-elle pas de l'absenter long tems de la Cour, d'autant plus qu'il a tous nouveaux Commis qui n'ont aucune expérience des affaires.

Je demandai ces jours passez à ce Seigneur, par quel pied étoient les Négociations avec le Danemark, il me répondit en souriant qu'il y avoit plus de six mois qu'on n'en avoit point parlé; & Mr. de *Brienne* le Père, qui est à la tête des Commissaires de Sa Majesté, s'imaginant qu'on le méprise, se plaignoit dernièrement à moi qu'on ne lui donnoit aucune part de ce qui se passoit.

A ce que je puis en juger, ce sera un Traité d'Amitié, de bonne Intelligence & de Correspondance, & même de Commerce, Navigation & Marine, dont les conditions seront les mêmes que celles du dernier Traité conclu le 27. Avril 1662. entre la France & Leurs HH. PP.; car on est toujours fort

fort appliqué ici à étendre & augmenter la Navigation & le Commerce du Royaume, c'est à dire à diminuer les autres. On m'écrit de Bourdeaux que le nouveau Fermier du Droit de Tonneau a ordre de le faire payer aux Bâtimens Danois & Hollandois une fois seulement, savoir en sortant des Ports de France & non en y entrant, conformément à l'Article séparé du Traité d'Alliance.

Mr. l'Ambassadeur de Venise attend que j lui fasse une réponse satisfaisante sur la conduite d'un Vaisseau Hollandois qui s'est joint aux Turcs dans l'Archipel & a combattu avec eux contre l'Escadre Venitienne à laquelle il a fait beaucoup de mal. Je crois que cette République se contentera pour le présent qu'on lui promette de punir le Maître de ce Bâtiment, on du moins de lui faire une severe réprimande.

Le Roi avoit hier une violente fièvre mais on espère que cela diminuera, puis que la Rougeole commence à paroître. La Cour est encore à Versailles. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 8. Avril 1663.*

**M** O N S I E U R ,

Les raisonnemens dont vous vous servez dans votre Lettre du 31. Mai contre la Compagnie



Compagnie Suédoise de Guinée me paroissent si forts & si solides, & je me trouve à présent si bien instruit de cette affaire, que je ne manquerai pas de la mettre dans tout son jour la première fois que j'aurai l'honneur d'en parler au Roi.

On soutient ici dans l'histoire de cette affaire des Suédois, qu'ils sont en possession du Fort de Cabo-Corps, & que ni les Portugais, ni la Compagnie du Ouest, n'en ont jamais été Maîtres avant l'an 1647. 1648. & 1649. Il seroit à propos qu'on m'informât sur cet article, & qu'on m'envoyât une Carte de la Côte de Guinée; car je ne trouve rien du Cabo-Corps dans celle que j'ai, & on décide ici ces sortes d'affaires sur la moindre contradiction. Nous attendons ici la Cour lundi, ou mardi prochain. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 14. Juin 1663.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu en leur tems vos Lettres du 1. & du 8. de ce mois, ma dernière étoit du dernier du passé.

Comme l'on a reçu ici les Traitez que la France souhaite être compris dans la Garantie, les Provinces vont délibérer sur cette affaire.

On

On a remis entre les mains de Commissaires les plaintes des Venitiens contre un Bâtiment Hollandois qui se feroit joint aux Turcs dans l'Archipel, & qui les auroit aidé à maltraiter l'Escadre de Venise. J'aurai soin qu'ils examinent cette affaire & qu'ils en fassent rapport au plutôt.

Mr. l'Ambassadeur de France m'a remis en main cette semaine-ci l'Extrait d'une Lettre que le Roi son Maître lui a écrite sur l'affaire de Guinée; en voici une Copie. Je crois que vous êtes présentement entièrement informé de cette affaire par les Instructions, preuves & raisonnemens qu'on vous a envoyez sur ce sujet; ainsi il n'est pas nécessaire d'y rien ajoûter: nos dernières propositions sont pleinement justifiées, & tout ce que cet Extrait-ci contient de favorable aux Suédois a été suffisamment réfuté. Il faut pourtant dissiper le doute que l'on paroît avoir sur l'accord fait pour la vente de Cabo-Corps, sous prétexte que celui que nous produisons, n'est, dit-on, qu'un simple Projet qui ne peut détruire les raisons contraires fondées sur les Traitez. Il faut remarquer sur ceci, qu'on ne peut en aucune manière douter de la validité de cet accord, qui est avoué & même reconnu pour être le fondement de l'Article 19. du Traité de Coppenhague; car lors qu'il y est dit que le Roi de Suède remet & se désiste, moyennant quatre cent milles florins, de tout Droit que Sa Majesté ou ses Sujets pourroient prétendre par rapport à l'affaire de Guinée; on avoué & reconnoît le susdit accord sans lequel le Roi de Suède

n'a aucun Droit à cette somme de quatre cens mille florins ; mais seulement aux Forts & autres choses qui lui avoient été enlevées : & l'on ne peut imaginer aucune autre chose que cet accord , sur laquelle le Droit à cette somme soit fondé. Or l'accord étant avoué , peut-on douter de son contenu tel qu'il a été tiré du Protocole & produit dans le dernier Mémoire ? d'autant plus que tout ce que l'on allégué contre le contenu se réduit à ceci ; savoir , si l'on a promis les quatre cens mille florins pour toutes les prétentions sur la Guinée , ou seulement pour une partie , & à l'exemption des Forts ; mais cette objection est encore décidée en faveur de Leurs HH. PP. par les termes de l'article 19. *propter negotium Guineense* , & par plusieurs autres raisons rapportées dans le Mémoire ci-dessus.

Quant à l'objection qu'on vous a faite , que les Suédois sont actuellement en possession du Fort Cabo-Corps , voici ce qui en est : les Nègres , & non les Suédois , ont enlevé ce Fort à la Compagnie du Ouest ; & tout ce que les Suédois ont à alléguer pour colorer leur prétendue possession , est que ces Nègres tiennent ce Fort au nom du Roi de Suède , ainsi qu'ils l'ont assuré , dit-on , à trois Suédois qui sont entrez depuis ce tems-là dans le Fort.

Il me semble qu'on ne peut mieux expliquer aux François la conséquence de cette allégation , que par la comparaison dont je me suis servi dans ma précédente ; savoir , que si la Ville de Dunkerque ayant été sur-

prise par quelques Corsaires ou Barbares qui s'en feroient rendus les Maîtres; ceux-ci di-  
soient qu'ils ne la conservoient qu'au nom  
du Roi d'Espagne, après en avoir fait une  
déclaration de la manière la plus solennelle  
à quelques Officiers Espagnols qui se se-  
roient introduits dans la Place; le Roi de  
France renonceroit-il au dessein de chasser  
ces Barbares de leur Conquête, parce que  
l'Espagne soutiendrait qu'elle seroit en pleine  
possession de Dunkerque? disons plus, quand  
même les Suédois se feroient rendus Maîtres  
du Fort de Cabo-Corps avec leurs propres  
forces, leurs prétentions n'en seroient pas  
mieux fondées; tout ce qui en seroit arrivé,  
c'est que cette hostilité auroit donné lieu à la  
République de s'en ressentir, non seulement  
en les chassant du Fort de Cabo-Corps, mais  
même par d'autres moyens tels qu'elle les  
auroit jugé convenable.

Il est certain que les Portugais & la Com-  
pagnie du Ouest n'ont jamais possédé le Fort  
de Cabo-Corps avant les années 1647. 1648  
& 1649. puis qu'il n'a été bâti près de Carl-  
hof qu'en 1650.

Je vous envoie ci-joint la Carte que vous  
avez demandée. Je finirai celle-ci en vous  
assurant que je suis & serai toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 15. Juin 1663.

MONSIEUR,

J'ai appris par les Résolutions de Leurs HH.  
P. & l'Extrait de leur Journal que l'on  
n'envoye, que l'on a enfin résolu de le-  
ver le Droit de Tonneau dans les Provin-  
ces-Unies; l'Etat ne m'en a pas encore in-  
formé en particulier, je vous prie de faire en  
sorte que l'on m'en écrive afin que je sache  
ce que je dois faire à cet égard dans l'occa-  
sion.

Je vous ai marqué ci-devant que lors que  
j'ai fait des plaintes à Mr. l'Intendant Col-  
bert, sur les injustices auxquelles étoient ex-  
posés les Sujets de l'Etat de la part de ceux  
qui levoient ce Droit, il me répondit que  
l'on y mettroit ordre au premier jour, qu'on  
feroit cette Ferme à ceux qui l'avoient a-  
vance, & qu'on la donneroit à d'autres. Ce-  
la est arrivé comme il me l'avoit promis &  
comme je vous l'ai aussi mandé.

Le nouveau Fermier nommé N. Bertillot  
a eu cette Ferme entr'autres pour cinq cens  
vingt mille livres tournois. L'ancien Fermier en  
est très fâché, & en même tems fort en co-  
re contre ce Bertillot. En sorte que Gau-  
mont, c'est cet ancien Fermier, met tout en

œuvre pour nuire à *Bertillot* son successeur. J'ai fait connoissance avec ce *Gaumont*, que je fais agir, & qui soutient entr'autre, que le nouveau Fermier n'a pas droit d'exiger le Droit de Tonneau des Vaisseaux qui sortent vuides des Ports de France, mais seulement de ceux qui sont chargez ; car, selon son interprétation, c'est-là le sens de la déclaration du Roi du 16. Février. En effet, dit-il, cette déclaration a été donnée pour statuer quelque chose qui n'étoit pas en usage auparavant, ou qui se pratiquoit autrement. Or *Gaumont* & son Colecteur m'ont déclaré que tant que leur Bail a duré, ils n'ont jamais fait payer ce Droit deux fois aux Vaisseaux Hollandois ; savoir, une fois en entrant chargez & une seconde fois en sortant chargez. Mais que comme ils étoient les Maîtres de se faire payer ce Droit en entrant ou en sortant, parce qu'ils n'étoient pas bornez à cet égard par les conditions de leur Bail, ils avoient quelque-fois fait payer ce Droit à des Vaisseaux en entrant ; mais qu'alors ils ne le leur faisoient point payer en sortant.

En second lieu, *Gaumont* m'a déclaré que tant que son Bail a duré il n'a jamais exigé ce Droit des Vaisseaux qui en entrant chargez n'avoient rien payé, & qui repartoisent vuides, ou simplement avec du lest & sans marchandises, ce qu'il m'affirma avec serment : & même *Gaumont* me dit, mais non pas son Colecteur, qu'il n'avoit jamais exigé le Droit de Tonneau des Bâtimens Hollandois qui entroient sans cargaison. &

qu

qui partoient ensuite : car, dit-il, on ne peut raisonnablement exiger de *droit de fret* où il n'y a point de *fret*.

Vous remarquerez que ce *Gaumont* & son *Collecteur* ne parlent que de la Province de Normandie, de Rouen, Dieppe, Havre-de-Grace, Caën, St. Valery, & autres Ports de cette Province : les plaintes que j'ai eues venoient de la Bretagne.

Je trouve aussi qu'il y a un *Collecteur* qui a exigé & reçu le *Droit de Tonneau* de quelques Bâtimens vuides, mais il n'a jamais rendu compte de cet argent à ses Maîtres, il l'a mis dans sa poche ; ainsi, il faudra que tôt ou tard il le restituë à ceux qui ont fait la sottise de le payer.

Enfin, *Gaumont* & son *Collecteur* en Normandie sont d'avis qu'il faut que la déclaration du 16. Février dernier ait statué quelque chose de nouveau & qui n'étoit pas pratiqué alors.

Par conséquent, que comme avant la Déclaration les Bâtimens qui sortoient vuides, n'ont rien payé, cette Déclaration étoit inutile à cet égard, & n'a pû être publiée que pour remédier à quelques autres points sur lesquels j'avois fait des plaintes.

*Gaumont* & son *Collecteur*, pour faire voir que leur pratique & leur sentiment ont toujours été tels, déclarent que s'ils avoient crû que l'intention du Roi & de Mr. *Colbert* fût, qu'on pouvoit exiger le *Droit de Tonneau* des Bâtimens étrangers, qui partent sans cargaison, ils auroient offert pour

cette Ferme deux cens mille livres au delà des cinq cens mille que *Bertillot* en donne, & que si celui-ci ne peut faire payer les Vaisseaux qui partoient sans cargaison, il a offert beaucoup trop pour la Ferme de ce Droit & qu'inmanquablement il y perdra.

J'ai jugé à propos de vous informer de tout ceci, mais en secret, & je vous prie de n'en faire usage qu'avec beaucoup de discrétion, car autrement *Gaumont* & son Colecteur courroient risque d'être ruinez, si l'on savoit qu'ils parlent avec moi d'affaires qui concernent les Finances.

Or puis que j'ai déjà des ordres de Leurs N. & G. P. de tâcher de faire entièrement abolir ce Droit, & que même, sans ces ordres, il est de mon devoir de le faire diminuer autant qu'il est possible; celle-ci peut rester entre nous, j'attendrai que vous me mandiez ce que vous en pensez. Je n'ai point reçu de Lettre cet ordinaire-ci. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 21. Juin 1663.

MONSIEUR,

J'ai reçu, depuis ma dernière du 14., celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 15. Je me suis plaiut très sérieusement à Mr. d'*Estrades* des vexations des Fermiers du



du Droit de Tonneau, de leurs Officiers, & de tout ce que les Habitans de nos Provinces en souffrent journellement, & en souffriront toujours tant que ce Droit ne sera pas entièrement aboli. Je l'ai prié instamment d'intervenir auprès du Roi & des Ministres en faveur de nos Maîtres de Navire, & d'obtenir que du moins on donne des ordres pour arrêter ces concussions; jusqu'à ce que l'on abolisse cet Impôt: sur quoi je lui ai depuis envoyé le Mémoire dont je vous envoie Copie. Comme vous êtes informé par les Résolutions de Leurs HH. PP., & pareillement de Leurs N. & G. P., combien Elles ont à cœur cette affaire, je vous prie de prendre la peine, aussi-tôt la réception de celle ci, de faire de nouvelles instances sur ce sujet auprès de Mr. de *Lionne* de la part de Leurs HH. PP., & auprès de telle autre Personne à qui vous croirez qu'il soit nécessaire d'en parler, pour donner du poids aux bons offices de Mr. le Comte d'*Estrades* qui m'a promis de vous seconder.

Mr. d'*Estrades* m'a demandé si, à la réquisition du Roi, l'on ne pouroit pas envoyer en France, *Laurens Davidsz*, qui est en prison à Dort, accusé d'avoir eu part aux Pirateries commises dans la Mer Rouge, afin qu'il y fût jugé par l'Amirauté. Je lui ai d'abord répondu qu'il n'y avoit nulle apparence que cela se pût, & ensuite je lui en ai déduit les raisons dans un Mémoire que je lui ai envoyé, & dont vous trouverez ici la Copie. Je vous prie de faire comprendre ces

raisons à Mr. de *Lionne*, en y en ajoutant d'autres que votre expérience & votre prudence vous fourniront. Je finis avec précipitation & fais, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Juin 1663.*

**M** O N S I E U R,

Ayant reçu cette semaine-ci un paquet du 14. avec la Carte des Côtes de Guinée, & une Copie de la Lettre du Roi, j'ai cherché l'occasion de parler de cette affaire à Mr. *Zeeftet*, Ambassadeur de Dannemark en cette Cour-ci, & à Mr. le Commandeur *Trelong* qui a assisté à la conclusion du Traité avec la Suède. J'ai trouvé que le premier soupçonne que l'intention de Leurs HH. PP. pourroit être de se tirer de l'embaras de cette affaire du Fort de Cabo-Corps en renvoyant le Roi de Suède à celui de Dannemark; ce qui ne manqueroit pas de causer de nouvelles brouilleries; ainsi, Mr. l'Ambassadeur *Zeeftet* ne manquoit pas de me contredire autant qu'il pouvoit & d'appuyer les prétentions des Suédois; car il n'y a rien que le Dannemark évite avec plus de soin que tous les sujets de brouilleries avec la Suède.

Cette Cour-ci prend extraordinairement à cœur les intérêts de la Pologne. Elle em-  
plove

ploye les Subſides & tous les autres moyens que l'on croit convenables pour la mettre à couvert d'une Guerre de la part des Moscovites. On eſt perſuadé qu'il n'y a pas de Nation dont on puiſſe mieux ſe ſervir pour cela que la Suédoïſe, & on la careſſe afin qu'en menaçant le Moscovite d'une Rupture, il vive en paix avec la Pologne. On dit même que la Suède pourroit bien déclarer dans peu la Guerre au Grand-Duc, & qu'à cet effet on a déjà remis d'ici à Hambourg des ſommes conſidérables pour la Suède, à laquelle on en enverra bien-tôt encore d'autres. Ces diſpoſitions ſont cauſe que le Commandeur parle tant pour les Suédois, & ne cherche qu'à régler tout à la ſatisfaction de la Suède. La manière dont la Lettre du Roi eſt conçue me fait craindre que Sa Majeſté ne s'opiniâtre dans ſon ſentiment; car, comme vous ſavez, les intérêts des Princes l'emportent toujours ſur les meilleures preuves & ſur les raiſons les plus ſolides telles que me paroïſſent celles de vos Lettres & Inſtructions. Si l'on pouvoit trouver quelque expédient pour terminer cette affaire, je crois que ce ſeroit le meilleur. Il me paroît que Leurs HH. PP. y donneroient les mains; c'eſt à Elles à juger ſi ce ne ſeroit pas le plus court chemin pour terminer ce différent, fût ce même aux dépens de quelque ſomme d'argent dont la Suède a toujours beſoin. Je m'en raporte en toutes choſes à votre ſage direction, & je vous avoue que je ne trouve rien de plus ſolide que vos raiſons; ſi on vouloit les écouter.

Mr. le *Rhingrave* est ici, & adéja eu deux Audiences du Roi.

Les nouvelles que l'on a de Madrid, des progrès des armes Espagnoles en Portugal, ne plaisent ici qu'à un très petit nombre, en sorte qu'il paroît que l'on en a quelque inquiétude. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 28. Juin 1663.*

MONSIEUR,

J'ai reçu en son tems votre Lettre du 22., ma dernière étoit du 21. de ce mois.

Mr. *Charisius* peut témoigner que dans toute l'affaire de Guinée l'Etat n'a jamais eu intention de mettre la Suède aux prises avec le Roi de Dannemark pour se tirer d'affaire; ce qui paroît assez aussi par les Mémoires que l'on vous a envoyez, & que bien loin de-là on ne recherche rien tant de ce côté-ci que d'aller au devant de toutes les brouilleries qui pouroient arriver entre le Dannemark & la Suède, jusques-là même que dans cette affaire-ci l'Etat a constamment réfuté ce sur quoi la Suède déclaroit qu'elle négocieroit avec le Dannemark, particulièrement en soutenant que le Fort de Cabo-Corps & les Loges sont comprises dans l'achat pour quatre cens mille Risdaldres; que l'Article XIX. de Copenhague étoit décisif  
sur

sur cela & autres raisons semblables, ce que la Suède soutient toujours vouloir démêler avec le Dannemark, & non avec l'Etat.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* s'est plaint ici ces jours passez, que le Colége de l'Amirauté de la Meuse avoit fait payer le Droit de Tonneau à quelques Bâtimens François au de-là de leur grosseur; Leur HH. PP. ayant demandé sur cela les informations de l'Amirauté, avec défense d'entreprendre rien de semblable à l'avenir, Elles ont reçu pour réponse, que l'on feroit jauger les Bâtimens François par un Jaugeur Juré, & que l'on ne fera payer que sur sa déclaration sous serment, de la grosseur du Bâtiment. Au reste, Leurs HH. PP. ont fait proposer à Mr. d'*Estrades*, par des Députez de leur Assemblée, de ne faire payer ce Droit de part & d'autre, qu'à proportion de la charge des Vaisseaux exprimé sur leur Passeport lors qu'ils partent: à cette occasion Mrs. les Députez ont demandé avec instance l'entière abolition de cet Impôt. Mr. l'Ambassadeur s'est chargé d'en écrire très sérieusement à Sa Majesté, & a déclaré qu'il ne cessoit de solliciter la Cour sur cela, jusques-là même qu'on lui avoit reproché qu'il faisoit plus d'instances contre ce Droit de Tonneau que l'Ambassadeur même de Leurs HH. PP. qui étoit à la Cour. J'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous donner avis de ceci, en vous priant instamment de demander, sans vous reputer, l'entière abolition de cet Impôt & de rendre compte de tems en tems à Leurs HH. PP.

de ce que vous faites à cet égard. Quand aux concessions que l'on exerce en France dans la levée de ce Droit, je m'en raporte à ce que je vous ai déjà marqué dans ma Lettre du 12. Avril dernier. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 28. Juin 1663.

MONSIEUR,

Je mande par cette Poste à la Régence ce que j'ai fait avec les Ministres de cette Cour par rapport au Corsaire de la Mer Ronge qui est ici au Havre-de-Grace, & ce que Mr. de *Lionne* m'a répondu sur ce sujet. Je puis juger que toute cette affaire & ce qui en dépend a été envoyée à Mr. le Comte d'*Estrades*, & que cette Cour-ci est souverainement satisfaite de la manière dont vous conduisez ces sortes d'affaires, dont on parle beaucoup ici & avec éloge : & autant que je puis m'en apercevoir, le Comte d'*Estrades* fait tout ce qui dépend de lui pour réunir les sentimens des deux Cours & faire réussir les choses qui peuvent leur être respectivement avantageuses.

Il me semble que Mr. de *Lionne* est dans les mêmes sentimens ; & permettez-moi de vous dire encore que je crois qu'il seroit avantageux en plusieurs occasions que vous  
vous

vous écrivissiez quelque-fois l'un à l'autre; car il y a des affaires qui doivent n'être sûes que de peu de personnes & que le Public doit ignorer; après tout il n'en fera que ce que vous jugerez à propos.

J'ai encore parlé à Mr. de *Lionne* de l'affaire de Guinée. J'ai tâché de le convaincre par le moyen des raisons, des Extraits tirez des Traitez, & de la Carte des Côtes de Guinée, du tort où sont les Suédois, & de l'équité des prétentions de la Compagnie Hollandoise du Ouest; je lui ai même laissé par écrit mes argumens & les Extraits des Traitez, qui, je l'espère, le mettront au fait. Mais, comme je l'ai déjà mandé, on est ici étrangement prévenu en faveur de la Suède. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 6. Juillet 1663.*

MONSIEUR,

Je profiterai de la première occasion pour détruire l'opinion où est Mr. l'Ambassadeur *Zeeftet*, que Leurs HH. PP. chercheroient à se tirer de l'affaire de Guinée en excitant quelque nouveau démêlé entre la Suède & le Roi son Maître; rien ne seroit plus opposé aux intérêts de la République, & je me servirai des raisons que vous apportez dans votre

tre pour le convaincre qu'on ne doit pas soupçonner Leurs HH. PP. d'une telle conduite.

Je vous ai fait, dans ma dernière, un ample détail de mes Conférences avec les Ministres touchant les griefs par rapport au Droit de Tonneau. Dès qu'on leur parle de quelque affaire qui concerne les Finances & les revenus du Roi, pas un d'eux ne s'expliquent, en sorte qu'il n'y a rien à faire avec eux, & ils vous renvoient toujours à Mr. l'Intendant *Colbert* dont j'ai expliqué les sentimens par rapport à cet Impôt dans quelques-unes de mes précédentes. Je suis étonné de trouver ces Messieurs-ci si ignorans sur tout ce qui regarde les affaires de nos Provinces. Parlant dernièrement à Mr. l'Intendant de la liberté du Commerce & de l'égalité qui devrait être dans les Droits qu'on fait payer aux Sujets des deux Etats: son Excellence m'objecta, que Leurs HH. PP. ne permettoient pas cette liberté de Commerce aux Sujets du Roi; car, ajoûtoit-il, vous ne permettez pas aux François de négocier librement aux Indes; ainsi, je fus obligé de l'informer que la Navigation & le Commerce sont libres à toutes les Nations de l'Europe qui peuvent passer le Cap de Bonne-Espérance, & frequenter toutes les Terres & Etats appartenant aux Rois Indiens & aux Peuples libres qui n'ont aucun engagement par quelque Contract ou Traité exclusif qu'ils auroient fait avec Leurs HH. PP. & avec la Compagnie des Indes; & que les Sujets du Roi & ceux des autres Rois de l'Europe peuvent



vent faire voile & fréquenter & négocier dans ces Pais-là aussi librement que ceux de la Compagnie des Indes : mais que de prétendre le Commerce libre dans les Colonies de la Compagnie des Indes, ce seroit comme si un étranger prétendoit de vendanger & de moissonner autant de raisins & de bleds qu'il voudroit dans les vignes & les terres de Mr. Colbert, sans avoir contribué à l'achat & à l'entretien des vignes & des terres de ce Seigneur, puis que les Terres & Colonies de la Compagnie lui avoient coûté plusieurs millions, & qu'elle en jouissoit comme de son Patrimoine, &c.

J'envoie aujourd'hui à Leurs HH. PP., & en même tems à Leurs N. & G. P. sous votre adresse, le Mémoire que j'ai présenté au Roi pour l'entière abolition du Droit de Tonneau & de la défense de faire entrer l'huile de Baleine, &c. dans le Royaume, auquel j'ai joint une Liste des innovations que le nouveau Fermier tâche d'introduire dans la levée du Droit de Tonneau, ainsi qu'il paroît par les Lettres de Mr. l'Agent *Glarges* à Calais, & de la Nation Hollandoise à Nantes, dont j'y ai joint les copies avec les raisons pour lesquelles ce Fermier ne peut prétendre ces choses. Je vous ai écrit fort en détail sur toute cette affaire le 18. de Juin. Je me raporte à ce que je vous en ai écrit alors, & vous prie instamment que l'on m'envoie l'Ordonnance de Leurs HH. PP. qui établit la levée du Droit de Tonneau sur tous les Sujets de France dans les Provinces Unies ; afin que je sois instruit à toute

occasion, s'il arrivoit qu'on me fît ici quelques plaintes. Je suis & serai toujours, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 12. Juillet 1663.

MONSIEUR,

La dernière que je vous ai écrite étoit du 28. du mois dernier; j'ai reçu les vôtres de même date & du 6. de ce mois.

Permettez-moi de vous dire, sur ce que vous me marquez de l'utilité d'un Commerce de Lettres entre Mr. le Marquis de *Lionne* & moi, que cela ne peut être qu'avec beaucoup de réserve, & qu'il est bon que les Négociations ordinaires passent, suivant l'usage, par les mains des Ministres de part & d'autre entretenus dans les Cours respectives, outre que c'est l'intention de la Régence, & sur tout des Provinces avec lesquelles je n'ai pas tant de liaison, n'y étant attaché par aucun Serment.

Vous me ferez plaisir de me mander quel aura été le succès de vos sollicitations par rapport à l'affaire de Guinée, & de ce qui s'est passé entre vous & Mr. *Zeeftet*.

On commence à s'ennuyer ici de recevoir sans cesse des plaintes des vexations que souffrent en France les Sujets de l'Etat, je ne saurois vous exprimer combien cela aliène les Esprits. Je vous prie de l'insinuer au Roi &

& à ses principaux Ministres, & de travailler sans relâche à l'abolition totale de ce Droit de Tonneau; cela ne doit pas empêcher que vous ne demandiez par provision, que le Roi donne des ordres pour arrêter ces violences, que vous avez représentées dans votre dernier Mémoire d'une manière qui a été fort agréable à la Régence aussi bien que la Liste de plusieurs innovations que vous y avez ajoutée: il me semble que le Roi devroit envoyer sur le champ aux Fermiers & à leurs Officiers une défense absolue d'exiger des Vaisseaux des Sujets de l'Etat qui sont chargez de Sel au de-là de 25. sols par Tonneau pour tout Droit, conformément au contenu exprès de l'article séparé; où il n'est fait mention d'aucune distinction si le Vaisseau est destiné pour les Provinces-Unies ou pour ailleurs, en sorte qu'on ne peut pour cette raison les rançonner & les surcharger; car le fondement de la diminution de ce Droit de 50. à 25. sols n'étoit pas que le Sel dût être déchargé dans les Provinces, mais que les Vaisseaux qui l'iroient charger en France fussent des Bâtimens Hollandois en ces termes, *des Navires des Sujets desdites Provinces-Unies*, & un peu après, *lesdits Navires*. Vous devez demander satisfaction sur cet article sans perdre de tems, & si l'on ne vous la donne pas, vous devez vous plaindre de l'infraction du Traité.

Je vous envoie ci-joint, pour votre instruction, l'Ordonnance des Etats qui établit le Droit de Tonneau dans les Ports de la République. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 23. Juillet 1663.

MONSIEUR,

Mr. *Colbert-du-Terron* est de retour de Portugal au Brouage. Il est parti de Lisbonne sur une Frégate Angloise, qui l'a conduit jusqu'à la hauteur du Cap de Finistère, où il est passé à bord d'un Bâtiment Hollandois suivi de sa petite Frégate Francoise, où il ne jugea pas à propos de se mettre.

Présentement que les Conférences de Pont-beau-Voisin sont rompues, on parle beaucoup de la Guerre contre Rome.

On ne parle que de Négociations secrètes en Angleterre, en Suède, en Pologne, en Italie & à Lisbonne.

Mr. l'Ambassadeur *Sagredo* me dit dans une visite qu'il me rendit ces jours passez, qu'on avoit osé soupçonner, ici à la Cour, sa République d'être entrée dans la Ligue, entre le Pape, l'Empereur & l'Espagne; ce qu'il m'assura sérieusement être très faux.

Mr. *Zéestet* ne fait encore aucun préparatif pour partir; on ne parle plus beaucoup d'une Alliance avec le Dannemark; mais autant que je puis le comprendre, l'on n'a en vûe que d'obtenir du Dannemark de gros avan-

avantages pour l'en couragement du Commerce & de la Navigation de ce Royaume en Norwege & dans la Mer Baltique, car c'est à présent ici l'unique but de tout ce que l'on entreprend: ceux qui y sont intéressez se conduiront avec leur prudence ordinaire. Je suis, &c.

P. S. On veut aussi qu'il viendra ici de la Haye des Députez secrets; on m'en parle à la Cour.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 27. Juillet 1663.*

**M O N S I E U R,**

Après avoir supposé comme une vérité certaine, qu'il ne se passe rien dans l'Assemblée de Leurs HH. PP., sur tout, ce qui est mis par écrit, qui ne soit d'abord sù ici en Cour; je vous avertirai que les Solliciteurs de *Jean Pedy & Jacob-Jansz de Jong*, Marchands fabricqueurs de Savon à Rotterdam, en faveur desquels Leurs HH. PP. m'ont écrit le 27. du mois passé, font ici grand bruit des Présens que la Régence destine aux Commissaires du Roi qui ont signé l'Alliance du 27. Avril 1662., en sorte que l'on en fait des railleries dans tout Paris, d'autant plus que ces Solliciteurs osent se vanter, qu'à la fa-  
veur

veur de ces Présens ils obtiendront ce qu'ils demandent, comme si ces Messieurs étoient capables de se laisser ainsi corrompre; leur Requête, dans laquelle ils font entendre la même chose très clairement à Leurs HH. PP. est publique ici; on devroit rejeter ces fortes de Requêtes, ou prendre garde qu'elles fussent dressées de manière à n'offenser personne.

On est aussi pleinement instruit ici de la Requête ou Remontrance que les Eglises des Evangeliques des Valées du Piémont ont présentée à Leurs HH. PP., signée *J. Carré*; & sur laquelle j'ai reçu ordre de faire ici les sollicitations nécessaires pour le soulagement desdites Eglises. Cette Remontrance a été présentée à Leurs HH. PP. au nom des Eglises Evangeliques des Valées de Piémont; & quoi que tout ce qui y est exposé peut être vrai, & que ces Gens-là aient souffert effectivement tout ce qu'ils disent de la part des Officiers du Duc de *Savoye*, n'auroit-on pas pû écrire & représenter cela d'une autre manière & sans employer des termes injurieux au Duc & à ses Officiers qu'on accuse de *violence*, *cruauté* & *perfidie Barbarie*, &c. ces expressions ne servent qu'à irriter ici les esprits & à augmenter la haine.

Je puis dire & assurer, avec connoissance de Cause, que si les Evangeliques des Valées se conduisoient conformément au Traité de Pignerol, & qu'ils s'en contentassent, ils pourroient tout attendre de la modération, de l'équité & de l'intercession de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui leur feroit accorder  
ce

ce qu'ils demandent dans cette Remontrance, d'autant plus que cette Cour paroît disposée à leur être favorable, disposition que je tâcherai d'entretenir. Je vous prie que ceci ne passe pas outre, puis qu'autrement ces pauvres Gens en souffriroient; je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 7. Août 1663.

MONSIEUR,

J'ai donné ordre à mon Commis de vous envoyer le 26. du passé une Copie d'un Mémoire que j'avois envoyé le même jour à Mr. le Comte d'*Estrades*: j'espère que vous aurez eu occasion de pénétrer quel effet il aura produit.

J'ai reçu en leur tems vos Lettres du 23. & du 27. du même mois. L'imprudence de *Jean Pedy* & de *Jacob-Jansz de Jong*, Marchands de Rotterdam, est très condamnabile, & vous pouvez être certain que l'on a fort desapprouvé ici leur conduite.

Mr. l'Ambassadeur d'*Estrades* a présenté jeudi passé à Leurs HH. PP. un Mémoire dont voici la Copie; le même jour je lui ai remis, avec la connoissance de Leurs N. & G. P., le Mémoire dont voici aussi la Copie, pour répondre au sien: il y a déjà quelque tems que dans une autre occasion  
je

je vous en ai mandé la substance : vous recevrez de la part de l'Etat ce que Leurs HH. PP. ont résolu sur ce Mémoire & sur vos dernières Lettres en conséquence de ces Résolutions ; vous devez tout mettre en œuvre pour obtenir l'abolition du Droit de Tonneau , & de l'Edit du 16. Décembre 1662. Nous attendrons quel en sera le succès.

Comme je dois aller hors de la Haye pour quatre ou cinq jours , j'ai écrit celle-ci d'avance afin qu'on vous l'envoie par la première Poste. Je n'ai rien autre chose d'important à vous mander ; je suis , &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 23. Août 1663.*

MONSIEUR,

Depuis quelques jours il ne s'est rien passé ici, dans les affaires de France , qui mérite la moindre attention ; ainsi celle-ci sera simplement pour vous envoyer la Lettre ci-jointe de l'Amirauté de Rotterdam avec les Pièces annexes, touchant le Droit de Tonneau , dont on a remis Copie entre les mains de Mr. d'*Estrades*, par ordre de Leurs HH. PP. Je me raporte entièrement du reste au contenu de celle de Leurs HH. PP. en réponse à votre dernière. Je suis , &c.

P. S. Je suis obligé de m'absenter encore de la Haye pour dix ou douze jours.

A



A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 31. Août 1663.*

MONSIEUR,

Il n'y a point à douter qu'on ait en vûe ici de s'approprier le Commerce & la Navigation du Nord, & d'en chasser ceux qui en sont à présent en possession ; on ne négligera aucun moyen de parvenir à ce but.

Si ceux d'ici jouissent, à notre exclusion, de la Franchise des Droits d'entrée & de sortie, de l'exemption du Droit de Tonneau, de la Franchise de Péage du Sundt, allant & revenant & de celle des Droits d'entrée & de sortie en Suède, &c. comment les nôtres pourront-ils leur tenir tête & donner leurs Marchandises au même prix qu'eux ? On doit s'y opposer avec autant de fermeté que de prudence, & faire entendre au Dannemark & à la Suède que ces Exemptions & Franchises sont incompatibles avec les Traitez que nous avons avec ces Couronnes.

Je ne fais même si la France peut en agir ainsi, suivant le dernier Traité du 27. Avril 1662. Au reste il faut s'attendre qu'on aura recours ici aux interprétations les plus subtiles, sans faire attention à aucune autre considération.

On ne peut guère pénétrer dans les affaires

res

res de Danemark, & il pouroit bien arriver qu'elles ne prissent pas un biais avantageux aux Sujets de l'Etat. Cet Ambassadeur se cache trop de moi, quoi qu'il proteste en toute occasion des bonnes dispositions de son Maître. J'ai reçu votre Lettre du 23. Je suis, &c.

A M. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 6. Septembre 1663.*

**M** O N S I E U R,

J'ai reçu votre Lettre du 31. du passé. Nous avons appris ici avec chagrin, tant par cette Lettre que par vos Dépêches publiques, que l'on travaille en France à s'arroger le Commerce & la Navigation du Nord, & par conséquent en exclure les autres. J'en ai parlé aujourd'hui fort au long avec Mr. d'Estrades, qui me dit qu'il ne savoit rien de toute cette affaire, & qu'il ne pouvoit croire qu'on voulût exempter les Bâtimens Suédois & autres du Droit de Tonneau, pendant qu'on le feroit payer aux Hollandois.

Je lui ai demandé ensuite s'il ne conviendrait pas à la bonne Amitié & à l'Alliance qui est entre les deux Etats, que l'on déclarât naturellement du côté de la France en quoi consiste ce que Sa Majesté négocie ou a négocié avec la Suède & le Dannemark touchant

chant le Commerce & la Navigation, puis que c'étoit le moyen de dissiper tout ombrage & d'établir la Confiance mutuelle. Son Excellence s'est chargé d'en écrire au Roi par la première Poste. J'ai jugé à propos de vous donner cet avis, afin que de votre côté vous tâchassiez d'engager les Ministres à faire ces ouvertures: il me semble que nous sommes en droit de les demander en vertu de l'Alliance, & que nous avons raison d'espérer qu'on ne nous les refusera pas.

Je mets des bornes à celle-ci en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 7. Septembre 1663.*

MONSIEUR,

Je crois que pour éviter les dépenses que couteroit l'enregistrement & la vérification du Traité d'Alliance dans toutes les Cours Souveraines de ce Royaume, & qui monteroient au moins à dix ou douze mille florins. Leurs HH. PP. pourroient de leur côté délivrer à Mr. d'Estrades l'Enregistrement & la Vérification faite dans les Cours de leurs Etats; & que cette Cour-ci fît la même chose de son côté, en me faisant délivrer les mêmes Pièces autentiques.

On pourroit convenir de cela à la Haye

avec Mr. l'Ambassadeur de France, à qui on pouroit faire la lecture de l'Enregistrement. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 7. Septembre 1663.*

MONSIEUR,

Messieurs les Bourguemaîtres d'Amsterdam m'ont envoyé Copie de la Lettre qu'ils ont écrite au Magistrat de la Ville de Roüen pour l'engager à faire cesser par son autorité les chagrins que l'on fait à Roüen aux Bourgeois d'Amsterdam qui y portent le Savon noir dont ceux de la Compagnie du Nord s'emparent & tâchent de faire défendre, sous prétexte qu'il entre dans le Savon de l'huile de Baleine, ce qui est faux, comme Mrs. d'Amsterdam le font voir par plusieurs raisons si l'on ne s'opose pas à cette véxation avec vigueur, il est à craindre que cette importante Manufacture ne souffre une perte considérable.

Mr. l'Agent de *Glarges* me parle de pareilles entreprises dans son département dans sa Lettre du 5. de ce mois.

J'ai parlé aux Ministres sur ces griefs & sur l'établissement des nouveaux Consuls en Normandie & en Bretagne ; j'ai fait les mêmes représentations à Sa Majesté de bouche

che & par écrit ; j'attens la réponse. Les Agens & les Consuls sont ici plus nécessaires que jamais, car on ne pense qu'à troubler & inquiéter notre Navigation & notre Commerce, afin que nos gens fatiguent de tous les chagrins qu'on leur fait y renoncent d'eux-mêmes & l'abandonnent aux François, ce qui ne peut arriver sans commettre toute sorte d'injustices ; c'est pourquoi il seroit bon que l'on continuât les Agens & les Consuls, & qu'on en ajoutât de nouveaux dans toutes les Provinces. Il me paroît qu'on devroit sur tout continuer à Calais Mr. l'Agent de *Glarges* qui a un grand Département, puis qu'il contient la Picardie, le Boulonois, le Pais-reconquis, & depuis peu la Côte de Flandres jusqu'à Dunkerque inclusivement ; on ne peut d'ici avoir l'œil sur ce qui se passe dans des endroits si éloignés si l'on n'y a pas un Agent résident. Par rapport à Mr. de *Glarges* personnellement, la chose m'est fort indifférente, & si je vous en parle dans des termes si précis, c'est que je m'imagine qu'il y va de l'intérêt de l'Etat, du Commerce & de la Navigation, sur tout par rapport à la Province de Hollande qui y est la plus intéressée. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 13. Septembre 1663.*

**M** O N S I E U R,

Depuis ma dernière du 6. de ce mois, j'ai reçu les deux vôtres du 7. suivant. Pour donner plus de poids à ce que Messieurs d'Amsterdam ont allégué, voici les Informations que plusieurs Villes de Hollande ont envoyées à Leurs N. & G. P. touchant la fabrique du Savon noir.

Leurs N. & G. P. ont pris la Résolution, dont je vous envoie l'Extrait ci-joint, sur ce que vous avez proposé par rapport aux vérifications & enregistremens du dernier Traité.

Pour moi il me semble que ce seroit contre l'honneur de Sa Majesté que l'Etat déboursât de l'argent pour faire vérifier le Traité dans ses Parlemens & autres Cours de Justice, & même qu'on fît solliciter cette vérification. Mr. le Comte d'*Estrades* à qui j'ai recommandé hier de faire en sorte que cette vérification se fît au plutôt m'a promis d'en écrire en Cour. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 21. Décembre 1663.*

MONSIEUR,

Les grands préparatifs de Guerre que le Grand Seigneur fait pour attaquer l'Allemagne ; la Guerre de Portugal où quelques Couronnes sont intéressées ; les brouilleries que l'on craint du côté de l'Italie & qui sont fort aparentes ; enfin , les grands desseins auxquels elles pourroient donner lieu , voila le sujet des entretiens des Politiques , qui assez souvent raisonnent assez juste. Il y en a parmi eux qui croient que l'on pourroit prévenir les maux dont on est menacé en faisant une Ligue défensive entre les trois plus puissantes Républiques de la Chrétienté , qui seroient en état d'arrêter les trop vastes desseins de qui que ce pourroit être , & en opposant leurs forces , maintenir réellement les choses dans l'Europe , dans l'état où elles ont été depuis quelques années.

Ces trois Républiques seroient celle de Leurs HH. PP. , celle de Venise & celle de Suisse. Les Ambassadeurs de la dernière qui sont ici , auroient assez d'inclination pour une telle Ligue , celle du milieu n'en rejetteroit pas la proposition ; & je vous en fais la proposition afin de savoir ce que vous en pen-

fez, & si vous aprouveriez ce dessein, & me régler ensuite sur ce que vous m'en écrirez. Au reste, la chose n'est en aucune manière entamée, & peut en rester-là. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 27. Décembre 1663.*

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire par la dernière Poste & à Mr. le Greffier pour Leurs HH. PP. touchant quelques Subsidés & Secours que Mr. l'Ambassadeur *Sagredo* demande pour sa République.

Je vous dirai encore sur cela en particulier, que si l'Etat jugeoit à propos de consentir à ce que les Venitiens demandent, c'est à dire, à leur prêter six cens mille florins par an, pendant autant d'années que les Venitiens ont payé à Leurs HH. PP. les Subsidés stipulez par le Traité de 1619., je pourrais obtenir de l'Ambassadeur *Sagredo* quelques conditions avantageuses, ou du moins lui en faire la Proposition; par exemple, que, dès que la Guerre avec le Grand Seigneur seroit terminée, les Venitiens seroient obligez, non seulement de restituer à Leurs HH. PP. ces Subsidés des années précédentes; mais encore de leur payer ceux de quinze années stipulez dans le Traité de 1619.; en sorte qu'ou:



qu'outré la restitution des 600000. florins annuels reçûs pour autant d'années, qu'ils ont été payez à Leurs HH. PP. depuis la Trêve, Leurs HH. PP. pourroient encore prétendre de la République de Venise une somme de neuf millions, c'est à dire le payement complet des Subsidies promis par le Traité de 1619., ou autant moins que Leurs HH. Puissances auroient manqué de restituer dudit Subside aux Venitiens suivant ce dernier accord.

Je n'affure pas que Mr. l'Ambassadeur *Sagredo* m'accorde d'abord ces demandes; mais je me flate d'en obtenir la meilleure partie.

Je vous prie de me marquer sur cela votre sentiment, & s'il y a aparence que l'Etat y donne les mains. Je difererai de donner aucune réponse à Mr. *Sagredo*; jusqu'à-ce que j'aye reçû votre réponse. Je n'en écris qu'à vous seul; je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 3. Janvier 1664.

**M** O N S I E U R,

J'ai laissé passer plusieurs Postes sans vous écrire, d'autant plus que vous étiez parfaitement instruit de toutes les affaires qui peuvent être sur le tapis à la Cour où vous êtes, & que je voyois par vos Lettres, que conformément à vos Instructions, vous vous

conduisiez avec votre exactitude & votre diligence ordinaire ; il y auroit seulement à souhaiter que les choses réussissent mieux.

Je ne puis comprendre pour quelle raison l'on difère si long tems la vérification & l'enregistrement du dernier Traité d'Alliance, qui me paroît absolument nécessaire, vû les affaires & les procès que les Sujets de l'Etat peuvent avoir dans les diférens quartiers du Royaume.

On commence à se lasser ici d'entendre tous les jours de nouvelles plaintes des violences qu'exercent ceux qui lèvent le Droit de Tonneau, & d'autres par raport au Savon. Si cela continuë, les bonnes dispositions où l'on étoit ici avant la conclusion de cette Alliance s'évanouiront bien-tôt, sur tout si l'on persiste dans les Projets d'exclure nos Sujets du Commerce & de la Navigation. Je souhaiterois que vous me fissiez part de vos considérations sur ce sujet, & quels moyens on pourroit mettre en œuvre pour renverser de tels Projets.

J'ai examiné ce que vous proposiez dans votre Lettre du 21. du passé par raport à une Ligue entre les trois Républiques ; mais il me paroît que leurs forces & leur situation sont telles, que l'Etat y trouveroit peu d'avantage ; outre que leur éloignement les unes des autres, & la diférence de leurs intérêts sont deux choses qui feroient toujours cause que l'une ou l'autre ne s'engageroit à entreprendre que ce qui feroit de son intérêt particulier.

Je suis comme certain qu'on feroit fort  
dis-

disposé ici à faire avec la République de Venise un Traité d'Amitié, de Commerce & de Marine: mais je ne vois pas qu'il soit avantageux à l'Etat de s'engager à faire des avances considérables par forme de Subside, dans l'espérance d'une restitution incertaine après bien des années, & qui dépendroit de tant de circonstances qui peuvent changer à tous momens, sur tout de faire ces avances à une République qu'on fait ne se pas dessaisir volontiers de son argent, & que l'Etat ne peut pas aisément aller contraindre au payement par la force de ses Armes.

Faites-moi le plaisir de me mander à présent ce que vous en pensez, & en particulier si vous trouvez que cette République soit disposée à faire un Traité d'Amitié, de Commerce & de Navigation sur le modèle de celui que vous avez conclu en France en 1662. *mutatis mutandis*; car il me paroît qu'on y donneroit ici les mains volontiers. Je vous souhaite, & à votre Famille, toute sorte de bénédictions dans ce commencement d'année, & je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL

A la Haye le 3. Janvier 1664.

MONSIEUR,

Mrs. les Députez d'Amsterdam m'ont fait part de la Lettre que vous avez écrite à Mrs.

les Bourguemaîtres & Régens de leur Ville, le 30. Novembre dernier, & d'une Résolution du Conseil des Trente-six, prise sur cette Lettre le 13. du mois passé, que je me suis chargé de vous envoyer; ainsi en voici une Copie. Il me paroît que les raisons contenues dans votre Lettre & dans cette Résolution sont tout à fait péremptoires, & je crois que vous pouvez sans scrupule diriger les choses conformément à cette Résolution, puis que je ne sai aucune Résolution de l'Etat qui y soit contraire; si ce n'est celle qui aprouve certain Projet que vous aviez envoyé ici. Ainsi, quoi que cette Résolution-ci ne parte pas du sein de l'Etat même, il me semble que vous pouvez sans inquiétude vous y conformer autant que vous le jugerez à propos & suivant ce que vous proposez dans votre Lettre qui a été aprouvée par le Conseil d'Amsterdam avec connoissance de cause.

Si néanmoins il vous restoit quelque scrupule, vous pouvez écrire sur ce sujet à Leurs HH. PP. une Lettre semblable à celle que vous aviez écrite à Mrs. d'Amsterdam: & je ferai en sorte que l'on vous envoie une Résolution de l'Etat qui pourra servir à votre décharge. J'ai crû qu'il étoit de mon devoir d'ajouter ceci à ma Lettre ci-jointe; je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 24. Janvier 1664.*

MONSIEUR,

Comme je me dispoisois lundi dernier à avoir Audience du Roi, dans laquelle j'avois résolu de représenter à Sa Majesté les raisons que Leurs HH. PP. avoient d'envoyer les Présens en question pour les Commissaires de Sa Majesté employez dans la Négociation du Traité du 27. Avril 1662., je fus prié le matin de remettre cette affaire & de n'en point faire mention dans le Discours que je devois faire à Sa Majesté, parce que l'on n'avoit encore pris aucunes mesures à cet égard.

Messieurs les Commissaires s'oposent avec fermeté à l'acceptation.

S'il est avantageux qu'on ne refuse pas ces Présens, il y a des Personnes neutres qui croient que le mieux seroit, que Leurs HH. PP. en fissent parler à Mr. le Comte d'*Estrades* qui saura ce qu'il aura à répondre de la part du Roi.

Au reste, je continuerai à exécuter mes Ordres contenus dans la Résolution & les Lettres de Leurs Hautes Puissances du 2. de ce mois. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le dernier de Janvier 1664.*

MONSIEUR,

Je suis toujours dans une grande perplexité sur l'affaire dont j'ai écrit à Mrs. d'Amsterdam le 30. Novembre dernier, & dont vous m'avez fait la grace de me dire votre sentiment par votre Lettre du 3. de ce mois ; & plus je considère la nature de cette affaire, les devoirs de ma Charge, & ce que je dois à ceux qui m'en ont écrit, plus jeme trouve embarrassé.

D'un autre côté, il seroit préjudiciable qu'elle devint publique, ce qui ne manqueroit pas d'arriver, si vous faisiez ce que vous me proposez ; car rien ne peut rester secret dans l'Etat.

Ainsi, je ne vois point de jour de sortir de mon embarras.

Sur tout il faut garder le silence, autrement nous nous verrions prévenus. Je prendrai garde que cette affaire reste dans la situation où elle est, & je ferai dans d'autres de la même nature tout ce qui sera de l'intérêt de l'Etat.

Il est certain que l'on forme ici les desseins dont j'ai parlé dans mes précédentes ; ils augmentent même tous les jours, en sorte qu'on  
doit

doit y prendre garde & employer les moyens convenables pour la conservation de nos propres intérêts.

J'insiste sans relâche sur l'observation des Articles du nouveau Traité, le Roi me répond toujours avec beaucoup de bonté, & j'en atens dans peu les effets; la justice & la raison qui sont pour nous me font espérer.

J'ai fait attention à ce que vous pensez des propositions d'une nouvelle Alliance avec la République de Venise qui souhaiteroit quelque secours. Je ne manquerai pas de ménager cette affaire à l'avantage de la République pour peu que les propositions qu'on me fera soient avantageuses. Je parle du dernier Article; car quant au premier, je considère que Leurs HH. PP., en cas de besoin, peuvent tirer des Troupes de la Westphalie & des autres Cercles voisins avec bien moins de fraix que de l'autre qui ne peut fournir aucun argent.

Il étoit de mon devoir de mander ces choses dont j'étois informé, puis que par ce moyen je n'ai rien à me reprocher.

Tout le monde regorge à présent de grands Projets. Dieu veuille qu'aucun d'eux ne soit préjudiciable à la Patrie. Je suis, &c.

P. S. On est encore ici dans le même sentiment où l'on étoit lors que je vous ai écrit il y a huit jours, par rapport aux Présens; au reste je suis mes Ordres.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 7. Fevrier 1664.

MONSIEUR,

Depuis ma dernière du 3. du passé, j'ai reçu les vôtres du 24. & du dernier du même mois.

Il me semble qu'on pouvoit se choquer à la Cour si Mr. d'*Estrades* faisoit quelques représentations au Roi, de la part de l'Etat, au sujet des Présens, & qu'on pouroit l'accuser de se mêler ici d'affaires qui ne sont pas du ressort de sa Charge, & que l'on doit régler où vous êtes. Cependant, s'il y avoit quelques raisons qui pussent faire présumer que les instances de ce Ministre auroient quelque succès, je ferois bien en sorte que Leurs HH. PP. lui fissent faire de très sérieuses remontrances sur ce sujet.

Mr. *Richard*, Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne, publie ici comme une chose certaine, que le Pape s'est reconcilié avec la France.

J'apprends avec plaisir, que vous espérez que dans peu vous obtiendrez l'exécution exacte du dernier Traité d'Alliance; d'autant plus qu'il ne se passe pas de jour que la Régence ne reçoive des plaintes des contraventions que l'on fait à ce Traité. Je suis, &c.



À Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 12. Juin 1664.

M O N S I E U R,

Comme on ne manquera pas de faire réflexion, où vous êtes, sur ce qui se passe à présent entre l'Angleterre & cet Etat, & qu'il est très nécessaire que vous en soyez informé, Leurs HH. PP. ont trouvé à propos qu'on vous envoyât les Papiers qui concernent ces affaires, afin que vous ayez une entière connoissance de ce qui s'est passé ici à cet égard depuis quelques années. C'est ce que vous apprendrez par la Résolution ci-jointe; mais comme je crains qu'on ne puisse vous envoyer toutes ces Pièces par cette Poste-ci, je crois qu'il est de mon devoir de vous informer par avance, que Mr. l'Envoyé *Downing* non seulement persiste dans les mêmes prétentions par rapport aux Vaisseaux la Bonne-Espérance & le Henri-Bonne-Aventure, que Leurs HH. PP. ont rejetées plusieurs fois comme insoutenables, ainsi que vous le pouvez voir par leurs Résolutions du 22. Juin & 26. Août 1662. & du 8. Octobre 1663., dont la première contient un récit exact de toute l'affaire; mais encore depuis peu dans une Conférence qu'il demanda exprès pour cela, il jugea à propos de donner une nouvelle interprétation à l'article 15.

du

du Traité, interprétation autant contraire à la Lettre & à l'intention de cet article, que les Pretentions le sont au Droit, à la Raison & à l'Equité. C'est pourquoi Leurs HH. PP. lui ont fait remettre un Mémoire dont la Copie ci-jointe vous mettra au fait de toute cette affaire. Les Etats de Hollande & de West-Frise ont résolu unanimement de ne pas céder la moindre chose dans toute cette affaire, dont l'injustice de la part de l'Angleterre est tout à fait palpable, puis qu'autrement ce seroit nourrir l'insolence de cette Nation, & exposer l'Etat à de nouvelles avances, suivant le Proverbe, *veterem ferendo injuriam, invitas novam*. D'un autre côté, leurs N. & G. P. ont jugé, que pour se mettre la Conscience en repos devant Dieu & devant toute la terre, au cas que les choses en vinssent aux dernières extrêmités, il étoit bon de céder autant qu'on pouroit dans les choses où il y a du pour & du contre. Cependant, il n'y a pas d'apparence que ce sentiment soit suivi; car Leurs HH. PP. se mettent dans une posture à ne pas craindre qu'on insulte davantage la République impunément, conformément à la Résolution de la Province de Hollande: Leurs HH. PP. ont témoigné à Sa Majesté Britannique quelles étoient leurs dispositions, ainsi que vous verrez par la Copie de leur Lettre à ce Prince; on remit en même tems à Mr. *Downing* deux Mémoires différens pour répondre à ses plaintes contre les Compagnies du Ouest & des Indes, & dont voici les Copie pour votre instruction. Leurs HH. PP. lui ont fait en même

même tems des plaintes sur la prise du Cap-Verd & de quatre Bâtimens de la Compagnie du Ouest qui s'y étoient trouvez alors, & dont on a reçu la nouvelle d'Angleterre même; demandant, qu'au cas que la chose se trouvât telle, le Roi d'Angleterre voulût bien faire restituer ce qui auroit été pris avec indemnisation de la perte soufferte, & donner des ordres pour empêcher qu'à l'avenir on n'entreprenne rien de semblable. Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 26. Juin 1664.*

**M** O N S I E U R ,

Vous êtes sans doute instruit de toutes les circonstances des affaires entre l'Angleterre & l'Etat par les Pièces qu'on vous a envoyées par les dernières Postes; & quoi que je ne puisse m'imaginer que l'on pousse les choses jusqu'à une rupture, & que l'Angleterre refuse d'entendre raison; cependant, je suis persuadé qu'il est très important que le Roi & les Ministres soient bien informez, que de ce côté-ci l'on n'a donné aucun sujet de brouilleries; ainsi je me flate que vous examinerez soigneusement toutes les Pièces qu'on vous a envoyées, & , que joignant à leur contenu les raisons que l'expérience & votre prudence vous fourniront, vous  
con-

convaincrez fans peine Sa Majesté & ses Ministres de l'équité palpable des prétentions de Leurs HH. PP. J'attendrai avec impatience que vous m'informiez de ce que vous aurez découvert des sentimens de cette Cour, sur tout ce que le Roi en pense & ce qu'il juge que Leurs HH. PP. pourroient faire de plus. Voici encore une Copie d'une Lettre écrite avanthier à Sa Majesté Britanique sur la situation de ces affaires-là & en particulier sur la destination de la Flotte de l'Etat. C'est une nouvelle preuve du desir que Leurs HH. PP. ont de ne pas rompre la Paix, & dont vous pourrez faire usage au besoin.

S'il étoit besoin de quelque instruction plus ample, faites-le moi savoir & j'aurai soin qu'on vous l'envoie au plutôt.

Nous ne pouvons trouver ici d'autres moyens de faire cesser les violences qu'on exerce contre les Sujets de l'Etat par rapport à leur Commerce & à leur Navigation, que les remontrances & les plaintes adressées au Roi même; quant à la Navigation dans les Païs étrangers à laquelle on tâche en France d'exciter les Sujets du Roi, nous ne pouvons jusqu'à présent y opposer que l'industrie & la bonne conduite de nos Négocians. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Août 1664.*

MONSIEUR,

Peut-être publieroit-on dans les Provinces quelques nouvelles, comme si le Roi étoit indisposé, à cause que, par l'avis de ses Médecins, il prend à Vincennes les Eaux minérales. Ce n'est que par précaution, & non pour cause de maladie; le Roi fait tous les jours à l'ordinaire ses exercices tant du corps que de l'Esprit. Depuis que le Roi prend les Eaux, on ne parle plus de son Voyage vers les frontières.

Comme j'allois fermer ma Lettre, je reçois les avis ci-joints de Hongrie, que j'ai fait copier à la hâte pour vous les envoyer.

Il a été impossible d'empêcher l'interdiction de toute Navigation ou Commerce avec les Sujets de Hollande & de Zeelande, qui suspend toute communication jusqu'au premier de Décembre prochain. On a fait venir chez Mr. le Premier Président du Parlement tous les Marchands qui trafiquent en Hollande, & on les a obligés de faire voir leurs Lettres & les avis qu'ils en recevoient; & comme il s'est trouvé que le nombre des morts augmentoit tous les jours à Amsterdam

dam & dans les autres Villes, on a pris cette Révolution, que l'on n'apût prévenir. Leurs N. & G. P. sauront diriger toute chose à l'avantage de leurs Sujets, ou au moins de manière qu'ils en souffrent le moins de préjudice qu'il sera possible; Dieu veuille benir la République. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 5. Septembre 1664.*

MONSIEUR,

Quelques Bâtimens Hollandois, qui font partie d'une Flotte de 40. Navires marchands qui viennent de la Mer du Nord, sont arrivez dans la Seine près du Havre-de-Grace, ayant passé librement le 29. Août au travers de la Flotte des Vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique qui ne se sont en aucune manière oposez à leur passage.

Le 26. précédent l'Amiral Anglois avoit fait baisser les voiles & jeter l'ancre vers les Côtes à une autre Flotte qui venoit du Ouest & qui passoit le Canal pour gagner la Hollande & Hambourg; mais peu après, ils eurent la permission de remettre à la voile & de continuer leur route, sans qu'on y mît aucun autre empêchement.

L'arrivée des Députez de Leurs HH. PP. à Bruxelles pour régler les Limites, donne

de l'ombrage ici aux Grands & à la Cour, & ils s'imaginent que sous ce prétexte on travaille à quelque Négociation secrète entre les Provinces-Unies & les Pais Bas Catholiques. Je souhaiterois que l'on m'informât de ce qui en est, & qu'on me dictât les raisons dont je puis me servir pour guérir cette jalousie.

On est bien résolu ici de faire exactement observer l'interdiction de tout Commerce & Navigation jusqu'au mois de Décembre : d'autant plus que l'on confirme de plus en plus que la Contagion est en Hollande, & qu'on ne veut pas ajoûter foi à toutes les nouvelles contraires. On ne parle plus du voyage du Roi. Je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 12. Septembre 1664.*

MONSIEUR,

Le départ du Commandeur *Trelong*, & celui des Capitaines *Coventry* & *Talbot*, qu'on envoie vers le Nord, ont excité ma curiosité, & j'ai fait ce que j'ai pû pour en découvrir le sujet, & si c'étoit pour quelque intérêt commun de la France & del'Angleterre, ou simplement les intérêts particuliers de chacune de ces Couronnes. Tout ce que j'ai pû en découvrir, par rapport à la France, c'est

c'est qu'elle n'a d'autre vûë que la Propagation du Commerce & de la Navigation de ses Sujets dans le Nord, & d'unir autant qu'elle pourroit les Rois du Nord ensemble mieux qu'ils ne l'ont été ci-devant; si ce dernier article est vrai, l'Angleterre peut aussi y trouver ses intérêts. Le Comte de *Carlisle* a ordre de ne pas encore partir, ce qui me fait juger qu'il faut que ce soit une affaire que l'Angleterre prend fort à cœur.

Le Baron de *Blumenthal*, Envoyé de l'Electeur de Brandebourg, a terminé les affaires pour lesquelles il étoit ici, & signé un Traité avec cette Couronne. Il ne m'a point témoigné autant de confiance que ci-devant, ce qui m'avoit fait craindre qu'il n'y eût quelque chose dans cette Négociation qui fût au desavantage de Leurs HH. PP. ; mais enfin, j'ai trouvé que le but principal de la France étoit de détacher, autant qu'il se pourroit, l'Electeur du Parti de l'Empereur. J'ai appris aussi que le Cérémonial a été cause que ce Traité ne fût pas signé pendant le premier Voyage du Baron de *Blumenthal*, qui souûtenoit fermement que son Maître devoit être nommé *Serenissimus & Serenitas Electoralis* à la troisième Personne, dans tout le Corps du Traité: ce différent a été réglé de manière, que lors que le Roi parle seul, ou avec l'Electeur, le Roi, ni l'Electeur, ne se serviront pas de ces titres; mais lors que l'Electeur parlera seul dans ses Lettres & Mémoires, il pourra s'en servir sans que le Roi les refuse pour cela.

Il me semble aussi que les Ministres de  
Brand-



Brandebourg résidens à la Haye, se servent à présent dans les Mémoires qu'ils présentent à Leurs HH. PP., de termes moins civils que par le passé: j'en ai dit quelque chose à Mr. *Blumenthal*, & je lui ai demandé si Mr. l'Electeur avoit quelque raison de changer de sentiment par rapport à l'ancienne Amitié & bonne Intelligence qui étoit entre les deux Cours. Bien loin de-là, il m'a assuré que son Altesse Electorale persistoit dans tous les sentimens de la plus sincère Amitié & de la plus grande Confiance.

Mais comme il m'a été impossible d'obtenir de ce Baron la moindre ouverture sur le contenu du Traité qu'il vient de signer, j'ai eu recours aux subtilitez pour avoir une bonne Copie de ce Traité que je vous envoie ci-jointe; je suis à la chasse des autres Pièces qui en dépendent, & elles suivront bien-tôt cette Copie-ci. Je vous prie qu'on ne sache pas que j'ai envoyé ceci, ni même que je m'en suis mêlé, j'ai mes raisons, sur tout par rapport à la Personne qui m'a servi en ceci, & à qui cela feroit un grand tort.

On met tout en œuvre pour détourner le Duc de *Savoye* du Mariage qu'il semble vouloir contracter avec une Archiduchesse d'Inspruck de la Maison d'Autriche: mais il semble qu'on aura de la peine à le faire changer de dessein, il est trop engagé. Mr. *Servien*, Ambassadeur du Roi, lui a offert, de la part de Sa Majesté, celle des deux Princesses d'Orleans qu'il voudra choisir, soit Mademoiselle de *Montpensier*, ou Mademoiselle d'*Alençon*. On m'a assuré de bonne part qu'on saura  
dans

600      *Lettres & Négociations entre*  
dans peu ce qui en fera. Je suis toujours,  
&c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 10. Octobre 1664.*

**M** O N S I E U R,

Je vous ai envoyé depuis peu une Copie du dernier Traité conclû entre le Roi de France & l'Electeur de Brandebourg, que je tenois d'une Personne sûre, en sorte que vous pouvez y faire fonds. Voici les Pièces qui en dépendent conformément à l'inventaire.

Je vous prie de me marquer en confidence si ces sortes de Pièces sont assez importantes à l'Etat pour qu'on puisse dépenser quelque chose pour les avoir, ainsi que j'ai fait par rapport à celles-ci, afin qu'à l'avenir je puisse me régler sur ce que vous m'en écrirez.

Je vous ai écrit le 12. Septembre sur la manière de mesurer, étalonner, & marquer les Vaisseaux: pour moi je crois, sauf meilleur avis, qu'ils doivent être mesurez, les Hollandois en Hollande, & les François en France, de la part des Juges & Magistrats des Villes respectives, & en presence des Ambassadeurs résidens dans les deux Etats.

Je voudrois savoir sur cela le sentiment de  
Leurs N. & G. P. & avoir la Résolution &  
les

*Mrs. J. de Witt & G. Boreel.* 601

les Ordres de Leurs HH. PP. Le tems s'écoule, & ceux de la Nation Hollandoise insistent fort sur cela. En attendant je suis sincèrement, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 17. Octobre 1664.*

MONSIEUR,

J'ai remarqué dans la Conférence que j'ai eue avant-hier avec Mr. l'Ambassadeur de *Venise*, que cette République est très-disposée à faire une étroite Alliance avec Leurs HH. PP. au cas qu'Elles y voulussent donner les mains. Les motifs des Venitiens sont particulièrement fondez sur la réflexion qu'ils font, que l'on forme de tous côtez de prodigieux & vastes Projets, & qu'ils ont lieu d'appréhender, qu'on ne puisse y opposer d'autres barrières que l'étroite Alliance des deux plus puissantes Républiques, pour leur défense mutuelle. Toutes les vûes des Venitiens vont à faire tête aux Turcs qui employent toutes leurs forces contre les seuls Venitiens, qui sont épuisez, & qui sont à la veille de se voir ataquez dans la Dalmatie, d'où l'ennemi se frayera une entrée dans le Frioul; pendant que d'un autre côté il continuera la Guerre dans l'Isle de Candie jusqu'à-ce qu'il s'en soit rendu le Maître, ce qui pourra bien arriver à la fin.

Je me souviens que Mr. l'Orateur *Haga*,  
*Tome II.* Cc de

de retour de Constantinople en Hollande, me dit en 1639. ou 1640., que le but du Divan étoit particulièrement de faire la Conquête de Candie; afin d'être en état de faire faire une invasion dans la Sicile par les Corsaires de Barbarie, pendant que les Turcs feront une descente en Italie d'un autre côté, ce qu'ils ne peuvent entreprendre avant d'être Maîtres de Candie qui sert de Barrière à tout l'Archipel. Je laisse cette affaire aux sages considérations de Leurs HH. PP., & je suis sincèrement, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 22. Octobre 1664.*

**M** O N S I E U R ,

Je vous ai mandé les dispositions où étoit la République de Venise d'entrer dans une étroite Alliance & de renouveler les anciens Traitez avec Leurs HH. PP. pour les raisons que je vous ai marquées alors.

Vous m'avez fait réponse, qu'ayant réfléchi sur cette affaire, vous trouviez que je pourais écouter, comme de moi-même, l'Ambassadeur de cette République, au cas que l'intention fût de faire un Traité de bonne amitié, intelligence & correspondance, & en même tems de Commerce & de Marine.

Depuis ce tems-là, lors que les Ambassadeurs des Cantons Suisses étoient ici, je vous

ai parlé d'une Ligue qui pouroit se faire entre Leurs HH. PP., Venise, & les Cantons.

Comme je découvre de plus en plus, par les discours de Mr. l'Ambassadeur *Sagredo*, que sa République seroit disposée à donner les mains, sur tout à la première Proposition, & comme j'apprends qu'il y a à présent à la Haye un Envoyé de Zurich; j'ai crû qu'il étoit de mon devoir de vous rapeller tout ceci, pour vous donner à penser, s'il ne seroit pas à propos de mettre cette affaire sur le tapis dans la circonstance présente & dans l'Etat où se trouvent les affaires de l'Europe. J'attendrai l'honneur de votre réponse, étant au reste avec sincérité, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 6. Novembre 1664.*

MONSIEUR,

J'ai laissé passer quelque tems sans vous écrire, parce que je savois que Leurs HH. PP. avoient le soin de vous faire informer de tems en tems de ce qui se passoit ici, tant par rapport aux affaires d'Angleterre, qu'à celles qui concernent votre Négociation.

Vos dernières Lettres m'apprennent les dispositions où est la République de Venise, de faire avec Leurs HH. PP. un Traité de bonne Amitié, Intelligence, & Correspondance, & en même tems de Commerce & de Marine: je l'ai proposé aux Etats de Hollan-

de & de West Frise, qui sont encore dans la même opinion, qu'il sera toujours avantageux à l'Etat de faire un Traité d'Amitié, de Commerce & de Marine, avec quelque Puissance que ce soit qui confine à la Mer & qui a des forces sur Mer. Mais on craint que l'intention des Venitiens ne soit de faire une Alliance défensive à quoi Leurs N. & G. P. n'ont aucune inclination, pour les raisons que vous savez & dont je vous ai fait mention. Ainsi, il est nécessaire que vous vous assuriez, que cette République se contenteroit d'un simple Traité d'Amitié, de Commerce & d'Alliance, sans parler, ni de secours pour la défensive, ni de Subsidés. En ce cas la Régence sera toujours disposée à traiter avec cette République aux mêmes conditions qu'avec l'Espagne, & depuis peu avec la France, *mutatis mutandis.*

Quant à l'ouverture que vous m'avez faite ci-devant touchant une Ligue entre Leurs HH. PP., les Venitiens, & les Suisses; on considère ici cette affaire comme méritant beaucoup de réflexions & peu avantageuse, en sorte que je crois qu'on y fera peu d'attention.

J'ai reçu par votre Lettre du 10. du passé les Pièces dépendantes du Traité conclu entre la France & le Brandebourg, dont j'ai fait part à Leurs N. & G. P., qui jugent que ces sortes de choses méritent quelques présent, ou une bonne récompense pour le Copiste, mais non pas de grosses dépenses.

Il y a long tems qu'on a remis entre les mains des Commissaires vos Propositions par

rapport à la manière de mesurer & d'étalonner les Vaisseaux; les Commissaires sont Mrs. d'*Amsterdam*, de *Rotterdam* & de *Hoorn*. Sur vos derniers avis on les a exhortez à y travailler au plutôt. Voici, pour votre instruction, Copie de l'accord passé avec le Roi de *Dannemark*, par rapport aux Vaisseaux qui font voile vers la *Norwegue*, dans lequel on a égard à la manière dont les Vaisseaux sont chargez, & si suivant la nature des Marchandises elles n'y sont pas entassées.

Je me repose fort sur les favorables intentions de Sa Majesté, par rapport aux démêlez de la République avec l'Angleterre, sur tout en ce qui concerne l'Alliance solennelle de Sa Majesté avec Leurs HH. PP. Cependant, d'un côté le Roi de France n'a pû faire entendre raison à celui d'Angleterre, qui refuse jusqu'à déclarer ses intentions par rapport à la restitution de ce dont les Anglois se sont emparez en *Guinée*, d'un autre côté on arme à force en Angleterre, ce qu'on ne peut faire sans des millions, & l'on ne peut s'imaginer d'où Sa Majesté Britannique peut les tirer pendant l'absence de son Parlement, & sans avoir eu aucun consentement pour quelque subside; ce qui donne lieu de craindre, qu'il n'y ait quelque intelligence entre les deux qui pourroient avoir en vûe de tailler de la besogne à l'Etat & de le tenir en action, pendant que le Roi de France exécutera les grands desseins qu'il a formez & qui sont fondez sur la mort du Roi d'Espagne. Ainsi, je souhaiterois que voustâchassiez, avec toute l'adresse imaginable, de pénétrer quel est

le ressort de la conduite de Sa Majesté dans toutes ces affaires-ci. Vous rendriez un service important à l'Etat & vous obligeriez infiniment celui qui fera toujours, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 14. Novembre 1664.*

**M**ONSIEUR,

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6. de ce mois, dans laquelle vous m'apprenez les raisons de votre long silence.

Je tâcherai de savoir de Mr. l'Ambassadeur de Venise quelle seroit l'intention de sa République par rapport au Renouvellement de la bonne intelligence entre les deux Républiques, & je ne manquerai pas de vous en rendre compte.

Je laisse à la disposition de Leurs HH. PP. & de votre sage examen l'affaire de la Ligue avec Venise & les Suisses.

Je ne puis offrir le salaire d'un Copiste à ceux qui m'ont fourni les Pièces du Traité entre la France & le Brandebourg, que j'ai envoyées à la Régence: je les tiens de Personnes plus relevées & auxquelles je serai obligé de donner cinquante écus. Ainsi à l'avenir, puis que vous le trouvez à propos, je ne me servirai plus, pour ces sortes d'affaires, de cette voye qui paroît coûter trop.

Je suis tous les jours tourmenté par ceux de la Nation, qui demandent sans cesse un  
Ré-



Règlement de Leurs HH. PP. sur la manière de mesurer & d'étalonner leurs Vaisseaux, afin de se voir enfin à couvert des injustices auxquelles les Marchands & Maîtres de Navires de la République sont exposés tous les jours. Il n'y a point de violence qu'on ne mette en œuvre pour chagriner notre Nation & l'obliger ainsi à renoncer au Commerce & à la Navigation. Il y a plus d'un an que je réitère le même avis.

Je suis fâché de n'avoir pas le chiffre de 1650. comme vous l'avez crû; on ne me l'a point donné alors, comme vous le pouvez voir par mon reçu qui est au Greffe. Ainsi je n'ai pu déchiffrer cette partie de votre Lettre.

La Reine est dans le huitième mois de sa grossesse, & depuis peu Elle est attaquée d'une fièvre double-tierce. On l'a déjà seignée six fois, & on n'ose pas le faire davantage, parce que l'on craint de perdre la Mère & l'Enfant. On est ici dans une affliction générale, & le Roi est inconsolable; je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

*A la Haye le 20. Novembre 1664.*

**M** O N S I E U R,

J'ai appris avec chagrin par votre Lettre du 14. que vous n'aviez pas la clef du chiffre que

J'ai crû qu'on vous avoit donné en 1650, ou du moins qu'on vous avoit envoyé depuis; en voici une Copie afin que vous puissiez déchiffrer ma Lettre & les autres que je pourrois être obligé de vous écrire. Comme celle-ci n'est que pour cela, je la finis en vous assurant que je suis, &c.

A Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

*De Paris le 28. Novembre 1664.*

**M**ONSIEUR,

Je viens de recevoir un Exemplaire imprimé de l'Edit du Roi avec le Tarif qui réduit les Droits d'entrée & de sortie, ou les cinq grosses Fermes: comme je n'ai pû avoir que ce seul Exemplaire, je l'envoie à votre adresse. La présente contient plusieurs beaux narrez sur lesquels il me semble que l'Etat doit faire réflexion de la manière même la plus sérieuse, ainsi que vous le verrez sans doute à la première lecture.

Le Tarif fait un si gros volume que je ne puis le joindre ici; cependant, il faudra que Leurs HH. PP. l'ayent, & je l'envoyerai par la première Poste; comme c'est là où est le mal, il faut l'avoir pour y trouver le remède. Nos Négociants ne manqueront pas de découvrir à la Régence où gît le mal.

Voici une Lettre pour Monf. le Greffier *Ruysh* afin que vous lui remettiez cet Edit pour Leurs HH. PP., si vous le jugez à propos. Je suis, &c.

P. S.

P. S. J'ai partagé en cinq paragraphes le chiffre & la Préface sur ce sujet, comme vous verrez ici.

La Réponse au premier comme dans la Lettre ci-jointe.

Par raport au 2. & 3. on trouve ici des personnes qui sont fort étonnées de ce que cela se fait & se peut faire, au grand étonnement même des plus expérimentez du Pais.

Quand au soupçon que vous avez à cet égard; ce sont des affaires très-secrettes, dans lesquelles il est fort difficile de pénétrer. Il est arrivé ici cette semaine un Envoyé secret du Roi d'Angleterre, qui a eu *incognito* une Audience secrette du Roi sans même avoir été introduit par l'Ambassadeur ordinaire d'Angleterre; & il est reparti *incognito* sans avoir parlé à personne de la Cour. Chacun en parle différenment, sans connoissance & seulement par conjecture, même dans le sens dans lequel vous prenez tout ce qui se passe, ainsi que §. E.

§. A. je me repose fort.

§. B. cependant, &c.

§. C. d'un autre côté on arme, &c.

§. D. ce qui donne lieu de &c.

§. E. qui pourroit avoir en vuë, &c.

A. Mr. le Conseiller Pensionnaire  
JEAN DE WITT.

De Paris le 28. Novembre 1664.

MONSIEUR,

La réception du paquet du 20. de ce mois  
m'a

m'a fourni les moyens de déchiffrer la dernière période de votre Lettre du 6. Voici ce que j'ai à y répondre.

Je suis bien informé de plusieurs endroits qu'il y a une intime correspondance & une parfaite intelligence entre les deux Rois, dont vous me parlez, dans la plûpart des affaires, en sorte qu'on n'en peut attendre & espérer que le repos, la tranquillité & le bien de toute la Chrétienté.

Quand aux dispositions de Sa Maj. Très-Christienne par raport à Leurs HH. PP. je ne puis en dire autre chose, sinon, que toutes les fois que j'ai aproché de Prince pour m'aquiter auprès de lui des Ordres de Leurs HH. PP., il m'a toujours reçu, en considération de Leurs HH. PP., de la manière du monde la plus gracieuse, & avec une bonté toute particuliere, qu'il m'a temoigné, & par ses gestes, & par ses paroles, & même par le Cérémoniel pour se couvrir. Quand aux effets & aux avantages qui en reviennent aux Sujets de l'Etat, Leurs HH. PP. peuvent en juger par Elles-mêmes.

Lors que j'ai informé Sa Majesté des apparences qu'il y avoit d'une prochaine brouillerie & des actes d'hostilité commis par les Anglois en Afrique & depuis peu en Amerique, & qu'en même tems j'ai prié Sa Majesté de donner à Leurs HH. PP. des preuves de cette grande affection & de cette bonne volonté qu'Elle leur avoit toujours temoignée, en s'employant pour leur obtenir une juste satisfaction : Sa Majesté a écouté amiablement ce que je lui ai remontré & m'a répondu très-favorablement, qu'Elle avoit donné sur cela des ordres à son Ambassadeur en Angleterre, & qu'Elle

qu'Elle feroit tout ce que Leurs HH. PP. pouvoient souhaiter d'Elle.

Il est vrai qu'on ne prend pas toujours également à cœur les choses qui intéressent Leurs HH. PP. ce qui vient de la diversité des honneurs & des inclinations de ceux qui sont dans le maniement des affaires.

Chacun parle, selon son sentiment, ou selon qu'il est affectionné à un troisième, des secrètes intentions du Roi, soit en bien, soit en mal : Mais comme ce Prince est d'une grande Prudence, & qu'il ne fait part de ses desseins qu'à peu de personnes, en sorte qu'ils restent fort secrets, il me semble qu'on ne doit faire aucun fond sur tous ces discours, sur tout lors qu'il s'agit d'affaires d'Etat de la dernière importance, pour décider de la bonne ou mauvaise volonté du Roi par rapport aux Intérêts de Leurs HH. PP.

Cette Nation-ci est vive & prompte, elle veut aisément faire passer ses opinions pour des vérités ; mais ce ne doit pas être au préjudice des bonnes intentions de Sa Majesté, ou de ce que l'on peut espérer de bon de Sa Majesté pour les Intérêts de l'Etat. Voilà tout ce que je puis vous mander pour satisfaire à mon devoir ; Je suis, &c.

A Mr. l'Ambassadeur G. BOREEL.

A la Haye le 4. Décembre 1664.

MONSIEUR,

J'ai reçu vos deux Lettres du 28. du passé: La dernière que je vous ai écrite étoit du 20. du même mois.

Les Etats de Hollande & de West-Frise ont jugé à propos, dans la circonstance présente, d'envoyer Mr. van *Beunningen* à Sa Majesté Très-Chrétienne, pour raisons contenues dans la Résolution \* ci-jointe, à laquelle Leurs HH.PP. se sont conformées. L'Etat vous écrira directement sur cela. Mr. van *Beunningen* compte de partir demain s'il est possible, & de continuer son voyage en toute diligence sans s'arrêter en chemin.

Hier les Députez de Leurs N. & G. P. ont enfin fait rapport & donné leur avis à Leurs N. & G. P. par rapport à la manière de mesurer les Vaisseaux qui vont d'ici en France & vice versa, Mr. le Pensionnaire de *Groot* portoit la Parole. Comme quelques Membres ont demandé Copie de cet avis, tel que je vous l'envoie ci-joint, on n'a pris aucune conclusion sur cette affaire. Je ne doute pas néanmoins que ces Membres ne s'y conforment avant que l'Assemblée se sépare. N'ayant autre chose à vous mander, je vous prie de me croire, &c.

\* Voyez les Résolutions secrètes, la Résolution du Samedi, 29. Novembre, & mercredi 3. Décembre 1664.

*Fin du Tome Second.*



